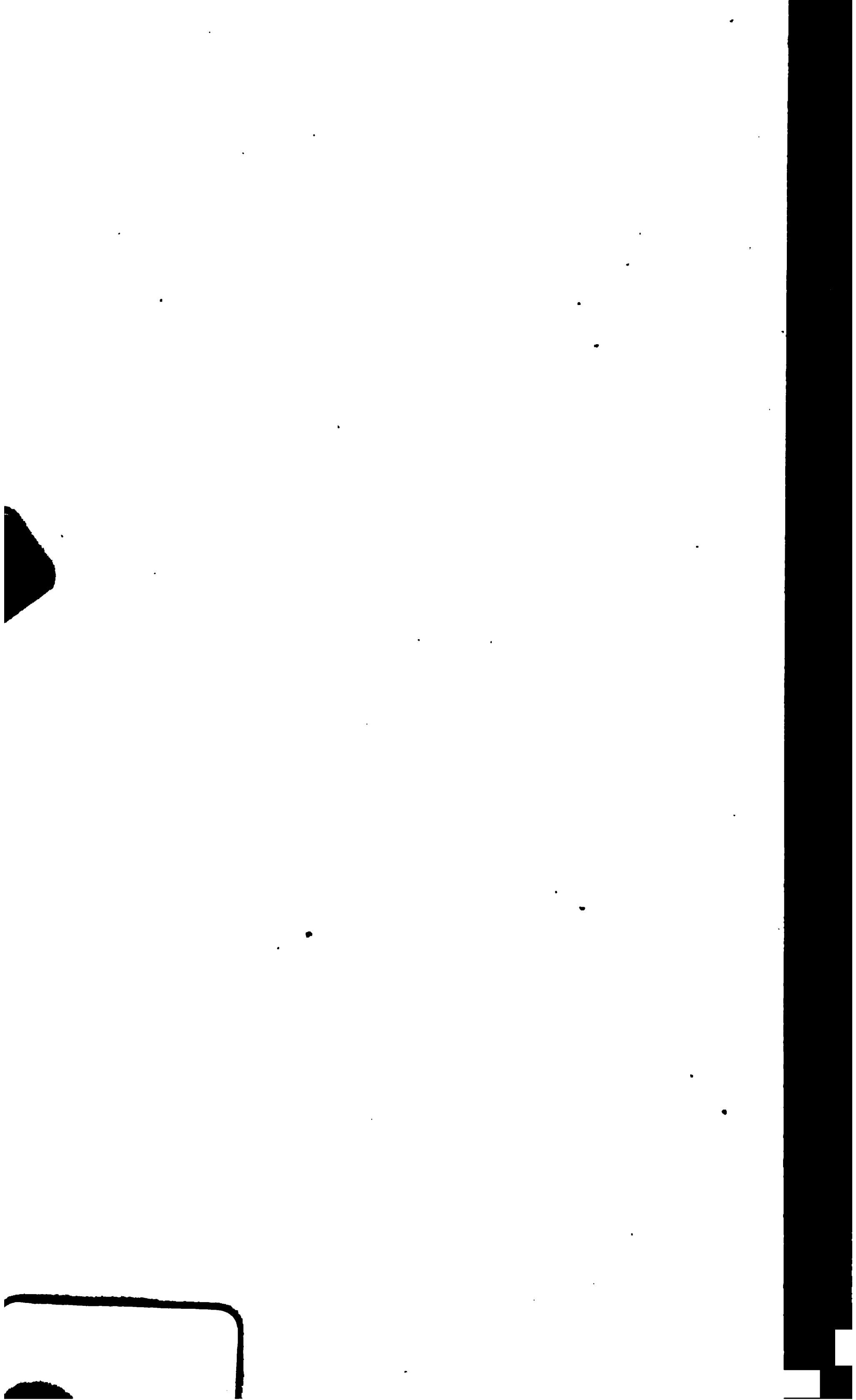


ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME III.

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME III.





BERLIN  MDCCCXLVI

CHEZ RODOLPHE DECKER

IMPRIMEUR DU ROI

SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

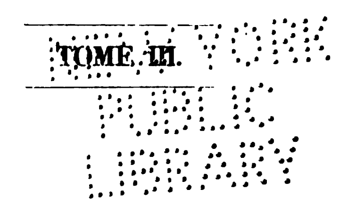
ŒUVRES

HISTORIQUES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE



BERLIN

CHEZ RODOLPHE DECKER, IMPRIMEUR DU ROI

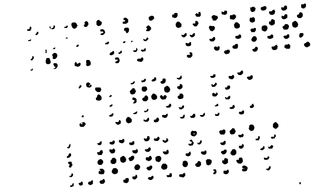
SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

MDCCCXLVI

HISTOIRE

DE MON TEMPS

TOME II.



HISTOIRE DE MON TEMPS.

CHAPITRE VIII.

Événements des années 1743 et 1744, et tout ce qui précéda la guerre des Prussiens.

On dit que c'est une faute capitale en politique de se fier à un ennemi réconcilié, et l'on a raison; mais c'en est une plus grande encore à une puissance faible de lutter à la longue contre une monarchie puissante, qui a des ressources dont la première manque. Cette réflexion était nécessaire pour répondre d'avance aux critiques qui censuraient la conduite du Roi. Fallait-il, disait-on, se mettre à la tête d'une ligue pour écraser la nouvelle maison d'Autriche, et laisser ensuite reprendre le dessus à cette même maison d'Autriche, pour chasser les Français et les Bavarois de l'Allemagne? Mais quel était le projet du Roi? N'était-ce pas de conquérir la Silésie? Comment pouvait-il l'obtenir, si la guerre avait continué, n'ayant pas assez de ressources pour fournir aux grandes dépenses qu'elle entraîne de nécessité? Tout ce qui dépendait de lui, c'était d'agir par des négociations, et, autant que cela était faisable, de conserver l'équilibre entre les puissances belligérantes. La paix lui donnait le temps de respirer et de se préparer à la guerre; d'ailleurs l'animosité était si forte entre la France et l'Autriche, et leurs intérêts si opposés, que la

réconciliation entre ces puissances ennemies paraissait encore bien éloignée : il fallait se réserver pour les grandes occasions.

Les mauvais succès des armées françaises avaient fait une assez forte impression sur l'esprit du cardinal de Fleury, pour que sa santé s'en ressentît; une maladie l'emporta au commencement de cette année. Il avait été ancien évêque de Fréjus, précepteur de Louis XV, cardinal de l'Église romaine, et depuis dix-sept ans premier ministre. Il s'était soutenu dans ce poste, où peu de ministres vieillissent, par l'art de captiver la confiance de son maître, et en écartant avec soin de la cour ceux dont le génie pouvait lui donner de l'ombrage. Il adoucit les plaies que la guerre de succession et le système de Law avaient faites à la France. Son économie fut aussi utile au royaume que l'acquisition de la Lorraine lui fut glorieuse. S'il négligea le militaire et la marine, c'est qu'il voulait tout devoir à la négociation, pour laquelle il avait du talent. Son esprit succomba ainsi que son corps sous le poids des années. On dit trop de bien de lui pendant sa vie, on le blâma trop après sa mort. Ce n'était point l'âme altière de Richelieu, ni l'esprit artificieux de Mazarin; c'étaient des lions qui déchiraient des brebis : Fleury était un pasteur sage qui veillait à la conservation de son troupeau. Louis XV voulut élever à la mémoire de ce cardinal un monument; on en fit un dessin qui ne fut jamais exécuté : à peine fut-il mort qu'il fut oublié.

Chauvelin, que le cardinal de Fleury avait fait exiler, crut du fond de son exil pouvoir emporter ce poste vacant; il écrivit à Louis XV, blâmant l'administration de son ennemi, et se vantant beaucoup lui-même. Cette démarche précipitée fit qu'on lui marqua pour son exil un lieu plus éloigné de la cour que Bourges, où il était relégué.

Le roi de France notifia la mort de son ministre aux cours étrangères, à peu près dans le style d'un prince qui annonce son avénement à la couronne. Voici la lettre qu'il écrivit [a] au Roi; nous l'avons copiée mot pour mot.[b]

[a] A Versailles, le 30 janvier 1743.

[b] En copiant cette lettre, le Roi avait fait quelques changements : nous avons restitué les passages altérés.

Monsieur mon frère,

Après la perte que je viens de faire du cardinal de Fleury, en qui j'avais mis toute ma confiance pour l'administration de mes affaires, et dont je ne puis trop regretter la sagesse et les lumières, je ne veux pas différer à renouveler moi-même à Votre Majesté les assurances qu'il vous a données en mon nom, et que je l'ai souvent chargé de vous réitérer, de l'amitié parfaite que j'ai pour la personne de Votre Majesté, et du désir sincère que j'ai toujours eu de pouvoir me concerter avec elle sur tout ce qui peut être de nos intérêts communs. Je ne puis douter que Votre Majesté n'y corresponde de sa part comme je le puis désirer, et elle peut compter qu'elle trouvera en moi, en toutes occasions, les mêmes dispositions à contribuer à sa gloire et à ses avantages, et à lui marquer que je suis etc.

Le département des affaires étrangères notifia en même temps que le Roi, ayant résolu de gouverner désormais par lui-même, voulait qu'on s'adressât directement à lui : jusqu'alors Louis XV avait été le pupille, et le cardinal de Fleury, son tuteur. Après la mort de Mazarin, Louis XIV porta lui-même le deuil de son ministre : personne ne le porta pour Fleury ; il fut oublié avant qu'on eût prononcé son oraison funèbre. Pendant l'administration de ce cardinal, les différentes rênes du gouvernement aboutissaient toutes à lui, et venaient toutes se joindre dans ses mains : il était le point de ralliement qui réunissant les finances, la guerre, la marine et la politique, les dirigeait au moins à un même but. Depuis sa mort, le Roi voulut travailler lui-même avec les ministres qui étaient à la tête de ces quatre départements : son ardeur s'éteignit au bout de huit jours de travail, et la France fut gouvernée par quatre rois subalternes, indépendants les uns des autres.

Ce gouvernement mixte produisit des détails de département ; mais les vues générales qui réunissent et embrassent en grand le bien de l'État et son intérêt, manquèrent dans les conseils. Pour se faire une idée du choix des ministres, qu'on se représente un chancelier du duc d'Orléans, rempli de Cujas et de Bartole, qui

devient ministre de la guerre dans ces temps où toute l'Europe était en feu, et un ancien capitaine de dragons, nommé Orry, qu'on met à la tête des finances. Maurepas s'imaginait rendre Louis XV souverain des mers, et le Roi le serait devenu, si les discours d'un homme aimable avaient pu opérer ce miracle. Amelot était de ces esprits rétrécis qui, comme les yeux myopes, distinguent à peine les objets de près. Cet aréopage gouverna donc la France; c'était proprement une aristocratie qui, naviguant sans boussole sur une mer orageuse, ne suivait pour système que l'impulsion des vents.

Les armées ne prospérèrent pas sous cette nouvelle administration. Quoique l'armée de Maillebois joint aux Bavarois, fût encore sur les frontières de l'Autriche, le prince de Lobkowitz avec seize mille Hongrois tenait toujours le maréchal de Belle-Isle bloqué dans Prague avec seize mille Français. Le corps de M. de Belle-Isle était presque tout composé d'infanterie, et celui des Autrichiens, de cavalerie. Cette situation inquiétait M. d'Argenson: soit par impatience, soit par humeur, soit par légèreté, ce robin fit expédier au maréchal de Belle-Isle l'ordre d'évacuer Prague. Cet ordre était plus facile à donner qu'à exécuter. Le maréchal de Belle-Isle fit ses dispositions en conséquence: il fit sortir la garnison le 18 de décembre au soir, par un froid très-perçant; il gagna trois marches sur le prince Lobkowitz, et, enfilant un chemin difficile qui donnait peu de prise à la cavalerie de l'ennemi, il continua de longer l'Éger, et arriva le dixième jour de sa marche à la ville d'Éger. Quatre mille hommes périrent de misère et de froid par les marches forcées qu'on leur fit faire; et cette armée délabrée, réduite à huit mille combattants, fut partagée: ce qui était encore en état de servir, joignit M. de Maillebois en Bavière, et les corps entièrement ruinés furent envoyés en Alsace pour se recruter.

La Bohême fut ainsi conquise et perdue, sans qu'aucune victoire ni des Français ni des Autrichiens eût décidé entre eux du sort des empires. Dans tout autre pays que la France, une retraite comme celle de M. de Belle-Isle aurait causé une consternation générale: en France, où les petites choses se traitent avec dignité et les grandes légèrement, on ne fit qu'en rire, et M. de

Belle-Isle fut chansonné. Des couplets ne mériteraient certainement pas d'entrer dans un ouvrage aussi grave que le nôtre; mais comme ces sortes de traits marquent le génie de la nation, nous croyons ne point devoir omettre ce couplet-ci :

Quand Belle-Isle partit une nuit
De Prague à petit bruit,
Il dit, voyant la lune :
Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Conduisez-moi toujours.

En pareille occasion, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne : il valait mieux se consoler par une épigramme.

La retraite du maréchal Belle-Isle eut le sort de toutes les actions des hommes : il y eut des fanatiques qui par zèle la comparèrent à la retraite des Dix mille de Xénophon; d'autres trouvaient que cette fuite honteuse ne pouvait se comparer qu'à la défaite de Guinegate. Ils avaient tort les uns et les autres : seize mille hommes qui évacuent Prague, et se retirent de la Bohême devant seize mille hommes qui les poursuivent, n'ont ni les dangers à courir, ni la longueur des chemins à traverser qu'eurent les troupes de Xénophon pour retourner du fond de la Perse en Grèce; mais aussi ne faut-il pas outrer les choses, et comparer une marche où les Français ne purent être entamés par les ennemis, à une défaite totale. Les dispositions de M. Belle-Isle étaient bonnes; le seul reproche qu'on puisse lui faire, est de n'avoir pas dans sa marche assez ménagé ses troupes.

Dès lors la fortune de la reine de Hongrie prit un air plus riant. Le maréchal Traun défit en Italie M. de Gages, qui passait le Panaro pour l'attaquer. Cette victoire ne satisfit point la cour de Vienne : elle trouva que le maréchal Traun n'en avait pas assez fait; elle voulait des batailles qui eussent de grandes suites. Enfin ce maréchal fut jugé comme Apollon par Midas; et c'était cependant le premier de leurs généraux qui eût triomphé de leurs ennemis. La maison d'Autriche commençait à regagner des provinces perdues, et assurait celles qui étaient menacées. Cela ne

l'empêchait pas d'être accablée par le poids de cette guerre; peut-être y aurait-elle succombé, si ces premières lueurs de prospérité n'eussent ranimé la bonne volonté de ses alliés.

Le roi d'Angleterre donna des marques du plus grand zèle pour le soutien de la reine de Hongrie. Les motifs qui le faisaient agir ainsi étaient en grande partie une haine invétérée qu'il portait à la France. Il avait servi dans sa jeunesse contre cette puissance; il s'était trouvé à la bataille d'Oudenarde, où il avait chargé à la tête d'un escadron hanovrien, en donnant des marques d'une valeur distinguée; il ambitionnait de se trouver à la tête des armées pour jouir de la gloire des héros. L'occasion s'en présentait, il avait des troupes en Flandre: en se déclarant pour la Reine, en passant la mer, personne ne pouvait lui disputer le commandement de ses troupes; de plus, il pouvait augmenter son trésor de Hanovre par les subsides que les Anglais lui payeraient pour ses Hanovriens.

Pour le lord Carteret, il avait besoin de la guerre pour se soutenir auprès de son maître et auprès de la nation anglaise. Le commerce de ces insulaires était gêné depuis qu'ils étaient en guerre avec l'Espagne: pour décider par quelque grand coup ces affaires de commerce, il fallait qu'il fût frappé sur terre et en Europe. La France passait pour à demi ruinée par les efforts qu'elle avait faits pour soutenir la Bavière et la Bohême; elle était l'alliée de l'Espagne: en frappant l'une de ces puissances, l'on frappait l'autre. Il fallait donc battre les Français, soit en Allemagne soit en Flandre, pour gagner sur mer une supériorité qui pût produire un avantage réel pour le commerce de l'Angleterre. Le Roi, son ministre et la nation tendant au même but, quoique par des vues différentes, il fut résolu d'envoyer au cœur de l'Allemagne ces troupes anglaises, hanovriennes et hessoises qui se trouvaient en Flandre.

Autant ce projet pouvait convenir au roi d'Angleterre, d'autant moins convenait-il au roi de Prusse: il ne devait pas perdre de vue cet équilibre politique que, pendant la guerre même, son intérêt l'obligeait de maintenir entre les puissances belligérantes. Si la maison d'Autriche gagnait une supériorité décidée dans l'Empire sur la maison de Bavière, la Prusse perdait son influence

dans les affaires générales : il fallait donc empêcher que le roi d'Angleterre et la reine de Hongrie, aveuglés par les succès auxquels ils devaient s'attendre, ne détrônassent l'Empereur. La voie des représentations était la seule qui convînt au roi de Prusse; et, se servant des arguments qui peuvent convenir à un prince allemand zélé pour sa patrie et pour la liberté du corps germanique, il conjura le roi d'Angleterre de ne pas rendre, sans des raisons très-importantes, l'Empire le théâtre d'une guerre qui était près de s'allumer, et de se souvenir qu'il n'est point permis à un membre du corps germanique d'introduire, sans la sanction de la diète, des troupes étrangères dans sa patrie. C'était tout ce que ce prince pouvait faire à l'égard des conjonctures où il se trouvait : il ne pouvait pas compter sur la France, qu'il avait indisposée contre lui par la paix de Breslau; il ne pouvait se brouiller avec les Anglais, qui étaient les seuls garants qu'il eût de cette paix. Les choses n'en étaient pas venues à une extrémité assez importante pour replonger ses États dans une nouvelle guerre : il fallait donc se contenter de la promesse du roi d'Angleterre, qui s'engagea de ne rien entreprendre, ni contre la dignité de l'Empereur, ni contre ses États patrimoniaux.

Ce n'était pas avec les Anglais seuls qu'on négociait. Le Roi avait entamé une autre négociation à Pétersbourg pour des intérêts qui le touchaient plus directement : il s'agissait d'obtenir de l'impératrice de Russie la garantie du traité de Breslau. Ce furent les Anglais et les Autrichiens qui s'y opposèrent de toutes leurs forces, quoique sous main. Les deux frères Bestusheff, ministres de l'Impératrice, séduits par l'appât de dix mille guinées, trouvèrent, par les difficultés qu'ils firent naître, le moyen d'accrocher continuellement la fin de cette affaire. La reine de Hongrie regardait la cession qu'elle avait faite de la Silésie comme un acte de contrainte, dont elle pouvait appeler avec le temps, en rejetant sur la nécessité ce que la rigueur des conjonctures l'avait forcée d'accepter malgré elle. Les Anglais voulaient isoler le roi de Prusse, et le priver de tout appui, pour l'avoir entièrement sous leur dépendance. De quelque façon que les princes cachent ces sortes de vues, il est bien difficile pour eux de les rendre impénétrables.

Ce fut alors que la paix de Friedrichshamn fut ratifiée entre la Russie et la Suède. La perte d'une partie inculte de la Finlande[a] fut le moindre mal dont la Suède eut à se plaindre : le despotisme que les Russes exercèrent à Stockholm, mit le comble à l'opprobre de cette nation; un sujet de l'Impératrice était considéré en Suède comme un sénateur romain du temps de César pouvait l'être dans les Gaules.

Une nation malheureuse ne manque jamais d'ennemis. Les Danois voulurent profiter des calamités de la Suède. La diète de Stockholm était assemblée pour ratifier la paix qui venait de se conclure avec la Russie, et pour nommer un successeur au trône; le roi de Danemark, dans le dessein d'unir les trois couronnes de la Suède, du Danemark et de la Norwége sur la tête de son fils le prince royal, excita une rébellion dans la Carélie, souleva des prêtres, corrompit quelques bourgeois; mais il trouva tant de difficultés dans l'exécution de son plan, que ce plan avorta avant sa naissance. Les troupes danoises et suédoises s'assemblaient déjà sur les frontières; la diète de Stockholm s'empressait à trouver des secours : elle demanda les bons offices du roi de Prusse pour moyenner un accommodement avec ses voisins. Le Roi s'intéressa pour eux, et le roi de Danemark lui répondit qu'eu égard à ses exhortations, il ne précipiterait pas les choses. Mais ce qui paraîtra presque incroyable, c'est que ces mêmes Suédois qui venaient de faire une paix si déshonorante avec la Russie, implorèrent la protection de l'Impératrice contre les Danois. Élisabeth la leur accorda, et elle fit partir le général Keith sur des galères qui portaient dix mille hommes de secours. Ce fut alors qu'à la faveur de ces troupes le prince de Holstein, évêque de Lübeck, fut élu, au lieu du prince danois, successeur du vieux roi de Suède, landgrave de Hesse. Ainsi, à peu près dans le cours de la même année, la Suède fut battue, protégée, et enfin donnée au prince de Holstein par l'impératrice de Russie. Le sénat de Stockholm se consola de tant d'infortunes par des cruautés : il fit périr les généraux de Buddenbrock et de Lewenhaupt sur l'échafaud. On les accusa de trahisons et de perfidies, mais rien ne fut prouvé : ils n'étaient coupables que par ignorance et par trop de faiblesse.

[a] Voyez t. II, p. 139.

Mais il est temps de quitter ces scènes tragiques qui se représentaient dans le Nord pour retourner au Sud, et pour voir ce qui se passa dans la Bohême après que les Français l'eurent abandonnée. La reine de Hongrie se rendit à Prague pour recevoir l'hommage de ce royaume, au recouvrement duquel sa fermeté avait autant et plus contribué que la force de ses armes. Le jour même de son couronnement, elle apprit que le maréchal de Khevenhüller ayant marché de Schärding à Braunau, en avait chassé le général Minucci, qui commandait un corps de sept à huit mille Impériaux; les détails de cette affaire nous sont parvenus par des officiers prussiens qui firent cette campagne en volontaires [a] avec les Autrichiens. M. de Khevenhüller voulut rassembler ses troupes à Schärding, place située sur l'Inn, proche des frontières de l'Autriche; ses troupes, sortant de leurs quartiers d'hiver, s'y rendirent par différentes routes. Malgré les précautions que cet habile officier prit de cacher ses desseins, le maréchal de Seckendorff en fut informé, et il donna ordre à M. de Minucci de se retirer de Braunau. Ce général peu intelligent ne sut ni disposer sa retraite pour obéir aux ordres de son chef, ni se choisir un terrain avantageux pour attendre l'ennemi et pour lui résister. M. de Khevenhüller se trouva bientôt en présence des Bavarois; il trouva le front de Minucci inattaquable, ayant un profond ravin qui séparait les deux armées; sa droite était appuyée à Braunau, que l'on avait fortifié en hâte durant le dernier hiver. Mais autant que ce poste était fort par sa droite et par son front, autant était-il faible sur sa gauche. M. de Khevenhüller s'en aperçut au premier coup d'œil; il détacha M. de Berlichingen avec un gros de cavalerie, qui tourna les Impériaux, et, prenant des chemins détournés, tomba sur cette aile qui était en l'air, tandis que Nadasdy avec ses hussards attaqua les troupes de Minucci de front. Ce ne fut point une bataille : les Bavarois s'enfuirent sans s'être défendus; une partie de leur cavalerie se sauva dans Braunau, leur infanterie se réfugia sur les glacis de la ville. Minucci, la

[a] Le Roi avait envoyé alors, comme volontaires, à l'armée royale hongroise, vingt-six officiers, sous le commandement du colonel Bernard-Henri de Bornstedt. Ce dernier mourut en 1752, ayant le grade de lieutenant-général. Voyez *Berlinische Nachrichten von Staats- und gelehrten Sachen,* 1743, n° 52 et 53.

plus grande partie de ses troupes, et la ville de Braunau, se rendirent tout de suite à leur vainqueur; quelques débris de cette cavalerie prirent le chemin de Burghausen, où les Impériaux avaient encore un corps de troupes.

Les Français qui étaient à Osterhofen n'attendirent pas l'approche des Autrichiens. Le vieux Broglie, qui commandait cette armée avec les maréchaux de Maillebois et de Seckendorff, avait été vivement pressé par Seckendorff de prévenir l'ennemi, et d'assembler ses troupes avant que M. de Khevenhüller fût en état de rien entreprendre; mais ce fut en vain. Ses ennemis prétendaient même qu'il n'était pas fâché de voir le mauvais succès d'une guerre à laquelle le maréchal de Belle-Isle avait le plus contribué; d'autres soutiennent, avec plus d'apparence, qu'il avait des ordres de la cour de retourner en France et d'abandonner la Bavière. Quoi qu'il en soit, sa conduite sembla autoriser cette dernière opinion, et la cour ne lui témoigna aucun mécontentement à son retour.

Les Autrichiens surent profiter de l'avantage qu'ils avaient d'être en corps et d'agir contre des troupes séparées par bandes. Le prince de Lorraine arriva au camp, et, sans s'arrêter, délogea les Français de Deckendorf; tout plia devant lui: à mesure qu'il s'avançait, les troupes françaises recevaient ordre de se retirer. Quelques rivières assez considérables, qui ont leur source dans le Tyrol, qui traversent la Bavière et vont se jeter dans le Danube, fournissent aux généraux qui veulent se défendre la facilité d'en disputer les bords; mais le prince de Lorraine les passa sans y trouver de résistance. Broglie décampa de Straubing, où il avait un gros magasin, en y laissant une faible garnison, qu'il sacrifiait à l'ennemi. Un secours de dix mille Français était déjà arrivé à Donauwerth pour le joindre; ils devinrent les compagnons de sa fuite; et malgré les plus fortes représentations de M. de Seckendorff, les Français l'abandonnèrent, et ne s'arrêtèrent qu'à Strasbourg, où M. de Broglie donna un bal le jour de son arrivée, apparemment pour célébrer la campagne brillante qu'il venait de terminer.

Le malheureux Seckendorff s'occupa à rassembler les débris de ses Impériaux qui s'étaient si lâchement conduits à Braunau;

il les joignit au corps qui était à Burghausen, et se retira en hâte sur Munich, qu'il abandonna pour se joindre à l'armée française; mais assuré que ces troupes voulaient repasser le Rhin, il écrivit au maréchal de Broglie que comme les Français abandonnaient l'Empereur, ce prince se voyait contraint de les abandonner de même, et de chercher ses sûretés où il les trouverait. Aussitôt il demanda au prince de Lorraine et à M. de Khevenhüller de vouloir convenir avec lui d'une suspension d'armes, dont il obtint l'équivalent, car les Autrichiens lui promirent de respecter les troupes impériales en tant qu'elles occuperaient un territoire neutre de l'Empire. Les Autrichiens, aveuglés par leurs succès, avaient trop de mépris pour ces troupes pour vouloir les désarmer; ils volaient vers le Rhin, soutenus de la chimérique espérance de reconquérir la Lorraine. La prospérité est à la guerre souvent plus dangereuse que l'infortune: aux uns elle inspire une trop grande sécurité, et d'autres, elle les rend trop téméraires. Le plus grand général du monde serait celui qui, dans les diverses fortunes, conserverait un esprit égal, et qui ne séparerait jamais l'activité de la prudence.

Tandis que le prince de Lorraine s'acheminait vers le Rhin, l'Allemagne était inondée d'une nouvelle armée étrangère, qui, sous prétexte de la protéger, concourait à sa ruine. Le roi d'Angleterre avait envoyé vers le Bas-Rhin ses troupes hanovriennes et anglaises sous le commandement du lord Stair. George passa lui-même la mer, et vint à Hanovre, pour se mettre ensuite à la tête de son armée. Le lord Stair, qui était à Höchst, risqua de passer le Main; les Français, qui l'épiaient, l'obligèrent d'abord à reprendre sa première position. Ce pas de clerc fit appréhender au roi d'Angleterre que son général, trop fougueux par tempérament, ne commît quelque imprudence plus forte, et il se hâta de prendre lui-même le commandement de ses troupes. Ce corps était composé de dix-sept mille Anglais, seize mille Hanovriens et dix mille Autrichiens, ce qui faisait le nombre de quarante-trois mille combattants; six mille Hessois et quelques régiments hanovriens étaient encore en marche pour le joindre. Le lord Stair avait agi avec si peu de prudence, que ses soldats manquaient de pain, et ses chevaux, de fourrage. Pour subvenir à

cet inconvénient, le Roi vint se camper auprès d'Aschaffenbourg; mais ce remède ne suffit pas pour obvier à la négligence qu'on avait eue de ne pas amasser assez de vivres. Le Rhin pouvait fournir des secours; et le Roi, s'éloignant de cette rivière, se trouva plus resserré qu'auparavant par le Main et par les Français qui gardaient l'autre bord, et sur ses derrières par les montagnes arides du Spessart: il ne s'aperçut que trop tôt de sa faute. Le maréchal de Noailles affama le monarque anglais dans son camp; et comme il prévit que celui-ci ne pouvait y rester que peu de jours, Noailles conçut un dessein digne du plus grand capitaine : il prit Dettingen, et fit construire deux ponts sur le Main, et préparer à côté des gués pour sa cavalerie. Toutes ces choses s'exécutèrent sans que le roi d'Angleterre en eût vent : c'était le prélude de la bataille qui devait se donner bientôt.

Pour en avoir une idée précise, il est bon de savoir que l'armée anglaise, affamée vers les sources du Main, ne pouvait trouver des subsistances qu'en prenant le chemin de Hanau. Sa gauche, longeant toujours le Main au sortir de ces monticules, traversait la petite plaine de Dettingen. M. de Noailles, en connaissance de cause, tenait un détachement tout prêt pour occuper Aschaffenbourg au moment où les Anglais en sortiraient. Il avait fait dresser tout le long du Main des batteries masquées, dont il pouvait tirer à bout portant sur les colonnes des alliés en marche; la plus forte partie de son armée devait passer le Main, pour se ranger derrière un ruisseau qui du Spessart coule devant ce front, et va se jeter dans le Main: ces troupes coupaient précisément le chemin de Hanau. Le roi d'Angleterre trouvait donc à ce débouché une armée en face et des batteries en flanc. Si le maréchal de Noailles avait aussi exactement exécuté ce projet qu'il l'avait conçu avec sagesse, le roi d'Angleterre aurait été forcé, ou d'attaquer l'armée française dans un poste très-avantageux, pour s'ouvrir l'épée à la main le passage à Hanau, ou bien de se retirer par les déserts du Spessart, où ses troupes se seraient infailliblement débandées, faute de subsistances. La faim chassa les Anglais d'Aschaffenbourg, comme Noailles l'avait prévu. Les troupes, qui avaient campé par corps, ne marchaient point par colonnes, mais se suivaient par distances : première-

ment les Hanovriens, puis les Anglais et enfin les Autrichiens. Le Roi était dans son carrosse auprès des troupes de Hanovre; on l'avertit pendant la marche que son avant-garde était attaquée par un gros de cavalerie française, et, bientôt après, que toute l'armée française avait passé le Main et se trouvait en bataille vis-à-vis de lui. Le Roi monte à cheval, il veut voir par lui-même: voilà la canonnade des Français qui commence; son cheval prend l'épouvante, et allait l'emporter au milieu des ennemis, si un écuyer ne se fût jeté en avant pour l'arrêter. George renvoya le cheval, et combattit à pied à la tête d'un de ses bataillons anglais. Les troupes avaient un petit bouquet de bóis à passer; ce qui leur donna le temps d'avertir les autres corps du danger qui les menaçait. Le duc d'Aremberg et M. de Neipperg accoururent avec leurs Autrichiens, et formèrent leur armée vis-à-vis de celle des Français aussi bien que les circonstances le leur purent permettre. Ce champ de bataille n'ayant que douze cents pas de front, obligea les alliés à se mettre sur sept ou huit lignes. Les Français ne leur laissèrent pas le temps de finir tranquillement leur disposition; la maison du Roi les attaqua, perça par quatre lignes de cavalerie, renversa tout ce qu'elle rencontra, et fit des prodiges de valeur: elle aurait peut-être remporté l'honneur de cette journée, si elle n'avait pas sans cesse trouvé de nouvelles lignes à combattre. Ces attaques réitérées l'ayant mise en désordre, le régiment de Styrum autrichien s'en aperçut, et la fit reculer à son tour. Cela n'aurait pas fait perdre la bataille aux Français: la véritable cause ne doit s'attribuer qu'au mouvement imprudent de M. de Harcourt et de M. de Grammont. Ils étaient à la droite de l'armée avec la brigade des gardes françaises; ils quittent leur poste sans ordre, et s'avisent de vouloir prendre en flanc la gauche des alliés, qui tirait vers le Main: par cette manœuvre ils empêchèrent leurs batteries, qui étaient au delà du Main, et qui incommodaient beaucoup les alliés, de tirer. Les gardes françaises ne soutinrent pas la première décharge des Autrichiens: elles prirent la fuite d'une manière honteuse, et se précipitèrent dans le Main, où elles se noyèrent; d'autres portèrent le découragement et l'épouvante dans le reste de l'armée. Le prince Louis de Brunswic, qui servait dans les troupes autri-

chiennes, eut toutes les peines à persuader au roi d'Angleterre de faire avancer les Anglais; ce furent cependant eux qui décidèrent les Français à la retraite et à repasser le Main.

Les Français plaisantèrent de leur retraite. On appela cette action *la journée des bâtons rompus*, parce que M. de Harcourt et M. de Grammont n'avaient attaqué que dans l'espérance d'obtenir le bâton de maréchal comme une récompense due à leur valeur; on donna aux gardes françaises le sobriquet de *canards du Main*; on pendit une épée à l'hôtel de Noailles avec l'inscription : *Point homicide ne seras.* Sans doute que ce maréchal ne devait pas se tenir auprès de sa batterie au delà du Main : s'il avait été auprès de l'armée, il n'aurait jamais permis aux gardes françaises d'attaquer si mal à propos; et si les troupes étaient demeurées dans leur poste, jamais les alliés ne les auraient forcées.

Cette journée ne valut au roi d'Angleterre que des subsistances pour ses troupes. Le canon des Hanovriens fut bien servi; quelques régiments de leurs troupes et quelques régiments autrichiens, surtout celui de Styrum, s'y distinguèrent. M. de Neipperg eut le plus de part au gain de cette bataille, et fut bien secondé par le prince Louis de Brunswic. Je tiens de ce prince, qui se trouva sur les lieux, que le roi d'Angleterre demeura pendant toute la bataille, à pied devant son bataillon hanovrien, le pied gauche en arrière, l'épée à la main et le bras droit étendu, à peu près dans l'attitude où se mettent les maîtres d'armes pour pousser la quarte : il donna des marques de valeur, mais aucun ordre relatif à la bataille. Le duc de Cumberland combattit avec les Anglais à la tête des gardes; il s'y fit admirer par sa bravoure et par son humanité : blessé lui-même, il voulut que le chirurgien pansât avant lui un prisonnier français criblé de coups.

Les alliés ne pensèrent point à poursuivre les Français, ils ne pensèrent qu'à trouver des subsistances dans leur magasin de Hanau. Le vainqueur, après avoir soupé sur le champ de bataille, poursuivit incessamment sa route pour se rapprocher de ses vivres. Ce qu'il y eut de fort extraordinaire, c'est qu'après cette bataille gagnée, le lord Stair pria par un billet le maréchal de Noailles d'avoir soin des blessés qui se trouvaient sur le champ de bataille, que les vainqueurs abandonnaient. Comme les alliés

portaient tous des rubans verts sur leurs chapeaux, on attacha une branche de laurier à celui du Roi, qui la porta sans scrupule: ce sont des misères, mais elles peignent les hommes.

Cette victoire ne fit pas autant de plaisir au roi de Prusse qu'en avait ressenti le roi d'Angleterre. Il était à craindre que le ministère français, peu ferme, et découragé par une suite de revers, ne sacrifiât la gloire de Louis XV et les intérêts de l'Empereur, pour se tirer des embarras renaissants qui l'environnaient. Pour éclairer les démarches des alliés, le Roi fit partir le jeune comte Finck,[a] sous prétexte de féliciter le roi d'Angleterre sur sa victoire, mais réellement pour veiller à la conduite du lord Carteret, et pour découvrir les négociations qui pourraient s'entamer dans ce camp. Le prince de Hesse, Guillaume, frère du roi de Suède, était très-bien intentionné pour les intérêts de l'Empereur: on se servit de son canal pour faire parvenir au lord Carteret quelques propositions d'accommodement pour concilier la Bavière et l'Autriche; mais cet Anglais n'était pas assez fin pour dissimuler le fond de ses pensées, et l'on s'aperçut qu'il ne voulait point d'accommodement; que son maître voulait la guerre, la reine de Hongrie, le trône impérial pour son époux; et que les uns et les autres désiraient également la ruine du Bavarois. Le roi d'Angleterre trahit bientôt le caractère de protecteur de l'Empire qu'il avait pris: un rôle d'emprunt est difficile à soutenir, on n'est jamais bien que soi-même. Il refusa avec fierté les dédommagements que divers souverains lui demandaient pour le dégât que ses troupes avaient commis dans leur pays, et refusa de même le payement des denrées et des fourrages que ces princes lui avaient livrés. Le Roi se servit d'une expression singulière, dans une pièce qu'il fit imprimer pour éluder ces bonifications; il y dit: «que c'est le moins que les princes de l'Empire puissent «faire, que de défrayer l'armée de leur libérateur et de leur sau-

[a] Charles-Guillaume comte Finck de Finckenstein, né le 11 février 1714, ami de jeunesse du Roi, revint précisément alors de Copenhague, où il avait rempli les fonctions de ministre plénipotentiaire. En 1744, il accompagna la princesse Ulrique en Suède, où il resta jusqu'à l'année 1746 en qualité d'envoyé extraordinaire. Le 25 février 1747, il fut élevé au rang de ministre d'État, et de ministre plénipotentiaire à la cour impériale de Saint-Pétersbourg. Enfin, le 4 juin 1749, le Roi le nomma second ministre de Cabinet.

«veur; que, cependant, il aviserait à les payer selon que ces «États se conduiraient envers lui.» Cette hauteur acheva d'aliéner les esprits : le monarque le plus despotique ne s'exprime pas en termes plus impérieux. Le Roi agissait par intérêt; Carteret était violent : ces sortes de caractères n'emploient que rarement des expressions modérées.

Pendant que tous ces événements s'étaient passés sur le Main, le prince de Lorraine poursuivait les Français jusqu'au bord du Rhin. Son armée était partagée en trois colonnes : tandis qu'elle s'avançait vers les frontières de l'Alsace, lui et le maréchal Khevenhüller se rendirent à l'armée anglaise; ce qui était d'autant plus facile que M. de Noailles avait repassé le Rhin à Oppenheim. Le roi d'Angleterre voulut établir un concert moyennant lequel les mouvements des deux armées seraient si bien compassés les uns avec les autres, qu'ils tendraient au même but, qui était, selon le projet dont on convint, de reprendre la Lorraine. A cette fin le roi d'Angleterre devait passer le Rhin à Mayence, et se porter en droiture en Alsace, pour faciliter au prince de Lorraine les moyens de passer le Rhin à Bâle, de prendre la Lorraine, et ensuite de partager les troupes victorieuses en quartiers d'hiver, tant en Bourgogne qu'en Champagne. Ces desseins étaient vastes; l'exécution répondit mal à leur grandeur. Le roi d'Angleterre, qui ne se voyait arrêté par aucune difficulté, passa le Rhin à Mayence, et se porta sur Worms. Le prince de Lorraine, moins heureux, fit passer quelques troupes dans une île du Rhin, et quelques Hongrois à l'autre bord; celles-là furent repoussées avec perte : l'île du Rhin fut abandonnée, et ce prince traîna languissamment dans le Brisgau la fin d'une campagne dont les commencements avaient été si brillants.

Le camp de Worms devint alors, par l'inaction des troupes, le centre des négociations. Les Français se servirent de toutes sortes de voies pour tâter le terrain : ils firent des ouvertures au lord Carteret, et hasardèrent quelques propos pour sonder le terrain, et voir à quelles conditions on pourrait convenir de la paix. Les desseins du roi d'Angleterre allaient beaucoup au delà de tout ce que la France pouvait lui offrir avec bienséance. Le roi George, qui savait que le roi de Prusse était informé de ces

pourparlers, voulut se servir de ces circonstances pour lui faire illusion. Il lui communiqua un projet de pacification, par lequel la France s'offrait d'assister la reine de Hongrie dans la conquête de la Silésie, à condition que celle-ci reconnût l'Empereur, et le remît dans la paisible possession de la Bavière. Le lord Hyndford se rendit en Silésie, où le Roi était alors, pour lui faire cette ouverture; mais c'était d'un air si empressé, qu'au lieu de convaincre ce prince de la vérité de la chose, on lui fit soupçonner que ces propositions de la France étaient fausses et controuvées. Les dispositions du roi d'Angleterre envers la Prusse étaient trop connues; sa mauvaise volonté se manifestait envers le comte de Finck. Tout cela confirma le Roi dans l'opinion que cette communication cordiale était un piége que lui tendait la politique rusée de Carteret; il répondit cependant au lord Hyndford, qu'il était très-sensible aux marques d'amitié que le roi d'Angleterre lui donnait dans cette occasion, mais que comptant sur la bonne foi de la reine de Hongrie, sur la sagesse du roi George et sur sa garantie même, il était sûr qu'ils n'entreraient jamais dans des vues aussi opposées à leurs engagements, et dont l'accomplissement serait plus difficile à effectuer qu'on ne le pensait. Le ministre anglais ne s'attendait pas à cette réponse, et ne put empêcher que son mécontentement n'éclatât sur son visage. Mais quelle apparence de croire que le roi de France eût recours à un expédient aussi ridicule pour moyenner sa paix avec l'Impératrice-Reine, que celui de se plonger dans une nouvelle guerre, et de se rendre lui-même l'artisan de la grandeur de la maison d'Autriche, que les intérêts permanents de son royaume l'obligeaient à rabaisser? N'était-il pas plus naturel de supposer que c'était une fable ourdie par le lord Carteret, pour indisposer le roi de Prusse contre la France? Carteret ne pouvait-il pas raisonner ainsi : le roi de Prusse est vif, il prend feu aisément; une ouverture pareille à celle que nous lui faisons, le transportera de colère; le lord Hyndford en profitera en l'aigrissant au point de le faire déclarer contre la France, et en ce cas nous aurons acheté ce secours à bon marché? Il faut avouer cependant que cet avis du lord Hyndford était circonstancié avec des détails si spécieux, qu'il méritait qu'on s'en éclaircît avant que de le rejeter tout à

fait. Voici ces détails : un certain Hertzel, émissaire de la France, était venu chez l'électeur de Mayence pour insinuer à ce prince les propositions qu'il voulait faire parvenir aux Anglais. Les intrigues des Autrichiens avaient fait élire cet Ostein électeur de Mayence dans la place de ce Schönborn[a] qui avait couronné Charles VII. Cet Ostein était une créature des Autrichiens; il était de plus soudoyé par des subsides des Anglais, auxquels il s'était vendu sans réserve. On envoya le comte de Finck à Mayence pour éclaircir ce fait, et l'on mit tout en mouvement en France pour voir s'il y aurait moyen de pénétrer la vérité : toutes ces peines furent perdues. Peut-être que Hertzel avait tenu de lui-même des propos qui donnèrent lieu à cette histoire; c'était un abîme de mauvaise foi : il aurait fallu un nouvel Oedipe pour expliquer ce mystère.

Une négociation plus importante commençait à se lier alors : la cour de Versailles se proposait de faire entrer le roi de Sardaigne dans les intérêts de la France et de l'Espagne. Il subsistait à la vérité un traité provisionnel entre Charles-Emmanuel et Marie-Thérèse, mais conçu avec tant d'ambiguité et en termes si généraux, qu'on pouvait le rompre sans manquer de foi. La négociation des Français avançait à Turin, et aurait pu se conclure, si les Français et les Espagnols n'eussent pas trop marchandé sur de petits intérêts. Le lord Carteret fut informé de ce qui se tramait à Turin; il ne marchanda point : ses offres, aux dépens des Autrichiens, surpassèrent celles des Français, et il eut le roi de Sardaigne. Par ce traité, la reine de Hongrie lui cédait le Vigevanasc, le Tortonois et une partie du duché de Parme, et le roi de Sardaigne lui garantissait tout ce qu'elle possédait en Italie, s'engageant à la défendre de toutes ses forces. Ce traité fut ainsi arrangé et conclu à Worms.

La cour de Vienne était outrée des cessions que les Anglais l'obligeaient de faire sans cesse : on y envisageait les Anglais

[a] Jean-Frédéric-Charles comte d'Ostein devint, le 22 avril 1743, archevêque et électeur de Mayence. Son prédécesseur, le comte Philippe-Charles d'Eltz (voyez t. II, p. 28), avait régné depuis 1732, et était successeur de Lothaire-François baron de Schönborn, élu archevêque et électeur de Mayence le 2 mai 1695.

L'empereur Charles VII fut couronné le 12 février 1742.

comme de plaisants garants de la pragmatique sanction, qui l'ébréchaient sans cesse. Le roi de Prusse jugea cette disposition favorable pour persuader aux Autrichiens des sentiments plus pacifiques; il leur fit représenter que le rôle qu'ils jouaient en Europe ne leur était pas convenable; que si l'Empereur passait pour la marionnette de Louis XV, ils passaient pour être celle de George II, et que la paix était pour eux le seul moyen de se tirer de la tutelle de l'Angleterre. Ces représentations les piquèrent d'autant plus que les faits étaient véritables; mais cela n'empêcha pas que l'espoir de conquérir la Lorraine ne les entraînât à poursuivre leurs mesures. Le roi de Prusse voulait la paix : il prêchait la modération à toutes les puissances; il tâchait d'adoucir les unes, et d'arrêter les autres. C'était beaucoup que d'empêcher qu'on ne jetât de l'huile dans le feu : il se serait éteint à la fin, faute d'aliment. Mais les meilleures intentions ne s'accomplissent pas toujours. Les guinées anglaises commençaient à mettre en fermentation la république de Hollande. Ceux qui étaient du parti d'Orange voulaient la guerre; les vrais républicains voulaient le maintien de la paix. La force des guinées l'emporta enfin sur l'éloquence des meilleurs citoyens, et les Provinces-Unies épousèrent les intérêts de la reine de Hongrie, qui leur étaient étrangers, et les desseins de Carteret, qu'ils ignoraient : ils envoyèrent[1] vingt mille hommes pour renforcer l'armée de Worms, dont quatorze mille la joignirent, et le reste se débanda.

Le maréchal de Noailles, après avoir passé une partie de cette campagne derrière le Speyerbach, abandonna cette position pour se rapprocher de Landau, et se trouver à portée de joindre le maréchal de Coigny, qui avait pris le commandement des troupes du vieux Broglie, au cas que le prince de Lorraine forçât le passage du Rhin et pénétrât en Alsace. Le roi George suivit les Français jusqu'au Speyerbach, où il termina les opérations de cette campagne, après avoir fait raser les lignes que les Français avaient fait construire sur ses bords. Il retourna à Hanovre, et les troupes prirent des quartiers dans le Brabant et dans l'évêché de Münster. George, pendant son séjour à Hanovre, maria sa fille Marie avec le prince royal de Danemark; après quoi, il prit

[1] Août.

le chemin de Londres, pour y faire à son parlement, dans une harangue pompeuse, le récit de ses exploits.

Pour se convaincre du peu de suite qu'il y a dans les actions des hommes, il n'y a qu'à faire l'analyse de cette campagne. On assemble une armée sur le Main, sans pourvoir à ses subsistances; la faim et la surprise obligent les alliés à se battre; ils sont vainqueurs des Français; ils passent le Rhin; ils vont à Worms; le Speyerbach les arrête, sans qu'ils trouvent des expédients pour en déposter les ennemis; ils avancent enfin sur le Speyerbach, que M. de Noailles leur abandonne, et ils ne reçoivent les secours des Hollandais que pour prendre des quartiers d'hiver dans le Brabant et dans la Westphalie. Rien n'est conséquent dans cette conduite : elle ressemble à l'opération d'un chimiste qui, cherchant la pierre philosophale, trouve une couleur dont il pouvait se passer. Ce n'est point dans l'intention de critiquer la conduite du roi d'Angleterre que nous faisons ces réflexions, car bien d'autres généraux en ont fait autant, mais seulement pour convaincre les lecteurs que l'espèce humaine n'est pas aussi raisonnable qu'on voudrait le persuader.

Le peu de succès qu'eurent les Autrichiens et les Anglais dans cette campagne de 1743, donna aux Français le temps de se reconnaître et de prendre quelques mesures. Ils avaient à la vérité perdu la Bavière; mais leur amour-propre était flatté d'avoir empêché leurs ennemis de passer le Rhin et de pénétrer en Alsace.

Si la fortune changea souvent de parti dans cette guerre, l'intérêt ne changea pas moins la politique des souverains. Nous avons dit que le roi de Sardaigne avait signé le traité de Worms. Ce traité fut publié dans le temps même qu'il négociait encore avec la France et l'Espagne, et qu'on s'attendait à Versailles à recevoir d'un jour à l'autre des nouvelles de la conclusion du traité. Les ministres de Louis XV ne furent pas les maîtres de dissimuler leur ressentiment, et trouvant dans la conduite du roi de Sardaigne des marques de duplicité et de mépris, ils éclatèrent. Le ministre de France fut incessamment rappelé de Turin; un corps de dix mille hommes de troupes françaises se joignit au marquis de La Mina, qui commandait sous Don Philippe dans la

rivière de Gênes. La Mina, pour forcer les passages du Piémont, tenta de pénétrer par Fort-Dauphin, mais le roi de Sardaigne l'avait prévenu : il s'y était retranché, et occupait deux forts qui sont sur des collines à droite et à gauche du passage. Les Savoisiens défendirent si vigoureusement cette gorge, que les Français et les Espagnols, repoussés de tous côtés, se retirèrent en Dauphiné, après avoir perdu six mille hommes dans cette expédition infructueuse.

La facilité qu'eut la cour de Vienne à faire entrer le roi de Sardaigne dans son alliance, lui persuada qu'elle pourrait se procurer un avantage semblable en Russie, pour fortifier par son assistance ce qu'elle appelait la bonne cause. La France le sut, et renvoya le marquis de La Chétardie à Pétersbourg, pour s'opposer aux desseins de ses ennemis. Cet envoyé, qui par son adresse avait placé Élisabeth sur le trône, croyait de recevoir dans sa mission des marques de reconnaissance de cette cour : il n'en emporta que des témoignages d'ingratitude. Ce pays était plein de fermentation; tant de souverains déposés avaient indisposé ceux des grands qui avaient tenu à leur fortune : il ne manquait qu'un chef à la rébellion pour la faire éclater. Les puissances qui voulaient à toute force des secours de la Russie, et qui ne pouvaient les obtenir, profitèrent de ces germes de mécontentement qui commençaient à fermenter, pour tramer contre l'Impératrice une conspiration qui, par bonheur pour cette princesse, fut découverte. Pour développer cette dangereuse intrigue, il faut se rappeler que la cour de Vienne avait vu avec chagrin la catastrophe qui perdit le prince Antoine de Brunswic et son épouse : c'était assez que la France eût travaillé à cette révolution pour la rendre odieuse, d'autant plus qu'il était à présumer que l'impératrice Élisabeth n'oublierait pas le service que la France lui avait rendu, et marquerait plus de prédilection pour cette puissance que pour l'Autriche, surtout à cause de la proche parenté de la reine de Hongrie avec la famille détrônée. Cette supposition était suffisante pour que le ministère de Vienne se crût en droit de tout entreprendre pour travailler à la ruine de l'impératrice de Russie. Le marquis de Botta Adorno, envoyé de la reine de Hongrie à Pétersbourg, avait des instructions secrètes pour our-

dir cette trame : il était dans cette cour comme un levain qui aigrissait les esprits de ceux qu'il fréquentait; il ameuta des femmes, et s'associa avec des personnes de tout rang et de tout caractère; il ajouta la calomnie à la trahison, en assurant de la protection du roi de Prusse ceux qui travailleraient pour son beau-frère et pour son neveu le jeune empereur détrôné. L'intention du marquis de Botta en se servant du nom du Roi dans cette intrigue, était de brouiller ce prince avec la Russie, en cas que la conjuration fût découverte. Elle le fut effectivement; mais le knout apprit à l'impératrice de Russie que Botta en était l'auteur. La chose se découvrit par un Russe étourdi et plein de vin, qui tint quelques propos séditieux dans un des cafés de Pétersbourg. Il fut arrêté par la police : lui et ceux de ses complices qu'on arrêta, avouèrent tout par la crainte des tourments. On arrêta quarante personnes à Moscou, dont la déposition fut semblable à celle des premiers. La comtesse Jagusinsky [a] eut la langue coupée, la femme d'un Bestusheff frère du ministre, fut reléguée en Sibérie, et un grand nombre de personnes durent les jours infortunés qu'elles passèrent dans la suite, aux séductions du marquis de Botta. Ce ministre avait eu la précaution de se faire relever par un nouveau ministre avant que la conjuration dût éclater, pour ne point exposer sa personne et son caractère, au cas que les choses ne réussissent point. Il était accrédité à la cour de Berlin lorsque la conjuration se découvrit. Le Roi, ayant appris ce qui se passait en Russie, lui fit défendre la cour, et il se joignit à l'impératrice de Russie pour en demander satisfaction à la reine de Hongrie, parce que Botta avait également offensé l'Impératrice et le roi de Prusse. Ce qu'il y avait d'odieux dans la conduite de Botta rejaillit en partie sur sa cour. Si les Français donnèrent l'exemple d'une semblable entreprise, les Autrichiens ne devaient pas les imiter. Que deviendrait la sûreté publique et celle des rois mêmes, si l'on ouvrait la porte aux

[a] La femme du comte Jagusinsky, mort en 1736, était née comtesse Anne Golowkin. Elle se remaria le 27 mai 1743 avec Michel Riumin comte Bestusheff. C'est elle qui fut si cruellement punie pour avoir pris part à la conspiration contre l'Impératrice. Aucune autre comtesse Bestusheff ne figure dans cette affaire.

rébellions, aux empoisonnements, aux assassinats? Quelle jurisprudence peut autoriser de telles entreprises? La politique n'a-t-elle pas des voies honnêtes dont elle peut se servir, et faut-il perdre tous les sentiments de probité et d'honneur pour des vues d'intérêt, qui même sont trompeuses? Il est fâcheux que dans ce XVIII[e] siècle, plus humain, plus éclairé que ceux qui l'ont précédé, la France et l'Autriche aient de semblables reproches à se faire.

La reine de Hongrie n'avoua ni ne désavoua son ministre. Cette fausse démarche de la cour de Vienne pouvait fournir à celle de Berlin les moyens de s'unir plus étroitement avec celle de Pétersbourg : le Roi en écrivit à M. de Mardefeld, son ministre auprès de l'Impératrice. Cet habile négociateur essaya de donner une sphère plus étendue au traité qui subsistait entre les deux puissances.[a] Après bien des longueurs, il ne put obtenir qu'une garantie assez vague des États prussiens, conçue en termes si ambigus, qu'il ne valait pas la peine de l'avoir. Quoique ce traité[b] n'eût aucune force, il pouvait servir pour en imposer aux cours mal intentionnées pour les intérêts de la Prusse : pour faire illusion un stras vaut un diamant. C'était le comte Bestusheff qui dissuadait l'Impératrice de conclure une alliance plus intime avec le roi de Prusse. M. de La Chétardie, mécontent de ce ministre, travaillait à le déplacer; M. de Mardeféld fut autorisé à le seconder : l'expérience de Mardefeld ne put rien contre l'étoile de Bestusheff. Nous nous réservons à parler plus amplement, dans la suite de cet ouvrage, de toutes les intrigues des ministres à la cour de Russie.

Les cours étrangères intriguaient également à Berlin. Les Anglais ne quittaient pas leur projet d'engager insensiblement le Roi dans la guerre qu'ils faisaient à la France; et les Français désiraient qu'il vînt à leur secours, et les assistât par quelque diversion. Sur ces entrefaites Voltaire arriva à Berlin.. Comme il avait quelques protecteurs à Versailles, il crut que cela était suffisant pour se donner les airs de négociateur; son imagination brillante s'élançait sans retenue dans le vaste champ de la politique : il

[a] Voyez t. II, p. 64.
[b] Du 27 mars (nouv. style) 1743.

n'avait point de créditif, et sa mission devint un jeu, une simple plaisanterie.[a]

Dans cette paix dont jouissait la Prusse, deux objets intéressants étaient toujours présents à ses yeux, le soutien de l'Empereur, et la paix générale. Pour ce qui regardait l'Empereur, comme la France l'avait abandonné, le seul moyen qu'il y eût pour le soutenir, était de former, comme nous l'avons dit, une ligue des princes de l'Empire,[b] qui levassent l'étendard pour secourir le chef de l'empire germanique. On avait déjà essayé d'inspirer ces sentiments aux souverains de l'Allemagne, mais en vain. Le Roi, pour essayer par de nouveaux efforts s'il ne pourrait pas les déterminer à ce que leur intérêt et la gloire demandaient d'eux, entreprit lui-même de s'aboucher avec différents souverains. Sous prétexte de rendre visite aux margraves de Baireuth et d'Ansbach ses sœurs, il se rendit dans l'Empire; il poussa même jusqu'à Hohen-Oettingen, sous prétexte de voir les débris de l'armée bavaroise,[c] mais, dans le fond, pour délibérer avec le maréchal de Seckendorff sur les moyens qu'on pourrait mettre en jeu pour assister l'Empereur. Toutes les tentations, toutes les représentations, toutes les raisons furent inutiles. Les enthousiastes de la maison d'Autriche se seraient sacrifiés pour elle, et ceux qui étaient attachés à l'Empereur étaient si intimidés par tant de revers qui accablaient ce prince, qu'ils croyaient perdre leurs États le moment même qu'ils se résoudraient à le secourir.

La duchesse douairière de Würtemberg se trouva alors à Baireuth; elle désira que le Roi lui rendît ses fils, dont elle lui avait

[a] Arrivé à Berlin le 30 août 1743, Voltaire soumit au Roi neuf points diplomatiques, précédés de ces mots pour toute introduction : « Votre Majesté aurait-elle assez de bonté pour mettre en marge ses réflexions et ses ordres? » Frédéric tourna la chose en plaisanterie, et ajouta à chacune de ces neuf propositions quelques railleries en prose ou en vers, et qui n'avaient en rien rapport à la politique. Voyez *Œuvres de Voltaire,* avec préfaces, avertissements, notes, etc. par M. Beuchot. Paris, 1831, t. LIV, p. 596 — 599.

[b] On voit ici la première idée de cette ligue entre les princes d'Allemagne, que le Roi ne parvint à réaliser que dans les dernières années de sa vie.

[c] Le Roi vit les débris de l'armée bavaroise à Wembdingen, ville située entre la principauté de Neubourg et le comté d'Oettingen. Voyez *Leben des Feldmarschalls Grafen Seckendorff,* 2[e] partie, p. 325.

confié l'éducation. Le Roi jugea qu'il serait plus décent que ces princes partissent sous de plus favorables auspices; pour cet effet, il obtint de l'Empereur une dispense d'âge avant le terme ordinaire : c'était un moyen d'attacher ce jeune prince aux intérêts de la France et de la Bavière.[a]

En pensant à la politique, le Roi ne négligeait pas l'intérieur 1743.
du gouvernement de ses États. Les fortifications de la Silésie avançaient à vue d'œil. On creusa le grand canal de Plauen pour abréger la communication de l'Elbe à l'Oder. On avait approfondi le port de Stettin, et rendu navigable le canal de la Swine. Des manufactures de soie s'élevèrent; l'insecte qui produit cette matière précieuse, devint une source nouvelle de richesse pour les habitants de la campagne, et l'on ouvrit toutes les portes à l'industrie. L'Académie des Sciences fut renouvelée :[b] les Euler, les Lieberkühn, les Pott, les Marggraf en devinrent les ornements; depuis, M. de Maupertuis, si célèbre par ses connaissances et par son voyage de Laponie, devint le président de cette compagnie. Ainsi finit l'année 1743.

Toute l'Europe était en guerre, tout le monde intriguait : les cabinets des princes agissaient avec plus d'activité que les armées. La guerre avait changé de cause : il ne s'agissait, au commencement, que du soutien de la maison d'Autriche; alors, de ses projets de conquête. L'Angleterre commençait à gagner un ascendant dans la balance des pouvoirs, qui ne pronostiquait que des malheurs à la France; ce qui était fermeté dans l'Impératrice-Reine dégénérait en opiniâtreté, la générosité apparente du roi d'Angle-

[a] Le 16 décembre 1741, la duchesse douairière de Würtemberg vint avec ses fils à Berlin, pour leur faire achever leur éducation sous les yeux de Frédéric. Le 7 janvier 1744, le Roi fit accorder au prince Charles-Eugène, fils aîné de la duchesse, une déclaration impériale de majorité, par laquelle il parvint au gouvernement le 3 février de la même année; le 6, le Roi lui fit présent de l'*Enseignement des Princes,* si célèbre sous le nom de *Miroir des Princes.* Voyez C. Meiners und L. T. Spittler's *Göttingisches Historisches Magazin.* Hannover, 1787, t. I, p. 683 — 689. Ce ne fut donc qu'au prince héréditaire que le Roi obtint la dispense d'âge, et c'est pour cela sans doute qu'il dit *ce jeune prince,* et non pas *ces jeunes princes* comme avaient corrigé les premiers éditeurs.

[b] Le 23 janvier 1744. — Maupertuis fut nommé président de l'Académie le 1er février 1746.

terre, en vil intérêt pour son électorat. Mais la Russie demeurait encore en paix.

Le roi de Prusse, toujours occupé à tenir en équilibre les puissances belligérantes, se flattait d'y parvenir, soit par des insinuations amicales, soit par des déclarations plus fortes, soit même par quelque ostentation. Mais que sont les projets des hommes! L'avenir leur est caché; ils ignorent ce qui doit arriver le lendemain : comment pourraient-ils prévoir les événements que l'enchaînement des causes secondes amènera dans six mois? Les conjonctures les entraînent, et les forcent souvent d'agir malgré leur volonté : dans ce flux et reflux de la fortune, la prudence ne peut que s'y prêter, agir conséquemment, ne point perdre son système de vue; mais jamais elle ne pourra tout prévoir.

CHAPITRE IX.

Des négociations de l'année 1744, et de tout ce qui précéda la guerre que la Prusse entreprit contre la maison d'Autriche.

Les affaires de l'Empire s'embrouillaient de plus en plus. Les succès des armées autrichiennes faisaient éclater leur ambition : il n'était plus douteux qu'ils ne voulussent détrôner l'Empereur; le roi d'Angleterre travaillait sourdement dans le même but. La faiblesse de Charles VII et l'énormité des prétentions de la reine de Hongrie, avertissaient surtout les princes amoureux de leur liberté, qu'ils ne seraient pas longtemps spectateurs d'une guerre où leur intérêt et leur gloire les avertissaient de ne pas laisser prendre le dessus aux anciens ennemis de la liberté germanique. A ces considérations générales il s'en joignait encore de plus fortes pour le roi de Prusse. Ni la reine de Hongrie, ni le roi d'Angleterre ne savaient assez bien dissimuler leur mauvaise volonté; elle se manifestait en toute rencontre. Marie-Thérèse se plaignant au roi George des cessions qu'il l'obligeait de faire, surtout de celle de la Silésie, George lui répondit : «Madame, ce qui est bon à prendre, est bon à rendre.» Cette anecdote est certaine, et l'auteur a vu la copie de cette lettre. Enfin l'on savait que l'Angleterre et l'Autriche se proposaient de forcer la France à faire sa paix de manière que la garantie de la Silésie n'y fût pas insérée. Qu'on ajoute à ces choses la conduite du marquis de Botta à Pétersbourg, et il paraîtra clair que le roi de Prusse n'avait pas tort

d'être sur ses gardes, et de se préparer même à la guerre, si la nécessité la rendait nécessaire. Comme le Roi s'était toujours méfié des ennemis avec lesquels il avait fait la paix, il avait eu une attention particulière à se préparer à tout événement. Une bonne économie avait en quelque manière réparé les brèches de la dernière guerre, et l'on avait amassé des sommes qui pouvaient suffire, en les employant avec prudence, à la dépense de deux campagnes. A la vérité les forteresses étaient plutôt ébauchées qu'en état de défense : les augmentations dans l'armée étaient achevées, les munitions de guerre et de bouche, amassées pour une campagne. En un mot, l'acquisition de la Silésie ayant donné de nouvelles forces à l'État, la Prusse était capable d'exécuter avec vigueur les desseins de celui qui la gouvernait. Il restait à prendre des mesures pour ne rien appréhender de ses voisins, surtout pour se conserver le dos libre, en se proposant d'agir d'un autre côté.

De tous les voisins de la Prusse l'empire de Russie mérite le plus d'attention, comme le plus dangereux : il est puissant, et il est voisin; ceux qui à l'avenir gouverneront la Prusse, seront également dans la nécessité de cultiver l'amitié de ces barbares. Le Roi appréhendait moins le nombre de leurs troupes que cet essaim de Cosaques et de Tartares qui brûlent les contrées, tuent les habitants ou les emmènent en esclavage : ils font la ruine des États qu'ils inondent. D'ailleurs, à d'autres ennemis on peut rendre le mal pour le mal, ce qui devient impossible envers la Russie, à moins d'avoir une flotte considérable pour protéger et nourrir l'armée qui dirigerait ses opérations sur Pétersbourg même. Dans cette vue de se concilier l'amitié de la Russie, le Roi mit tout en œuvre pour y parvenir; il poussa même ses négociations jusqu'en Suède. L'impératrice Élisabeth se proposait alors de marier le grand-duc son neveu, afin de s'assurer d'une lignée. Quoique son choix ne fût pas fixé, son penchant la portait à donner la préférence à la princesse Ulrique de Prusse, sœur du Roi. La cour de Saxe avait dessein de donner la princesse Marianne, seconde fille d'Auguste, au Grand-Duc, pour gagner du crédit, à la faveur de cette alliance, auprès de l'Impératrice. Le ministre de Russie, dont la vénalité aurait mis sa maîtresse à

l'enchère, s'il avait trouvé quelqu'un d'assez riche pour la lui payer, vendit aux Saxons un contrat de mariage précoce. Le roi de Pologne le paya, et n'eut que des paroles pour son argent.

Rien n'était plus contraire au bien de l'État de la Prusse, que de souffrir qu'il se formât une alliance entre la Saxe et la Russie, et rien n'aurait paru plus dénaturé que de sacrifier une princesse du sang royal pour débusquer la Saxonne. On eut recours à un autre expédient. De toutes les princesses d'Allemagne en âge de se marier, aucune ne convenait mieux à la Russie et aux intérêts prussiens que la princesse de Zerbst. Son père était maréchal des armées du Roi, et sa mère, une princesse de Holstein, sœur du prince successeur de Suède, et tante du grand-duc de Russie. Nous n'entrons pas dans les détails minutieux de cette négociation; il suffit de savoir qu'il fallut employer plus de peine pour lui faire prendre de la consistance, que s'il se fût agi de la chose la plus importante. Le père de la princesse même y répugnait; luthérien comme on l'était du temps de la réforme, il ne voulut consentir que sa fille se fît schismatique, qu'après qu'un prêtre plus traitable lui eut démontré que la religion grecque était à peu près la même chose que la luthérienne. En Russie, M. de Mardefeld cacha si bien au chancelier Bestusheff les ressorts qu'il mettait en jeu, que la princesse de Zerbst arriva à Pétersbourg au grand étonnement de l'Europe, et que l'Impératrice la reçut à Moscou avec toutes les marques de satisfaction et d'amitié. Tout n'était pas aplani; il restait encore une difficulté à vaincre: c'était que les jeunes promis étaient apparentés au degré de cousinage. Pour lever cet empêchement, on répandit de l'argent: c'était la bride des controverses dans tous les pays. Les popes et les évêques, après en avoir reçu, décidèrent que ce mariage était très-conforme aux lois de l'Église grecque.

Le baron de Mardefeld, non content de ce premier succès, entreprit de transférer la prison de la famille malheureuse, de Riga dans quelque autre lieu de la Russie, et il y réussit. La sûreté de l'Impératrice demandait qu'elle éloignât du voisinage de Pétersbourg ces personnes, qu'une révolution avait renversées du trône, et qu'une autre révolution pouvait y replacer. On les mena au delà d'Archangel, dans un lieu si barbare, que le nom

même en est inconnu.[a] Dans le temps que nous écrivons ces Mémoires, le prince Antoine-Ulric de Brunswic s'y trouve encore. M. de Mardefeld et le marquis de La Chétardie, qui se crurent forts après l'arrivée de la princesse de Zerbst, voulurent couronner l'œuvre en faisant renvoyer le grand chancelier Bestusheff, ennemi de la France par caprice, et attaché à l'Angleterre par intérêt. C'était un homme sans génie, peu habile dans les affaires, fier par ignorance, faux par caractère, fourbe et double, même avec ceux qui l'avaient acheté. Les intrigues de ces ministres eurent assez d'influence pour séparer les deux frères. Le grand maréchal Bestusheff fut envoyé à Berlin[b] en qualité de ministre plénipotentiaire de la Russie; mais le Chancelier, trop bien ancré à la cour, se soutint contre tous les assauts qu'on lui donna. M. de Mardefeld fut assez habile pour ne point paraître mêlé dans ces intrigues; M. de La Chétardie, moins prévoyant, s'y montra à découvert. Dès lors, sans que la cour eût d'égard pour son caractère, ni pour les services qu'il avait rendus, on l'obligea de quitter la Russie avec précipitation et d'une manière peu honorable.

Après que l'Impératrice se fut déterminée au choix de la princesse de Zerbst pour le mariage du Grand-Duc, on eut moins de peine à la faire consentir à celui de la princesse de Prusse Ulrique avec le nouveau prince royal de Suède. C'était sur ces deux alliances que la Prusse fondait sa sûreté : une princesse de Prusse près du trône de Suède ne pouvait être l'ennemie du roi son frère, et une grande-duchesse de Russie, élevée et nourrie dans les terres prussiennes,[c] devant au Roi sa fortune, ne pouvait le desservir sans ingratitude. Quoiqu'on ne pût alors rendre l'alliance de la Russie plus solide, et qu'on ne pût remplacer le chancelier

[a] La régente Anne mourut le 18 mars (nouv. style) 1746 à Cholmogori, dans une île de la Dwina située au-dessous d'Archangel. Son mari Antoine-Ulric mourut au même lieu, le 15 mai 1775.

[b] Le 28 avril 1744, le grand maréchal comte Bestusheff remplaça à Berlin le comte Czernichew qui, au mois de septembre de la même année, devint à son tour le successeur de Bestusheff.

[c] La princesse d'Anhalt-Zerbst, qui devint plus tard l'impératrice Catherine II, naquit le 2 mai 1729 à Stettin, où son père était général et commandant.

Bestusheff par un ministre mieux intentionné, on eut recours à la clef d'or pour ouvrir un cœur à portes de fer : ce fut là la rhétorique dont M. de Mardefeld se servit jusqu'à l'année 1745, pour tempérer la mauvaise volonté d'un homme aussi mal intentionné. Tous ces faits que nous venons de détailler, montrent bien que le roi de Prusse n'avait pas entièrement réussi dans ses intrigues, et que ce qu'il put obtenir de la Russie ne répondait pas entièrement à ses espérances. C'était toujours beaucoup que d'avoir assoupi pour un temps la mauvaise volonté d'une puissance aussi dangereuse; et qui gagne du temps a tout gagné.

On fit encore un essai pour associer les princes de l'Empire. On pouvait compter sur le landgrave de Hesse, sur le duc de Würtemberg, sur l'électeur de Cologne et l'Électeur palatin; on avait ébranlé l'évêque de Bamberg; mais il fallait acheter leur assistance : point d'argent, point de prince d'Allemagne. La France ne voulut point prêter l'oreille aux subsides qu'il lui en eût coûté, et la chose manqua une troisième fois.

Il aurait été à souhaiter qu'on eût pu s'entendre avec la cour de Saxe; mais on y rencontra plus d'obstacles que partout ailleurs. Le roi de Pologne était indisposé de ce que la paix de Breslau ne l'avait pas mis en possession de la Moravie; il croyait conquérir des provinces à coups de plume. Il était jaloux que la maison de Brandebourg eût gagné la Silésie, et qu'il n'eût point profité par cette guerre : il croyait ses prétentions sur la succession de Charles VI les mieux fondées; il enviait la couronne impériale à l'électeur de Bavière, et il détestait les Français, qu'il accusait de l'avoir trompé. Des dispositions aussi favorables n'échappèrent pas à la cour de Vienne. Ce négociateur féminin, la vieille demoiselle Kling,[a] était toujours à Dresde; elle ménageait si bien les esprits du Roi, de la Reine, du comte Brühl et du confesseur, qu'elle les amena à la résolution de s'allier avec la reine de Hongrie. Le roi d'Angleterre acheva d'affermir le comte de Brühl dans cette résolution, en lui faisant présent d'une terre de la valeur de quatre-vingt mille écus, située dans le comté de Mansfeld. Dès lors la négociation ne rencontra plus d'obstacles : on conclut une alliance défensive entre l'Autriche, l'Angleterre et la Saxe,

[a] Voyez t. II, p. 107.

dont les articles secrets furent signés à Varsovie.[a] Les parties contractantes se gardèrent bien de les publier : cela n'empêcha pas que le roi de Prusse ne s'en procurât une copie; et comme ce traité fut une des causes principales de la guerre que le Roi déclara dans la suite à la reine de Hongrie, il sera nécessaire que nous en rapportions quelques articles qui justifieront devant la postérité la guerre qu'elles occasionnèrent.

Art. II. « Pour cet effet, les alliés s'engagent derechef à une « garantie tout expresse de tout royaume, États, pays et do- « maines qu'ils possèdent actuellement *ou doivent posséder en vertu « du traité d'alliance fait à Turin en* 1703, des traités de paix « d'Utrecht et de Bade, du traité de paix et d'alliance communé- « ment appelé la Quadruple-Alliance, du traité de pacification et « d'alliance conclu à Vienne le 10[b] mars 1731, de l'acte de garan- « tie donné en conséquence et passé en loi de l'Empire le 11 fé- « vrier[c] 1732, de l'acte d'accession signé pareillement en consé- « quence à la Haye le 20 février 1732, du traité de paix signé à « Vienne le 18 novembre 1738, de l'accession qui y a été faite et « signée à Versailles le 3 février 1739; tous lesquels traités sont « pleinement rappelés et confirmés ici, autant qu'ils peuvent con- « cerner les alliés, et qu'ils n'y ont pas dérogé spécialement par le « présent traité. »

Quiconque lit cet article avec impartialité, doit y trouver le germe d'une alliance offensive préparée contre le roi de Prusse. La reine de Hongrie se fait garantir des États qu'elle possédait du temps de ces traités allégués, et qu'elle a perdus par la suite : si cette princesse et le roi d'Angleterre avaient agi de bonne foi, ne devaient-ils pas rappeler également dans cette alliance le traité

[a] Le Roi parle du traité d'alliance conclu à Worms le 13 septembre 1743, entre l'Angleterre, la reine de Hongrie et le roi Charles-Emmanuel de Sardaigne : il en cite le II[e] et le XIII[e] article. La Saxe n'avait pas encore pris part à la signature de ce traité, mais elle y accéda par le traité d'alliance qui fut conclu à Vienne avec l'Autriche le 20 décembre 1743. C'est donc par erreur qu'il y a ici, comme aux pages 33 et 36, *Varsovie* au lieu de *Vienne;* car la Quadruple-Alliance de Varsovie, entre l'Autriche, la Saxe, l'Angleterre et la Hollande, ne fut conclue que le 8 janvier 1745.

[b] Le 16 mars.

[c] Le 11 janvier.

de Breslau? Si nous dépouillons cet article du style énigmatique dont il est enveloppé, on y voit une garantie formelle des États que l'Impératrice-Reine doit posséder conformément à la pragmatique sanction, et par conséquent de la Silésie. Mais l'article XIII de ce traité de Worms auquel le roi de Pologne avait accédé, explique même les moyens dont la cour de Vienne se servira pour récupérer ses provinces perdues; le voici :

Art. XIII. « Et aussitôt que l'Italie sera délivrée d'ennemis, « et hors de dangers apparents d'être envahie derechef, non seulement Sa Majesté la reine de Hongrie pourra en retirer une partie « de ses troupes, mais si elle le demande, le roi de Sardaigne lui « fournira ses propres troupes pour les employer à la sûreté des « États de Sa Majesté la Reine en Lombardie, afin qu'elle puisse « se servir d'un plus grand nombre des siennes *en Allemagne;* tout « comme à la réquisition du roi de Sardaigne, la reine de Hongrie « fera passer ses troupes dans les États dudit roi, s'il le fallait, « pour en défendre les passages qu'une armée ennemie entreprendrait de forcer, et pour délivrer d'ennemis tous les États du « roi de Sardaigne, et les mettre hors de danger d'être envahis « derechef. »

Voilà donc la reine de Hongrie qui veut retirer ses troupes d'Italie pour les employer en Allemagne : contre qui sera-ce? contre la Saxe? elle a fait une alliance avec le Roi, électeur de ce pays; contre la Bavière? elle a si bien humilié l'Empereur, qu'elle possède son patrimoine; ce ne peut donc être que contre le roi de Prusse qu'elle médite une nouvelle guerre. Le roi d'Angleterre, selon les engagements qu'il avait pris par le traité de Breslau, devait communiquer fidèlement à celui de Prusse tous les traités qu'il ferait; il se garda bien d'ouvrir la bouche de celui-ci. La raison en était claire : ce qui s'était forgé à Worms et ce qui fut ratifié à Turin et à Varsovie, renversait tout ce que le roi d'Angleterre même avait stipulé par le traité de Breslau. Ces nouvelles alliances furent communiquées aux états généraux, et ce fut de la Haye qu'on apprit ce qui en faisait la teneur. Selon les règles de la saine politique, les cours de Vienne et de Londres n'auraient pas dû démasquer si vite leurs desseins; ces cours avaient encore les armes à la main, et elles combattaient contre

la France et l'Espagne, de la Lombardie au Rhin et même en Flandre : n'était-il pas à prévoir, à moins que le roi de Prusse ne fût devenu entièrement stupide, qu'il n'attendrait pas de sang-froid qu'on prît des mesures pour l'accabler, et qu'il tâcherait plutôt de faire les derniers efforts pour prévenir les desseins de ses ennemis? Il est évident que la Prusse ne trouvait plus de sûreté dans la paix de Breslau; il fallait donc en chercher ailleurs. La situation était critique : il fallait, ou que le Roi s'abandonnât au hasard des événements, ou qu'il prît un parti violent, sujet aux plus grandes vicissitudes. Les ministres représentaient à ce prince : « Que quiconque se trouve bien, ne doit pas se mouvoir; que c'est une mauvaise assertion en politique de faire la guerre pour l'éviter, et qu'il fallait tout attendre du bénéfice du temps. » Le Roi leur répondait : « Que leur timidité les aveuglait; que c'était une grande imprudence de ne pas prévenir à temps un malheur, quand on a les moyens de s'en garantir; qu'il connaissait qu'en faisant la guerre il exposait sa noblesse, ses sujets, son État et sa personne à des hasards inévitables; mais que cette crise demandait une décision, et que, dans de pareils cas, le plus mauvais parti était celui de n'en prendre aucun. »

Pour voir d'un coup d'œil les raisons que le Roi crut avoir de déclarer la guerre à la reine de Hongrie, et les raisons que lui opposaient ses ministres, nous ferons usage d'un mémoire qu'il leur envoya écrit de sa main, dont voici la copie:

« Pour prendre un parti judicieux, il ne faut point se précipiter. J'ai mûrement réfléchi sur la situation où nous nous trouvons, et voici les remarques que je fais sur la conduite de mes ennemis, en la résumant pour mieux constater leurs desseins. 1° Pourquoi par la paix de Breslau la reine de Hongrie s'est-elle si obstinément opiniâtrée à se réserver les hautes montagnes de la Haute-Silésie, qui sont d'un si modique rapport? Certainement l'intérêt n'y a aucune part. J'y découvre un autre dessein : c'est de se conserver, par la possession de ces montagnes, des chemins avantageux pour s'en assurer l'entrée lorsqu'elle le jugera à propos. 2° Quelle raison a obligé les Autrichiens et les Anglais à s'opposer sous main à la garantie du traité de Breslau, que Mardefeld négociait à Pétersbourg, si ce n'est que cette garantie em-

pêchait ces puissances de rompre le traité? Vous répondez que la politique des Anglais est simple : qu'ils veulent m'isoler, afin que n'ayant d'autre garantie que la leur, je dépende uniquement d'eux. J'ose demander à Messieurs les Ministres si supposant aux Anglais l'une ou l'autre de ces intentions, elles nous sont favorables ou désavantageuses? 3° Pourquoi le lord Carteret ne se hâte-t-il pas de terminer les petits différends qui viennent de quelques frontières litigieuses entre le pays de Minden et celui de Hanovre, pour un péage des Hanovriens sur l'Elbe, enfin pour les bailliages qui nous sont hypothéqués dans le Mecklenbourg? C'est qu'il se soucie le moins du monde d'établir une bonne harmonie entre nos deux cours. Le comte de Podewils suppose que la maison de Hanovre a autant d'intérêt que celle de Brandebourg à terminer ces différends. Pourquoi donc ne le fait-elle pas? Mais le roi d'Angleterre voudrait envahir le Mecklenbourg, Paderborn, Osnabrück et l'évêché de Hildesheim, et il voit que ces vues d'agrandissement sont incompatibles avec une étroite liaison entre la Prusse et l'Angleterre. 4° Peut-on compter sur les promesses d'un prince qui manque à ses engagements? Le roi d'Angleterre promit, lorsqu'il assembla, l'année 1743, son armée sur le Rhin, de ne rien entreprendre, ni contre les États héréditaires de l'Empereur, ni contre sa dignité; et à présent, conjointement avec la reine de Hongrie, il prend des mesures pour le forcer à l'abdication. 5° Rappelez-vous les intrigues du marquis de Botta à la cour de Pétersbourg : ne tendaient-elles pas à remettre la famille exilée sur le trône? Pourquoi? Parce qu'il savait que l'impératrice Élisabeth était dans nos intérêts, et qu'il s'attendait que le prince Antoine devant le rétablissement de sa famille à la cour de Vienne, il lui serait à jamais dévoué, et partagerait sa haine pour tout ce qui est prussien. De plus, à quel dessein fit-il usage de mon nom dans cette abominable conjuration, si ce n'était pour me brouiller avec l'Impératrice, au cas que sa trame fût découverte? C'était, dites-vous, par la tendresse que la reine de Hongrie a pour ses parents : hélas! trouvez-moi de grands princes qui respectent les liens du sang. 6° Vous croyez qu'on ne doit pas mépriser la garantie du traité de Breslau qu'a donnée le roi d'Angleterre : et je vous réponds que toutes les garanties sont

comme des ouvrages de filigrane, plutôt propres à satisfaire les yeux que pour le service et l'utilité. 7° Mais je veux bien vous abandonner tout ce que je viens de vous marquer : vous sera-t-il possible de donner une bonne interprétation au traité de Worms et à celui de Varsovie? Le langage des ministres autrichiens est que ce traité n'a pour objet que l'Italie : lisez les deux articles que j'ai cités, et vous verrez clairement qu'ils regardent en général l'Allemagne, et qu'en particulier ces articles m'ont directement en vue. 8° Cette alliance avec la Saxe est encore moins innocente : elle livre aux Autrichiens un passage et des secours pour m'attaquer dans mes propres foyers. Vous soutenez que cette alliance ne s'est faite que pour procurer des présents réciproques aux ministres qui sont à la tête des affaires dans les deux cours : en vérité je ne m'y attendais pas; il faut avouer que vous avez l'esprit transcendant. 9° Voici une autre question : attendra-t-on que la reine de Hongrie soit délivrée de tous ses embarras, qu'elle ait la paix avec les Français, que ses troupes entameront bien? Attendra-t-on, dis-je, qu'elle puisse se servir de toutes ses forces, de celles des Saxons et de l'argent de l'Angleterre, pour nous attaquer avec tous ces avantages au moment que nous serons dépourvus d'alliés, et que nous n'aurons d'autres ressources que celles de nos propres forces? Vous soutenez que la reine de Hongrie ne terminera pas cette guerre par une seule campagne; que ses pays sont ruinés; ses revenus, arriérés de dix ans; et qu'elle ne sentira son épuisement qu'après la paix : je réponds que tout le monde ne convient pas que ses finances soient aussi épuisées que vous le supposez. De vastes États lui fournissent de grandes ressources : qu'on se souvienne qu'à la fin de la guerre de succession, guerre qui avait englouti des trésors, l'empereur Charles VI soutint encore toute une campagne contre les Français sans subsides étrangers, lorsque la reine Anne fit la paix séparée de Travendahl.[a] Faut-il attendre qu'Annibal soit aux portes, pour se déclarer contre lui? Qu'on se souvienne qu'en l'année 1733 le comte Sinzendorff pariait que les Français ne passeraient pas le Rhin, lorsque Kehl était bombardé et pris par eux. La sécurité ajoute que lorsque le feu roi acquit la Poméranie ultérieure, tout

[a] La paix d'Utrecht.

le monde crut que la Suède ferait revivre tôt ou tard ses droits sur cette province, et cependant cela n'arriva pas. Cette comparaison est fausse, et ce raisonnement tombe de lui-même. Comment mettre en parallèle un royaume ruiné, épuisé et démembré comme la Suède, avec la puissante maison d'Autriche, qui, loin d'avoir fait des pertes, médite actuellement des conquêtes? Les partisans outrés de la reine de Hongrie soutiennent qu'il n'y a point d'exemple que la maison d'Autriche ait commencé une guerre pour récupérer des provinces perdues: il ne faut citer de tels faits qu'à des ignorants. Cette maison n'a-t-elle pas voulu reconquérir la Suisse? Combien de guerres n'a-t-elle pas entreprises pour rendre la Hongrie héréditaire? Et quelle était cette guerre entreprise par Ferdinand II pour chasser Frédéric V, électeur palatin, de la Bohême, dont il avait été élu roi par les vœux des peuples? Ne fut-ce pas une guerre sanglante que la maison d'Autriche fit à Bethlen-Gabor pour lui ravir la Transylvanie? Enfin, qu'est-ce qui excite à présent la reine de Hongrie à presser les Français avec tant d'ardeur, si ce n'est l'espérance de reconquérir l'Alsace, la Lorraine, et de détrôner l'Empereur? Raisonnait-on bien à Vienne quand on y disait: il est impossible que le roi de Prusse nous attaque, car aucun de ses aïeux ne nous a fait la guerre? Ne nous trompons point: les exemples du passé, fussent-ils même vrais, ne prouvent rien pour l'avenir. Cette assertion-ci est plus sûre: tout ce qui est possible peut arriver. 10° Pour fortifier tous ces arguments par des preuves plus palpables, je n'ai qu'à vous rappeler un propos que M. de Molé, général autrichien passant par Berlin, tint à M. de Schmettau: «Ma cour n'est pas assez mal avisée pour attaquer la Silésie; nous «sommes alliés avec la cour de Dresde; le chemin de la Lusace «est le plus direct qui mène à Berlin: c'est là où il nous convient «de faire la paix.» Vous direz que Molé parlait au hasard; mais voyez ce qui confirme que le dessein de faire la paix à Berlin était celui de la cour de Vienne: le prince Louis de Brunswic avait entendu parler de ce même plan, de la bouche de la reine de Hongrie, au service de laquelle il était; il en avait fait confidence à son frère le duc régnant, et celui-là me l'avait communiqué. Un aveu de la bouche de l'ennemi tient lieu d'une démonstration. Je

conclus donc que nous n'avons rien à gagner en attendant, mais tout à perdre; qu'il faut donc faire la guerre, et qu'il vaut mieux, s'il le faut, périr avec honneur, que de se laisser accabler avec honte quand on ne peut plus se défendre.»

Cependant le Roi ne se précipita point; le temps n'était pas encore venu d'éclater : il attendait des conjonctures favorables, pour se mettre dans tout son avantage. Dans ce temps-là l'Empereur, croyant ses affaires désespérées, envoya le comte de Seckendorff à Berlin,[a] pour engager le roi de Prusse à le soutenir. Seckendorff se croyait assez fort pour obliger la Saxe à changer de parti; il assura que les Français agiraient avec vigueur, que leurs intentions étaient sincères; il pressa beaucoup le Roi de se déclarer : son heure n'était pas encore venue, et il lui fit la réponse contenue dans ces points : 1° Avant de s'engager avec l'Empereur et la France, Sa Majesté regarde comme un préalable que l'alliance du Roi avec la Russie et la Suède soit conclue. 2° La Suède promettra de faire une diversion dans le pays de Brême, en même temps qu'une armée française attaquera le pays de Hanovre. 3° La France promettra d'agir offensivement sur le Rhin, et de poursuivre vivement les Autrichiens, lorsque la diversion que le Roi se propose de faire les attirera en Bohême. 4° La Bohême sera démembrée des États de la reine de Hongrie, et le Roi en possédera les trois cercles les plus voisins de la Silésie.[b] 5° Les puissances alliées ne feront point de paix séparée, mais resteront constamment unies pour travailler au rabaissement de la nouvelle maison d'Autriche. L'article des conquêtes n'était ajouté à ce projet qu'à tout hasard, au cas que la fortune favorisât cette entreprise : il était prudent de s'accorder d'avance sur un partage qui dans la suite aurait pu brouiller les alliés.

Ces mesures se prenaient cependant avec beaucoup de circonspection. Le Roi connaissait la mollesse des Français dans leurs opérations de guerre, et le peu d'attachement qu'ils avaient

[a] Le feld-maréchal comte Seckendorff vint à Berlin le 11 février 1744.

[b] Cette clause est énoncée plus formellement dans le VI[e] article du traité d'alliance que le Roi fit avec la France, et qui fut signé à Versailles le 5 juin 1744. Voyez Flassan, *Diplomatie française*. Paris, 1811, 2[e] édition, t. V, p. 225 et 226.

montré pour les intérêts de leurs alliés: il n'y avait que la nécessité qui pût amener cette nouvelle liaison. Il fallait se préparer aux oppositions qu'on éprouverait de la part de l'Angleterre, gouvernée par un roi vindicatif et un ministre fougueux. Le parlement avait accordé au Roi toutes les sommes qu'il lui avait demandées : soutenu de ces richesses, le Roi pouvait faire sortir des armées de terre, et porter la guerre jusqu'au bout du monde. Cependant ces premières propositions d'alliance ne furent pas reçues à Versailles avec l'accueil auquel on devait s'attendre. On continua néanmoins à négocier, pour déterminer cette crise politique à une heureuse fin. Deux pédants, l'un Français et l'autre Allemand, s'étaient avisés de former un projet d'association pour les cercles de l'Empire; l'un était le sieur de Chavigni, et l'autre, le sieur de Bünau : ils y procédèrent avec toutes les restrictions des formalités, selon les lois de l'Empire et la bulle d'or; cet ouvrage lourd et pesant fut aussitôt oublié que lu. Au lieu de penser à cette association, la cour de Versailles prit, moyennant des subsides, les troupes hessoises au service de l'Empereur. Cela dérangea les mesures du roi d'Angleterre, qui comptait de les joindre à son armée. On essaya encore de dissuader le duc de Gotha de donner ses troupes aux puissances maritimes; cela ne réussit pas, car le duc avait déjà reçu des subsides.

Ce ministère de Versailles était nouveau; il s'était peu mis au fait des affaires, de sorte qu'il attribuait la paix séparée que le Roi avait faite avec la reine de Hongrie à la légèreté de son esprit. Il était nécessaire et comme un préalable, voulant se lier avec la France, de rectifier les idées des ministres sur ce point. Le baron de Chambrier, depuis vingt ans ministre de Prusse à la cour de Versailles, étant âgé, et n'ayant pas assez de liaisons avec les gens en place pour se servir auprès du Roi de leur crédit, avait d'ailleurs peu traité de grandes choses, et était scrupuleusement circonspect. Cela fit juger au Roi qu'il fallait envoyer quelqu'un à cette cour qui fût plus délié et plus actif, pour savoir à quoi s'en tenir avec elle. Son choix tomba sur le comte de Rottembourg.[a] En 1740 il avait passé du service de France à celui de

[a] Frédéric-Rodolphe comte de Rottembourg était alors général-major, mais le 18 mai 1745 il fut promu au grade de lieutenant-général. Né en 1710 à Pol-

Prusse; il était apparenté avec tout ce qu'il y avait de plus illustre à la cour : il pouvait par ces voies se procurer des connaissances qui auraient échappé à d'autres, et par conséquent informer le Roi de la façon de penser de Louis XV, de ses ministres et de ses maîtresses; car il fallait une boussole pour s'orienter. Le trop grand feu du comte Rottembourg pouvait se tempérer par le flegme de M. de Chambrier : tous deux pouvaient rendre des services utiles à l'État. Le comte de Rottembourg partit donc pour Versailles. Il fit faire ses premières insinuations par le duc de Richelieu et par la duchesse de Châteauroux.[a] On l'envoya à M. Amelot, ministre des affaires étrangères, qui ne passait pas pour partisan de la Prusse : mais le cardinal Tencin, le maréchal de Belle-Isle, d'Argenson, ministre de la guerre, Richelieu et la maîtresse du Roi se déclarèrent pour le comte de Rottembourg. Les articles proposés au maréchal de Seckendorff servirent de base à la négociation qui s'entama avec la France : on insistait le plus sur ce que l'armée française de l'Alsace poursuivît les Autrichiens et leur reprît la Bavière, et qu'une autre armée française entrât en même temps en Westphalie; et le Roi se réservait de n'entrer en jeu qu'après avoir conclu son alliance avec la Suède et la Russie. Ce dernier article lui laissait la liberté d'agir ou de n'agir pas, selon que les événements lui paraîtraient favorables ou contraires. Le Roi se flattait de suspendre encore le moment de la rupture; mais la tournure que prirent les affaires générales, et les succès des armées autrichiennes en Alsace, l'obligèrent à se déclarer plus tôt contre la reine de Hongrie. L'alliance des Prussiens était tout ce qui pouvait arriver alors de plus avantageux à la France : son propre intérêt était l'aiguillon le plus fort qui devait l'animer à remplir ces arrangements; mais qui peut compter sur le système d'une cour gouvernée et ballottée par des intrigues, et sur la vigueur et l'activité des troupes, lorsque des généraux timides et sans nerf les commandent?

nisch-Netkow, dans la Nouvelle-Marche, il fut l'ami intime de Frédéric, et mourut à Berlin en 1751.

[a] Dans Flassan, l. c., p. 222—224, on voit combien madame de Châteauroux fut utile au roi de Prusse pour faire conclure le traité d'alliance de Versailles du 5 juin 1744.

Vers l'été [2] de la même année, le comte de Tessin vint à Berlin, en qualité d'ambassadeur de Suède, demander la princesse de Prusse Ulrique en mariage pour le prince de Holstein, élu successeur en Suède. Il était suivi par la fleur de la noblesse; il avait toutes les qualités qu'il faut pour la représentation, de la dignité, même de l'éloquence, mais l'esprit frivole et superficiel. Les noces se célébrèrent [3] à Berlin avec magnificence. Le prince Guillaume, frère du Roi, épousa la princesse par procuration du prince royal. On remarqua plus de magnificence dans ces fêtes qu'aux précédentes : tenir un juste milieu entre la frugalité et la profusion, est ce qui convient à tous les princes. Mais dans le temps qu'on dansait et se réjouissait à la cour, se faisaient les préparatifs de la campagne qu'on était sur le point d'ouvrir.

[2] Mois de mai.
[3] Août [17 juillet].

CHAPITRE X.

Campagnes d'Italie, en Flandre, sur le Rhin, et enfin celle du Roi.

La campagne d'Italie s'ouvrit au mois d'avril par le passage du Tanaro [a] et la prise de Nice et de Villefranche. Les généraux français et espagnols ne purent s'accorder sur leurs opérations ultérieures. Le prince de Conti prétendait que les passages qui conduisent de Nice en Piémont n'étaient pas praticables, et qu'il fallait chercher d'autres chemins pour y pénétrer. Dans cette vue il enfile le col de Tende, attaque les troupes savoisiennes à Montalban, force leurs barricades et la nature même, prend d'assaut Fort-Dauphin, et pénètre de cette façon en Piémont. Il faut avouer que ce début de campagne est un des plus brillants qu'on ait vus dans cette guerre. Le prince de Conti avance; il assiége Coni. Le roi de Sardaigne, pour faire lever ce siége, marche à lui : Conti le bat; mais l'enflement des eaux, la vigoureuse résistance des assiégés et le manque de subsistances l'obligent à lever le siége, et à se retirer en Savoie, après avoir fait sauter les fortifications de Démont. Cette campagne fit plus d'honneur à ses talents qu'elle ne fut utile à la France.

Le prince de Lobkowitz, qui alors était en pleine marche pour attaquer le roi de Naples, informé des succès du prince de Conti, se décontenance; il désespère de sa fortune, se retire à Monte

[a] Du Var.

Rotondo, et de là à Florence, toujours talonné par Don Carlos et le marquis de Gages. Nous supprimons les petits avantages que les Français et les Espagnols eurent sur les Autrichiens, pour en venir aux expéditions maritimes.

Les flottes française et espagnole sortirent au commencement du printemps de la rade de Toulon : elles attaquèrent dans la Méditerranée la flotte anglaise commandée par l'amiral Matthews. Après la bataille, les Français et les Espagnols se retirèrent à Carthagène, et les Anglais, à Port-Mahon. L'action fut sans doute indécise, puisque les deux flottes se retirèrent; cependant elle ne laissa pas de faire honneur à l'amiral espagnol Navarro et au capitaine français. La cour de France envoya l'amiral Court en exil, et en punissant différents officiers qui avaient servi sur cette flotte, elle en témoigna son mécontentement. De leur côté, les Anglais traduisirent l'amiral Matthews devant le conseil de guerre; le vice-amiral fut conduit en prison : les deux partis étaient donc également mécontents d'une bataille indécise, dont les Français et les Anglais eurent la honte, et les Espagnols, la réputation.

Ces actions de mer n'étaient que le prélude des grands coups que la cour de Versailles se proposait de frapper cette campagne. Son objet capital était d'obliger les Anglais de rappeler dans leur île les troupes qu'ils avaient en Flandre. Pour cet effet, avant même l'ouverture de la campagne, le comte de Saxe se porta à Dunkerque à la tête de dix mille hommes; le fils du Prétendant, nommé le prince Édouard,[a] s'y rendit aussi. On fit des préparatifs pour un embarquement. L'Angleterre, alarmée, appela des secours étrangers : six mille Hollandais et six mille Anglais des troupes du lord Stair furent transportés dans ce royaume. Les Hollandais, qui manquaient de vaisseaux de guerre, armèrent des vaisseaux marchands, et les envoyèrent à leurs alliés pour remplir leurs engagements. Le roi de la Grande-Bretagne, saisi d'épouvante, réclama même le contingent prussien. Le Roi répondit qu'il se mettrait à la tête de trente mille hommes pour passer dans cette île, si le Roi était attaqué : George trouva ce secours trop fort, et se désista de ses poursuites. C'était pour l'Europe un problème politique que de deviner les intentions du

[a] Charles-Édouard.

conseil de Versailles dans cette entreprise. Voulait-il établir le prince Édouard en Angleterre, ou était-ce un leurre pour affaiblir les troupes alliées en Flandre? Ces simples préparatifs d'une descente produisirent aux Français, pour le commencement de la campagne, tout ce qu'aurait produit une diversion réelle. Pour ce qui regarde le projet d'établir le prince Édouard en Angleterre, il avait été formé par le cardinal Tencin: il tenait son chapeau de la nomination du Prétendant, et pour lui témoigner sa reconnaissance, il essaya, autant qu'il était en lui, de procurer à son fils la couronne d'Angleterre. L'expédition manqua, parce que les vents furent contraires: excuse banale de tous les marins. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'amiral de cette flotte, nommé Roquefeuille, n'osa tenter le passage de la Manche en présence d'une flotte supérieure.

Les troupes françaises n'avaient point vu de roi à leur tête depuis que Louis XIV avait cessé d'y paraître; quelques campagnes malheureuses avaient découragé les armées: on crut que la présence du maître serait le seul aiguillon capable d'éveiller l'instinct d'honneur et de gloire qui ne se trouvait plus dans les troupes. Une femme, par amour de la patrie, entreprit de tirer Louis XV de la vie oisive qu'il menait, pour l'envoyer commander ses armées: elle sacrifia à la France les intérêts de son cœur et de sa fortune; c'était madame de Châteauroux. Elle parla avec tant de force, elle conseilla, elle pressa si vivement le Roi, que le voyage de Flandre fut résolu. Une action aussi généreuse et même héroïque, mérite d'autant plus d'être insérée dans les fastes de l'histoire, que les maîtresses qui l'ont précédée, n'ont employé leur crédit que pour le malheur du royaume. Louis XV ouvrit la campagne en Flandre par le siége de Menin. Le gouverneur de la place, peu versé dans son métier, la rendit après une légère résistance. Immédiatement après, les Français entreprirent le siége d'Ypres, qui, quoique mieux défendue, essuya le même destin. La force des armes françaises consiste dans les siéges: ils ont les plus habiles ingénieurs de l'Europe; l'artillerie nombreuse qu'ils emploient dans leurs opérations, les assure de la réussite de leurs entreprises. Le Brabant et la Flandre sont le théâtre de leurs exploits, parce qu'ils y peuvent étaler tout l'art de leurs

ingénieurs. Quantité de canaux et de rivières facilitent le transport de leurs munitions de guerre, et ils ont leurs frontières à dos. Ils réussissent mieux dans la guerre de siéges que dans celle de campagne.

Mais revenons aux alliés que nous avons quittés pour un temps. Les troupes que le roi d'Angleterre avait commandées l'année précédente, avaient hiverné, comme nous l'avons dit, dans le Brabant et en Westphalie. Les troupes du prince de Lorraine avaient pris leurs quartiers dans le Brisgau et dans la Bavière. Le maréchal de Coigny commandait en Alsace. Les débris des troupes impériales étaient distribués chez des amis de l'Empereur, la plupart cependant aux environs de la principauté d'Oettingen. La cour de Vienne perdit, cet hiver, le maréchal de Khevenhüller: la reine de Hongrie honora sa mémoire de quelques larmes. Le maréchal Traun le remplaça, et reçut le commandement de la grande armée, qui portait le nom du prince de Lorraine, mais dont en effet il était le chef. Comme ce prince de Lorraine jouera un grand rôle dans cette histoire, nous croyons qu'il ne sera pas inutile de le faire connaître. Il était brave, aimé des troupes, possédant bien le détail des vivres, peut-être trop facile à suivre les impressions que ses favoris lui donnaient, et aimant les charmes de la société; on l'accusait de s'adonner quelquefois trop à la boisson. Ce prince épousa à Vienne l'archiduchesse Marianne, sœur cadette de la Reine: il conduisit sa nouvelle épouse dans le Brabant, dont on l'avait fait gouverneur; après quoi, il revint à Vienne recevoir les ordres de la cour pour la campagne qui allait s'ouvrir.

Le dessein des Autrichiens était de reprendre la Lorraine, et de porter l'Empereur à l'abdication de l'Empire, pour recouvrer par ce sacrifice ses pays héréditaires. Leur armée s'assembla à Heilbronn; de là elle s'avança sur Philippsbourg, où Seckendorff s'était réfugié avec les débris des troupes bavaroises. A la nouvelle de l'approche du prince de Lorraine, M. de Coigny renforça les troupes impériales de tous les régiments allemands qui servaient dans son armée. Tous les préparatifs du prince de Lorraine annonçaient qu'il avait intention de passer le Rhin: ce passage lui était facilité par le traité que le roi d'Angleterre venait de

conclure avec l'électeur de Mayence. La partialité de ce prince pour la cour de Vienne était trop marquée pour qu'on s'y trompât, et les subsides qu'il tirait des Anglais ne laissaient aucun doute que, malgré sa neutralité, il n'accordât aux troupes de la Reine le passage par Mayence, si on l'exigeait de lui.

Les Autrichiens, qui jouissaient déjà en imagination de leur fortune, ne pouvaient s'empêcher de laisser échapper de temps en temps des bluettes de fierté et d'arrogance. Ils faisaient construire un pont à Mannheim, et agissaient despotiquement dans le Palatinat. L'Électeur s'en trouva offensé, comme de raison. Cela donna lieu à des piquanteries; enfin cela finit par un message du prince de Lorraine à l'Électeur, pour lui faire signifier que s'il ne donnait pas son pont de Mannheim sur-le-champ, il le lui ferait enlever de force. Le maréchal Traun en fit des excuses à l'Électeur, en lui insinuant que c'était après une longue séance de table, où la tempérance n'avait pas trop été gardée, que le prince de Lorraine s'était expliqué en termes si peu mesurés.

En attendant, le maréchal de Coigny, dont l'intention était de défendre les bords du Rhin depuis Mayence jusqu'à Fort-Louis, s'était posté avec ses forces principales sur les bords de la Queich, d'où il s'avança vers Spire, et poussa ses détachements jusqu'à Worms et même jusqu'à Oppenheim. Ce mouvement se fit sur ce qu'il apprit que M. de Bärenklau, avec un détachement de l'armée de la Reine, avait marché à Germersheim vers Fribourg. Bärenklau fit jeter un pont sur un bras du Rhin près de Stockstadt, pour donner le change aux Français, et les attirer de ce côté-là. En même temps, le prince de Lorraine fit un mouvement avec son armée, comme s'il avait intention de passer le Necker avec sa droite pour se joindre à Bärenklau. Le maréchal de Coigny, trop crédule, se laissa abuser par ces vaines démonstrations, et commit deux fautes tout de suite : l'une, en faisant passer le Rhin à Seckendorff, qu'il chargea de défendre la partie de ce fleuve qui coule entre Spire et Lauterbourg; l'autre, en se portant avec son armée vers Worms et Frankenthal. Il lui était facile de juger que le prince de Lorraine avait résolu de pénétrer en Alsace, et d'user de toutes les ruses de la guerre pour l'en éloigner le plus qu'il le pourrait; il devait savoir d'ailleurs que ce

prince pouvait disposer du pont de Mayence, à quoi l'armée française ne pouvait porter aucun obstacle.

Il semble que son projet de défense était défectueux en tout point. Son armée était séparée par corps, qui n'occupaient pas même les vrais postes d'où ils auraient pu disputer aux ennemis le passage du Rhin. Les experts ont été de l'opinion qu'il aurait dû rassembler en un corps les troupes tant impériales que françaises; qu'il devait se camper entre la Queich et le Speyerbach; garnir de petits détachements les bords du Rhin depuis Fort-Louis jusqu'à Philippsbourg; faire battre l'estrade par cette cavalerie, pour être averti à temps de l'endroit où les ennemis se préparaient à passer; tenir ses troupes prêtes à marcher au premier ordre, et attaquer sans balancer, avec toutes ses forces, le premier corps autrichien qui aurait passé le Rhin. Si le prince Charles passait ce fleuve à Mayence, il restait à M. de Coigny à choisir les postes de la Queich ou du Speyerbach, que le prince n'aurait osé attaquer; de plus, M. de Coigny couvrait également par cette position la Basse-Alsace et la Lorraine. Ce maréchal, dont l'armée n'était pas aussi forte que celle des ennemis, et qui avait des ordres trop restreints, prit des mesures bien différentes.

Dès que le prince de Lorraine et Traun furent informés des fausses démarches des Français, ils détachèrent M. de Nadasdy par leur gauche, avec tous les bateaux qu'ils avaient assemblés à la sourdine, pour jeter des ponts sur le Rhin à un village appelé Schröck. Nadasdy fit aussitôt passer le Rhin en bateau à deux mille pandours, sous les ordres du partisan Trenck; ils surprirent et défirent un détachement de trois régiments impériaux, qui, par une négligence impardonnable, ne s'étaient en aucune manière précautionnés contre les surprises. Nadasdy lui-même avait déjà passé le Rhin 4 à la tête de neuf mille hussards, tandis que l'on achevait tranquillement derrière lui la construction des ponts. Au bruit de ce passage, Seckendorff avec vingt mille hommes se joignit à un corps de Français que le jeune Coigny commandait; ils volèrent au secours de ces trois régiments impériaux dont nous avons fait mention, avant que le prince de Waldeck eût levé son camp de Rettigheim pour joindre Nadasdy. Tous les officiers de

4 1er juillet.

cette armée conjurèrent Seckendorff d'attaquer Nadasdy, qu'il aurait pu facilement culbuter dans le Rhin, et anéantir par ce seul coup les desseins du prince de Lorraine. Seckendorff ne voulut jamais s'y prêter : il se contenta d'engager une légère escarmouche avec les Hongrois; et comme il apprit que le maréchal de Coigny s'était retiré à Landau, il marcha par Germersheim pour le joindre au plus tôt.

Dès le 2 de juillet, le prince de Lorraine se vit maître du cours du Rhin depuis Schröck jusqu'à Mayence. Nadasdy et le prince de Waldeck étaient déjà à l'autre bord. Bärenklau avait de même passé ce fleuve du côté de Mayence. Le prince de Lorraine employa trois jours à passer ses ponts avec la grande armée. A peine y eut-il une tête à l'autre bord, qu'il envoya un détachement pour prendre Lauterbourg et s'emparer de ses lignes. Nadasdy poussa jusqu'à Weissenbourg : il le prit de même, et se posta dans ses lignes; les Autrichiens firent seize cents prisonniers dans cette expédition. M. de Coigny s'aperçut alors combien il lui importait de gagner la Basse-Alsace avant le prince de Lorraine, et il le prévint en prenant Weissenbourg par escalade, et en forçant les retranchements, où il éprouva une résistance vigoureuse. Nadasdy, forcé dans ce poste, se retira sur la grande armée qui campait auprès de Lauterbourg, et qui n'osa secourir Weissenbourg, parce que les détachements de Bärenklau et de Léopold Daun ne l'avaient pas encore jointe. M. de Coigny tira parti de ces délais, et de la crue du Rhin, qui empêchait la jonction des corps ennemis : il marcha sur la Sauer, passa la Motter auprès de Haguenau, et se campa à Bischweiler.

L'éloignement de M. de Coigny fit naître l'idée au prince de Lorraine de bloquer Fort-Louis, qu'on disait mal approvisionné. En conséquence, Nadasdy et Bärenklau prirent poste à Wörth,[5] à Beinheim et sur les îles qui entourent Fort-Louis. Une crue du Rhin sauva cette place : la garnison regagna la communication de Strasbourg; on la renforça, et on la pourvut de vivres. Ce coup manqué, le prince de Lorraine porta ses troupes légères sur les ailes de l'armée française, et dans le bois de Haguenau, ce qui empêchait celle-ci d'envoyer des partis au delà de la Motter. Le

[5] 12 juillet.

maréchal de Coigny embarrassé de la situation où il se trouvait, en avait informé la cour. Louis XV, pour sauver l'Alsace, résolut de mener lui-même quarante mille hommes de l'élite de son armée de Flandre au secours de M. de Coigny, et lui ordonna de temporiser entre ce temps, et surtout de conserver ses troupes. Ce fut ce qui détermina M. de Coigny à changer de mesures, et à éviter tout engagement. Nadasdy, renforcé de troupes réglées, commençait à s'étendre vers les hauteurs de Reichshofen et Wasenbourg, comme s'il avait dessein de tourner le camp français par Lichtenberg et Buchsweiler; sur quoi, M. de Coigny se retira par Brumat à Strasbourg.[6] Il se posta sur le canal de Molsheim, qu'il abandonna bientôt pour gagner les défilés de Pfalzbourg et de Sainte-Marie-aux-Mines. Il fit ces mouvements pour empêcher le prince de Lorraine, qui était à Brumat et qui faisait construire des ponts sur la Motter, d'occuper les gorges des montagnes par lesquelles l'armée du Roi devait passer pour le joindre.

Le roi de France était arrivé le 4 d'août à Metz, où il attendait les troupes de Flandre, pour fondre à leur tête sur l'armée du prince de Lorraine, et la détruire s'il était possible. Le maréchal de Schmettau avait été envoyé par le roi de Prusse auprès de Louis XV, tant pour rendre compte des mouvements de l'armée française, que pour presser le roi de France à remplir ses engagements, en poursuivant les troupes de la Reine à leur passage du Rhin et jusqu'en Bavière. Schmettau apprit au Roi Très-Chrétien que le roi de Prusse entrerait en campagne le 17 d'août, et qu'il emploierait cent mille hommes à la diversion qu'il allait faire en faveur de l'Alsace. Ce maréchal mit tout en usage pour donner aux armées françaises plus d'activité et de vigueur; et peut-être y aurait-il réussi, si Louis XV n'était pas tombé malade à Metz. Cette maladie commença par des maux de tête, que ses médecins et chirurgiens du corps crurent provenir d'un abcès dans le cerveau; ils déclarèrent ce mal sans ressource. Aussitôt on entoura le Roi de confesseurs, de prêtres, et de tout l'attirail dont se sert l'Église romaine pour envoyer les moribonds dans l'autre monde. L'évêque de Soissons, fanatique imbécille, vendit ses huiles et ses sacrements à son maître au prix de madame de

[6] 31 juillet.

Châteauroux, qu'il fut obligé de lui sacrifier. La duchesse fut obligée de partir de Metz, ayant reçu l'ordre rigoureux de ne jamais reparaître devant le Roi. Ce ne fut ni l'extrême-onction ni les sacrements qui sauvèrent la vie à ce prince. Un chirurgien très-ordinaire se présenta, et assura qu'il le tirerait d'affaire, pourvu qu'on lui donnât la liberté d'agir : il ne trouva point de concurrent; et, moyennant une bonne dose d'émétique, ce prince releva de cette maladie, qui n'avait été causée que par une indigestion. Les médecins de la cour perdirent leur réputation; mais les affaires générales en souffrirent davantage.

Pendant la maladie du Roi, le duc de Harcourt était arrivé à Pfalzbourg. Nadasdy avait déjà pris Saverne, et se disposait à pénétrer par les gorges que le Duc occupait; mais infructueusement : quoique souvent attaqué, le Duc y tint jusqu'au seize, que le secours de Flandre s'approcha pour joindre l'armée. Le prince de Lorraine avait déjà reçu l'ordre de se retirer; il prenait des mesures pour l'exécuter, et il ne tenait qu'au maréchal de Noailles d'en profiter : mais sa circonspection outrée gâta tout; Schmettau perdait sa peine et son temps à l'encourager. Et quel risque courait la France? Quand M. de Noailles aurait été battu, les troupes de la Reine étaient également obligées de quitter l'Alsace; et si les Français étaient victorieux, ils détruisaient l'armée autrichienne, qui, vivement poursuivie, au lieu de repasser ses ponts du Rhin se serait noyée dans ce fleuve. Alors 7 les Français et les Bavarois s'avancèrent à pas lents vers Hochfelden, où Nadasdy s'était déjà retiré. Noailles fit trois détachements sur la Motter, et il apprit par M. de Löwendal, qui était marché vers Drusenheim, que les Autrichiens avaient abandonné leur camp de Brumat, pour s'approcher vers leurs ponts de Beinheim. Le comte de Belle-Isle fut alors envoyé de Suffelnheim avec un corps; les Français passèrent la Motter, et suivirent les Autrichiens. M. de Belle-Isle obligea l'ennemi à quitter le village de Suffelnheim avec perte, et M. de Noailles se mit en marche pour joindre M. de Löwendal. Le soir même, les grenadiers français attaquèrent le village d'Achenheim, défendu par des grenadiers autrichiens et des troupes hongroises. Les Français emportèrent

7 13 août.

le village, et s'amusèrent à des formalités superflues, tandis que le prince de Lorraine mit ce temps à profit pour repasser le Rhin sur ses ponts de Beinheim, qu'il rompit avant l'aube du jour. Les Français firent sonner cette affaire fort haut; c'étaient des rodomontades : la perte de part et d'autre ne monta pas à six cents hommes, et le prince de Lorraine continua paisiblement sa marche par la Souabe et le Haut-Palatinat, pour entrer en Bohême. Schmettau, qui était auprès de la personne du Roi, était désespéré de la mollesse des Français. Il présentait des mémoires au Roi, il pressait les ministres, il écrivait aux maréchaux; mais il eût plutôt transporté des montagnes que de tirer cette nation de son engourdissement.

Le moment décisif où les Français pouvaient ruiner l'armée de la Reine étant passé, sans qu'ils daignassent en profiter, Schmettau tâcha de dissuader les maréchaux du dessein qu'ils avaient de mettre le siége devant Fribourg; ce fut encore en vain. Tout ce qu'il put obtenir, se borna à quelques renforts de troupes allemandes qu'on promit de donner aux troupes impériales, pour que M. de Seckendorff pût déloger les Autrichiens de la Bavière. La cour promit qu'au printemps de l'année 1745 on porterait ces troupes au nombre de soixante mille hommes. Ainsi au commencement de l'alliance des Prussiens et des Français, ces derniers manquèrent aux deux articles principaux de leur traité : ils laissèrent échapper le prince de Lorraine sans le poursuivre, et cette armée qu'ils devaient envoyer en Westphalie, n'y parut point. Cependant M. de Seckendorff marcha pesamment et à pas comptés pour s'approcher du Lech, et Louis XV à la tête de soixante-dix mille Français fit le siége de Fribourg, prit cette place à la fin de la campagne, et en fit raser les fortifications.

Ce furent les avantages du prince de Lorraine en Alsace qui engagèrent le roi de Prusse à se déclarer plus tôt qu'il ne l'avait projeté. Il y avait tout à craindre que l'ascendant des troupes autrichiennes ne forçât les Français à en passer par les conditions que l'arrogance de ces derniers leur voudrait prescrire; et, dans ce cas, il n'était pas douteux que la Reine n'eût employé toutes ses forces pour reprendre la Silésie. Cependant les arrangements politiques que la cour de Berlin s'était proposé de prendre, étaient

prussiens. Cette conduite des Saxons annonçait clairement leur mauvaise volonté : on les jugea de mauvais voisins, capables de profiter des malheurs qui pourraient arriver aux Prussiens dans cette guerre; mais on ne les crut pas assez téméraires pour se sacrifier en faveur de la reine de Hongrie, d'autant plus que le corps qui était à la disposition du vieux prince d'Anhalt, devait leur inspirer une conduite plus prudente.[a]

On fit précéder la marche des troupes d'un manifeste qui contenait en gros les raisons de la ligue de Francfort, formée entre l'Empereur, la Prusse, l'Électeur palatin et la maison de Hesse,[b] pour le soutien du système de l'Empire, de ses libertés et du maintien de son chef; et l'on publia en même temps des lettres patentes en Bohême, par lesquelles on avertissait les sujets de ce royaume de ne point prendre fait et cause contre les troupes auxiliaires de l'Empereur, lequel ils devaient désormais considérer comme leur souverain légitime.

Ce fut le 23 d'août que le Roi arriva sur les frontières de la Bohême :[c] quatre régiments de hussards et quatre bataillons précédaient d'un jour la marche de l'armée, pour amasser les vivres nécessaires aux troupes. Le margrave, qui commandait la seconde ligne, entra dans le camp que le Roi venait de quitter; aucun ennemi ne s'opposa aux opérations des troupes. La petite flotte chargée des magasins fut la première qui rencontra des obstacles en entrant en Bohême; elle était obligée de passer au pied d'un rocher sur lequel est situé le château de Tetschen : les ennemis qui l'occupaient, roulèrent de grosses pierres dans l'Elbe, et y ajoutèrent une estacade pour en rendre la navigation impraticable. On fut obligé de détacher avec quelques troupes le général Bonin, qui attaqua et fit prisonnier un capitaine hongrois avec soixante-dix hommes. La rivière fut promptement déblayée, et

[a] Le prince Léopold d'Anhalt-Dessau fut chargé par le Roi, au quartier général de Wotitz le 25 septembre 1744, du commandement ici mentionné.

[b] Le mot *Hesse* est omis dans le manuscrit. La ligue fut conclue avec le roi de Suède, en sa qualité de landgrave de Hesse.

[c] D'après les gazettes de Berlin, ce fut le 15 août que le Roi partit de Potsdam pour l'armée. Il arriva le même jour à Jessen, au delà de Wittenberg, et le quitta le 18 pour se rendre à l'armée. Du 19 au 22, il séjourna à Gross-Döbritz, près de Meissen; le 25, il se rendit à Péterswalde.

la navigation devint libre; cet incident retarda la marche de deux jours. L'armée se porta sur la rivière d'Éger. Les hussards [a] surprirent auprès d'un bourg nommé Muntschifay des troupes de l'ennemi; ils en défirent trois cents, et en amenèrent cinquante prisonniers. On apprit par leur déposition que M. de Batthyani était venu de Bavière sur la Béraun avec un corps de douze mille hommes; on sut aussi qu'il avait jeté trois mille hommes dans Prague, auxquels on avait joint un corps de milice de douze mille combattants.

Le Roi arriva le 2 de septembre auprès de Prague avec tous les corps qui composaient son armée : il se campa près de la chapelle de la Victoire; le maréchal de Schwerin et le prince Léopold investirent ce qu'on appelle le Grand-Côté de la ville. Il fallut huit jours pour transporter de Leitmeritz au camp la grosse artillerie et les vivres. Leitmeritz reçut un bataillon en garnison, pour veiller à la sûreté des magasins, qu'on ne pouvait pas faire avancer, faute de chevaux; car la Moldau, qui se jette à cet endroit dans l'Elbe,[b] n'est point navigable : ce temps fut employé à faire tous les préparatifs du siége. Dans cet intervalle on fut informé par des espions, que M. de Batthyani assemblait un gros magasin dans la ville de Béraun; des hussards qu'on détacha pour reconnaître les chemins qui mènent à cette ville, confirmèrent le même rapport. L'envie d'enlever ce magasin tenta le Roi; il détacha le général Hacke avec cinq bataillons et six cents hussards pour s'en emparer. M. de Batthyani en eut vent, quoiqu'on eût pris toutes les précautions possibles pour que le secret fût gardé. Batthyani renforça ce poste; et lorsque M. de Hacke passa le pont de Béraun, et qu'il eut forcé la porte de la ville, il aperçut deux gros corps de cavalerie qui passaient la rivière à sa droite et à sa gauche pour tomber sur ses deux flancs. Il abandonna aussitôt l'attaque, et se posta sur des hauteurs, où il forma un quarré de son infanterie. Il fut vivement attaqué par cette cavalerie et par un gros corps d'infanterie hongroise; il trouva le moyen de faire savoir au camp de Prague le danger où il se trou-

[a] Du régiment de Zieten.

[b] La Moldau se jette dans l'Elbe vis-à-vis de Melnik; l'Éger, vis-à-vis de Leitmeritz.

vait : le Roi, en l'apprenant, vola à son secours avec quatre-vingts escadrons et seize bataillons; mais M. de Hacke avait vaillamment repoussé les ennemis, et s'était dégagé lui-même avant que le secours pût le joindre. Le projet sur Béraun manqua ainsi, et M. de Batthyani fit transporter en hâte son magasin de cette ville à Pilsen. Il aurait fallu sans doute retourner à Béraun, chasser M. de Batthyani de Pilsen, et lui enlever son magasin : c'était le moyen d'empêcher l'armée autrichienne de profiter des vivres que M. de Batthyani avait eu le temps d'amasser; de rejeter le prince de Lorraine dans la Haute-Autriche; et de gagner la fin de cette campagne, en demeurant en possession de la Bohême : mais les vivres de l'armée étaient mal administrés, et les Prussiens manquaient d'un M. de Séchelles.

Le 10 au soir, on ouvrit la tranchée devant Prague à trois endroits différents; savoir : au plateau de Saint-Laurent, à Bubenetsch vis-à-vis du moulin de la basse Moldau, et à la montagne de Ziska. Le comte de Truchsess commandait la première attaque; le margrave Charles, la seconde; la troisième était sous la direction du maréchal de Schwerin. On ne perdit rien la première nuit. Le lendemain, le maréchal fit attaquer le fort de Ziska en plein jour, et l'emporta après y avoir fait jeter des bombes; et il prit tout de suite deux petites redoutes qui étaient derrière le premier, et que les Français, qui les avaient construites, appelaient des nids à pie. Le Roi se trouvait précisément à la tranchée de Bubenetsch; il en sortit avec beaucoup d'officiers, pour voir comment tournerait l'attaque du Ziska. Les ennemis aperçurent cette foule de monde, tournèrent leur canon dessus, et un malheureux coup emporta le prince Guillaume,[a] frère du margrave Charles, le même qui avait si vaillamment combattu à Mollwitz pour la gloire de sa patrie. On fit avancer incontinent les batteries, de sorte qu'elles battaient en brèche la courtine qui est entre

[a] Frédéric-Guillaume, margrave de Brandebourg, général-major et commandeur du premier bataillon de la garde, né le 28 mars 1715, fut tué le 12 septembre 1744 : c'est le seul officier qui périt à l'attaque de Prague. Ce prince était le troisième fils du margrave Albert-Frédéric, et par conséquent le petit-fils du Grand Électeur : il se trouvait être ainsi le frère cadet du margrave Frédéric, dont nous avons mentionné la mort, t. II, p. 76.

Le margrave Charles, né en 1705, était alors lieutenant-général.

le bastion de Saint-Nicolas et Saint-Pierre. Le 15, les batteries du margrave Charles, à force de jeter des bombes, mirent le feu au moulin à eau, et détruisirent les écluses de la Moldau : les eaux en devinrent si basses, qu'elle était partout guéable, et qu'on pouvait prendre la ville d'emblée, y ayant de ce côté-là un assez grand espace sans rempart et sans muraille. M. de Harsch, qui commandait dans la ville, commença à désespérer de son salut : ce gouverneur s'aperçut que le 16, de grand matin, un gros corps de grenadiers défilait du côté de Bubenetsch; il prévit l'assaut qu'on se préparait à lui donner, demanda de capituler, et se rendit prisonnier de guerre avec sa garnison, qui consistait en douze mille hommes. Ce siége ne dura que six jours; il coûta aux assiégeants quarante morts et quatre-vingts blessés. Le même jour, les portes furent consignées, et la garnison fut conduite en Silésie, où elle fut distribuée dans les places.

La prise de Prague faisait un beau commencement de campagne. On devait supposer qu'il ferait impression sur les Saxons, et qu'ils se déclareraient moins que jamais pour la reine de Hongrie; il était à présumer qu'en dégarnissant leur électorat, ils ne le livreraient pas eux-mêmes au prince d'Anhalt, qui pouvait ruiner Leipzig, le siége de leur commerce, le nerf de leur État et la ressource de leur crédit : mais l'or des Anglais l'emporta à Dresde sur des intérêts plus durables.

Il se présentait alors pour l'armée prussienne le choix de deux opérations. L'une, que le Roi préférait, était de passer la Béraun, de pousser M. de Batthyani hors de la Bohême, et de s'emparer de Pilsen et du magasin considérable qu'on y formait pour l'armée du prince de Lorraine, et de pousser jusques aux gorges de Cham et de Furt, qui ouvraient les chemins de la Bohême aux Autrichiens du côté du Haut-Palatinat. Il est sûr que le prince de Lorraine pouvait se jeter sur Éger, où les Saxons l'auraient joint; qu'il pouvait suivre, en longeant l'Éger, le chemin que le maréchal de Belle-Isle avait pris dans sa retraite de Prague : mais d'où seraient venues les subsistances pour cette armée? Le margraviat de Baireuth était trop stérile pour en fournir, et de plus, qui aurait défendu l'Autriche, dont M. de Marwitz seul était en état de faire la conquête, ne trouvant rien devant lui qui pût

arrêter ses progrès? C'était donc sans contredit le projet qu'on aurait dû exécuter. L'Empereur, le roi de France, particulièrement le maréchal de Belle-Isle, insistèrent sur ce que les Prussiens devaient se porter du côté de Tabor, de Budweis, de Neuhaus, pour établir une communication avec la Bavière, et donner au prince de Lorraine des jalousies sur l'Autriche. Le maréchal de Belle-Isle soutenait que l'omission d'occuper ces postes, l'année 1741, avait été cause de tous les malheurs que les Français et les Bavarois essuyèrent; mais ce qui est bon dans une conjoncture, l'est-il de même dans une autre? Sans doute que ces postes étaient nécessaires en 1741 aux alliés, qui possédaient encore la Bavière et même la Haute-Autriche; mais en 1744 il n'y avait que des Autrichiens dans ces provinces; d'ailleurs c'était donner beau jeu aux Saxons que de pousser une pointe qui, éloignant l'armée du roi de Prusse de ses frontières, donnait aux Saxons la liberté de se joindre au prince de Lorraine, ou d'entreprendre même sur Prague. De tous les partis, le plus sage aurait été de ne point trop s'éloigner de Prague; d'amasser dans cette capitale, ainsi qu'à Pardubitz et dans d'autres villes, des vivres pour les troupes, et de voir venir les ennemis. Le Roi marqua dans ce moment trop de faiblesse: par une condescendance pour ses alliés, il déféra trop à leurs sentiments; et craignant d'être accusé, s'il tenait son armée clouée à Prague, de n'avoir d'autre objet que de s'assurer des trois cercles qu'on lui avait promis, il entreprit cette malheureuse expédition. On ne fit pas moins de fautes dans l'exécution de ce projet: on négligea le transport des farines de Leitmeritz à Prague; on ne renvoya point en Silésie l'artillerie qui avait servi au siége de Prague, et l'on ne laissa en garnison dans une ville immense comme Prague, que six bataillons, qui ne suffisaient pas pour en défendre la moitié.

Quand vous remontez à la droite de la Moldau, laissant Prague derrière vous, vous traversez un pays montueux et difficile, aussi mal peuplé qu'aride. Si vous avancez onze milles en tirant vers l'orient, vous découvrez la ville de Tabor, située sur un rocher, bâtie au XVe siècle par Ziska, ce fameux brigand hussite qui ravagea sa patrie en combattant pour elle. Dans ces temps reculés, Tabor passait pour imprenable; de nos jours elle se prendrait

d'emblée : la situation est avantageuse; mais la ville est petite, et n'a pour défense qu'une mauvaise muraille. De là en tirant vers le midi, vous trouvez la Luschnitz, petite rivière guéable de toute part, mais dont les bords, dans beaucoup d'endroits, sont escarpés; après l'avoir passée, vous traversez des bois et des rochers, pendant trois milles, au sortir desquels vous entrez dans une plaine abondante, et trouvez Budweis à deux milles devant vous. Cette ville est située sur la Moldau, fortifiée d'ouvrages de terre, et d'une enveloppe que d'un côté l'on avait commencée vis-à-vis de Budweis, vers le sud. A trois quarts de lieue, de l'autre côté de la Moldau, se trouve le château de Frauenberg. Ce château occupe le haut d'une colline, et est devenu fameux par un siége de six mois que les Français y ont soutenu. Tel était le pays où l'armée prussienne allait opérer.

Comme les Saxons ne s'étaient point encore déclarés, l'armée se mit en marche le 17 septembre pour Kundratitz. De là, le général de Nassau fut détaché avec dix bataillons et quarante escadrons, pour faire l'avant-garde de l'armée, et celle-ci fut partagée en deux colonnes : la droite, sous les ordres du prince Léopold, côtoyait la Moldau, et fut obligée de se faire des chemins; la colonne de la gauche, conduite par le maréchal Schwerin, enfilait le grand chemin de Prague à Tabor, en suivant pied à pied l'avant-garde. On avait réglé de plus que ces colonnes ne laisseraient entre leurs camps qu'une étendue au plus d'un demi-mille d'Allemagne; derrière la colonne de la gauche suivaient les caissons de farine, couverts par quinze cents hommes, sous la direction du général Posadowsky.

Tabor, Budweis et Frauenberg se rendirent presque sans se défendre au général Nassau. L'armée arriva le 26 à Tabor, où les colonnes se rejoignirent; mais Posadowsky n'amena que la moitié de ses caissons, c'est-à-dire pour quinze jours de farine; les chevaux et les bœufs de cet attirail avaient été négligés au point que la moitié en étaient crevés de misère, sans cependant qu'on eût vu d'ennemi pendant toute la marche. Ce fut là le principe de tous les malheurs qui arrivèrent depuis. A peine l'armée était-elle à deux marches de Prague, que M. de Batthyani envoya un détachement de quelques milliers de Croates et de

hussards à Béraun et à Königssaal; cette dernière ville est située au confluent de la Béraun dans la Moldau, à deux milles au-dessus de Prague. Ces troupes légères infestèrent tellement les avenues, qu'elles interceptèrent toutes les livraisons que le plat pays devait faire, et que, les communications étant coupées, l'armée prussienne fut quatre semaines sans recevoir de nouvelles ni de Prague, ni de ce qui se passait dans le reste de l'Europe. On enleva deux malles destinées pour le Roi, de sorte qu'il ignorait non seulement la marche des Saxons, mais encore où pouvait être l'armée du prince de Lorraine.

Il doit paraître étrange qu'une armée aussi forte que la prussienne, n'ait pu tenir le plat pays en respect; le contraindre aux livraisons nécessaires; se procurer des subsistances; et avoir des espions en abondance pour être informée du moindre mouvement des ennemis : mais il faut savoir qu'en Bohême la grande noblesse, les prêtres et les baillis sont très-affectionnés à la maison d'Autriche; que la différence de religion causait une aversion invincible à ce peuple aussi stupide que superstitieux; et que la cour avait ordonné aux paysans, qui tous sont serfs, d'abandonner leurs chaumières à l'approche des Prussiens, d'enfouir leurs blés sous terre, et de se réfugier dans les forêts voisines, leur ajoutant la promesse de leur bonifier tout le dommage qu'ils pourraient souffrir des Prussiens. L'armée ne trouvait donc que des déserts sur son passage, des villages vides : personne n'apportait au camp de denrées à vendre; et le peuple, qui craignait la dureté rigoureuse des punitions autrichiennes, ne se laissait persuader par aucune somme qu'on lui offrait de donner. Ces embarras furent encore augmentés par un corps de dix mille hussards que les Autrichiens avaient fait venir de Hongrie, et qui coupèrent les communications à l'armée dans un pays qui n'était qu'un composé de marais, de bois, de rochers, et de tous les défilés qu'un terrain peut produire. L'ennemi avait, avec cette supériorité en troupes légères, l'avantage de savoir tout ce qui se faisait dans le camp du Roi; et les Prussiens n'osaient aventurer leurs batteurs d'estrade, à moins de les compter pour perdus, vu la supériorité de ceux des ennemis : de sorte que l'armée du Roi, toujours retranchée à la romaine, était réduite à l'enceinte de son camp.

Le manque de vivres joint à cette gêne où se trouvaient les Prussiens, les obligea de retourner sur leurs pas. Le maréchal de Schwerin était d'avis qu'il fallait se porter sur Neuhaus, pour augmenter la jalousie que les ennemis pouvaient avoir sur l'Autriche; le prince Léopold soutenait qu'il fallait se porter sur Budweis, qui était occupé par M. de Nassau. Sur ces entrefaites, un espion apporte la nouvelle que l'armée du prince de Lorraine était à Protiwin. Cet avis décida du parti qu'il y avait à prendre. L'armée repassa la Moldau, et se campa sur les hauteurs de Wodnian; mais à peine y fut-on arrivé, que la fausseté de cet avis fut connue : cela mit de la mésintelligence entre M. de Schwerin et le prince Léopold, et le Roi fut souvent dans le cas d'interposer son autorité, pour empêcher que la jalousie de ces deux maréchaux ne nuisît au bien général.

M. de Jahnus, lieutenant-colonel dans les hussards de Dieury, avait été détaché pour presser les livraisons que les gens de ces contrées devaient faire à Tabor : le besoin en était d'autant plus pressant, que les farines de l'armée tiraient vers leur fin. Jahnus marcha avec deux cents hussards à un village nommé Mühlhausen, situé au bord de la Moldau. L'ennemi en fut informé : un corps considérable de hussards tomba sur lui; c'était un brave homme, et il perdit la vie pour ne point avoir la réputation d'être battu; tout son corps fut dissipé. Nadasdy fit des ponts à cet endroit même, et s'avança droit à Tabor pour l'attaquer. Le prince Henri, frère du Roi, qui y était tombé malade, et le colonel Kalnein qui y commandait, lui firent comprendre qu'on ne s'empare pas d'une ville défendue par des Prussiens, avec de la cavalerie légère.

Ce fut alors qu'on apprit que le prince de Lorraine occupait un camp fort, derrière la Wotawa, à deux milles de Pisek; que les Saxons l'avaient joint, et que son intention était de couper les Prussiens de la Sasawa, et par conséquent de Prague, en passant la Moldau derrière l'armée. Le manque de subsistances, l'obstacle que Nadasdy mettait à en amasser, la possibilité que les Autrichiens eussent fait ce mouvement, détermina les Prussiens à s'approcher de Tabor : ils passèrent, le 8 d'octobre, la Moldau, sur le pont de Teyn. L'arrière-garde fut vivement harcelée par des

pandours et des hussards; ils ne réussirent point comme ils s'y étaient attendus. Le brave colonel Ruesch[a] des hussards leur prit tout un bataillon de Dalmatiens qui s'aventura trop, et rejoignit l'armée, en triomphant d'un corps bien supérieur au sien, qui l'avait attaqué. L'armée reprit le camp de Tabor, pour donner au général Du Moulin, qui était détaché à Neuhaus, le temps de la rejoindre. Les Autrichiens étaient si sûrs de couper l'armée prussienne de Prague, que par leurs ordres on amassait des magasins pour eux à Beneschau et même dans le cercle de Chrudim. Le Roi se repentit trop tard de n'avoir pas mieux garni la ville de Prague de troupes. Le projet de prendre des quartiers d'hiver entre Tabor, Neuhaus, Budweis et Frauenberg était mal conçu: il n'y avait de là à Prague aucune ville qui eût seulement des murailles, ni par conséquent dont on pouvait se servir pour établir la communication avec la capitale. La Moldau était partout guéable, et couverte, à sa rive gauche, de forêts impénétrables, dont des troupes légères pouvaient tirer parti pour harceler sans cesse les quartiers des Prussiens. Si cependant les vivres n'eussent pas manqué, le Roi aurait pu se soutenir entre la Sasawa et la Luschnitz; mais le défaut de vivres est le plus fort argument à la guerre, et le danger de perdre Prague s'y joignant, l'armée prussienne fut obligée de rétrograder.

On était encore irrésolu si l'on abandonnerait ou conserverait les postes de Tabor et de Budweis, en s'en éloignant entièrement avec l'armée. On avait sans doute à craindre que l'ennemi ne forçât ces villes; d'autre part, il fallait considérer qu'on avait été obligé de laisser à Tabor trois cents malades ou blessés qu'on n'avait pu transporter, faute de voitures: on ne voulait pas abandonner ces braves gens; on résolut donc de laisser garnison dans ces deux endroits, dans l'espérance que si l'on en venait à une bataille avec les Autrichiens, comme cela paraissait probable après leur jonction avec les Saxons, les ennemis battus trouveraient ces postes sur leur chemin, et seraient contraints de se rejeter vers Pilsen. Ce raisonnement était entièrement faux; car,

[a] Jean-Théodore de Ruesch, nommé colonel et chef des hussards noirs le 10 mars 1744, parvint au grade de général-major en 1750, et fut fait baron en 1753; sa démission lui fut donnée le 9 mai 1762.

dans un cas pressant, il vaut mieux perdre trois cents malades que de hasarder quelques milliers d'hommes dans des villes où ils ne peuvent se défendre. Au contraire, si l'on se proposait de se battre, il fallait rassembler toutes les forces que l'on avait, pour être mieux en état de battre l'ennemi, et ces deux misérables trous ne pouvaient pas empêcher le prince de Lorraine de faire sa retraite comme il le jugerait à propos. Mais, disait-on, le maréchal de Seckendorff était déjà arrivé en Bavière; il avait rejeté Bärenklau en Autriche; il avait nettoyé d'ennemis tout cet électorat, à la réserve d'Ingolstadt, de Braunau et de Straubing: cela était très-bon, mais les succès des Impériaux ne devaient pas empêcher les Prussiens de se conduire prudemment, et ces avantages n'étaient pas assez forts pour qu'on pût impunément commettre des fautes.

Dans cette situation, le poste de Beneschau devenait de la dernière importance : il fallait l'occuper avant le prince de Lorraine, parce qu'il était inattaquable, et qu'il pouvait décider entre les mains des ennemis du destin de l'armée. La seule ressource qu'on aurait eue encore, aurait été de passer la Sasawa à Rattay, pour tirer des vivres de Pardubitz. Le maréchal de Schwerin se mit pour cet effet à la tête de quinze mille hommes; il prit non seulement le camp de Beneschau, mais il s'empara encore des magasins considérables qu'on y avait amassés pour les Autrichiens. Le Roi le joignit le 14 d'octobre; l'avant-garde de l'ennemi était déjà en marche pour s'y rendre. L'armée séjourna huit jours entre Beneschau et Konopischt. On y apprit la nouvelle désagréable, à laquelle cependant on devait s'attendre, qu'un détachement de dix mille Hongrois avait fait prisonnier à Budweis le régiment de Kreytzen, et à Tabor, celui des pionniers. Ainsi, pour sauver trois cents malades, on perdit trois mille hommes. Le Roi, qui se repentait d'avoir, pour ainsi dire, abandonné ces régiments, envoya ordre par huit personnes différentes au général Kreytzen qui commandait dans Budweis, d'évacuer la ville et de suivre l'armée; mais aucune n'arriva jusqu'à lui. Budweis se rendit, après avoir consommé toutes les munitions que les circonstances avaient permis d'y laisser. Tabor fut pris à tranchée ouverte, par une brèche que l'ennemi avait faite à la muraille.

La première de ces villes soutint un siége de huit jours; Tabor, un de quatre; et Frauenberg se rendit parce que les Autrichiens avaient coupé le seul canal par lequel la garnison recevait ses eaux. Comme il était à craindre que les vivres ne manquassent à l'armée, M. de Winterfeldt fut détaché, avec quelques bataillons et un régiment de hussards, pour transporter le magasin[a] de Leitmeritz à Prague. Mais l'avant-garde du prince de Lorraine dont nous avons parlé, s'étant aperçue que les Prussiens les avaient prévenus à Beneschau, se retira sur Neweklow, et de là sur Marschowitz, où elle fut jointe par l'armée combinée des Autrichiens et des Saxons.

Le Roi apprit cette nouvelle avec plaisir, dans l'espérance que le moment de venger les affronts qu'il avait reçus à Tabor et à Budweis, était arrivé. Dans cette vue, le 24 d'octobre après midi, il mit l'armée en marche sur huit colonnes, pour attaquer l'ennemi, après avoir passé des chemins que jamais troupes n'avaient traversés; il arriva, au déclin du jour, sur une hauteur qui n'était qu'à un quart de mille de l'armée autrichienne; les Prussiens s'y formèrent, et y passèrent la nuit. Le lendemain, le Roi et les principaux officiers de ses troupes allèrent reconnaître l'ennemi dès la pointe du jour. On trouva qu'il avait changé de camp, et qu'il s'était posté vis-à-vis du flanc droit des Prussiens, sur une hauteur escarpée, au pied de laquelle, dans un terrain marécageux, coulait une eau bourbeuse; ce fond séparait les deux armées. Ce côté était entièrement inattaquable. On prit quelques bataillons de grenadiers, qu'on plaça dans un taillis d'où la droite de l'ennemi pouvait être vue: on la trouva aussi avantageusement placée que sa gauche. L'impossibilité de réussir dans une telle attaque, en fit abandonner le dessein, et l'on résolut de retourner au camp de Beneschau. Les grenadiers qui avaient servi à reconnaître l'ennemi, firent l'arrière-garde. Les Autrichiens, qui se préparaient à être attaqués, ne s'aperçurent pas de la retraite de leurs ennemis, dont une montagne leur déro-

[a] Entre *hussards* et *le magasin,* le Roi a oublié quelques mots : nous avons intercalé *pour transporter,* sans autre changement. Les éditeurs de 1788 s'étaient permis cette phrase toute nouvelle : «pour assurer la communication avec le magasin de Leitmeritz.» Voyez ci-dessus, p. 55 et 58.

bait les mouvements : il n'y eut qu'une légère escarmouche à l'arrière-garde, et les Prussiens reprirent paisiblement leur poste de Beneschau.

Lorsqu'une armée où il se trouve cent cinquante escadrons, séjourne au delà de huit jours dans le même camp, il n'est pas étonnant que les fourrages viennent à lui manquer, surtout lorsque c'est un pays de montagnes et de bois, et qu'il est impossible de forcer le plat pays à livrer des subsistances. Ceci força le Roi à choisir un autre camp, où il pût trouver des fourrages, et qui en même temps le rapprochât de sa boulangerie. L'armée décampa donc le lendemain, passa la Sasawa à Porschitsch, et vint se poster auprès de Pischelli. En même temps, M. de Nassau fut détaché avec dix bataillons et trente escadrons, pour déloger de Kammerbourg un corps ennemi de dix mille hommes, tant troupes réglées que hongroises. M. de Nassau l'attaqua sur une hauteur avantageuse qu'il occupait : quelques coups de canon mirent l'ennemi en désordre; il abandonna son poste pour repasser la Sasawa à Rattay. M. de Nassau le côtoya, et s'apercevant qu'il voulait gagner Kolin avant lui, il le prévint, et s'empara de ce poste.

Depuis l'escarmouche de Kammerbourg, personne n'eut des nouvelles de M. de Nassau, ni ne put lui en faire parvenir, tant les troupes légères des Autrichiens avaient par leur nombre la supériorité sur celles des Prussiens : ils étaient dans un terrain fourré, avaient la faveur du pays, étaient informés de tout, tandis que les Prussiens n'étaient instruits de rien. Les Autrichiens agissaient de tous les côtés pour se procurer cette supériorité sur les Prussiens : ils pensèrent surprendre à Pardubitz le colonel Zimmernow, qui avait dans ce fort la garde du magasin avec son régiment. Un détachement de quinze cents grenadiers et de six cents hussards, venus de la Moravie, se déguisèrent en paysans; et, sous prétexte de livrer au magasin, ils essayèrent de s'introduire dans la ville au moyen de leurs chariots. La trame fut découverte par un Autrichien qui lâcha imprudemment un coup de pistolet : les gardes des portes et des ravelins firent feu sur cette troupe, qui y perdit soixante hommes. Cette défense fit beaucoup d'honneur à la vigilance de M. de Zimmer-

now,[a] et laissa aux ennemis le regret d'avoir inutilement perdu du monde.

Peu après que le Roi eut pris le camp de Pischelli, le prince de Lorraine prit celui de Beneschau : il avait le pays à sa dévotion; les cercles lui livraient ses vivres, et il parvint à subsister quelques jours là où les Prussiens seraient péris de faim s'ils y fussent restés. Il se porta ensuite sur Kammerbourg, où il passa la Sasawa, dirigeant sa marche sur Janowitz, en gardant ses marais à dos. Le dessein du prince, ou pour mieux dire du vieux maréchal Traun, était d'obliger le Roi d'opter entre la Silésie ou la Bohême, laquelle de ces deux provinces il voudrait soutenir : si le Roi restait auprès de Prague, les ennemis lui coupaient la communication avec la Silésie, et si le Roi tirait vers Pardubitz, Prague et la Bohême étaient perdues. Ce projet était beau et digne d'admiration : le maréchal Traun y ajoutait la sage précaution de choisir toujours des camps inattaquables, pour ne point être forcé à combattre malgré lui.

Si le Roi avait pu aller aux ennemis au moment où ils décampèrent, il aurait pu les forcer au combat, ou il aurait gagné sur eux le poste de Kuttenberg, ce qui aurait ruiné tous leurs desseins. Le manque de pain, raison si souvent alléguée dans le récit de cette campagne, empêcha cette opération. Cependant, pour tenter l'impossible, le Roi avança le lendemain avec l'aile de l'armée; le prince Léopold devait suivre le lendemain, avec le pain qu'on attendait de Prague. Le bonheur voulut qu'à Kostelετz,[b] où le Roi prit son camp, il trouvât pour trois jours du pain, du vin et des viandes destinées aux ennemis, qu'il fit distribuer à ses troupes. Son intention était de gagner le lendemain Janowitz; mais il fut trompé par des espions qui assurèrent que le prince de Lorraine y était déjà. On tourna donc sur la gauche, et l'armée se campa à Kaurzim, à un mille de l'Elbe. Ce ne fut qu'alors qu'on apprit que M. de Nassau était à Kolin, et qu'un convoi de pain arriverait incessamment de Leitmeritz à l'armée :

[a] Le colonel Jean-Ernest Zimmernow fut nommé, le 2 juillet 1744, chef du régiment d'infanterie n° 43. Il n'a jamais existé de famille noble du nom de Zimmernow.

[b] Il est question de Schwarz-Kostelετz.

pour en faciliter le transport, on garnit de grenadiers Brandeis et Nimbourg.

Le lendemain, le prince Léopold rejoignit l'armée; le jour d'après, on se porta sur Planian. L'ennemi avait eu dessein d'y venir; aussi y trouva-t-on des subsistances en abondance. L'aile droite des Prussiens était au couvent de Zasmuk, éloigné d'un quart de mille de la gauche des Autrichiens : des marais et des bois séparaient les deux armées. Cependant il y avait tout à craindre pour Pardubitz; les Autrichiens en étaient plus près d'une demi-marche que les Prussiens. On y envoya, avec huit bataillons et dix escadrons, M. Du Moulin, qui passa par Kolin, et couvrit Pardubitz et les magasins. Le point principal alors était de gagner Kuttenberg : il n'y avait point de temps à perdre, si l'on voulait y devancer les ennemis. Quoique les troupes fussent fatiguées de trois marches consécutives, il fut résolu que par un effort de vigueur on arriverait le lendemain à Kuttenberg, ou que l'on forcerait le prince Charles au combat. Ni l'un ni l'autre n'arriva : un brouillard épais qui dura depuis six heures du matin jusqu'à midi, fit perdre la moitié de cette journée, et quelque diligence qu'on fît dans la suite, il fut impossible d'arriver à la fin du jour plus loin qu'à Gross-Gbell, où l'on dressa les tentes. L'armée avait la ville de Kolin et l'Elbe à dos, à la distance d'un demi-mille; ses deux ailes étaient appuyées à des villages; une petite plaine était devant le front, bornée par un bois touffu, où campait le prince de Lorraine. Ce prince se servit de l'avance que sa position lui donnait sur celle des Prussiens, et dès le soir il envoya un gros détachement pour occuper la hauteur de Jean-Baptiste, fort escarpée, et qui domine sur tout le terrain des environs. Le Roi aurait voulu se battre avant d'avoir consommé ses magasins : une affaire générale aurait convenu à ses intérêts; mais elle ne convenait pas à ceux des Autrichiens, et ils l'évitèrent toujours soigneusement. Tandis que le prince de Lorraine et Traun s'établissaient sur la cime des rochers, Nadasdy vint se placer sur la droite des Prussiens avec six mille Hongrois; Ghilany, avec un corps de la même force, se mit dans le bois qui bornait le front de la plaine; Trenck et Moracz se mirent sur la gauche avec leurs troupes légères, pour res-

serrer l'armée dans son camp, et l'empêcher d'en sortir pour aller fourrager.

Il paraîtra peut-être étrange que les Prussiens n'aient rien tenté pour déloger ces corps de leur voisinage; mais ces corps avaient des défilés devant eux, et on ne pouvait venir à eux qu'avec désavantage. La mauvaise nourriture des troupes, la misère, et les fatigues qu'elles avaient souffertes, occasionnèrent un grand nombre de maladies : il n'y avait pas cent hommes par régiment exempts de la dyssenterie; les officiers n'étaient pas mieux; les fourrages du camp étaient consommés; on ne pouvait avoir des vivres que de l'autre côté de l'Elbe; la saison devenait plus rude de jour en jour : toutes ces raisons obligèrent à repasser l'Elbe à Kolin, et à cantonner les troupes pour conserver et rétablir les malades. L'armée décampa le 9 de novembre, et fit sa retraite en si bon ordre, que, quand même le prince de Lorraine aurait voulu l'entamer, on aurait pu, sur ce terrain, engager avec avantage une affaire générale. Dix bataillons garnirent la ville de Kolin, postés derrière des murailles qui formaient un retranchement naturel; on plaça les batteries sur des éminences plus près de la ville, d'où elles dominaient sur tout le terrain : Kolin et Pardubitz devenaient alors des postes importants, parce qu'ils assuraient la communication avec la Silésie comme avec Prague. Entre ces deux têtes, on établit des postes le long de la rivière, et derrière cantonnaient les troupes. A peine les Prussiens eurent-ils passé l'Elbe, que les pandours attaquèrent Kolin; mais ils y furent si mal reçus, qu'ils perdirent l'envie d'y revenir. La nuit du 12, les grenadiers de la Reine avec toutes les troupes hongroises tentèrent une nouvelle attaque, et furent partout repoussés vigoureusement; ils y perdirent trois cents soldats tués; Trenck, ce fameux pillard, y fut blessé. Le prince de Lorraine croyait la campagne finie, et aurait voulu donner aux troupes un repos qu'elles avaient bien mérité par les fatigues qu'elles avaient essuyées en Alsace et en Bohême : la cour de Vienne pensa autrement, et elle donna des ordres exprès au prince de Lorraine de continuer les opérations.

Le Roi se flattait de l'idée que l'ennemi prendrait ses quartiers entre l'Elbe et la Sasawa, dans le dessein de tomber dessus par

Pardubitz et Kolin, et de déblayer d'Autrichiens les cercles de Czaslau et de Chrudim. Le Roi avait pris son quartier à Trnowa, proche de Pardubitz; celui du prince Léopold était peu éloigné de Kolin. L'ennemi fit dans ce temps-là des mouvements qui semblaient dénoter qu'il avait quelque dessein sur Pardubitz; ce qui engagea ce prince à s'approcher davantage des quartiers de la gauche. Sur ces entrefaites, on intercepta des lettres de Vienne, qui annonçaient un grand dessein, qui devait s'exécuter le 18 de novembre. Le général d'Einsiedel, qui commandait à Prague, mandait que l'ennemi faisait travailler à des échelles dans tous les villages voisins, et le général Nassau avertissait qu'il s'attendait dans quelques jours à être attaqué à Kolin; il n'y avait rien à craindre pour Pardubitz, où se trouvait l'aile gauche de l'armée.

De mille en mille, le long de l'Elbe, il y avait des postes d'infanterie, et quarante escadrons de hussards étaient distribués entre-deux, pour veiller aux patrouilles et sur les moindres mouvements des troupes de la Reine. Par ces précautions, le Roi devait toujours être averti d'avance, au cas que l'ennemi tentât le passage de l'Elbe; il n'y avait donc proprement que la ville de Prague pour laquelle il y eût à appréhender. Le Roi y envoya M. de Rottembourg avec ses dragons et trois bataillons, pour en renforcer la garnison. Ce jour critique, le 18, arriva enfin, et ne produisit de la part de l'ennemi que beaucoup de marches et de contre-marches; le 19 parut plus décisif. On entendit dès les cinq heures du matin des décharges du gros canon et un feu d'infanterie assez vif. Le Roi envoya de tous côtés pour savoir l'endroit où l'on tirait; tout le monde était dans la prévention que c'était quelque nouvelle tentative de l'ennemi sur Kolin. Les coups qu'on entendait, se tiraient à la droite de l'armée, et comme le général Nassau s'était attendu à quelque entreprise du prince de Lorraine sur son poste, et qu'on ne recevait point d'autre nouvelle, on ajouta trop légèrement foi à ces apparences. On demeura dans cette incertitude jusqu'à midi, qu'un officier de hussards fit au Roi le rapport, que pendant la nuit les troupes de la Reine avaient fait des ponts auprès de Selmitz; que la négligence des patrouilles avait été cause qu'on ne s'en était aperçu qu'à la pointe du jour;

que le lieutenant-colonel de Wedell,[a] dont le bataillon se trouvait le plus proche, y était marché; que malgré le feu de cinquante canons, il avait repoussé trois fois les grenadiers autrichiens; que pendant cinq heures il avait disputé ce passage au prince de Lorraine; que les hussards qu'il avait envoyés à l'armée pour l'avertir de sa situation, ayant été tués en chemin par des uhlans qui s'étaient glissés dans les bois voisins, faute de secours il s'était retiré en bon ordre par la forêt de Wischenjowitz pour rejoindre l'armée.

Ce passage de l'Elbe était fâcheux, que les hussards en fussent cause par leur négligence ou non. Cette entreprise décidait de toute la campagne. Le temps employé à se plaindre du destin aurait été perdu; on ne songea qu'à remédier au mal autant que les circonstances le permettaient. L'armée reçut d'abord ordre de se rassembler à Wischenjowitz, qui était au centre de ses cantonnements; on ne laissa à Pardubitz que trois bataillons sous les ordres du colonel Retzow. L'armée se trouva à son rendez-vous le soir, à neuf heures, campée en ordre de bandière, à l'exception du corps de M. de Nassau qui était à Kolin, et de deux bataillons détachés, l'un à Brandeis et l'autre à Nimbourg. Le bataillon de Wedell perdit deux officiers et cent hommes, tant morts que blessés, à l'affaire de Selmitz, qui sera à jamais mémorable dans les fastes prussiens. Cette belle action valut à Wedell le nom de Léonidas. Le prince de Lorraine, surpris qu'un seul bataillon prussien lui eût disputé pendant cinq heures le passage de l'Elbe, dit aux officiers qui l'accompagnaient: «La Reine serait trop heureuse si elle avait dans son armée des officiers comme ce héros.»

La situation critique où se trouvaient les affaires, porta le Roi à rassembler les principaux officiers de ses troupes, pour délibérer avec eux sur le parti qu'il y avait à prendre. Cela roulait sur deux objets : ou de marcher à Prague, pour soutenir ce

[a] George-Vivigenz de Wedell, né en 1710 à Malchow dans la Marche-Ukraine, fut tué à la bataille de Soor. Dans son *Épître à Stille, sur l'emploi du courage, et sur le vrai point d'honneur,* le Roi a dit:

«O Wedell, notre Achille, et vous Goltz, notre Ulysse,
A vos bras généreux nous devons nos succès, etc.»

royaume, ou d'évacuer Prague et la Bohême, pour se retirer en Silésie. Chacun de ces partis avait des inconvénients. Le prince Léopold était d'avis de marcher à Prague, puisqu'il y avait encore quelque amas de farine à Leitmeritz, et qu'en abandonnant Prague on serait en même temps obligé d'abandonner la grosse artillerie, que les chemins ne permettraient pas de traîner avec soi, outre le risque que la garnison avait à courir par une retraite au moins de trente milles, jusqu'à ce qu'elle pût regagner par Leitmeritz et la Lusace les frontières de la Silésie. Le Roi était du sentiment qu'il fallait marcher en Silésie, parce que c'était le plus certain. Le projet de maintenir Prague donnait à l'ennemi la facilité de couper l'armée de toute communication avec la Silésie. Les Saxons en auraient fait autant sur leurs frontières, de sorte que cette armée aurait été ruinée avant le printemps, faute de vivres, de recrues, d'armes, de munitions de guerre, et de chevaux de remonte pour la cavalerie. D'ailleurs, les communications bouchées, d'où seraient venues les sommes pour payer les troupes, acheter des magasins, etc.? Comment le général de Marwitz avec vingt-deux mille hommes pouvait-il couvrir les deux Silésies contre l'armée du prince de Lorraine? Ces raisons décidèrent pour le retour en Silésie, où l'armée trouvait toutes les ressources dont elle avait besoin pour son rétablissement; où les places fortes étaient remplies de magasins, le pays, de subsistances; où l'on regagnait la communication avec le Brandebourg; où enfin ni argent, ni chevaux, recrues, ni ressources ne pouvaient manquer: et, pour prendre les choses réellement telles qu'elles étaient, le Roi ne faisait de perte, en se retirant de la Bohême, que celle de sa grosse artillerie. Tous les généraux se rangèrent de cet avis.

Cette résolution qui avait été prise sur-le-champ, devait être exécutée de même. Le Roi fit partir un homme de confiance et de ressource, nommé Bülow,[a] son aide de camp, pour porter à tous les corps détachés, ainsi qu'à la garnison de Prague, l'ordre d'évacuer la Bohême. M. de Nassau fut instruit de prendre le

[a] Daniel-Gottlieb de Bülow, frère du général de cavalerie et du général d'infanterie, était colonel quand il fut blessé à mort au siége de Prague, en 1757. Né en 1718, il avait été nommé major en 1742.

chemin de Chlumetz ou de Néchanitz pour rejoindre l'armée, tandis que le Roi ferait vis-à-vis du prince de Lorraine les mouvements les plus convenables pour faciliter cette jonction. Bülow fut assez heureux pour traverser des détachements de hussards ennemis, et pour porter ses ordres à ceux auxquels il devait les rendre. Ce parti devenait d'autant plus nécessaire, que la garnison de Prague n'avait de subsistances que pour six semaines, et que la faim l'aurait contrainte de se rendre, si l'on avait attendu ce terme. Le 20 de novembre, le Roi s'approcha de Chlumetz, pour seconder les mouvements de M. de Nassau; il demeura en panne dans ce poste, pour laisser à ce détachement le temps de gagner Bidschow et Néchanitz. Le 22, l'armée se mit entre Pardubitz et Königingrätz, au village de Wosnitz, qui couvrait le défilé de Néchanitz. Les malades et le bagage, sous une bonne escorte, prirent les devants pour la Silésie, afin d'alléger la marche des troupes. M. de Retzow évacua Pardubitz. Le 24, toute la cavalerie marcha à la rencontre de M. de Nassau, et l'amena rejoindre l'armée. On fit défiler l'infanterie par Königingrätz, pour se cantonner dans les villages qui sont en deçà de l'Elbe : on resta le 25 et le 26 dans cette position. Le 27, l'armée se partagea en trois colonnes, dont l'une prit le chemin de la principauté[a] de Glatz; la seconde, que le Roi conduisait, passa par les gorges de Braunau; et la troisième, conduite par M. Du Moulin, enfila le chemin de Trautenau à Schatzlar. La première colonne ne fut point inquiétée dans sa marche. La brigade de Truchsess, qui était à la seconde colonne et qui en faisait l'arrière-garde, fut attaquée, en passant le ruisseau de la Mettau, proche du village de Pless. Truchsess s'amusa mal à propos à escarmoucher avec les pandours, et il eut quarante hommes tant

[a] Dans tout le cours de l'*Histoire de mon temps*, le Roi a employé, certainement à dessein, l'expression de *principauté de Glatz*. Les éditeurs de 1788 ont conservé fidèlement cette dénomination dans tout le tome premier; dans le tome second, ils y ont partout substitué de leur propre autorité *comté de Glatz*. Dans le manuscrit original de l'*Histoire de la guerre de sept ans*, l'Auteur l'appelle lui-même partout *comté de Glatz* : dans l'énumération de ses titres, le Roi conserva toujours cette dernière dénomination, et la plaça après Silésie, Orange, Neufchâtel et Valengin, mais avant Gueldre, Magdebourg, Clèves, etc.

morts que blessés. Ce qui caractérise bien l'esprit hongrois, c'est qu'au milieu de cette escarmouche quelques cochons se mirent à crier dans le village de Pless; ce fut le signal de la trêve : les pandours abandonnèrent les Prussiens, et coururent tous au village égorger des bêtes qu'ils aimaient mieux manger que de se battre; il y a sûrement dans l'histoire peu d'exemples d'escarmouches aussi vives, qui aient eu un dénoûment aussi grotesque. La colonne de M. Du Moulin fut attaquée au village d'Else,[a] mais avec si peu de vigueur, que cela ne mérite aucune considération. La colonne où était le Roi arriva le 4 décembre à Tannhausen; le vieux prince d'Anhalt y arriva presque en même temps. Le prince Léopold avait pris une maladie qui faisait craindre pour ses jours. Le maréchal de Schwerin avait pris de l'humeur, et quitta l'armée avant son retour en Silésie. Le Roi fut obligé de se rendre à Berlin,[b] pour y prendre les arrangements nécessaires pour la campagne prochaine, et pour préparer en même temps le chemin à quelques négociations, que l'on pouvait rendre plus vives au cas que les circonstances l'exigeassent.

Voici ce qui arriva aux autres corps dans leur retraite. M. de Winterfeldt ramena heureusement son détachement de Leitmeritz en Silésie; il fut harcelé en chemin, mais ses bonnes dispositions tinrent les Hongrois en respect. La garnison de Prague ne suivit pas littéralement les dispositions qu'elle avait reçues. M. d'Einsiedel devait faire sauter les ouvrages du Wyssehrad et de Saint-Laurent; il devait faire crever les canons de la grosse artillerie et en brûler les affûts, jeter dans l'eau les fusils dont la garnison de la Reine avait été armée. M. d'Einsiedel crut faussement que ce premier ordre serait révoqué; il en suspendit l'exécution jusqu'au moment de son départ : alors ce fut trop tard. Comme il vit que le moment d'évacuer la ville approchait, il assembla tous les chevaux qu'il put trouver, pour emmener avec

[a] Golden-Oelse ou Golden-Oesel.

[b] Le 14 décembre 1744, le Roi arriva à Berlin, venant de la Silésie. Le 17, il se rendit à Potsdam; mais d'après les gazettes de Berlin, il repartit le 21 en toute hâte pour la Silésie, parce que les Autrichiens venaient d'envahir le comté de Glatz. Il revint à Berlin le 25 du même mois.

lui quarante-deux pièces de campagne autrichiennes, à la place du gros canon qu'il fallait abandonner. Ce fut le 26 de novembre que la garnison sortit de Prague. M. d'Einsiedel avait si mal pris ses précautions,[a] que ses troupes défilaient encore par la porte Saint-Charles, que déjà quatre cents pandours s'étaient, d'un autre côté, introduits dans la ville. Ces Hongrois attaquèrent l'arrière-garde : M. de Rottembourg, qui s'y trouvait, fit tirer sur eux quelques canons chargés à mitraille, qui les continrent. Cette garnison arriva le 30 à Leitmeritz : on s'y arrêta quelques jours, pour s'y pourvoir de pain et de provisions. Quand M. d'Einsiedel arriva à Leipa, il apprit que les Saxons voulaient lui disputer le chemin de la Silésie; car le prince de Lorraine n'avait suivi le Roi que jusqu'à Nachod, d'où il avait pris la route de la Moravie, et les Saxons, celle des cercles de Bunzlau et de Leitmeritz. Il y eut quelques escarmouches en chemin avec les troupes légères des ennemis, mais peu importantes. Comme il arriva à Hochwald, bourg situé à deux milles de Friedland et à trois des frontières de la Silésie, il aperçut un gros corps, et apprit par des transfuges et des espions que c'était une partie du corps saxon aux ordres du chevalier de Saxe, auquel deux mille grenadiers autrichiens s'étaient joints. M. d'Einsiedel, qui ne s'était jamais trouvé en pareil cas, perdit entièrement contenance; il fut longtemps indécis s'il attaquerait ces Saxons, qui s'étaient fait des retranchements avec de la neige entassée, ou s'il traverserait la Lusace pour rentrer en Silésie. Les ennemis avaient fait de si grands abatis sur le chemin de Friedland, qu'il était devenu impraticable dans cette saison. M. de Rottembourg, voyant que l'incertitude de M. d'Einsiedel laisserait périr les troupes de froid et de misère, fit reconnaître les chemins de la Lusace, et prit en même temps la résolution d'attaquer le chevalier de Saxe, en se chargeant de l'événement. Un capitaine, nommé Kottwitz, Saxon de naissance, déserta la nuit, et avertit le chevalier des desseins de Rottembourg. Rottembourg se voyant trahi, profita de la trahison même : il se mit le lendemain de bon matin en marche par sa

[a] Le lieutenant-général d'Einsiedel fut déclaré innocent le 16 février 1745, par jugement d'un conseil de guerre.

gauche, et entra en Lusace. Les Saxons n'étaient occupés qu'à leur défense, et ils furent instruits en même temps qu'un gros corps prussien aux ordres de M. de Nassau défilait par la Silésie pour leur tomber à dos; ils étaient si occupés de ces nouvelles, que la garnison de Prague leur échappa heureusement. M. de Rottembourg cheminait toujours; un colonel Vitzthum, qui commandait sur la frontière de la Lusace, voulut s'opposer à son passage; mais lorsque le colonel vit le nombre des Prussiens auxquels il aurait affaire, il se désista de son opposition. Le général saxon Arnim, sous les ordres duquel il était, envoya un autre officier pour interdire le passage aux Prussiens; mais Rottembourg, en l'accablant de politesses, poursuivit sa route, et arriva le 13 décembre aux frontières de la Silésie, où ces troupes furent employées à former la chaîne des quartiers[a] depuis la Lusace jusqu'à la principauté de Glatz. Telle fut la fin de cette campagne, dont les préparatifs annonçaient les plus heureux succès. Ce grand armement, qui devait engloutir la Bohême et même inonder l'Autriche, eut le sort de cette flotte, nommée l'*Invincible*, que Philippe II d'Espagne mit en mer pour conquérir l'Angleterre.

Il faut convenir qu'il est plus difficile de faire la guerre en Bohême que partout ailleurs. Ce royaume est environné d'une chaîne de montagnes qui en rendent l'entrée et la sortie également dangereuses. Si l'on prend même la ville de Prague, il faut une armée pour la garder; ce qui affaiblit trop le corps qui doit agir contre l'ennemi. On n'y peut assembler des magasins qu'en hiver, où les habitants sont contraints par la rigueur de la saison de demeurer dans leurs villages. Quelques contrées fertiles peuvent fournir des subsistances pour de grandes armées; les fourrages secs et le fourrage vert ne sauraient y manquer : mais d'autres cercles montueux et chargés de bois sont trop stériles pour qu'une armée y séjourne longtemps. D'ailleurs on n'y trouve aucune place tenable; et si les Autrichiens veulent chasser l'ennemi de ce royaume sans en venir à une bataille, ils sont maîtres de l'affamer

[a] «La chaîne des quartiers» ne se trouve pas dans le manuscrit original, mais c'est un complément nécessaire qu'ont donné les éditeurs de 1788.

en lui coupant ses communications : à quoi cette chaîne de montagnes dont la Bohême est environnée, fournit tout ce qu'un officier intelligent peut désirer en fait de gorges et de postes où il puisse intercepter les convois. Il n'y a qu'une seule méthode pour prendre ce royaume.

Aucun général ne commit plus de fautes que n'en fit le Roi dans cette campagne. La première de toutes fut certainement de ne s'être pas pourvu de magasins assez considérables pour se soutenir au moins six mois en Bohême : on sait que qui veut bâtir l'édifice d'une armée, doit prendre le ventre pour fondement.[a] Mais ce n'est pas tout. Il entre en Saxe; il sait que ces Saxons avaient accédé au traité de Worms : ou il fallait les forcer à changer de parti, ou il fallait les écraser avant de mettre le pied en Bohême. Il fait le siége de Prague, et envoie un faible détachement à Béraun contre M. de Batthyani : si les troupes n'avaient pas fait des prodiges de valeur, il aurait été cause de leur perte. Prague prise, il était certainement de la bonne politique de marcher avec la moitié de l'armée droit à M. de Batthyani, de l'écraser avant l'arrivée du prince de Lorraine, et de prendre le magasin de Pilsen, la perte duquel aurait empêché aux Autrichiens leur retour en Bohême : ils auraient été obligés d'amasser de nouveau des subsistances, ce qui demande du temps; de sorte que cette campagne aurait été perdue pour eux. Si l'on ne s'y est pas pris avec assez de zèle pour remplir les magasins prussiens, il ne faut point l'imputer au Roi, mais aux commis des vivres, qui se faisaient payer les livraisons et laissaient les magasins vides. Mais comment ce prince eut-il la faiblesse d'adopter le projet de campagne du maréchal de Belle-Isle, qui le mena à Tabor et à Budweis, lorsqu'il convenait lui-même que ce projet n'était conforme ni aux conjonctures, ni à ses intérêts, ni aux lois de la guerre? Il n'est pas permis de pousser la condescendance aussi loin : cette faute en entraîna une foule d'autres à sa suite. Enfin était-il bien permis de mettre son armée en cantonnements, quand l'ennemi ne campait qu'à une marche de ces quartiers? Tout l'avantage de cette campagne fut pour les Autrichiens : M. de Traun y

[a] *Iliade*, chant XIX, v. 160—170.

joua le rôle de Sertorius, et le Roi, celui de Pompée. La conduite de M. de Traun est un modèle de perfection, que tout militaire qui aime son métier doit étudier, pour l'imiter s'il en a les talents. Le Roi est convenu lui-même qu'il regardait cette campagne comme son école de l'art de la guerre, et M. de Traun comme son précepteur. La fortune est souvent plus funeste aux princes que l'adversité : la première les enivre de présomption ; la seconde les rend circonspects et modestes.

CHAPITRE XI.

Les Autrichiens font une invasion dans la Haute-Silésie et dans la principauté de Glatz; ils sont repoussés par le prince d'Anhalt et le général Lehwaldt. Négociations en France. Mort de Charles VII. Intrigues des Français en Saxe. Autres négociations avec les Français. Négociations avec les Anglais pour la paix : difficulté qu'y met le traité de Varsovie. L'Angleterre promet ses bons offices. Préparatifs pour la campagne. Le Roi part pour la Silésie. Le jeune électeur de Bavière fait en 1745 la paix de Füssen avec l'Autriche.

1745. A peine le Roi eut-il quitté l'armée, que les Autrichiens voulurent profiter de ce qu'ils appelaient la terreur des Prussiens. Ils entrèrent dans la Haute-Silésie et dans la principauté de Glatz. M. de Marwitz, dont le corps cantonnait aux environs de Troppau, se retira, avant l'approche de l'ennemi, à Ratibor, où il mourut. Le prince Thierry[a] reconduisit ce corps par Cosel et Brieg, pour joindre l'armée aux environs de Neisse. M. de Lehwaldt, qui commandait dans la principauté de Glatz, se retira de même vers la capitale, avant que l'ennemi fût à portée. Ces retraites se firent sans perte, parce qu'en rétrogradant à propos, on fit manquer aux Autrichiens l'occasion d'en profiter.

Ces mouvements obligèrent le Roi de retourner en Silésie, pour prendre avec le vieux prince d'Anhalt des mesures capables de déranger les projets du prince de Lorraine. Le prince d'Anhalt

[a] Thierry ou Didier, prince d'Anhalt-Dessau. Voyez t. II, p. 113.

amassa un gros corps auprès de Neisse. Le 7 janvier,[8] il passa la rivière et marcha droit à l'ennemi : ses troupes s'assemblaient à la pointe du jour, et passaient les nuits en cantonnements resserrés. A l'approche du prince d'Anhalt, Traun quitta le poste de Neustadt, et reprit le chemin de la Moravie. Dans cette retraite, les Autrichiens couchèrent cinq jours sur la neige; il en périt beaucoup de froid, et beaucoup désertèrent. Le prince d'Anhalt ne put entamer qu'une partie de leur arrière-garde, sur laquelle il fit quelques prisonniers; après quoi, il prit poste à Jägerndorf et à Troppau.

M. de Nassau, avec un corps de six mille hommes, nettoya la Haute-Silésie, vers Ratibor et de l'autre côté de l'Oder, des Hongrois qui l'infestaient; et M. de Lehwaldt, avec un nombre pareil de troupes, revint à Glatz, pour déloger de la principauté les Autrichiens qui voulaient s'y établir. Nassau délogea sans peine les Hongrois de Troppau, et dès que M. de Traun fut de retour de Moravie, il fondit brusquement sur Oderberg, et de là sur Ratibor. Trois mille ennemis furent surpris dans cette ville; les Hongrois tentèrent vainement de s'ouvrir un passage à la pointe de l'épée, et cette entreprise leur ayant manqué, ils voulurent se sauver par le pont de l'Oder : le monde qui se pressait d'y passer, le fit rompre; en même temps les Prussiens forcèrent la ville, et ce qui ne périt pas par le fer, se noya ou fut fait prisonnier. Un autre corps hongrois, commandé par le général Karoly, n'attendit pas l'approche de M. de Nassau, et se retira de Pless dans la principauté de Teschen.

Dans ce temps-là, M. de Lehwaldt s'avançait vers Wenzel Wallis, qui s'était porté sur Habelschwerdt : cette ville est située dans une vallée qui confine à la Moravie. Lehwaldt entra par Johannesberg dans le pays de Glatz, et se trouva bientôt vis-à-vis des ennemis, postés dans un terrain avantageux auprès du village de Plomnitz; un ruisseau serpentait devant leur front, dont les bords, en bien des endroits, étaient d'un accès difficile. Rien n'arrêta M. de Lehwaldt; il attaqua les Autrichiens;[9] les troupes surmontèrent tous les obstacles : elles franchirent le ruisseau, gra-

8 1745.
9 13 février. [Combat de Plomnitz ou de Habelschwerdt, 14 février 1745].

A ces désagréments publics qu'essuyait Louis XV, il s'en joignait de particuliers. La duchesse de Châteauroux, exilée de Metz, mourut de douleur d'avoir essuyé un traitement aussi rigoureux. La convalescence du Roi ranima ses premières passions : l'Amour, que la Religion avait offensé, s'en vengea à son tour en ranimant dans le cœur du Roi la passion la plus vive qu'il eût jamais eue pour sa maîtresse. Dans le temps qu'on négociait son retour, il apprend qu'il l'a perdue pour toujours. Jamais sacrement ne causa tant de remords que celui que Louis XV avait reçu à Metz : il se reprocha la mort d'une personne qu'il avait tendrement aimée; les désirs qu'il ne pouvait plus satisfaire, et des regrets inutiles émurent si violemment la sensibilité, qu'il se retira pour quelque temps du monde, accablé de tristesse. Si la maladie de ce prince fut funeste à ses alliés et à sa maîtresse, elle lui procura au moins la satisfaction la plus douce qu'un souverain puisse avoir, le nom de Louis le Bien-Aimé, désignation préférable au titre de Saint et de Grand, que la flatterie, et rarement la vérité, donne aux rois.

Si le roi de France éprouvait des contre-temps, la Prusse était exposée à des malheurs plus réels depuis la mauvaise campagne de 1744 en Bohême : elle était devenue, d'auxiliaire qu'elle était, partie belligérante, et le théâtre de la guerre, qui avait été en Alsace, s'était transporté sur les frontières de la Silésie. La mauvaise volonté des Saxons s'était manifestée assez ouvertement pour prévoir que, si cela dépendait d'eux, ils tâcheraient d'attirer la guerre au cœur des anciens États prussiens. Il fallait, pour résister à ces ennemis, des dépenses exorbitantes, et avec cela même il aurait été presque impossible d'éviter la ruine du plat pays. Ces considérations faisaient envisager la paix comme l'unique moyen de se tirer d'une situation aussi critique. La France s'était engagée d'assister efficacement les Prussiens; le Roi écrivit une lettre pathétique à Louis XV, pour lui rappeler ses engagements : il parut par sa réponse qu'il était aussi froid pour l'intérêt de ses alliés, que sensible aux siens propres; cependant la guerre de Bohême ne s'était faite que pour sauver l'Alsace.

Il ne manquait plus pour embrouiller davantage la politique des puissances européennes, que la mort de l'empereur Charles VII :

ce prince décéda le 18 [a] de janvier de l'année 1745. Il poussa la bienfaisance à l'excès, abusant de sa libéralité à un tel point, qu'il fut réduit lui-même à l'indigence; il perdit deux fois ses États, et, sans sa mort, qui prévint les malheurs qui l'attendaient, il serait sorti pour la troisième fois de sa capitale en fugitif. Le décès de ce prince fut le moment de la dissolution de la ligue de Francfort, à laquelle les Français avaient déjà porté atteinte en ne remplissant aucun des articles de cette alliance. Le nom de l'Empereur avait légitimé l'association des princes qui avaient pris sa défense; toutes leurs démarches avaient été conformes aux lois de l'Empire : dès qu'il ne fut plus, l'objet de cette liaison finissait; les princes de l'Empire n'avaient plus un but commun, et les mêmes intérêts ne les attachaient plus à ceux de la Prusse. Il était facile de prévoir que la nouvelle maison d'Autriche tenterait l'impossible pour faire rentrer dans sa maison la couronne impériale. A Versailles, on regardait en secret la mort de l'Empereur comme un heureux dénoûment, qui allait terminer les embarras de la France : on était las des subsides considérables qu'on lui payait, et l'on se flattait de faire avec la reine de Hongrie un troc de la couronne impériale contre une bonne paix. Ce qui donnait le plus d'avantage à la cour de Vienne pour cette élection, c'était que le tiers des électeurs étaient aux gages du roi d'Angleterre, et que l'électeur de Mayence, dont l'influence avait du poids dans les délibérations de l'Empire, était dévoué à la reine de Hongrie. De plus, quel candidat pouvait-on trouver pour l'opposer au grand-duc de Toscane? L'Électeur palatin était trop faible, le jeune électeur de Bavière n'avait point encore atteint l'âge éligible prescrit par la bulle d'or. Le trône impérial était regardé comme incompatible avec celui de la Pologne, ce qui semblait proscrire l'électeur de Saxe; il ne restait donc que le grand-duc de Toscane, soutenu par les armées de la reine de Hongrie, par l'argent des Anglais et par les intrigues du clergé. La cour de Versailles sentait les difficultés qu'elle rencontrerait cette fois à exclure le grand-duc du trône; elle voulut cependant lui susciter des rivaux, pour améliorer les conditions de son accommodement. Le comte de Saxe contribua le plus à décider le

[a] Le 20 janvier.

choix de la cour sur Auguste III, roi de Pologne. M. d'Argenson saisit vivement cette idée, dans la vue de brouiller par cette rivalité le roi de Pologne et la reine de Hongrie : il ne crut trouver d'opposition à l'exécution de ce projet que de la part de la Prusse; il était exactement informé des sujets de mécontentement qui subsistaient entre ces deux princes.

En effet, le roi de Pologne n'avait rien négligé pour rendre le roi de Prusse irréconciliable. Dès le commencement de l'année 1744, Auguste avait essayé de faire accéder la république de Pologne à l'alliance qu'il venait de conclure avec la maison d'Autriche, et qui n'était proprement qu'un renouvellement de garantie de la pragmatique sanction. Il représenta à la diète de Varsovie la nécessité d'augmenter l'armée de la couronne de vingt mille hommes, pour résister aux desseins d'un voisin ambitieux, qui allait incontinent fondre sur la République; il conclut une alliance offensive et défensive avec la Russie : tout le monde se disait à l'oreille que c'était contre la Prusse. Le roi de Pologne ayant passé par la Silésie pour se rendre à la diète de Pologne, il n'y eut point d'impostures qu'il ne débitât, tant à Varsovie qu'aux autres cours de l'Europe, sur le peu d'égards qu'on avait eus pour sa famille et pour sa personne, quoique tous les respects qu'on doit aux têtes couronnées lui eussent été rendus. Le passage des troupes prussiennes par la Saxe fit crier encore plus fort : on leur alléguait un exemple pareil, que, l'année 1711, les Saxons avaient passé par le Brandebourg pour attaquer les Suédois; ils trouvaient ces exemples bons pour eux et mauvais pour les autres. On avait offert au roi de Pologne d'avoir soin de ses intérêts, de marier la princesse Marianne sa fille au fils de l'Empereur; les ministres prussiens et français n'épargnèrent pas même des offres considérables pour gagner le comte de Brühl, et pour lui persuader de prendre le parti de l'Empereur; le tout en vain : la place était déjà prise et occupée par les Anglais, les Autrichiens et les Russes. Tant de traits de mauvaise volonté de la part des Saxons, n'empêchèrent pas qu'avant la guerre le Roi ne permît à six régiments qu'ils avaient en Pologne, de traverser la Silésie pour se rendre en Lusace.

Selon le traité que le roi de Pologne avait avec la reine de

Hongrie, il ne devait en cas de guerre lui fournir que six mille hommes. Dès que les Prussiens furent en Bohême, vingt-deux mille Saxons se joignirent aux Autrichiens, et la Saxe interdit aux Prussiens le passage des vivres et des munitions de guerre : cela était équivalent à une déclaration de guerre dans les formes. Le roi de Prusse crut devoir avertir ces voisins si acharnés contre lui, des mauvaises affaires qu'ils allaient s'attirer à eux-mêmes : cette déclaration, peut-être faite à contre-temps, révolta leur amour-propre, et augmenta encore la haine qu'ils avaient pour les Prussiens. Lorsque les Prussiens abandonnèrent la Bohême, le comte Brühl attribua leur malheur à son habileté : il se vantait que la reine de Hongrie devait la Bohême à la valeur des troupes saxonnes, qui en avaient chassé les Prussiens.

Brühl, non content de ces fanfaronnades, avait surtout à cœur de brouiller le roi de Prusse avec la république de Pologne. Il faut se rappeler qu'il y a une loi sévère dans cette république contre ceux qui corrompent un membre de la diète : Brühl, à force de récompenses, engagea un staroste, nommé Wilczewski, à déclarer en pleine diète que le ministre prussien l'avait corrompu moyennant la somme de cinq mille ducats; il le fit d'un air repentant et de vérité qui aurait pu séduire; mais il fut sévèrement examiné, et confondu par ses propres dépositions. La diète de Varsovie fut rompue incontinent, après avoir rejeté l'alliance de l'Autriche et l'augmentation de l'armée.

La Pologne fourmillait alors de mécontents, comme c'est l'ordinaire dans les États républicains, où la liberté ne se soutient que par les partis différents qui contiennent alternativement l'ambition de la faction contraire. Ces mécontents offrirent au roi de Prusse de faire une confédération contre les Czartoryski, les Potocki, ou proprement contre Auguste III. Ç'aurait été le moyen de susciter bien des embarras au roi de Pologne; mais le roi de Prusse, qui loin de vouloir attiser le feu de la guerre, voulait l'éteindre, eut assez de modération pour conseiller à ces palatins de ne point troubler la tranquillité de leur patrie; il fit même offrir à ce roi qui l'avait tant offensé, et qui voulait retourner en Saxe, toutes les sûretés pour son passage par la Silésie. Les refus d'Auguste III ne se ressentirent pas de la politesse qui régnait

autrefois à sa cour : il prit le chemin de la Moravie, province dont il méditait la conquête en 1742. Il s'aboucha avec l'Empereur à Olmütz, d'où il poursuivit son chemin par Prague pour se rendre à Dresde. Brühl et son épouse se rendirent à Vienne, où ils recueillirent les fruits de leurs iniquités.

Dès que Brühl fut de retour à Dresde, il expédia son premier commis, son homme de confiance, un certain Saul, à la cour de Vienne, pour régler avec Bartenstein, ministre de la Reine, le partage de la Silésie. Ce fut un article secret qu'on ajouta au traité de Varsovie.[a] On promettait au roi de Pologne la principauté de Glogau et celle de Sagan : il s'engageait à faire agir offensivement ses troupes en Silésie, à renoncer à ses prétentions à la couronne impériale, et à donner sa voix au grand-duc de Toscane; il offrait de plus de porter son corps d'auxiliaires au nombre de trente mille hommes. On diffère sur les avantages que la reine de Hongrie promit au roi de Pologne : quelques personnes prétendent que la cour de Vienne s'engagea simplement d'avoir soin de ses intérêts à la pacification générale, et qu'elle promit au comte Brühl la principauté de Teschen avec la dignité de prince de l'Empire. Quoi qu'il en soit, il n'est pas naturel que le Roi ait été séduit par ces dernières conditions : la vraisemblance donne du poids au partage de la Silésie qui fut stipulé par le traité; et ce qui augmente les apparences, c'est que le comte de Saint-Séverin, qui était pour lors ambassadeur de France en Pologne, crut avoir découvert cette particularité, dont le bruit était assez généralement répandu.

Tant de traités entre la cour de Vienne et celle de Dresde augmentaient les ombrages que la Prusse en devait prendre. Le temps d'ouvrir la campagne approchait. Cagnoni,[b] chargé des

[a] Si par *article secret qu'on ajouta au traité de Varsovie,* le Roi veut parler du *Traité de partage éventuel,* conclu à Leipzig, le 18 mai 1745, par Auguste, roi de Pologne (voyez de Hertzberg, *Recueil des déductions, manifestes, déclarations, traités,* etc., 2[e] édition, Berlin, 1790, t. I, p. 28—30), il n'en a pas indiqué assez exactement le contenu.

[b] Charles de Cagnoni, natif de Naples, est cet habile diplomate dont il a été fait mention t. I, p. 173. Frédéric le Grand le fit agréger à l'Académie des Sciences en 1751, et le nomma même un des quatre curateurs. Plus tard, il se retira à Naples.

affaires de la Prusse à Dresde, reçut ordre de faire expliquer le comte de Brühl à quel usage il destinait les troupes saxonnes qui étaient en Bohême, et, en un mot, de tirer de lui une déclaration catégorique, si ces troupes attaqueraient les provinces de la domination prussienne ou non : Brühl battit la campagne, et crut dissimuler ses intentions, qui étaient connues à toute l'Europe. Ces deux cours étaient en ces termes, lorsque la France fit proposer au Roi de mettre la couronne impériale sur la tête d'un ennemi qui l'avait si grièvement offensé. Si ce prince n'avait consulté que son ressentiment, il aurait rejeté bien loin une telle proposition. Il prit un parti plus modéré. La saine politique demandait qu'il employât tous les moyens de désunir deux ennemis qui s'étaient ligués contre lui : au cas que le titre d'Empereur flattât le roi de Pologne, ses prétentions et celles de la reine de Hongrie devaient les rendre irréconciliables; alors le Roi avait beau jeu, car en s'accommodant avec la maison d'Autriche, il pouvait frustrer Auguste du trône qu'il briguait. Mais ce qui rendait ce projet de la France impossible dans l'exécution, c'est que la couronne impériale et celle de Pologne ne pouvant pas être sur la même tête, il aurait fallu préalablement qu'Auguste abdiquât celle de Pologne, ce qui ne lui était pas permis selon les lois de ce royaume. Le roi de Prusse ne fit donc point le difficile, il se prêta à tout ce que la France exigeait de lui pour travailler conjointement avec elle à ce projet chimérique. M. le chevalier de Court avait été chargé de cette négociation à Berlin : il s'était attendu à trouver de la part du Roi plus de résistance à consentir à l'élévation de son ennemi, et il prit son consentement pour une marque de la condescendance de ce prince pour sa cour.

Mais le Roi n'eut pas lieu d'être aussi satisfait des plans que ce ministre proposait pour la campagne prochaine. Malgré ses paroles emmiellées, on s'apercevait que le dessein de la France n'était point de faire des efforts en faveur de ses alliés. On ne voulait prendre aucun arrangement pour les subsistances de l'armée de Bavière; on voulait traîner le plus que l'on pourrait l'ouverture de la campagne. Les Allemands devaient assiéger Passau; les Français, Ingolstadt; et personne ne pensait aux entreprises que les Autrichiens pouvaient tenter dans cet intervalle. L'armée

de M. de Maillebois s'était retirée de la Lahn derrière le Main : les Français voulaient la renforcer et la laisser dans l'inaction. Les principales forces de cette monarchie devaient se porter en Flandre, où Louis XV avait résolu de faire une seconde campagne; et la diversion dans le pays de Hanovre, stipulée par le traité de Versailles, fut absolument rejetée alors par le ministère. Après que le Roi eut épuisé toutes les raisons qui auraient pu faire changer de sentiment le ministre de France, il dressa une espèce de mémoire, qu'il envoya à Louis XV, dans lequel les opérations militaires des armées étaient adaptées aux vues politiques des deux cours. Leurs mouvements étaient compassés à la situation actuelle où elles se trouvaient, aux conjonctures présentes, et à la possibilité de l'exécution. Il y était proposé de porter l'armée de Maillebois au delà de la Lahn, entre la Franconie, la Westphalie et le Bas-Rhin, afin de brider l'électeur de Hanovre par ce voisinage, et de l'empêcher de reconnaître la voix de Bohême et de favoriser l'élection du Grand-Duc; cette armée servait de plus à tenir tous ces cercles en respect, de même qu'à protéger l'Électeur palatin, le landgrave de Hesse et tous les alliés du défunt Empereur. Quand même ce moyen ne se trouvait pas suffisant pour exclure entièrement le Grand-Duc du trône impérial, il rendait toujours les Français maîtres de traîner cette élection; et qui gagne du temps a tout gagné. Le Roi insistait également pour qu'on pourvût l'armée de Bavière de subsistances, plus d'un bon général, et qu'elle s'assemblât aussitôt que les Autrichiens commenceraient à remuer dans leurs quartiers, afin que les Prussiens et les Bavarois fissent leurs renforts en même temps contre leurs communs ennemis. Il prévenait en même temps ses alliés que la campagne de 1744 l'ayant fait revenir des pointes, il ne s'enfoncerait plus dans les pays de la Reine qu'autant qu'il pourrait être suivi de ses subsistances; qu'ayant les Autrichiens et les Saxons sur les bras, étant de plus menacé des Russes, il avait besoin de redoubler de prudence; et que si les Français ne prenaient pas de bonnes mesures pour traverser l'élection impériale, il se trouverait nécessité à faire sa paix avec la reine de Hongrie. Les Français envoyèrent sur cela M. de Valori à Dresde, pour persuader au roi de Pologne de

briguer le trône impérial; mais le traité de Varsovie, la prépondérance des Russes à cette cour, et les guinées anglaises liaient les mains aux Saxons.

Ce prélude confirmait la cour de Berlin dans l'opinion que le Grand-Duc deviendrait Empereur; que l'armée des alliés serait malheureuse en Bavière; que les Français n'auraient à cœur que leur campagne de Flandre; et que leurs alliés feraient sagement de penser à eux-mêmes. Il aurait été à souhaiter qu'on eût pu parvenir à pacifier tous ces troubles, pour prévenir une effusion de sang inutile; mais les tisons de la Discorde jetaient de nouvelles étincelles sur toute l'Europe, et la bourse des grandes puissances n'était pas encore épuisée. Les Prussiens entamèrent à tout hasard une négociation avec les Anglais : ils se fondaient sur l'espérance de trouver alors les esprits plus enclins à la paix, et sur une révolution qui venait d'arriver dans le ministère anglais. La nation anglaise avait perdu l'affection qu'elle avait pour le lord Carteret,[a] depuis qu'il avait fait le traité de Worms : on lui reprochait d'être emporté et fougueux, et que les saillies de sa vivacité outraient toute chose. Un mécontentement général obligea le Roi à renvoyer un ministre qui était entré dans toutes ses vues, et qui couvrait sous l'apparence de l'intérêt national tous les pas que George faisait en faveur de son électorat. Ce prince eut la mortification de ne pas pouvoir disposer des sceaux, et fut obligé de les remettre au duc de Newcastle; le lord Harrington devint ministre : le peuple appela ce nouveau conseil la faction des Pelham, parce que ceux qui le composaient, étaient de cette famille.

Ces nouveaux ministres écartèrent toutes les créatures de Carteret; mais ils ne pouvaient rompre les traités qu'il avait conclus, ni changer subitement le mouvement impulsif qu'il avait donné aux affaires générales de l'Europe. Carteret était faux et fourbe, sans garder les ménagements que les caractères les plus malhonnêtes emploient pour déguiser leurs vices : Harrington avait la réputation d'homme de probité; plus timide que son prédéces-

[a] John Carteret (voyez t. II, p. 15, et ci-dessus, p. 15 — 19), né en 1690, devint à la mort de sa mère, le 18 octobre 1744, vicomte Carteret et comte Granville.

seur, mais remplaçant ce défaut par toutes les qualités d'une âme bien née. Prévenu par le caractère personnel du ministre, on tenta si, par son moyen, on ne pourrait pas parvenir à ramasser quelques fondements pour la paix générale. Voici quelques idées esquissées qu'on lui communiqua : on pourvoira Don Philippe d'un établissement en Italie; la France gardera de ses conquêtes Ypres et Furnes, moyennant quoi l'Espagne prolongera pour vingt années, ou plus, la contrebande des Anglais; tous les alliés reconnaîtront Empereur le grand-duc de Toscane; la Prusse demeurera en possession de la Silésie, selon que le contient le traité de Breslau. Les ministres anglais déclinèrent d'entrer en négociation sur ces articles : c'est que le Roi désirait la continuation de la guerre, et qu'il contrecarra toutes les mesures des Pelham pour la terminer. La cause de ces refus obstinés fut enfin découverte à la Haye. Le plus beau génie d'Angleterre et en même temps le plus éloquent, le lord Chesterfield, était alors ambassadeur en Hollande : il ne cacha point au comte de Podewils, ministre de Prusse auprès des états généraux, que le traité de Varsovie donnait des entraves à la bonne volonté des Pelham; que, par conséquent, le roi de Prusse ne devait point se laisser arrêter[a] par des négociations, mais s'opposer vigoureusement aux desseins de ses ennemis, qui tramaient sa perte. Cela n'empêcha pas que les fréquentes insinuations du ministre prussien à Londres ne conciliassent entièrement au roi de Prusse l'affection du nouveau ministère, qui fit assurer ce prince qu'il n'attendait que les occasions pour le servir.

Le conseil de mylord Chesterfield était le meilleur qu'on pût suivre. On continua de négocier; mais l'attention principale du Roi se tourna sur tous les objets qui pouvaient lui assurer d'heureux succès pour la campagne prochaine. Un des objets les plus importants était de former en Silésie de gros magasins pour l'armée; rien ne fut épargné pour les rendre considérables. On fit des efforts pour recompléter les troupes. Le soldat était largement entretenu dans les quartiers d'hiver; la cavalerie était remontée et complète; plus de six millions furent tirés du trésor

[a] Le mot que nous avons remplacé par *arrêter*, a été oublié par l'Auteur dans le manuscrit original.

pour fournir à tant de frais; outre cela, les états avancèrent en guise d'emprunt un million cinq cent mille écus. Toutes ces sommes furent dépensées pour que le Roi pût réparer, en 1745, les fautes qu'il avait faites en Bohême en 1744. Après avoir mis la dernière main à ces préparatifs, le Roi partit de Berlin[11] pour se rendre en Silésie.

Il apprit en chemin que l'électeur de Bavière avait signé avec la reine de Hongrie le traité de Füssen. Voici comment cette paix fut amenée. Immédiatement après la mort de l'Empereur, Seckendorff s'était démis du commandement de l'armée; mais il en avait si mal disposé les quartiers, que ces troupes étaient toutes éparpillées : le terrain qu'elles occupaient, était trop vaste, et les Autrichiens étaient maîtres des places fortes et du cours du Danube. Les Autrichiens, qui voyaient de quelle importance il était pour eux de finir d'un côté avant de commencer leurs opérations d'un autre, jugèrent par la position des Bavarois et de leurs alliés qu'ils en auraient bon marché. M. de Batthyani prévint ses ennemis, qui étaient au triple plus forts que lui, mais qui ne voulaient s'assembler qu'à la fin de mai. Batthyani, à la tête de douze mille hommes qui faisaient toutes ses forces, paraît entre Braunau et Schärding; il fond sur les quartiers dispersés des alliés, et leur prend Pfarrkirchen, Vilshofen et Landshut, avec le peu de magasins que les Bavarois y avaient amassés, en même temps qu'un autre détachement d'Autrichiens passe le Danube à Deckendorf, coupe les Hessois des Bavarois, les oblige à passer l'Inn, ensuite à mettre les armes bas, et chasse les Bavarois fugitifs au delà de Munich. Le jeune électeur, à peine souverain, est obligé de quitter sa capitale à l'exemple de son père et de son grand-père; il se retire à Augsbourg. M. de Ségur, avec les Français et les Palatins qu'il avait sous son commandement, n'éprouva pas un sort plus favorable : il fut battu, en se retirant, auprès de Pfaffenhofen; les Autrichiens occupèrent en même temps le pont du Rhin, ce qui le mit dans la nécessité de gagner Donauwerth avant l'ennemi.

Tandis que les Bavarois, fuyant comme un troupeau sans berger, se sauvaient à Friedberg, Seckendorff reparut à la cour

[11] 15 mars.

de l'électeur de Bavière dans ce bouleversement total, non point comme un héros qui trouve des ressources dans son génie quand le vil peuple désespère, mais comme une créature de la cour de Vienne, et avec l'intention de séduire un jeune prince sans expérience et accablé de malheurs. Les Français avaient déjà, dès la campagne précédente, soupçonné ce maréchal de s'être laissé corrompre, parce qu'en Alsace il n'avait pas agi contre les Autrichiens conformément à ce qu'on devait attendre de lui : on l'avait trouvé sans énergie lorsqu'il attaquait l'ennemi, et mou dans la poursuite, lorsqu'il pouvait le détruire. On l'accusait d'avoir exprès séparé les quartiers des alliés, pour les livrer pieds et poings liés à leurs ennemis. On avançait même qu'il avait reçu de la reine de Hongrie trois cent mille florins des arrérages qui lui étaient dus par l'empereur Charles VI, pour décider l'électeur de Bavière à faire sa paix. Il est apparent que la cour de Vienne lui avait fait entrevoir des avantages : on pouvait lui avoir promis cette somme; mais alors la cour de Vienne n'était guère en état de l'acquitter. Ce qui dépose le plus contre lui, ce sont les mouvements qu'il se donna pour accélérer ce traité de Füssen : il produisit de fausses pièces au jeune électeur; il lui montra des lettres supposées du roi de Prusse, dans lesquelles celui-ci lui faisait part de la paix qu'il allait conclure avec la reine de Hongrie; il releva des avantages imaginaires que les armes de cette princesse avaient remportés en Flandre et en Italie; enfin, il le conjura de terminer ses différends avec cette princesse, pour éviter sa ruine totale. L'Électeur, jeune et sans expérience, se laissa entraîner par les créatures de la cour de Vienne, dont Seckendorff l'avait environné. L'Empereur son père lui avait dit en mourant : « N'oubliez jamais les services que le roi de France et le roi de Prusse « vous ont rendus, et ne les payez pas d'ingratitude. » Ces paroles, qu'il avait dans l'esprit, rendirent un moment sa plume immobile entre ses doigts; mais l'abîme où il se trouvait, les impostures de Seckendorff, et l'espérance d'une meilleure fortune, le déterminèrent à signer le traité de Füssen, le 22 d'avril de l'année 1745. Par ce traité, la reine de Hongrie renonça à tout dédommagement, et promit de restituer l'Électeur dans la possession entière de ses États : de son côté, l'Électeur renonça, pour lui et pour

sa postérité, à toutes les prétentions que la maison de Bavière avait aux États de la maison d'Autriche; il adhéra à l'activité de la voix de Bohême, et engagea la sienne pour l'élection du Grand-Duc à la dignité impériale; il promit de plus de renvoyer ses auxiliaires, à condition qu'ils ne seraient point inquiétés dans leur retraite, et que la reine de Hongrie s'engagerait à ne plus tirer de contributions de la Bavière. Ces derniers articles furent si mal observés par les Autrichiens, qu'ils désarmèrent les Hessois et les menèrent comme prisonniers en Hongrie, et que, sous prétexte d'arrérages, ils tirèrent encore de grosses contributions de la Bavière. C'est ainsi que finit la ligue de Francfort; et les Autrichiens firent voir que, lorsqu'ils sont soutenus par la prospérité, rien n'est plus dur que le joug qu'ils imposent. Mais quel spectacle plus instructif pour les *bisognosi di gloria,* et pour les politiques qui se flattent de déterminer les futurs contingents, que le résumé des faits qui arrivèrent au commencement de cette année? L'Empereur meurt; son fils fait la paix avec la reine de Hongrie; le grand-duc de Toscane va devenir Empereur; le traité de Varsovie ligue la moitié de l'Europe contre la Prusse; l'argent prussien contient la Russie dans l'inaction; l'Angleterre commence à pencher pour la Prusse. Le Roi avait bien pris ses mesures pour se défendre; c'était donc de la campagne qui allait s'ouvrir que devait dépendre la réputation, la fortune et le destin des Prussiens.

CHAPITRE XII.

Campagne d'Italie. Campagne de Flandre. Ce qui se passa sur le Rhin. Événements qui précédèrent les opérations de l'année 1745.

Pour ne point interrompre dans la suite le fil de notre narration, nous croyons qu'il est à propos de rapporter en abrégé ce qui se passa en Italie, en Flandre et sur le Rhin, avant que d'en venir aux opérations des troupes prussiennes en Silésie. Il faut se rappeler que M. de Gages avait pris son quartier à Terni, et qu'il établit ses Espagnols et ses Napolitains des deux côtés du Tibre. M. de Lobkowitz avait son quartier à Imola; l'armée de Don Philippe était en partie en Savoie et en partie dans le comté de Nice. Les Espagnols ouvrirent la campagne par la prise d'Oneglia. L'armée française et espagnole s'assembla aux environs de Nice. Le prince de Lobkowitz s'avança alors jusqu'à Césène; M. de Gages marcha à lui, le battit le 31 mars auprès de Rimini, lui prit sept cents prisonniers, le poursuivit jusqu'à Lugo, d'où le prince Lobkowitz se retira par Bologne, passa le Panaro, et se posta à Campo-Santo. M. de Gages passa presque en même temps le Panaro auprès de Modène, et s'avança sur les bords de la Trébie, d'où il s'ouvrit une communication avec l'Infant par l'État de Gênes. M. de Lobkowitz marcha à Parme, où il assembla quinze mille hommes, dans l'espérance d'empêcher la

jonction des deux armées : mais M. de Gages passa l'Apennin et la rivière de Magra, sans s'embarrasser des troupes qui harcelaient son arrière-garde; il défila sous les murs de Gênes, et gagna la vallée de la Polcevera; ce qui engagea les Autrichiens à se porter sur Tortone. Don Philippe et Maillebois quittèrent les environs de Nice le 1er de juin, marchèrent le long de la mer en remontant la rivière de Gênes, et continuèrent leur route, sans s'embarrasser de douze vaisseaux de guerre anglais qui leur lâchèrent de grandes bordées de canon à leur passage, et leur tuèrent quelque monde. Les Espagnols éprouvèrent alors à la fois les effets de la bonne et de la mauvaise fortune. Les Piémontais furent assez rusés pour leur brûler huit magasins qu'ils avaient aux environs de Ventimiglia; et alors même les Génois se déclarèrent contre le roi de Sardaigne, et joignirent leurs troupes, consistant en dix mille hommes, à celles de l'Infant. Les Autrichiens, qui ne connaissaient ni le mérite ni le prix des bons généraux, avaient renvoyé le maréchal Traun, qui s'était surpassé l'année précédente tant en Alsace qu'en Bohême : ils choisirent le prince de Lobkowitz, pour le placer à côté du prince de Lorraine. Lobkowitz fut donc rappelé d'Italie, et le comte de Schulenbourg prit son poste jusqu'à l'arrivée du prince de Lichtenstein, auquel la cour avait déféré le commandement de son armée d'Italie. Schulenbourg ne fut pas plus heureux contre M. de Gages que ne l'avait été son prédécesseur, tant le génie de cet Espagnol avait d'ascendant sur celui des généraux autrichiens. De Gages poussa son nouvel adversaire de Novi jusqu'à Rivalta, tandis que Don Philippe pénétra dans le Montferat par Cairo, s'empara d'Aqui, et se joignit avec l'armée napolitaine et espagnole à Asti. Schulenbourg passa le Tanaro, et se posta au confluent de cette rivière et du Pô, auprès d'un bourg nommé Bassignana. L'Infant saisit cette occasion : il fit investir Tortone et marcha aux Autrichiens, qui se retirèrent derrière le Pô, brûlèrent et détruisirent derrière eux tous leurs ponts. Tortone, avec sa citadelle, se rendit aux Espagnols. Un secours de huit mille Espagnols et Napolitains arriva de la Romagne sous les ordres du duc de La Vieuxville, passa par le duché de Florence, prit Plaisance et sa citadelle, et contraignit les Autrichiens à

quitter le Parmesan. De Gages passe aussitôt le Pô à Parpanasso, tandis que l'Infant quitte Alexandrie, franchit le Tanaro, attaque les Autrichiens le 27 septembre à Bassignana, et remporte la victoire; il met le siége devant Alexandrie, qui se soumet, à la citadelle près; Valence, Vigevano, et beaucoup d'autres villes que nous supprimons, reçurent la loi du vainqueur.

Dans ces conjonctures arrive le prince de Lichtenstein, pour prendre le commandement d'une armée battue, affaiblie et découragée. Il ne s'agit point d'examiner si la cour de Vienne aurait pu faire un choix de généraux différent; il est toujours sûr que celui-ci ne porta aucun remède au délabrement des affaires : personne ne s'opposa aux progrès des vainqueurs; ils prirent Casal, Asti et Lodi au roi de Sardaigne. L'Infant entra victorieux dans Milan, et bloqua avec dix-huit mille hommes la citadelle de cette ville. Les Espagnols étaient donc, à la fin de cette campagne, maîtres de presque toute la Lombardie, à l'exception de Turin, de Mantoue, et de quelques citadelles qu'ils tenaient bloquées. Ces succès rapides étaient dus au génie de M. de Gages, et en partie au secours des Génois. La prospérité, comme nous l'avons dit, est confiante : elle assoupit ces vainqueurs de l'Italie à l'ombre de leurs lauriers. Il était indispensable, pour assurer leurs quartiers, qu'ils possédassent les citadelles de Milan et d'Alexandrie; un peu d'activité aurait suffi pour les en rendre maîtres; mais ils manquèrent d'haleine, lorsqu'il ne leur restait que quelques pas à faire pour remporter le prix de leur course.

Les armes des Bourbons prospérèrent, cette année, en Flandre comme en Italie. Louis XV s'était mis à la tête de son armée de Flandre, composée de quatre-vingt mille hommes; le maréchal de Saxe commandait sous lui. A l'ouverture de la campagne les Français firent des fausses démonstrations sur différentes places, et ils investirent subitement Tournai. Cette ville, une des principales places de la barrière, était défendue par une garnison de neuf mille Hollandais : la bonté de ses ouvrages, et la force de la citadelle, que Vauban avait construite, préparait aux assiégeants nombre d'obstacles et de difficultés à surmonter. Les alliés, sous le commandement du duc de Cumberland et du maréchal Königsegg, n'avaient que cinquante mille hommes à opposer aux forces

des Français; ils s'avancèrent cependant du côté de Tournai, et vinrent camper dans les plaines d'Anderlecht. Ce voisinage n'empêcha pas les Français d'ouvrir la tranchée le 1er de mai. Les alliés, sentant de quelle importance il était pour eux de sauver Tournai, résolurent de tout hasarder pour obliger Louis XV à lever ce siége.

Du côté du sud, en remontant la rive droite de l'Escaut, est situé le village de Fontenoi, lieu jusqu'alors obscur, mais qui est devenu célèbre par l'événement qui porte son nom. Ce fut dans cette contrée que le maréchal de Saxe choisit un terrain qu'il crut assez avantageux pour renverser les projets du duc de Cumberland en s'y présentant. Il ne laissa au siége qu'un nombre suffisant de troupes pour le continuer : il appuya sa droite à l'Escaut; il garnit d'infanterie et de canons le village d'Antoing, situé au bord de cette rivière; il forma ses deux lignes d'infanterie en potence vers le mont de la Trinité, qui se trouvait à l'extrémité de sa gauche; sa cavalerie, rangée derrière son infanterie, faisait sa troisième ligne; de plus, le village d'Antoing était flanqué d'une batterie qui s'élevait sur l'autre rive de l'Escaut; trois redoutes lardées d'infanterie et de canon couvraient son front de bataille; vers la gauche de son armée régnait un bois où les Français firent des abatis pour le rendre impraticable.

Le 11 de mai, dès l'aube du jour, l'armée des alliés déboucha du bois de Barry, et se forma dans la plaine sur deux lignes vis-à-vis de l'armée française. La gauche des alliés engagea l'affaire. Les troupes hollandaises devaient attaquer les villages de Fontenoi et d'Antoing; elles s'y portèrent mollement, et furent deux fois de suite vigoureusement repoussées par les Français. Alors les Anglais détachèrent quelques brigades pour s'emparer des redoutes qui couvraient le front de l'armée française. Le général qui fut chargé de cette commission, la trouva peut-être dangereuse, et ne l'exécuta pas. M. de Königsegg, jugeant qu'il perdait du monde en détail et qu'il n'avançait pas, voulut brusquer l'affaire : il attaqua l'armée française, en laissant les villages et les redoutes derrière lui. Si ce projet lui avait réussi, tout ce qu'il y avait de Français enfermés dans ces postes aurait été fait prisonnier après la victoire, ce qui aurait rendu cette bataille le

pendant de la fameuse bataille de Höchstädt; mais l'événement ne répondit pas à son attente. M. de Königsegg forma deux lignes d'infanterie vis-à-vis de la trouée qui est entre Antoing et le bois de Barry : en avançant, il reçut le feu croisé qui partait du village et des redoutes; ses flancs en souffrirent et se rétrécirent; son centre, qui en souffrait moins, continuait d'avancer; et, comme ses ailes se repliaient en arrière, son corps prit une forme triangulaire, qui, par la continuation du mouvement du centre et par la confusion, se changea en colonne. Ce corps, tout informe qu'il était, attaqua et renversa les gardes françaises, perça les deux lignes, et aurait peut-être remporté une victoire complète, si les généraux des alliés avaient mieux su profiter de la confusion où étaient leurs ennemis. Ils avaient ouvert le centre de l'armée française; il était aisé de séparer leurs colonnes en deux, et par un à-droite et un à-gauche ils prenaient en flanc toute l'infanterie qui leur restait opposée; ils auraient dû en même temps faire avancer la cavalerie pour soutenir leurs colonnes ainsi divisées : il est probable que c'en aurait été fait des Français, si les alliés avaient agi ainsi. Mais dans le temps que les alliés voulaient remédier à leur propre confusion, le maréchal de Saxe les fit attaquer par la maison du Roi et par les Irlandais qu'il avait eus en réserve, et il fortifia cette attaque par les décharges de quelques batteries formées à la hâte. Les Anglais se virent ainsi assaillis à leur tour; on les pressa de tous côtés, en front comme sur leurs flancs : après une vigoureuse résistance ils plièrent, se rompirent, et les Français les poursuivirent jusqu'au bois de Barry. Selon l'opinion commune, cette bataille coûta aux alliés dix mille hommes, quelques canons, une partie de leur bagage. Ils se retirèrent par Leuse, sous le canon d'Ath, au camp de Lessines, abandonnant aux Français et le champ de bataille et la ville de Tournai.

Louis XV et le Dauphin se trouvèrent en personne à cette action. On les avait placés auprès d'un moulin à vent qui était en arrière; depuis, les soldats français n'appelaient leur roi que *Louis du moulin*. Ce qu'il y a de certain, c'est que le lendemain de cette bataille Louis XV dit au Dauphin, en passant sur le champ de bataille tout ensanglanté et couvert de morts : « Vous

«voyez ici les victimes immolées aux haines politiques, et aux «passions de nos ennemis; conservez-en la mémoire, pour ne «point vous jouer de la vie de vos sujets, et pour ne point pro-«diguer leur sang dans des guerres injustes.» Le maréchal de Saxe, que l'hydropisie dont il était attaqué n'avait pas empêché d'agir en général, reçut du Roi les éloges les plus flatteurs; il semblait qu'il s'était arraché aux bras de la mort pour vaincre les ennemis de la France. Le roi de Prusse le félicita sur la gloire dont il venait de se combler, regardant sa victoire comme un engagement qu'il prenait avec le public, qui s'attendait à de plus grandes choses encore du maréchal de Saxe en santé que du maréchal de Saxe à l'agonie.[a] L'Europe se vit inondée de gazettes versifiées, qui annonçaient ce grand événement; mais il faut avouer qu'en cette occasion le temple de la Victoire l'emporta sur celui des Muses. La prise de Tournai attesta la victoire des Français : la garnison, qui s'était réfugiée dans la citadelle, se rendit le 19 de juin. La capitulation fut signée, à condition que les quatre mille hommes qui l'évacueraient, ne feraient aucun service pendant l'espace de dix-huit mois contre les Français.

Louis XV renforça son armée de Flandre par un détachement de vingt mille hommes, que lui fournit l'armée du Rhin. Le prince de Conti en prit le commandement à la place de M. de Maillebois, qui servait en Italie. Un détachement fait si fort hors de saison, choque également les règles de la guerre et de la politique; mais comme ce qui donna lieu à cette conduite demande quelque discussion, le lecteur trouvera bon, pour son intelligence, que nous lui en développions les motifs. La France avait épuisé tous les ressorts de sa politique pour persuader au roi de Pologne d'ambitionner le trône impérial. Le peu de succès de ses intrigues ne l'avait point dégoûtée : au contraire, elle persévérait de négocier à Dresde. Le comte de Saint-Séverin, qui avait bien servi

[a] Le 16 juillet 1749, après une visite à Sans-Souci, le maréchal de Saxe étant sur le point de retourner à Dresde, le Roi lui écrivit : «On parlait ces «jours passés d'actions de guerre, et on agitait cette question rebattue, savoir : «laquelle des batailles gagnées faisait le plus d'honneur au général? Les uns di-«saient que c'était celle d'Almanza; d'autres se déclaraient pour celle de Turin : «pour moi je fus d'avis que c'était la victoire qu'un général à l'agonie avait rem-«portée sur les ennemis de la France.»

la France dans cette cour, s'était attiré la haine du comte de Brühl, parce que le Saxon ne s'accommodait pas de l'esprit clairvoyant du négociateur français : Brühl fit tant, que M. de Saint-Séverin fut relevé par le marquis de Vaugrenant. Celui-ci se crut plus fin que Brühl; réellement ils ne l'étaient ni l'un ni l'autre : toutefois, dans cette négociation, Vaugrenant fut la dupe du Saxon. Brühl lui persuada que pour faire une paix avantageuse avec la reine de Hongrie, l'unique parti que la France eût à prendre, était de ne point s'opposer à l'élection du grand-duc de Toscane, et de tenir dans l'inaction l'armée que le prince de Conti commandait sur le Rhin; d'autant plus que la France pouvait tirer plus d'utilité de ces troupes sur l'Escaut que sur le Main. Le conseil de Louis XV donna aveuglément dans ce piége; il n'examina, ni le peu de sincérité de ce conseil, ni si le parti qu'on lui proposait, était conforme aux engagements qu'il avait pris avec ses alliés. En affaiblissant ainsi l'armée du prince de Conti, on le mit hors d'état de s'opposer aux entreprises de la cour de Vienne. Le Grand-Duc fut élu malgré la France; la paix ne se fit point, et l'amour-propre du ministère de Versailles lui interdit jusques aux reproches.

Les troupes tirées de cette armée arrivèrent en Flandre lorsqu'après la réduction de la citadelle de Tournai, l'armée française en décampait. Elle se mit en trois corps, dont l'un se posta à Courtrai, le second à Saint-Guislain, et le troisième à Condé. M. Du Chayla battit un détachement de cinq mille hommes sous les ordres du général Molé, que le duc de Cumberland avait fait partir de son armée pour se jeter dans Gand. Ce petit échec répandit la terreur dans l'armée des alliés; elle décampa de Bruxelles : Gand, Bruges et Oudenarde n'étant plus protégées, se rendirent aux Français, et cette campagne se termina par la prise de Nieuport, de Dendermonde, d'Ostende et d'Ath; après quoi, le maréchal de Saxe fit entrer ses troupes en quartiers d'hiver derrière la Dendre. Cette campagne rendait aux armes françaises l'honneur que celle de Bohême leur avait fait perdre. Si Louis XIV subjugua plus de terrain en l'année 1672, il le perdit aussi vite qu'il l'avait conquis; au lieu que Louis XV assura ses possessions, et ne perdit rien de ce qu'il avait gagné.

Les Espagnols et les Français avaient ouvert la campagne en Italie et en Flandre plus d'un mois avant que les troupes entrassent en action en Silésie. L'armée prussienne et celle des Autrichiens n'avaient pris des quartiers paisibles qu'à la fin de février, et elles avaient également besoin de repos pour se remettre de leurs fatigues. Le Roi pouvait prévenir ses ennemis : il ne dépendait que de lui de fondre sur les quartiers des Autrichiens en Bohême; mais il risquait plus en s'enfonçant dans ce royaume qu'en voyant venir l'ennemi à lui. Cette considération fit qu'il resserra ses quartiers de cantonnement au centre de la Silésie, d'une manière qui l'approchait également des gorges des montagnes par où l'ennemi pouvait déboucher. Ç'aurait été un projet insensé que de vouloir disputer quinze ou vingt chemins qui conduisent de la Bohême et de la Moravie en Silésie, dans une étendue de vingt-quatre milles d'Allemagne. Le plus sûr était d'attaquer le duc de Lorraine au moment qu'il sortirait de ces gorges, de le poursuivre en Bohême, de fourrager le pays à douze milles à la ronde le long des frontières de la Silésie, et d'amener à la fin de l'arrière-saison les troupes dans ce duché pour leur procurer des quartiers tranquilles. Ce projet était simple, il était proportionné à ce qu'il était possible d'exécuter, il était adapté aux conjonctures; il y avait donc tout à espérer qu'il réussirait. L'armée était distribuée de façon que dix bataillons, dix escadrons et cinq cents hussards formaient une chaîne depuis la Lusace jusqu'à la principauté de Glatz. Les patrouilles allaient vers Schatzlar, Braunau et Böhmisch-Friedland; ce corps était sous les ordres du lieutenant-général Truchsess. Le général de Lehwaldt avec dix bataillons et cinq cents hussards gardait le pays de Glatz, sans compter trois bataillons qui étaient en garnison dans la forteresse, dont M. de Fouqué était gouverneur. Le margrave Charles soutenait les frontières de la Haute-Silésie avec seize bataillons et vingt escadrons. M. de Hautcharmoy avec cinq bataillons et seize escadrons occupait et couvrait la partie de la Haute-Silésie située au delà de l'Oder. Le gros de l'armée était entre Breslau, Brieg, Schweidnitz, Glatz et Neisse. Le Roi établit son quartier dans cette dernière ville; il y régnait une maladie contagieuse; les hommes prenaient des charbons, et mouraient en

peu de jours. Si on avait dit que c'était la peste, toute communication aurait été interceptée, la livraison des magasins de même; et la crainte de cette maladie aurait été plus funeste pour l'ouverture de la campagne que tout ce que l'ennemi pouvait y opposer. On adoucit donc ce nom redoutable; on appela cette contagion une fièvre putride, et tout continua d'aller son train ordinaire : tant les mots qui désignent les choses font plus d'impression sur les hommes que les choses mêmes.

Peu après l'arrivée du Roi, la petite guerre recommença avec beaucoup de vivacité. Les ennemis se flattaient qu'en harcelant continuellement les Prussiens, ils les consumeraient à petit feu: à peu près dix à douze mille Hongrois, sous les ordres du vieux maréchal Esterhazy, des généraux Karoly, Festetics, Spleny, et Ghilany faisaient des incursions dans la Haute-Silésie, et pénétraient le plus avant qu'il leur était possible. Un major Schafstedt, qui était détaché avec deux cents hommes dans le petit bourg de Rosenberg, fut attaqué par eux. Les ennemis mirent d'abord le feu dans la ville : le major fit bonne contenance; mais environné de tous côtés, il ne put se sauver, et obtint une capitulation pour rejoindre son régiment à Kreuzbourg. Il fallait réparer cet affront, et rabattre la présomption de ces troupes hongroises nouvellement levées. Le Roi fit donc des détachements contre eux; il se livra de petites batailles qui servirent de prélude aux actions décisives : et comme cet ouvrage est destiné à servir de monument à la valeur et à la gloire des officiers qui ont si bien mérité de la patrie, nous nous croyons, par devoir, obligé d'informer la postérité de leurs belles actions, pour l'engager par ces exemples de magnanimité à imiter leur exemple.

Le rare mérite de M. de Winterfeldt le fit choisir pour présider à cette expédition. On lui donna six bataillons et douze cents hussards, avec lesquels il passa l'Oder à Cosel, tandis que M. de Goltz, avec un bataillon et cinq cents hussards, passait la même rivière à Oppeln, pour tomber de concert sur Esterhazy et ses Hongrois. Winterfeldt tomba sur le village de Schlawenziz, où il fit cent vingt prisonniers; il entendit un feu assez vif sur sa gauche, il s'y porta d'abord : c'étaient cinq mille Hongrois qui entouraient le détachement de Goltz; ils furent attaqués, et

Winterfeldt remporta un avantage complet sur eux. Spleny se sauva avec ses hussards, après avoir perdu trois cents hommes et son bagage. Winterfeldt ne crut point en avoir fait assez : il continua sa poursuite, et rencontra le lendemain deux mille hussards postés le dos contre un marais; il les jeta dans ce marais, où la plupart périrent ou furent pris. Ces avantages commencèrent à donner aux hussards prussiens un ton de supériorité sur ceux de la Reine. Le colonel Wartenberg[a] des hussards battit encore un gros d'insurgents auprès de Kreuzbourg, et les dissipa entièrement.

Pendant ce préambule de guerre le printemps s'avançait, le mois d'avril tirait vers sa fin; il était temps de rassembler l'armée : elle entra dans des quartiers de cantonnement entre Patschkau et Frankenstein. On prépara des chemins pour quatre colonnes, et des cantonnements à Jägerndorf, à Glatz et à Schweidnitz, comme les lieux vers lesquels l'ennemi devait déboucher des montagnes. Les magasins que les Autrichiens avaient formés, les lieux où leurs troupes réglées commençaient à s'assembler, dénotaient assez leurs desseins, pour comprendre que ces insurgents et ces Hongrois qu'ils avaient dans la Haute-Silésie, devaient donner le change aux Prussiens, pour les attirer de ce côté, et que leur grande armée pénétrerait en Silésie par Landeshut. Ce projet n'était pas répréhensible en lui-même; il ne manqua que par l'exécution.

Si les Prussiens avaient partagé leurs forces pour faire face à l'ennemi de tous côtés, ils auraient été trop faibles pour frapper un grand coup sur la grande armée du prince de Lorraine; et s'ils restaient assemblés, cette multitude de troupes légères qui ne trouvait rien qui l'arrêtât, les aurait affamés à la longue en leur coupant les vivres. Le plus sûr parti était donc celui de demeurer en force, mais en même temps de hâter la décision de cette crise par l'engagement d'une affaire générale. Les mesures furent prises pour évacuer la Haute-Silésie vers la fin de mai, à l'exception de la forteresse de Cosel. Les magasins de Troppau

[a] Hartwig-Charles de Wartenberg, lieutenant-colonel dans le régiment de hussards n° 3, devint colonel et chef de ce régiment le 20 avril 1745, trois jours après la mort du colonel Hyacinthe de Malachowski.

et de Jägerndorf furent transportés à Neisse : M. de Rochow couvrit ce convoi avec douze cents chevaux et un bataillon de grenadiers; quatre mille Hongrois, moitié hussards, moitié pandours, l'attaquèrent sans pouvoir l'entamer : la cavalerie y fit la première expérience de ses nouvelles manœuvres, et en éprouva la solidité.

Il était nécessaire d'inspirer de la sécurité aux ennemis, pour que leur présomption les rendît négligents dans l'expédition qu'ils méditaient. A ce dessein, le Roi se servit d'un homme de Schönberg qui était un double espion : il le fit largement payer; après quoi, il lui dit que le plus grand service qu'il pût lui rendre, serait de l'avertir à temps de la marche du prince de Lorraine, pour qu'il pût se retirer à Breslau avant que les Autrichiens eussent débouché des montagnes; pour induire encore plus cet espion en erreur, on fit accommoder des chemins qui menaient à Breslau. L'espion promit tout; il eut nouvelle de ces chemins, et s'empressa de rejoindre le prince de Lorraine, pour lui apprendre que tout le monde s'en allait, et qu'il ne trouverait plus d'ennemis à combattre.

Comme Landeshut devenait alors l'objet principal de l'attention, le Roi détacha le général Winterfeldt pour qu'il observât de ce poste les mouvements des Autrichiens; il eut quelques bataillons et deux régiments de hussards de Ruesch et de Bronikowski avec lui. Il ne tarda pas à se signaler : il défit auprès de Hirschberg huit cents Hongrois commandés par un partisan nommé Patatic, et fit trois cents prisonniers. Nadasdy, pour venger cet affront imprimé à la nation hongroise, marcha à la tête de sept mille hommes, pour attaquer auprès de Landeshut Winterfeldt, qui n'avait que deux mille quatre cents hommes sous lui. Après un combat de quatre heures,[a] l'infanterie hongroise fut totalement défaite, et dans le moment que Nadasdy se disposait à faire sa retraite, arrive le général Stille à la tête de

[a] Le 22 mai 1745. Le général de Stille, dans son ouvrage anonyme *Les Campagnes du Roi, avec des réflexions sur les causes des événements*, (Sans lieu d'impression) 1762, in-8, p. 190, dit que le combat eut lieu le 23 mai; cette date est inexacte : le 23 était le lendemain de l'affaire, et le jour où le colonel de Winterfeldt fut nommé général-major en récompense de sa brillante action de la veille.

dix escadrons du vieux Möllendorff; il fond sur les ennemis, et les Hongrois furent défaits, et ramenés en battant jusqu'aux frontières de la Bohême. Les Autrichiens perdirent six cents hommes à cette affaire, avec quelques-uns de leurs principaux officiers blessés, qui furent pris. On sut des prisonniers que M. de Nadasdy avait l'ordre de prendre poste à Landeshut, et qu'au cas qu'il eût réussi, le prince de Lorraine l'aurait suivi infailliblement. Tant de capacité et une conduite si sage, valurent à M. de Winterfeldt le caractère de général-major.

Il n'y avait plus un moment à perdre pour rappeler le margrave Charles de la Haute-Silésie. La milice hongroise avait profité de la levée des quartiers pour investir de partis toute la Haute-Silésie : six mille hussards voltigeaient entre Jägerndorf et Neustadt, pour intercepter la communication du margrave Charles avec l'armée. Pour lui faire tenir l'ordre de se retirer sur Neisse, le Roi lui détacha les hussards de Zieten, qui se firent jour l'épée à la main à travers les Hongrois, et lui rendirent sa lettre. Le Margrave se mit en marche le 22 de mai; les troupes qu'il commandait, faisaient environ douze mille hommes. Les ennemis, qui prévoyaient sa retraite, s'étaient renforcés, jusqu'au nombre de vingt mille hommes, d'un ramas de nations barbares, et de quelques troupes réglées qui leur étaient venues de Moravie: ils occupèrent, la veille, toutes les hauteurs qui étaient sur le chemin du Margrave, et y établirent trois batteries qui tiraient en écharpe, dont les troupes prussiennes furent fort incommodées dans leur marche. Le Margrave, sans s'embarrasser des obstacles que l'ennemi lui opposait, s'empara des hauteurs voisines et des défilés les plus considérables avec quelques bataillons; et, au débouché de ces gorges, il forma les régiments de Gessler[a] et de Louis,[b] cavalerie, qui tombèrent avec toute l'impétuosité possible sur le régiment d'Ogilvie, en taillèrent en pièces la plus grande partie; puis ils fondirent sur celui d'Esterhazy, qui faisait la seconde ligne, le passèrent au fil de l'épée; et, après s'être ralliés, ils attaquèrent les dragons de Gotha, qui devaient sou-

[a] Le régiment de cuirassiers n° 4 de la *Stammliste* de 1806.

[b] Le régiment de Louis était le régiment de dragons du colonel Louis-Eugène-Jean, prince de Würtemberg-Stuttgart, n° 2 de la *Stammliste* de 1806.

tenir cette infanterie autrichienne; ils les mirent en déroute, et firent un grand massacre des fuyards. Les ennemis laissèrent plus de huit cents morts sur la place; leurs troupes irrégulières, qui étaient spectatrices de ce combat, ayant vu le triste sort des troupes réglées, s'enfuirent dans le bois en jetant des cris affreux.

Le Margrave donna dans cette journée des marques de valeur dignes du sang de son grand-père l'électeur Frédéric-Guillaume. Le général de Schwerin,[a] qui chargea à la tête de cette cavalerie qui défit tout de suite trois corps différents, s'acquit une réputation d'autant plus éclatante, qu'elle servit d'époque à celle de la cavalerie prussienne. C'est une chose étonnante que la promptitude avec laquelle l'audace ou la terreur se communiquent à la multitude. L'année 1741, la cavalerie des Prussiens était le corps le plus lourd, le plus pesant et en même temps le moins animé qu'il y eût dans les armées européennes; en l'exerçant, en lui donnant de l'adresse, de la vivacité, et de la confiance dans ses propres forces, il en fit l'essai: il réussit, et il devint audacieux. Les peines, les récompenses, le blâme et la louange, employés à propos, changent l'esprit des hommes, et leur inspirent des sentiments dont on les aurait crus peu susceptibles dans l'état abruti de leur nature; joignez à cela quelques grands exemples de valeur qui les frappent, comme celui que nous venons de rapporter: alors l'émulation gagne les esprits, l'un veut l'emporter sur l'autre, et des hommes ordinaires deviennent des héros. Les talents sont souvent engourdis par une espèce de léthargie: des secousses fortes les réveillent, et ils s'évertuent et se développent. Le mérite estimé et récompensé excite l'amour-propre de ceux qui en sont les témoins: dans l'ancienne Rome, les couronnes civiques et murales, et surtout les triomphes, aiguillonnaient ceux qui pouvaient prétendre à les obtenir. Il était donc nécessaire d'exalter dans l'armée la glorieuse action de Jägerndorf. Le Margrave, le général Schwerin et ceux qui s'y étaient signalés, furent reçus comme en triomphe: la cavalerie attendait avec impatience l'occasion d'égaler, même de surpasser ces héros; tous brûlaient de l'ardeur de combattre et de vaincre.

[a] Reimar-Jules de Schwerin, général-major, et depuis 1749 chef du régiment de dragons de Louis de Würtemberg.

Sous ces heureux auspices, toute l'armée fut rassemblée le 28 de mai dans le camp de Frankenstein, à l'exception des troupes qui gardaient les places, et d'un corps de six bataillons et de vingt escadrons avec lesquels M. de Hautcharmoy faisait face à Esterhazy, ayant les forteresses de Cosel, de Brieg et de Neisse, où il pouvait se retirer en cas que la supériorité de l'ennemi l'y forçât.

CHAPITRE XIII.

Bataille de Friedeberg.[a] Marche en Bohême; ce qui s'y passa. Bataille de Soor. Retour des troupes en Silésie.

La situation du Roi était toujours scabreuse : la politique lui présentait des abîmes; la guerre, des hasards; et les finances, un épuisement de ressources presque total. C'est dans ces occasions où l'âme doit déployer sa force, pour envisager d'un œil ferme les dangers qui l'entourent; où il faut[b] ne se laisser point décontenancer par les fantômes de l'avenir, et se servir de tous les moyens qu'on peut avoir ou imaginer pour prévenir sa ruine, lorsqu'il en est encore temps; surtout ne pas s'écarter des principes fondamentaux sur lesquels on a établi son système militaire et politique. Le projet de campagne du Roi était réglé; cependant, pour ne rien négliger, il s'adressa à ses alliés. Il employa dans cette négociation tout le feu imaginable, pour essayer d'en tirer des secours. La France était la seule puissance dont il pût en attendre. Le Roi lui fit représenter l'impossibilité où il se trouvait de soutenir longtemps cette guerre, dont tout le fardeau s'affaissait sur lui : il la somma de remplir ses traités à la lettre; et, comme l'ennemi se préparait à faire une invasion dans ses États, il pressait Louis XV de lui payer des subsides, qu'il lui

[a] Hohenfriedeberg.

[b] Les mots *il faut*, ajoutés par les éditeurs de 1788, manquent dans le manuscrit original.

devait dans ce cas, ou de faire quelque diversion réelle, qui lui procurât quelque soulagement. Le ministère français parut peu touché de ces représentations; il les traita à la légère, et voulut que la bataille de Fontenoi et la prise de quelques places en Flandre passassent pour une diversion considérable. Le Roi s'adressa encore directement à Louis XV : il lui marqua le peu de satisfaction qu'il avait de la froideur des ministres de Versailles; qu'il se trouvait dans une situation désagréable et embarrassante, où il s'était mis par amitié pour Sa Majesté Très-Chrétienne; qu'il croyait que ce prince lui devait quelque retour pour l'avoir secondé dans un moment où les Autrichiens commençaient à faire des progrès en Alsace; que la bataille de Fontenoi et la prise de Tournai étaient à la vérité des événements glorieux pour la personne du Roi et pour les avantages de la France, mais que, pour l'intérêt direct de la Prusse, une bataille gagnée aux bords du Scamandre ou la prise de Pékin seraient des diversions égales. Le Roi ajouta que les Français occupaient à peine six mille Autrichiens en Flandre; et que le péril où il se trouvait, l'empêchait de se contenter de belles paroles, mais l'obligeait[a] à lui en demander instamment des effets plus réels. La comparaison du Scamandre et de Pékin déplurent au Roi Très-Chrétien; son humeur perça dans la lettre qu'il répondit au roi de Prusse, et celui-ci se piqua à son tour du ton de hauteur et de froideur qui caractérisait cette réponse.

Pendant ces petites altercations, nuisibles à l'union qui doit régner entre des alliés, les Autrichiens étaient à la veille de commencer leurs opérations de campagne. Cette armée, composée des troupes de la Reine et de celles de Saxe, s'approchait insensiblement des frontières de la Silésie. Les Autrichiens étaient venus de Königingrätz et des environs de Jaromircz; et les Saxons, de Bunzlau et de Königinhof : ils se joignirent à Trautenau, d'où ils avancèrent à Schatzlar. Ils ne pouvaient guère s'arrêter en chemin; on pouvait calculer leurs mouvements à peu de chose près : il était donc temps d'avertir à Landeshut le général Winterfeldt de se retirer à l'approche de l'ennemi, en se repliant sur le

[a] Ainsi que les éditeurs de 1788, nous avons ajouté *l'obligeait*, mot qui paraît avoir été oublié par l'Auteur.

corps de Du Moulin, et de poursuivre ensuite tous deux leur retraite jusqu'à Schweidnitz, en semant le plus adroitement qu'ils pourraient les préparatifs qu'on faisait pour abandonner le pied des montagnes, et pour se mettre sous le canon de Breslau. Le double espion dont nous avons parlé d'avance, recueillit avidement ces bruits, et se hâta de confirmer lui-même au prince de Lorraine la retraite des Prussiens, qu'il lui avait annoncée quelque temps auparavant. Les ruses servent souvent mieux à la guerre que la force : il ne faut pas les prodiguer où elles perdent leur mérite, mais en réserver l'usage pour les occasions importantes; et lorsque les nouvelles qu'on fait donner à l'ennemi flattent ses passions, on est presque sûr de l'entraîner dans le piége qu'on lui tend. Comme Winterfeldt et Du Moulin avaient une marche d'avance sur l'ennemi, ils se replièrent sur Schweidnitz sans avoir souffert dans cette marche.

L'armée du Roi quitta Frankenstein, et occupa, le 29 mai, le camp de Reichenbach, d'où elle n'avait qu'une petite marche jusqu'à Schweidnitz; elle passa cette forteresse le 1[er] de juin : les corps de Du Moulin et de Winterfeldt firent son avant-garde, et occupèrent la hauteur de Striegau en deçà du Striegauer-Wasser. M. de Nassau, avec son corps, garnit le Nonnenbusch, et l'armée se campa dans la plaine qui est entre Jauernick et Schweidnitz, de sorte qu'un terrain de deux milles qui sépare Striegau de Schweidnitz, était occupé par une ligne presque continue de troupes prussiennes : cette position mettait le Roi à portée de se procurer les plus grands avantages. Le général Wallis, qui commandait l'avant-garde des ennemis, et Nadasdy furent les premiers qui se présentèrent sur les hauteurs de Freybourg. Le prince de Lorraine avait pénétré en Silésie par Landeshut; de là, il avait poursuivi sa marche sur Reichenau, d'où il se transporta à Hohen-Hennersdorf.[a] Il pouvait de ce camp descendre dans la plaine par quatre chemins, savoir : Freybourg, Hohenfriedeberg, Schweinhaus et Kauder. Le Roi fut reconnaître ces environs, pour examiner les lieux et le terrain où il pourrait placer son armée, et il employa trois jours à faire préparer les chemins, afin qu'aucun empêchement n'arrêtât ses troupes, et qu'elles pussent

[a] Hohen-Helmsdorf.

voler à l'ennemi, lorsqu'il paraîtrait dans la plaine : c'était ôter au hasard tout ce que la prudence lui pouvait dérober.

Le 2 de juin, les généraux autrichiens et saxons tinrent conseil de guerre auprès du gibet de Hohenfriedeberg. Quoiqu'ils eussent de cette hauteur l'inspection sur toute la plaine, ils n'aperçurent que de petits corps de l'armée prussienne : la partie la plus considérable était couverte par le Nonnenbusch, et par des ravins, derrière lesquels on s'était placé exprès pour tenir l'ennemi dans l'ignorance des forces prussiennes, et pour le confirmer dans l'opinion où il était d'entrer dans un pays où il ne trouverait aucune résistance. Le prince de Lorraine choisit le village de Langenöls pour s'y camper le lendemain. Wenzel Wallis eut ordre de s'emparer en même temps du magasin de Schweidnitz avec son avant-garde, et de là il devait poursuivre les Prussiens à Breslau. Le duc de Weissenfels, avec ses Saxons, devait prendre Striegau, et de là se porter sur Glogau, pour y mettre le siége. Le prince de Lorraine avait oublié dans son projet qu'il aurait à combattre une armée de soixante-dix mille hommes, bien résolus à ne lui pas abandonner un pouce de terrain sans l'avoir défendu jusqu'à l'extrémité. Ainsi les desseins des Autrichiens et des Prussiens se croisaient, comme des vents contraires qui assemblent des nuages dont le choc produit la foudre et le tonnerre.

Le Roi visitait tous les jours ses postes avancés. Il était le 3 sur une hauteur,[a] devant le camp de Du Moulin, d'où on découvrait toute la campagne, les hauteurs de Fürstenstein et même un bout du camp autrichien près de Reichenau : le Roi s'y était arrêté assez longtemps, lorsqu'il aperçut une nuée de poussière qui s'élevait dans les montagnes, qui avançait et descendait dans la plaine, et qui allait en serpentant de Kauder à Rohnstock; la poussière tomba ensuite, et l'on aperçut distinctement l'armée des Autrichiens, qui était débouchée des montagnes sur huit grandes colonnes : leur droite s'appuyait au ruisseau de Striegau, et tirait de là vers Rohnstock et Hausdorf; les Saxons, qui faisaient la gauche, s'étendaient jusqu'à Pilgramshayn. M. Du Moulin reçut

[a] C'est le *Stanowitzer Fuchsberg,* situé entre Stanowitz, Oelse et Striegau, et appelé *notre observatoire* par le général de Stille dans *Les Campagnes du Roi,* p. 199.

aussitôt ordre de lever le camp à huit heures du soir, de passer le ruisseau de Striegau, et de se poster sur un rocher devant la ville, où il y a une carrière de topaze,[a] et qui en a pris le nom. L'armée se mit en mouvement le soir à huit heures, en filant sur la droite en deux lignes, et observant le plus grand silence; il était même défendu au soldat de fumer. La tête des troupes arriva à minuit auprès des ponts de Striegau, où l'on attendit que tous les corps fussent bien serrés ensemble.

Le 4 juin, à deux heures du matin, le Roi rassembla les principaux officiers de l'armée, pour leur donner la disposition du combat; nous l'omettrions, si tout ce qui a rapport à une bataille décisive, ne devenait de conséquence. Telle était cette disposition : «L'armée se mettra incessamment en marche par la droite sur deux lignes; elle passera le ruisseau de Striegau; la cavalerie se mettra en bataille vis-à-vis de la gauche de l'ennemi, du côté de Pilgramshayn; le corps de Du Moulin couvrira sa droite; la droite de l'infanterie se formera à la gauche de la cavalerie, vis-à-vis des bosquets de Rohnstock; la cavalerie de la gauche s'appuyera au ruisseau de Striegau, gardant au loin à son dos la ville de ce nom; dix escadrons de dragons et vingt de hussards qui composent la réserve, se posteront derrière le centre de la seconde ligne, pour être employés où il sera besoin; derrière chaque aile de cavalerie, un régiment de hussards se formera en troisième ligne, pour garantir le dos et le flanc de la cavalerie si le terrain va en s'élargissant, ou pour servir à la poursuite; la cavalerie chargera impétueusement l'ennemi l'épée à la main; elle

[a] Le mot de *topaze (Topasberg)* ne se rencontre que dans ce passage et à la page 113 : il ne se trouve dans aucun rapport sur la bataille de Hohenfriedeberg; et il n'est pas à la connaissance des personnes les mieux instruites de Striegau et des environs que jamais une de leurs montagnes se soit appelée ainsi. Dans la première rédaction de l'*Histoire de mon temps*, de 1746, cah. III, chap. 18, p. 16, le Roi appelle le mont Topaze «un rocher isolé proche de Striegau, dont «la cime domine toute la plaine et les environs» : description qui ne peut s'appliquer qu'au Mont Large *(der breite Berg)*; mais en racontant, deux pages plus bas, qu'il a établi sur le mont Topaze une batterie de six canons de vingt-quatre livres, on ne peut le rapporter qu'au grand mont des Renards près le village de Gräben *(der grosse Gräbener Fuchsberg)*, sur lequel, selon tous les rapports du temps, fut placée la batterie mentionnée, et où se trouve encore une vieille carrière de pierres.

ne fera point de prisonniers dans la chaleur de l'action; elle portera ses coups au visage; après avoir renversé et dispersé la cavalerie contre laquelle elle aura choqué, elle se retournera sur l'infanterie ennemie, et la prendra en flanc ou à dos, selon que l'occasion s'en présentera; l'infanterie prussienne marchera à grands pas à l'ennemi; pour peu que les circonstances le permettent, elle fondra sur lui avec la baïonnette; s'il faut charger, elle ne tirera qu'à cent cinquante pas; si les généraux trouvent quelque village sur les ailes ou devant le front de l'ennemi qu'il n'ait pas garni, ils l'occuperont et le borderont extérieurement d'infanterie, pour s'en servir, si les circonstances le permettent, à prendre l'ennemi en flanc; mais ils ne fourreront de troupes ni dans les maisons ni dans des jardins, pour que rien ne les gêne, et ne les empêche de poursuivre ceux qu'ils auront vaincus. »

Dès que chacun fut de retour à son poste, l'armée s'ébranla. A peine la tête commençait-elle à passer le ruisseau, que M. Du Moulin fit avertir qu'ayant aperçu de l'infanterie ennemie vis-à-vis de lui sur une éminence, il avait changé sa position; qu'il avait pris par sa droite, pour se former sur une hauteur opposée à l'autre, et par laquelle il débordait même la gauche de l'ennemi. C'était des Saxons qu'il voyait, et qui, ayant eu ordre de prendre la ville de Striegau, furent fort étonnés de trouver des Prussiens devant eux. Le Roi se hâta d'établir une batterie de six pièces de vingt-quatre sur ce mont Topaze, qui fut très-utile par la grande confusion qu'elle mit dans les ennemis. Les Saxons venaient avec tous leurs corps pour soutenir leur avant-garde, qui devait prendre Striegau: ils reçurent cette canonnade, à laquelle ils ne s'attendaient pas; en même temps, l'aile droite de la cavalerie prussienne se forma sous cette batterie, les gardes du corps joignant le corps de Du Moulin, et la gauche de l'aile aboutissait à ces bouquets de bois de Rohnstock. Les Prussiens, après deux charges consécutives, culbutèrent la cavalerie saxonne, qui s'enfuit à vau-de-route, et les gardes du corps taillèrent en pièces ces deux bataillons d'infanterie qui s'étaient présentés au commencement de l'affaire devant M. Du Moulin. Alors les grenadiers prussiens et le régiment d'Anhalt attaquèrent l'infanterie saxonne dans ces bouquets de bois où elle commençait à se former; ils les

poussèrent, et les délogèrent d'une digue où ils voulaient se reformer; de là ils traversèrent un étang pour attaquer la seconde ligne sur un terrain marécageux. Ce combat, plus meurtrier que le premier, fut terminé aussi vite : les Saxons furent encore obligés de prendre fuite. Leurs généraux rallièrent quelques bataillons en forme de triangle sur une hauteur, pour couvrir leur retraite; mais la cavalerie prussienne de la droite, déjà victorieuse, se présenta sur leur flanc, en même temps que l'infanterie prussienne déboucha du bois pour les assaillir; M. de Kalckstein vint encore avec quelques troupes de la seconde ligne, qui débordait de beaucoup les Saxons : ils virent l'extrémité où ils étaient; ils n'attendirent pas l'attaque, mais prirent honteusement la fuite. Les Saxons furent ainsi totalement battus, avant que la gauche de l'armée fût encore entièrement formée. Il se passa bien un gros quart d'heure avant que cette gauche s'engageât avec les Autrichiens.

L'on avait averti le prince de Lorraine à Hausdorf, où il avait son quartier, du feu de canon et des petites armes qu'on entendait : il crut bonnement que c'étaient les Saxons qui attaquaient Striegau, et n'en tint aucun compte; on lui dit enfin que les Saxons étaient en fuite, et que tous les champs en étaient semés; sur quoi, il s'habilla à la hâte, et ordonna à l'armée d'avancer. Les Autrichiens s'avançaient donc à pas comptés dans cette plaine qui est entre le ruisseau de Striegau et les bosquets de Rohnstock, et qui n'est coupée que par des fossés qui séparent les héritages des paysans. Dès que le prince Charles et le prince de Prusse furent à portée des ennemis, ils les chargèrent si vivement, qu'ils plièrent. Les grenadiers des Autrichiens se servirent avec intelligence de ces fossés dont nous avons fait mention, et ils auraient pu mettre de la règle dans leur retraite, si le régiment des gardes ne les eût chassés deux fois, la baïonnette aux reins. Le régiment de Hacke, celui de Bevern et tous ceux qui furent dans le feu, s'y distinguèrent par des actions de valeur. Comme il n'y avait plus d'ennemis devant la droite, le Roi lui fit faire un quart de conversion, pour se porter sur le flanc gauche et à dos des Autrichiens; cette droite brossa dans les bois et dans les marais de Rohnstock, et lorsqu'elle en sortit pour attaquer l'en-

nemi, la gauche des Prussiens avait déjà gagné un terrain considérable. La cavalerie de cette gauche avait essuyé un contretemps : à peine Kyau, avec sa brigade de dix escadrons, avait-il passé le pont du ruisseau de Striegau, qu'il se rompit. Kyau prit le parti d'attaquer la cavalerie ennemie avec la sienne; le général de Zieten le joignit avec la réserve, culbuta devant lui tout ce qui voulut lui résister, et donna à M. de Nassau qui commandait cette gauche, le temps de la faire passer à gué. Dès que M. de Nassau eut formé son aile, il donna sur ce qu'il y avait encore de cavalerie ennemie devant lui et la mit en déroute. Le général Polentz contribua beaucoup à ce succès : il s'était glissé avec son infanterie dans le village de Fehebeutel, d'où il enfilait la cavalerie autrichienne; quelques charges qu'elle reçut en flanc, la mirent en confusion et préparèrent sa défaite. M. de Gessler, qui commandait la seconde ligne, voyant qu'il n'y avait là aucun laurier à cueillir, se tourna vers l'infanterie prussienne; et voyant les Autrichiens en confusion, il fit faire une ouverture à l'infanterie, la passa; et, se formant sur trois colonnes, il fondit sur ces Autrichiens avec une vivacité incroyable : les dragons en massacrèrent un grand nombre; ils firent prisonniers vingt et un bataillons [a] des régiments de Marschall, Grünne, Thüngen, Daun, Kolowrat, Wurmbrand [b] et d'un régiment encore dont le nom nous manque; beaucoup en furent tués; ils prirent pourtant quatre mille prisonniers et soixante-six drapeaux. Un fait aussi rare, aussi glorieux, mérite d'être écrit en lettres d'or dans les fastes prussiens. Un général de Schwerin, [c] cousin de celui de

[a] Dans le brevet daté du 31 juillet 1745, par lequel le lieutenant-général de Gessler fut nommé comte, il est relaté qu'il détruisit vingt bataillons ennemis, et prit soixante-sept drapeaux. Les armoiries de Chasot, major au régiment de dragons du margrave de Baireuth, ne portent que le chiffre de soixante-six drapeaux.

[b] La brigade du Feld-Zeugmeister baron de Thüngen, qui fut détruite par le général Gessler, se composait des régiments de Marschall, Grünne, Thüngen, Daun, Kolowrat, Maximilien de Hesse, et Bade-Bade. Le Roi a oublié de mentionner ces deux derniers; et, d'après l'*Ordre de bataille* autrichien, le régiment de Wurmbrand, qu'il cite comme ayant pris part à ce combat, n'assista pas à la bataille de Hohenfriedeberg. Voyez *Oestreichische militärische Zeitschrift.* Wien, 1825, t. III, p. 31.

[c] Othon-Martin de Schwerin, qui se distingua d'une manière si brillante à la bataille de Hohenfriedeberg comme commandeur en chef du régiment de Bai-

Jägerndorf,[a] et une infinité d'officiers que leur grand nombre nous empêche de nommer, s'y firent un nom immortel. Cette belle action se fit en même temps que la droite des Prussiens se portait sur le flanc du prince de Lorraine; cela rendit la confusion de ses troupes totale : tout se débanda et s'enfuit dans le plus grand désordre vers les montagnes. Les Saxons prirent leur retraite par Seifersdorf; le corps de bataille des Autrichiens se sauva par Kauder; et leur aile, par Hohenfriedeberg, où, pour leur bonheur, Wallis et Nadasdy étaient venus pour couvrir leur retraite : les Prussiens les poursuivirent jusque sur les hauteurs de Kauder, où ils s'arrêtèrent pour prendre quelque repos.

Les trophées que les Prussiens remportèrent en cette journée consistèrent, en fait de prisonniers, en quatre généraux, deux cents officiers et sept mille hommes; en fait de drapeaux, timbales, canons, etc. en soixante-seize drapeaux, sept étendards, huit paires de timbales et soixante canons. Le champ de bataille était jonché de morts; les ennemis y perdirent quatre mille hommes, parmi lesquels il y avait quelques officiers de marque. La perte de l'armée prussienne en morts et blessés allait à peine à dix-huit cents hommes. Quelques officiers, qui devinrent dans cette journée les victimes de la patrie, en méritèrent les regrets : parmi eux on compte le général Truchsess,[b] les colonels Massow, Kahlbutz et Düring.[c]

reuth dragons, était alors colonel; mais il fut nommé général-major, en juillet 1745, par brevet daté du 29 novembre 1743.

Le régiment de dragons du margrave Frédéric de Baireuth, n° 5, est à présent le 2[e] régiment de cuirassiers, appelé *Königinn*.

[a] Voyez ci-dessus, p. 106.

[b] Frédéric-Sébastien-Wunibald comte Truchsess-Waldbourg, lieutenant-général et chevalier de l'Aigle noir, chef du régiment d'infanterie n° 13 : il naquit en Prusse en 1689. Voyez t. II, p. 112.

[c] Frédéric-Guillaume-Adolphe de Düring était capitaine dans le 1[er] bataillon de la garde, avec le titre de lieutenant-colonel.

Dans son *Épître à Stille* le Roi dit :

«Schwerin, Truchsess, Düring, vous perdîtes la vie;
Votre sort glorieux est digne qu'on l'envie.»

Félix-Bogislas de Schwerin, colonel de la garde, qui se trouve célébré dans ces vers comme l'une des victimes de Hohenfriedeberg, est passé sous silence

Ce fut là la troisième bataille qui se donna pour décider à qui appartiendrait la Silésie, et ce ne fut pas la dernière : quand les souverains jouent pour des provinces, les hommes sont les jetons qui les payent. La ruse prépara cette action, et la valeur l'exécuta. Si le prince de Lorraine n'avait pas été trompé par ses espions, qui l'étaient eux-mêmes, il n'aurait jamais donné aussi grossièrement dans le piége qui lui était préparé; ce qui confirme la maxime, de ne jamais s'écarter des principes que l'art de la guerre prescrit, et de la circonspection qui doit obliger tout général qui commande à suivre invariablement les règles que la sûreté exige pour l'exécution de ses projets. Quand même tout semble favoriser les projets que l'on médite, le plus sûr est toujours de ne pas assez mépriser son ennemi pour le croire incapable de résistance. Le hasard conserve toujours ses droits : dans cette action même, un quiproquo pensa devenir funeste aux Prussiens. Au commencement du combat, le Roi tira dix bataillons de la seconde ligne sous les ordres du lieutenant-général de Kalckstein, pour renforcer le corps de Du Moulin, et il envoya un de ses aides de camp pour avertir le margrave Charles de prendre le commandement de la seconde ligne d'infanterie dans l'absence de M. de Kalckstein. Cet officier peu intelligent dit au Margrave de renforcer la seconde ligne avec sa brigade qui était à l'extrémité de la gauche. Le Roi s'aperçut à temps de cette bévue, et il la redressa avec promptitude. Si le prince de Lorraine avait profité de ce faux mouvement, il aurait pu prendre en flanc la gauche des Prussiens, qui n'était pas encore appuyée au ruisseau de Striegau : tant le sort des États et la réputation des généraux tient à peu de chose; un seul instant décide de la fortune. Mais il faut avouer, vu la valeur des troupes qui combattirent à Friedeberg, que l'État ne courait aucun risque; il n'y eut aucun corps de repoussé : de soixante-quatre bataillons, vingt-

dans le manuscrit de l'*Histoire de mon temps*, bien qu'il ait été blessé mortellement à cette même bataille.

Le colonel Gaspard-Frédéric de Kahlbutz était commandeur d'un bataillon de grenadiers.

Ewald-Wedig de Massow, colonel dans le régiment d'infanterie du général-major comte de Hacke, n° 1 de la *Stammliste* de 1806.

sept seulement furent au feu, et remportèrent la victoire. Le monde ne repose pas plus sûrement sur les épaules d'Atlas, que la Prusse sur une telle armée.

Il ne doit pas paraître surprenant que l'on ne poursuivit pas les Autrichiens avec plus d'ardeur. La nuit du 3 au 4 avait été employée à marcher à l'ennemi; la bataille, quoique courte, avait été une suite d'efforts continuels; les munitions de guerre étaient épuisées; les équipages et les munitions de guerre et de bouche étaient à Schweidnitz : il fallait les conduire à l'armée; l'arrière-garde du prince de Lorraine était composée des corps de Wallis et de Nadasdy, qui n'avaient point combattu : ils occupaient les hauteurs de Hohenfriedeberg, dont il aurait été téméraire de vouloir les déloger; les Prussiens occupaient la hauteur de Kauder; mais celle de Hohenfriedeberg était à leur gauche : il ne fallait donc pas perdre par une fougue d'imprudence ce qu'on avait gagné par sagesse.

Le lendemain, MM. Du Moulin et Winterfeldt furent détachés à la poursuite de l'ennemi; ils atteignirent le prince de Lorraine auprès de Landeshut. Ce prince ne les attendit pas : il leva son camp à leur approche, et chargea Nadasdy de couvrir sa retraite. Winterfeldt attaqua ce dernier, le tourna en fuite, et le poursuivit jusqu'aux frontières de la Bohême, après lui avoir tué deux cents hommes et fait cent trente prisonniers. M. Du Moulin occupa le camp même que les Autrichiens venaient d'abandonner.

Après cette victoire, le Roi rappela Cagnoni, son ministre, de Dresde. Bülow, accrédité à Berlin du roi de Pologne, fut obligé d'en partir, ainsi qu'un résident de Saxe, de Breslau : le Roi déclara qu'il regardait l'invasion des Saxons en Silésie comme une rupture ouverte.

L'armée suivit, le 6, le corps de Du Moulin, et se porta sur Landeshut. Lorsque le Roi y arriva, il fut entouré d'une troupe de deux mille paysans, qui lui demandèrent la permission d'égorger tout ce qui était catholique dans cette contrée. Cette animosité venait de la dureté des persécutions que les protestants avaient souffertes de ces curés dans les temps autrichiens, où l'on avait ôté les églises aux luthériens, pour y mettre des prêtres catholiques, qui étaient les seuls de leur religion dans tout le

village. Le Roi était bien éloigné de leur accorder une permission aussi barbare : [a] il leur dit qu'ils devaient plutôt se conformer aux préceptes de l'Écriture, bénir ceux qui les offensaient, prier Dieu pour ceux qui les persécutaient, pour hériter le royaume des cieux. Les paysans lui répondirent qu'il avait raison, et se désistèrent de leur cruelle prétention.

L'avant-garde avança à Starkstadt, où elle apprit que les ennemis avaient quitté Trautenau, et défilaient à Jaromircz; sur cela, elle se posta à Skalitz. L'armée prit le chemin de Friedland et de Nachod, qui lui était plus commode pour les subsistances; après quoi, elle déboucha des montagnes, et se déploya le long de la Mettau, petit ruisseau dont les bords sont escarpés, qui vient de Neustadt, et va se jeter dans l'Elbe auprès de Pless.

Le camp des Autrichiens était derrière l'Elbe, entre Smirschitz et Jaromircz. Nadasdy, dont le corps était environ de six mille hommes, fit mine de vouloir disputer à l'avant-garde prussienne le passage de la Mettau; mais M. de Lehwaldt chassa les Hongrois sans effusion de sang, passa le ruisseau, et se campa à un quart de mille à l'autre bord.

Le lendemain, l'avant-garde fut renforcée de onze bataillons, et elle se porta à Kralowa-Lhota, d'où le Roi, se mettant à sa tête, poussa jusqu'à Königingrätz, et occupa le terrain entre Russek, qui est vers l'Elbe, et Divetz, qui est sur l'Adler, ruisseau qui vient des montagnes de Glatz et se jette dans l'Elbe auprès de Königingrätz. L'armée, sous le commandement du prince Léopold, se campa à un quart de mille derrière l'avant-garde. Ces mouvements obligèrent le prince de Lorraine à s'approcher de Königingrätz. Il se posta sur une hauteur au confluent de l'Adler et de l'Elbe, vis-à-vis des Prussiens : il avait appuyé sa droite à un marais, sa gauche se recourbait vers Pardubitz, et à son dos il avait une forêt profonde de deux milles, qui s'étend

[a] 'Ce fait n'est pas mentionné dans la première rédaction du Roi, de 1746; il manquait également dans le corps de la seconde rédaction, de 1775, mais il y fut intercalé plus tard au moyen d'un renvoi indiqué à la marge : ce passage est écrit de la main de l'Auteur même, sur une demi-feuille d'un papier peu différent du reste du manuscrit.

vers Holitz. Ce prince avait établi, moyennant trois ponts sur l'Adler, sa communication avec Königingrätz, où il tenait un détachement de huit cents hommes; il fit élever une redoute devant la ville sur une petite hauteur qui en défendait l'approche aux Prussiens. Sa position était inattaquable : le Roi se borna donc à garnir d'infanterie les villes de Jaromircz et de Smirschitz, pour tenir l'Elbe par des détachements de dragons et de hussards, et pour assurer et protéger ses fourrages. A voir ces deux armées rangées autour de Königingrätz, on aurait dit que c'était un même corps qui en formait le siége. Cependant l'avant-garde et la bataille des Prussiens étaient si avantageusement placées, qu'il aurait été impossible à l'ennemi de les entamer. On aurait pu tenter quelque entreprise sur Königingrätz, et il aurait été possible de prendre la ville; mais qu'aurait-on gagné? La ville n'avait ni fortifications, ni magasins, et l'on aurait été obligé de l'abandonner tôt ou tard; ç'aurait été une effusion de sang inutile.

Ceux qui ne jugeaient que superficiellement des choses, croyaient que, dans cette heureuse situation, le Roi devait changer le projet de campagne qu'il avait fait à Neisse, et que ses vues devaient s'étendre avec sa fortune. Il n'en était pas ainsi cependant. La bataille de Friedeberg avait sauvé la Silésie; l'ennemi était battu; mais il n'était pas détruit : cette bataille n'avait pas aplani les montagnes de la Bohême, par lesquelles étaient obligés de passer les vivres pour l'armée. On avait perdu, l'année 1744, les caissons des vivres; les subsistances ne pouvaient donc arriver au camp que sur des chariots de paysans de la Silésie. Depuis le départ du Margrave de la Haute-Silésie, les Hongrois avaient surpris la forteresse de Cosel, et ils étendaient leurs courses jusqu'au voisinage de Schweidnitz et de Breslau; ils allaient se porter sur les derrières de l'armée, et en intercepter les subsistances; d'ailleurs le Roi ne pouvait s'éloigner qu'à dix milles d'Allemagne de Schweidnitz, d'où il ne recevait des vivres que de cinq en cinq jours : s'il avait voulu transporter le théâtre de la guerre en Saxe, il abandonnait la Silésie à la discrétion des Autrichiens. Tant de considérations importantes firent que ce prince resta ferme dans son premier projet, c'est-à-dire de manger les

frontières de la Bohême, pour empêcher l'ennemi d'y pouvoir hiverner.

Les Français firent encore quelques tentatives auprès du roi de Pologne, lui présentant toujours pour amorce la couronne impériale, à laquelle il avait renoncé depuis longtemps. La seule négociation qui convînt alors aux Prussiens, c'était celle avec l'Angleterre : ce n'était qu'elle qui pouvait ménager une paix avec la reine de Hongrie. Le roi d'Angleterre était alors à Hanovre, et il avait mené le lord Harrington avec lui : le jeune comte de Podewils, qui était ministre à la Haye, reçut ordre de se rendre à Hanovre pour sonder le terrain, et voir dans quelles dispositions étaient le lord Harrington et la cour.

Pour ce qui regardait les opérations de la guerre, il fut résolu de se soutenir le plus longtemps qu'il serait possible en Bohême; de choisir avec soin les meilleurs camps qu'on pourrait trouver; de ne point exposer les troupes, d'autant plus que M. de Nassau allait être détaché pour la Haute-Silésie afin de reprendre Cosel; et d'affecter en toutes les occasions les démonstrations d'une guerre offensive, pour en imposer à l'ennemi, et lui cacher le véritable dessein que l'on avait de ne rien donner au hasard. M. de Nassau partit le 25 de juin, avec douze mille hommes, pour la Haute-Silésie; il passa par Glatz et Reichenstein, et rejeta d'abord les Hongrois sur Neustadt, dont il les délogea avec perte de leur côté; il s'avança ensuite à Cosel, et fit tous les préparatifs du siége. Cette place avait été prise par la perfidie d'un officier de la garnison qui déserta : ce traître apprit aux ennemis que le fossé n'était pas perfectionné, et qu'il était guéable sur l'angle d'un bastion qu'il leur indiqua. Il conduisit deux mille pandours, passa le fossé, escalada le bastion et la place, dont Foris était commandant; il y eut quelque monde de massacré; le reste, au nombre de trois cent cinquante hommes, fut fait prisonnier : cela arriva deux jours après que le Margrave eut évacué la Haute-Silésie.

Pendant que M. de Nassau était ainsi occupé dans la Haute-Silésie, le Roi mettait tous ses soins à faire subsister les troupes. Pour cet effet, il détacha sa grosse cavalerie vers Opotschna, qui était à un demi-mille à la gauche des deux corps de l'armée prus-

sienne : toutes les nuits cette cavalerie donnait l'alarme au prince de Lorraine, pour éprouver sa contenance, souvent assez mauvaise, et pour le confirmer dans l'opinion que le Roi méditait quelque grand dessein, qu'il exécuterait à l'improviste. Les Autrichiens furent entretenus dans ces inquiétudes pendant quatre semaines. Le Roi avait sur sa gauche un détachement à Hohenbruck, et par les jalousies que ce camp donnait aux ennemis, ils prenaient quelques inquiétudes pour leurs derrières. Réellement les Prussiens pouvaient se porter sur Reichenau et sur Hohenmauth, et le prince de Lorraine se serait vu contraint de couvrir la Moravie, d'où il tirait ses vivres. Ses magasins étaient établis en échelons : le plus proche était celui de Pardubitz; derrière celui-là venait celui de Chrudim; et, plus vers la Moravie, celui de Teutsch-Brod. Si cette marche se fût exécutée, elle dérangeait toute l'économie des Autrichiens; elle mettait l'armée du Roi dans un pays abondant, car elle pouvait tirer ses farines de Glatz, au lieu de les faire venir de Schweidnitz, ce qui était égal. Si le Roi préférait d'agir vers sa droite, il pouvait passer l'Elbe non loin de Smirschitz, et prendre le camp de Chlum, qui était bon et très-avantageux; il avait derrière lui de grandes plaines, qui fournissaient des fourrages en abondance : il donnait de là des jalousies aux Autrichiens sur Pardubitz, et coupait en quelque façon la communication des Saxons avec la Lusace. Ce dernier parti trouva la préférence sur le premier, surtout à cause des Saxons, le Roi ayant eu vent que le comte de Brühl méditait quelque dessein sur la Marche électorale.

Pour mieux cacher ses vues à l'ennemi, le Roi détacha M. de Winterfeldt avec trois mille hommes au camp de Reichenau, en même temps que l'armée fit un mouvement sur sa droite pour passer l'Elbe non loin de Jaromircz, où tous ses détachements la rejoignirent. La grande armée appuya sa droite à un bois au delà de Chlum, où l'on pratiqua un abatis; sa gauche s'appuyait à l'Elbe auprès du village de Néchanitz, ayant l'avantage des hauteurs et du glacis d'un bout du camp à l'autre. M. Du Moulin repassa la Mettau avec six bataillons et quarante escadrons, et se posta à Skalitz, pour assurer la communication des vivres entre Jaromircz et Neustadt, où il y avait un bataillon en garnison.

Peut-être le premier projet dont nous avons parlé aurait-il été meilleur que celui qu'on exécuta. On a su depuis, que le duc de Weissenfels n'aurait pas suivi le duc de Lorraine sur les frontières de la Moravie. De Reichenau à Glatz il n'y a que cinq milles, au lieu qu'il y en avait dix de Chlum à Schweidnitz, ce qui rendait le transport des vivres plus laborieux et plus difficile; mais les hommes font des fautes, et celui qui en fait le moins, a des avantages sur ceux qui en font plus que lui.

Tout le temps que l'armée séjourna à Chlum, ce ne fut que fourrages de la part des deux armées, et des partis de part et d'autre pour les empêcher. De tous les officiers autrichiens il n'y eut que le seul colonel Dessewffy qui se signalât à la petite guerre : il fit quelques prises, que M. de Fouqué vengea par les partis qu'il envoyait de Glatz sur les derrières de l'armée autrichienne, et qui les désolaient par de fréquentes prises qu'ils faisaient sur eux.

Il y avait un poste détaché à Smirschitz, qui mit un nouveau stratagème en usage pour intimider les Hongrois qui venaient souvent tirer sur une redoute et sur une sentinelle placée proche du pont de l'Elbe; c'est une plaisanterie qui délassera le lecteur de la gravité des matières qu'il a sous les yeux. Quelques sentinelles ayant été blessées par des pandours, les grenadiers de Kalckstein s'avisèrent de faire un mannequin, de l'habiller en grenadier, et de le placer à l'endroit où était la sentinelle; ils remuaient cette poupée par le moyen de cordes, de sorte qu'à une certaine distance on la prenait pour un homme; ils s'embusquèrent en même temps dans des broussailles voisines. Les pandours arrivent, et tirent; le mannequin tombe, les voilà qui veulent se jetter dessus; en même temps part un feu très-vif des broussailles, les grenadiers se jettent sur eux, et font prisonniers tous ceux qu'ils avaient blessés : depuis ce temps-là ce poste fut tranquille.

Mais revenons à des objets plus importants. Depuis la bataille de Friedeberg, le prince de Lorraine n'avait cessé d'importuner la cour pour qu'elle le renforçât. On lui envoya alors huit régiments, tirés en partie de la Bavière, de l'armée du Rhin, et de la garnison de Fribourg, dont l'échange venait de se faire avec les

Français; mais en même temps que ces secours arrivèrent, le duc de Weissenfels le quitta, ne lui laissant que six mille Saxons, au lieu de vingt-quatre mille qu'il y avait. Voici la raison de cette retraite. Le Roi avait été informé que le roi de Pologne était en négociation avec les Bavarois, pour prendre, moyennant des subsides, six mille hommes de ses troupes à son service: ces troupes auraient pu porter une diversion funeste dans le Brandebourg. Les voies d'accommodement étaient fermées en Saxe; la seule façon de contenir cette cour était de l'intimider. Pour cet effet, le prince d'Anhalt rassembla ses troupes auprès de Halle; il fut renforcé par quatre régiments d'infanterie et trois de cavalerie que M. de Gessler lui mena de Bohême. Les Saxons pouvaient s'attendre que le prince d'Anhalt agirait offensivement contre eux; ce corps était assez fort pour les subjuguer. Un manifeste parut en même temps, dans lequel on publiait que le Roi, ayant devant lui l'exemple de la reine de Hongrie, qui avait traité en ennemis les alliés et les troupes auxiliaires du défunt Empereur, à savoir: les Hessois, les Palatins et les Prussiens, que le Roi, dis-je, se croyait autorisé à traiter également en ennemis les Saxons, auxiliaires de la reine de Hongrie, et à leur faire éprouver tout le mal qu'ils avaient fait ou médité de faire aux États du Roi. Le prince d'Anhalt avait déjà le bras levé; il allait frapper, lorsque la signature de la convention de Hanovre[a] suspendit le coup qu'il allait porter.

Il faut se souvenir que les Français n'avaient accompli aucun des articles du traité de Versailles; qu'ils déniaient tout secours aux Prussiens; que la retraite du prince de Conti abandonnant le trône impérial au premier occupant, les Français rompaient tous les liens qui les unissaient aux princes d'Allemagne. Il faut joindre à ces raisons une raison plus irrésistible, l'épuisement total des finances. Ces motifs portèrent le Roi à négocier la paix: la convention de Hanovre avait pour base la paix de Breslau, et le roi George s'engageait de plus d'en procurer la garantie à la paix générale par toutes les puissances de l'Europe; le Roi promettait, de son côté, de donner un acte de recognition de la

[a] La convention de Hanovre fut conclue par les ambassadeurs des deux puissances le 26 août 1745.

dignité impériale dévolue au grand-duc de Toscane. George, après avoir été longtemps balloté entre ses ministres de Hanovre et le lord Harrington, signa ce traité le 22 septembre. Il paraissait alors que la pacification de l'Empire suivrait immédiatement la convention de Hanovre; mais il ne suffisait pas d'avoir calmé les passions du roi d'Angleterre : il y avait des ennemis plus irréconciliables qui voulaient abattre la puissance naissante des Prussiens. Brühl à Dresde, et Bartenstein à Vienne croyaient que le moment en était venu, et ils voulaient profiter des circonstances qu'ils croyaient leur être favorables. La couronne impériale rehaussait la fierté de la cour de Vienne, et le désir de partager les dépouilles d'un ennemi donnait de la fermeté à la cour de Dresde.

Il sera peut-être nécessaire, pour l'intelligence des faits, de rapporter de quelle manière la dignité impériale retourna à la nouvelle maison d'Autriche. Depuis la paix de Füssen, le comte de Ségur avait pris le chemin du Neckar, pour se joindre au prince de Conti; M. de Batthyani le suivit, et traversa l'Empire, pour se joindre au corps du duc d'Aremberg, qui avait son quartier à Weilbourg. La France aurait dû dans ce moment faire les derniers efforts pour empêcher cette jonction; mais elle n'agissait pas de bonne foi. Le prétexte de la guerre était d'empêcher que la dignité impériale ne rentrât dans la nouvelle maison d'Autriche : la France aurait donc dû se mettre en force pour soutenir les environs de Francfort, ce qui l'aurait rendue maîtresse de l'élection; il fallait autoriser le prince de Conti à chasser le duc d'Aremberg de ce voisinage, et empêcher surtout sa jonction avec M. de Batthyani, ce qui donnait une supériorité marquée aux Autrichiens sur les Français. Louis XV et le prince de Conti avaient souvent assuré le Roi, dans leurs lettres, qu'au risque d'une bataille ils s'opposeraient à l'élection du Grand-Duc; c'étaient de belles paroles : la bataille ne se donna point. Le prince de Conti fut obligé de détacher quinze mille hommes pour la Flandre. Le comte de Traun eut le commandement de l'armée de l'Empire : il détacha Bärenklau, et lui fit passer le Rhin à Biberich. Le prince de Conti en prit l'alarme : il fit sauter son pont d'Aschaffenbourg, rompre celui de Höchst, et se retira à Gérau sur le

Rhin. Le Grand-Duc se rendit en personne à son armée; Traun passa le Main à Flörsheim; Bärenklau défit quelques compagnies franches du prince de Conti auprès d'Oppenheim. Sur cela, les Français n'y tinrent plus : le prince de Conti repassa le Rhin à Gernsheim et à Rhein-Türkheim. Son équipage fut pris par les ennemis, qui l'inquiétèrent fort dans sa retraite; il prit le camp de Worms derrière le ruisseau d'Osthofen,[a] se retira de là à Mutterstadt, où il finit une campagne peu glorieuse pour les armes françaises.

La retraite du prince de Conti fut le signal qui fit éclater l'esprit de vertige des princes de l'Empire et leur attachement pour la maison d'Autriche. On doit s'étonner avec raison, en considérant la hauteur et le despotisme que cette maison avait employés dans le gouvernement de l'Allemagne, qu'il se trouvât d'assez vils esclaves pour aimer la dureté de son joug; et cependant le grand nombre était de ce parti. Le roi d'Angleterre avait à ses gages tout le collége électoral; il était maître de la diète de l'Empire. L'électeur de Mayence devait sa fortune à la maison d'Autriche, et n'était que l'organe de ses volontés. C'est un ancien usage que le doyen du collége électoral invite les électeurs à la diète d'élection. Après la mort de Charles VII, l'électeur de Mayence s'acquitta de ce devoir, et fixa l'ouverture de la diète au 1er de juin. Le baron d'Erthal, chargé de cette ambassade, se rendit à Prague, et fit la même invitation au royaume de Bohême qu'aux autres électeurs; ce qui était contraire aux décisions de la dernière diète, qui portait qu'on laisserait dormir la voix de Bohême.

On avait craint au commencement de l'année 1745, tant à Vienne qu'à Hanovre, que l'armée du prince de Conti n'empêchât à Francfort les partisans du grand-duc de Toscane de lui donner leurs voix, et l'on avait jeté les yeux sur la ville d'Erfurt pour y assembler la diète; ce qui était contraire aux lois fondamentales du corps germanique, surtout à la bulle d'or : la pusillanimité des Français sauva la reine de Hongrie de cette transgression. La diète de l'Empire s'assembla donc à Francfort le 1er de juin. La France donna l'exclusion au Grand-Duc; mais l'armée du

[a] Osthofen est un bourg non loin de Rhein-Türkheim; il est situé sur un ruisseau qui se jette dans le Rhin au-dessous de Worms.

prince de Conti, qui devait appuyer cette déclaration, était déjà disparue : c'était un aveu tacite de son impuissance, qui lui aliéna le cœur de tous ses alliés. Les ministres de Brandebourg et de l'Électeur palatin remirent un mémoire à la diète, lequel demandait l'examen de trois points : 1° si les ambassadeurs invités par l'électeur de Mayence étaient habiles pour donner leur suffrage? 2° si leurs cours avaient toute la liberté requise selon la bulle d'or? 3° si quelques-uns ne s'en étaient pas privés eux-mêmes, ou par des promesses, ou par vénalité? Le premier de ces points regardait l'ambassadeur de Bohême, qui ne devait point être admis ; le second désignait l'ambassadeur palatin, dont le secrétaire avait été enlevé par les Autrichiens aux portes de Francfort ; et presque tout le collége électoral se trouvait dans le troisième cas. Ils finirent en protestant contre l'assemblée de la diète, qui serait censée illégale jusqu'au redressement de ces griefs, et se retirèrent. Comme une mauvaise démarche en entraîne une autre, la cabale autrichienne passa par-dessus toutes les bienséances ; et, sans avoir égard pour ces protestations, le jour de l'élection fut déterminé au 13 de septembre. Le Brandebourgeois et le Palatin se retirèrent à Hanau, en protestant contre cette assemblée illicite et schismatique, dont les résolutions et les opérations devaient être regardées comme nulles.

Le Grand-Duc fut élu le 13 de septembre, au grand contentement du roi d'Angleterre et de la reine de Hongrie. Restait à savoir s'il convenait mieux au Roi de reconnaître simplement le nouvel Empereur, ou de lui rompre entièrement en visière, en déclarant qu'il ne reconnaissait ni élection ni élu. Ce prince tint un juste milieu entre ces deux partis : il garda un profond silence, parce qu'il ne pouvait mettre la France en action pour renverser ce qui s'était fait à Francfort, et qu'en second lieu reconnaître l'Empereur sans nul besoin, ç'aurait été se priver à la paix du mérite d'une complaisance qu'on pouvait alors faire valoir.

La reine de Hongrie jouissait déjà paisiblement à Francfort du spectacle de cette couronne impériale qu'elle avait placée avec tant de peine sur la tête de son époux ; elle laissait la représentation à l'Empereur, et réservait pour elle l'autorité ; même elle n'était pas fâchée qu'on remarquât que le Grand-Duc était le

fantôme de cette dignité, et qu'elle en était l'âme. Cette princesse fit trop éclater sa morgue et sa hauteur pendant son séjour à Francfort: elle traitait les princes comme ses sujets; elle fut même plus qu'impolie envers le prince Guillaume de Hesse.[a] Elle annonçait ouvertement dans ses discours qu'elle perdrait plutôt son cotillon que la Silésie; elle disait du roi de Prusse qu'il avait quelques qualités, mais qu'elles étaient ternies par l'inconstance et par l'injustice. Par le moyen d'émissaires secrets, le Roi avait fait lâcher à Francfort quelques propos de paix, mais qui furent tous rejetés. La fermeté de l'Impératrice se changeait quelquefois en opiniâtreté : elle était comme enivrée de la dignité impériale qu'elle venait de remettre dans sa maison; elle n'était occupée que de perspectives riantes, et elle croyait déroger à sa grandeur en entrant en négociation d'égal à égal avec un prince qu'elle accusait de rébellion. A ce motif de vanité se joignaient des raisons d'État plus solides. Depuis Ferdinand I[er] les principes de la maison d'Autriche tendaient à établir le despotisme en Allemagne: rien n'était donc plus contraire à ce dessein, que de souffrir qu'un électeur s'accrût trop en puissance; qu'un roi de Prusse, fortifié des dépouilles de l'empereur Charles VI, employant ses forces contre l'ambition autrichienne, soutînt contre elle avec trop d'efficace les libertés du corps germanique.

Voilà les véritables raisons qui empêchèrent la cour de Vienne d'accéder au traité de Hanovre. Le roi de Pologne avait des raisons différentes : son objet principal était de conserver la couronne de Pologne dans sa maison, et pour l'assurer davantage, il croyait, par cette guerre, gagner une communication de la Saxe en Pologne par la Silésie; il ambitionnait de posséder le duché de Glogau, ou plus même, s'il pouvait l'obtenir; et Brühl qui jugeait le roi de Prusse aux abois, ne voulait point le resserrer à composition. Les espérances bien ou mal fondées de ces deux cours empêchèrent que la convention de Hanovre ne fût alors changée en paix entre ces trois puissances belligérantes. Cependant le roi d'Angleterre se flattait qu'à force d'insister sur la même chose, il rangerait enfin l'Impératrice et le roi de Pologne à son

[a] Le prince Guillaume de Hesse était du parti de l'empereur Charles VII. Voyez p. 15.

sentiment; les espérances qu'il en fit au roi de Prusse, firent suspendre l'expédition de Saxe. Dans ces circonstances, d'ailleurs, il n'aurait pas été convenable d'embrouiller les affaires plus qu'elles ne l'étaient déjà, et d'entamer une nouvelle guerre. Cette modération que le Roi mit dans sa conduite, ne pouvait tourner qu'à la confusion de ses ennemis, qui tâchaient, en calomniant les démarches de ce prince, d'attirer sur lui la haine des souverains de toute l'Europe.

Ces mesures que l'on voulait garder avec la Saxe, n'empêchaient pas de pousser la guerre avec vigueur contre l'Impératrice-Reine. On se trompe lorsqu'on croit fléchir son ennemi en le ménageant les armes à la main : les victoires seules le forcent à la paix. C'est ce qui fit qu'on pressa les opérations de M. de Nassau. Cosel lui opposa une faible résistance : il ouvrit la tranchée du côté de la basse Oder; le feu prit par accident à quelques maisons, ce qui obligea le commandant à se rendre le 6 de septembre. M. de Nassau y fit prisonniers trois mille Croates, et ne perdit au siége que quarante-cinq Prussiens. Ce général, après avoir ravitaillé la ville et y avoir laissé une garnison de douze cents hommes, se porta sur Troppau avec sa petite armée, d'où ses partis mirent à contribution quelques cercles de la Moravie; il eut de petites affaires avec les Hongrois, dont il sortit toujours avec avantage et avec gloire.

Mais il est temps de retourner en Bohême, où nous avons laissé l'armée prussienne au camp de Chlum, et celle des Autrichiens à celui de Königingrätz. Les ennemis tentèrent deux fois d'emporter de vive force la petite ville de Neustadt, où commandait le major Tauentzien; mais ils furent toujours repoussés par la valeur de ce digne officier. Ce poste était très-important, parce qu'il assurait la communication de la Silésie. Le prince de Lorraine, qui se croyait plus fort par les secours qu'il avait reçus, qu'affaibli par le départ des Saxons, passa l'Adler, et s'établit dans le camp que les Prussiens avaient eu entre Königingrätz et Kralowa-Lhota. Les Prussiens firent un mouvement en conséquence : ils mirent l'Elbe devant leur front, leur droite à Smirschitz, et leur gauche à Jaromircz. M. Du Moulin garda son poste de Skalitz, et le général Lehwaldt occupa la hauteur de Pless au

confluent de la Mettau dans l'Elbe; de sorte que les Prussiens tenaient ces deux rivières. M. de Valori avait pris un quartier dans le faubourg de Jaromircz; on l'avertit qu'il vaudrait mieux entrer en ville: il ne voulut pas le croire. Un partisan autrichien, nommé Franquini, qui entretenait des intelligences avec l'hôte du marquis, tenta de l'enlever. Il se glissa par des granges et des jardins; mais par méprise il enleva le secrétaire au lieu du ministre.[a] Ce secrétaire, nommé Darget, eut l'esprit de déchirer toutes ses lettres; il se dévoua pour son maître, disant qu'il était Valori et ne détrompant Franquini que lorsqu'il n'était plus temps de prendre son maître. La position de l'armée prussienne était inattaquable, supposé même que le prince de Lorraine eût voulu tenter le passage de la Mettau à l'aide de beaucoup de ponts construits sur l'Elbe, le Roi pouvait se porter à dos de l'ennemi, et le couper de Königingrätz. Franquini était le seul qui donnât quelques inquiétudes pour les vivres; il s'était niché dans une forêt nommée vulgairement le Royaume de Silva;[b] ce bois communique aux chemins de Braunau, Starkstadt et Trautenau: il tombait de ce repaire sur les convois qui venaient de la Silésie. Chaque convoi avait sa petite bataille; souvent il fallait y envoyer des secours: cela fatiguait les troupes, et l'on ne se nourrissait que l'épée à la main.

L'Impératrice-Reine cependant commençait à s'ennuyer de cette guerre, qui ne décidait rien. Pressée par le roi d'Angleterre de faire la paix, elle voulut au moins tenter encore la fortune avant de quitter la partie, et elle donna au prince de Lorraine l'ordre précis d'agir offensivement, et, s'il le pouvait avec avantage, d'engager une affaire générale avec les Prussiens. Pour l'aider dans une entreprise aussi importante, elle lui avait formé une espèce de conseil, formé par le duc d'Aremberg et le prince

[a] Le récit de la surprise de Franquini à Jaromircz, puisé dans une lettre datée du camp de Sémonitz, le 4 septembre, se trouve dans la *Gazette privilégiée* de Berlin, année 1745, n° 109.

Darget fut nommé secrétaire des commandements du Roi le 18 janvier 1746; en 1753 il retourna dans sa patrie.

[b] Ce sont les bois de Königreich *(der Wald Königreich)*, désignés sur les anciennes cartes de Bohême sous le nom de *Königreich Silva* ou *Königreich Wald.*

Lobkowitz, qu'elle envoya tous deux à l'armée. Elle se flattait d'avoir pourvu à tout, et que la fortune, qui avait couronné son époux à Francfort, lui gagnerait des batailles en Bohême. On sut bientôt dans le camp prussien que MM. d'Aremberg et de Lobkowitz avaient joint le prince de Lorraine, et l'on devina à peu près les intentions de l'Impératrice-Reine. Le prince Lobkowitz, d'un tempérament violent et impétueux, voulait attaquer et ferrailler sans cesse; il envoyait tous les jours les hussards à la petite guerre, souvent même mal à propos, et il s'emportait lorsque Nadasdy ou Franquini avait essuyé quelque échec. Le prince de Lorraine, qui connaissait les Prussiens pour avoir fait trois campagnes contre eux, aurait préféré la guerre de chicane à celle qu'on lui ordonnait de faire; il se serait contenté de disputer les subsistances, et de brûler son ennemi à petit feu, et d'accumuler beaucoup de petits avantages, qui, réunis, font l'équivalent des plus grands succès. Pour le duc d'Aremberg, appesanti par la volupté et par l'âge, il était de l'avis du dernier qui opinait.

Les deux armées n'étaient distantes l'une de l'autre que d'une demi-portée de canon. Le Roi, de sa tente qui était sur une hauteur, avait tous les jours le spectacle des généraux ennemis qui venaient reconnaître sa position: on les aurait pris pour des astronomes, car ils observaient les Prussiens avec de grands tubes; ensuite ils délibéraient ensemble; mais ils ne pouvaient rien entreprendre sur ce camp qui était trop avantageux et trop fort pour être brusqué. Bientôt les ennemis donnèrent l'alarme au corps du général Lehwaldt: quinze cents pandours passèrent la Mettau pendant la nuit, et se retranchèrent sur une hauteur voisine de celle des Prussiens; un essaim de troupes légères devait les suivre. M. de Lehwaldt ne leur en laissa pas le temps: il marcha à eux à la tête de deux bataillons, les chassa, la baïonnette au bout du fusil, de leur redoute, leur prit quarante hommes, et les fit poursuivre par ses hussards. Le pont de la Mettau se rompit pendant leur fuite précipitée, et beaucoup d'eux se noyèrent. Cette belle action de M. de Lehwaldt empêcha les Autrichiens d'établir une communication avec Franquini, ce qui eût empêché les convois des Prussiens d'arriver à leur camp.

Le prince de Lobkowitz ne se rebutait pas pour avoir manqué

quelques projets : il en formait sans cesse de nouveaux, et tenta pour la troisième fois de prendre Neustadt. La ville fut investie le 7 septembre par dix mille hommes. Le Roi n'en fut informé que le 12; il envoya incontinent Du Moulin et Winterfeldt à son secours. Winterfeldt, avec trois cents fantassins du régiment de Schwerin, força le passage d'un bois défendu par deux mille pandours; les Hongrois y perdirent deux canons, et ils furent jetés dans une espèce de précipice qu'ils avaient derrière leur front. A l'approche des Prussiens, le siége de Neustadt fut levé; ils repassèrent la Mettau, et se retirèrent dans leur camp. M. de Tauentzien, enfermé dans une bicoque sans défense, dont la muraille était crevassée en beaucoup d'endroits, avait tenu cinq jours de tranchée ouverte contre dix mille ennemis qui l'assiégeaient, et qui, les deux derniers jours, lui avaient coupé les canaux qui portaient l'eau aux fontaines de la ville; les murailles avaient été battues par dix pièces d'artillerie, qui en avaient abattu un morceau considérable. Nous avons vu des places fortifiées par les Vauban et les Cœhorn qui à proportion n'ont pas tenu aussi longtemps : ce n'est donc pas toujours la force des ouvrages qui défend les places, mais plutôt la valeur et l'intelligence de l'officier qui y commande. Neustadt devenait un poste insoutenable, depuis que l'eau y manquait; mais, en l'abandonnant, on perdait la sûreté des convois : cependant les fourrages étant tous consumés dans le voisinage, il était à propos de changer de position, et l'on ruina les murailles de Neustadt.

Le 18 septembre l'armée passa l'Elbe auprès de Jaromircz, et se campa à Chwalkowitz, sans que l'ennemi fît la moindre démonstration de s'y opposer. Il fallut de ce camp détacher le général Polentz avec mille chevaux et trois bataillons, pour couvrir la Nouvelle-Marche et l'Oder contre un corps de six mille uhlans que le roi de Pologne avait levé, et qu'il voulait attirer en Saxe, pour y joindre ses autres troupes; les autres détachements rentrèrent dans l'armée, et M. Du Moulin en couvrit la gauche.

Il se fit ce jour-là un feu de réjouissance dans l'armée autrichienne, pour célébrer l'élection du Grand-Duc : le nom d'armée impériale réjouissait les officiers qui la composaient; deux jours se passèrent en festins, où tout le monde était ivre. Peut-être

aurait-ce été le moment d'attaquer; mais le Roi ne voulut point s'écarter de son plan de campagne; si bien qu'il résolut de transporter son camp à Staudenz. Le chemin qui y conduit, passe par une vallée bordée de bois et de montagnes qui tiennent à la forêt de Silva : Franquini s'embusqua auprès du village de Liebenthal, sur le chemin où la seconde colonne devait passer. Le prince Léopold, qui la conduisait, détacha quelques bataillons, qui traquèrent le bois, en même temps que M. de Malachowski,[a] à la tête de quelques centaines de hussards, grimpant sur ces rochers escarpés, aida l'infanterie à chasser ce partisan de son embuscade. Cette action, la plus hardie que la cavalerie puisse entreprendre, combla M. de Malachowski de gloire. Les troupes eurent cependant vingt hommes de tués et quarante de blessés dans cette affaire.

L'armée n'entra que sur le tard dans le camp de Staudenz. M. de Lehwaldt, avec son corps, occupa Starkstadt; et M. Du Moulin se rendit à Trautenau avec son détachement, pour couvrir les convois qui venaient de la Silésie. Les Prussiens embrassaient ainsi toute la chaîne des montagnes qui côtoient les frontières de la Silésie depuis Trautenau vers Braunau; cette partie fut radicalement fourragée, et l'ennemi n'aurait pas été en état d'y subsister pendant l'hiver. Cela formait une barrière qui mettait jusqu'au printemps prochain la Silésie à couvert d'incursions. Les fourrages se faisaient toutefois avec bien plus de difficulté que dans les plaines, par la nature du terrain coupé et difficile qui environnait le camp : pour ne point exposer les troupes à quelque affront, il fallait des convois de trois mille chevaux et de sept à huit mille hommes d'infanterie pour couvrir les fourrageurs; on livrait des petits combats pour chaque botte de paille. Moracz, Trenck, Nadasdy, Franquini étaient tous les jours aux champs; enfin c'était une école pour la petite guerre.

De tous les officiers autrichiens Franquini était celui qui avait

[a] C'est Paul-Joseph de Malachowski dont il est ici question. Major au régiment de hussards de Natzmer, n° 4, il devint par la suite lieutenant-général. Il était frère cadet du colonel et chef du 3e régiment de hussards, qui fut blessé à mort par l'imprudence de ses propres gens auprès de Gross-Strélitz, le 12 avril 1745.

la connaissance la plus exacte des chemins qui vont de Bohême en Silésie; il attaqua avec quatre mille pandours, entre Schatzlar et Trautenau, un convoi de farine escorté par trois cents fantassins. Le jeune Möllendorff, aide de camp du Roi, conduisait ce convoi; il soutint tous les efforts des ennemis, et s'empara d'un cimetière qui dominait le défilé, d'où il protégea les chariots, et se soutint durant trois heures, jusqu'à ce que le secours de Du Moulin arriva et le dégagea entièrement. Les ennemis laissèrent quarante morts sur la place : la perte de l'escorte fut légère, si ce n'est que Franquini détela une trentaine de chariots, dont il emmena les chevaux. Quoique ces petites actions ne soient que des bagatelles, elles font trop d'honneur à la nation et à ceux qui y ont eu part, pour laisser ensevelir dans l'oubli un germe d'émulation pour la postérité.

C'étaient chaque jour de nouvelles entreprises de la part de l'ennemi : il avait la faveur du pays, il était instruit que le dépôt des vivres et la boulangerie de l'armée étaient établis à Trautenau, et cette connaissance lui suffit pour faire mettre le feu aux quatre coins de cette malheureuse ville; en trois heures de temps toutes les maisons ne firent plus qu'un monceau de cendres. Comme on avait eu la précaution de placer les tonneaux de farine dans des caves bien voûtées, rien ne fut perdu que quelques chariots de bagage que les flammes consumèrent. Cette action inhumaine retomba sur ses auteurs, et l'Impératrice-Reine, au lieu d'y gagner, eut en Bohême une ville de plus de ruinée.

Ces tentatives n'étaient que le prélude de ce que la cour de Vienne et ses généraux méditaient depuis longtemps d'exécuter. Le prince de Lorraine voyait que les Prussiens se préparaient à quitter la Bohême; il les suivit et vint se camper à Königssaal,[a] pour les observer de plus près. Le camp de Staudenz n'avait pas été pris selon tout l'art : le Roi avait affaibli son armée par ses détachements, et il ne lui restait pas assez de troupes pour remplir les terrains qu'il avait à garnir. M. de Nassau était dans la Haute-Silésie; M. de Polentz, dans la Nouvelle-Marche; M. Du Moulin, à Trautenau; et, depuis que Franquini avait fait quelques tentatives sur Schatzlar, M. Du Moulin fut obligé d'y

[a] Königinhof.

marcher, et M. de Lehwaldt le releva à Trautenau : il ne restait, après tous ces détachements, que dix-huit mille hommes dans l'armée que le Roi commandait, de sorte qu'ils ne remplissaient pas le terrain que le caprice de la nature avait formé pour son camp. Il dominait en certains endroits sur les hauteurs voisines; mais la droite était entièrement dominée par un monticule que cette petite armée ne permettait pas d'occuper : cependant on avait placé des gardes de cavalerie et des corps de hussards sur ces hauteurs, pour en être maître en cas de besoin. Mais la cavalerie ne pouvait guère aller à la reconnaissance au delà d'un demi-mille, parce que les bois, les défilés et les gorges des montagnes ne lui permettaient pas d'aller plus avant avec sûreté. L'ennemi, en revanche, envoyait tous les jours des partis de quatre à cinq cents chevaux, qui rôdaient autour du camp prussien; ils défilaient, allaient et faisaient la navette le long de la forêt de Silva, en tirant vers Marschendorf, où Franquini avait son petit camp. L'armée ennemie n'était qu'à une marche de celle du Roi, ce qui lui fit appréhender que le dessein du prince de Lorraine ne fût de gagner Trautenau avant lui. Pour prévenir l'ennemi, qui aurait coupé son corps de la Silésie, le Roi se résolut de marcher le lendemain; mais pour être préalablement mieux informé des mouvements des Autrichiens, il fit partir sur-le-champ un détachement de deux mille chevaux sous les ordres du général Katzler, pour aller à la découverte sur les chemins d'Arnau et de Königssaal, avec ordre de faire des prisonniers, et de prendre des paysans des environs, pour avoir des nouvelles de ce qui se passait dans le camp du prince de Lorraine. M. de Katzler s'avança avec sa troupe, et se trouva, sans le savoir, entre deux colonnes des Autrichiens qui se glissaient dans l'enfoncement des forêts pour lui dérober la connaissance de leur marche; il aperçut devant lui un grand nombre de troupes légères, et un corps de cavalerie supérieur au sien, qui les suivait; sur quoi, il se replia en bon ordre sur-le-champ, et rendit compte au Roi de ce qu'il avait vu; mais il n'avait pas vu grand'chose.

Les troupes reçurent ordre de se mettre en marche le lendemain à dix heures; et le 30 de septembre, à quatre heures du matin, pendant que le Roi avait auprès de lui les généraux du

jour pour leur dicter la disposition de la marche, voilà qu'un officier vient l'avertir que les grand'gardes de la droite du camp ont découvert une longue ligne de cavalerie, et qu'autant qu'on en pouvait juger, il paraissait par l'étendue de la poussière que ce devait être toute l'armée ennemie; quelques officiers vinrent un moment après, et avertirent que quelques troupes autrichiennes commençaient à se déployer vis-à-vis du flanc droit du camp. Sur ces nouvelles, les troupes reçurent ordre de prendre incessamment les armes, et le Roi se rendit aux grand'gardes, pour juger par ses propres yeux de l'état des choses et du parti qu'il y avait à prendre.

Il faut, pour se faire une juste idée de la bataille de Soor, se représenter exactement le terrain sur lequel elle se donna. Dans la position où était l'armée avant la bataille, sa droite s'appuyait à un petit bois gardé par un bataillon de grenadiers, et le village de Burkersdorf était sur le flanc droit, prenant de Prausnitz au chemin de Trautenau: il n'était point occupé, parce qu'il est situé dans un fond et que les maisons en sont isolées. Ce fond bas régnait du front jusqu'à l'extrémité de la droite, et séparait le camp d'une hauteur assez élevée, qui s'étendait du chemin de Burkersdorf à Prausnitz, et sur laquelle on avait placé les hussards et les gardes du camp. Le front de l'armée était couvert par le village de Staudenz, au delà duquel régnaient des montagnes et des bois qui tenaient au Royaume de Silva. La gauche de la petite armée était appuyée à un ravin impraticable. Deux chemins menaient du camp à Trautenau : l'un par la droite du camp, laissant Burkersdorf à gauche, passait par un petit défilé, et conduisait ensuite par une plaine unie à Trautenau; l'autre partait de la gauche de l'armée, passait par une vallée pleine de défilés et par le village de Rudersdorf, et menait à Trautenau plutôt par des sentiers que par une route battue.

Lorsque le Roi arriva à ses grand'gardes, il vit que les Autrichiens commençaient à se former, et il jugea qu'il serait plus téméraire de se retirer à travers des défilés devant une armée qu'il avait si proche, que de l'attaquer malgré la prodigieuse infériorité du nombre. Le prince de Lorraine avait bien compté que le Roi prendrait le parti de la retraite, et c'était sur quoi il avait

fait sa disposition : il voulait engager une affaire d'arrière-garde, et il est sûr que celle-là lui aurait réussi. Mais le Roi prit sans balancer le parti de l'attaquer, parce qu'il aurait été plus glorieux d'être écrasé en vendant chèrement sa vie, que de périr dans une retraite qui aurait assurément dégénéré en fuite ignominieuse.

Quelque danger qu'il y ait à manœuvrer en présence d'un ennemi déjà rangé en bataille, les Prussiens passèrent par-dessus ces règles, et firent un quart de conversion à droite pour présenter un front parallèle à celui de l'ennemi. Cette manœuvre délicate se fit avec un ordre et une célérité inconcevables; mais les Prussiens ne se présentèrent que sur une ligne vis-à-vis des Autrichiens, qui étaient sur trois lignes de profondeur; il fallut même que ce déploiement s'exécutât sous le feu de vingt-huit pièces de canon que les ennemis avaient disposées en deux batteries, et d'un bon nombre de grenades royales qu'ils jetaient dans la cavalerie : mais rien ne déconcerta les Prussiens; aucun soldat ne changea de visage à cette formation, aucun ne quitta son rang. Quelque diligence que l'on employât à se former ainsi, la droite fut exposée près d'une demi-heure au canon de l'ennemi, avant que la gauche fût entièrement sortie du camp. Alors le maréchal de Buddenbrock reçut ordre d'attaquer avec la cavalerie; ce qu'il exécuta sans balancer. Les Autrichiens avaient mal pris leur terrain : leur cavalerie avait une espèce de précipice derrière elle; elle était sur trois lignes, auxquelles le terrain étroit n'avait pas permis de donner une distance convenable; à peine y avait-il entre chaque ligne vingt pas d'intervalle. Ils tirèrent de la carabine selon leur usage; mais ils n'eurent pas le temps de mettre l'épée à la main, qu'ils furent culbutés en partie dans le fond qu'ils avaient derrière eux, et en partie jetés sur leur propre infanterie. Cela devait arriver; car la première ligne étant renversée devait nécessairement se jeter sur la seconde, celle-là sur la troisième; et il n'y avait point d'espace où ces corps, qui faisaient cinquante escadrons, pussent se reformer.

La première brigade de l'infanterie de la droite des Prussiens, animée par ces premiers succès, attaqua avec trop de hâte ces batteries des Autrichiens dont nous avons parlé : vingt-huit canons chargés à mitraille éclaircirent dans un moment les rangs

des assaillants, et les firent plier. Cinq bataillons dans lesquels consistait la réserve, arrivèrent fort à propos : ceux qui avaient été repoussés se reformèrent auprès d'eux, et d'un effort commun ces dix bataillons emportèrent la batterie. M. de Bonin, lieutenant-général, et M. de Geist, colonel, eurent la principale part à cette belle action.

Alors on aperçut une grosse colonne des ennemis qui venait de leur droite, et qui descendait des hauteurs pour s'emparer de Burkersdorf; le Roi les prévint en bordant ce village d'un bataillon de Kalckstein. On mit le feu aux maisons les plus écartées vers la gauche, pour couvrir ce bataillon, en attendant que l'infanterie de la gauche se formât derrière; ce bataillon tira par pelotons contre l'ennemi, comme il eût fait sur une place d'exercice, et cette misérable colonne se retira en fuyant.

La cavalerie de la droite des Prussiens devenait dès lors inutile à cet endroit. Ce précipice où elle avait jeté les Autrichiens, prenait du chemin de Trautenau, et allait en rétrécissant le terrain toujours vers le centre des Prussiens, mais en tirant vers le village de Soor, qui était en avant. On laissa donc les cuirassiers de Buddenbrock et quelques hussards pour suivre l'infanterie en seconde ligne. Les gendarmes, Prusse,[a] Rottembourg et Kyau, qui faisaient vingt escadrons, furent envoyés à la gauche de l'armée, pour y renforcer cette aile, tandis que l'infanterie de la droite prenait celle de l'ennemi en flanc, et la menait battant devant elle en la repliant sur la droite des Impériaux. Les gardes, qui étaient au centre de la ligne, menés par le prince Ferdinand de Brunswic, attaquèrent alors une hauteur que les ennemis tenaient encore; elle était escarpée et chargée de bois : ils l'emportèrent pourtant; et ce qu'il y avait de singulier, c'est que le prince Louis de Brunswic la défendait contre son frère. Le prince Ferdinand se distingua beaucoup dans cette occasion. Le terrain du combat n'était alternativement que fonds et hauteurs, ce qui engageait sans cesse de nouveaux combats; car les Autrichiens

[a] *Prusse* est le régiment de cuirassiers n° 2 de la *Stammliste* de 1806, qui depuis 1672 eut pour chefs les princes électoraux, après 1701 des princes royaux, et depuis 1731 le prince Auguste-Guillaume, qui à partir du 30 juin 1744 porta le titre de *Prince de Prusse*. Voyez t. II, p. 127.

tâchaient de se rallier sur ces hauteurs; mais, repoussés à plusieurs reprises, la confusion devint générale, et leur retraite se changea en fuite. Toute la campagne était couverte de soldats débandés; cavaliers et fantassins, tout était mêlé ensemble.

Tandis que l'armée prussienne victorieuse poursuivait à grands pas les vaincus, les cuirassiers de Bornstedt, qui combattaient à la gauche, enveloppèrent le régiment de Damnitz et un bataillon de Kolowrat, prirent dix drapeaux, et firent dix-sept cents prisonniers. Le reste de la cavalerie de la gauche ne put atteindre la cavalerie autrichienne, qui évita de s'engager, et se retira en assez bon ordre dans la forêt de Silva. Le Roi arrêta la poursuite au village de Soor, dont la bataille porte le nom. Derrière ce village est cette forêt de Silva dont nous avons tant parlé; il ne fallait pas s'y engager à la suite de l'ennemi : on aurait risqué de perdre mal à propos et sans nécessité tous les avantages qu'on venait d'obtenir; c'était bien assez qu'un corps de dix-huit mille hommes en eût battu au delà de quarante mille, et même il n'y avait rien à gagner en se hasardant d'aller plus loin.

Les victorieux perdirent le prince Albert de Brunswic;[a] le général Blanckensee;[b] les colonels Buntsch,[c] Bredow, Blanckenbourg, Dohna, Ledebur; les lieutenants-colonels Lange et Wedell[d] des gardes, et mille soldats : victimes illustres qui sacrifièrent leur vie pour le salut de l'État. On comptait que le nombre des blessés montait à deux mille. Les vaincus perdirent vingt-deux canons, dix drapeaux, deux étendards, trente officiers et deux mille soldats qui furent faits prisonniers. Le prince Léopold se distingua dans cette journée, mais surtout le maréchal de Bud-

[a] Albert duc de Brunswic-Wolfenbüttel, né le 4 mai 1725, fils du duc Ferdinand-Albert et frère cadet de la reine de Prusse, femme de Frédéric le Grand, ainsi que du célèbre feld-maréchal duc Ferdinand. Au mois de décembre 1744 il devint colonel dans l'armée prussienne et chef du régiment d'infanterie n° 39.

[b] Wolf-Christophe de Blanckensee, général-major et chef du régiment d'infanterie n° 23. La balle qui le tua à la bataille de Soor, enleva du même coup la vie à son fils, alors son adjudant.

[c] Les éditeurs de 1788 ont ôté le nom du colonel Conrad-Godefroi de Buntsch, commandeur du régiment du margrave Charles.

Christophe-Frédéric de Bredow, lieutenant-colonel des gendarmes, qui périt auprès de Soor, a été déjà mentionné honorablement t. II, p. 115.

[d] Voyez ci-dessus, p. 70.

denbrock et le général Goltz, qui avec douze escadrons en battirent cinquante.

Si cette bataille ne fut pas aussi décisive que celle de Friedeberg, il faut s'en prendre au terrain où elle se donna. L'ennemi qui fuit dans une plaine, doit souffrir des pertes considérables : celui qui a le dessous dans un pays montueux, est à l'abri de la cavalerie, qui ne peut l'entamer vivement; et quelque petit que soit le nombre qu'il rallie sur la crête des hauteurs, ce nombre est suffisant pour ralentir la poursuite du victorieux.

Le projet de cette bataille, qu'il soit du prince de Lorraine, ou de Franquini auquel d'autres l'attribuent, était beau et bien imaginé. Le poste des Prussiens était sans contredit vicieux : l'on ne peut les excuser de n'avoir pensé qu'à leur front, et d'avoir négligé leur droite, qui était dans un fond dominé par une hauteur qui n'en était éloignée que de mille pas. Mais si les Autrichiens savaient imaginer, ils n'avaient pas le talent de l'exécution : voici les fautes qu'ils commirent. Le prince de Lorraine aurait dû former sa cavalerie de la gauche devant le chemin de Trautenau et à dos du camp prussien : en barrant ce chemin, l'armée du Roi n'avait ni terrain pour se former, ni moyen d'appuyer sa droite. Le prince de Lorraine pouvait aussi en arrivant sur le terrain lâcher cette cavalerie, pour donner à bride abattue dans le camp prussien : le soldat n'aurait pu ni courir aux armes, ni se former, ni se défendre; ç'aurait été se procurer une victoire certaine. On dit que M. d'Aremberg avait égaré sa colonne pendant la nuit, et qu'il s'était formé à rebours, le dos tourné vers le camp du Roi : cela ressemble assez au duc d'Aremberg, et c'est, dit-on, ce qui fit perdre du temps au prince de Lorraine, qui fut longtemps occupé à redresser ce désordre. Mais lorsque les Prussiens commencèrent à se présenter sur le champ de bataille, qui empêchait alors le prince de Lorraine de les faire attaquer tout de suite avec sa cavalerie? Cette gauche aurait fondu d'une hauteur sur des troupes occupées à se former, et sur d'autres qui défilaient encore.

On trouvait que le Roi n'avait pas commis moins de fautes que son adversaire. On lui reprochait surtout que par le choix d'un mauvais poste il s'était mis dans la nécessité de combattre, au lieu qu'un général habile ne doit se battre que lorsqu'il le juge

à propos. On disait qu'au moins le Roi aurait dû être averti de la marche des Autrichiens : il répondait à cette accusation, que l'ennemi lui étant de beaucoup supérieur en troupes légères, il ne pouvait aventurer fort loin les cinq cents hussards qui lui restaient après tous les détachements qu'il venait de faire. Mais, objectait-on, il ne fallait pas tant faire de détachements, et s'affaiblir si fort vis-à-vis d'une armée supérieure : il répondait que le corps de Gessler et de Polentz qui alla joindre le prince d'Anhalt, pouvait être évalué contre les Saxons qui s'en retournèrent chez eux; que le détachement du général de Nassau avait été de nécessité pour pouvoir tirer de la Silésie ses subsistances, qui auraient manqué tout à fait si les Hongrois qui infestaient tout ce duché, n'en eussent été chassés; que les détachements de Du Moulin et de Lehwaldt avaient été indispensables dans les gorges des montagnes, qu'il fallait garder, ou risquer d'être affamé par l'ennemi. On n'avait qu'autant de chevaux qu'il en fallait pour apporter pour cinq jours de farine à chaque transport : si un de ces convois eût manqué, l'armée aurait été sans pain et sans subsistances. On disait que le Roi aurait dû se retirer en Silésie, plutôt que de hasarder une bataille en Bohême : mais le Roi était d'opinion qu'une bataille perdue en Bohême était de moindre conséquence qu'une bataille perdue en Silésie; et d'ailleurs une retraite précipitée aurait indubitablement attiré la guerre dans ce duché; ajoutez à cela que l'on consommait en Bohême les subsistances de l'ennemi, et qu'en Silésie on aurait consumé les siennes. Mais nous laissons au lecteur la liberté de peser ces raisons et d'en juger. On ne peut attribuer le gain de cette bataille qu'au terrain étroit par lequel le prince de Lorraine vint attaquer le Roi : ce terrain ôtait à l'ennemi l'avantage de la supériorité du nombre. Les Prussiens purent lui opposer un front aussi large que celui qu'il leur présentait. La multitude des soldats devenait inutile au prince de Lorraine, parce que ses trois lignes, presque sans distance, pressées les unes sur les autres, n'avaient pas la facilité de combattre, et que la confusion s'y mettant une fois, elle rendait le mal irrémédiable. Mais la fortune de la Prusse consista dans la valeur des troupes, qui répara les fautes de leur chef, et punit les ennemis des leurs.

Pendant que les deux armées étaient engagées ensemble, les hussards impériaux pillaient le camp prussien, la gauche et le centre n'ayant pas eu le temps d'abattre les tentes. Nadasdy et Trenck s'en prévalurent; le Roi et beaucoup d'officiers y perdirent tous leurs équipages; les secrétaires[a] du Rōi furent même pris, et ils eurent la présence d'esprit de déchirer tous leurs papiers. Mais comment penser à ces bagatelles, lorsque l'esprit est occupé des plus grands objets d'intérêt, devant lesquels tous les autres doivent se taire, de la gloire et du salut de l'État? M. de Lehwaldt, attiré par le bruit du combat, vint encore à temps pour sauver les équipages de la droite, et mettre fin aux cruautés affreuses que ces troupes de Hongrois effrénés et sans discipline exerçaient sur quelques malades et sur des femmes qui étaient restées dans le camp. De telles actions révoltent l'humanité, et couvrent d'infamie ceux qui les font ou qui les tolèrent. Il faut dire à la louange du soldat prussien, qu'il est vaillant sans être cruel, et qu'on l'a souvent vu faire des actions de grandeur d'âme qu'on ne devrait pas attendre de gens de basse condition.

La postérité verra peut-être avec surprise qu'une armée, victorieuse dans deux batailles rangées, se retire devant l'armée vaincue, et ne recueille aucun fruit de ses victoires : les montagnes qui entourent la Bohême, les gorges qui la séparent de la Silésie, la difficulté de nourrir les troupes, la supériorité de l'ennemi en troupes légères, et enfin l'affaiblissement de l'armée, fournissent la solution de ce problème. Supposé que le Roi eût voulu établir ses quartiers d'hiver dans ce royaume, voici les difficultés qui se présentaient : tout le pays était fourragé radicalement; on trouve dans ces contrées peu de villes, encore sont-elles petites, et ont-elles la plupart de mauvaises murailles : il aurait fallu, pour la sûreté, entasser dans ces trous les soldats les uns sur les autres, ce qui aurait ruiné l'armée par des maladies contagieuses; à peine avait-on des chariots pour les farines, comment en aurait-on trouvé pour amener le fourrage à la cava-

[a] D'après les lettres de Frédéric à Fredersdorff (*Friedrich's II. eigenhändige Briefe an seinen geheimen Kämmerer Fredersdorff,* Leipzig, 1834, p. 7), les deux conseillers de Cabinet Eichel et Müller furent faits prisonniers par hasard près de Soor.

lerie? Mais en quittant la Bohême le Roi pouvait remonter, recruter, équiper les troupes, les mettre dans l'abondance, et leur donner du repos, pour s'en servir, s'il le fallait, le printemps prochain; outre qu'il paraissait probable qu'après la bataille de Soor l'Impératrice-Reine pourrait être plus disposée qu'auparavant d'accéder au traité de Hanovre.

Après avoir campé par honneur cinq jours sur le champ de bataille de Soor, le Roi ramena ses troupes à Trautenau : le prince de Lorraine était encore à Ertina, prêt à retourner à Königingrätz au bruit de l'approche des Prussiens. On apprit dans ce camp que M. de Nassau avait battu, le jour de la bataille de Soor, un corps de Hongrois auprès de Léobschütz, et qu'il avait fait cent soixante-dix prisonniers. M. de Fouqué avait aussi trouvé moyen d'enlever quatre cents hussards entre Grulich et Habelschwerdt, qui furent conduits à Glatz. M. Warnery, qui était avec trois cents chevaux à Landeshut, ayant appris qu'un nouveau régiment hongrois de Léopold Palffy avait marché à Böhmisch-Friedland, les tourna, les surprit, et ramena de son expédition huit officiers et cent quarante soldats prisonniers. Mais comme le bonheur est mêlé à l'infortune, M. de Chasot,[a] du corps de Du Moulin, ne fut pas si heureux dans son entreprise sur Marschendorf : il fut attaqué et battu par l'ennemi, et perdit quatre-vingts hommes.

Après que l'armée eut achevé de consumer les subsistances des environs de Trautenau, elle se prépara à retourner en Silésie par le chemin de Schatzlar. De toutes les gorges et de tous les défilés de la Bohême, les plus mauvais se trouvent sur ce chemin : soit qu'on avance, soit qu'on recule, il faut user de toutes les

[a] Nous devons remarquer que, plus haut, p. 116, à l'occasion de la bataille de Hohenfriedeberg, le Roi n'accorde pas à Chasot une seule parole de reconnaissance; cependant, après chacune des glorieuses journées de la seconde guerre de Silésie, il l'avait récompensé de la manière la plus flatteuse. Voyez J.-D.-E. Preuss, *Friedrich der Grosse mit seinen Verwandten und Freunden.* Berlin, 1838, p. 104 et 105. Dans la première rédaction de l'*Histoire de mon temps*, de 1746, le Roi s'était exprimé ainsi, à propos de la bataille de Hohenfriedeberg : « Le général Schwerin, cousin de celui qui avait si bien fait à l'affaire de Jägerndorf, le major Chasot et beaucoup d'officiers s'y firent un nom immortel. »

précautions pour y mener les troupes avec sûreté. Le petit ruisseau de Trautenbach coulait en ligne parallèle derrière le camp du Roi; des rochers et des forêts formaient l'autre bord. Le 14 d'octobre, les bagages prirent les devants sous bonne escorte, pour rendre la marche plus légère. On posta, le 15, cinq bataillons sur les montagnes, pour protéger la retraite de l'armée et lui servir ensuite d'arrière-garde. L'armée décampa le 16; elle marcha sur deux colonnes. Le prince Léopold, qui conduisait celle de la gauche qui passa par Trautenbach, arriva en Silésie sans avoir vu d'ennemis. La colonne de la droite, dont le Roi s'était chargé, fut précédée par la cavalerie; l'infanterie passa le ruisseau, avant que Franquini, Nadasdy, Moracz, etc. fussent avertis de la marche des Prussiens : ils accoururent alors avec sept ou huit mille hommes. Quoique toutes les hauteurs fussent garnies d'infanterie, le progrès de la marche obligeait successivement l'arrière-garde à les quitter; les pandours profitaient alors de ces hauteurs abandonnées, pour faire feu sur l'arrière-garde. Cette tiraillerie commença à huit heures du matin et continua jusqu'à six heures du soir; ils tuèrent un capitaine et trente hommes, et en blessèrent environ quatre-vingts. Tout le corps de Du Moulin avait été employé à couvrir le dernier défilé qui mène à Schatzlar par une vallée. Ce corps arrêta l'ennemi, et une attaque de cavalerie que la petite plaine de Schatzlar permit de faire sur lui, causa une perte de trois cents hommes : il se mit à l'écart; et M. Du Moulin, défilant par sa droite, passa par les Rehhornberge, et entra dans le camp par la route que le Roi lui avait ménagée.

L'armée séjourna à Schatzlar jusqu'au 19, qu'elle vint camper à Liebau, sur le territoire de la Silésie. Le corps de Du Moulin fut destiné à former un cordon le long des frontières. Le reste de l'armée entra en quartiers de cantonnement entre Rohnstock et Schweidnitz; elle pouvait s'assembler en six heures de temps, et elle se trouvait au large par la quantité de villes et de villages qui se trouvent dans cette contrée florissante. Ce fut dans cette position que le Roi attendit la dislocation de l'armée autrichienne, avant que de prendre des quartiers d'hiver. M. de Nassau, qui voulait s'en procurer dans la Haute-Silésie, surprit un corps de

Hongrois à Hultschin, et chassa le maréchal Esterhazy d'Oderberg; les hussards de Wartenberg, qui étaient de ce corps, se distinguèrent également : ils battirent les dragons de Gotha, leur enlevèrent un étendard, et firent cent onze prisonniers. Après quoi, M. de Nassau marcha à Pohruba; les Hongrois s'enfuirent à Teschen, et de là, vers la Jablunka. M. de Fouqué, qui ne voulait pas être inutile à Glatz, fit enlever deux cents hussards qui s'étaient imprudemment enfermés dans Nachod. Cet habile officier donna des marques de génie et de capacité pendant tout le cours de cette guerre : nous nous contenterons de dire que quarante partis qui sortirent de sa garnison durant cette campagne, enlevèrent plus de huit cents hommes à l'ennemi.

Le Roi apprit, le 24 d'octobre, que le prince de Lorraine avait séparé son armée en trois corps; il supposa que c'était dans le dessein de les étendre dans la suite, parce que la saison des opérations militaires était passée : il laissa le commandement des troupes au prince Léopold, avec ordre de ne les point séparer davantage, avant d'en avoir reçu les ordres. Le Roi partit pour Berlin, où sa présence devenait nécessaire, tant pour réchauffer les négociations qui commençaient à languir, qu'afin de trouver des fonds pour la campagne prochaine, au cas que la paix ne pût pas se conclure pendant l'hiver.

CHAPITRE XIV.

Révolution d'Écosse, qui fait quitter Hanovre au roi d'Angleterre, et ralentit les négociations de paix. Dessein des Autrichiens et des Saxons sur le Brandebourg découvert. Contradictions dans le conseil des ministres. Projets de campagne. Le prince d'Anhalt rassemble son armée à Halle. Le Roi part pour la Silésie. Expédition de Lusace. Le prince d'Anhalt marche à Meissen. Bataille de Kesselsdorf. Prise de Dresde. Négociation et conclusion de la paix.

Si durant l'année 1745 les négociations des Prussiens eussent eu autant de succès que leurs armes, ils auraient pu s'épargner, à eux comme à leurs ennemis, une effusion de sang inutile, et on aurait eu la paix plus tôt; mais plusieurs incidents auxquels on ne pouvait s'attendre, rendirent les bonnes intentions du Roi impuissantes.

A peine le roi d'Angleterre eut-il signé, presque malgré lui, la convention de Hanovre, que la rébellion d'Écosse venant à éclater, l'obligea de hâter plus qu'il ne voulait son retour à Londres. Un jeune homme, c'était le fils du Prétendant, passe furtivement en Écosse, accompagné de quelques personnes fidèles; il se tient caché dans une île vers le nord des côtes, pour donner à ses partisans le temps d'assembler et d'armer leurs paysans, d'ameuter les montagnards d'Écosse, et d'assembler une milice qui pût au moins représenter l'ombre d'une armée. Par cette diversion, la France armait l'Angleterre contre l'Angleterre; et un enfant, débarqué en Écosse sans troupes et sans secours, force le roi George

à rappeler ses Anglais qui défendaient la Flandre, pour soutenir son trône ébranlé. La France se conduisit sagement dans ce projet, et elle dut à cette diversion toutes les conquêtes qu'elle fit depuis en Flandre comme en Brabant. Du commencement, le roi d'Angleterre et ses ministres méprisèrent le jeune Édouard,[a] son faible parti, et cette rébellion naissante : on disait à Londres que c'était la saillie d'un prêtre jacobite, par lequel on désignait le cardinal Tencin, et l'équipée d'un jeune étourdi. Cependant ce jeune étourdi battit et chassa le général Cope, que le gouvernement avait envoyé contre lui avec ce qu'on avait pu en hâte rassembler de troupes. Cet accident ouvrit les yeux au Roi; il lui apprit que dans un gouvernement aristocratique une étincelle peut allumer un incendie. Les affaires de l'Écosse absorbèrent toute l'attention de son conseil; les négociations étrangères tombèrent en langueur : les alliés de l'Angleterre la croyant aux abois, n'eurent plus pour elle la même considération. Ce qu'il y avait de fâcheux, c'est que la convention de Hanovre commençait à transpirer : les Autrichiens et les Saxons l'avaient ébruitée, et cela pouvait produire un mauvais effet chez les Français, qui étaient cependant les seuls alliés qu'eût la Prusse. Il arriva donc que la diversion que le jeune Édouard[a] faisait en Écosse, en devint une pour la reine de Hongrie, en ce qu'elle lui procura la liberté de faire contre le roi de Prusse les derniers efforts, malgré le roi d'Angleterre, dont alors à Vienne on méprisait les conseils.

Le Roi, qui se trouvait à Berlin, épuisait tous les expédients pour trouver des fonds pour continuer la guerre.[b] Les revenus de la Silésie ne s'étaient pas perçus comme en temps de paix; les deux tiers en avaient manqué : il fallait chercher des ressources, et il était bien difficile de s'en procurer. Cet embarras était grand; les dangers que les ennemis préparaient à l'État, étaient bien plus terribles. Voici comme le Roi en fut informé. Depuis le mariage

[a] Charles-Édouard. Voyez ci-dessus, p. 43.

[b] Allusion à l'envoi fait à la monnaie par le Roi des meubles d'argent massif de son château de Berlin. Voyez (Friedrich Nicolai) *Freimüthige Anmerkungen über des Herrn Ritters von Zimmermann Fragmente über Friedrich den Grossen.* Berlin, 1791, 1re partie, p. 58 et 70, et *Neue Berlinische Monatschrift,* t. XII, p. 299.

du prince successeur de Suède avec la princesse Ulrique, sœur du Roi, les Suédois étaient en partie portés pour les intérêts de la Prusse. M. de Rudenskjöld, ministre de la Suède à la cour de Berlin, et M. Wulfwenstierna, ministre de Suède à Dresde, étaient particulièrement attachés à la personne du Roi. Wulfwenstierna était bien dans la maison de Brühl, il faisait la partie de jeu du ministre : Brühl n'était pas aussi circonspect en sa présence qu'un premier ministre, dépositaire des secrets de son maître, doit l'être généralement envers tout le monde. Wulfwenstierna, sans qu'il lui en coûtât de peine, découvrit que le plan de la cour de Vienne et de Dresde était d'envoyer l'armée du prince de Lorraine par la Saxe, et que, joint aux troupes saxonnes, il devait pendant l'hiver marcher droit à Berlin : il fit part de sa découverte à Rudenskjöld, qui en avertit le Roi le 8 de novembre, jour même qu'on suspendait dans les églises les trophées de Friedeberg et de Soor.[a] Rudenskjöld ajouta que ce projet avait été fait par Brühl, corrigé par Bartenstein, amplifié par Rutowski, envoyé par Saul[b] à Francfort à la reine de Hongrie; que Brühl était convaincu qu'on écraserait la Prusse par ce coup, et que c'était cette ferme espérance qui avait empêché la cour de Vienne et celle de Dresde d'adhérer aux sentiments pacifiques du roi d'Angleterre; qu'on avait de plus partagé les dépouilles de la Prusse de façon que le roi de Pologne aurait les évêchés de Magdebourg, de Halberstadt, avec Halle et son territoire, et que l'Impératrice reprendrait la Silésie. Il apprit de plus au Roi la cause de la haine que Brühl lui portait : il avait été outré d'un manifeste que le Roi avait fait publier, et surtout de ces passages : «Pendant que tant d'horreurs se commettaient «en Silésie, et que le ciel, juste vengeur des crimes, se plaisait à «les punir d'une façon si palpable, si éclatante et si sévère, on «soutenait froidement à Dresde que la Saxe n'était point en guerre «avec la Prusse; que le duc de Weissenfels et les troupes qu'il

[a] D'après les gazettes de Berlin, les trophées des victoires de Hohenfriedeberg et de Soor furent suspendus dans l'église de la garnison de Berlin, non pas le 8, mais le 11 novembre 1745, entre midi et une heure.

[b] Ferdinand-Louis de Saul, conseiller de légation saxon. Voyez ci-dessus, p. 86.

«avait sous ses ordres n'avaient point attaqué les États héréditaires du Roi, mais seulement de nouvelles acquisitions. Le ministère de Dresde se berçait avec ces sortes de raisonnements «captieux, comme si de petites distinctions scolastiques étaient «des motifs assez puissants pour justifier l'illégalité de ses procédés. Rien de plus facile que de réfuter, etc.» Et de celui qui suit: «Il paraît que c'était enfin ici le terme de la patience et de «la modération du Roi; mais Sa Majesté ayant compassion d'un «peuple voisin, innocent des offenses qu'elle a reçues, et connaissant les malheurs et les désolations inévitables qu'entraîne la «guerre, suspendit encore les justes effets de son ressentiment, «pour tenter de nouvelles voies d'accommodement avec la cour «de Dresde. Il y a lieu de présumer, après ces nouveaux et derniers refus qu'elle vient de recevoir, que la confiance du roi de «Pologne a été surprise par l'indigne perfidie de ses ministres: les «représentations les plus pathétiques et les offres les plus avantageuses ont été prodiguées en pure perte.» Il faut avouer que Brühl était vivement attaqué dans ces passages, et que personne ne pouvait s'y méprendre; car les ministres, qu'on nommait au pluriel, étaient plutôt ses commis que ses égaux. Ce rapport parut d'autant plus vrai, que le Roi connaissait le caractère du comte de Brühl et l'arrogante fierté de l'Impératrice-Reine. Si le projet des Saxons était dangereux pour la Prusse, il n'était pas moins hasardeux pour la Saxe: mais les passions, et surtout le désir de la vengeance, aveuglent si fort les hommes, qu'ils sont capables de tout risquer dans l'espérance de se satisfaire.

Mais cette crise violente demandait un prompt remède. L'armée du prince d'Anhalt reçut ordre de s'assembler sans perte de temps à Halle; et comme il s'agissait de prendre un parti décisif, le Roi crut que, sans déroger à son autorité, il pouvait assembler un conseil, écouter la voix de l'expérience, et suivre ce qu'il y aurait de sage dans l'avis de ceux qu'il rassemblait: quiconque est chargé des intérêts d'une nation, ne doit rien négliger de ce qui peut en procurer le salut. Le prince d'Anhalt fut un des premiers auxquels le Roi fit l'ouverture du projet de Brühl. Ce prince était un de ces gens qui, prévenus d'eux-mêmes, abondent en leur sens, et sont pour la négative lorsque les autres affirment:

il prit le Roi en pitié qu'il crût si légèrement cette accusation contre Brühl; il dit qu'il n'était pas naturel qu'un ministre du roi de Pologne, Saxon de naissance, voulût attirer de gaieté de cœur quatre armées dans les États de son maître, et les exposer à une ruine inévitable. Le Roi lui montra une lettre qui portait que dans deux jours le général Grünne arriverait avec son corps à Géra, pour joindre les Saxons à Leipzig; il lui produisit différentes lettres de la Silésie, qui constataient unanimement que les Saxons amassaient de gros magasins en Lusace pour les troupes du prince de Lorraine, qu'on y attendait dans peu; enfin il finit par lui dire qu'il lui confiait le commandement de cette armée qui s'assemblait à Halle. Le prince d'Anhalt persista dans son incrédulité; cependant on lisait sur son visage qu'il était flatté de se voir à la tête d'un corps qui pouvait lui fournir le moyen de rajeunir son ancienne réputation. Le comte Podewils entra un moment après. Le Roi le trouva tout aussi incrédule que le prince d'Anhalt; ce n'était point par esprit de contradiction, mais par timidité : ce ministre avait quelques fonds placés à la Steuer[a] à Leipzig; il craignait de les perdre; homme d'ailleurs incorruptible, sa faiblesse seule éloignait de son esprit toute idée de rupture avec la Saxe comme un objet désagréable à ses yeux, et il croyait que tout le monde était aussi timide que lui; pour quoi il jugeait Brühl incapable d'un projet aussi hardi. Enfin, dans ce beau conseil, on discutait sur la fausseté ou la vérité du fait, et personne ne pensait à prévenir le mal qui était sur le point d'éclater. Le Roi fut obligé d'employer son autorité pour que le prince d'Anhalt fît les dispositions nécessaires à la subsistance de l'armée de Halle, et pour que le comte Podewils dressât les dépêches aux cours étrangères, pour les avertir des complots qui se tramaient en Saxe contre lui, et de la résolution où il était de les prévenir.

Et comme si ce n'en était pas assez de tant d'embarras, il en survint encore de nouveaux. L'envoyé de Russie vint déclarer au

[a] Les quatre principaux fonds des finances de la Saxe étaient alors : *la Steuer,* où l'on déposait le subside accordé par les états du pays; *la Chambre du domaine électoral; le Fonds des accises* et *la Caisse générale de la guerre.* Dès avant la guerre de sept ans, ces différentes caisses étaient en partie épuisées, et accablées de dettes.

Roi, au nom de l'Impératrice, qu'elle espérait que le Roi s'abstiendrait d'attaquer l'électorat de Saxe, parce qu'une telle démarche l'obligerait à envoyer son contingent au roi de Pologne, comme elle y était tenue par son alliance avec ce prince. Le Roi lui fit répondre que Sa Majesté était intentionnée de vivre en paix avec tous ses voisins; mais que si quelqu'un d'eux couvait quelque dessein pernicieux contre ses États, aucune puissance de l'Europe ne l'empêcherait de se défendre et de confondre ses ennemis.

Cependant toutes les lettres de la Saxe et de la Silésie confirmaient les avis de M. de Rudenskjöld. Pour être encore mieux informé des mouvements du prince de Lorraine, le Roi forma un corps de troupes mêlées, cavalerie, infanterie et hussards, avec lequel M. de Winterfeldt s'avança vers Friedland sur les frontières de la Bohême et de la Lusace, avec ordre que si le prince de Lorraine entrait en Lusace, il devait le côtoyer, et longer le Queis, qui coule sur la frontière de la Silésie. Le dessein du Roi était de tomber sur les Saxons de deux côtés à la fois, savoir: le prince d'Anhalt, sur Leipzig, Wurzen et Torgau; l'armée de Silésie devait agir contre celle du prince de Lorraine, la surprendre, s'il se pouvait, dans ses cantonnements en Lusace, ou la combattre pour la rechasser en Bohême.

Dans ce danger qui mettait toute la ville de Berlin en alarme, le Roi affecta la meilleure contenance possible, pour rassurer le public. Son parti était pris; la déclaration des Russes ne l'inquiétait point, car cette puissance ne pouvait agir que dans six mois, et c'était plus de temps qu'il n'en fallait pour décider du sort des Prussiens et des Saxons: les choses en étaient à cette extrémité, qu'il fallait vaincre ou périr. Le Roi appréhendait l'incrédulité et la lenteur du prince d'Anhalt; il craignait aussi que le corps de Grünne, qui était effectif de sept mille hommes, ne marchât tout droit à Berlin. Pour pourvoir autant qu'il était possible à la sûreté de cette capitale, le général Hacke y était resté avec une garnison de cinq mille hommes; mais comme l'enceinte a deux milles de circonférence et qu'il était impossible de la défendre, M. de Hacke devait aller au-devant de l'ennemi et le combattre, avant qu'il approchât de la ville. Cette précaution était à la vérité insuffisante; mais les moyens ne permettaient pas d'en entreprendre de

meilleure. On prit des mesures, en cas de malheur, pour transporter la famille royale, les archives, les bureaux, les conseils suprêmes à Stettin, pour leur servir d'asile au cas que la fortune abandonnât les armes prussiennes. Le Roi écrivit encore une lettre pathétique au roi de France, dans laquelle il lui faisait une vive peinture de sa situation, et lui demandait instamment les secours qu'il lui devait selon les traités. On n'attendait rien de cette lettre, elle n'était que pour la forme.

Il serait bien difficile de deviner par quelle raison le prince d'Anhalt tâcha de dissuader le Roi de prendre le commandement de l'armée de Silésie : il poussa ses représentations jusqu'à l'importunité; enfin le Roi lui dit qu'il avait résolu de se mettre à la tête de ses troupes, et que lorsque le prince d'Anhalt entretiendrait une armée, il pourrait en donner le commandement à qui bon lui semblerait; après quoi, il fut obligé de se rendre à Halle, et le Roi partit le 14 de novembre pour la Silésie,[a] laissant Berlin dans la consternation, les Saxons dans l'espérance, et toute l'Europe attentive à l'événement de cette campagne d'hiver.



Le Roi arriva le 15 à Liegnitz; il y trouva le prince Léopold, et le général Goltz, qui avait l'inspection des vivres. Des lettres du général Winterfeldt, arrivées en même temps, apprirent que six mille Saxons qui faisaient l'avant-garde du prince de Lorraine, étaient entrés en Lusace par Zittau, et que les troupes autrichiennes allaient les suivre. Le prince Léopold convenait en tout des opérations que le Roi avait projetées. L'armée de Silésie était effectivement de trente mille hommes, tous vieux soldats d'élite, accoutumés à vaincre; ils s'étaient refaits par quatre semaines de repos : ils étaient disposés à tout entreprendre. Il y avait cependant des précautions nécessaires à prendre avant de quitter la Silésie : on ne pouvait pas abandonner la ville de Schweidnitz, où il y avait des magasins, et qui alors n'était pas fortifiée; il fallut donc que M. de Nassau quittât la Haute-Silésie, pour aller vers Landeshut s'opposer au corps de M. de Hohenembs, qui avait ordre de sa cour de faire une invasion dans la Basse-Silésie, du côté de Hirschberg.

[a] D'après les deux gazettes de Berlin (n° 138, 18 novembre), le Roi partit le 16 à sept heures du matin, se rendant en Silésie par Crossen.

La situation du Roi était à peu près semblable à celle où il se vit avant la bataille de Hohenfriedeberg; il eut recours aux mêmes ruses, pour attirer les ennemis dans les mêmes piéges. On affecta de respecter scrupuleusement les frontières de la Saxe, et de borner son attention à gagner Crossen avant le prince de Lorraine : pour fortifier cette opinion, Winterfeldt fit punir quelques hussards qui avaient commis des désordres en Lusace; on prépara des chemins à Crossen, on amassa des vivres sur la route, si bien que les gens du pays, qu'il faut toujours tromper les premiers, crurent bonnement qu'on n'avait aucun autre projet. M. de Winterfeldt venait d'occuper Naumbourg-sur-le-Queis, et publiait qu'il n'était là que pour côtoyer l'ennemi en longeant cette rivière, et pour prévenir les ennemis à Crossen.

Le prince de Lorraine, qui croyait bonnement que les Prussiens se reposaient tranquillement dans leurs quartiers d'hiver, que leurs troupes étaient découragées, et qu'il n'avait à redouter qu'un corps de trois mille hommes qui l'observait, charmé de ces idées flatteuses, s'endormit dans une dangereuse sécurité, et ce même stratagème réussit pour la seconde fois. Tant il est vrai que la défiance est la mère de la sûreté,[a] et qu'un général sage ne doit jamais mépriser l'ennemi, mais veiller sur ses démarches, qui lui doivent servir de boussole dans toutes ses opérations. Pour empêcher autant qu'il était possible que les Autrichiens ne fussent instruits des mouvements de l'armée, le Roi avait fait border trois rivières qu'il avait devant lui : M. de Winterfeldt tenait le Queis, des troupes légères bordaient la Wüthende Neisse,[b] et d'autres détachements, le Bober. Tout ce qui venait de la Lusace avait le passage libre, mais il était interdit à tous ceux qui voulaient passer ces rivières pour aller en Saxe; de sorte qu'on se procurait des nouvelles, et qu'on empêchait l'ennemi d'en avoir.

[a] La Fontaine (livre III, fable 18) a dit :
«Il était expérimenté,
«Et savait que la méfiance
«Est mère de la sûreté.»

[b] La Neisse de la Lusace.

Bientôt, sur ces nouvelles qu'on eut de l'ennemi, l'armée s'avança en cantonnant sur la Wüthende Neisse.[a] Le Roi prit son quartier à Hohlstein; c'était le 22 de novembre, et il n'était qu'à un mille de Naumbourg. On fit construire quatre ponts sur la rivière, pour pouvoir la passer rapidement sur quatre colonnes. Le dessein du Roi était de se laisser dépasser par les Impériaux, puis de leur venir à dos, pour les couper de leurs vivres, et les forcer ainsi, ou bien à se battre, ou bien à s'enfuir honteusement vers les frontières de la Bohême. Mais pour suivre le projet qu'on avait une fois adopté, on s'était interdit d'envoyer des partis en Lusace, et l'on ne pouvait avoir des nouvelles que par des espions, qui ne sont jamais aussi sûres que celles que rapportent les troupes; de plus l'expédition était si importante, qu'il fallait préférer le plus sûr au plus brillant.

M. de Winterfeldt qui était instruit des projets que le Roi avait formés, l'informa que les ennemis avançaient par cantonnements, mais qu'ils s'étendaient si fort, que leur gauche était à Lauban et leur droite à Görlitz; il ajouta qu'ils marcheraient le lendemain, selon l'avis de ses espions, et qu'il croyait que le moment d'agir était arrivé. Sur cela, l'armée marcha le 23 sur quatre colonnes; chaque colonne était conduite par un lieutenant-général. Le rendez-vous de ces colonnes était à Naumbourg; ce fut là que le Roi leur donna les dispositions ultérieures. Il s'éleva ce matin un brouillard d'autant plus favorable, qu'il cachait à l'ennemi jusqu'au moindre mouvement de l'armée. A Naumbourg, il y a un pont de pierre sur le Queis; à côté, il y avait deux gués pour la cavalerie : on fit en hâte un pont pour la seconde colonne d'infanterie. Tout cela étant arrangé, les conducteurs des colonnes, je veux dire les généraux, se rendirent à Naumbourg, et eurent ordre de passer incessamment le Queis. On leur donna des guides pour les conduire à Catholisch-Hennersdorf,[b] avec ordre de se seconder mutuellement, selon qu'une colonne qui donnerait sur les quartiers de l'ennemi, aurait besoin de cavalerie ou d'infanterie pour réussir dans son opération; car on manquait d'informations assez exactes des lieux où l'armée du

[a] Le Queis.
[b] *Hennersdorf* près de Lauban, autrefois *Nieder-Hennersdorf.*

prince de Lorraine séjournait, pour faire des dispositions plus détaillées. Le brouillard tomba au moment que les colonnes eurent passé le Queis. Les colonnes de la droite et de la gauche étaient de cavalerie, les deux du centre étaient d'infanterie; un régiment de hussards précédait la marche de chaque colonne, pour éclairer et avertir à temps les généraux de ce qui se passait devant eux. Le Roi était à la tête de la première colonne d'infanterie; elle avait pour guide un garçon meunier, qui la mena à un marais où les bestiaux paissaient en été, mais qui n'était guère praticable dans l'arrière-saison. On eut de la peine à se tirer de là; mais, à force de chercher, on trouva un chemin qui côtoyait un bois, et par lequel on pouvait passer.

Pendant que les troupes défilaient, les hussards de Zieten donnèrent dans le village de Catholisch-Hennersdorf, et avertirent qu'il était garni de deux bataillons et de six escadrons de Saxons; ils ajoutèrent qu'ils amuseraient assez longtemps l'ennemi pour donner à la colonne le temps d'arriver. On fit à l'instant avancer deux régiments de cuirassiers de la quatrième colonne, qui était la plus proche; et M. de Rochow emmena les régiments de Gessler et de Bornstedt: M. de Polentz fut commandé avec trois bataillons de grenadiers pour les soutenir. C'était ce soi-disant marais, qu'on croyait impraticable, qui avait trompé les Saxons: ils n'avaient aucune garde de ce côté-là, ce qui donna moyen de les surprendre. Le village de Hennersdorf a un demi-mille de longueur : l'action commença à quatre heures, vers la partie orientale, et finit à six heures, vers le bout qui donnait vers le couchant. Polentz prit les Saxons à revers; Rochow les attaqua de front; et Winterfeldt leur vint sur le flanc. Les régiments de Gotha, de Dallwitz, et la plus grande partie de celui d'O'Byrn furent faits prisonniers; le général Buchner, le colonel O'Byrn et trente officiers furent de ce nombre : en tout, les Saxons perdirent six canons, onze cents hommes, deux paires de timbales, deux étendards et trois drapeaux; leurs équipages tombèrent en partage aux hussards,[a] qui avaient bien mérité cette petite récompense.

[a] Ce sont les hussards de Zieten, n° 2, et les hussards noirs du colonel de Ruesch, n° 5. Voyez ci-dessus, p. 62. Hans-Joachim de Zieten, né dans le

L'armée campa à Catholisch-Hennersdorf, et l'on avertit les troupes que si l'on était obligé de les fatiguer pendant quelques jours, c'était pour leur épargner des batailles. Quoique la moitié de l'armée manquât de tentes, que plusieurs régiments n'eussent que des culottes de toile, ils se prêtèrent tous de bonne grâce à ce qu'ils voyaient que la nécessité exigeait d'eux. Cet heureux début fit augurer que le prince de Lorraine ne tiendrait pas contre les Prussiens. On se proposa de profiter de la consternation que l'enlèvement d'un de ses quartiers devait causer dans son armée, et de la talonner tout de suite, pour ne lui pas laisser le temps de revenir à lui-même.

Le lendemain 24, le temps était si obscur et le brouillard si épais, qu'on fut, pour la sûreté, obligé d'avancer en tâtonnant. On se campa derrière le village de Léopoldshayn; et, pour plus de sûreté, l'on plaça quinze bataillons dans ce village. Les coureurs rapportèrent que l'ennemi se retirait partout; qu'on ne trouvait dans les chemins que chariots dételés, bagages renversés, chariots de poudre abandonnés, en un mot, tout ce qui attestait et servait de témoignage de leur fuite. Les déserteurs, qui arrivaient en grand nombre, disaient que la confusion s'était mise dans leurs troupes à cause que, les deux derniers jours, on leur avait donné vingt ordres différents ou contradictoires.

Toutefois on apprit, le 25 de bon matin, que le prince de Lorraine avait rassemblé son armée à Schönfeld,[a] à une lieue du camp du Roi. Le Roi ne balança pas : le jour était serein, il se mit incontinent en marche, dans le dessein d'attaquer les ennemis. En approchant de Görlitz, ses partis lui rapportèrent que les ennemis avaient décampé à petit bruit, et qu'ils avaient pris le chemin de Zittau. L'armée prussienne se campa auprès de Görlitz, qui se rendit par composition; soixante officiers et deux cent cinquante hommes y furent faits prisonniers de guerre : parmi ces officiers il y en avait de malades, et quelques-uns qui, ayant été

Brandebourg le 18 mai 1699. Le 16 mai 1741, il devint lieutenant-colonel, et au mois de juin colonel et chef du régiment de hussards, dans lequel il avait servi jusqu'alors, et qui porta son nom tant que ce héros vécut. Il fut nommé général-major le 3 octobre 1744. Voyez t. II, p. 111.

[a] Schönberg.

blessés à Catholisch-Hennersdorf, avaient trouvé le moyen de se sauver. On trouva un magasin à Görlitz, qui fut d'un grand secours pour faciliter cette expédition.

Le 26, l'armée se porta en avant sur le couvent de Radmeritz, et l'on mit les troupes en cantonnement. MM. de Bonin et de Winterfeldt furent commandés avec soixante-dix escadrons et dix bataillons, pour longer une petite rivière qu'on nomme la Neisse. Ce mouvement, qui menaçait l'ennemi qu'on le coupât de Zittau, fit que le prince de Lorraine abandonna son camp d'Ostritz, pour gagner Zittau avant les Prussiens. Comme cette retraite se faisait à la hâte, les hussards prussiens firent des prises considérables sur les bagages des Autrichiens.

Le Roi s'avança à Ostritz le 27, et envoya M. de Winterfeldt à Zittau; l'arrière-garde du prince de Lorraine défilait précisément par cette ville. M. de Winterfeldt donna dessus, et fit trois cent cinquante prisonniers. Ils perdirent tous leurs bagages, et mirent eux-mêmes le feu à leurs chariots, pour les empêcher de tomber entre les mains de ceux qui les poursuivaient.

Cette expédition ne dura que cinq jours. Les Autrichiens y perdirent des magasins, leurs bagages, et rentrèrent en Bohême plus faibles de cinq mille hommes qu'ils n'en étaient sortis.

On laissa dix bataillons et vingt escadrons dans le voisinage de Zittau, pour garder ce poste important; et M. de Winterfeldt fut obligé de retourner en Silésie avec cinq bataillons et cinq escadrons, pour tomber sur les flancs de M. de Hohenembs, tandis que M. de Nassau se préparait à l'attaquer de front. Cette expédition réussit si heureusement, qu'en moins de vingt-quatre heures il ne resta plus d'Autrichiens en Silésie. Les dragons de Philibert furent défaits par les hussards de Wartenberg, et M. de Hohenembs ne le céda au prince de Lorraine, ni par la promptitude de sa retraite, ni par la perte de ses bagages.

Les troupes prussiennes qui étaient en Lusace, se mirent en quartiers de rafraîchissement aux environs de Görlitz, à l'exception de M. de Lehwaldt, qui fut détaché avec dix bataillons et vingt escadrons pour Bautzen, avec ordre de pousser de là une pointe vers l'Elbe pour donner aux Saxons des inquiétudes pour leur capitale, afin de faciliter par là les opérations du prince

d'Anhalt. Le colonel Brandeis, qui avec deux bataillons était demeuré à Crossen, s'empara de Guben, où il prit un gros magasin aux Saxons.

Durant cette expédition de Lusace, on n'eut aucune nouvelle du prince d'Anhalt; mais les Saxons divulguaient que M. de Grünne avait passé l'Elbe à Torgau, et marchait à Berlin. Pendant que ces bruits donnaient lieu à d'étranges réflexions, un officier vint de Halle, qui apprit que le prince d'Anhalt s'était mis en marche le 30 novembre; qu'il s'était préparé à attaquer les Saxons dans leurs retranchements de Leipzig, mais qu'il les avait trouvés abandonnés; que Leipzig s'était soumis, et que les Saxons fuyaient vers Dresde. Le Roi fit d'abord retourner cet officier pour presser le prince d'Anhalt de gagner Meissen le plus tôt qu'il le pourrait, et pour l'avertir que le corps de Lehwaldt n'attendait que son arrivée pour le joindre. Lorsqu'on apprit à Dresde que le prince de Lorraine avait été si vitement expédié, la consternation fut si grande, qu'on fit sur-le-champ rebrousser chemin au corps de Grünne, et que le comte de Rutowski fut obligé de ramener son armée pour couvrir Dresde.

Pendant que le prince d'Anhalt était en marche pour se rendre vers Meissen, et que l'armée du Roi demeurait en panne, ce prince employa ce temps pour renouer avec les Saxons une négociation tant de fois rompue, et que la complication des conjonctures paraissait éloigner plus que jamais. Le Roi écrivit pour cet effet à M. de Villiers, ministre d'Angleterre à la cour de Dresde,[a] en lui déclarant que malgré l'animosité que ses ennemis venaient encore de manifester si ouvertement contre lui, et malgré les avantages qu'il venait de remporter sur eux, il persévérait dans la résolution qu'il avait une fois prise de préférer la modération aux partis extrêmes; qu'il offrait la paix au roi de Pologne, avec l'oubli du passé, en posant la convention de Hanovre pour base de cette réconciliation.

Ce parti n'avait été pris qu'après de mûres réflexions, parce qu'on peut faire la paix lorsque les armes sont heureuses; mais si l'on a du dessous, l'ennemi ne se trouve guère dans des dispositions de se réconcilier. La paix pouvait épargner le sang de tant

[a] Voir l'*Appendice*, à la fin de ce volume.

de braves officiers, qui allaient le sacrifier pour remporter la victoire. Il fallait considérer que quelque heureuse que fût la guerre en Saxe, c'était un incendie dans la maison du voisin, qui pouvait se communiquer à la sienne; il fallait outre cela, le plus promptement que possible, terminer cette guerre, pour empêcher la Russie de s'en mêler. Le Roi n'avait rien à espérer des secours de la France; et si l'on ne mettait fin à ces troubles pendant l'hiver, on devait s'attendre au printemps que la reine de Hongrie rappellerait du Rhin son armée, qui maintenant lui devenait inutile, pour la joindre à celle de la Bohême, ce qui lui aurait donné une grande supériorité; enfin le prétexte de la guerre ne subsistait plus depuis la mort de Charles VII. Ajoutez encore que la récolte de l'année ayant été mauvaise, elle avait rendu les blés aussi rares que chers, et l'entier épuisement des finances : la paix était donc le seul remède à tous ces maux.

On s'étonnera peut-être que le Roi parût si modéré dans les conditions qu'il proposait pour la paix; mais qu'on observe qu'il était dans une situation qui l'engageait à calculer toutes ses démarches, et à ne rien hasarder légèrement. Premièrement, il soutenait les principes de désintéressement qu'il avait annoncés dans des manifestes de l'année 1744 et 1745 : [a] s'il avait extorqué quelque cession au roi de Pologne, il aurait confondu les intérêts de ce prince avec ceux des Autrichiens, et il serait devenu l'artisan d'une union que la bonne politique exigeait qu'il dût dissoudre. Ensuite, l'Europe n'était que trop jalouse de l'acquisition que le Roi avait faite de la Silésie : il fallait effacer ces impressions, et non les renouveler. Ajoutez encore que le moyen le plus court de parvenir à la paix, était de rétablir *in statu quo* l'ordre des possessions, et sur le pied où elles étaient avant la dernière guerre. Comme les conditions proposées n'étaient ni dures ni

[a] L'*Exposé des motifs qui déterminèrent le Roi à envoyer des troupes auxiliaires à l'empereur des Romains* (*Gazette privilégiée de Berlin*, 13 août 1744, n° 97), se termine ainsi : « En un mot, le Roi ne demande rien, et il ne « s'agit point de ses intérêts personnels; mais Sa Majesté n'a recours aux armes « que pour rendre la liberté à l'Empire, la dignité à l'Empereur, et le repos à « l'Europe. »

Le manifeste de l'année 1745 paraît faire allusion aux dépêches du comte de Podewils adressées aux cours étrangères, et mentionnées plus haut, p. 150.

onéreuses, elles pouvaient procurer une paix d'autant plus stable, qu'elle ne laissait ni semence d'animosité, ni de jalousie. Ces principes servirent de loi, et l'on verra dans la suite que, malgré les succès qui couronnèrent les entreprises de ce prince, il ne s'en départit jamais. Qui n'aurait cru que des propositions aussi raisonnables n'eussent été bien accueillies par le roi de Pologne? Il en fut tout le contraire cependant. Le comte Brühl n'avait que son projet en tête. Dans cette vue il avait fait revenir en Saxe le prince de Lorraine, dans l'intention de joindre cette armée à celle de Rutowski et au corps du comte de Grünne : fier de ce nombre, il se proposa de commettre le sort de son roi et le salut de sa patrie à la fortune d'un combat, sacrifiant ainsi tous les intérêts qui sont sacrés à la plupart des hommes, pour satisfaire sa vengeance particulière.

Villiers se rendit à la cour avec le visage d'un homme qui annonce une bonne nouvelle; il demanda audience, et ajouta aux propositions dont il était chargé, les exhortations les plus pathétiques, pour porter Auguste à éviter les malheurs qui menaçaient ses peuples et sa personne. Le Roi lui répondit sèchement qu'il aviserait à ce qu'il y aurait à faire. Brühl s'expliqua plus clairement avec le ministre anglais : il fit sonner fort haut le secours qu'il attendait des Russes; il parla avec emphase des grandes ressources de la Saxe, et finit par lui dire que, par déférence pour le roi d'Angleterre, il ferait délivrer au sieur Villiers un mémoire contenant les raisons auxquelles le roi de Pologne pourrait se résoudre à faire la paix. Le lendemain, 1er de décembre, le roi de Pologne partit pour Prague, et les deux princes aînés, pour Nuremberg. Quel contraste de hauteur et de faiblesse! Après le départ de la cour, un des conseillers saxons remit au sieur Villiers ce mémoire, qui contenait en substance : «Que le roi de Pologne accéderait à la convention de Hanovre, à condition qu'au moment même les Prussiens feraient cesser toute hostilité, n'exigeraient plus de contributions, bonifieraient celles qu'ils avaient reçues, évacueraient la Saxe sans plus différer, et payeraient tous les dommages avenus et à venir par la retraite des troupes.» Villiers augura mal d'une paix dont la Saxe dictait les conditions avec hauteur. Il envoya ce mémoire au Roi, en l'assurant des bonnes

intentions du roi d'Angleterre, et il ajouta qu'il ne garantissait pas la déclaration des ministres de Saxe; c'était en dire assez.

Le Roi fut informé en même temps que le prince de Lorraine avait passé l'Elbe à Leitmeritz, et qu'il dirigeait sa marche vers Dresde. En combinant le mouvement de cette armée et la fuite précipitée du roi de Pologne et de ses enfants, il en résultait évidemment que Brühl ne voulait point la paix. Pour être donc plus à portée d'anéantir les projets d'ennemis aussi acharnés, le Roi transporta son quartier à Bautzen, et M. de Lehwaldt se porta sur Königsbrück, à un mille de Meissen. En attendant, Sa Majesté répondit au sieur Villiers : «Qu'elle avait fait venir le comte «Podewils auprès de sa personne, pour faciliter tout ce qui pour-«rait contribuer à la paix; qu'elle se flattait que le roi de Pologne «voudrait bien également nommer un de ses ministres, pour «qu'on pût mettre la dernière main à cet ouvrage salutaire, et «que les préliminaires signés mettraient fin aux hostilités; que «pour l'article des fourrages et des contributions qui devaient «être indemnisées, le Roi pourrait évaluer également les dégâts «que les troupes saxonnes avaient faits en Silésie, mais que le «plus sûr serait de rayer entièrement cet article.» Le Roi ajouta qu'il espérait que les ministres de Russie et de Hollande voudraient bien se rendre les garants de ce traité de paix, et se plaignit du départ du roi de Pologne comme d'une démarche peu amiable, et injurieuse à sa façon de penser, et de mauvais augure pour la négociation entamée. Brühl avait conduit son maître à Prague, pour l'obséder davantage, pour l'empêcher de voir les malheurs de la guerre et d'entendre crier la voix de sa patrie : il voulait le retenir par les Autrichiens dans les dispositions où il était de continuer la guerre. Ainsi Brühl sacrifiait tout aux intérêts de la reine de Hongrie.

Le Roi vit bien qu'il ne fallait désormais négocier que par des victoires. Il était temps de reprendre avec ardeur les opérations de la campagne. La Lusace était conquise; tout devait rouler sur les entreprises que l'armée du prince d'Anhalt pourrait exécuter. Il y avait huit jours que le Roi n'avait reçu des lettres de ce prince : cette incertitude l'embarrassait d'autant plus, qu'il n'y

avait pas un moment à perdre pour être à portée d'agir de concert. Le pont de Meissen était de la dernière importance, il fallait s'en saisir avant que l'ennemi ne pensât à le ruiner; mais M. de Lehwaldt ne pouvait s'emparer de la ville, située sur la rive gauche de l'Elbe, qu'à l'aide du prince d'Anhalt. Faute de nouvelles, le Roi supputa les jours de marche de ce prince, et il calcula qu'il pourrait arriver à Meissen le 8 ou le 9 de décembre au plus tard. Lehwaldt s'y rendit ce jour; le prince d'Anhalt n'arriva point : la rivière, qui justement charriait des glaces, empêcha M. de Lehwaldt d'y construire son pont avec ses pontons. Tous ces incidents retardèrent donc cette expédition.

Le sieur de Villiers, qui était à Prague, expédia un courrier au Roi, dont les dépêches contenaient que le roi de Pologne n'enverrait aucun ministre avec des pleins pouvoirs; que, bien loin de là, il attendait de nombreux secours de ses alliés, avec lesquels il se vengerait, dans l'électorat de Brandebourg, des dégâts qu'il prétendait que les Prussiens avaient faits en Saxe; qu'il pensait avoir dû quitter Dresde, s'attendant à être moins ménagé encore dans une guerre ouverte, qu'il ne l'avait été dans les écrits qui l'avaient précédée. On voit qu'il s'agit bien plus de Brühl dans ce dernier article, que du Roi même. Le Roi répondit en substance au sieur Villiers : «Qu'il admirait la hauteur et l'inflexibilité du roi de Pologne; que, sans avoir d'animosité contre ce prince, il était impossible de nourrir une armée de quatre-vingt mille hommes dans un pays, sans qu'il éprouvât quelques calamités; que si les ennemis avaient eu la fortune propice, comme elle leur était contraire, ils n'auraient pas usé d'autant de modération dans le Brandebourg que le Roi en usait en Saxe; qu'ils auraient tout pillé, brûlé, abîmé, comme on en avait des exemples en Silésie : mais puisque le roi de Pologne voulait la guerre, on la lui ferait plus vive et avec plus de feu que jamais.»

Le 9 arrivent des dépêches du prince d'Anhalt, datées de Torgau. Il mandait qu'il avait fait deux cents prisonniers dans cette ville, et rejetait la lenteur de sa marche sur les difficultés d'amasser des vivres et des chariots. C'étaient des prétextes pour excuser ses délais : il employa neuf jours à faire neuf milles. Sa conduite était d'autant moins excusable, qu'il avait un magasin à sa dis-

position à Halle, qu'il en avait pris un aux ennemis à Leipzig, qu'il n'avait point d'ennemi devant lui, et que par conséquent il était maître des fourrages, des vivres, des chevaux et des livraisons du pays. Sa lenteur ne peut s'attribuer qu'à son esprit de contradiction et à son âge : il n'aurait pas été fâché de faire passer l'expédition de Lusace pour l'heureuse étourderie d'un jeune homme; il affectait un air de circonspection et de sagesse, qui, joint à sa longue expérience, devait former un contraste avec le feu que le Roi mettait dans ses opérations. Le prince d'Anhalt ne fut point loué de sa lenteur : le Roi lui écrivit qu'elle était très-préjudiciable au bien de son service, parce qu'il avait donné aux Autrichiens le temps de se joindre aux Saxons, et de pouvoir détruire le pont de Meissen, ce qui rendrait la jonction des deux armées autant qu'impossible; il lui enjoignit d'user de toute diligence pour s'approcher le plus promptement possible. Le Prince promit dans sa réponse qu'il serait le 12 décembre à Meissen. Sur cela, tous les quartiers furent rassemblés. Le Roi ne laissa que quatre bataillons et quelques hussards à Zittau, un bataillon à Görlitz, et deux à Bautzen. Ces troupes se joignirent le 13 à Camenz, à l'exception de M. de Lehwaldt, qui était déjà vis-à-vis de Meissen; le prince d'Anhalt y arriva le 12 : mais la garnison saxonne s'en était sauvée par une poterne, et avait regagné le gros de l'armée. Pendant que l'infanterie du Prince entrait à Meissen, la cavalerie, qui avait un chemin creux à traverser, ne le passait qu'un à un. Les deux derniers régiments, savoir : les dragons de Röell et de Holstein, mirent pied à terre pour attendre leur tour; Sibilski s'en aperçut : il se glissa avec ses Saxons dans un bois épais, d'où il fondit à l'improviste sur les dragons prussiens, leur enleva deux paires de timbales, trois étendards et cent quatre-vingts hommes. D'autres escadrons montèrent à cheval, et rechassèrent l'ennemi; mais l'affront était reçu, et le remède vint trop tard. Il en coûta la vie au général Röell,[a] qui était malade, et qui suivait la colonne en carrosse. Il faut con-

[a] Frédéric-Alexandre de Röell, lieutenant-général et chef du régiment de dragons n° 7. Il était âgé de soixante-neuf ans lorsqu'il fut tué le 13 décembre 1745.

venir que le froid était excessif; que la cavalerie avait été douze heures à cheval; mais qu'ils péchèrent en passant un bois qu'ils n'avaient pas fait fouiller d'avance : les moindres fautes à la guerre sont punies, car l'ennemi ne pardonne pas.

Le 12 fut employé à réparer le pont de l'Elbe, et le 13 le général Lehwaldt se joignit au prince d'Anhalt. C'était ce pont de Meissen pour lequel on craignait tant, que les Saxons auraient dû détruire : mais le ministère saxon, qui dominait les généraux, ne comprenait pas qu'un pont peut contribuer à la perte d'un pays. Ce pont était en partie de pierre de taille; il avait coûté cent cinquante mille écus à construire : il ne voulut jamais consentir qu'on le démolît. Ce conseil était composé d'un mélange de pédants et de gens parvenus : Hennicke, qui était à leur tête, avait été élevé par la fortune de valet de pied au grade de ministre. Il joignait au talent d'un financier l'art de fouler méthodiquement les sujets : son économie fournissait aux prodigalités du Roi comme aux dissipations de son favori. Avec ce crédit, il gouvernait la Saxe en subalterne sous le comte Brühl : de lui émanaient les ordres à l'armée; il en dirigeait les opérations; et c'est à son incapacité qu'il faut attribuer les fautes grossières des généraux saxons dans cette campagne d'hiver.

L'armée du Roi arriva le 14 à Königsbrück; à force d'aiguillonner le prince d'Anhalt, il s'avança le même jour à Neustadt, où les troupes furent obligées de camper malgré le froid perçant qu'il faisait alors. Le prince de Lorraine était arrivé le 13 décembre avec son armée auprès de Dresde. Hennicke, qui réglait tout, étendit si fort les quartiers des Autrichiens, qu'il leur aurait fallu vingt-quatre heures pour se rassembler. Le prince de Lorraine fit des représentations convenables pour qu'on changeât cette disposition; mais Hennicke, accoutumé à donner la loi aux fermiers et aux traitants, n'en tint aucun compte. Le prince de Lorraine, qui prévoyait que le comte Rutowski allait être attaqué, le pria de l'avertir à temps s'il avait besoin de lui, parce qu'il lui fallait du temps pour rassembler ses troupes dispersées : le comte Rutowski lui répondit qu'il n'avait pas besoin de secours; qu'il était assez en force dans le poste qu'il occupait, et que ja-

mais les Prussiens n'auraient l'audace de l'attaquer. Depuis la bataille de Fontenoi, que le comte de Saxe avait gagnée par la supériorité de son artillerie, on vit beaucoup de généraux qui voulurent suivre cette méthode. La disposition des Autrichiens à la bataille de Soor en devait être une copie, et le poste que le comte Rutowski avait à Kesselsdorf était de même modelé sur celui de Fontenoi : [a] la différence du comte de Saxe à ses imitateurs, mit de la différence dans leurs succès.

Cependant les deux armées prussiennes se mirent en marche : celle du prince d'Anhalt, pour s'approcher des ennemis, et celle du Roi, pour passer l'Elbe à Meissen. Le Roi fit entrer quatorze bataillons dans cette ville : le reste de l'infanterie et de la cavalerie était cantonné à la rive droite de l'Elbe; de sorte que s'il était nécessaire, en rassemblant ses troupes, le Roi pouvait secourir le prince d'Anhalt; et en cas que les Autrichiens eussent passé l'Elbe à Dresde, le Roi leur pouvait faire tête de ce côté.

Le Roi reçut, en arrivant à Meissen, une lettre de M. Villiers, qui lui apprenait que le délabrement extrême des affaires d'Auguste III, et la nécessité où il était réduit, l'avaient enfin déterminé à donner les mains à un accommodement; que Saul, le Mercure du comte de Brühl, allait partir pour Dresde avec des instructions et des pleins pouvoirs pour les ministres, afin qu'ils pussent travailler avec les ministres prussiens au rétablissement de la paix; que la reine de Hongrie voulait y accéder aussi, moyennant quelques adoucissements à la convention de Hanovre; que lui, Villiers, se rendrait au plus tôt à Dresde, pour intervenir entre les parties au cas qu'il en fût besoin, et rendre leur réconciliation plus facile.

Le Roi avait à peine achevé de lire cette lettre, qu'on vint l'avertir que du côté de Dresde toute l'atmosphère paraissait embrasée, et qu'on entendait le bruit d'une canonnade terrible. Le Roi se douta bien que le prince d'Anhalt était engagé avec les ennemis : il fit incontinent seller la cavalerie; l'infanterie eut ordre de se mettre sous les armes, et le Roi courut avec une centaine de hussards sur le chemin de Dresde. Il envoya de petits

[a] Voyez ci-dessus, p. 97.

partis de tous côtés; l'un d'eux lui amena six fuyards du corps de Sibilski, qui assurèrent que les Saxons étaient battus : ce qui fit ajouter foi à leurs discours, c'est qu'on ne vit paraître aucun Prussien, ce qui arrive d'ordinaire lorsque les affaires vont mal. Mais la nuit, qui survint, obligea le Roi de retourner à Meissen, pour ne pas s'exposer à quelque affront, satisfait d'avoir toutes les probabilités de la victoire de ses troupes. Si la fortune n'avait pas secondé le prince d'Anhalt, le Roi s'était décidé à rassembler ses troupes sur les hauteurs de Meissen; aller au-devant des troupes battues; de les mettre en seconde ligne, son armée dans la première; d'attaquer de nouveau les ennemis, et de les vaincre à quelque prix que ce fût. Mais le prince d'Anhalt lui épargna cette peine; le soir même un officier de cette armée arriva, et rendit compte au Roi des circonstances suivantes de cette glorieuse bataille.

Le prince d'Anhalt avait décampé le 15 de grand matin, et avait pris par Wilsdruf le droit chemin sur Dresde. Ayant passé Wilsdruf, ses hussards donnèrent sur un gros d'uhlans, qu'ils poussèrent devant eux jusqu'à Kesselsdorf, où ils aperçurent toute l'armée saxonne rangée en ordre de bataille; ils en avertirent incontinent le prince d'Anhalt. Un profond ravin, dont en certains endroits le fond est marécageux, couvrait le front des ennemis : sa grande profondeur est du côté de l'Elbe; il va toujours en s'aplanissant vers Kesselsdorf, et se perd entièrement au delà, vers la forêt du Tharand. Les Saxons avaient appuyé leur gauche à Kesselsdorf : le terrain y était, comme je l'ai dit, entièrement uni; ce village était défendu par tous les grenadiers de leur armée, et par le régiment de Rutowski; une batterie de vingt-quatre pièces de gros canon en rendait l'abord meurtrier. Le corps de Grünne était à l'aile droite de cette armée, qui s'appuyait à Bennerich, proche de l'Elbe : ce lieu était inattaquable, à cause des rochers et des précipices qui en interdisent l'abord. Avant la bataille, la cavalerie saxonne était à la gauche de Kesselsdorf, rangée en ligne avec le reste de l'armée, la gauche vers le Tharand : on ne sait pourquoi le comte Rutowski la déplaça, et la mit en troisième ligne derrière son infanterie.

Comme le prince d'Anhalt arriva sur les lieux avec la tête de son armée, il jugea d'abord que le succès de cette journée dépendait de la prise du village de Kesselsdorf, et il fit ses arrangements pour l'emporter. Il commença par former ses troupes vis-à-vis celles de l'ennemi : l'infanterie, destinée pour donner sur le village, fut mise sur trois lignes, et les dragons de Bonin formèrent la quatrième. Dès que ses troupes furent ainsi disposées, trois bataillons de grenadiers, avec les trois de son régiment, attaquèrent le village de front; M. de Lehwaldt le prit par le flanc : vingt-quatre canons chargés de mitraille, les grenadiers saxons et le régiment de Rutowski firent reculer les assaillants. La seconde attaque ne fut pas plus heureuse, car le feu était trop violent; mais le régiment de Rutowski sortit du village, et voulut poursuivre les Prussiens; il se mit donc devant ses batteries, qu'il empêchait de tirer. Le prince d'Anhalt profita de ce moment : il ordonna au colonel Lüderitz, qui commandait les dragons, de charger; alors celui-ci fondit sur les Saxons en pleine carrière. Tout ce qui résista, fut passé au fil de l'épée; le reste fut pris; l'infanterie s'empara en même temps du village, y entra de tous les côtés, et prit la batterie qui avait rendu ce poste si formidable. Le général Lehwaldt mit le comble à cette victoire : il obligea toutes les troupes qui avaient défendu le village à mettre les armes bas. Le prince d'Anhalt profita de ce premier succès en habile capitaine : il gagna sans perte de temps le flanc gauche de l'ennemi; la cavalerie de sa droite renversa d'un seul choc la cavalerie saxonne, et la dissipa à ne pouvoir se rallier. Tout prit la fuite avec tant de promptitude, qu'ils échappèrent à des troupes accoutumées à conserver l'ordre et à ne point se débander.

La gauche des Prussiens, sous les ordres du prince Maurice, se canonna avec l'ennemi jusqu'à ce que le village de Kesselsdorf fut emporté; mais impatiente alors d'avoir part à la gloire de cette journée, elle marcha aux Saxons, en bravant tous les obstacles : des rochers à gravir, des neiges qui rendaient le terrain glissant, la difficulté du terrain, et des ennemis qui combattaient pour leurs foyers, tout céda au courage des vainqueurs. Les

Saxons et les Autrichiens furent chassés des rochers escarpés de Bennerich. Les Prussiens ne purent conserver ni l'ordre des bataillons ni même des pelotons formés, tant ces hauteurs qu'ils escaladaient étaient escarpées; la cavalerie ennemie les attaqua ainsi éparpillés. Il est certain que si les Saxons avaient été valeureux, l'infanterie prussienne aurait dû être taillée en pièces; mais cette cavalerie attaqua si mollement et fut si mal soutenue, qu'après quelques décharges que les Prussiens firent sur elle, elle disparut, et céda le champ de bataille aux vainqueurs. La cavalerie de la gauche des Prussiens n'avait pas pu agir pendant tout le combat, à cause des précipices impraticables qui la séparaient des ennemis; le prince d'Anhalt l'envoya à la poursuite des fuyards, sur lesquels M. de Gessler fit encore un bon nombre de prisonniers.

Le prince d'Anhalt donna dans cette action de véritables marques de son expérience et de sa capacité. Les généraux, les officiers et les soldats, tous s'y distinguèrent: leur succès justifia leur témérité. De la part des Saxons, il resta trois mille morts sur la place; on fit prisonniers deux cent quinze officiers et six mille cinq cents soldats; ils perdirent de plus cinq drapeaux, trois étendards, une paire de timbales et quarante-huit canons. Les Prussiens eurent quarante et un officiers et seize cent vingt et un soldats de tués, et le double de blessés.[a]

[a] C'est sans doute par oubli que le Roi ne rappelle pas ici les noms des héros morts à Kesselsdorf. Dans la première rédaction de son ouvrage, il dit au dernier chapitre, p. 28: «Nous eûmes quarante et un officiers et seize cent vingt «et un soldats de tués, et à peu près le double de blessés; on trouva le général «de Hertzberg et le colonel d'Assebourg parmi les morts.» Le général-major Hans-Gaspard de Hertzberg et le colonel des cuirassiers du corps, Henri-Charles d'Assebourg, ont eu également le malheur d'être passés sous silence dans l'*Épître à Stille* (*Œuvres de Frédéric, publiées du vivant de l'Auteur.* T. IV, p. 111), qui célèbre les officiers tombés ou blessés dans les deux premières guerres de Silésie. Le Roi a encore élevé un monument à ses héroïques soldats dans *L'Art de la guerre* (l. c., p. 349—419).

Hans-Gaspard de Hertzberg, général-major et chef du régiment d'infanterie n° 20, était né en Poméranie en 1685.

Samuel de Polentz, général-major et chef du régiment d'infanterie n° 13, naquit dans la province de Prusse le 24 janvier 1698, et mourut de ses blessures à Meissen le 28 janvier 1746.

Si nous examinons les fautes commises des deux parts dans cette bataille, nous trouvons premièrement que le comte de Rutowski n'avait pensé dans son poste qu'à la sûreté de sa gauche;[a] pour la droite,[a] elle était en l'air, et l'on pouvait tourner le village de Kesselsdorf. Si les Prussiens avaient plus pris par leur droite, le prince d'Anhalt aurait pu tourner entièrement le village, et l'emporter à moins de frais; mais il ne faisait que d'arriver, et n'ayant pas eu le temps de reconnaître le terrain, cela seul peut lui servir d'excuse. La plus grande faute des Saxons fut sans doute de sortir du village; car ils empêchèrent leur propre canon d'agir contre les Prussiens, et c'était leur meilleure défense. Une faute non moins considérable fut que cette infanterie postée de Kesselsdorf à Bennerich, n'était pas sur la crête des hauteurs, mais en arrière de plus de cent pas, de sorte qu'ils ne défendirent pas avec les petites armes le passage du précipice, et le laissèrent escalader, se contentant de tirer quand l'ennemi aurait vaincu la plus grande difficulté du combat. Mais de telles remarques peuvent avoir lieu sur la plupart des actions des hommes : ils font tous des fautes, parce qu'aucun d'eux n'est parfait; et si nous résumons celles qui se sont commises dans cette bataille, c'est pour que la postérité apprenne à n'en pas faire d'aussi grossières que celles des Saxons.

Le comte Rutowski et toute son armée arrivèrent à Dresde en pleine course; ils y trouvèrent le prince de Lorraine occupé à rassembler ses troupes éparpillées. Il offrit au comte d'attaquer le lendemain les Prussiens conjointement avec lui; mais le Saxon en avait de reste. Il allégua pour excuse que son infanterie était presque détruite; qu'il avait perdu dix mille hommes; qu'il manquait d'armes et de munitions; et que ses soldats n'étaient pas encore revenus de leur terreur : il ajouta que le roi de Prusse allait se joindre au prince d'Anhalt; que Dresde manquait de provisions de bouche et de munitions de guerre; que pour sauver les débris de Kesselsdorf, il fallait se sauver à Zehista, village au pied des montagnes qui versent en Bohême. Ce projet fut exécuté : les Saxons évacuèrent Dresde, et n'y laissèrent

[a] Voyez ci-dessus, p. 166.

que des milices; le 16, ils se campèrent auprès du Königstein, et renvoyèrent leur cavalerie en Bohême, faute de moyens pour la nourrir plus longtemps sur le territoire saxon. L'armée du Roi avança le 16 jusqu'à Wilsdruf; et le 17, ses troupes formèrent la première ligne, et se portèrent sur le ruisseau de Plauen.

L'heureux succès de cette expédition fit oublier la lenteur que le prince d'Anhalt avait affectée à son début : la journée de Kesselsdorf avait jeté un beau voile sur cette faute. Le Roi lui dit les choses les plus flatteuses sur la gloire qu'il s'était acquise, et n'omit rien de ce qui pouvait cajoler son amour-propre. Ce prince mena le Roi sur le champ de bataille : l'on fut moins surpris des difficultés, quoique grandes, que les troupes avaient eu à surmonter, et du nombre considérable des prisonniers, que de voir toute cette campagne couverte de bourgeois de Dresde, qui venaient avec des visages sereins à la rencontre des Prussiens. Lorsque le Roi traversa la Saxe en 1744, le duc de Weissenfels avait jeté dix bataillons dans Dresde; on y élevait des batteries; on faisait des coupures dans les rues; on mettait des palissades en tous les lieux où un pieu pouvait entrer en terre; aucun Prussien n'osait mettre le pied dans cette capitale : et en 1745, que le Roi entrait en Saxe à la tête de quatre-vingt mille hommes, que leurs troupes venaient d'être battues, les portes de Dresde restèrent ouvertes, et les enfants cadets de la famille royale, les ministres, les conseils suprêmes du pays, tout se rendit à discrétion. Telles sont les contradictions dont l'esprit humain est capable, quand il n'agit pas systématiquement, et que ceux qui le gouvernent, ont une mauvaise dialectique. Il paraît vraisemblable que la ville était dépourvue de provisions, et que les délibérations confuses, et la consternation qui régnait parmi les principaux ministres du roi de Pologne, causèrent cet abandon général. Les princes pouvaient se sauver, les ministres également: il n'y avait qu'à faire quatre milles pour gagner la Bohême. Une chose non moins étonnante est que ces Saxons qui voulaient abandonner Dresde, y jetèrent six mille hommes de leurs miliciens, dont ils auraient pu se servir pour recompléter leurs troupes.

Bientôt le Roi fit occuper le faubourg de Dresde. Le commandant fut sommé de se rendre : il répondit que Dresde n'était point une place de guerre; et les ministres envoyèrent un mémoire qui devait tenir lieu d'une espèce de capitulation. Le Roi en régla les conditions selon son bon plaisir. Le 18, les Prussiens entrèrent dans la ville. La milice fut désarmée, et servit à recruter les troupes : on y prit quatre cent quinze officiers et quinze cents blessés de la bataille de Kesselsdorf. Le Roi établit son quartier à Dresde avec l'état-major des deux armées. On divulgua dans le monde les bruits les plus injurieux au sujet des intentions du Roi sur cette capitale : on disait que le prince d'Anhalt avait demandé le pillage de Dresde pour son armée, lui ayant promis le sac de cette ville pour l'encourager pendant l'action. Le penchant des hommes pour la crédulité peut seul accréditer de telles calomnies : jamais le prince d'Anhalt n'aurait osé faire au Roi une proposition aussi barbare; et d'ailleurs ces sortes de promesses peuvent se faire à des troupes indisciplinées, et non à des Prussiens qui n'ont combattu que pour l'honneur et pour la gloire : le principe de leurs succès doit s'attribuer uniquement à l'ambition des officiers comme à l'obéissance des soldats.

A peine le Roi fut-il à Dresde, qu'il rendit visite aux enfants du Roi, pour calmer leur crainte et les rassurer entièrement. Il tâcha d'adoucir leur infortune, en leur faisant rendre scrupuleusement tous les honneurs qui leur étaient dus; la garde du château fut même soumise à leurs ordres. Le Roi répondit ensuite au sieur Villiers : «Qu'il avait été assez étonné de recevoir des «propositions de paix un jour de bataille; que pour abréger les «négociations, il s'était rendu lui-même à Dresde; que la fortune «qui avait secondé sa cause, l'avait mis en situation de ressentir «vivement les mauvais procédés, la duplicité et la perfidie dont «le comte de Brühl avait fait usage dans toutes ses négociations : «mais que bien éloigné d'avoir une façon de penser aussi basse, «il offrait, mais pour la dernière fois, son amitié au roi de Po-«logne; qu'il attendait que les sieurs de Bülow et de Rex eussent «reçu leurs pleins pouvoirs, pour qu'on pût finir avec eux sans

«autre délai; qu'enfin il ne se départirait en rien des engagements «qu'il avait pris avec le roi d'Angleterre par la convention de Ha-«novre; que pour lui, loin d'être aveuglé par la fortune, il ne «hausserait ni ne baisserait ses prétentions, et qu'ainsi la reine de «Hongrie ne devait pas s'attendre à lui faire changer de résolu-«tion.» Le Roi finit en recommandant à M. de Villiers de lui rapporter exactement le dernier mot du roi de Pologne, afin que dorénavant rien ne mît de nouveaux empêchements à la pacification de l'Allemagne et du Nord. Bientôt le Roi fit inviter chez lui tous les ministres saxons : il récapitula tout ce qui s'était passé; il leur exposa avec vérité ses sentiments, et les conditions de paix modérées qu'il offrait à ses ennemis : il fut assez heureux pour les convaincre que ses conditions étaient telles qu'ils les auraient pu souhaiter ou dicter eux-mêmes, et que leur roi n'avait d'autre parti à prendre que de les signer.

On prit en même temps des mesures pour que les troupes observassent le meilleur ordre : le Roi mit dans ses procédés toute la douceur possible, afin que cette province voisine et malheureuse ne se ressentît que légèrement des fléaux d'une guerre dont le peuple était innocent. Pour s'accommoder à la coutume, on chanta dans les églises le *Te Deum,* sous la triple décharge de l'artillerie de la ville; et le soir on fit représenter l'opéra d'*Arminius.* On ne rappelle ces bagatelles que relativement aux anecdotes où elles tiennent. Jusqu'à l'opéra tout devenait entre les mains de Brühl un ressort pour gouverner l'esprit de son maître: il avait fait représenter la *Clémence de Titus* au sujet de la disgrâce de Sulkowski et des prétendus crimes que le Roi lui pardonna; *Arminius* parut pendant cette dernière guerre : cette histoire devait servir d'allégorie au secours qu'Auguste III donnait à la reine de Hongrie contre les Français et les Prussiens, qu'on accusait de vouloir tout subjuguer. Les louanges flatteuses de la poésie italienne, rehaussées du charme de l'harmonie, et rendues par le gosier flexible des châtrés, persuadaient au roi de Pologne qu'il était l'exemple des princes et un modèle d'humanité. Les musiciens supprimèrent un chœur de l'opéra, qu'ils n'osèrent produire en présence des Prussiens, parce que les paroles pouvaient

être justement rétorquées après ce qui venait d'arriver en Saxe; les voici :

> Sulle rovine altrui alzar non pensi il soglio,
> Colui che al sol' orgoglio riduce ogni virtù.[a]

Les chœurs des opéras d'Auguste valaient les prologues de ceux de Louis XIV.

Pendant qu'on chantait à Dresde des *Te Deum* et des opéras, M. de Villiers, qu'on y attendait avec impatience, arriva de Prague avec les pleins pouvoirs et toutes les autorisations nécessaires aux ministres saxons pour conclure la paix. Il fut suivi par le comte Frédéric Harrach, qui venait de la part de l'Impératrice-Reine pour la même intention.

Pendant que tout se préparait à Dresde à pacifier les troubles de l'Allemagne, le Roi reçut cette réponse de Louis XV à la lettre touchante qu'il lui avait écrite de Berlin pour lui demander son assistance. Cette réponse avait été minutée par ses ministres, le Roi n'avait prêté que sa main pour la transcrire; la voici :

Monsieur mon frère,

Votre Majesté me confirme, dans sa lettre du 15 de novembre, ce que je savais déjà de la convention de Hanovre du 26 d'août. J'ai dû être surpris d'un traité négocié, conclu, signé et ratifié avec un prince mon ennemi, sans m'en avoir donné la moindre connaissance. Je ne suis point étonné de vos refus de vous prêter à des mesures violentes et à un engagement direct et formel contre moi; mes ennemis doivent connaître Votre Majesté : c'est une nouvelle injure d'avoir osé lui faire des propositions indignes d'elle. Je comptais sur votre diversion; j'en faisais deux puissantes en Flandre et en Italie; j'occupais sur le Rhin la plus grosse armée de la reine de Hongrie. Mes dépenses, mes efforts ont été couronnés des plus grands succès. Votre Majesté en a fort exposé les suites par le traité qu'elle a conclu à mon insu.

[a] *Arminio*, opéra de Hasse, chœur final; ce dernier morceau fut composé par Graun. (Ms. in-fol., n° 272, de la Bibliothèque royale de Berlin, section musicale).

Si cette princesse y avait souscrit, toute son armée de Bohême se serait subitement tournée contre moi; ce ne sont pas là des moyens de paix. Je n'en ressens pas moins l'horreur du péril que vous courez; et rien n'égalera l'impatience de vous savoir en sûreté, et votre tranquillité fera la mienne. Votre Majesté est en force, et la terreur de nos ennemis, et a emporté sur eux des avantages considérables et glorieux; l'hiver avec cela, qui suspend les opérations militaires, suffisait seul pour la défendre. Qui est plus capable que Votre Majesté de se donner de bons conseils à elle-même? Elle n'a qu'à suivre ce que lui dictera son esprit, son expérience, et par-dessus tout son honneur. Quant aux secours, qui de ma part ne peuvent consister qu'en subsides et en diversions, j'ai fait toutes celles qui me sont possibles, et je continuerai par les moyens qui assurent le mieux le succès : j'augmente mes troupes; je ne néglige rien; je presse tout ce qui pourra pousser la campagne prochaine avec la plus grande vigueur. Si Votre Majesté a des projets capables de fortifier mes entreprises, je la prie de me les communiquer, et je me concerterai toujours de grand plaisir avec elle, etc.

Au premier aspect de cette lettre, elle paraît douce et polie; mais quand on considère les circonstances fâcheuses où se trouvait le roi de Prusse, et les différentes négociations avec la France qui l'avaient précédée, on y remarque un ton d'ironie d'autant plus déplacé, que l'on n'était pas convenu de remplir par des épigrammes les engagements réciproques contractés par le traité de Versailles. Dépouillons cette lettre de tout verbiage, et examinons ce qu'elle dit réellement : « Je suis fort fâché que vous ayez conclu le traité de Hanovre sans m'en avertir, car le prince de Lorraine reviendrait en Alsace, si la reine de Hongrie l'acceptait. Ne voyez-vous pas que la guerre d'Italie et de Flandre que je soutiens, est une diversion que je fais en votre faveur? car je n'ai nul intérêt à la conquête de la Flandre, et l'établissement de mon gendre Don Philippe en Italie me touche peu. Conti contient si bien les forces principales de la reine de Hongrie en Allemagne, qu'il a repassé le Rhin, laissé faire un Empereur à qui l'a voulu;

que Traun a pu détacher Grünne pour la Saxe, et peut-être le suivre avec le reste de ses troupes, si la reine de Hongrie trouve à propos de l'employer contre vous. J'ai fait de grandes choses cette campagne : on a aussi parlé de vous. Je plains la situation dangereuse où vous vous êtes mis pour l'amour de moi ; on n'acquiert de la gloire qu'en se sacrifiant pour la France : témoignez de la constance, et souffrez toujours ; imitez l'exemple de mes autres alliés, que j'ai abandonnés, à la vérité, mais auxquels j'ai donné l'aumône lorsqu'on les avait dépouillés de toutes leurs possessions. Prenez conseil de votre esprit, et de la présomption avec laquelle vous vous êtes ingéré quelquefois à me donner des avis : vous aurez sans doute assez d'habileté pour vous tirer d'embarras ; d'ailleurs le froid de l'hiver engourdira vos ennemis, et ils ne pourront vous combattre. Si cependant il vous arrivait malheur, je vous promets que l'Académie française fera l'oraison funèbre de votre empire, que vos ennemis auront détruit. Votre nom sera placé dans le martyrologe où se trouve le nom des fanatiques qui se sont perdus pour le service de la France, et des alliés qu'elle a daigné abandonner. Vous voyez que j'ai fait des diversions ; je vous ai offert jusqu'à un million de livres de subsides. Espérez avec ferveur dans la belle campagne que je ferai l'été prochain, pour laquelle je prépare tout dès à présent, et comptez que je me concerterai avec vous sur tous les sujets où vous voudrez suivre aveuglément mes volontés, et vous conformer à tout ce qui s'accorde avec mes intérêts. »

Dès que les négociations de la paix furent assez avancées pour qu'on fût sûr de leur réussite, le Roi répondit à cette lettre du roi de France, par une autre dont nous rapporterons le contenu, parce que la matière dont il s'agit était aussi importante que délicate.

Monsieur mon frère,

Après la lettre que j'avais écrite à Votre Majesté en date du 15 de novembre, je devais m'attendre de sa part à des secours réels. Je n'entre point dans les raisons qu'elle peut avoir d'abandonner ses alliés aux caprices de la fortune. Pour cette fois, la

valeur seule de mes troupes m'a tiré du pas scabreux où je me trouvais. Si le nombre de mes ennemis m'eût accablé, Votre Majesté se serait contentée de me plaindre, et j'aurais été sans ressources. Comment une alliance peut-elle subsister, si les parties contractantes ne concourent pas avec une même ardeur à leur conservation commune? Votre Majesté me dit de me conseiller moi-même : je le fais, puisqu'elle le juge à propos. La raison me dit de mettre promptement fin à une guerre qui n'a plus d'objet depuis que les troupes autrichiennes ne sont plus en Alsace, et depuis la mort de l'Empereur : les batailles qu'on donnerait désormais, ne produiraient qu'une effusion de sang inutile. La raison m'avertit de penser à ma propre sûreté; de considérer le grand armement des Russes, qui menace le royaume du côté de la Courlande; l'armée que M. de Traun commande sur le Rhin, qui pourrait aisément refluer vers la Saxe; l'inconstance de la fortune; et enfin, que, dans la circonstance où je me trouve, je ne puis m'attendre à aucun secours de la part de mes alliés. Les Autrichiens et les Saxons viennent d'envoyer ici des ministres pour négocier la paix; je n'ai donc d'autre parti à prendre que de la signer. Après m'être donc acquitté ainsi de mon devoir envers l'État que je gouverne et envers ma famille, aucun objet ne me tiendra plus à cœur que de pouvoir me rendre utile aux intérêts de Votre Majesté. Puissé-je être assez heureux que de servir d'instrument à la pacification générale! Votre Majesté ne pourra confier ses vues à personne qui lui soit plus attaché que je le suis, ni qui travaille avec plus de zèle à rétablir la concorde et la bonne intelligence entre les puissances que ces longs démêlés ont rendues ennemies. Je la prie de me conserver son amitié, qui me sera toujours précieuse, et d'être persuadée que je suis etc.

C'était se congédier honnêtement, et alléguer des raisons si valables, qu'il aurait été impossible au Français d'y répondre.

Cependant les Autrichiens et les Saxons étaient encore aux environs de Pirna; il fallait les éloigner davantage, pour travailler plus tranquillement à la paix. Dans cette vue, M. de Retzow fut détaché avec cinq bataillons et quelque cavalerie du côté de Frey-

berg; la jalousie qu'il donnait de ce côté, accéléra la retraite des alliés en Bohême. Les troupes saxonnes faisaient à peine quinze mille hommes : le roi de Pologne, dénué de ses revenus, n'avait plus d'argent pour les payer; il ne pouvait pas attendre jusqu'au printemps que les Russes se missent en mouvement : il sentait la nullité de ce secours; enfin la nécessité du moment le forçait à consentir à la paix.

Dans ces entrefaites, le comte de Harrach arriva à Dresde. Il supposait que, fier de ses succès, à l'instar des Autrichiens, le Roi en rehaussant ses prétentions les rendrait excessives; mais bientôt détrompé de ce préjugé, il remercia même ce prince de la facilité avec laquelle il se prêtait à cette négociation. Le Roi lui répondit que la cause de la guerre ayant cessé par la mort de Charles VII, il avait été depuis ce moment dans les mêmes dispositions où il le voyait aujourd'hui. M. de Harrach jeta en avant quelques propositions sur une entrevue entre le Roi et la reine de Hongrie, qui furent éludées par l'exemple de l'inutilité et des mauvaises suites qui en étaient résultées; mais le Roi mêlant adroitement à ces refus des louanges de cette princesse, le comte s'en contenta, et laissa tomber l'affaire.

La paix fut signée le 25 décembre 1745. L'accession de la reine de Hongrie à la convention de Hanovre n'est qu'un renouvellement pur et simple de la paix de Breslau. Les Saxons promirent de ne jamais accorder de passage par leur pays aux ennemis du Roi, sous quelque prétexte que cela pût être. On convint de troquer le péage de Fürstenberg contre quelques terres de la même valeur. Le roi de Pologne garantit le payement d'un million de contributions auquel l'Électorat s'était engagé; il renonça par le même article à toute indemnisation des frais de la guerre. Le Roi promit en revanche de faire cesser les contributions du jour de la signature, et de retirer incessamment ses troupes de la Saxe, à l'exception de Meissen, où était l'hôpital prussien; ce qui lui fut accordé jusqu'à la guérison des blessés.

Ainsi finit cette seconde guerre, qui dura en tout seize mois; qui se fit de part et d'autre avec une ardeur et un acharnement extrême; où les Saxons découvrirent toute la rage qu'ils avaient

contre les Prussiens, et l'envie que leur inspirait l'agrandissement de cette puissance voisine; où les Autrichiens combattaient pour l'Empire et pour la prépondérance; dans laquelle les Russes voulurent se mêler, pour influer sur les troubles germaniques; à laquelle la France devait s'intéresser, et qu'elle négligea; où l'on vit la Prusse exposée à des dangers imminents, et dont elle triompha par la discipline et la valeur héroïque de ses troupes. Cette guerre ne donna pas lieu à ces grandes révolutions qui changent la destinée des empires; mais elle empêcha que de tels bouleversements n'arrivassent alors, en obligeant le prince de Lorraine d'abandonner l'Alsace. La mort de Charles VII fut de ces événements qu'on ne saurait prévoir : cette mort dérangea le projet d'arracher pour jamais la dignité impériale à la nouvelle maison d'Autriche. Ainsi, en appréciant les choses à leur juste valeur, on est obligé de convenir qu'à certains égards cette guerre causa une effusion de sang fort inutile, et qu'un enchaînement de victoires ne servit uniquement qu'à confirmer la Prusse dans la possession de la Silésie.

Si nous n'envisageons cette guerre que relativement à l'accroissement ou à l'affaiblissement des puissances belligérantes, nous trouvons qu'elle coûta aux Prussiens huit millions d'écus, mais qu'à la signature de la paix il leur restait pour toute ressource quinze mille écus[a] pour la continuation de la guerre. Les Prussiens firent dans ces deux campagnes quarante-cinq mille six cent soixante-quatre prisonniers sur leurs ennemis; à savoir : douze mille hommes à Prague: dix-sept cent cinquante par de petits partis; deux cent cinquante aux affaires de Plomnitz et de Reinerz du général Lehwaldt; sept mille cent trente-six à la bataille de Friedeberg; trois mille à la prise de Cosel, et cinq mille en différentes occasions par le général Nassau; deux cent cinquante par les hussards de Zieten; deux mille trente à la bataille de Soor; quatre cents par les troupes du margrave Charles dans la Haute-Silésie; quatre cent vingt-sept par les partis de la garnison de Glatz; treize cent quarante-deux par le général de Win-

[a] Dans le manuscrit original il y a très-distinctement : « $\frac{15}{m}$ écus; » les éditeurs de 1788 avaient substitué à ce chiffre celui de « cent cinquante mille écus. »

terfeldt; deux cent soixante-onze par le major Warnery; treize cent quatre-vingt-douze à Catholisch-Hennersdorf; six mille six cent cinquante-huit à la bataille de Kesselsdorf, et trois mille sept cent cinquante-huit à la prise de Dresde.

Voici ce que prirent les Autrichiens : le régiment de Kreytzen à Budweis, quatorze cents hommes; un bataillon de pionniers à Tabor, sept cents, et de plus quatre cents malades de l'armée; trois cents hommes à la sortie de Prague; trois cents à Cosel, et treize cent quarante dans toutes sortes de petites affaires. Somme totale : quatre mille quatre cent quarante; nombre bien inférieur aux pertes qu'ils avaient faites. La Haute-Silésie souffrit le plus de cette guerre, et quelques parties de la Basse voisines de la Bohême, comme les cercles de Hirschberg, de Striegau et de Landeshut : mais c'étaient de ces maux qu'une bonne administration répare facilement. La Bohême et la Saxe se ressentirent également du séjour de grandes armées; cependant rien n'y était totalement ruiné. La reine de Hongrie fut obligée d'employer tout son crédit pour se procurer des ressources qui la missent en état de continuer cette guerre; elle tirait à la vérité des subsides que la nation anglaise lui payait, mais qui n'étaient pas suffisants pour l'indemniser des sommes que lui coûtaient les opérations de ses armées en Flandre, sur le Rhin, en Italie, en Bohême et en Saxe. La guerre coûta au roi de Pologne au delà de cinq millions d'écus. Il paya ses dettes en papiers, en créa de nouveaux; car Brühl possédait l'art de ruiner méthodiquement son maître.

Le roi de Prusse porta ses premiers soins au rétablissement de son armée : il la recompléta en grande partie de prisonniers autrichiens et saxons, dont il avait le choix. Les troupes furent ainsi recrutées aux dépens des étrangers, et il n'en coûta que sept mille hommes à la patrie pour réparer les pertes que tant de batailles sanglantes avaient occasionnées. Depuis qu'en Europe l'art de la guerre s'est perfectionné, depuis que la politique a su établir une certaine balance de pouvoir entre les souverains, le sort commun des plus grandes entreprises ne produit que rarement les effets auxquels on devrait s'attendre : des forces égales des deux côtés et l'alternative des pertes et des succès, font qu'à la

fin de la guerre la plus acharnée les ennemis se trouvent, chacun de leur part, à peu près dans l'état où ils étaient avant de l'entreprendre. L'épuisement des finances produit enfin la paix, qui devrait être l'ouvrage de l'humanité et non pas de la nécessité. En un mot, si la considération et la réputation des armes méritent qu'on fasse des efforts pour les obtenir, la Prusse en les gagnant a été récompensée de cette seconde guerre qu'elle entreprit; mais voilà tout ce qu'elle y acquit, et cette fumée encore lui suscitait des envieux.

Corrigé à Sans-Souci ce 20 juillet 1775.

FEDERIC.

APPENDICE.

CORRESPONDANCE

DU ROI AVEC SIR THOMAS VILLIERS

RELATIVE

A L'HISTOIRE

DE LA PAIX DE DRESDE.

I.

LETTRE DE M. LE COMTE DE PODEWILS,

MINISTRE DU CABINET DE SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE,

A M. DE VILLIERS,

MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE A LA COUR DE SAXE.

De Berlin, le 28 novembre 1745.

MONSIEUR,

C'est par un ordre exprès du roi mon maître, que j'ai l'honneur de vous écrire celle-ci.

Sa Majesté est persuadée que vous êtes pleinement informé, monsieur, de tous les soins infatigables que Sa Majesté Britannique s'est bien voulu donner jusqu'ici pour rétablir la paix en Allemagne, et une bonne harmonie entre le roi mon maître et les cours de Vienne et de Dresde, par la convention conclue et signée à Hanovre le 26 août (nouv. style) de l'année courante, entre le roi mon maître et Sa Majesté Britannique, et ratifiée de part et d'autre.

Vous ne sauriez ignorer non plus, monsieur, la modération que le roi mon maître a témoignée immédiatement après la signature de cette convention, puisque, sans attendre que les cours de Vienne et de Dresde eussent déclaré qu'elles la voulaient accepter, Sa Majesté, dans le dessein de montrer ses grands égards et son attention infinie pour Sa Majesté Britannique, a bien voulu suspendre les effets de son juste ressentiment contre l'invasion hostile

des troupes saxonnes en Silésie, en ordonnant à S. A. Mgr. le prince d'Anhalt, dès que la nouvelle de la signature de la convention de Hanovre nous fut parvenue, de ne point entrer en Saxe, quoiqu'il se trouvât sur le point de le faire avec une armée bien supérieure à celle que la cour de Dresde lui pouvait alors opposer.

C'est dans les mêmes sentiments de modération, et pour témoigner d'autant plus les dispositions pacifiques du Roi, que Sa Majesté, nonobstant le refus des cours de Vienne et de Dresde d'acquiescer à un accommodement aussi juste et équitable que celui qui est stipulé dans la convention de Hanovre, a bien voulu surseoir constamment toutes les hostilités contre la Saxe, auxquelles l'invasion de la Silésie l'avait assez autorisée. Et le Roi, pour convaincre encore plus Sa Majesté Britannique, et toutes les puissances bien intentionnées, de son désir pour la paix et le prompt rétablissement d'une bonne union et harmonie avec la cour de Dresde, est allé plus loin; et, pour ne plus donner d'ombrage à la Saxe, il a fait retirer la plus grande partie de l'armée de S. A. le prince d'Anhalt des frontières de la Saxe, ayant fait déclarer à votre cour, monsieur, aussi bien qu'à celle de Russie, qu'il ne tiendrait jamais à Sa Majesté de donner les mains à un prompt accommodement avec Sa Majesté le roi de Pologne, et d'accepter les bons offices que Sa Majesté l'Impératrice y voulait employer de concert avec Sa Majesté Britannique.

Mais comme, malgré toutes ces démarches les plus amiables et les plus pacifiques du roi mon maître, la cour de Dresde, bien loin d'y répondre en aucune façon, avait pris la funeste résolution d'appeler deux armées autrichiennes dans le cœur de la Saxe, pour traverser d'un côté avec leurs forces réunies la Lusace, et pénétrer de là non seulement en Silésie, mais aussi dans les anciens États héréditaires de Sa Majesté, tandis que l'armée saxonne, proche de Leipzig, était destinée à faire, de concert avec le corps de troupes autrichiennes qui est sous les ordres du général comte de Grünne, une invasion dans le pays de Magdebourg, et même tout droit vers cette capitale : le Roi s'est vu forcé à regret, et bien malgré lui, de prendre les mesures les plus vigoureuses que les lois divines et humaines permettent et ordonnent même, pour

détruire des desseins si dangereux, et pour ne point attendre dans le cœur de ses États des ennemis acharnés à sa perte et qui s'avançaient de tous côtés pour l'écraser. C'est dans cette fâcheuse nécessité que Sa Majesté s'est trouvée obligée d'aller au-devant de l'armée combinée autrichienne et saxonne en Lusace, pour lui couper le chemin, et l'empêcher de percer dans le cœur des États héréditaires du Roi. La Providence, qui jusqu'ici a donné des marques de sa protection si visibles au Roi contre tant d'ennemis conjurés contre lui, a bien voulu bénir encore cette fois les justes armes de Sa Majesté; et elle a non seulement eu le bonheur de défaire entièrement, à son entrée en Lusace, le corps de troupes auxiliaires saxonnes qui faisaient l'avant-garde de l'armée autrichienne, après avoir fait plus de mille prisonniers, parmi lesquels se trouvent une trentaine d'officiers avec le général de Buchner, le colonel O'Byrn et d'autres officiers de marque, outre quatre pièces de canon, trois drapeaux, deux étendards et deux paires de timbales : mais de plus Sa Majesté ayant marché ensuite du côté de Görlitz pour attaquer l'armée autrichienne, celle-ci n'a pas trouvé à propos de l'attendre; mais, après avoir abandonné son corps de troupes auxiliaires saxonnes, et un grand magasin à Görlitz, dont nos troupes se sont emparées en y faisant encore deux cents hommes et plusieurs officiers du régiment des gardes saxonnes prisonniers, le prince Charles s'est retiré avec tant de diligence et de désordre vers Zittau et les frontières de la Bohême, que ses troupes ont même pillé tous les villages saxons où elles avaient cantonné.

Cependant, et malgré tous ces avantages qui rendent le Roi maître de toute la Haute-Lusace, et qui seront, s'il plaît à Dieu, suivis bientôt de plus considérables encore, Sa Majesté est toujours prête à se réconcilier sincèrement avec Sa Majesté le roi de Pologne, à oublier tout le passé, et à retirer incessamment toutes ses troupes des États de Saxe, aussitôt qu'il aura plu à ce prince d'accéder formellement à la convention de Hanovre, de renvoyer les troupes autrichiennes, et de ne leur plus accorder jamais aucun passage par ses États pour faire la guerre au roi mon maître, ni en Silésie, ni dans aucune autre province de la domination du Roi.

Sa Majesté, dans les termes où elle en est avec le roi votre auguste maître, croit pouvoir s'adresser hardiment à un ministre aussi éclairé et aussi bien intentionné que vous l'êtes, monsieur, pour vous prier, ainsi qu'il m'a expressément ordonné de le faire de sa part, de vouloir bien informer, sans perte de temps, de ces sentiments de modération et de ces dispositions pacifiques Son Excellence M. le comte de Brühl, et même Sa Majesté le roi de Pologne, et de nous faire savoir au plus tôt les résolutions et la réponse de la cour où vous êtes, sur tout cela.

Le Roi m'enjoint expressément de vous dire, monsieur, que vous pouvez compter sur sa parole, et que vous n'aurez jamais aucun démenti à craindre sur tout ce que je viens de vous mander de la part de Sa Majesté et par ses ordres exprès.

Mais vous pouvez bien juger aussi, monsieur, que le Roi ne saurait discontinuer de profiter de ses avantages, et de les pousser aussi loin qu'il est possible pour prévenir les dangereux desseins de ses ennemis, jusqu'à ce qu'il aura plu à la cour où vous êtes, d'accéder purement et simplement à la convention de Hanovre du 26 du mois d'août de l'année présente.

Au reste, comme jusqu'à présent on a fait un assez mauvais usage à Dresde de toutes les ouvertures qui ont été faites de notre côté pour un accommodement, j'ose me flatter que vous ne donnerez point de copie de ma lettre au ministère de Saxe. Il y aura d'autres moyens pour le rassurer sur la sincérité et la bonne foi du Roi, si l'on est disposé, autant que Sa Majesté l'est, à écouter la voix de la modération et de la réconciliation.

J'espère que vous voudrez bien m'honorer d'une prompte réponse par l'envoi d'une estafette, et je suis charmé que cette occasion me procure celle de vous assurer de la plus parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être etc.

H. comte de Podewils.

II.

RÉPONSE DE M. DE VILLIERS.

De Dresde, le 30 novembre 1745.

MONSIEUR,

Je reçus hier à dix heures du soir l'honneur de la lettre de Votre Excellence du 28 du courant. Celui que Sa Majesté le roi de Prusse me fait, en me choisissant pour l'instrument d'un ouvrage aussi important que celui de couronner ses victoires par une paix équitable, m'animera à y travailler, conformément aux instructions que j'ai depuis quelque temps reçues là-dessus du roi mon maître, avec autant de zèle que d'impartialité. Je commençai dès le soir même du 29 à m'acquitter de ce devoir. Je fis rapport du contenu de la lettre de Votre Excellence à M. le comte de Brühl, qui me promettait, en montrant une disposition agréable aux intérêts des deux cours, d'en faire autant au roi son maître, d'assembler un conseil d'État, et de me donner une réponse aujourd'hui. Son Excellence n'a rien omis; et la résolution de cette cour, sur ce que j'ai eu l'honneur de proposer de la part de Sa Majesté Prussienne, porte en substance:

I. Que le roi de Pologne n'est point éloigné d'accéder à la convention de Hanovre, mais qu'il faut nécessairement en communiquer avec la cour de Vienne, comme la partie principale; ce qu'on va faire incessamment.

II. Que le roi de Pologne s'engage de faire sortir les troupes d'Autriche de son pays, entrées sur des lettres réquisitoriales,

aussitôt que Sa Majesté le roi de Prusse, selon sa propre déclaration, fera rétrograder et sortir son armée de tous les États du roi de Pologne.

III. Que le roi de Pologne s'engage de ne plus permettre aucun passage aux troupes d'Autriche dans le but d'attaquer Sa Majesté Prussienne, soit en Silésie, soit dans son électorat.

Je laisse à la pénétration supérieure de Votre Excellence de décider si les engagements du roi de Pologne ne paraissent pas d'une nature à l'empêcher, tel que soit son désir, de rétablir une parfaite harmonie entre les deux cours, à parler plus catégoriquement, et encore moins à accéder à la convention, avant que celle de Vienne, qui devrait être une partie principale contractante, ne l'accepte. Ma sincérité m'oblige à avouer à Votre Excellence que, malgré mon envie extrême de mériter la confiance dont un aussi grand roi que celui que vous servez, monsieur, m'honore, je n'oserais me mêler de cette commission à l'exclusion de la maison d'Autriche. Mais les sentiments de Sa Majesté Prussienne sont trop marqués dans la lettre obligeante et instructive de Votre Excellence, pour n'avoir pas lieu d'espérer que la disposition que la cour de Dresde témoigne dans sa réponse, sera regardée comme un grand acheminement à la paix, si désirée et si nécessaire pour sauver tous les États des bien intentionnés de l'Europe.

Votre Excellence peut être assurée que je ne donnerai point de copie de sa lettre à cette cour. Ce premier témoignage de son opinion en ma faveur m'est trop flatteur, pour que j'en fasse autre usage que celui que vous voulez bien me prescrire; mon étude sera de paraître digne des ordres que Votre Excellence me donne, et de profiter de toutes les occasions pour faire voir la parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

de Votre Excellence

le très-humble et très-obéissant serviteur,

Thomas Villiers.

III.

LETTRE DE M. DE VILLIERS A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

De Dresde, le 30 novembre 1745.

SIRE,

Me trouvant honoré d'une lettre de M. le comte de Podewils, ministre d'État de Votre Majesté, par laquelle il me charge, par les gracieux ordres de Votre Majesté, de certaines insinuations à faire à cette cour, tendant au but salutaire du rétablissement de la paix, je n'ai pas manqué de m'en acquitter avec tout l'empressement que l'importance du sujet exige; aussi ai-je la satisfaction de pouvoir assurer Votre Majesté que les propositions généreuses qu'elle a fait faire à Sa Majesté Polonaise, ont été reçues avec des sentiments qui y répondent. La réponse qu'on m'a donnée consiste en ce:

I. Que le roi de Pologne n'est point éloigné d'accéder à la convention de Hanovre, mais qu'il faut nécessairement en communiquer avec la cour de Vienne, comme la partie principale; ce qu'on va faire incessamment.

II. Que le roi de Pologne s'engage de faire sortir les troupes d'Autriche de son pays, entrées sur des lettres réquisitoriales, aussitôt que Sa Majesté le roi de Prusse, selon sa propre déclaration, fera rétrograder et sortir son armée de tous les États du roi de Pologne.

III. Que le roi de Pologne s'engage de ne plus permettre aucun passage aux troupes d'Autriche dans le but d'attaquer Sa Majesté Prussienne, soit en Silésie, soit dans son électorat.

J'en ai incessamment fait part à Son Excellence M. le comte de Podewils; mais, pour gagner du temps et pour épargner une plus grande effusion de sang, je n'ai pas voulu manquer d'en rendre aussi compte à Votre Majesté, en lui proposant, par ordre de cette cour, de faire cesser de part et d'autre toutes les opérations et exactions militaires.

Je n'ose représenter à un prince si éclairé combien un pareil témoignage d'amitié tendra à la consolider. Je me bornerai à obéir aux ordres de Votre Majesté, et à montrer la vénération avec laquelle je prends la liberté de me déclarer,

Sire,

de Votre Majesté

le plus obéissant et dévoué serviteur,

Villiers.

IV.

RÉPONSE DE SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE A M. DE VILLIERS.

Du quartier de Görlitz, le 1er décembre 1745.

MONSIEUR,

Je crois que l'Angleterre et toute l'Europe doit être convaincue de ma modération. Si le roi de Pologne ne m'avait pas forcé par ses mauvais procédés d'entrer dans son pays, je ne m'y serais jamais porté. Mais indépendamment de tous les avantages que toute l'Europe voit que j'ai sur mes ennemis, je suis prêt à souscrire à un accommodement.

Cependant, ayant trop appris à connaître par l'expérience combien la cour de Dresde se sert de ses avantages, je ne puis faire cesser les hostilités, ni retirer mes troupes de ce pays, avant que le roi de Pologne n'acquiesce purement et simplement à la convention de Hanovre. Vous pouvez être persuadé que j'en attends la nouvelle avec toute l'impatience imaginable, et que, du moment que je l'aurai, je prendrai des arrangements en conséquence. Vous sentez vous-même que ce que vous m'écrivez n'est pas suffisant pour arrêter les progrès d'une armée victorieuse, et que la cour de Dresde paraît se réserver une porte de derrière en attendant le consentement de la cour de Vienne. Pour peu que je voie plus de sincérité de sa part, et que vous vouliez, au nom du roi d'Angleterre, en être garant des suites, je suis prêt à

accepter tous les arrangements pacifiques que vous pourrez prendre, pour rétablir une paix bien solide et bien durable entre nos deux cours.

Je ne vous demande qu'une réponse catégorique là-dessus, moyennant laquelle le roi de Pologne verra que je ne souhaite moi-même que la conservation de ses sujets, et le rétablissement d'une amitié durable avec mes voisins. Il ne dépendra que de lui de la cultiver à l'avenir, et d'en retirer plus d'avantage que de celle de ses autres alliés.

Je vous prie de vous employer, avec toute la dextérité que je vous connais, à finir cette négociation, qui répond si bien aux intentions du roi votre maître, en rétablissant la paix de l'Allemagne, et en apaisant une guerre entre deux voisins, qui ne laisserait pas que d'être ruineuse et funeste aux deux parties belligérantes.

Vous pouvez compter que de votre négociation dépendra le sort de la Saxe.

Je suis avec des sentiments d'estime,

MONSIEUR,

Votre bien affectionné

FEDERIC.

P. S. Je suis dans l'intention de faire la paix selon la convention de Hanovre. J'ai chassé les Autrichiens de la Saxe; ainsi il ne s'agit plus de les renvoyer. Mais que le roi de Pologne se déclare, sous la garantie de l'Angleterre, d'accepter cette convention, ou avec la cour de Vienne, ou séparément, alors les hostilités cesseront. Vous sentez bien que je veux des sûretés, et que ce que je demande est conforme à la justice et au bon sens; et je veux agir à jeu sûr.

V.

LETTRE DE M. DE VILLIERS A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

De Dresde, le 4 décembre 1745.

SIRE,

Je reçus, le 3 du courant, les ordres de Votre Majesté du 1er; et, pour m'y conformer sans perte de temps, je priai les ministres d'État, chargés du soin de ce gouvernement pendant l'absence de leur souverain, de s'assembler.

Je leur fis rapport des déclarations de Votre Majesté touchant le rétablissement d'une parfaite harmonie entre les deux cours; et dans cet instant je reçois de leur part la déclaration ci-jointe. J'ose avancer, Sire, que j'ai fait tout ce qui a dépendu de moi pour qu'elle fût conforme aux désirs que Votre Majesté a daigné me marquer, non seulement pour le rétablissement d'une amitié solide entre les deux cours, mais aussi pour remettre la tranquillité en Allemagne, et que l'intention de cette cour répond parfaitement à ces principes.

Il faut que j'avoue à Votre Majesté que je ne suis pas autorisé de garantir formellement cette déclaration au nom du roi mon maître, n'ayant des instructions que de m'exercer avec toute l'activité possible pour exhorter cette cour à consentir elle-même à la convention signée à Hanovre le 26 d'août (nouv. style) 1745, et à persuader celle de Vienne de l'accepter. Je ne saurais les

13*

outrepasser; mais je peux déclarer que le roi mon maître n'a rien plus à cœur que de voir l'accomplissement de cette convention.

Je peux aussi ajouter que je suis convaincu que le roi de Pologne est sincèrement intentionné d'y accéder purement et simplement, et de vivre dans une parfaite amitié avec Votre Majesté. Si c'est trop présumer que d'offrir mes sentiments, je pèche par trop de zèle.

Je sens que je ne saurais mieux montrer que par le silence. la vénération avec laquelle je suis,

Sire,

de Votre Majesté

etc. etc.

Villiers.

VI.

DÉCLARATION DU MINISTÈRE DE DRESDE,

DU 3 DÉCEMBRE 1745,

DONNÉE A M. DE VILLIERS.

Nous soussignés, ministres d'État de Sa Majesté le roi de Pologne, sommes très-obligés à M. l'envoyé d'Angleterre de la communication de la déclaration ultérieure de Sa Majesté Prussienne concernant la réconciliation proposée par M. le comte de Podewils.

Nous regrettons cependant en même temps beaucoup de ce que les trois points énoncés dans la première déclaration donnée d'ici à M. l'envoyé, n'ont point été aussi bien reçus qu'on l'avait espéré. Mais pour lever au possible tout doute, nous ne balançons pas un moment, dans l'absence du roi notre maître, de déclarer en son nom que Sa Majesté est non seulement disposée, mais prête à rétablir la bonne harmonie entre elle et Sa Majesté Prussienne sur le pied de la convention arrêtée à Hanovre le $\frac{15}{26}$ d'août de l'année courante 1745.

En échange de quoi, elle se promet de la part de Sa Majesté Prussienne, suivant sa déclaration déjà faite, qu'elle fera cesser dès à présent toute hostilité et poursuite de marche; qu'elle n'exigera plus aucune livraison, ou contribution nouvelle ou ancienne, et bonifiera toutes celles qui pourraient déjà avoir été levées; qu'elle retirera aussi dès à présent toutes ses troupes des États du Roi, et ne les y arrêtera sous quelque prétexte que ce soit;

qu'elle évacuera tous les forts et places, et les rendra dans l'état qu'elles étaient avant leur occupation; qu'elle relâchera et fera restituer toutes les caisses saisies, soit royales ou particulières; qu'elle ne permettra pas qu'aucun tort soit fait dans la retraite, ni aux personnes qui sont au service du Roi, ni aux vassaux, ni à aucun sujet, soit en leurs personnes, soit en leurs biens, et qu'elle relâchera enfin sans rançon tous les prisonniers faits sur les troupes du Roi.

Écrit à Dresde, ce 3 décembre 1745.

Signé

DE GERSDORFF.
COMTE DE ZECH.
COMTE DE HENNICKE.
DE REX.

VII.

RÉPONSE DE SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE

A LA LETTRE PRÉCÉDENTE

DE M. DE VILLIERS.

Du quartier général de Bautzen,
le 5 décembre 1745.

MONSIEUR,

Je ne sais qui, de moi ou des Saxons, vous sera le plus obligé du rétablissement de la paix. Le mal que je fais à mes voisins, se fait très à contre-cœur. Je suis forcé d'en venir à cette extrémité; mais je procure en même temps toutes les facilités qui dépendent de moi, au roi de Pologne pour sortir d'embarras.

Il sera donc nécessaire, pour mettre radicalement fin à cette funeste guerre, que le roi de Pologne expédie incessamment des pleins pouvoirs à un de ses ministres, pour lequel je vous envoie le passe-port ci-joint.

J'ai expédié mes ordres à mon ministre du Cabinet, le comte de Podewils, pour se rendre incessamment ici; après quoi, l'on pourra dresser la convention convenablement; et, dès qu'elle sera ratifiée du roi de Pologne, je ferai cesser les hostilités, et j'évacuerai son pays, ses forteresses, etc.

Quant à l'article de la cessation des contributions et de l'indemnisation du dommage fait, les contributions ne peuvent cesser qu'après que le roi de Pologne aura ratifié les préliminaires dressés par nos ministres: et je peux aussi peu indemniser le roi de

Pologne des dommages de ses sujets, que lui et la reine de Hongrie m'indemniseront de ceux qu'ils m'ont faits et font encore actuellement en Silésie.

Vous me ferez plaisir, monsieur, d'accompagner le ministre saxon chargé des pleins pouvoirs de son maître. Cela me procurera la satisfaction de voir un homme que j'estime beaucoup, et qui, rempli des véritables sentiments qu'un ministre doit avoir, procure la paix et la tranquillité aux nations, en éteignant le flambeau de la Discorde et de la Guerre.

Je crois de plus que vous n'aurez point de temps à perdre, pour être muni de votre cour des pleins pouvoirs dont vous avez besoin pour la garantie de la Grande-Bretagne, et de faire que M. de Bestusheff et le ministre de Hollande agissent en conséquence.

Je regarde cette paix-ci comme la base de la pacification de l'Allemagne : ou la reine de Hongrie y accédera d'abord, ou elle ne tardera pas de le faire.

J'ai appris d'ailleurs avec douleur que le roi de Pologne a quitté sa capitale. C'est un affront qu'il fait à ma façon de penser : je l'ai toujours estimé personnellement, et dans le plus grand acharnement de la guerre on aurait respecté son caractère et sa famille. Vous pouvez assurer ce prince de la cordialité et de la sincérité de mes sentiments, et qu'il ne tiendra qu'à lui que désormais les deux cours vivent dans la plus étroite amitié. Je vous prie d'être assuré des sentiments d'estime avec lesquels etc.

FEDERIC.

VIII.

LETTRE DE M. DE VILLIERS A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

De Prague, le 9 décembre 1745.

SIRE,

Pour exécuter moins mal les ordres de Votre Majesté, je me suis rendu auprès du roi de Pologne; c'est pourquoi je n'ai reçu qu'hier ceux dont Votre Majesté m'honore du 5 du courant. Je les ai communiqués sur-le-champ au comte de Brühl; et pour mieux convaincre Sa Majesté Polonaise des sentiments de Votre Majesté à son égard, j'ai même pris la liberté de lui donner un extrait de la lettre de Votre Majesté, croyant que ses expressions d'amitié auraient trop perdu par un rapport de ma part. Si en cela j'ai surpassé ses intentions, ce n'est qu'en les voulant mieux accomplir: il suffit que je les sache, pour les observer religieusement. Le comte de Brühl vient de me donner pour réponse le mémoire ci-joint.* Votre Majesté a montré tant d'empressement à rétablir la tranquillité en Allemagne, elle entend si bien ses intérêts, et elle voit si clairement toutes les circonstances qui y ont rapport, qu'il ne m'est pas permis d'alléguer mes raisons là-dessus. J'ose seulement répéter que cette cour souhaite ardemment le rétablissèment de la bonne harmonie avec celle de Votre Majesté, et de parvenir au but général que Votre Majesté se propose.

* Voyez l'article suivant.

Il est donc à espérer qu'étant d'accord sur les principes, on le sera sur les moyens, et que le petit retardement dans l'envoi d'un ministre n'en causera presque aucun dans l'avancement de l'ouvrage, quoique le moindre délai ne saurait qu'affliger ceux qui souhaitent véritablement le bien.

Mon espérance est dans la grandeur d'âme de Votre Majesté: sa modération ne lui fera pas moins de gloire que ses victoires. Je dis peut-être trop, quoique je supprime plus que je ne dis. Je ne saurais exprimer l'impatience que j'ai de faire ma cour à Votre Majesté, et de mériter ce qu'elle a bien voulu dire sur mon sujet. J'espère qu'elle paraîtra par mon zèle pour son service, et par la dévotion avec laquelle je suis,

SIRE,

de Votre Majesté

etc. etc.

VILLIERS.

P. S. Je n'ai pas manqué de marquer à ma cour ce que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me dire touchant la garantie de la Grande-Bretagne. Je suivrai avec la même exactitude les ordres de Votre Majesté par rapport à M. Bestusheff et au ministre de Hollande.

IX.

MÉMOIRE DE LA COUR DE DRESDE,

DONT IL EST FAIT MENTION DANS LA LETTRE PRÉCÉDENTE,

SIGNÉ A PRAGUE LE 9 DÉCEMBRE 1745.

Sur ce que M. l'envoyé d'Angleterre a communiqué de la réponse reçue de Sa Majesté Prussienne, et dont rapport a été fait au roi de Pologne, Sa Majesté a ordonné de faire connaître audit ministre britannique qu'elle avait espéré, après avoir de son côté apporté tant de facilités pour le rétablissement d'un accommodement et de la bonne harmonie avec Sa Majesté Prussienne en se déclarant prête d'accéder à la convention de Hanovre, que ledit roi ne refuserait pas d'accepter les conditions ajoutées à cette déclaration amiable, c'est-à-dire, la cessation des hostilités, l'exaction des contributions demandées, et la restitution de celles qui ont déjà été levées.

Ce refus ne saurait qu'être d'autant plus sensible à Sa Majesté Polonaise, puisqu'il fait entrevoir la ruine de son pays, vu surtout la rigueur avec laquelle on presse le payement des contributions exigées, sans parler du monde qu'on enlève par force, des recrues qu'on exige du pays, et des autres molestations sans nombre qu'on exerce, malgré l'union des électeurs, des pactes de famille qui subsistent entre les deux maisons, et contre toutes les lois de l'Empire.

Sa Majesté Polonaise ne demande pas mieux que de se réconcilier sincèrement avec Sa Majesté Prussienne, et elle souhaiterait

que cela pût se faire conjointement avec Sa Majesté l'Impératrice: le moyen d'y parvenir n'est pas si l'on veut au préalable ruiner la Saxe d'une façon que de longues années elle ne pourra s'en relever.

C'est pousser les choses tellement à bout, que, ruine pour ruine, Sa Majesté Polonaise n'a pas besoin d'entrer dans un tel accommodement, devant en ce cas plutôt sacrifier jusqu'au dernier homme, et attendre à s'en dédommager dans la suite par le secours de ses alliés et de tout l'Empire.

D'ailleurs, si Sa Majesté Prussienne, qui connaît la source de cette guerre, aurait voulu ou voudrait encore entrer dans les justes désirs de Sa Majesté Polonaise, l'envoi d'un ministre, muni des pleins pouvoirs nécessaires pour arrêter l'accommodement entre les deux cours, n'aurait pas souffert la moindre difficulté; et le Roi est tout prêt d'en expédier un aussitôt que Sa Majesté Prussienne voudra se déclarer plus favorablement sur les points ci-dessus mentionnés, et donner incessamment les ordres nécessaires pour ménager le pays.

Le Roi est du reste fort sensible aux sentiments d'estime que Sa Majesté Prussienne proteste lui porter. Il y répondra toujours parfaitement, et n'oubliera surtout jamais les égards dus à tout souverain, et plus encore aux têtes couronnées.

Aussi Sa Majesté, qui juge des autres souverains par elle-même, n'aurait-elle jamais quitté sa capitale et son pays pour se réfugier ici, si elle n'avait pas craint qu'on n'aurait pas plus de ménagement dans une guerre ouverte, qu'on en a eu dans les écrits qui l'ont précédée. D'ailleurs, elle répond à la politesse de Sa Majesté par toute la reconnaissance possible, et ne manquera pas, après la réitération de ces dignes sentiments pour la sûreté de sa capitale, d'y retourner.

Requérant ainsi M. l'envoyé d'Angleterre de faire part du contenu de ce mémoire à Sa Majesté Prussienne, on préparera éventuellement tout pour l'expédition d'un ministre, dans l'attente d'une réponse favorable.

Fait à Prague, ce 9 décembre 1745.

X.

RÉPONSE DE SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE A M. DE VILLIERS.

Du quartier général de Bautzen,
le 11 décembre 1745.

MONSIEUR,

Je ne puis assez me louer de l'empressement et de l'activité que vous témoignez pour proposer des paroles de paix et d'accommodement au roi de Pologne. Autant que j'ai lieu d'être satisfait, monsieur, de votre conduite, autant suis-je étonné que vous par vos soins infatigables, et moi avec tant de modération et les avantages de la fortune, nous ne puissions fléchir l'esprit irréconciliable de la cour de Dresde.

J'avoue qu'il était difficile de prévoir qu'une cour qui se croit obligée d'abandonner sa capitale, voulût prescrire des lois dures, dans le temps qu'on lui demande sincèrement son amitié et la paix. Il dépendra du roi de Pologne de la faire toutes fois et quand il voudra. Je suis de mon côté les lois de la guerre; et je vous répète ce que je vous ai dit dans ma lettre précédente, que, du jour de la signature du traité par le roi de Pologne, on fera cesser les hostilités et les contributions ultérieures.

Si la fortune avait favorisé les armes de mes ennemis, je ne sais point si l'on se serait contenté de faire contribuer mon pays, et si l'on n'y aurait pas tout mis à feu et à sang, en me demandant le sacrifice de provinces entières. Après cela, vous avouerez que mon procédé est bien plus humain, et que, si j'ai eu le bon-

heur de déranger les projets dangereux que les cours de Vienne et de Dresde avaient formés contre moi, je n'use en tout que des droits de la guerre, et comme c'en est l'usage par toute l'Europe. S'il est vrai que le roi de Pologne veut éviter la ruine de ses États héréditaires, il me semble que le moyen le plus sûr pour la prévenir, est d'accepter la paix que j'offre si cordialement à ce prince; car, sans haine et sans animosité particulière, tout le monde conviendra que quatre-vingt mille hommes dans un pays comme la Saxe, ne peuvent pas manquer de le ruiner à la longue.

Mes mains sont innocentes de tout le mal qui en arrivera, et j'en atteste le ciel, à la face de toute l'Europe, que, si le roi de Pologne persiste dans son irréconciliabilité, personne ne pourra trouver à redire que, de mon côté, je me porte aux plus grandes extrémités. Pour l'amour de l'humanité, monsieur, employez tous vos soins pour que deux maisons voisines ne s'entre-déchirent point. Soyez l'organe de mes sentiments, comme vous êtes le dépositaire de mes intérêts, et sauvez la Saxe de ses calamités présentes, et du dernier des malheurs qui la menace. Je suis etc.

P. S. Le comte de Podewils est ici depuis hier; il attendra encore pour voir s'il n'y aura pas moyen de porter le ministère saxon à des sentiments plus justes et plus équitables. Que le roi de Pologne profite donc de mes dispositions, et qu'il ne me pousse point à bout.

Je vous enverrai demain mes remarques sur le mémoire du comte de Brühl: vous en ferez l'usage que vous trouverez le plus convenable; et, en cas que vous les croyiez moins propres à radoucir les esprits qu'à les aigrir, il dépendra de vous de n'en point faire usage à la cour.

En attendant, je pars pour donner une nouvelle activité à mes opérations et pourvoir à mes propres sûretés, soit en écrasant mes ennemis, ou en les obligeant à faire une paix raisonnable. Quoi qu'il puisse arriver, j'aurai toujours beaucoup de reconnaissance pour vos bons procédés; et si je puis vous être utile à votre cour, j'emploierai chaudement tout mon crédit pour vous prouver que vous n'avez pas servi un ingrat.

Federic.

XI.

LETTRE DE M. LE COMTE DE PODEWILS A M. DE VILLIERS.

De Bautzen, le 12 décembre 1745.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous communiquer, par ordre du roi mon maître, les *Réflexions* ci-jointes sur le mémoire que la cour de Saxe vous a remis en date de Prague, du 9 de ce mois.

Je suis persuadé, monsieur, qu'un ministre aussi éclairé et aussi bien intentionné que vous l'êtes, en fera le meilleur usage du monde.

Il me semble que le prompt envoi d'un ministre, muni des pleins pouvoirs suffisants de la cour où vous êtes pour la conclusion de la paix, avancerait de beaucoup un ouvrage si salutaire, et rapprocherait peut-être les esprits.

Serait-il possible que l'on méconnût assez ses véritables intérêts en Saxe, pour pousser le Roi à bout par la demande extraordinaire de la cessation des hostilités et des contributions avant la signature du traité de la paix? S'est-on jamais avisé de vouloir donner de cette façon-là les lois au vainqueur? et ne doit-on pas profiter en Saxe de la modération du Roi, de vouloir bien, malgré ses avantages, s'en tenir au simple rétablissement de la paix qu'on offre, et qu'on tient en main à la cour où vous êtes, en faisant

cesser toutes les calamités et tous les inconvénients de la guerre du jour même de la signature de la paix?

Au reste, monsieur, il paraît qu'on veut surprendre votre religion, en vous faisant accroire, par des imputations mal fondées, que le Roi veut la ruine de la Saxe, dont les habitants ne sauraient assez reconnaître le bon ordre et l'exacte discipline que Sa Majesté fait observer à ses troupes dans tout le pays qu'elle occupe, à la honte des alliés de la Saxe, qui l'ont ravagée partout où ils sont venus. Vous sentirez bien qu'on s'y prend tout autrement quand on veut ruiner un pays. Mais les contributions et l'entretien de l'armée font une partie trop essentielle des lois de la guerre qu'on nous a forcés de faire, pour y pouvoir trouver à redire tant qu'elle subsiste, surtout quand on est le maître, comme on l'est en Saxe, de les voir finir d'un jour à l'autre.

Enfin, redoublons nos soins pour jeter, par la paix avec la cour où vous êtes, les fondements de la tranquillité de l'Allemagne, et pour nous acquitter dignement l'un et l'autre de la tâche la plus glorieuse de notre ministère, qui est de contribuer, autant qu'il dépend de nous, au bonheur des nations. Mon séjour en ce pays-ci ne sera pas long; je serais au désespoir si mon voyage devenait entièrement infructueux, et si je devais me voir privé de la satisfaction de vous assurer de bouche qu'on ne saurait rien ajouter aux sentiments de considération et d'estime avec lesquels j'ai l'honneur d'être etc.

Le comte de Podewils.

XII.

RÉFLEXIONS
SUR
LE MÉMOIRE DE LA COUR DE DRESDE.

Si le Roi a continué jusqu'ici de donner des preuves de sa modération et de son désir sincère de parvenir au rétablissement d'une paix solide et d'une bonne union et harmonie avec la cour de Dresde, par un traité dûment conclu, signé, et ratifié entre les deux puissances belligérantes, ainsi que l'usage et la nécessité, aussi bien que la sûreté réciproque des deux cours, l'exigent, Sa Majesté ne s'est point attendue qu'au lieu d'envoyer ici un ministre chargé des pleins pouvoirs suffisants pour achever d'autant plus promptement un ouvrage si salutaire, et finir les calamités d'une guerre que la cour de Dresde s'est attirée par sa propre faute, on voudrait les prolonger par la demande exorbitante et inusitée des restitutions et des redressements préalables de tous les inconvénients qui sont les suites ordinaires et inséparables d'une guerre à laquelle on a forcé le Roi par la conduite qu'on a tenue à Dresde à son égard, ainsi qu'il est connu de toute l'Europe.

On devrait savoir bon gré à la façon de penser du Roi, et reconnaître, comme la marque la plus éclatante de sa modération

et de ses sentiments pacifiques, que Sa Majesté, au lieu d'insister sur une indemnisation pleine et entière de l'invasion et des ravages faits par l'armée combinée autrichienne et saxonne en Silésie, par les contributions et les fourrages qu'on y a extorqués aux habitants, et par la ruine des plus riches contrées de ce duché, veut bien oublier tout le passé, et ne demande que la simple paix et la sûreté de ses États contre un voisin, qui, non content d'avoir envahi la Silésie, était sur le point d'en faire autant avec les secours étrangers qu'il avait appelés dans le cœur de ses pays, pour tomber sur les anciens États héréditaires de Sa Majesté, le fer et le feu à la main.

Si donc le Roi renonce généreusement à la juste demande, contre la Saxe, de toute indemnisation pour le passé, à plus forte raison celle-ci le doit-elle faire dans le cas présent, où elle ne saurait ignorer que les lois de la guerre autorisent pleinement les inconvénients dont on se plaint.

Tout ce qu'on peut exiger avec justice et raison d'un vainqueur, en pareille occasion, c'est de faire cesser les hostilités, les contributions et l'entretien de troupes, du jour même de la conclusion et de la signature de la paix : tel est l'usage une fois établi et constamment pratiqué entre tous les souverains qui sont en guerre, et dans tous les traités de paix qu'on conclut : vouloir s'en écarter, et insister opiniâtrément sur le contraire, c'est autant que de refuser tout accommodement raisonnable.

C'est la situation où les deux cours se trouvent; et les offres du Roi sur cet article justifient autant sa conduite, que le refus de la cour de Dresde d'y acquiescer, fait douter de sa sincérité pour un prompt accommodement. On a mauvaise grâce à Dresde d'en vouloir appeler à l'union des électeurs, aux pactes de famille qui subsistent entre les deux maisons, et aux lois de l'Empire : ces barrières respectables auraient dû arrêter et empêcher la cour de Saxe d'attaquer la première les États du Roi, et de leur préparer la ruine totale dont elle les a menacés assez publiquement. C'est pour le Roi, comme partie lésée et attaquée, que ces engagements et ces lois parlent contre ses ennemis et agresseurs, qui, après lui avoir fait tout le mal possible et manqué celui qu'ils lui

avaient préparé, doivent reconnaître leur tort, et se trouver bien heureux qu'on veut se contenter de passer l'éponge sur tout le passé, et donner les mains à une abolition réciproque de toute indemnisation. Cela se peut-il appeler pousser les choses à bout du côté du Roi, et en vouloir à la ruine totale d'un pays, que Sa Majesté souhaite avec tant d'ardeur de prévenir par une prompte conclusion de la paix, et par la cessation totale de toute hostilité et contribution, du jour même de la signature de la paix?

A qui en sera la faute, si la Saxe continue de souffrir les calamités d'une guerre défensive de la part du Roi, qui offre et qui presse de les finir par le simple rétablissement de la paix, sans exiger le moindre sacrifice ou dédommagement? Qui sera cause de la prolongation des troubles? Est-ce celui qui insiste sur un prompt raccommodement pour les faire cesser, ou celui qui le fait accrocher à des conditions que l'usage de toutes les guerres du monde n'admet point, et que les avantages du Roi rendent d'une nature à ne devoir pas même être proposées, si on a sincèrement envie de se raccommoder avec lui?

Au reste, si Sa Majesté le roi de Pologne souhaite, comme le *Mémoire* l'insinue, de se réconcilier sincèrement, de concert avec la cour de Vienne, avec le Roi, Sa Majesté n'en sera jamais éloignée, et on se souviendra qu'on a laissé le choix à la cour de Dresde de se raccommoder, ou conjointement ou séparément de celle de Vienne, avec le Roi, qui, de son côté, a apporté tant de facilités pour l'une et pour l'autre, qu'on peut hardiment défier toute l'Europe de pouvoir faire le moindre reproche à la sincérité de Sa Majesté et à la pureté de ses sentiments là-dessus.

Enfin, il faut espérer que la cour de Dresde, faisant réflexion sur la situation présente de ses affaires, et sur la dure nécessité où elle a réduit le Roi d'user de ses avantages pour se procurer toutes les sûretés imaginables, ne voudra plus différer l'envoi d'un ministre autorisé pour conclure promptement une paix si désirée et si nécessaire au bien des États réciproques, sans accrocher davantage une œuvre si salutaire, à des demandes incompatibles avec les lois de la guerre et l'usage pratiqué constamment en pareille occasion. Ce sera la pierre de touche de la sincérité de

la cour de Dresde; et si elle s'y refuse, on n'en saurait inférer d'autres conséquences, sinon qu'elle veut amuser le Roi, lui faire perdre ses avantages présents, et gagner assez de temps pour exécuter les vastes projets qu'on avait médités contre les États de Sa Majesté, et que la Providence divine et les glorieux succès des armes du Roi, ont jusqu'ici fait échouer si heureusement.

XIII.

LETTRE DE M. DE VILLIERS A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

De Prague, le 13 décembre 1745.

Sire,

En conséquence des ordres de Votre Majesté du 11 du courant, j'ai de nouveau représenté ici ses sentiments pour la paix et pour la personne du roi de Pologne, et je n'ai pas manqué non plus de faire voir la résolution où est Votre Majesté de continuer les opérations jusqu'à ce que l'accommodement soit assuré, et les malheurs qui en résulteront à la Saxe, quoique menée sans haine ou animosité et par des troupes dont la discipline, aussi bien que la bravoure, fait l'admiration de toute l'Europe. J'ai encore pris la liberté de me servir d'un extrait de la lettre de Votre Majesté, pour rendre avec précision et énergie ce qu'elle désire pour le bien de l'Allemagne; et le comte de Brühl vient de me dire de faire savoir à Votre Majesté que le roi son maître a toujours l'esprit sincèrement porté à se réconcilier avec Votre Majesté, et qu'il enverra M. de Saul ce soir à Dresde, pour instruire son cabinet sur les instructions à donner au ministre qui sera employé pour cette négociation, et qu'on l'expédiera sans perte de temps.

Le roi de Pologne souhaite que j'aille avec lui; mon obéissance à ses ordres sera accompagnée du plus grand empressement à faire ma cour à Votre Majesté. Le comte de Brühl croit que ledit

ministre pourra partir vers samedi ou dimanche. En attendant, on reconnaît la nécessité de faire vivre les troupes; mais on se flatte que celles de Votre Majesté n'exigeront rien de plus.

Comme cette réponse paraît un acheminement à l'objet principal de Votre Majesté, je la lui communique sans attendre les remarques qu'elle a eu la bonté de dire qu'elle m'enverrait sur le *Mémoire* de cette cour, du 9 du courant.

Ses expressions pleines d'indulgence m'enhardissent à offrir à sa considération, si ce ne serait pas le moyen de perfectionner plus tôt cet ouvrage, et de le rendre plus solide, que d'engager la cour de Vienne à y entrer. Les discours que j'ai eus avec le comte de Harrach depuis que je suis ici, me donnent lieu d'espérer que l'on trouverait de la facilité du côté de sa maîtresse, prête à vivre dans une parfaite amitié avec Votre Majesté, pourvu que l'on puisse obtenir, à ce qu'il dit, quelque adoucissement aux articles de la convention de Hanovre. L'approbation de Votre Majesté augmenterait, si cela se pouvait, mon zèle pour son service; c'est une récompense bien au delà de mon mérite. L'étude de mes jours sera de la conserver, et de montrer la parfaite dévotion avec laquelle je suis,

SIRE,

de Votre Majesté

le plus soumis et le plus fidèle serviteur,

THOMAS VILLIERS.

XIV.

RÉPONSE DE SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE A M. DE VILLIERS.

De Dresde, le 18 décembre 1745.

Monsieur,

J'ai été fort surpris de recevoir des propositions de paix le jour d'une bataille, et j'ai été convaincu suffisamment du peu de sincérité des ministres saxons par le retour du prince Charles de Lorraine en Saxe. La fortune, qui a secondé ma cause, m'a mis en état de ressentir ces sortes de procédés bien vivement; mais, bien loin de penser de cette façon-là, j'offre encore pour la dernière fois mon amitié au roi de Pologne. Mes succès ne m'aveuglent point; et, quoique j'aurais raison d'être enflé de ma situation, je suis toujours dans les sentiments de préférer la paix à la guerre, et j'attends que M. de Bülow et M. de Rex ayent leurs pleins pouvoirs, pour que le comte de Podewils, qui arrivera ce soir ou demain ici, puisse entrer d'abord en conférence avec eux.

D'ailleurs, je ne puis pas vous cacher ma surprise de ce qu'un ministre anglais puisse me conseiller de me départir d'un traité que j'ai fait avec le roi son maître, et que la Grande-Bretagne a garanti. Vous me verrez plutôt périr, moi et toute mon armée, que de me relâcher sur la moindre minutie de ce traité. Si la reine de Hongrie veut donc enfin faire une fois la paix, je suis prêt de la signer, selon la convention de Hanovre; et si elle le refuse en-

tièrement, je me verrai en droit de hausser mes prétentions contre elle.

Apportez-moi donc les dernières résolutions du roi de Pologne; et que je sache s'il préfère la ruine totale de son pays à sa conservation, les sentiments de la haine à ceux de l'amitié, et, en un mot, s'il aime mieux attiser l'embrasement funeste de cette guerre, que de rétablir la paix avec ses voisins et pacifier l'Allemagne. Je suis, avec toute l'estime possible, etc.

FEDERIC.

TABLE DES MATIÈRES.

HISTOIRE DE MON TEMPS.

CHAPITRE VIII.

PAGES

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XIV.

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME IV.

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME IV.



BERLIN  MDCCCXLVII

CHEZ RODOLPHE DECKER

IMPRIMEUR DU ROI

SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

ŒUVRES

HISTORIQUES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

TOME IV.

BERLIN

CHEZ RODOLPHE DECKER IMPRIMEUR DU ROI

SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

MDCCCXLVII

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE SEPT ANS

TOME I.

AVERTISSEMENT

DE

L'ÉDITEUR.

L'ouvrage du Roi que le public connaît sous le titre d'*Histoire de la guerre de sept ans*, a été écrit par l'Auteur lui-même, sur du papier à tranche dorée et de format in-quarto. Les caractères en sont nets et très-serrés. En beaucoup d'endroits, le Roi a effacé ce qu'il avait mis d'abord, pour y substituer d'autres expressions. Dans le récit de la *Campagne de* 1758, écrit sur du papier semblable, mais d'un format un peu moins grand que celui des autres chapitres, se trouvent fréquemment des bandes de papier collées sur l'autographe, et sur lesquelles le Roi a de nouveau corrigé et modifié sa première rédaction.

Le manuscrit est en entier de la main de Frédéric, à l'exception des *Pièces justificatives* ajoutées au troisième chapitre, et de l'*Extrait du traité d'alliance conclu à Versailles*, qui est annexé au neuvième. Quant au premier de ces documents, le Roi a intercalé un exemplaire de l'édition originale du *Mémoire raisonné* dont il a été fait mention dans la *Préface de l'Éditeur*, tome I, p. XI, et dans le quatrième volume, p. 83. Le second a été copié par un secrétaire.

L'Auteur n'a pas donné de titre spécial à son ouvrage: il le considérait comme la suite des mémoires sur son règne, c'est-à-dire, de l'*Histoire de mon temps*. Un archiviste a écrit en tête de l'autographe, qui paraît n'avoir été broché qu'aux archives: «*Manuscrit original de l'Histoire de la guerre de sept ans de Sa Majesté le roi Frédéric II*»

(Caisse 365, *B* 1). Cet ouvrage, composé de deux cent cinq pages, n'a pas été paginé par l'Auteur d'une manière continue; chaque chapitre l'a été séparément. Le Roi ne l'a pas divisé en deux parties, comme l'*Histoire de mon temps;* toutefois, à l'exemple des éditeurs de 1788, nous le donnons en deux volumes, parce qu'un seul, dans l'édition de luxe surtout, serait trop gros et hors de proportion avec les autres.

De même que dans l'*Histoire de mon temps,* les sommaires des chapitres ont été faits avec beaucoup d'exactitude par l'Auteur lui-même; et les dates, les observations marginales, en un mot, tout ce qui, dans la présente édition, n'est pas mis en note comme ajouté par nous, a été de sa part l'objet d'une attention scrupuleuse.

L'*Histoire de la guerre de sept ans* se termine par ces mots, de la main du Roi : *A Berlin, ce* 17 *de décembre* 1763; puis vient la signature. L'*Avant-propos* porte : *A Potsdam, le* 3 *de mars* 1764; il est également suivi de la signature de l'Auteur.

Dans sa lettre au Maréchal d'Écosse datée de Sans-Souci, le 16 février 1764, le Roi dit avec un noble abandon : «Je travaille ici «à écrire mes sottises politiques et guerrières;» et dans la lettre au même ami datée de Berlin, le 7 avril 1764 : «Ces mémoires dont «vous parlez, et que je viens d'achever, me convainquent de plus en «plus qu'écrire l'histoire est compiler les sottises des hommes et les «coups du hasard.» Les dates de ces fragments de lettres montrent que le Roi travailla à son ouvrage jusqu'au printemps de l'année 1764, quoiqu'il l'eût terminé plus tôt.

La famille de M. Henri de Catt, secrétaire du Roi, nous a communiqué un exemplaire des *Réflexions morales de l'empereur Marc-Antonin, avec des remarques de M. et de Mme Dacier,* 5e édition. A Amsterdam, 1740; deux tomes en un volume, fortement endommagé du feu. On trouve dans ce livre la remarque suivante, inscrite de la main de M. de Catt : «Ce pauvre Marc-Antonin a été brûlé «sur la table du Roi en novembre 1763. L'histoire de la dernière «guerre, que Sa Majesté avait entièrement finie, fut dévorée par les «flammes avec tous les matériaux sur cette même table. Sa Majesté «me donna cet Antonin pour souvenir de l'incendie et de la perte «qu'elle avait faite.» Les dates indiquées plus haut sur le terme dans lequel le Roi acheva l'ouvrage, nous font douter de l'exactitude de ce récit : il y a peu d'apparence que l'Auteur eût voulu recommencer, et pu achever dans un si court espace de temps un travail si long et qui avait dû lui coûter tant de peine.

On fit pour l'édition de 1788, d'après le manuscrit original, une copie qui se trouve aux archives royales du Cabinet (Caisse 365, *B* 2); l'Éditeur l'intitula *Histoire de la guerre de sept ans.* Le ministre d'État comte de Hertzberg apposa sa signature *(Vidit Hertzberg; Hertzberg; H.)* au commencement et à la fin de chaque chapitre, après avoir préalablement supprimé tout ce qui lui paraissait inconvenant ou de nature à choquer certaines susceptibilités. Il avait aussi introduit arbitrairement d'autres légers changements, dont nous indiquerons quelques-uns dans les notes. Une copie semblable, destinée à l'impression, a été faite des *Mémoires depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à la paix de Teschen;* il en a probablement aussi existé une de l'*Histoire de mon temps*, mais elle ne se trouve pas aux archives royales.

En ce qui concerne la dénomination de *Guerre de sept ans*, c'est en 1783 qu'elle paraît avoir été employée pour la première fois, dans le titre de l'ouvrage de G.-F. de Tempelhoff, *Geschichte des siebenjährigen Krieges in Deutschland.* Deux ans auparavant, le général Lloyd avait intitulé son ouvrage : *The history of the late war in Germany, between the king of Prussia, and the empress of Germany and her allies.* J.-W. d'Archenholtz, qui publia en 1788 son livre devenu très-populaire, adopta le même titre que Tempelhoff. Frédéric lui-même se sert d'autres expressions : au commencement de l'*Avant-propos* de cette Histoire, il dit : «*La guerre qui survint en* 1756, etc.» Son *Avant-propos* des *Éléments de castramétrie et de tactique*, 1771, commence par ces mots : «J'avais donné à mes «officiers généraux, avant *la dernière guerre*, une instruction, etc.» Enfin, dans les premières lignes de l'*Avant-propos* des *Mémoires depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à la fin du partage de la Pologne*, le Roi s'exprime ainsi : «J'avais eu lieu de croire que les «derniers ouvrages politiques et militaires que je donnerais à la posté«rité, seraient ceux qui contiennent *ce qui s'est passé en Europe de«puis l'année* 1756 *jusqu'à l'année* 1763, où la paix de Hubertsbourg «fut conclue.» Le nom de *Troisième guerre de Silésie* a été fort usité aussi, jusqu'à ce que celui de *Guerre de sept ans* ait éclipsé tous les autres.

Outre les *Pièces justificatives* annexées par l'Auteur au troisième chapitre de son manuscrit, et omises par les éditeurs de 1788, nous avons ajouté au quatrième volume la *Correspondance de Frédéric avec le roi de Pologne*, qui fut occasionnée par l'invasion des troupes prus-

siennes en Saxe au commencement de la guerre de sept ans, et la *Disposition testamentaire* de Frédéric, adressée à son frère le prince Henri, et datée de Grüssau, le 10 août 1758. La *Correspondance avec le roi de Pologne* fut publiée dans une intention politique, à ce qu'il paraît, et réimprimée dans plusieurs collections, par exemple, dans les *Œuvres diverses du Philosophe de Sans-Souci.* (Sans lieu d'impression) 1761, t. III. C'est là que nous en avons pris copie. Quant à la *Disposition testamentaire,* Frédéric l'écrivit en marchant contre les Russes après avoir levé le siége d'Olmütz; voyez t. IV, p. 201 et 202. Nous la publions ici pour la première fois en entier, d'après le manuscrit original déposé aux archives (*F.* 105, *Dd*). A la fin de cet autographe, qui, n'étant que la minute de la pièce, ne porte pas de signature, se trouve la date, ajoutée par M. Eichel, conseiller de Cabinet.

Le 19 février dernier, M. Paul Ackermann, attaché depuis le 1er mai 1841 à la rédaction de cette nouvelle édition des *Œuvres de Frédéric le Grand,* est tombé gravement malade. A notre grand regret, cet homme laborieux et instruit a été obligé de demander sa démission et de retourner dans son pays natal, où il est mort au mois de juillet. M. Charles de la Harpe l'a remplacé, et s'acquitte de sa tâche avec dévouement.

Berlin, ce 29 décembre 1846.

J.-D.-E. PREUSS,
Historiographe de Brandebourg.

AVANT-PROPOS.

J'avais écrit les deux guerres que nous avons faites en Silésie et en Bohême; c'était l'ouvrage d'un jeune homme, et la suite de cette démangeaison d'écrire qui, en Europe, est devenue une espèce de maladie épidémique. Depuis la paix de 1746, j'avais renoncé à l'histoire, parce que des intrigues politiques, si elles ne mènent à rien, ne méritent pas plus de considération que des tracasseries de société; et quelques détails sur l'administration intérieure d'un État ne fournissent pas une matière suffisante à l'histoire. La guerre qui survint en 1756, me fit changer de sentiment; elle avait été préparée avec tant d'art et d'artifice, le nombre des ennemis qui nous la firent, était si supérieur aux forces prussiennes, qu'une matière aussi importante ne me parut pas indigne d'être transmise à la postérité. Pour cet effet, à la fin de chaque campagne, je dressai des

mémoires sur les événements qu'elle avait produits, dont j'avais le souvenir tout récent; et comme ces faits se trouvent si fort liés avec la politique, je fus obligé de la faire entrer dans mon plan.

J'ai eu en vue dans cet ouvrage deux objets principaux : l'un, de prouver à la postérité et de mettre en évidence qu'il n'a pas dépendu de moi d'éviter cette guerre; que l'honneur et le bien de l'État m'ont empêché de consentir à la paix à d'autres conditions qu'à celles où elle a été conclue; et mon second objet a été de détailler toutes les opérations militaires avec le plus de clarté et de précision qu'il m'a été possible, pour laisser un recueil authentique des situations avantageuses et contraires qui se trouvent dans les provinces et dans les royaumes où la guerre sera portée toutes les fois que la maison de Brandebourg aura des démêlés avec celle d'Autriche.

Le succès d'une guerre dépend en grande partie de l'habileté du général, de la connaissance des lieux qu'il possède, et de l'art avec lequel il sait tirer avantage du terrain, soit en empêchant l'ennemi d'occuper un poste qui pourrait le favoriser, soit en choisissant lui-même les plus convenables pour ses desseins : la lecture de ces mémoires en fournira quantité d'exemples. Pour peu qu'on y prête attention, on apercevra le parti que les Autrichiens ont tiré de certaines positions, et celui que

les Prussiens ont tiré d'autres. A Dieu ne plaise qu'on revoie une seconde guerre aussi compliquée et aussi difficile que celle que nous venons de terminer! Il n'est pas probable qu'un pareil enchaînement de causes ramène de longtemps les mêmes conjonctures que celles où nous nous sommes trouvés.

Lorsque la Prusse n'aura pas à combattre contre tant de puissances, elle pourra toujours couvrir l'électorat de Brandebourg et la Silésie, l'un en poussant la guerre en Saxe, l'autre en entrant tout de suite avec l'armée en Bohême. C'est dans une occasion semblable où le détail des camps de la Saxe et de la Bohême, que j'ai rapporté, pourra être d'usage, et abrégera le travail de ceux qui conduiront les armées; car une des choses les plus difficiles à la guerre, c'est, lorsqu'on la porte dans quelque contrée peu connue, de savoir s'y orienter d'abord. On est souvent contraint de prendre des positions au hasard, faute de connaître les bonnes, qui se trouvent quelquefois dans le voisinage; on ne fait que tâtonner, et si l'on se campe mal, on s'expose aux plus grands risques; au lieu qu'en trouvant des campements reconnus bons par l'expérience, on va plus à jeu sûr, et l'on y procède plus méthodiquement.

J'observerai cependant que les camps sont bons ou mauvais relativement aux circonstances : par exemple, celui de Torgau est admirable quand vous avez soixante-

dix mille hommes pour le remplir; il est défectueux si vous n'en avez que trente mille, et l'ennemi soixante mille, parce qu'il vous étend trop; il vous affaiblit par conséquent, et l'ennemi, s'il veut, pourra percer d'un côté ou de l'autre à l'endroit que vous aurez le moins garni. Un camp est comme un vêtement : il ne doit être ni trop large ni trop étroit pour celui qui le porte. Cependant, s'il faut choisir, il vaut mieux avoir du monde de reste qu'on ne peut placer, que d'en avoir trop peu. Il est d'autres camps qui couvrent une partie du terrain, mais qui deviennent vicieux si l'ennemi, par ses mouvements, change de direction : par exemple, le camp de Landeshut, tout admirable qu'il est pour couvrir la Basse-Silésie, devient mauvais et d'aucune défense aussitôt que les Impériaux tiennent Glatz et Wartha, parce qu'ils le tournent tout à fait. Dans des cas semblables, le jugement doit dicter le parti qu'on doit prendre; il doit empêcher surtout qu'une imitation ne devienne servile, car, cela étant, on peut compter qu'elle est mauvaise; pourquoi? parce que deux hommes ne se trouvent jamais dans une situation tout à fait semblable. Il y aura quelque chose de comparable dans leur cas; examinez-le bien, vous trouverez des variétés infinies dans le détail, parce que la nature, féconde en tout sens, ne fait ni les mêmes physionomies, ni ne répète pas les mêmes événements. Ce serait donc mal raison-

ner que de dire : M. de Luxembourg s'est trouvé dans le cas où je suis; il s'en est tiré de cette manière : donc je ferai la même chose. Les faits passés sont bons pour nourrir l'imagination et meubler la mémoire : c'est un répertoire d'idées qui fournit de la matière que le jugement doit passer au creuset pour l'épurer. Je le répète donc, les détails de la dernière guerre ne doivent servir qu'à augmenter le magasin d'idées militaires, et pour constater quelques positions principales, qui demeureront fixes tant que les pays ne changeront pas de forme, et que la nature ne sera pas bouleversée. Ces points principaux sont : le camp de Péterswalde, pour qui veut pénétrer par la Saxe en Bohême; le camp de Schlettau et de Freyberg, pour qui ne peut occuper le fond de Plauen, ni Dippoldiswalda; celui de Landeshut à Friedland, en Silésie, en y annexant un détachement dans le comté de Glatz, pour couvrir la frontière; ceux de Schmuckseiffen et de Löwenberg, pour couvrir la frontière de la Lusace; la position de la Hotzeplotz, pour couvrir la Haute-Silésie; le camp que nous avons occupé près d'Olmütz l'année 1758; le camp de Wisoka, près de Nachod; celui de Linay, en Bohême; ceux de Bunzelwitz, Pülzen, Siegroth, Neisse, le Zeiskenberg; les hauteurs de Bärsdorf et de Dittmannsdorf, etc.

Il est très-probable que les généraux autrichiens ne s'écarteront pas de la méthode du maréchal Daun, qui

est sans contredit la bonne, et qu'à la première guerre, on les trouvera aussi attentifs à se bien poster qu'ils l'ont été dans celle-ci. Cela m'oblige d'observer qu'un général fera mal s'il se précipite d'attaquer l'ennemi dans des postes de montagnes ou dans des terrains coupés. La nécessité des conjonctures m'a forcé quelquefois d'en venir à cette extrémité; mais lorsqu'on fait une guerre à puissances égales, on peut se procurer des avantages plus sûrs par la ruse et par l'adresse, sans s'exposer à d'aussi grands risques. Accumulez beaucoup de petits avantages : leur somme en fait de grands. D'ailleurs, l'attaque d'un poste bien défendu est un morceau de dure digestion : vous pouvez facilement être repoussé et battu; vous ne l'emportez qu'en sacrifiant des quinze et des vingt mille hommes, ce qui fait une brèche cruelle dans une armée. Les recrues, supposé que vous en trouviez en abondance, réparent le nombre, mais non pas la qualité des soldats que vous avez perdus. Votre pays se dépeuple en renouvelant votre armée; vos troupes dégénèrent, et si la guerre est longue, vous vous trouvez, à la fin, à la tête de paysans mal exercés, mal disciplinés, avec lesquels vous osez à peine paraître devant l'ennemi. A la bonne heure, qu'on s'écarte des règles dans une situation violente : la nécessité seule peut faire recourir aux remèdes désespérés, comme on donne de l'émétique au malade lorsqu'il ne reste aucune autre

ressource pour le guérir. Mais passé ce cas, il faut, selon mon sentiment, y procéder avec plus de ménagement, et n'agir qu'à poids et mesure, parce que celui qui à la guerre donne le moins au hasard, est le plus habile.

Il ne me reste plus qu'un mot à dire sur le style que j'ai adopté. J'ai été si excédé du *Je* et du *Moi,* que je me suis décidé à parler en troisième personne de ce qui me regarde. Il m'aurait été insupportable, dans un aussi long ouvrage, de parler toujours de moi en mon propre nom. Du reste, je me suis fait une loi de m'attacher scrupuleusement à la vérité, et d'être impartial, à cause que l'animosité et la haine d'un auteur n'instruit personne, et qu'il y a de la faiblesse et de la pusillanimité même à ne pas dire du bien de ses ennemis, et à ne leur pas rendre la justice qu'ils méritent. Si malgré moi je me suis éloigné de cette règle que je me suis prescrite, la postérité me le pardonnera, et me corrigera où je mérite d'être repris. Tout ce que je pourrais ajouter à ce que je viens de dire, serait superflu, et peut-être qu'un ouvrage fait, comme celui-ci, pour être lu par peu de personnes, pouvait se passer tout à fait d'avant-propos.

A Potsdam, le 3 de mars 1764.

FEDERIC.

HISTOIRE
DE
LA GUERRE DE SEPT ANS.

CHAPITRE I[er].

Des arrangements intérieurs de la Prusse et de l'Autriche durant la paix.

La paix dont jouissait l'Europe permit à toutes les puissances de tourner leur attention sur l'intérieur de leurs États. Le Roi commença par réformer les abus qui s'étaient introduits dans la police générale. Il travailla, par le moyen de nouveaux établissements, à l'augmentation de ses finances; il s'appliqua à raffermir la discipline dans ses troupes, à perfectionner les forteresses, et à faire les amas de toutes les armes et fournitures nécessaires pour une armée, dont la guerre fait une si prodigieuse consommation.

La justice, mal administrée durant le règne précédent, et qui était devenue très-injuste, méritait des soins et une attention particulière. Le public s'était accoutumé à éluder les lois. Les procureurs faisaient un trafic honteux de la bonne foi; il suffisait d'être riche pour gagner sa cause, et d'être pauvre pour la perdre. Ces abus, devenant de jour en jour plus intolérables, deman-

daient nécessairement une réforme, tant pour les personnes des juges, des avocats et des procureurs, que pour les lois mêmes, qu'il fallait éclaircir, et dont surtout il fallait retrancher ces espèces de formalités qui, ne touchant point au fond de la cause, ne font que prolonger les procédures.

Le Roi chargea son grand chancelier de Cocceji de ce travail: c'était un homme d'un caractère intègre et droit, dont la vertu et la probité étaient dignes des beaux temps de la république romaine; savant et éclairé, et qui, comme Tribonien, semblait être né pour la législature et pour le bonheur des hommes. Ce savant jurisconsulte entreprit avec tant de zèle cet ouvrage pénible et délicat, qu'après un an d'un travail laborieux les cours souveraines de justice, purgées de tous les sujets qui en avaient fait la honte, furent remplies par des magistrats vertueux. Le nouveau code des lois, universel pour toutes les provinces de la domination prussienne, fut achevé; et après qu'il eut été approuvé par les états, ces lois furent promulguées.[a] On étendit ses vues jusque sur l'avenir; et comme l'expérience des choses humaines apprend que les meilleures institutions se corrompent, ou deviennent inutiles, si l'on en détourne les yeux, et qu'on ne ramène pas ceux qui doivent les observer aux premiers principes qui en ont posé les fondements, on régla qu'il se ferait tous les trois ans une visitation générale des cours souveraines de justice, pour tenir la main à l'observation des nouvelles lois, et pour punir les officiers de justice qui auraient prévariqué. Cet ordre nouveau introduit dans la justice, raffermit le bonheur des citoyens, en rendant les possessions de chaque famille certaines et assurées; les lois régnèrent seules, et tout le monde put vivre en paix sous leur abri.

Quelques soins que le feu roi se fût donnés pour régler et arranger les finances de l'État, il n'avait pas pu tout faire : il n'eut ni le temps ni les moyens d'achever un aussi grand ouvrage; et ce qui restait à perfectionner était immense, tant pour les terres à défricher, que pour les manufactures à établir, le commerce à étendre, et l'industrie à encourager. Les premières

[a] Le Roi paraît éviter le nom de *Codex Fridericianus*. Ce code fut promulgué en 1748.

années du règne du Roi se passèrent dans la guerre, et il ne put tourner son attention sur l'intérieur, qu'après avoir pacifié l'étranger.

Il y avait le long du cours de l'Oder, depuis Swinemünde jusqu'à Cüstrin, de vastes marais incultes, qui peut-être avaient été sauvages de toute antiquité: on forma un projet pour défricher cette contrée. On tira un canal de Cüstrin jusqu'à Wrietzen, qui saigna ces terres marécageuses, où deux mille familles furent établies. On continua ces entreprises de Schwedt jusqu'au delà de Stettin, où douze cents familles trouvèrent une vie aisée et abondante; cela forma une nouvelle petite province que l'industrie conquit sur l'ignorance et la paresse. Les fabriques de laine, qui étaient assez considérables, manquaient cependant de fileurs; on en fit venir des pays étrangers, et l'on en forma différents villages de deux cents familles chacun. Dans le duché de Magdebourg c'était un usage immémorial que les habitants du Voigtland vinssent y faire la récolte, après quoi ils s'en retournaient chez eux. Le Roi leur donna des établissements dans le duché, et en fixa par là un grand nombre dans ses États. Par les différentes opérations que nous venons de rapporter, le pays augmenta pendant cette paix de deux cent quatre-vingts villages qui y furent nouvellement établis.

Le soin des campagnes ne fit pas négliger celui des villes. Le Roi en bâtit une nouvelle qui est un port en même temps sur la Swine dont elle tire son nom, en approfondissant le canal et en nettoyant ce bassin. La ville de Stettin y profita le péage qu'elle payait autrefois aux Suédois en passant à Wolgast, ce qui contribua beaucoup à rendre son commerce plus florissant, et à y attirer des étrangers. On établissait dans toutes les villes de nouvelles manufactures: celles d'étoffes riches et de velours trouvèrent la place qui leur convenait le mieux à Berlin; les velours légers et les étoffes unies s'établirent à Potsdam; Splitgerber fournit à toutes les provinces le sucre qu'il raffinait à Berlin.[a] Une fabrique de basin rendit la ville de Brandebourg florissante; des faiseurs

[a] La première raffinerie de sucre fut établie à Berlin par la maison Splitgerber en 1749.

de cuir de Russie en fabriquèrent à Francfort-sur-l'Oder; des bas et des mouchoirs de soie furent travaillés à Berlin, à Magdebourg et à Potsdam; la fabrique de Wegely se doubla. Les plantations de mûriers furent encouragées dans toutes les provinces; les desservants des églises donnèrent l'exemple aux cultivateurs, pour leur apprendre à élever cet insecte précieux qui originairement vient des Indes, et dont le duvet fait la soie. Dans des lieux où il y avait du bois en abondance, que l'éloignement des rivières empêchait de débiter, on établit des ferronneries, qui dans peu fournirent les canons de fer, les boulets et les bombes aux forteresses, et pour les besoins de l'armée. On trouva dans la principauté de Minden et dans le comté de la Mark de nouvelles salines, qui furent raffinées. On perfectionna celles de Halle, en y introduisant, pour la gradation du sel, des bâtiments qui épargnent le bois; en un mot l'industrie fut encouragée dans la capitale et dans les provinces.

Le Roi remit en vigueur le droit d'échelle que les Saxons avaient chicané à la ville de Magdebourg, et par le moyen de quelques douanes établies sur les frontières, le commerce des provinces prussiennes se mit presque en équilibre avec celui de la Saxe. La compagnie d'Emden établit un négoce important à la Chine. En diminuant les droits d'exportation à Stettin, Königsberg et Colberg, les revenus des douanes augmentèrent du double. Il résulta de ces diverses opérations de finances, sans compter les revenus de la Silésie et de la Frise,[a] et sans que le Roi mît un denier de nouveaux impôts sur ses peuples, qu'en 1756 les revenus de la couronne se trouvèrent augmentés d'un million deux cent mille écus; et d'après un dénombrement que l'on fit des habitants de toutes les provinces, il se trouva que leur nombre montait à cinq millions trois cent mille âmes. Comme cet axiome est certain, que le nombre des peuples fait la richesse des États, la Prusse pouvait alors se compter du double plus puissante qu'elle ne l'avait été dans les dernières années de Frédéric-Guillaume, père du Roi.

Les finances et la justice n'absorbèrent pas toute l'attention

[a] La mort de Charles-Edzard, dernier prince d'Ost-Frise, arrivée le 25 mai 1744, mit Frédéric en possession de ce pays. Voir t. I, p. 85 et 102.

du Roi; le militaire, cet instrument de la gloire et de la conservation des États, ne fut pas négligé. Le Roi y avait lui-même l'œil et y tint la main, pour que la discipline et la subordination fussent rigoureusement maintenues dans chaque province. Les troupes se rassemblaient régulièrement toutes les années dans des camps de paix, où on les dressait aux grandes évolutions et aux manœuvres de guerre. L'infanterie s'exerçait aux différents déploiements, aux formations, aux attaques de plaine, aux attaques de postes, aux défenses de villages et de retranchements, aux passages de rivières, aux marches couvertes à colonnes renversées, aux retraites, et enfin à toutes les manœuvres qu'il faut faire devant l'ennemi. La cavalerie s'exerçait aux différentes attaques serrées et à intervalles, aux reconnaissances, aux fourrages verts et secs, aux différentes formations, et à prendre des points de vue sur des alignements prescrits. On poussa, dans quelques régiments dont les cantons étaient les plus peuplés, le nombre des surnuméraires par compagnie à trente-six hommes, et les moindres en avaient vingt-quatre; et quoiqu'on ne fît aucune nouvelle levée, le nombre de ces surnuméraires faisait sur le total de l'armée une augmentation de dix mille combattants. Tous les bataillons, tous les régiments de cavalerie avaient à leur tête de vieux commandeurs, officiers éprouvés, pleins de valeur et de mérite. Le corps des capitaines étaient des hommes mûrs, solides, et braves. Les subalternes étaient choisis; on en trouvait beaucoup remplis de capacité, et dignes d'être élevés à des grades supérieurs : en un mot, l'application et l'émulation qu'il y avait dans cette armée, étaient admirables. Il n'en était pas de même des généraux, quoiqu'il y en eût quelques-uns d'un grand mérite; le grand nombre avait, avec beaucoup de valeur, beaucoup d'indolence. On suivait l'ordre du tableau pour l'avancement, de sorte que l'ancienneté du service, et non les talents, décidait de la fortune. Cet abus était ancien; il n'avait porté aucun préjudice dans les guerres précédentes, parce que le Roi, n'agissant qu'avec une armée, n'avait pas besoin de faire beaucoup de détachements, et que les troupes et les généraux autrichiens auxquels il eut affaire, n'étaient que médiocres, et avaient entièrement négligé la tactique. Le Roi fit une bonne acquisition en attirant de Russie le

maréchal Keith à son service.[a] C'était un homme doux dans le commerce, plein de vertus et de mœurs, rempli de connaissances de son métier, et qui, avec la plus grande politesse, était d'une valeur héroïque dans un jour de combat. Le corps de l'artillerie avait été augmenté. Le Roi le porta à trois bataillons, dont le dernier était destiné pour les garnisons. Il était bien exercé et en bon état, mais trop peu nombreux pour la profusion d'artillerie et de bouches à feu que la mode introduisit bientôt dans les armées : il en aurait fallu avoir le double; mais comme cela n'avait point été usité dans les guerres précédentes, et que ces deux bataillons avaient suffi au service qu'on en demandait, on ne songea pas à en multiplier le nombre.

Durant la paix, on construisit les ouvrages de Schweidnitz, et l'on perfectionna ceux de Neisse, de Cosel, de Glatz et de Glogau. Schweidnitz devait servir de lieu de dépôt pour l'armée, au cas que la guerre se portât en Bohême sur cette frontière; et comme les Autrichiens avaient montré peu de capacité dans la dernière guerre pour l'attaque et la défense des places, on se contenta de construire légèrement ces ouvrages; ce qui était en effet très-mal raisonné, car les places ne se construisent pas pour un temps, mais pour toujours; et qui pouvait garantir d'ailleurs que l'Impératrice-Reine n'attirât pas quelque habile ingénieur à son service, qui apportant avec lui un art qui manquait à l'armée autrichienne ne le lui apprît, et ne le rendît commun? Mais si l'on fit des fautes, on eut dans la suite sujet de s'en repentir, et d'apprendre à raisonner plus solidement.

D'autre part, on prévit qu'une armée en bon état et bien entretenue ne suffit pas pour faire la guerre, mais qu'il faut de grosses provisions de réserve, pour l'armer, pour l'habiller, et la renouveler, pour ainsi dire; ce qui donna lieu à faire de grands amas de toutes sortes de fournitures, de selles, étriers, mors, bottes, gibecières, ceinturons, etc. On conservait dans l'arsenal cinquante mille fusils, vingt mille sabres, douze mille épées, autant de pistolets, de carabines et de bandoulières; en un mot tous les armements qu'il faut sans cesse renouveler, et que le temps ne donne

[a] Keith arriva à Berlin le 16 septembre 1747; le 18, il fut nommé feld-maréchal. Voyez t. II, p. 22.

pas toujours le moyen d'avoir assez promptement dans le besoin. On avait fait fondre une artillerie de siége considérable, consistant en quatre-vingts pièces de batterie, et en vingt mortiers, qui fut déposée dans la forteresse de Neisse. Les amas de poudre à canon que l'on avait faits, montaient à cinquante-six mille quintaux, répartis dans les différentes places du royaume. Les magasins d'abondance étaient remplis de trente-six mille winspels de farine et de douze mille d'avoine; de sorte que par ces mesures et par ces arrangements préalables tout était préparé pour la guerre qu'on prévoyait, et qui ne paraissait pas éloignée.

Dans l'année 1755, le Roi fit même une augmentation dans les régiments de garnison : ceux de Silésie furent portés à huit bataillons, ceux de Prusse à trois, ceux de la Marche électorale à deux; ce qui fait en tout treize bataillons. Dans un pays pauvre, le souverain ne trouve pas de ressources dans la bourse de ses sujets, et son devoir est de suppléer par sa prudence et sa bonne économie aux dépenses extraordinaires qui deviennent nécessaires : les fourmis amassent en été ce qu'elles consomment en hiver; et il ménage durant la paix les sommes qu'il faut dépenser dans la guerre. Ce point, malheureusement si important, n'avait pas été oublié, et la Prusse se trouvait en état de faire quelques campagnes de ses propres fonds; en un mot, elle était prête à paraître dans l'arène au premier signal, et à se mesurer avec ses ennemis. Vous verrez dans la suite combien cette précaution fut utile, et la nécessité où se trouve un roi de Prusse, par la situation bizarre de ses provinces, d'être armé et préparé à tout événement, pour ne pas servir de jouet à ses voisins et à ses ennemis. Il aurait fallu au contraire en faire davantage, si les facultés de l'État l'avaient permis; car le Roi avait dans la personne de l'Impératrice-Reine une ennemie ambitieuse et vindicative, d'autant plus dangereuse qu'elle était femme, entêtée de ses opinions, et implacable.

Cela était si vrai, que dès lors l'Impératrice-Reine préparait dans le silence du cabinet les grands projets qui éclatèrent dans la suite. Cette femme superbe, dévorée d'ambition, voulait aller à la gloire par tous les chemins; elle mit dans ses finances un ordre inconnu à ses ancêtres, et non seulement répara par de

bons arrangements ce qu'elle avait perdu par les provinces cédées au roi de Prusse et au roi de Sardaigne, mais elle augmenta encore considérablement ses revenus. Le comte Haugwitz devint contrôleur général de ses finances; sous son administration les revenus de l'Impératrice montèrent à trente-six millions de florins ou vingt-quatre millions d'écus. L'empereur Charles VI son père, possesseur du royaume de Naples, de la Servie et de la Silésie, n'en avait pas eu autant. L'Empereur son époux, qui n'osait se mêler des affaires du gouvernement, se jeta dans celles du négoce : il ménageait tous les ans de grosses sommes de ses revenus de Toscane, qu'il faisait valoir dans le commerce; il établissait des manufactures; il prêtait à gages; il entreprit la livraison des uniformes, des armes, des chevaux et des habits d'ordonnance pour toute l'armée impériale; associé avec un comte Bolza et un marchand nommé Schimmelmann, il avait pris à ferme les douanes de la Saxe, et en l'année 1756 il livra même le fourrage et la farine à l'armée du Roi, tout en guerre qu'il était avec l'Impératrice son épouse. Durant la guerre, l'Empereur avançait des sommes considérables à cette princesse sur de bons nantissements: il était, en un mot, le banquier de la cour; et en qualité de roi de Jérusalem qu'il porte, il se conformait à l'usage immémorial de la nation judaïque.

L'Impératrice avait senti dans les guerres précédentes la nécessité de mieux discipliner son armée : elle choisit des généraux laborieux, et capables d'introduire la discipline dans ses troupes; de vieux officiers, peu propres aux emplois qu'ils occupaient, furent renvoyés avec des pensions, et remplacés par de jeunes gens de condition pleins d'ardeur et d'amour pour le métier de la guerre. On formait toutes les années des camps dans les provinces, où les troupes étaient exercées par des commissaires-inspecteurs instruits et formés aux grandes manœuvres de la guerre; l'Impératrice se rendit elle-même à différentes reprises dans les camps de Prague et d'Olmütz, pour animer les troupes par sa présence et par ses libéralités : elle savait faire valoir mieux qu'aucun prince ces distinctions flatteuses dont leurs serviteurs font tant de cas; elle récompensait les officiers qui lui étaient recommandés par ses généraux, et elle excitait partout l'émulation,

les talents, et le désir de lui plaire. En même temps se formait une école d'artillerie sous la direction du prince de Lichtenstein; il porta ce corps à six bataillons, et l'usage des canons à cet abus inouï auquel il est parvenu de nos jours; par zèle pour l'Impératrice il y dépensa au delà de cent mille écus de son propre bien. Enfin, pour ne rien négliger de ce qui pouvait avoir rapport au militaire, l'Impératrice fonda près de Vienne un collége où la jeune noblesse était instruite dans tous les arts qui ont rapport à la guerre; elle attira d'habiles professeurs de géométrie, de fortification, de géographie et d'histoire, qui formèrent des sujets capables; ce qui devint une pépinière d'officiers pour son armée. Par tous ces soins le militaire acquit dans ce pays un degré de perfection où il n'était jamais parvenu sous les Empereurs de la maison d'Autriche, et une femme exécuta des desseins dignes d'un grand homme.

Cette princesse, qui portait ses vues sur toutes les parties de l'administration, peu satisfaite de la manière dont les affaires étrangères et politiques s'étaient traitées, fit choix du comte Kaunitz sur la fin de l'année 1755. Elle lui donna la patente de premier ministre, pour qu'une seule tête réunît toutes les branches du gouvernement: nous aurons lieu dans son temps de faire connaître plus particulièrement cet homme, qui joua un si grand rôle; il entra dans tous les sentiments de sa souveraine; il eut l'art de flatter ses passions, et de s'attirer la confiance de l'Impératrice. Dès qu'il parvint au ministère, il travailla à former des alliances, et à isoler le roi de Prusse, pour préparer les voies à ce projet que l'Impératrice avait tant à cœur, de conquérir la Silésie, et d'abaisser le roi de Prusse; mais comme c'est proprement la matière du chapitre suivant, nous n'en dirons pas davantage sur ce sujet.

Voilà comment ces deux puissances durant la paix se préparaient à la guerre, telles que deux athlètes qui aiguisent leurs armes, et qui brûlent de l'impatience de s'en servir.

CHAPITRE II.

De la guerre et de la politique depuis 1746 jusqu'à 1756.

1746. La paix de Dresde eut le destin de la plupart des traités qui se sont faits entre les souverains : elle suspendit les hostilités, sans déraciner les germes de discorde qui subsistaient entre l'Autriche et la Prusse. Quelque dissimulation qu'employât la cour de Vienne, elle avait le cœur trop ulcéré de la perte de la Silésie, pour que les effets de sa haine et de son animosité ne s'échappassent et ne se manifestassent pas, malgré les soins qu'elle employait pour les cacher : car la guerre entre ces deux puissances n'avait donc point été terminée proprement, mais elle avait changé de forme; et quoique les armées ne se combattissent plus en campagne, les Autrichiens continuaient les hostilités du fond de leur cabinet. L'intrigue, la ruse, la fraude, l'artifice étaient les armes dont ils se servaient pour brouiller les Prussiens avec toutes les cours de l'Europe, et leur susciter des ennemis, s'ils le pouvaient, jusques aux extrémités de notre globe : nous en rapporterons des témoignages suffisants dans cet ouvrage. Mais pour y mettre plus d'ordre et plus de clarté, nous parcourrons successivement les événements principaux qui arrivèrent dans les différentes cours de l'Europe; et comme après la paix de Dresde la guerre ne laissa pas de continuer entre la cour de Vienne et l'Angleterre d'une part, et la France et l'Espagne de l'autre, nous nous voyons

obligé d'en faire un tableau raccourci, pour ne rien omettre de ce qui peut servir à l'intelligence de cette histoire.

Les armées impériales et alliées ne prospérèrent pas en Flandre, où elles avaient le maréchal de Saxe en tête. A la fin de cette année ce maréchal gagna la bataille de Rocoux. On en attribua la perte en partie au prince de Waldeck, en partie pour s'être mal posté, et en partie aux Autrichiens, qui n'assistèrent pas les Hollandais. Le prince Charles de Lorraine, après avoir été spectateur de la défaite des Hollandais, envoya le prince Louis de Brunswic pour couvrir leur retraite; il s'en acquitta si bien, que les alliés gagnèrent Mastricht, sans que les Français, qui les poursuivaient, pussent les entamer. Guerre. Autriche et France. 1746.

Le maréchal de Saxe ouvrit la campagne suivante par la prise de la plupart des places de la Flandre hollandaise. Louis XV se rendit en personne à l'armée. La présence du roi et de ses ministres fut un surcroît d'embarras pour le comte de Saxe, et une charge pour l'armée. Les courtisans remplissaient le camp d'intrigues, et contrecarraient le général; et une cour aussi nombreuse demandait par jour dix mille rations pour les chevaux des équipages. Mais ni la cour de Versailles, ni les ennemis de la France ne purent empêcher le comte de Saxe de garder la supériorité de la campagne. Il avait d'abord formé le projet d'assiéger Mastricht; pour en imposer à l'ennemi, il feignit d'en vouloir à Bergen-op-Zoom : le duc de Cumberland s'aperçut de cette feinte; il se mit en marche, et gagna avec promptitude les environs de Mastricht. Le comte de Saxe, se voyant prévenu, quitta en hâte son camp de Malines, et se porta au delà de Saint-Trond sur les hauteurs de Herderen. Les alliés, qui se trouvaient dès la veille à la commanderie de Jonc,[a] négligèrent d'occuper cette hauteur importante; irrésolus sur le choix de leur champ de bataille, et variables dans leurs résolutions, ils mirent le feu à des villages, ils l'éteignirent; ils les garnirent de troupes, ils les retirèrent; et après avoir embrasé le village de Laeffelt le matin de l'action, ils l'éteignirent, et le garnirent de troupes, quoiqu'il fût à deux mille pas au-devant de leur front. Ce fut à ce village que la bataille s'engagea. Le maréchal de Saxe, témoin des mouvements incon- 1747.

[a] Du Vieux-Jonc.

séquents des alliés, crut que Laeffelt était vide de troupes; il se proposa de s'en saisir, et le trouva garni d'ennemis. L'attaque commença sur-le-champ, et à force de la renouveler et d'y sacrifier du monde, les Français l'emportèrent: cette prise décida de l'action. Les alliés se retirèrent à Mastricht, sans que le maréchal de Saxe les poursuivît, parce que M. de Clermont-Tonnerre se dispensa de charger l'ennemi avec sa cavalerie, quoiqu'il en eût reçu des ordres réitérés: cette désobéissance à son général lui valut le bâton de maréchal de France. Louis XV ne gagna donc proprement par cette victoire que le stérile avantage de camper sur le champ de bataille; et le duc de Cumberland, quoique battu, garantit Mastricht d'un siége.

Pour ne pas laisser néanmoins écouler inutilement la campagne, le comte de Saxe se rabattit sur Bergen-op-Zoom. Il chargea M. de Löwendal de cette difficile entreprise. Les excellents ouvrages de Cœhorn, et l'art admirable dont il en avait construit les mines, défendirent presque seuls cette place. M. de Cronström en était gouverneur; il avait quatre-vingt-dix ans; son esprit était aussi caduc que son corps était infirme. La garnison n'était pas des meilleures, et les officiers sans expérience ne savaient s'ils devaient se déterminer pour les mines ou pour l'inondation dans leur défense; ils eurent le sort de cet âne fameux dans l'école, qu'on dit être mort de faim entre deux boisseaux d'avoine, faute d'avoir pu faire un choix. Les Français donnèrent l'assaut à la place, et l'emportèrent presque sans résistance : à peine le gouverneur eut-il le temps de se sauver en bonnet de nuit et en robe de chambre; et cet exploit termina pour cette année les succès des Français en Flandre.

La fortune fut moins contraire aux Impériaux en Italie et en Provence. La révolution arrivée à Gênes fit à la vérité manquer l'expédition du comte de Browne sur Toulon. Cette révolution se fit par hasard. Les Autrichiens maltraitaient quelques bourgeois qui travaillaient à embarquer de l'artillerie pour Antibes; le peuple s'ameuta, soutint ses concitoyens insultés, et dans les premiers accès de sa fureur il chassa le marquis de Botta et toute la garnison autrichienne de Gênes. Ce contre-coup fit manquer l'armée de Provence de vivres et de munitions, et obligea M. de

Browne à se retirer de cette province. Il mit à son retour le siége devant Gênes, et cette ville le soutint sans succomber; la France y envoya des secours sous M. de Boufflers, et depuis sous le duc de Richelieu, qui prirent tous deux de si justes mesures, qu'ils rendirent les efforts des Autrichiens inutiles. Les troupes combinées des Français et des Espagnols sous M. de Belle-Isle, voulurent, après la retraite de M. de Browne, se rouvrir le chemin de l'Italie. Les Français s'approchèrent les premiers du col de l'Assiette : M. de Belle-Isle trouvant ce poste faiblement défendu, le jugea insultable; il manda les Espagnols pour l'attaquer à forces réunies, et les Espagnols différèrent trois jours avant de le joindre. Cela donna le temps au roi de Sardaigne de renforcer ceux qui défendaient cette gorge, qu'il lui était si important de conserver : sur cela, les Espagnols arrivèrent, et quoique les conjonctures ne fussent plus les mêmes que lorsque M. de Belle-Isle les avait mandés, il n'en voulut point avoir le démenti; il attaqua les Sardois avec beaucoup de vigueur, et après avoir employé tout ce que lui pouvait inspirer l'audace et le courage, il se fit tuer en arrachant de ses mains une palissade du retranchement ennemi : ne pouvant surmonter les obstacles que la nature et l'art lui avaient opposés, ses efforts ne servirent qu'à augmenter ses pertes. Les troupes des deux couronnes furent généralement repoussées, et la France fut en deuil pour le nombre d'officiers de condition et des plus grandes maisons qui y périrent. Le public, souvent injuste, rempli de préjugés, et apparemment mal instruit, taxa cette entreprise de témérité, qui, n'étant que hardie, aurait réussi, si M. de Belle-Isle eût pu exécuter son projet lorsqu'il le conçut, et si la lenteur des Espagnols ne lui eût pas fait perdre les lauriers qu'il était près de cueillir.

Cependant les Français se dédommageaient en Flandre des 1748 mauvais succès qu'ils avaient eus aux Alpes. Le génie du comte de Saxe avait pris de l'ascendant, par lequel il subjuguait tous les ennemis de la France. Ce maréchal ouvrit la campagne en mettant son armée en marche sur plusieurs colonnes. L'une menaçait Luxembourg, l'autre Bois-le-Duc, une autre Venlo; leurs mouvements vinrent se réunir à Mastricht, dont elles formèrent l'investissement, et y mirent le siége.

Quelque brillants que fussent les succès du comte de Saxe, ses triomphes mêmes commençaient à devenir onéreux à la France. On en était à la huitième campagne, et la durée d'une guerre dont les commencements avaient été funestes, épuisait la nation. Toutes les puissances belligérantes commençaient à se lasser de cette guerre, qui ayant souvent changé de cause, n'en avait à la fin aucune. Le moment de la frénésie était passé; elles pensèrent sérieusement à la paix, et entrèrent en négociation : chacune sentait ses plaies secrètes, et avait besoin de tranquillité pour les guérir. Les Anglais craignaient d'augmenter leur dette nationale, chef-d'œuvre du crédit idéal, dont l'abus pronostique une faillite générale. La cour impériale, soutenue des subsides anglais, aurait à la vérité continué la guerre autant que ses alliés lui en auraient fourni les moyens; cependant elle consentit à la paix, afin de ménager ses ressources pour un projet qui lui tenait plus à cœur que la guerre de Flandre. La France se ressentait de ses grandes dépenses; elle avait de plus à craindre que la disette n'occasionnât la famine dans ses provinces méridionales, dont les ports étaient bloqués par les flottes anglaises. A ces raisons d'État, dont le ministère de Versailles faisait montre en public, se joignaient des causes secrètes, qui en furent les plus puissants motifs. Depuis peu madame de Pompadour était devenue maîtresse du Roi; elle craignait que la continuation de la guerre n'engageât Louis XV à se mettre tous les ans à la tête de son armée : les absences sont dangereuses pour les favoris et pour les maîtresses; elle comprit que pour fixer le cœur de son amant, il fallait écarter tout prétexte qui pût l'éloigner d'elle, en un mot, qu'il fallait faire la paix; et dès lors elle y travailla de tout son pouvoir. Lorsque M. de Saint-Séverin partit de Versailles comme plénipotentiaire pour Aix-la-Chapelle, elle lui dit ces propres mots : « Au moins souvenez-vous, monsieur, de ne pas revenir sans la paix; le Roi la veut à tout prix. »

Paix d'Aix-la-Chapelle.

Le congrès s'assembla donc à Aix-la-Chapelle. La ville de Mastricht se rendit, et la paix fut publiée. Par ce traité la France rendit à la maison d'Autriche toutes ses conquêtes en Flandre et en Brabant; moyennant quoi, l'Impératrice céda le Parmesan et le Plaisantin à Don Philippe, réversibles toutefois à la maison

d'Autriche, puisqu'il était stipulé que lorsque Don Carlos monterait au trône d'Espagne, Don Philippe lui succéderait au royaume de Naples; et il est remarquable que cet article fut ainsi conçu sans que les rois d'Espagne et de Naples, ni Don Philippe en aient eu connaissance, et eussent consenti à cet arrangement; aussi en témoignèrent-ils leur mécontentement, en protestant contre toutes les mesures prises à Aix-la-Chapelle, contraires à l'indépendance de leurs couronnes. Les intérêts de la France et de l'Angleterre furent réglés dans le IXe article, où l'Angleterre s'engage de rendre le Cap-Breton aux Français, et où les deux couronnes se garantissent leurs possessions respectives en Amérique, selon la teneur du traité d'Utrecht; elles convinrent toutefois d'assembler quelques commissaires pour vider quelques différends sur les limites du Canada. Enfin l'article XXIIe contient la garantie de la Silésie, que toutes les puissances donnèrent au roi de Prusse.

Il est visible, pour peu d'attention qu'on fasse à cette paix, que c'était l'ouvrage d'un mouvement précipité et fait à la hâte, où les puissances sacrifiaient à l'embarras présent de leurs affaires les intérêts de l'avenir : on éteignait d'une part l'incendie qui embrasait l'Europe, et de l'autre on amassait des matières combustibles, pour qu'elles prissent feu à la première occasion. Il ne fallait que la mort du roi d'Espagne pour exciter de nouveaux troubles, et les limites indéterminées du Canada ne pouvaient manquer de mettre un jour les Français aux prises avec les Anglais. Il ne s'agirait quelquefois que d'une campagne de plus, ou de quelque fermeté dans les négociations, pour terminer pour longtemps les querelles des souverains; mais on préfère les palliatifs aux topiques, et une trêve que l'on signe par impatience à une paix solide.

De la cour de Vienne.

La cour de Vienne avait perdu par cette guerre les duchés de Silésie, le Parmesan et le Plaisantin; elle souffrait impatiemment cette diminution de sa puissance, et comme elle en rejetait la faute principale sur les Anglais, qu'elle n'accusait pas sans raison de sacrifier les intérêts de leurs alliés aux leurs propres, cela lui donnait du dégoût de cette alliance, et la portait à sonder le terrain à la cour de Versailles, pour essayer de détacher cette puis-

sance de la Prusse, et pour éprouver en même temps s'il ne se trouverait pas quelque expédient par lequel on pourrait concilier les intérêts des deux cours. Le comte Kaunitz, duquel ce projet venait particulièrement, étant plénipotentiaire de l'Impératrice-Reine à Aix-la-Chapelle, ne tarda pas à en faire les premières propositions à M. de Saint-Séverin; il lui dit, par manière d'insinuation, que si la France voulait s'entendre avec la maison d'Autriche, il y aurait des engagements de bienséance à prendre entre les deux cours, moyennant lesquels la Flandre et le Brabant pourraient demeurer en propriété à Sa Majesté Très-Chrétienne, pourvu qu'elle voulût obliger le roi de Prusse à restituer la Silésie à l'Impératrice-Reine. L'appât était séduisant, et capable de tenter la cour de Versailles, si Louis XV, excédé de la guerre qu'il venait de terminer, n'eût craint d'en recommencer une nouvelle pour exécuter ce projet; de sorte que M. de Saint-Séverin déclina ces offres, tout avantageuses qu'elles étaient.

De la France. Le comte Kaunitz ne s'en tint pas là; cet homme si frivole dans ses goûts et si profond dans les affaires, fut envoyé comme ambassadeur à Paris. Il y travailla avec une assiduité et une adresse infinie pour faire revenir les Français de cette haine irréconciliable qui, depuis François Ier et Charles-Quint, subsiste entre les maisons de Bourbon et d'Habsbourg : il répétait souvent aux ministres que l'agrandissement des Prussiens était leur ouvrage; qu'ils en avaient été payés d'ingratitude, et qu'ils ne tireraient aucun parti d'un allié qui n'agissait que pour ses propres intérêts. D'autres fois il leur disait, comme si la force de la conviction lui arrachait ces paroles : « Il est temps, messieurs, que « vous sortiez de la tutelle où les rois de Prusse et de Sardaigne « et nombre de petits princes vous tiennent : leur politique ne « tend qu'à semer la zizanie entre les grandes puissances, ce qui « leur procure des moyens d'agrandissement; et nous ne faisons « la guerre que pour eux. Il n'y a qu'à nous entendre, et à nous « prêter mutuellement à des arrangements qui, en ôtant tout « sujet de dispute entre les premières puissances de l'Europe, ser« viront de base à une paix solide et permanente. » Ces idées parurent du commencement bizarres à une nation qui avait pris l'habitude, par une longue suite de guerres, de regarder la mai-

son impériale comme son ennemie perpétuelle. Cependant le ministère français se sentit flatté de l'idée de ces grandes puissances qui donneraient des lois à l'Europe, et de cette paix perpétuelle, quoique d'autres considérations le retinssent encore. Le comte Kaunitz, sans se rebuter, revint souvent à la charge; à force de répéter les mêmes propos, la cour de France s'apprivoisa avec ces idées, et elle vint à se persuader insensiblement que l'union de ces deux grandes maisons n'était pas aussi incompatible que leurs ancêtres l'avaient cru. Il fallait du temps à ce germe pour se développer et pour se fortifier; toutefois la doctrine du comte Kaunitz fit des disciples, et causa quelques refroidissements entre la cour de Versailles et celle de Berlin. On le remarqua surtout à la mission de mylord Tyrconnel [a] à Berlin. Ce ministre, effarouché de cette idée de tutelle que le comte Kaunitz avait tant rebattue, parlait sans cesse avec affectation de l'indépendance des grandes puissances. Un jour il tint même des propos assez imprudents, dont le sens était : « Pour peu que le roi de Prusse « tergiverse avec nous, nous le laisserons tomber, et il sera « écrasé. » Les Français conservèrent cependant les dehors d'une amitié de bienséance vis-à-vis du Roi, quoique la cour de Versailles ne regardant pas des liaisons à prendre avec l'Impératrice-Reine comme impossibles, ne se sentît plus d'éloignement pour elle. Les choses restèrent en France sur ce pied, jusqu'à ce que les vexations des Anglais obligèrent Louis XV à recourir aux armes.

La cour de Vienne ne trouvant pas dans celle de Versailles autant de facilité qu'elle se l'était promis, toujours occupée cependant à lier sa partie, se tourna vers celle de Pétersbourg, où elle mit tout en mouvement pour rendre son union plus étroite avec la Russie, et pour brouiller l'impératrice Élisabeth avec le roi de Prusse. Un ministre russe était sûr que sa haine contre la Prusse lui était payée, et les Autrichiens en augmentaient le salaire à mesure qu'il y mettait plus d'aigreur : ceux qui étaient à la tête du gouvernement, ne cherchaient donc qu'à mettre la dis- De la Russie.

[a] Richard-François Talbot, comte de Tyrconnel, succéda au marquis de Valori, qui, avant de quitter son poste, le présenta au Roi comme son successeur, le 6 avril 1750. Il mourut à Berlin le 12 mars 1752.

harmonie entre les cours de Pétersbourg et de Berlin, et une chose innocente d'elle-même leur en fournit le prétexte. La nécessité d'établir une balance dans le Nord avait déterminé la France, la Prusse et la Suède à faire une triple alliance. Le comte Bestusheff affecta d'en prendre ombrage; il remplit l'Impératrice d'appréhensions, et porta les choses au point que tout de suite les Russes assemblèrent des camps considérables en Finlande sur la frontière des Suédois, et en Livonie vers la frontière de la Prusse. Ces ostentations se renouvelèrent, depuis, toutes les an-
1750. nées. Dans des conjonctures aussi critiques, il s'éleva une dispute entre la Russie et la Suède touchant les limites de la Finlande, qu'on n'avait pas assez exactement déterminées par le traité d'Åbo : ce prétexte fâcheux donnait aux Russes la liberté de commencer la guerre lorsqu'ils le jugeraient à propos. La cour de Vienne fomenta ces dissensions, dans le dessein d'inquiéter le roi de Prusse, et de l'induire à quelque fausse démarche qui pût le commettre avec la Russie. Cependant l'Impératrice-Reine se contenta de fournir des aliments à l'aigreur des deux cours, sans précipiter le moment de la rupture.

La situation où le Roi se trouvait, était délicate et embarrassante; elle aurait pu devenir dangereuse, si l'on n'avait pas eu le bonheur de corrompre deux personnes, par le moyen desquelles le Roi était informé des desseins les plus secrets de ses ennemis: l'un s'appelait Weingarten; il était secrétaire du comte de La
1751. Puebla, envoyé d'Autriche à la cour de Berlin; l'autre était un clerc [a] de la chancellerie secrète de Dresde. Le secrétaire rendait la copie de toutes les dépêches que le ministre recevait de Pétersbourg, de Vienne et de Londres; le clerc de la chancellerie secrète de Dresde donnait la copie des traités entre la Russie et la Saxe, et de la correspondance que le comte Brühl entretenait, tant avec le comte Bestusheff, que des dépêches du comte Flemming de Vienne. Le comte de Brühl se sentait humilié par la paix de Dresde; il était jaloux de la puissance du Roi, et il travaillait, de concert avec la cour de Vienne, à Pétersbourg, pour y communiquer la haine et l'envie dont il était dévoré. Ce ministre ne respirait que la guerre : il se flattait de profiter des pre-

[a] Frédéric-Guillaume Menzel.

miers troubles de l'Europe, pour abaisser un voisin dangereux de la Saxe; il comprenait que cet électorat ne serait pas épargné, et que les premiers efforts des Prussiens s'y porteraient; et toutefois il laissait dépérir l'état militaire de la Saxe. Nous n'examinerons pas si sa conduite fut bien conséquente : il ne devait pas ignorer que tout État se trompe, qui au lieu de se reposer sur ses propres forces, se fie à celles de ses alliés. Ainsi par le ministère de ces deux hommes dont nous venons de parler, il n'y avait rien de caché pour le Roi, et leurs fréquentes nouvelles lui servaient comme de boussole pour se diriger entre les écueils qu'il avait à éviter, et l'empêchaient de prendre de pures démonstrations pour un dessein formé de lui déclarer incessamment la guerre.

Cependant l'ascendant de la cour de Vienne sur celle de Pétersbourg s'augmentait de jour en jour; il devait s'accroître rapidement, parce que l'esprit du ministre était préparé à recevoir favorablement les insinuations qu'on pouvait lui faire contre les Prussiens. Le comte de Bestusheff avait soupçonné M. de Mardefeld, ministre du Roi, d'être d'intelligence avec M. de La Chétardie pour lui faire perdre son poste. A ce sujet de haine s'en joignait un autre. L'an 1745, lorsqu'en automne le Roi entra en Saxe, avant que la bataille de Kesselsdorf se donnât, M. de Mardefeld eut ordre d'offrir quarante mille écus à M. de Bestusheff, pour que la Russie ne se mêlât point de cette guerre, et après la paix de Dresde, par une économie déplacée, ou soit par un effet d'inimitié personnelle, M. de Mardefeld se dispensa de payer cet argent au grand chancelier; ce qui fit que ce ministre comprit dans la haine qu'il avait pour M. de Mardefeld, tout ce qui avait le nom prussien. Pour se venger de ces offenses particulières, il engagea l'Impératrice à conclure une alliance avec les cours de Vienne et de Londres. Ce traité était avantageux à la Russie par deux raisons : premièrement, parce que l'union de la maison d'Autriche était convenable à la Russie, pour s'opposer conjointement aux entreprises de la Porte; et en second lieu, par les subsides anglais, qui depuis inondèrent Pétersbourg. Les choses étant ainsi disposées, il ne fut pas difficile à l'Impératrice-Reine de rompre toute correspondance entre la Prusse et la Russie; ni

Traité de 1746.

les ménagements que le Roi gardait dans ces circonstances scabreuses, ni une conduite toujours mesurée qu'il tint vis-à-vis de la cour de Pétersbourg, ne purent empêcher que les choses n'en vinssent bientôt à un éclat.

1753. Un homme d'une extraction obscure, revêtu du caractère de ministre de Russie, nommé Gross, fut l'instrument dont M. de Bestusheff se servit pour brouiller les deux cours. Ce ministre, chargé de saisir la première occasion pour en venir à un éclat, prit le premier prétexte qui se présenta pour remplir les intentions de sa cour. Le Roi donnait des fêtes à Charlottenbourg à l'occasion du mariage du prince Henri avec la princesse de Hesse. Les ministres étrangers y parurent. Le fourrier de la cour eut ordre de les inviter tous à souper; il s'acquitta de sa commission, mais il ne put trouver le sieur Gross, qui était parti exprès une demi-heure avant les autres. Ce ministre déclara le lendemain qu'il ne paraîtrait plus à la cour, après l'affront fait à l'Impératrice en sa personne, et qu'il attendrait le retour de son courrier de Pétersbourg pour régler sa conduite ultérieure sur les ordres qu'il en recevrait. Ce courrier arriva; Gross partit sur-le-champ furtivement de Berlin,[a] escorté pendant qu'il traversait la ville par les secrétaires de légation autrichiens et anglais. L'évasion de ce ministre obligea le Roi à rappeler également le comte Finck de Pétersbourg, où il avait succédé à M. de Mardefeld.

Dès que les Autrichiens furent délivrés en Russie d'un ministre prussien qui les gênait, ils lâchèrent le frein à leur mauvaise volonté, et ils n'eurent point honte de débiter les mensonges et les calomnies les plus atroces, pour envenimer l'esprit de l'impéra-

[a] L'envoyé russe de Gross quitta Berlin dès la fin de l'année 1750, et le mariage du prince Henri n'eut lieu que le 25 juin 1752. Il n'est pas exact de dire qu'il est parti furtivement, car le Roi, dans une circulaire adressée aux autres ministres étrangers, s'exprime ainsi : « M. de Gross est parti d'ici sans prendre « congé. Il a seulement écrit un billet à M. de Podewils, pour lui demander des « chevaux jusqu'à Memel. » Par suite de cet événement, M. Warendorff, chargé d'affaires de la cour de Prusse à Saint-Pétersbourg, demanda ses passe-ports, le 13 décembre 1750; il les reçut le 15, accompagnés d'une note dans laquelle étaient expliquées les raisons du départ de M. de Gross. Voyez *Neuer Europäischer Staats-Secretarius,* 1751, t. XXIII, p. 995—998.

Le comte de Finckenstein, revenant de Russie, fut nommé second ministre de Cabinet, le 4 juin 1749. Voyez t. III, p. 15.

trice Élisabeth contre le Roi. Ils lui persuadèrent que ce prince avait tramé un complot contre sa vie, pour élever le prince Iwan sur le trône. L'Impératrice, qui était d'un caractère indolent et facile, les en crut sur leur parole, pour s'épargner la peine d'examiner la chose; et elle fit donner un philtre au prince Iwan, qui lui dérangea les organes du cerveau, et elle conçut pour le Roi une haine irréconciliable. La France n'avait dans ce temps aucun ministre à Pétersbourg: celui que la Suède y entretenait, était plus russe que suédois, et par conséquent peu propre à servir le Roi; de sorte qu'il n'y avait aucune voie pour parvenir à l'Impératrice, et pour la tirer de l'erreur où la jetaient le ministre d'Autriche et ses créatures. La cour de Vienne, satisfaite des sentiments de haine et d'animosité dont elle avait rempli la cour de Pétersbourg pour la Prusse, était trop habile pour pousser les choses plus loin; elle se contenta d'avoir disposé les esprits à la rupture, mais elle n'en voulut pas précipiter l'événement, pour achever ses arrangements intérieurs, et pour attendre qu'une occasion favorable lui permît de mettre au jour ses vastes projets. C'était ainsi que l'Impératrice-Reine agitait toute l'Europe par ses intrigues, et tramait une conspiration sourde contre la Prusse, que le premier événement important devait faire éclater.

Cependant les différends que la Suède avait avec la Russie De la Suède.
pour les frontières de la Finlande, furent terminés à l'amiable: 1756.
mais vers la fin de l'année 1756 il se fit dans ce royaume une espèce de révolution, dont nous ne saurions nous dispenser de parler en peu de mots, parce que ses suites influèrent dans les affaires générales de l'Europe. Voici ce qui y donna lieu. La cour s'était depuis longtemps brouillée avec les sénateurs du parti français, à cause d'une place de général-major vacante que le Roi destinait à M. de Lieven, et le sénat, à M. de Fersen; le sénat
l'emporta. La cour, vivement piquée de cet affront, contraria 1755.
depuis dans toutes les occasions le parti français. Les comtes de Bonde et de Horn, et le sieur de Wrangel, avec nombre de seigneurs des premières familles du royaume, attachés au parti de la cour, la flattèrent de lui procurer la supériorité à la diète en faisant élire un maréchal qui fût entièrement à sa dévotion. Cependant l'événement tourna d'une manière toute contraire, et

ce comte Fersen, ennemi de la cour, obtint cette charge par les intrigues et l'appui de la faction française. Dans cette diète, commencée le 17 octobre 1755, le sénat, fier de sa supériorité, présenta un mémoire aux états, pour décider la grande querelle qui était entre lui et le Roi touchant la distribution des charges. Comme les juges étaient à la disposition de l'ambassadeur de France, le sénat triompha; il abusa de sa victoire, et s'en servit pour diminuer cette ombre d'autorité dont le Roi avait joui jusqu'alors selon les lois du royaume. L'insolence de ces magistrats alla même jusqu'à dépouiller la Reine des joyaux de la couronne, et de ceux qui lui avaient été donnés; il s'en fallut peu qu'au mépris de la majesté souveraine ces sénateurs séditieux n'entreprissent de renverser le trône. Ces procédés outrageants firent de vives impressions sur la cour, et sur ceux qui lui étaient attachés, principalement sur l'esprit des comtes Bonde et Horn et du sieur de Wrangel. Ces seigneurs s'assemblèrent dans les premiers mouvements de leur indignation, et résolurent de changer par un coup hardi la forme de leur gouvernement. Le Roi n'eut pas assez d'ascendant pour leur faire tempérer le parti violent qu'ils avaient pris; leurs mesures furent concertées tumultuairement, et plus mal exécutées encore; et par un mélange de sentiments audacieux et de timidité, ils hésitèrent au moment de l'exécution. Une entreprise différée est d'ordinaire découverte: quelques amis faibles, auxquels ils s'étaient confiés, les trahirent. Le sénat prit des mesures vigoureuses, pour se mettre à l'abri de toute entreprise: le comte Bonde fut arrêté; le sieur de Wrangel et quelques autres seigneurs de ce parti eurent le bonheur de se sauver. Le nom du Roi se trouva impliqué dans la déposition des conjurés. Enfin, le comte Bonde et plusieurs personnes d'une naissance obscure périrent sur l'échafaud,[a] et le Roi fut entièrement dépouillé des prérogatives dont son prédécesseur et lui avaient joui selon la forme de gouvernement établie depuis la mort de Charles XII. Depuis ce temps, il n'y eut que M. d'Havrincourt, ambassadeur de France, qui fût véritablement roi de

[a] Ce n'est pas le comte Bonde qui périt sur l'échafaud, mais le comte *Eric Brahé*, colonel de la garde à cheval, ainsi que le baron Horn et deux autres individus; tous quatre furent décapités à Stockholm le 23 juillet 1756.

Suède; il gouverna despotiquement cette nation, et l'engagea depuis dans la guerre d'Allemagne d'une manière irrégulière, et contraire aux constitutions du gouvernement; ce qui ne serait pas arrivé si le roi légitime avait conservé l'autorité dont il devait jouir selon les lois. Tout le service que le roi de Prusse put rendre à son beau-frère, fut de représenter à la cour de Versailles de faire changer de conduite au ministre arrogant qui mettait toute la Suède en subversion; mais la France aimait mieux voir M. d'Havrincourt à la tête de ce royaume, que celui qui en était le roi légitime.

L'année précédente il était survenu un autre démêlé, mais moins fâcheux, entre la Prusse et le Danemark : c'était au sujet d'un procès que la comtesse de Bentinck avait avec son mari. Cette femme, décriée par ses mœurs, avait cédé au comte de Bentinck une terre située sur la frontière de l'Ost-Frise, et depuis elle s'était repentie du contrat formel qu'elle en avait passé. Les juges ordonnèrent le séquestre : le Roi, en qualité de directeur du cercle de Westphalie, devait en être chargé; la cour de Vienne en donna la commission au roi de Danemark. Ce prince y envoya des troupes; les Prussiens les prévinrent; le roi de Danemark prit feu, et il aurait employé des menaces si sa modération ne l'avait retenu. Cependant cette affaire fut apaisée par la médiation de la France. Le roi de Danemark et tout le monde était content; mais la comtesse de Bentinck, qui aimait à chicaner, rompit l'accord qu'on lui avait moyenné; elle alla plaider à Vienne, d'où elle fut chassée depuis, pour avoir favorisé le dessein insensé du duc de Würtemberg, d'enlever l'archiduchesse Élisabeth. Cette dame retourna dans son comté; et comme elle ne trouva personne disposé à se mêler de son affaire, son procès demeura indécis.

Du Danemark. 1754.

Il semblait que, durant cette paix, un esprit de discorde se fût répandu en Europe, qui se plaisait à semer la division entre toutes les cours. Il survint au Roi des différends avec l'Angleterre, qui pensèrent le commettre avec cette couronne. Durant la dernière guerre, les pirates anglais avaient enlevé quelques vaisseaux appartenant à des marchands prussiens : les Anglais étaient juge et partie dans leur propre cause, de sorte que le tri-

De l'Angleterre. 1754 et 1755.

bunal de leur amirauté déclara ces vaisseaux de bonne prise. Le Roi, après avoir fait les représentations convenables à la cour de Londres, mit l'affaire en négociation. Les Anglais ne se relâchèrent point, et tinrent peu de compte de ce qu'on alléguait du droit sur l'illégalité de leurs procédés; enfin, après avoir inutilement épuisé toutes les voies de conciliation, il ne resta d'autre expédient, pour indemniser les sujets prussiens, que de mettre un séquestre sur la somme que le Roi devait aux Anglais, selon qu'il s'y était engagé par la paix de Breslau. C'était le remboursement d'une somme d'un million huit cent mille écus que la maison d'Autriche avait empruntés sur la Silésie pour soutenir la guerre contre la Porte en 1737 et 1738. Le dernier terme qui restait à acquitter, de trois cent mille écus, fut arrêté. Les Anglais en furent irrités; cela donna lieu à des déclarations assez vives de part et d'autre : le ministre d'Autriche qui siégeait à Londres, se donna de grands mouvements pour envenimer cette affaire, et peut-être aurait-elle eu des suites, si une querelle beaucoup plus grave entre la France et l'Angleterre au sujet du Canada n'y eût fait diversion.

Duc de Meck-lenbourg. 1755.

Il n'y eut pas jusqu'au duc de Mecklenbourg qui, se reposant sur la protection de la cour impériale dont il jouissait, ne s'émancipât à chicaner le Roi. Il s'agissait des levées prussiennes dans le Mecklenbourg, dont les ancêtres du Roi, autorisés par d'anciens pactes de famille, avaient été en possession de temps immémorial. Le Duc s'y opposa, à l'instigation de la cour de Vienne; le Roi se fit justice à lui-même : on enleva quelques soldats meck-
1756. lenbourgeois, et l'on arrêta quelques baillis qui s'étaient opposés aux enrôlements. Le Duc fit grand bruit; mais voyant que ses éclats n'aboutissaient à rien, il prit le parti de s'accommoder, et l'affaire fut terminée à l'amiable. Bientôt après, lorsque l'Impératrice-Reine vit la guerre sur le point de s'allumer entre l'Angleterre et la France, elle chercha un prétexte pour rompre avec la Prusse; pour cet effet, elle persuada au duc de Mecklenbourg de porter ses plaintes à la diète de Ratisbonne. La cour de Vienne s'efforçait à faire passer cette affaire pour une violation de la paix de Westphalie; elle voulut se servir de ce prétexte pour déclarer la guerre au Roi, et pour réclamer en même temps l'assistance

des puissances qui avaient garanti cette paix. Nous verrons dans la suite de cet ouvrage que, quoique ce prétexte manquât à la cour de Vienne, il ne lui fut pas difficile d'en trouver un autre. L'occasion qu'elle désirait avec impatience, ne tarda pas à se présenter, et elle la saisit avec empressement : quand les souverains veulent en venir à une rupture, ce n'est pas la matière du manifeste qui les arrête; ils prennent leur parti, ils font la guerre, et ils laissent à quelque jurisconsulte laborieux le soin de les justifier.

De la Hollande et du Portugal. 1755.

Si nous n'avons pas fait mention de la Hollande dans cet ouvrage, c'est que depuis la guerre de 1740, surtout depuis la mort du stadhouder, elle ne jouait aucun rôle en Europe. Il ne nous reste qu'à rapporter succinctement une calamité singulière dont le Portugal se ressentit, et qui faillit à bouleverser ce royaume. Un tremblement de terre se fit sentir, dont les secousses furent si violentes, qu'elles renversèrent la ville de Lisbonne; les maisons, les églises, les palais, tout fut bouleversé, englouti, ou dévoré par les flammes qui s'échappèrent des gouffres de la terre : il y périt entre quinze et vingt mille âmes; beaucoup d'autres villes et villages dans ce royaume furent ébranlés ou renversés. Ce tremblement de terre se fit sentir le long des côtes de l'Océan jusqu'aux frontières de la Hollande. On ne peut attribuer la cause de ce malheur qu'aux efforts d'un feu souterrain qui, resserré dans les entrailles de la terre, s'est creusé quelque canal, et a formé quelque gouffre sous le Portugal, d'où il tend à s'échapper et à se mettre en liberté; et peut-être qu'un jour la postérité verra naître un volcan à la place où Lisbonne a subsisté jusqu'à présent. Mais il sembla que ce n'en fût pas assez des fléaux du ciel qui affligèrent ce malheureux globe; peu après, la méchanceté des hommes arma leurs mains impies; ils se déchirèrent pour un vil amas de boue; la haine, l'obstination, la vengeance se portèrent aux derniers excès. Toute l'Europe nagea dans le sang, et le mal moral dont le genre humain fut la victime, surpassa de beaucoup le mal physique dont Lisbonne avait éprouvé la rigueur.

CHAPITRE III.

Cause de la rupture entre la France et l'Angleterre; négociation de mylord Holdernesse; alliance de la Prusse et de l'Angleterre; offres de M. Rouillé; ambassade du duc de Nivernois; la France piquée; guerre déclarée aux Anglais; le duc de Richelieu prend Port-Mahon; bateaux plats qui épouvantent les Anglais : ils font venir des Hanovriens et des Hessois; les Russes se renforcent sur la frontière de la Prusse; l'espion Weingarten découvert et sauvé; les Autrichiens rassemblent deux armées en Bohême; intelligence dans les archives de Dresde, où tout le mystère d'iniquité se découvre; brouilleries avec l'Autriche; raisons pour déclarer la guerre; première disposition des troupes; projet de campagne.

1755. Après nous être fait une idée de la situation où se trouvaient les puissances de l'Europe au commencement de l'année 1755, il faudra vous mettre sous les yeux les causes des dissensions et des brouilleries qui donnèrent lieu à la guerre qui éclata entre la France et l'Angleterre. Les affaires présentes tiennent si fort aux événements passés, qu'il faut remonter au traité d'Utrecht pour arriver aux sources de ces brouilleries. Elles tirent leur origine d'anciens démêlés que les Français avaient eus avec les Anglais sur les limites du Canada. Louis XIV, pressé de conclure le traité d'Utrecht pour séparer la reine Anne de la grande alliance, ordonna à ses plénipotentiaires de signer sans chicane. Ces plénipotentiaires se servirent de termes équivoques pour marquer les limites du Ca-

nada, sur lesquelles roulait le litige : ce que la France gagnait par cette paix valait plus que toutes ses possessions dans cette contrée stérile. Mais dès que les troubles de l'Europe furent apaisés, les Anglais et les Français interprétèrent chacun à leur avantage l'article des limites de leurs possessions de l'Amérique. Il y eut quelques débats entre les colonies de ces deux nations, sans cependant que ces querelles sourdes dégénérassent en hostilités ouvertes. Par le traité de paix d'Aix-la-Chapelle, on aurait dû aplanir toutes ces différences. M. de Saint-Séverin et ses collègues, qui y étaient de la part de la France, obligés par les ordres réitérés de la cour d'accélérer la prompte signature des préliminaires, renvoyèrent la discussion des limites de ces colonies à l'examen de commissaires que les deux cours nommeraient après la conclusion de la paix : ces commissaires s'assemblèrent, mais loin que leurs conférences rapprochassent les esprits des deux nations, le mécontentement et l'aigreur n'allèrent qu'en augmentant. L'ambassade du duc de Mirepoix, et la négociation qu'il entama à Londres, ne produisit rien : chaque peuple reprochait à l'autre sa mauvaise foi; les troupes anglaises et françaises dans l'Amérique en venaient à des hostilités; elles s'enlevaient mutuellement des forts; ils se faisaient déjà la guerre sans se l'être déclarée. Dans les relations de ces contrées, les officiers anglais ne manquaient pas de rejeter la faute de leurs violences sur les Français; ils envoyaient chacun des factums pour justifier leur conduite; la ville de Londres en était inondée.

Cette nation, facile à s'enflammer lorsqu'elle croit avoir à se plaindre de la France, déjà mécontente de la paix d'Aix-la-Chapelle, ne respirait que la guerre : la conduite du duc de Cumberland acheva de rendre cette fermentation générale. Il voyait que le grand âge du roi son père l'approchait des bornes de la vie; pour augmenter son crédit, et pour avoir plus d'influence dans le règne suivant, il avait formé le dessein de remplir le conseil de ses créatures, et de faire passer tous les grands emplois de la couronne à des personnes qui lui fussent entièrement dévouées. Son choix s'était préférablement déterminé en faveur du sieur Fox, qu'il destinait à la place de chef de la trésorerie, et à tous les emplois dont le duc de Newcastle était revêtu. L'élévation du sieur

Fox ne pouvait avoir lieu que par le déplacement du duc de Newcastle, et cela était d'autant plus difficile, que ce seigneur jouissait d'un grand crédit sur l'esprit du Roi; qu'il était considéré dans le parlement par ses longs services, par sa vertu et par son bon naturel; qu'il était estimé de la nation par ses immenses richesses, par toutes les places qu'il avait à donner, et enfin par un nombre de membres du parlement que ses seigneuries lui donnaient le droit d'élire. Le duc de Cumberland imagina que le meilleur moyen pour faire abandonner au duc de Newcastle ses grands emplois, serait d'engager la nation dans une guerre avec la France, par où il mettrait le ministre dans la nécessité d'ajouter de nouvelles dettes à celles dont le gouvernement était déjà surchargé: ce qui fournirait des griefs à l'opposition: ou bien il se flattait de profiter de tous les mauvais succès qui pourraient arriver au commencement d'une guerre, pour en rejeter la faute sur le ministre, et le déterminer, à force d'inquiétudes et de persécutions, à se retirer de lui-même des emplois. Ce projet était vaste et compliqué. Pour le mettre en exécution, il fallait commencer par envenimer les querelles des deux nations, pour les porter à la rupture de la paix. Cela fut facile : au seul nom de Français le peuple de Londres entre en fureur; les matières combustibles étaient assemblées, elles s'embrasèrent bien vite; bientôt ce peuple fougueux et féroce obligea le roi George à faire quelques armements. Une démarche en entraîna insensiblement une autre; on en vint de là à des voies de fait; des violences donnèrent lieu à des représailles, et dès la fin de 1754 la guerre entre ces deux peuples parut inévitable. On remarquait cependant que le ministère de Versailles agit avec plus de mesure et de modération, et que les mauvais procédés étaient tous commis de la part des Anglais.

Ces deux rois, se voyant menacés de la guerre, tâchèrent chacun de leur côté de fortifier leur parti, en resserrant les vieilles alliances, ou en en formant de nouvelles. Le Roi fut alors recherché par les Français et par les Anglais : son alliance avec la cour de Versailles n'était point expirée; toutefois les possessions des Français aux Indes étaient exceptées des garanties de la Prusse; et dans ces conjonctures il paraissait que le partage des Prussiens serait de demeurer neutres pendant ces troubles, et

d'en être de simples spectateurs. Ce n'était pas ce que l'on pensait à Versailles : la cour comptait le roi de Prusse à l'égard de la France, comme un despote de Valachie à l'égard de la Porte, c'est-à-dire, comme un prince subordonné à l'autre, et dans l'obligation de faire la guerre dès qu'on lui en envoie l'ordre; la cour se persuadait de plus qu'en portant la guerre dans l'électorat de Hanovre, elle ferait mollir le roi de la Grande-Bretagne, et terminerait ainsi au centre de l'Empire les différends qui subsistaient aux Indes entre elle et les Anglais. M. Rouillé, alors ministre des affaires étrangères, dit un jour à M. de Knyphausen, dans l'intention d'engager le Roi à contribuer à cette diversion : « Écrivez, « monsieur, au roi de Prusse qu'il nous assiste dans l'expédition « de Hanovre; il y a là de quoi piller : le trésor du roi d'Angle- « terre est bien fourni; le Roi n'a qu'à le prendre; c'est, monsieur, « une bonne capture. » Le Roi lui fit répondre que de pareilles propositions étaient convenables pour négocier avec un Mandrin,[a] et qu'il espérait qu'à l'avenir M. Rouillé voudrait bien apprendre à distinguer les personnes avec lesquelles il avait à traiter. Ces négociations devinrent plus vives sur la fin de 1755.

Le roi George, informé du dessein des Français, alarmé de l'orage qui menaçait son électorat, se persuada que la manière la plus sûre de le conjurer était de conclure une alliance défensive avec la Prusse : il savait que les liens qui unissaient le roi de Prusse au roi de France étaient sur le point de finir, parce que le terme du traité de Versailles expirait au mois de mars[b] de l'année 1756, et il chargea mylord Holdernesse, son secrétaire d'État, d'entamer la négociation avec la cour de Berlin. Mylord Holdernesse, incertain des dispositions du roi de Prusse pour cette alliance, afin de ne point exposer son maître à un refus direct, en hasarda les premières propositions par le duc de Brunswic. Ces ouvertures se firent sous le prétexte d'assurer le repos de l'Allemagne contre le danger dont la menaçait une guerre prête à s'allu-

[a] Louis Mandrin, fameux contrebandier, roué à Paris le 26 mai 1755.

[b] Il se peut qu'au lieu de *mars*, le Roi ait voulu dire *mai*; car les deux traités que, depuis son avénement au trône, il avait conclus avec la France, portent tous les deux le 5 juin : mais celui du 5 juin 1741, conclu pour quinze années, et qui expirait effectivement en 1756, est daté de *Breslau*; quant à celui de *Versailles*, du 5 juin 1744, la durée n'en était pas fixée.

mer. On demandait au Roi d'entrer dans des mesures qui pussent assurer et affermir la tranquillité publique; cette proposition tirait à grande conséquence : dans la situation où se trouvait alors la Prusse, le parti pour lequel le Roi allait se décider, influait sur la paix et sur la guerre. En renouvelant le traité avec la France, il fallait attaquer l'électorat de Hanovre; ce qui était s'attirer sur les bras les forces des Anglais, des Autrichiens et des Russes; en concluant une alliance avec l'Angleterre, il était probable que les Français ne porteraient point la guerre dans l'Empire, et que la Prusse se trouverait liée avec la Grande-Bretagne et avec la Russie; ce qui semblait obliger l'Impératrice-Reine à demeurer en paix, quelque envie qu'elle eût de reconquérir la Silésie, et quelques préparatifs qu'elle eût faits pour agir aussitôt que l'occasion le lui permettrait.

Avant que de se déterminer, le Roi jugea néanmoins à propos de s'assurer de la façon de penser de la cour de Russie; mais comme il avait dans la personne du chancelier Bestusheff un ennemi déclaré, il ne pouvait pas s'en éclaircir directement à Pétersbourg, où toute intelligence entre les deux cours était rompue; il eut recours au sieur de Klinggräff, son ministre à la cour impériale, et à mylord Holdernesse même, pour savoir en quels termes la Russie en était avec l'Angleterre, et surtout si la cour de Vienne ou celle de Londres avait plus d'influence à Pétersbourg. Le sieur de Klinggräff répondit que les Russes étant une nation mercenaire et intéressée, il n'y avait aucun doute qu'ils ne fussent plus attachés à ceux qui pouvaient les acheter, qu'à ceux qui n'avaient rien à leur donner; que l'Impératrice-Reine manquait souvent de ressources pour ses propres dépenses; qu'ainsi les Russes s'en tiendraient aux Anglais, que des richesses immenses mettaient en état de leur payer de gros subsides. La réponse de mylord Holdernesse portait que, l'intelligence entre l'Angleterre et la Russie étant parfaite, le roi George comptait fermement sur l'amitié de l'impératrice Élisabeth. Les informations que le Roi tirait de son ministre à la Haye, se trouvèrent cadrer si bien avec ce qu'on lui avait écrit de Vienne et de Londres, qu'il crut que tant de personnes pouvaient difficilement se tromper toutes sur le même sujet : leurs conjectures, étant les

mêmes, devaient être justes; ce fut ce qui le détermina d'entrer en négociation avec l'Angleterre. Il fit répondre à mylord Holdernesse qu'il n'était pas éloigné de prendre avec le roi de la Grande-Bretagne des mesures innocentes, défensives, et uniquement relatives à la neutralité de l'Allemagne. Ces deux puissances se trouvant d'accord sur les principes de leurs liaisons, elles parvinrent bientôt à la conclusion du traité, qui fut signé à Londres le 16 janvier 1756. Ce traité contenait quatre articles, dont les trois premiers étaient relatifs aux garanties réciproques que ces deux puissances se donnaient pour la sûreté de leurs propres États; le dernier regardait directement l'Allemagne, et les engagements pour empêcher que des troupes étrangères n'y pussent entrer. Par deux articles secrets on convenait: par l'un, que les Pays-Bas autrichiens seraient exceptés de la garantie de l'Allemagne; et par l'autre, l'Angleterre s'engageait à payer vingt mille livres sterling aux négociants prussiens, qu'ils avaient à prétendre en dédommagement des prises non restituées que les Anglais leur avaient faites pendant la dernière guerre.

Ce traité arriva signé à Berlin environ un mois après que le duc de Nivernois s'y fut rendu : Louis XV envoyait ce seigneur à la cour du Roi, pour renouveler l'alliance de Versailles prête à s'écouler, plus encore pour faire entrer la Prusse dans le projet que la France méditait contre l'électorat de Hanovre. L'argument le plus fort qu'employa le duc de Nivernois pour persuader au Roi cette alliance et cette guerre, ce fut de lui offrir la souveraineté de l'île de Tabago. Il faut savoir qu'après la guerre de 1740 les Français avaient donné cette île au comte de Saxe; et comme les Anglais en parurent très-mécontents, il fut stipulé qu'elle demeurerait déserte, et ne pourrait être cultivée par aucune nation. Cette offre était trop ridicule pour être reçue : le Roi tourna la chose en plaisanterie, et pria le duc de Nivernois de jeter les yeux sur quelqu'un qui fût plus propre à être gouverneur de l'île de Barataria que lui; [a] il déclina de même le renouvellement d'alliance et la guerre dont il avait été question, et pour en agir avec la plus grande candeur vis-à-vis de la France, pour la convaincre de l'innocence des nouveaux engagements qu'il

[a] Le Roi fait ici allusion au gouvernement de Sancho Pança.

avait pris avec l'Angleterre, il ne fit point difficulté de montrer en original au duc de Nivernois le traité qui venait d'être signé à Londres. La nouvelle de cette alliance causa une vive sensation à Versailles dans l'esprit de Louis XV et de son conseil; il s'en manqua peu qu'ils ne dissent que le roi de Prusse s'était révolté contre la France. Le fait examiné par des yeux impartiaux était différent. L'alliance de la Prusse avec la France allait expirer dans deux mois; le Roi, comme souverain, était autorisé de contracter des liaisons avec des peuples où ses États trouvaient leur plus grand avantage : il ne manquait donc ni à sa parole, ni à son honneur en s'unissant avec le roi d'Angleterre, surtout dans la vue de maintenir en paix par ces nouveaux arrangements et ses États et toute l'Allemagne. Mais les Français n'entendirent pas raison : il ne s'agissait à Versailles que de la défection du roi de Prusse, qui abandonnait perfidement ses anciens alliés; et la cour se répandit en reproches qui firent juger qu'elle ne bornerait pas son ressentiment à de simples paroles.

Nous avons vu dans le chapitre précédent par combien de ruses et de souplesse la cour de Vienne tâchait de se rapprocher de celle de Versailles, et avec combien d'application le comte Kaunitz avait profité de son séjour à Paris, pour familiariser l'esprit de la nation française avec l'idée de l'alliance autrichienne. Un moment d'humeur où se trouvait Louis XV, et la mode qui s'introduisait dans le conseil de Versailles de déclamer contre le roi de Prusse, firent tout d'un coup germer cette semence : la vivacité extrême de la nation française lui fit envisager l'alliance avec la maison d'Autriche comme un raffinement supérieur de politique. Sur cela, le comte de Starhemberg fut chargé par l'Impératrice-Reine de proposer l'alliance entre les deux cours. On fut bientôt d'accord, parce qu'on voulait la même chose des deux côtés; et cette alliance fut signée au nom du Roi Très-Chrétien par M. Rouillé et l'abbé de Bernis [a] le 1[er] de mai 1756. Ce fameux traité de Versailles, annoncé avec tant d'ostentation,

[a] C'est le même abbé de Bernis, auteur des *Poésies diverses*, publiées à Paris en 1744, in-8, dont le Roi dit dans l'*Épître à Gotter:*

« Et je laisse à Bernis sa stérile abondance. »

Bernis devint ministre des affaires étrangères le 25 juin 1757.

nommé l'*Union des grandes puissances*, était de sa nature défensif, et contenait en substance la promesse d'un secours de vingt-quatre mille hommes, au cas qu'une des puissances contractantes fût attaquée; ce fut cependant cette alliance qui encouragea l'Impératrice-Reine à l'exécution du grand projet qu'elle méditait de longtemps.

L'union que les maisons d'Autriche et de Bourbon venaient de former, commençait à donner des soupçons que le traité de Londres pourrait ne pas maintenir la tranquillité de l'Allemagne : la paix ne tenait plus qu'à un cheveu; il ne s'agissait que d'un prétexte, et quand il ne faut que cela, la guerre est autant que déclarée; bientôt elle parut inévitable, car on apprit que tous les politiques s'étaient trompés sur le compte de la Russie. Cette puissance, où les intrigues des ministres autrichiens prévalurent, rompit avec l'Angleterre en haine de l'alliance que le roi de la Grande-Bretagne avait conclue avec le roi de Prusse. M. de Bestusheff s'était trouvé un moment indécis entre sa passion des guinées, et la haine qu'il avait pour le Roi; mais la haine l'emporta. L'impératrice Élisabeth, ennemie de la nation française depuis la dernière ambassade de M. de La Chétardie, aima mieux se liguer avec elle que de conserver une ombre d'union avec une puissance qui avait la Prusse pour alliée : la cour de Vienne, agissant dans toutes les cours de l'Europe, profitait des passions des souverains et de leurs ministres, pour les attiser, et les gouverner selon les fins qu'elle se proposait.

Durant ces revirements de systèmes si subits et si inattendus, les vaisseaux anglais ne gardaient plus de ménagements envers les Français : leurs vexations et les attentats qu'ils commettaient, poussèrent le roi de France presque malgré lui à leur déclarer la guerre. Les Français annoncèrent avec ostentation qu'ils se préparaient à faire de leur côté une descente en Angleterre; ils répandirent des troupes le long des côtes de la Bretagne et de la Normandie; ils firent construire des bateaux plats, pour transporter ces troupes, et ils assemblèrent quelques vaisseaux à Brest. Ces ostentations épouvantèrent les Anglais; il y eut des moments où cette nation, qui passe pour si sage, se crut perdue. Le roi George, pour la rassurer, eut recours à des troupes hanovriennes

et hessoises, qu'il fit passer dans le royaume. On prit ainsi le change à Londres; les Français y trouvèrent leur compte, et tandis qu'ils faisaient cet appareil pour un débarquement vis-à-vis des côtes de la Grande-Bretagne, ils firent une descente dans l'île de Minorque. Le duc de Richelieu, chargé de cette expédition, mit le siége devant Port-Mahon. Les Anglais ne s'aperçurent du dessein des Français que lorsqu'ils l'eurent exécuté; ils envoyèrent néanmoins une flotte dans la Méditerranée au secours de la place assiégée; leur amiral Byng fut battu par l'escadre française. Le gouvernement anglais, pour se disculper devant une populace effrénée, et furieuse du malheur qui venait d'arriver, fut obligé de lui sacrifier une victime, et fit trancher la tête à l'amiral Byng,[a] dont bien des personnes sensées prétendaient prouver l'innocence. Le duc de Richelieu essaya en vain de faire brèche à Port-Mahon, dont les ouvrages sont taillés dans le roc; impatient de ce que le siége tirait en longueur, il fit donner un assaut général à la place; les Français l'escaladèrent et la prirent.

Pendant que la fortune favorisait les Français dans le sud de l'Europe, les affaires du Nord devenaient de jour en jour plus critiques : les Russes assemblaient en Livonie des camps plus forts et plus considérables que tous ceux qu'ils y avaient eus les années précédentes. La cour de Russie était induite à ces ostentations par celle de Vienne, qui réclamait le traité de Pétersbourg, comme si la guerre était déclarée, et comme si le cas de l'assistance avait lieu. Une armée de cinquante mille Moscovites sur la frontière de la Prusse devenait un objet important : quelle que fût la cause de cet armement, l'effet en paraissait redoutable.

De l'année 1746.

Il arriva dans ce temps de crise que le Roi perdit par malheur la seule boussole qui l'avait orienté jusqu'alors dans les ténèbres de la politique qui l'environnaient. Un nommé Weingarten, secrétaire de La Puebla, ministre autrichien à Berlin, s'était laissé employer par le Roi à lui fournir la correspondance la plus secrète que son maître entretenait avec la cour de Vienne et avec celle de Pétersbourg : ces dépêches avaient répandu des lumières sur les vues de ces puissances, en développant leurs desseins. Cet homme, dont les services devenaient plus importants que jamais

[a] L'amiral Byng fut fusillé le 14 mars 1757.

dans ces conjonctures délicates, fut soupçonné par son maître: Weingarten fut assez heureux pour s'en apercevoir; il s'échappa et réclama la protection du Roi. On le déroba avec peine aux recherches et aux perquisitions du ministre autrichien, et on l'envoya à Colberg, où il changea de nom.[a] Quoique cette source de nouvelles fût tarie, il restait encore un canal, duquel le Roi tirait des avis certains sur les projets que ses ennemis formaient, et qui étaient prêts à éclater; c'était un commis de la chancellerie secrète de Dresde, qui remettait toutes les semaines au ministre prussien les dépêches que sa cour recevait de Pétersbourg et de Vienne, ainsi que la copie de tous les traités qu'il avait trouvés dans les archives. Il parut par ces écrits que la cour de Russie s'excusait de ne pouvoir entreprendre la guerre cette année, à cause que sa flotte n'était pas en état d'entrer en mer; mais elle promettait en revanche de plus grands efforts pour l'année prochaine. Sur ces éclaircissements, le Roi prit le parti d'envoyer, en guise de réserve, un corps en Poméranie, formé de dix bataillons et de vingt escadrons. Ces troupes se cantonnèrent aux environs Août. de Stolp, où elles ne pouvaient donner aucune jalousie à la Russie, et où néanmoins elles étaient à portée de renforcer le maréchal de Lehwaldt, dès qu'il aurait pu appréhender quelque entreprise de la part des ennemis.

Bientôt la cour de Vienne rassembla plus de troupes en Bohême qu'à son ordinaire; elle en forma deux armées: l'une, sous les ordres du prince Piccolomini, campa près de Königingrätz; la principale, commandée par le maréchal Browne, s'établit aux environs de Prague. Ce n'était pas assez; la cour fit dresser en Bohême des magasins de guerre; elle fit rassembler des chevaux pour le train des vivres, et pour la nombreuse artillerie qu'elle voulait mettre en usage dans son armée; en un mot, elle faisait de ces préparatifs qui d'ordinaire n'ont lieu que lorsqu'une puissance se propose d'en attaquer une autre. Les dépêches de Dresde qui venaient au Roi, étaient remplies des projets que formait la cour de Vienne d'attaquer les États du Roi, et que faute de trouver un meilleur prétexte, l'Impératrice-Reine s'en tiendrait à celui que fournissait le différend que le Roi avait eu avec le duc de

[a] George-Maximilien de Weingarten se nomma depuis *de Weiss*.

Mecklenbourg. Ce différend était une bagatelle, et l'affaire était accommodée et assoupie; il s'était agi du droit de lever des recrues, que le Brandebourg avait eu de tout temps dans le Mecklenbourg : le duc s'était avisé de le trouver mauvais; après qu'on lui eut prouvé la justice de la cause, et qu'il ne voulait pas se rendre, le Roi se fit justice à lui-même. Quoiqu'il ne fût plus question de cette bagatelle, l'Impératrice voulut la rappeler : elle prétendait faire envisager les procédés du Roi comme contraires aux lois de l'Empire, et comme une violation de la paix de Westphalie; ce qui devait l'engager de prendre fait et cause, d'embrasser le parti du duc de Mecklenbourg, et de réclamer l'assistance de tous les garants de cette paix de Westphalie. La connaissance qui vint au Roi de ce dessein, jointe à l'assemblée de trois armées sur ses frontières, qui menaçaient d'un jour à l'autre d'une rupture ouverte, donna lieu à l'explication que demanda le Roi à la cour de Vienne sur la cause de ce grand armement : on la pria de vouloir y faire une réponse catégorique, pour qu'on sût si son intention était de maintenir la paix avec le Roi, ou de la rompre. La réponse du comte Kaunitz se trouva conçue en termes ambigus et d'un sens équivoque; mais il s'expliqua plus ouvertement envers le comte de Flemming, ministre du roi de Pologne à Vienne : celui-là rendit compte de cet entretien dans une relation à sa cour. La copie de cette dépêche fut envoyée incontinent de Dresde à Berlin; le comte Flemming y dit : « Le « comte Kaunitz se propose d'inquiéter le Roi par ses réponses, et « de le pousser à commettre les premières hostilités. » Il est vrai que le style en était si arrogant et si fier, qu'il en résultait assez clairement que l'Impératrice-Reine voulait la guerre, et même qu'elle voulait de plus que le Roi portât le nom d'agresseur.

Il était néanmoins probable que cette année s'écoulerait encore sans que les ennemis de la Prusse en vinssent aux dernières extrémités, parce que la cour de Pétersbourg voulait différer la guerre jusqu'à l'année suivante, et qu'il était apparent que l'Impératrice-Reine attendrait que tous ses alliés fussent prêts, pour attaquer le Roi à forces réunies. Ces considérations donnèrent lieu d'examiner ce problème : s'il était plus avantageux de prévenir ses ennemis en les attaquant incontinent, ou s'il valait

mieux attendre qu'ils eussent achevé leurs grands préparatifs, pour remettre les entreprises qu'ils jugeraient bon de former, à leur discrétion. Quelque parti que l'on prît dans ces conjonctures, il est certain que la guerre était également sûre et inévitable; il restait donc à calculer s'il y aurait plus d'avantage à la différer de quelques mois, ou à la commencer incessamment. Vous verrez, par les *Pièces justificatives* annexées à la suite de ce chapitre, que le roi de Pologne était un des plus zélés partisans de la conjuration que l'Impératrice-Reine avait formée contre la Prusse. L'armée saxonne était faible : on savait que le fond en montait à peu près à dix-huit mille hommes; mais on savait aussi que pendant l'hiver même cette armée devait être augmentée, et qu'on voulait la porter au nombre de quarante mille combattants. En différant la guerre, le Roi donnait donc le temps à ce voisin malintentionné de se mettre dans une posture plus formidable; sans compter que la Russie ne pouvant pas entrer en action cette année, et la Saxe n'ayant pas achevé de perfectionner ses arrangements, ces conjonctures paraissaient favorables pour gagner sur les ennemis des avantages en les prévenant dès la première campagne, qu'on perdrait par une délicatesse déplacée, en renvoyant les opérations à l'année suivante. De plus, par cette inaction on facilitait aux ennemis le moyen de fondre à forces réunies sur les États du Roi, qui auraient servi de théâtre à la guerre dès l'ouverture de la première campagne; au lieu qu'en portant la guerre chez ces voisins dont les mauvais desseins étaient mis en évidence, on l'établissait chez eux, et l'on ménageait par là les provinces de la domination prussienne. Et quant à ce nom si terrible d'agresseur, c'était un vain épouvantail, qui ne pouvait en imposer qu'à des esprits timides, auquel il ne fallait donner aucune attention dans une conjoncture importante où il s'agissait du salut de la patrie, puisque le véritable agresseur est sans doute celui qui oblige l'autre à s'armer, et à le prévenir par l'entreprise d'une guerre moins difficile, pour en éviter une plus dangereuse, parce que de deux maux il faut choisir le moindre. Après tout, que les ennemis du Roi l'accusassent d'être agresseur, ou qu'ils ne le fissent point, cela revenait au même, et ne changeait rien au fond de l'affaire, car la conjuration des puissances

de l'Europe contre la Prusse était toute formée. L'Impératrice-Reine, celle de Russie, les rois de France et de Pologne étaient d'accord, et sur le point d'entrer en action, de sorte que le Roi n'en aurait eu ni un ami de moins, ni un ennemi de plus. Enfin, il s'agissait du salut de l'État et du maintien de la maison de Brandebourg : n'aurait-ce pas été dans un cas aussi grave, aussi important, commettre en politique une faute impardonnable, que de s'arrêter à de vaines formalités, dont on ne doit pas s'écarter dans le cours ordinaire des choses, mais auxquelles il ne faut pas se soumettre dans des cas extraordinaires où l'irrésolution et la lenteur auraient tout perdu, et où l'on ne pouvait se sauver qu'en prenant une résolution vigoureuse et prompte, et en l'exécutant avec activité?

Les différentes raisons que nous venons d'alléguer, déterminèrent le Roi à prévenir ses ennemis : il fit signifier à la cour de Vienne qu'il prenait sa réponse pour une déclaration de guerre, et qu'il se préparait à la lui faire; il travailla ensuite aux dispositions nécessaires pour mettre les troupes en mouvement. Pour cette année, la Prusse n'avait rien à craindre de la part de la Russie, par les raisons que nous avons rapportées plus haut; de sorte que le maréchal Lehwaldt se contenta de rassembler aux environs de Königsberg les troupes qu'il avait sous ses ordres, afin de les avoir à portée, et de pouvoir les mettre en campagne, si les circonstances l'exigeaient.

Août.

Le Roi se proposa d'attaquer les Autrichiens avec deux armées : le maréchal Schwerin, qui reçut le commandement de celle de Silésie, devait pénétrer dans le cercle de Königingrätz; l'autre, qui devait agir contre les Saxons et les Autrichiens en même temps, devant être naturellement la plus forte, fut formée des régiments de la Poméranie, de l'Électorat, du duché de Magdebourg, et des provinces de la Westphalie : le Roi voulut la commander en personne. Son dessein était d'entrer en Saxe sur plusieurs colonnes en même temps, ou pour désarmer les troupes, si on les trouvait répandues dans leurs quartiers, ou pour les combattre, si on les trouvait rassemblées en corps, afin de ne point garder un ennemi à dos en avançant en Bohême, et s'exposer à une perfidie semblable à celle que les Saxons firent aux

Prussiens l'année 1744. Le Roi se trouvait autorisé à cette démarche par l'expérience du passé, par les engagements où les Saxons étaient avec la maison d'Autriche, enfin, par leurs mauvaises intentions, qui se manifestaient dans les dépêches de tous leurs ministres, que le Roi avait en main : ainsi, des raisons tirées du droit, de la politique et de la guerre, appuyaient et justifiaient sa conduite. Il fut en même temps résolu de gagner, cette première campagne, le plus de terrain qu'on pourrait, pour mieux couvrir les États du Roi, et en éloigner la guerre le plus qu'il serait possible, et enfin, d'établir l'état de la guerre en Bohême, pour peu que cela parût faisable. Telles furent les dispositions générales qu'opposa le Roi à la ligue des plus grandes puissances de l'Europe, qui allaient l'assaillir; bientôt les troupes prussiennes se mirent en marche, et commencèrent leurs opérations en Saxe et en Bohême, comme nous en rendrons compte dans le chapitre suivant.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

TRAITÉ DE PARTAGE ÉVENTUEL, DU 18 MAI 1745.

L'expérience n'ayant que trop fait connaître à quel point le roi de Prusse pousse ses mauvaises intentions pour troubler le repos de ses voisins, et ce prince ayant d'un côté et réitérativement envahi et dévasté les États de Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, et inquiété de l'autre Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, par plusieurs menaces, préparatifs de guerre et passages violents, sans qu'on en ait pu obtenir la satisfaction due pour le passé, ni sûreté suffisante pour l'avenir, il a été considéré que ce double but ne saurait être obtenu, tant que ledit voisin redoutable ne sera resserré dans des bornes étroites. C'est pourquoi Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, comme allié auxiliaire, et Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, comme partie attaquée et belligérante, sont convenus, par le présent acte séparé et secret, d'employer leurs efforts communs, non seulement à pleinement remplir l'acte passé entre Leurs Majestés le $\frac{6}{13}$ mai 1744, et les mesures concertées sur les engagements pris par leur traité d'alliance, conclu le 8 janvier 1745 avec les puissances maritimes, mais encore de ne pas poser ni l'une ni l'autre bas les armes que, outre la conquête de toute la Silésie et de la comté de Glatz, on n'ait encore plus étroitement réduit le roi de Prusse.

Et pour qu'on soit entendu ensemble d'avance sur le partage des conquêtes à faire, pendant que le huitième article dudit traité de Varsovie n'établit qu'en gros que Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, doit participer aux avantages par des convenances, il a paru nécessaire de distinguer les cas qui pourraient arriver dans la suite, et de s'entendre sur un chacun d'iceux.

Supposé donc que, outre la réacquisition de toute la Silésie et de la comté de Glatz, on parvînt à conquérir sur ledit roi le duché de Magdebourg, le cercle de Saal y compris, la principauté de Crossen avec le cercle de Züllichau y appartenant, et les fiefs de Bohême possédés par ce roi et situés dans la Lusace, nommément Cottbus, Peitz, Storkow, Beeskow, Sommerfeld et d'autres endroits et districts qui y appartiennent : en ce cas, toute la Silésie et la comté de Glatz, à Schwiebus près, devront revenir à Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême, laquelle cède en échange tout le reste qu'on vient d'énoncer, avec le district de Schwiebus appartenant d'ailleurs à la Silésie, à Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe.

Supposé au contraire que, outre la réacquisition de toute la Silésie et de la comté de Glatz, on ne parvînt à conquérir sur l'agresseur que le cercle de Saal, la principauté de Crossen avec le cercle de Züllichau et les susnommés fiefs de Bohême lui appartenant en Lusace : alors Sa Majesté Polonaise, électeur de Saxe, se contentera de ce dernier partage et du district de Schwiebus, en laissant pareillement à Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bohême toute la Silésie et la comté de Glatz, à Schwiebus près.

Mais supposé enfin que, contre toute attente et nonobstant les efforts communs susdits, on ne parvînt qu'à conquérir, outre la comté de Glatz, toute la Silésie, de même que la principauté de Crossen avec le cercle de Züllichau et les susdits fiefs de Bohême possédés par ledit roi en Lusace : en ce cas, Sa Majesté Polonaise aura, outre la principauté, le cercle et les fiefs qu'on vient de nommer, le district de Schwiebus, appartenant autrement à la Silésie.

Et pour que Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, soit d'autant plus assuré, du moins et pour le pis aller, de ces dernières acquisitions, Sa Majesté la reine de Hongrie et de Bo-

hême s'engage de la manière la plus forte et la plus solennelle, que Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, doit avoir précisément les mêmes sûretés pour ces nouvelles acquisitions qu'elle aura ou pourra avoir pour la réacquisition de ses anciens États patrimoniaux, c'est-à-dire, la Silésie et la comté de Glatz; de sorte que tout doit aller à pas égaux, et qu'elle ne saurait se prévaloir plus tôt de la possession de toute la Silésie, que lorsque Sa Majesté le roi de Pologne se trouvera pareillement dans la possession de sa quote-part aux conquêtes. A cette fin, les troupes saxonnes de Sa Majesté Polonaise resteront dans la Silésie reconquise jusqu'à ce que sa quote-part sera effectuée, du moins selon le dernier des cas ci-dessus énoncés. Après quoi, les hauts contractants se garantiront réciproquement, pour eux et pour leurs héritiers et successeurs à perpétuité, tout ce qu'à l'un et à l'autre sera tombé en partage, en tâchant d'en obtenir aussi la garantie de leurs alliés.

En foi de quoi, Leurs Majestés ont signé, chacune de propre main, un exemplaire de la même teneur de cet acte séparé et secret, pour être échangé l'un contre l'autre, et y ont fait apposer leurs sceaux royaux.

Fait à Leipzig, ce 18 mai 1745.

(L. S.) AUGUSTE, ROI.

II.

TRADUCTION DU QUATRIÈME ARTICLE SÉPARÉ ET SECRET DU TRAITÉ DE PÉTERSBOURG, DU 22 MAI [a] 1746.

Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, déclare qu'elle observera religieusement et de bonne foi le traité de paix conclu entre elle et Sa Majesté le roi de Prusse à Dresde, le 25 décembre 1745, et qu'elle ne sera point la première à se départir de la renonciation qu'elle a faite de ses droits sur la partie cédée du duché de Silésie et de la comté de Glatz.

[a] Du 2 juin, nouveau style.

Mais si, contre toute attente et les vœux communs, le roi de Prusse fût le premier à s'écarter de cette paix en attaquant hostilement, soit Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, ou ses héritiers et successeurs, soit Sa Majesté l'impératrice de Russie, ou bien la république de Pologne, dans tous lesquels cas les droits de Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, sur la partie cédée de la Silésie et de la comté de Glatz, par conséquent aussi les garanties renouvelées dans le second et troisième article de la part de Sa Majesté l'impératrice de Russie, auraient de nouveau lieu et reprendraient leur plénier effet : les deux hautes parties contractantes sont convenues expressément que, dans ce cas inespéré, mais pas plus tôt, ladite garantie sera remplie entièrement et sans perte de temps, et elles se promettent solennellement que, pour détourner le danger commun d'une pareille agression hostile, elles uniront leurs conseils; qu'elles enjoindront la même confidence réciproque à leurs ministres dans les cours étrangères; qu'elles se communiqueront confidemment ce que, de part ou d'autre, on pourrait apprendre des desseins de l'ennemi; et enfin Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, tiendra prêt en Bohême, en Moravie et les comtés adjacentes de Hongrie, un corps de vingt mille hommes d'infanterie et de dix mille hommes de cavalerie; et que Sa Majesté l'impératrice de Russie tiendra prêt un corps pareil en Livonie, Esthonie et autres provinces voisines; de façon qu'en cas d'une attaque hostile de la part de la Prusse, soit contre l'une, soit contre l'autre partie, ces trente mille hommes pourront et devront aller au secours de la partie attaquée en deux ou tout au plus tard en trois mois, à compter du jour de la réquisition faite.

Mais, comme il est facile à prévoir que soixante mille hommes ne suffiront pas pour détourner une pareille attaque, pour recouvrer les provinces cédées par la paix de Dresde, et pour assurer en même temps la tranquillité générale pour l'avenir, les deux parties contractantes se sont en outre engagées d'employer pour cet effet, le cas existant, non seulement trente mille hommes, mais même le double, savoir : soixante mille hommes de chaque côté; et d'assembler ce corps avec autant de célérité que la distance des provinces les moins éloignées le permettra. Les

troupes de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies seront employées par mer ou par terre, selon ce qui sera trouvé le plus convenable; mais celles de l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, ne seront employées que sur terre. Chaque partie commencera à faire du côté de ses propres États une diversion dans ceux du roi de Prusse; mais ensuite on tâchera de se joindre et de poursuivre les opérations conjointement : mais avant que cette jonction se fasse, il se trouvera un général de part et d'autre dans les deux armées respectives, tant pour concerter les opérations, que pour en être témoin oculaire, et pour se communiquer par ce canal les avis qu'on aura à se donner.

Sa Majesté l'impératrice de Russie, en promettant un si puissant secours à Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, n'a aucun dessein de faire des conquêtes à cette occasion; mais comme elle veut bien faire agir son corps de soixante mille hommes, tant par mer que par terre, et que l'équipement d'une flotte causerait des dépenses considérables, de sorte qu'en partageant ainsi les forces de l'ennemi; on aurait lieu de regarder le corps russien comme fort excédant le nombre de soixante mille hommes, Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, s'engage et promet que, pour témoigner d'autant plus efficacement sa reconnaissance, elle payera à Sa Majesté l'Impératrice de Russie la somme de deux millions de florins du Rhin dans un an, à compter du jour qu'elle aura la Silésie en son pouvoir, sans pouvoir en décourter quelque chose, sous titre de ce qu'on aura tiré du pays ennemi.

Ce quatrième article séparé et secret aura la même force que s'il était inséré mot pour mot au corps du traité défensif, et doit être ratifié en même temps. En foi de quoi, les ministres susmentionnés y ont apposé leur signature et cachet.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 22 mai 1746.

(L. S.) Alexei comte Bestusheff-Riumin. *(L. S.)* Jean-François de Pretlack.

(L. S.) Nicolas-Sébastien noble de Hohenholtz.

III.

RÉSOLUTIONS ET INSTRUCTIONS

POUR LE COMTE DE VICEDOM ET LE SIEUR DE PEZOLD, A SAINT-PÉTERSBOURG.

Rapport circonstancié ayant été dûment fait au Roi du contenu des dernières dépêches du 18, 19 et 23 d'avril, de son conseiller privé et ministre plénipotentiaire à la cour impériale de Russie, le comte de Vicedom, et de son résident à la même cour, le conseiller privé d'ambassade sieur de Pezold, apportées ici de Pétersbourg par le courrier Consoli le 6 du courant, et Sa Majesté y ayant surtout pris en considération l'affaire d'accession que lui demandent avec instance les deux cours impériales à leur nouveau traité d'alliance défensive, et à ses articles séparés et secrets signés à Pétersbourg le 22 mai 1746, et ratifiés ensuite de part et d'autre, Sa Majesté a trouvé bon de faire pourvoir là-dessus ses susdits deux ministres en Russie des points de résolution et d'instruction suivants, qui leur doivent servir de règle pour y diriger leur négociation et conduite dans cette affaire aussi importante que délicate.

I.

Sur ce que le grand chancelier de Russie leur a fait connaître, et l'a fait témoigner aussi par son frère le grand maréchal ici, que les deux cours impériales seraient bien aises que l'affaire de l'accession du Roi se traitât et conclût préférablement à Pétersbourg, comme à l'endroit où le traité d'alliance défensive renouvelé entre elles, dont il s'agit, a été négocié, conclu et signé, Sa Majesté, pour y complaire, fait pourvoir à cet effet le comte de Vicedom et sieur de Pezold du ci-joint plein pouvoir avec la clause de *samt und sonders,* afin qu'en cas d'absence, d'indisposition ou d'autre empêchement de l'un, l'autre puisse continuer la négociation, en communiquant néanmoins ensemble et agissant dans un parfait concert.

II.

Ils feront valoir cet empressement du Roi auprès du grand chancelier et de l'ambassadeur Pretlack comme une preuve cer-

taine du penchant d'attachement sincère de Sa Majesté pour les deux Impératrices, préférablement à toutes autres considérations qui pourraient l'engager à aller plus bride en main dans une affaire de cette étendue et conséquence.

III.

Le résident Pezold connaissant le mieux ce qui s'est passé il y a près de deux ans entre les deux cours, lorsque le Roi se trouva dans le cas de nécessité de réclamer le secours de la Russie, en vertu de leur traité d'alliance défensive renouvelé contre le roi de Prusse, et ledit résident ayant été témoin oculaire de l'indifférence, lenteur, et insuffisance avec lesquelles on répondit à la cour de Pétersbourg aux réquisitions réitérées de Sa Majesté, procédé auquel la Saxe doit principalement attribuer ses derniers malheurs, il fera bien d'en faire souvenir en particulier le grand chancelier, comte de Bestusheff, non pas tant sur le pied de reproches à lui en faire, mais plutôt sur un pied de réflexions confidentes, et pour le faire convenir que c'est une résolution bien généreuse du Roi de se prêter si promptement aux désirs des deux cours impériales, et qu'après ce qui lui est arrivé en dernier lieu avec celle de Russie, il n'y a que la grande confiance que Sa Majesté met en lui, grand chancelier, et dans son présent crédit et pouvoir, qui ait pu la déterminer si tôt pour l'accession, dans l'espérance que ce ministre principal songera à réparer le passé, en prenant de loin si bien ses mesures, pour qu'à l'avenir le Roi soit, en cas de besoin, non seulement secouru à temps et suffisamment, mais qu'aussi Sa Majesté, dans les occasions d'une assistance réciproque, trouve son compte, dédommagement et avantage réel.

IV.

Quant au traité principal des deux cours impériales, le Roi est tout disposé d'y accéder, sans autre restriction que celle du nombre des troupes qu'elles s'y sont stipulées réciproquement pour les cas ordinaires d'un secours à prêter; et il est nécessaire que les plénipotentiaires de Sa Majesté proposent et insistent à ce que son assistance soit réglée dans l'acte d'accession sur le double du secours promis de l'électorat de Saxe, d'autant plus que la cour

de Vienne envoie au Roi et entretient à ses propres frais, dans tous les cas, les secours réciproques de six et douze mille hommes.

V.

Après que le comte de Vicedom et le sieur de Pezold en seront d'accord avec les ministres des deux cours contractantes, ils procéderont aussi à traiter sur l'accession du Roi aux six articles séparés, dont cinq sont secrets, et qui demandent beaucoup plus de réflexions et d'ajustement pour les convenances du Roi.

VI.

Comme cependant Sa Majesté, par inclination et zèle pour l'intérêt commun et pour le bien public, n'est pas éloignée de s'y joindre aussi au possible et à proportion de ses forces, ses plénipotentiaires prendront un soin particulier à s'expliquer là-dessus plus spécialement avec ceux des deux cours impériales, afin que leurs demandes et la condescendance du Roi à chaque article soient combinées aux intérêts de Sa Majesté.

VII.

Y ayant parmi les articles des points d'engagements qui ne regardent proprement que les deux cours impériales principalement contractantes, ils tâcheront d'obtenir que le Roi en soit dispensé, ou qu'ils soient tempérés pour Sa Majesté; comme aussi que toute guerre future en Italie soit exceptée, ainsi qu'elle l'est déjà dans le traité avec la cour de Vienne.

VIII.

Le premier et le quatrième des articles secrets étant les plus difficiles et onéreux si le Roi y accède dans leur sens et étendue, les deux cours impériales ne sauraient trouver à redire que Sa Majesté demande, outre plus de proportion dans les engagements qu'ils renferment, des conditions et avantages réciproques.

IX.

A l'égard du premier article secret, qui concerne la garantie des possessions du grand-duc de Russie, comme duc de Holstein-Schleswig et de sa maison ducale, l'impératrice de Russie voudra bien considérer les grands ménagements que le Roi a à garder pour la cour de Danemark, à cause de son parentage et droit de succession éventuelle, et ainsi ladite souveraine, aussi bien que l'Impératrice-Reine et l'Empereur son époux même, ne refuseront

pas en échange au Roi et à sa postérité, la garantie de la succession due avec le temps à un prince de la maison électorale de Saxe sur le trône de Danemark.

X.

Pour ce qui est enfin du quatrième article secret, qui regarde des mesures éventuelles et plus fortes contre une nouvelle attaque soudaine et inopinée du roi de Prusse, le Roi reconnaît en cela la sage prévoyance des deux Impératrices, en songeant de loin à se concerter et s'entr'aider avec force, si contre meilleure attente et malgré la plus scrupuleuse attention de leur part pour l'observation de leurs traités avec ledit prince, celui-ci se portait à envahir les États de l'une ou de l'autre, et le Roi est assez porté à concourir en ce cas aux mêmes mesures; mais comme il est le plus exposé au ressentiment d'un voisin si redoutable et inquiet, témoin la triste expérience que Sa Majesté en a eue en dernier lieu, Leurs Majestés Impériales ne pourront pas trouver étrange que le Roi, avant d'entrer dans un pareil engagement nouveau, éventuel et étendu, prenne mieux ses précautions, tant pour sa sûreté et défense mutuelle, que pour en être dédommagé et récompensé à proportion de ses efforts et des progrès contre un tel agresseur.

XI.

A cette fin, le comte de Vicedom et le sieur de Pezold demanderont aux ministres plénipotentiaires impériaux:

1° Quel nombre de troupes leurs souveraines désirent, pour tel cas, du Roi, et lui offrent en échange pour l'assister de part et d'autre?

2° Et que ce secours désiré du Roi ne soit pas disproportionné aux forces de son armée.

3° Que les deux cours impériales en promettent le double au Roi.

4° Que les deux Impératrices s'engagent à tenir chacune, pour le moins, un tel corps de leurs troupes en état mobile et prêt à marcher au secours de Sa Majesté, d'un côté sur les frontières de Prusse, et de l'autre en Bohême.

5° Qu'elles s'obligent à faire participer le Roi des prisonniers,

dépouilles et conquêtes qu'elles feront, ensemble ou séparément, sur l'agresseur et par là ennemi commun.

XII.

Par rapport à ce dernier point et partage de conquêtes à faire, les ministres plénipotentiaires du Roi auront à demander au ministre de Russie les offres de sa souveraine, et à déclarer relativement à l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, qu'en tout cas et si cette princesse, de nouveau attaquée par le roi de Prusse, parvenait à reconquérir non seulement la Silésie et la comté de Glatz, mais aussi à resserrer cet agresseur dans des bornes plus étroites, le roi de Pologne, comme électeur de Saxe, s'en tiendrait au partage stipulé entre elle et Sa Majesté par la convention signée à Leipzig le 18 mai 1745, dont le résident Pezold a reçu la copie par une lettre ministériale du 14 novembre de la même année; excepté le troisième degré de partage y défini, dont Sa Majesté ne saurait se contenter, puisqu'en cas que l'Impératrice-Reine ne pût parvenir qu'à conquérir, outre la comté de Glatz, toute la Silésie, de même que la principauté de Crossen, avec le cercle de Züllichau et les fiefs de Bohême possédés par le roi de Prusse en Lusace, il faudrait accorder éventuellement au Roi, électeur de Saxe, une part plus considérable à ces conquêtes que ladite principauté, le cercle et les fiefs; sur quoi, Sa Majesté attendra les offres de la cour de Vienne, et y fera négocier par le comte de Loss, souhaitant seulement que celle de Russie s'emploie à faire obtenir pour ce cas de l'Impératrice-Reine un meilleur partage au Roi, et en assure et garantisse ensuite à celui-ci l'acquisition.

XIII.

Sur ce que dessus, le comte de Vicedom et le sieur de Pezold prendront tout *ad referendum*, et ne concluront rien avant que, sur leurs rapports, ils y soient autorisés par des ordres et résolutions finales du Roi.

XIV.

Le reste est remis à leur prudence, dextérité, et zèle pour le service et les intérêts et la gloire de Sa Majesté, qui les assure de

sa protection et de ses bonnes grâces, lorsqu'ils s'appliqueront à remplir, avec toute l'exactitude dont ils sont capables, les points de cette instruction.

Écrit à Dresde, ce 23 mai 1747.

(L. S.) Auguste, Roi.

Comte de Br.

de Walther.

IV.

TRADUCTION DU MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR LES MINISTRES DE SAXE A PÉTERSBOURG,

LE $\frac{14}{25}$ SEPTEMBRE 1747.

Dans la conférence tenue avec nous soussignés le 8 et 19 du courant, nous avons à la vérité déjà produit nos pleins pouvoirs, aussi bien que les déclarations et conditions sous lesquelles Sa Majesté le roi de Pologne, notre très-gracieux maître, comme électeur de Saxe, est prêt d'accéder au traité d'alliance défensive conclu entre les deux cours impériales à Pétersbourg le 22 mai 1746, aussi bien qu'aux articles secrets et séparés du même traité, selon les ordres et instructions que nous avons reçus là-dessus. Mais comme Leurs Excellences Messieurs les Ministres des deux cours impériales autorisés pour conférer avec nous, ont souhaité de recevoir de nous quelque chose par écrit, nous n'avons pas voulu manquer de récapituler ce qui suit:

I.

Sa Majesté Polonaise reconnaît, avec autant de gratitude que d'empressement, l'amitié que les deux cours impériales ont voulu lui témoigner, en lui faisant communiquer ledit traité avec les articles séparés et secrets, et en la faisant inviter d'y accéder; mais elle se flatte, en même temps, qu'ayant tant de raisons importantes de s'abstenir dans la crise présente de tous nouveaux engagements, les deux hautes parties contractantes regarderont la facilité que Sa Majesté témoigne dans cette occasion, comme

une nouvelle marque de son amitié sincère et de sa parfaite confiance, et qu'elles en seront d'autant plus portées à régler ladite accession sur un pied que Sa Majesté soit non seulement secourue sans perte de temps et suffisamment dans le cas existant, mais qu'elle puisse aussi jouir d'un dédommagement convenable et d'avantages réels pour sa concurrence réciproque et réelle.

II.

Dans cette confiance, Sa Majesté est prête d'accéder purement au corps du traité, en y ajoutant la seule restriction que, en retour du nombre de troupes auxiliaires que Sa Majesté, comme électeur de Saxe, s'obligera de fournir, les deux cours impériales lui stipulent le double, selon l'exemple des engagements qui subsistent déjà entre elle et Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême. Pour ce qui regarde le nombre même des troupes auxiliaires à fournir par notre cour, nous avons ordre d'attendre là-dessus les premières ouvertures des deux hautes parties contractantes. Cependant nous croyons, vu que le secours qu'on aurait à se fournir dans les cas ordinaires sur lesquels roule le corps du traité, est déjà déterminé par les traités que Sa Majesté a déjà avec les deux cours, qu'on pourrait s'y tenir aussi dans la présente accession, et se contenter de faire servir celle-ci à la confirmation des engagements précédents.

III.

Les circonstances étant fort différentes à l'égard des articles séparés et secrets, dont le premier et le quatrième méritent surtout une attention beaucoup plus sérieuse, nous sommes instruits, par rapport au premier article, qui regarde la garantie des possessions présentes de Son Altesse Impériale le grand-duc de Russie comme duc de Holstein-Schleswig en Allemagne, de représenter les grands ménagements que Sa Majesté est obligée de garder envers la cour de Danemark, en considération des liens du sang et de la succession éventuelle qui lui compète, et de proposer par cette raison qu'en retour de ladite garantie dont Sa Majesté doit se charger, on lui accorde la garantie des deux hautes parties contractantes, aussi bien que de l'Empereur, sur le susmentionné droit de succession éventuelle au trône de Danemark, et qu'on reconnaisse en attendant ce droit.

IV.

Quant au quatrième article, Sa Majesté approuve parfaitement les mesures sages et efficaces que les cours impériales ont prises éventuellement pour le cas que Sa Majesté le roi de Prusse, malgré l'exacte observation de la paix conclue avec elle, vînt à attaquer de nouveau hostilement les États de l'une ou de l'autre partie, et elle est prête d'y concourir. Mais comme Sa Majesté a encore plus de raisons que les deux cours impériales d'y penser mûrement, et qu'elle doit surtout considérer que, selon la triste expérience qu'elle en a eue en dernier lieu, le roi de Prusse a pris le secours qu'elle était obligée de fournir à Sa Majesté l'Impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, pour prétexte de lui déclarer la guerre; qu'en outre l'électorat de Saxe par sa situation est si fort exposé à son ressentiment, que, si elle n'était pas secourue sur-le-champ, il ne lui serait pas possible de se garantir par ses propres forces contre les attaques subites qu'on a vu exécuter au roi de Prusse; et enfin que, si on ne pourvoit pas avant toute chose à la sûreté et à la conservation dudit électorat, les deux hautes parties contractantes souffriraient elles-mêmes un préjudice infini par la ruine de cet État : en conséquence de ces considérations, Sa Majesté se flatte que les deux hautes parties contractantes reconnaîtront elles-mêmes la nécessité et la justice des conditions et modifications que nous sommes chargés de proposer; savoir :

1° Que le nombre des troupes auxiliaires qu'on exigera de Sa Majesté ne soit pas disproportionné aux forces de son armée.

2° Que chacune des deux cours impériales promette le double à Sa Majesté, et si cela ne suffisait pas, une assistance encore plus forte.

3° Que les deux Impératrices s'engagent à tenir chacune, pour le moins, un tel corps de leurs troupes mobile et prêt à marcher au secours de Sa Majesté, d'un côté sur les frontières de Prusse, et de l'autre en Bohême.

4° Que ces corps de troupes fassent une diversion dans les pays les plus proches dès le moment que les États de Saxe seront attaqués, ou que la guerre sera déclarée contre ces États; et cela sans qu'on puisse exiger un concert préalable, malgré ce qui est

statué à cet égard dans le corps du traité aussi bien que dans l'article secret.

5° Que, dans le cas qu'une des deux cours impériales fût attaquée, Sa Majesté ne soit pas obligée de commencer les opérations avant que la seconde cour impériale n'ait commencé effectivement à agir, pour détourner l'effet de la prépondérance de l'ennemi, ou que du moins le danger évident d'être écrasé tout d'un coup soit venu à cesser.

6° Qu'on fasse participer Sa Majesté, en conséquence de l'article dixième du traité, non seulement au butin et aux prisonniers, mais aussi aux conquêtes qu'on pourra faire sur l'ennemi.

7° Et enfin *que, comme Sa Majesté l'impératrice de Russie a déclaré, dans le quatrième article secret, que dans le cas d'un secours à prêter ou d'une diversion à faire, elle n'avait aucun dessein de faire de nouvelles conquêtes, et que par conséquent il lui sera indifférent de quelle façon Sa Majesté s'arrangera avec la cour de Vienne sur le partage éventuel et un dédommagement convenable, Sadite Majesté Impériale de Russie veuille bien approuver d'avance cette convention, et se charger de la garantie.*

V.

Pour ce qui regarde l'article séparé et le second, troisième et cinquième article secret, l'accession de Sa Majesté à ces articles doit cesser par soi-même, d'un côté, parce que lesdits articles roulent sur des engagements qui ne regardent que les deux cours impériales, et d'un autre côté, parce qu'en n'ayant pas communiqué à Sa Majesté l'article secrétissime allégué dans le troisième article secret, elles ont donné par là à connaître elles-mêmes qu'on ne demande pas la concurrence du Roi pour ces engagements, et que pour le reste on veut s'en tenir à ce qui a été stipulé antérieurement dans les traités qui subsistent entre Sa Majesté et l'une aussi bien que l'autre des deux cours impériales. Mais comme, dans le troisième et cinquième article secret, on a encore répété l'exception du *casus fœderis* déjà établi dans le traité même à l'égard des guerres futures d'Italie, et qu'on y a ajouté que, de la part de l'Impératrice-Reine, la guerre présente avec la maison de Bourbon, et, de la part de Sa Majesté l'impératrice de Russie, une agression hostile de son empire du côté du

nord, ne doivent pas être censées des cas qui puissent empêcher ce qui a été statué dans le quatrième article secret à l'égard d'une rupture de la part de la Prusse, ainsi les deux hautes parties contractantes ne refuseront pas de faire aussi comprendre Sa Majesté dans cette stipulation.

Au reste, le Roi ne doute pas que les deux cours impériales ne trouvent dans toute cette proposition autant de preuves de son équité, de sa confiance, et de son amitié sincère, et elle se flatte d'autant plus de recevoir une réponse favorable, qu'elle a mérité, par les malheurs qu'elle a encourus pour la cause commune, qu'à l'avenir on pourvoie d'autant mieux à sa sûreté et à son dédommagement.

Nous soussignés attendons ladite déclaration et réponse, pour pouvoir aller outre dans l'affaire de l'accession.

Saint-Pétersbourg, le $\frac{14}{25}$ septembre 1747.

Louis-Sigefroi comte Vitzthum d'Eckstädt.
Jean-Sigismond de Pezold.

V.

DÉPÊCHE DU ROI DE POLOGNE AU COMTE DE LOSS A VIENNE.

Du 21 décembre 1747.

Monsieur le comte de Loss,

Vous vous souviendrez indubitablement de ce que, dès que les deux cours impériales de Vienne et de Pétersbourg m'ont fait inviter par les comtes d'Esterhazy et de Bestusheff d'accéder au traité d'alliance défensive rénouvelé entre les deux Impératrices le 22 mai 1746, je vous ai fait donner information entière de l'instruction envoyée là-dessus à mes ministres plénipotentiaires à la cour de Russie, où on était convenu que l'affaire de mon accession serait traitée. Ce fut le 23 mai dernier que je vous en fis donner part, et sur ce que la cour où vous êtes tardait de

vous communiquer le traité en question, j'ordonnai de vous en faire tenir au mois de juillet suivant une copie, de même que de tous les articles séparés et secrets qui m'avaient été communiqués par les ministres impériaux ici, à l'occasion de leur invitation commune. Les miens à Pétersbourg, après avoir déclaré en gros mes dispositions favorables pour l'accession et produit leur plein pouvoir, se sont tenus toujours prêts à entrer en matière là-dessus avec les ministres autorisés pour cela par les deux Impératrices, sans avoir pu y parvenir plus tôt que le $\frac{8}{19}$ septembre dernier dans une conférence; et ayant été requis de donner leurs ouvertures par écrit, ils s'y sont encore prêtés moyennant un *Pro Memoria* signé le $\frac{14}{25}$ septembre, dont je vous fais joindre ici une copie *sub A*.

Comme en attendant que les deux cours impériales y fassent réponse par leurs ministres à Pétersbourg, et avant que je me détermine finalement là-dessus pour mon acte d'accession, il m'importe de m'être entendu avec l'Impératrice-Reine sur le partage éventuel qui doit me revenir pour ma portion, en cas que cette princesse, de nouveau attaquée contre meilleure attente par le roi de Prusse, fasse, par le concours de mon assistance, des dépouilles et conquêtes sur lui, ainsi que cela se trouve expliqué plus en détail dans le douzième article de l'instruction susmentionnée, dont mes ministres à Pétersbourg furent munis le 23 *mai* anni currentis, *je vous charge de cette négociation, et vous autorise par le présent ordre; et mon intention est que ma convention signée ci-devant à Leipzig, le* 18 *mai* 1745, *avec la reine de Hongrie, dont vous trouverez ci-joint* sub B *la copie, pouvant servir de partage éventuel à l'avenir, excepté le troisième degré, ou en cas que la cour de Vienne ne pût reconquérir, outre la comté de Glatz, que toute la Silésie avec la principauté de Crossen, le cercle de Züllichau et les fiefs de Bohême que le roi de Prusse possède en Lusace, vous demandiez pour moi à l'Impératrice-Reine une part plus considérable à ces conquêtes que ladite principauté, le cercle et les fiefs, et que vous insistiez à ce que cette princesse m'en fasse l'offre, pour que je puisse voir ensuite si ce serait de ma convenance d'y acquiescer.* En faisant l'ouverture à l'Impératrice-Reine et à son ministère confident de ma demande à cet égard, vous leur en exposerez la

justice, et l'équité qu'il y a qu'on m'accorde une portion un peu plus avantageuse, pour me dédommager et consoler du sort malheureux, et des pertes que j'ai essuyées à mon secours antérieurement prêté de toutes mes forces à Sa Majesté Impériale.

Sur les rapports que vous me ferez successivement des progrès de votre négociation, je vous ferai parvenir mes ordres ultérieurs, priant, en attendant, Dieu qu'il etc.

Écrit à Dresde, ce 21 décembre 1747.

AUGUSTE, ROI.
COMTE DE BRÜHL.

Au ministre de conférence et d'État
comte de Loss à Vienne.

VI.

EXTRAIT DE L'AVIS
DU CONSEIL PRIVÉ DE SA MAJESTÉ POLONAISE,
AU SUJET DE L'ACCESSION AU TRAITÉ DE PÉTERSBOURG,
DONNÉ LE 15 AOUT 1747.

Nous sommes aussi du sentiment que le quatrième article secret va au delà des règles ordinaires, en ce qu'il y est déclaré que non seulement le cas d'une agression hostile de la part de Sa Majesté Prussienne contre Sa Majesté l'Impératrice-Reine, mais aussi le cas d'une pareille agression contre l'empire de Russie ou contre la république de Pologne doit être regardé comme une violation de la paix de Dresde, et doit mettre Sa Majesté l'Impératrice-Reine en droit de revendiquer le duché de Silésie et la comté de Glatz. Si Votre Majesté approuvait cette stipulation par son accession, nos appréhensions de Sa Majesté Prussienne augmenteraient beaucoup, et nous reconnaîtrions par là le principe, que nous avons d'ailleurs toujours combattu : *qu'une puissance auxiliaire doit être regardée sur le même pied que la puissance belligérante, etc.*

VII.

EXTRAIT DE L'AVIS
DU CONSEIL PRIVÉ DE SA MAJESTÉ POLONAISE,

DU 17 SEPTEMBRE 1748.

On a stipulé, dans l'article secret, qu'on regardera pour une violation de la paix de Dresde, non seulement le cas où le roi de Prusse attaquerait Sa Majesté l'Impératrice-Reine, mais aussi toute agression contre l'empire de Russie ou contre la république de Pologne.

Si Votre Majesté approuvait donc par son accession *un principe si opposé aux règles ordinaires,* le roi de Prusse, s'il venait à l'apprendre, pourrait lui imputer une violation de la paix de Dresde, etc.

VIII.

EXTRAIT D'UNE APOSTILLE
DU COMTE DE BRÜHL AU COMTE DE LOSS A PARIS,

DE DRESDE, LE 12 JUIN 1747.[a]

Quant aux deux points mentionnés dans la lettre de Votre Excellence du 8 du courant, sur lesquels elle demande les ordres du Roi, je dois lui dire au nom de Sa Majesté que, quoique la prétention de la déclaration qu'on exige soit un peu extraordinaire, le Roi permet cependant que Votre Excellence donne une déclaration pour assurer que le traité dont il s'agit ne contient rien de plus que ce qui est porté dans la copie allemande qu'on a communiquée, et que nous ne savons rien d'aucun article séparé ou

[a] Dans les deux éditions originales du *Mémoire raisonné sur la conduite des cours de Vienne et de Saxe, Berlin,* et *A Berlin,* 1756, in-4, p. 12, il y a «le 18 juin 1747;» mais dans les *Pièces justificatives* annexées à ces deux éditions, on lit «le 12 juin 1747.»

secret; mais que supposé aussi qu'il en existât, qu'on nous les communiquât, et qu'on nous invitât à y accéder pareillement, la France pouvait être sûre que nous n'entrerions dans aucun engagement qui tendît à son offense, ou qui fût contraire en façon quelconque à ceux que nous avons avec cette couronne.

IX.

DÉCLARATION

DU COMTE DE LOSS AU MINISTÈRE DE FRANCE.

1747.

Le soussigné ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi de Pologne, électeur de Saxe, est autorisé de déclarer, au nom du roi son maître, que le traité entre la cour de Vienne et celle de Pétersbourg, auquel Sa Majesté a été invitée d'accéder, ne contient rien de plus que ce qui est porté dans la copie allemande, que l'ambassadeur susmentionné a eu l'honneur de remettre à M. le marquis de Puyzieulx, sans qu'aucun article séparé ou secret ait été communiqué au roi de Pologne de la part des cours susdites. A quoi il a ordre d'ajouter qu'au cas que cet article séparé ou secret existât, et qu'on invitât Sa Majesté Polonaise d'y accéder, qu'en ce cas, Sadite Majesté n'entrera en rien qui puisse tendre à offenser le Roi Très-Chrétien, ou qui puisse être contraire en façon quelconque aux engagements qui subsistent entre le roi de Pologne et Sa Majesté Très-Chrétienne par le traité qui a été conclu entre eux le 21 d'avril 1746. En foi de quoi, j'ai signé cette déclaration, et y ai apposé le cachet de mes armes.

Fait au camp de la Grande Commanderie, etc etc.

X.

EXTRAIT DE L'INSTRUCTION DU GÉNÉRAL D'ARNIM POUR SA MISSION DE PÉTERSBOURG,

DATÉE LE 19 FÉVRIER 1750.

b. Après cela, le général d'Arnim peut insinuer qu'on se souviendrait de quelle façon Sa Majesté avait fait déclarer depuis longtemps par ses ministres à Pétersbourg, le comte de Vicedom et le sieur de Pezold, son inclination d'accéder au traité de Pétersbourg du 22 mai 1746, et qu'on avait trouvé que la question *an* était si étroitement liée à celle du *quomodo,* qu'on ne pouvait pas décider l'une sans l'autre.

c. Que, dans la négociation sur la question *quomodo*, on avait rencontré toutes sortes de difficultés, comme cela paraît plus amplement par le Mémoire du ministère russien en date du 3 janvier 1748, servant de réponse au Mémoire des ministres du Roi du $\frac{14}{25}$ septembre 1747; mais que Sa Majesté se flattait de l'amitié de Sa Majesté l'impératrice de Russie et des bonnes intentions du ministère de Russie, qu'on n'exigerait rien d'elle qui surpasse ses forces, et qu'on ne demanderait pas autrement son accession que sous la condition qu'on ne la chargerait de rien qu'elle ne fût pas capable d'effectuer; qu'on lui promette, d'un autre côté, de la part des deux cours impériales, dans le cas d'une invasion hostile dans ses États patrimoniaux en Allemagne, une assistance prompte, sûre et suffisante, moyennant deux armées à tenir toujours prêtes sur les frontières respectives, et qui puissent d'abord la secourir, ou faire une diversion selon l'exigence du cas; *et enfin, qu'on détermine positivement la part qu'elle doit avoir aux avantages qu'on pourrait remporter par un heureux succès des armes.*

XI.

MÉMOIRE

REMIS AU MINISTRE DE RUSSIE, COMTE DE KAYSERLING, A DRESDE, LE 26 JUIN 1751.

Le Roi n'a pas hésité de déclarer déjà de bouche, à Son Excellence M. le comte de Kayserling, les bonnes dispositions dans lesquelles Sa Majesté se trouve relativement au traité définitif d'alliance et de garantie conclu à Pétersbourg, le 22 de mai 1746, entre Leurs Majestés Impériales l'impératrice de Russie et l'Impératrice, reine de Hongrie, auquel traité le Roi a été invité d'accéder. Cette déclaration, joint à tout ce qui a été donné à connaître en même temps audit ministre de Russie, lui sera encore en fraîche mémoire.

Tout comme on réitère ici expressément la même déclaration amiable, qui tend, entre autres vues salutaires, principalement à prouver la haute considération que Sa Majesté porte à Leurs Majestés Impériales et aux autres alliés, et le cas qu'elle fait de leur amitié : ainsi Sa Majesté ne met non plus le moindre doute dans les assurances si souvent données et réitérées de la précieuse amitié de Sa Majesté l'impératrice de Russie, qu'elle ne veuille en échange, à l'occasion de l'accession dont il s'agit, pourvoir préalablement et suffisamment à la sûreté des États héréditaires de Sa Majesté, et effectuer la même chose près des autres alliés.

Dans cette attente, Sa Majesté fera pourvoir au plus tôt son ministre à la cour de Russie des instructions nécessaires pour entrer plus avant en matière, et conduire la négociation dont il s'agit à une heureuse fin. C'est de quoi l'on n'a pas voulu manquer de faire part à Son Excellence le comte de Kayserling, pour qu'il en puisse informer sa cour, etc.

Dresde, ce 26 juin 1751.

COMTE DE BRÜHL.

XII.

EXTRAIT D'UNE LETTRE
DU COMTE DE FLEMMING AU COMTE DE BRÜHL,
DE VIENNE, DU 28 FÉVRIER 1753.

En conformité de la dépêche dont Votre Excellence m'a honoré, du 19 du courant, j'ai témoigné à M. le comte d'Ulefeld la satisfaction du Roi notre maître de la déclaration claire et nette de Sa Majesté l'Impératrice-Reine sur l'agnition du traité qui subsiste entre les deux cours, et sur l'application au cas dont il s'agit avec le roi de Prusse.

J'ajoutai en même temps qu'il serait bon, et que le roi mon maître s'y attendait, qu'à l'exemple de la Russie l'on autorisât aussi éventuellement les ministres respectifs qui subsistent aux cours principalement intéressées au maintien de la paix, à pouvoir dans son temps, et supposé que le besoin parût exiger, avant quoi nous ne le demanderions pas nous-mêmes, déclarer de quel œil les cours impériales envisageraient toute avanie qui nous serait faite de la part du roi de Prusse.

Le comte d'Ulefeld me répondit : « Qu'il n'y aurait point de difficulté sur les ordres à envoyer à cet égard à leurs ministres, si nous l'exigions; mais qu'il me donnait derechef à considérer à quoi nous pourrait servir, et quelle impression ferait sur l'esprit du roi de Prusse une pareille déclaration qu'on donnerait dans le sens du traité de 1743, vu l'insuffisance du secours y stipulé; qu'il me chargeait de représenter de nouveau, à cette occasion, à ma cour, qu'on ne pouvait pas prendre assez de mesures contre les vues ambitieuses du roi de Prusse; et que surtout la Saxe, comme la plus exposée, ne pouvait pas user d'assez de précautions pour s'en garantir; *qu'il importait donc beaucoup de renforcer nos anciens engagements sur le pied proposé par le feu comte de Harrach en 1745; que cela pouvait se faire à l'occasion de notre accession au traité de Pétersbourg, ou de telle autre façon qui nous paraîtrait la plus convenable pour notre sûreté, et la plus propre pour garder le secret;* qu'il croyait qu'il n'y avait point de temps à perdre pour se mettre en bonne posture et état

de défense, les conjonctures présentes lui paraissant exiger absolument que les cours alliées s'unissent plus étroitement ensemble que jamais, et que chacune d'elles regardât les intérêts de son allié comme les siens propres, et pour me servir de ses termes: *dass Alle vor Einem und Einer vor Alle stünde.* »

XIII.

EXTRAIT DE LA LETTRE
DU COMTE DE BRÜHL AU COMTE DE FLEMMING A VIENNE,

DE DRESDE, LE 8 MARS 1753.

Je profite en même temps de l'excursion de M. le chevalier de Williams et de cette occasion sûre pour vous communiquer, monsieur, un rapport du conseil privé du 3 du courant, contenant le sentiment de ce conseil sur des engagements plus étendus auxquels la cour de Vienne nous invite à l'occasion de notre prochaine accession au traité de Russie. Cette communication ne doit vous servir que pour que vous soyez informé comment on envisage la chose, et des difficultés qu'on y trouve. Mais d'ailleurs le Roi n'approuve pas l'expédient proposé, d'insérer d'abord dans notre acte d'accession l'engagement réciproque de s'entresecourir de toutes ses forces. *Sa Majesté n'est cependant pas éloignée de s'entendre par la suite, dans le dernier secret, avec la cour de Vienne sur un tel secours, par des déclarations particulières et confidentes relatives au quatrième article secret du traité de Pétersbourg, moyennant de justes conditions et avantages qu'en ce cas on doit aussi nous accorder, et à l'égard desquelles vous pourrez prendre* ad referendum *tout ce qu'on voudra vous proposer. Je pense d'avance que ce qui nous fut promis par la déclaration de l'Impératrice-Reine du* 3 *de mai* 1745,[a] *pourra servir de base.*

[a] C'est le *Traité de partage* donné à la page 40; l'exemplaire de la cour de Vienne est daté du 3 mai, celui de la cour de Saxe, du 18 mai 1745.

XIV.

EXTRAIT D'UNE DÉPÊCHE DU COMTE DE VICEDOM AU COMTE DE BRÜHL,

DE SAINT-PÉTERSBOURG, LE 18 AVRIL 1747.

J'ai l'honneur de dire à Votre Excellence que Pretlack m'a confié que, dans une entrevue secrète qu'il a eue avec l'Impératrice et le grand chancelier, il avait trouvé moyen, par des communications confidentes de la part de sa cour au sujet de plusieurs menées de ce prince désavantageuses à Sa Majesté Impériale, d'inspirer des sentiments qui ont poussé l'inimitié au suprême degré, et au point que cet ambassadeur s'imagine qu'il ne faudrait plus que très-peu pour que sa colère éclatât par quelque voie de fait, etc.

J'ai donc commencé par m'adresser à l'ambassadeur de Pretlack, après lui avoir détaillé tous les avantages qui pourraient résulter de nos démarches amicales pour sa cour et même pour celle de Russie, en procurant, par un accommodement avec la France, plus de facilité à l'Impératrice-Reine à faire tête au roi de Prusse, etc.

XV.

TRADUCTION DE LA LETTRE DU SECRÉTAIRE D'AMBASSADE DE WEINGARTEN AU COMTE D'ULEFELD,

BERLIN, DU 24 AOUT 1748.

Avant-hier il passa ici un courrier du lord Hyndford qui m'a apporté une dépêche de la part du comte de Bernes, laquelle donne au comte de Kayserling et à moi de grandes lumières sur les préparatifs militaires d'ici, puisque le comte Bernes marque que le parti français et prussien en Suède travaillait à toute force pour procurer la souveraineté au Prince successeur; qu'en

considération de ces circonstances on souhaitait d'empêcher le voyage de l'Impératrice à Moscou, et que, comme personne ne pourrait y contribuer davantage que le comte Kayserling, eu égard aux préparatifs et desseins dangereux de la cour de Berlin, il devait animer ce ministre pour cet effet. Celui-ci étant déjà assez prévenu contre la cour d'ici, il ne m'a pas été difficile d'obtenir mon but, puisqu'il m'a fait lire hier sa relation dressée selon les désirs du comte Bernes, en promettant de continuer sur ce ton toutes les semaines.

XVI.

LETTRE DU COMTE DE BERNES AU COMTE DE LA PUEBLA,

DATÉE DE PÉTERSBOURG, LE 12 DÉCEMBRE 1749.

J'ose vous faire, dans le plus grand secret, la réquisition qui suit:

On souhaite que vous fassiez glisser à l'oreille de M. de Gross, ministre de Russie, mais cela avec tant de précaution qu'on ne puisse jamais soupçonner que la chose vient de vous, qu'il se machine en Suède des choses contre la personne de l'Impératrice, auxquelles la cour de Prusse a sa bonne part; et comme ledit ministre ne manquera probablement pas de vous faire confidence de cette découverte, vous êtes prié de lui répondre que, n'en sachant rien, vous feriez des recherches, et de la lui confirmer ensuite, comme chose que vous auriez apprise par perquisition.

XVII.

EXTRAIT
DE L'INSTRUCTION DONNÉE AU GÉNÉRAL D'ARNIM,
DRESDE, LE 19 FÉVRIER 1750.

TRADUIT.

Le général d'Arnim aura aussi soin d'entretenir la défiance de l'Impératrice et de ses ministres bien intentionnés contre la puissance prussienne, l'agrandissement, et l'abus qu'on en fait; en conséquence, il ne manquera pas de louer et d'applaudir à l'attention et à toutes les mesures que l'Impératrice pourrait y opposer, etc.

XVIII.

EXTRAIT D'UNE LETTRE
DU SIEUR DE FUNCK AU COMTE DE BRÜHL,
DATÉE DE SAINT-PÉTERSBOURG, LE 6 DÉCEMBRE 1753.

TRADUIT.

En racontant les motifs que lui Funck et le baron Pretlack, ministre de Vienne, avaient allégués aux ministres de Russie pour tenir toujours une forte armée sur les frontières de la Prusse, il dit leur avoir représenté entre autres:

« Que cette précaution était d'autant plus nécessaire, eu égard aux vues notoires des cours de France, de Prusse et de Suède, dans le cas de la vacance du trône de Pologne, que le roi de Prusse ne tarderait alors pas d'exécuter ses desseins sur la Prusse polonaise et sur l'embouchure de la Vistule . . . . . .

« Qu'il fallait imiter l'exemple du roi de Prusse, qui ne regrettait aucunes dépenses qui pouvaient le rendre plus redoutable, venant de former encore trois nouveaux régiments; que la cour de Russie

ne devait pas craindre d'être abandonnée par ses alliés lorsqu'elle en viendrait aux mains; qu'ils connaissaient trop bien leurs propres intérêts, etc.»

XIX.

EXTRAIT DE LA DÉPÊCHE
DU COMTE DE BRÜHL AU SIEUR FUNCK A PÉTERSBOURG,
LE 6 FÉVRIER 1754.

TRADUIT.

Je ne doute pas que la cour de Russie ne soit déjà informée des différents mouvements et arrangements que le roi de Prusse fait faire dans le royaume de ce nom, avec la plus grande célérité et dans le dernier secret, par rapport au commerce et aux monnaies et surtout pour des préparatifs militaires; j'espère aussi que cette cour y sera d'autant plus attentive, qu'on a remarqué ces préparatifs surtout après la grande augmentation de troupes que l'impératrice de Russie a fait faire en dernier lieu dans ses provinces limitrophes, et qu'ils paraissent y avoir rapport; j'ai pourtant cru devoir vous communiquer les avis qui nous en sont parvenus successivement, afin que vous en puissiez faire usage dans vos entretiens avec le ministère de la cour où vous êtes. Nous y sommes fort attentifs, d'autant que nous connaissons l'envie du roi de Prusse de se mêler des affaires domestiques de la Pologne; que ses projets pour ruiner le commerce de la Pologne et surtout celui de Danzig, se manifestent de plus en plus; et que ses vues d'agrandissement de ce côté-là font sûrement un des objets les plus flatteurs de ses projets.

La dépêche du comte de Brühl du 13 février 1754 ne roule que sur le détail des préparatifs militaires que le Roi faisait faire en Prusse.

EXTRAIT DE LA LETTRE
DU SIEUR FUNCK AU COMTE DE BRÜHL,
DU 31 JUIN *(sic)*[a] 1754.

Selon le rapport de M. l'envoyé de Gross, Votre Excellence l'a informé elle-même de la prochaine levée de sept nouveaux régiments prussiens. On remercie Votre Excellence de cet avis, en l'assurant qu'on ne manquera pas d'en faire bon usage, comme de toutes les autres nouvelles de cette nature.

XX.

EXTRAIT DE LA DÉPÊCHE
DU COMTE DE BRÜHL AU SIEUR FUNCK,
DE VARSOVIE, LE 28 JUILLET 1754.
TRADUIT.

Les desseins que quelques puissances malintentionnées couvent à l'égard de la Courlande, se manifestent, entre autres indices et préparatifs, par les gazettes publiques de Berlin, qui annoncent tantôt la mort et tantôt l'état désespéré de la santé du malheureux duc, pour préparer ainsi le public aux événements futurs, etc.

---

[a] Nous avons marqué par un *(sic)* les incorrections des pièces justificatives; car elles appartiennent à l'édition originale, publiée par le Roi lui-même en 1756, et le manuscrit ne se retrouvant pas aux archives royales, nous n'avons eu aucun moyen de les vérifier et de les corriger.

XXI.

EXTRAIT DE LA DÉPÊCHE DU COMTE DE BRÜHL AU SIEUR FUNCK,

DE VARSOVIE, LE 2 AOUT 1754.

TRADUIT.

En parlant de l'ombrage que la Porte ottomane prenait au sujet de la forteresse que la cour de Russie faisait bâtir sur les frontières de la Turquie, il ajoute :

« Comme les cours de France et de Prusse ont jusqu'ici constamment travaillé à entraîner la Porte ottomane dans une guerre contre la Russie, cette affaire leur donnerait beau jeu ; le roi de Prusse ne tarderait plus longtemps à se démasquer, et à faire paraître le but de ses armements continuels ; dans lequel cas, la Courlande pourrait bien devenir le premier sacrifice de son ambition. »

XXII.

EXTRAIT D'UNE DÉPÊCHE DU COMTE DE BRÜHL AU SIEUR FUNCK,

DU 1er DÉCEMBRE 1754.

TRADUIT.

Je ne saurais vous cacher un avis qui m'est parvenu, touchant un nouveau dessein du roi de Prusse pour faciliter ses vues d'agrandissement. On sait que ce prince travaille depuis longtemps à entraîner les deux cours de Suède et de Danemark dans ses intérêts. La tentative qu'il en a faite en Danemark, à l'occasion de la prolongation du traité de subsides entre cette cour et celle de France, ne lui ayant pas réussi, il pense à d'autres moyens de gagner la cour de Copenhague.

La naissance du jeune grand-duc de Russie doit lui avoir paru une occasion favorable pour parvenir à ce but. Car, comme il

s'imagine qu'après cet événement, qui affermit la succession dans le duché de Holstein, la négociation touchant l'échange de ce duché contre la comté d'Oldenbourg deviendra plus difficile, et que la cour de Danemark sera fort fâchée de renoncer à un arrondissement si désiré, on prétend qu'il a fait proposer un autre plan à la cour de Danemark pour réussir dans ses vues. On n'a pas encore pu approfondir en quoi consiste ce plan, de quelle façon il a promis de le seconder, s'il vise même à des moyens violents, et ce qu'il se veut stipuler en retour; cependant mes avis font conjecturer que dans ce projet on n'aura pas oublié le prétexte de la religion grecque, que le grand-duc a embrassée, et qui n'est pas une des religions tolérées dans l'Empire, et qu'on se flatte d'y mêler par ce moyen l'Empire et les garants de la paix de Westphalie.

Quoique je ne prétende rien décider sur ce projet, d'ailleurs si conforme au génie du roi de Prusse, et que je sois aussi d'opinion que la cour de Danemark n'en sera pas la dupe, l'idée seule d'un pareil projet paraît pourtant être assez importante pour que vous en fassiez confidence au ministère de Russie, quoique avec le ménagement nécessaire, etc.

XXIII.

EXTRAIT D'UNE LETTRE
DU SIEUR FUNCK AU COMTE DE BRÜHL,

DE PÉTERSBOURG, LE 9 JUIN 1755.

TRADUIT.

On rendrait un bon service à la cause commune, si on suppéditait en confiance à M. de Gross qu'il fasse mention dans un de ses rapports, en termes généraux, uniquement pour avoir l'occasion de l'insinuer adroitement à l'Impératrice, que le roi de Prusse devait avoir trouvé un canal en Courlande pour être exactement informé des secrets de cette cour, etc.

XXIV.

EXTRAIT DE LA DÉPÊCHE DU COMTE DE BRÜHL A M. DE FUNCK,

DU 23 JUILLET 1755.

TRADUIT.

En accusant votre dépêche du 30 passé, je vous dirai que je n'ai pas manqué de m'acquitter envers M. de Gross de la commission contenue dans votre lettre du 9 du passé. Il a reçu avec reconnaissance l'avis qu'on lui a donné, qu'il ne pourrait pas mieux faire sa cour qu'en faisant, dans ses rapports, souvent et adroitement mention des vues pernicieuses et des artifices de la cour de Prusse, qui ne sont que trop vrais, et il ne manquera pas de profiter de ce conseil, etc.

XXV.

EXTRAIT DE LA LETTRE DU SIEUR FUNCK AU COMTE DE BRÜHL,

DE PÉTERSBOURG, LE 20 OCTOBRE 1755.

Ce que je puis dire de positif de l'objet des délibérations du dernier grand conseil, consiste en ceci : qu'en prenant pour base le résultat connu du grand conseil de Moscou, on a établi de nouveau comme une maxime fondamentale pour le futur, de s'opposer de toutes ses forces à l'agrandissement ultérieur de la maison de Brandebourg, et de se mettre pour cet effet en si bon état, qu'on puisse profiter de la première occasion qui se présentera; *et l'on est résolu d'attaquer le roi de Prusse sans aucune discussion ultérieure, non seulement dans le cas que ce prince vînt à attaquer un des alliés de cette cour-ci, mais cela doit aussi avoir lieu si le roi de Prusse venait à être entamé par un desdits alliés de cette cour.* On veut établir, pour cet effet, des magasins pour

cent mille hommes à Riga, Mitau, Libau et Windau, et on a trouvé pour cela un fonds de deux millions et demi de roubles, et un autre fonds annuel d'un million et demi pour entretenir ces arrangements.

XXVI.

EXTRAIT DE LA DÉPÊCHE
DU COMTE DE BRÜHL AU SECRÉTAIRE PRASSE A PÉTERSBOURG,

DU 2 JUIN 1756.

Pour ce qui regarde la commission secrète de faire parvenir à Pétersbourg, par des canaux cachés, l'avis des machinations prussiennes en Ukraine, nous sommes encore occupés à trouver un bon et sûr canal, et on s'apercevra bientôt, de façon ou d'autre, de l'effet de mon inclination personnelle à seconder une si bonne intention, quoique un peu *artificieuse*.

XXVII.

EXTRAIT DE LA LETTRE
DU COMTE DE FLEMMING AU COMTE DE BRÜHL,

DE VIENNE, LE JUIN *(sic)* 1756.

Je dois encore ajouter qu'il a été enjoint à M. le comte de Kayserling, par le dernier rescrit, de ne ménager ni peines ni argent pour parvenir à une connaissance exacte de l'état des revenus de cette cour-ci. Il y a apparence qu'on en veut être informé pour savoir au juste si l'on est ici à même de pouvoir soutenir, par ses propres fonds et sans le secours de l'Angleterre, les frais d'une guerre, et si elle peut en outre fournir des subsides, etc.

DU MÊME, EN DATE DU 9 JUIN.

On a lieu de présumer qu'il a été concerté entre les deux cours impériales de Vienne et de Russie que celle-ci, pour masquer d'autant mieux les véritables raisons de son armement, le fasse sous le prétexte apparent de se trouver par là en état de satisfaire à ses engagements contractés dans la dernière convention subsidiaire avec l'Angleterre, en cas qu'il en fût besoin; et quand tous les préparatifs seront achevés, de tomber inopinément sur le roi de Prusse, etc.

DU MÊME, EN DATE DU 19 JUIN.

Par les ouvertures générales et obscures qu'un certain ministre a faites au sieur Prasse, touchant l'armement de la Russie, et que Votre Excellence a bien voulu me communiquer par ladite dépêche, j'ai remarqué que ce ministre commence à devenir plus réservé et mystérieux sur les intentions de sa cour. Cette retenue me paraît être conforme à celle qu'on garde ici, où l'on se contente également de donner à entendre qu'on n'a d'autre dessein que de se tenir en repos, et se préparer en attendant à tout événement qui pourrait arriver dans les présentes conjonctures, etc.

XXVIII.

LETTRE DU COMTE DE FLEMMING AU COMTE DE BRÜHL.

Vienne, ce 28 juillet 1756.

MONSEIGNEUR,

Monsieur de Klinggräff reçut samedi passé un exprès de sa cour, en conséquence duquel il envoya le lendemain un billet à M. le comte de Kaunitz, pour le prier avec beaucoup d'empressement de lui marquer une heure où il pouvait lui parler. Ce billet fut remis à ce chancelier d'État justement lorsqu'il se trouvait en conférence avec les maréchaux comtes de Neipperg et de Browne

et avec le général prince Piccolomini. Et comme il était intentionné de se rendre d'abord après la conférence auprès de l'Impératrice-Reine, pour lui en faire son rapport, il fit répondre à M. de Klinggräff qu'il était à la vérité obligé d'aller à Schönbrunn, mais qu'il lui ferait cependant plaisir s'il voulait se hâter de venir dans l'instant même; ce que le ministre prussien n'a pas manqué de faire. M. le comte de Kaunitz m'a dit confidemment, dans un entretien que j'eus hier matin avec lui, que M. de Klinggräff, d'abord en entrant chez lui, avait donné à connaître, avec un certain embarras mêlé d'inquiétude, qu'il venait de recevoir un exprès de sa cour, qui lui avait apporté des ordres dont il devait exposer en personne le contenu à l'Impératrice-Reine; et que pour cet effet il lui était enjoint de demander une audience particulière de Sa Majesté, qu'il le priait de vouloir bien lui procurer. Que lui comte de Kaunitz avait répondu qu'étant sur le point de se rendre à Schönbrunn, il se chargeait volontiers de demander pour lui l'audience qu'il désirait; mais qu'il ne pouvait se dispenser de lui faire entendre qu'il était à propos de le mettre en état de pouvoir, du moins en général, prévenir l'Impératrice sur la nature des insinuations qu'il avait ordre de faire à Sa Majesté. Que là-dessus M. de Klinggräff lui avait dit qu'il était chargé de demander *amicalement* et par voie d'éclaircissement, au nom du roi son maître, à quoi aboutissaient les armements et préparatifs guerriers qu'on faisait ici, et si peut-être ils le regardaient; ce qu'il ne saurait cependant s'imaginer, ne sachant point y avoir donné occasion en la moindre chose. Que lui Kaunitz avait répliqué qu'il ne pouvait lui répondre d'avance sur cette ouverture; qu'il ne manquerait pas d'en faire incessamment son rapport à l'Impératrice, et de lui procurer l'audience qu'il désirait; que cependant il ne pouvait s'empêcher de lui dire qu'il était surpris de l'explication que le roi son maître demandait au sujet des mesures qu'on prenait dans ce pays, après que, de ce côté-ci, on n'avait témoigné à ce prince aucune inquiétude ni ombrage des grands mouvements et préparatifs qu'on avait remarqués le premier dans son armée. *Ce ministre m'a ajouté : qu'étant allé immédiatement après à Schönbrunn, il avait chemin faisant réfléchi sur la réponse qu'il conseillerait à sa souveraine de donner à M. de*

Klinggräff; et qu'ayant cru entrevoir que le roi de Prusse avait deux objets en vue qu'on voulait également éviter ici, savoir : d'en venir à des pourparlers et éclaircissements qui pourraient d'abord causer une suspension des mesures qu'on jugeait nécessaire de continuer avec vigueur; et en second lieu, d'amener les choses plus loin et à d'autres propositions et engagements plus essentiels, il avait jugé que la réponse devait être d'une nature qui éludât entièrement la question du roi de Prusse, et qui, en ne laissant plus lieu à des explications ultérieures, fût en même temps ferme et polie, sans être susceptible d'aucune interprétation ni sinistre ni favorable. Qu'en conformité de cette idée, il lui avait paru suffire que l'Impératrice se contentât de répondre simplement : que dans la forte crise générale où se trouvait l'Europe, il était de son devoir et de la dignité de sa couronne de prendre des mesures suffisantes pour sa propre sûreté, aussi bien que pour celle de ses amis et alliés. Que l'Impératrice-Reine avait approuvé cette réponse; et que, pour montrer que la démarche et demande du roi de Prusse ne causait ici le moindre embarras, Sa Majesté avait fait fixer l'heure pour l'audience de M. de Klinggräff d'abord pour le lendemain, qui fut avant-hier; et après avoir écouté la proposition de ce ministre, comme il l'avait exposée la veille à M. le comte de Kaunitz, elle lui avait précisément répondu dans les termes mentionnés, et avait rompu par un signe de tête tout d'un coup l'audience, sans entrer dans aucun plus grand détail. Il est vrai que tout Vienne, qui était alors assemblé dans l'antichambre de l'Impératrice-Reine, à cause du jour de gala, a vu entrer et sortir le moment après M. de Klinggräff avec un air assez étonné. Je tiens toutes ces circonstances de la bouche de M. le comte de Kaunitz, qui m'a dans cette rencontre parlé avec plus d'ouverture et de confiance qu'il n'a fait jusqu'à présent, me chargeant même d'en faire usage dans mes dépêches à Votre Excellence, se réservant néanmoins là-dessus un secret des plus exacts.

On doute d'autant moins que cette réponse aussi énergique qu'obscure ne jette le roi de Prusse dans un grand embarras; et on prétend ici que ce prince doit être dans de grandes inquiétudes, et qu'il a déjà tiré de son trésor près de trois millions d'écus, que ses préparatifs et augmentations lui ont coûté.

On présume que le but qu'il s'est proposé par la demande susalléguée, a été probablement que si l'on avait répondu que c'était lui qui avait occasionné les armements qu'on faisait ici, il aurait tâché de s'en disculper, en donnant pour preuve que par cette raison il n'avait pas même assemblé les camps qu'il avait fait déjà tracer pour exercer ses soldats, mais qu'il avait ordonné aux régiments de se séparer; imaginant peut-être de mettre cette cour dans la nécessité de suivre son exemple, en discontinuant également ses préparatifs : je crois cependant qu'il aurait de la peine à la détourner de son dessein par ces sortes d'illusions.

On a su par un exprès dépêché par le comte de Puebla, arrivé ici dimanche passé, que malgré les feintes dispositions du roi de Prusse, ses troupes ne cessaient pas de filer vers la Silésie. On comprend d'ailleurs fort bien que ce prince, par la position locale de son armée, qu'il peut assembler en autant de semaines qu'on a besoin ici de mois vu l'éloignement des quartiers où les troupes se tiennent, a un avantage trop marqué sur cette cour-ci, à laquelle il causerait, par de longues et continuelles marches, de si grandes dépenses, qu'elles deviendraient à la fin insoutenables. Je dis que l'on comprend fort bien qu'il est nécessaire de poursuivre sans interruption les mesures qu'on a déjà commencées, afin de se mettre dans les circonstances présentes à deux de jeu et en bon état; que le roi de Prusse se trouve par là obligé, pour soutenir ses armements et les augmentations faites et à faire, qui surpassent ses forces, ou de se consumer à petit feu, *ou, pour prévenir cet inconvénient, de se laisser aller à une résolution précipitée : et c'est précisément là où il me semble qu'on l'attend.*

Le retour du courrier de M. de Klinggräff, que ledit prince attend sans doute avec la dernière impatience, nous fera voir plus clair dans ses dispositions. Il est à croire que, s'il se croit menacé, il ne tardera plus à porter des coups et à prévenir ceux qu'il craint, pour profiter de la situation dans laquelle on se trouvera ici jusqu'à la fin du mois d'août, qui est le terme où toutes les troupes seront assemblées. Mais d'un autre côté, s'il reste tranquille, il peut être persuadé qu'il ne sera point inquiété ni attaqué, *du moins pas cette année.* Cependant, par tout ce que je remarque, je ne saurais m'imaginer autrement que la cour d'ici

doit être bien sûre de l'amitié et de l'attachement de la Russie; ce qui m'a paru se confirmer encore par une lettre que le ministre hollandais à Pétersbourg, M. Swart, a écrite du 6 du courant à M. de Burmannia, où il mande entre autres que l'émissaire français, le chevalier Douglas, gagnait de jour en jour plus de terrain.

Comme cela ne pourra manquer de produire en Russie une altération dans son ancien système, il ne paraît pas surprenant que le grand chancelier comte de Bestusheff, suivant ce que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire par sa dernière dépêche, a pris la résolution de se retirer à la campagne, sous prétexte de rétablir sa santé, et de s'éloigner pour quelque temps des affaires, voulant apparemment attendre quel pli elles prendront, et prévoyant peut-être que ce moment ne tardera plus d'arriver, puisque tout semble dépendre de la résolution du roi de Prusse, étant certain que, s'il se tient en repos, la cour de Vienne ne commencera non plus rien, *du moins cette année; mais elle tâchera d'achever pendant cet intervalle ses préparatifs, pour se trouver l'année prochaine en situation de pouvoir prendre un parti convenable selon les circonstances et événements du temps.*

Ce qui me confirme de plus en plus dans l'opinion que j'ai osé prendre la liberté de communiquer à Votre Excellence par mes précédentes, que notre cour n'a pas de moyen plus sûr de profiter des conjonctures présentes, qui n'ont peut-être jamais été si favorables sous le règne de notre auguste maître, qu'en se mettant en bonne posture pour se faire rechercher, c'est qu'un de mes amis, qui prétend en être informé par un des commis du trésor, m'assure que la cour d'ici avait fait passer un million de florins en Russie.

M. le comte de Kaunitz m'a dit que les avis que Votre Excellence lui avait fait parvenir sur les bruits qu'avait répandus le roi de Prusse sur des alliances à faire entre lui et nous, de même qu'avec la Russie, et de plus que la cour d'ici se mêlait d'une médiation entre la France et l'Angleterre, lui étaient déjà parvenus d'ailleurs, et méritaient par conséquent d'autant plus d'attention et d'être contredits, comme on en donnerait l'ordre aux ministres de l'Impératrice-Reine dans les cours de l'Europe. Ce chancelier d'État m'a dit encore qu'il y avait des avis comme quoi le roi de

Prusse avait voulu surprendre la ville de Stralsund dans la Poméranie suédoise, et qu'apparemment si cela se vérifiait, c'était en conformité de la trame découverte en dernier lieu à Stockholm.

Si Votre Excellence est à portée de pouvoir faire des insinuations avec sûreté à la cour de Londres, elle lui rendrait peut-être service en lui faisant connaître le danger dans lequel elle se trouve, et dans lequel les mauvais conseils de ceux qui sont le plus dans le crédit aujourd'hui, l'ont entraînée.

Cette cour ne sortira que difficilement de la bredouille où elle s'est précipitée, et si elle ne se sépare pas du roi de Prusse en faisant sa paix avec la France aux meilleures conditions possibles, cette dernière ira de succès en succès et de projets en projets, qui pourraient à la longue devenir funestes à la maison de Hanovre.

Je demande en grâce à Votre Excellence de ne rien communiquer en détail à M. de Broglie de ce que j'ai l'honneur d'écrire à Votre Excellence, cet ambassadeur étant en correspondance avec M. d'Aubeterre, qui m'a dit avec surprise que le comte de Broglie était entièrement persuadé qu'on en voulait ici au roi de Prusse, et qu'il l'accusait même de défiance et de trop de réserve sur les desseins de la cour de Vienne.

Le marquis d'Aubeterre ayant sollicité depuis longtemps la permission de pouvoir s'absenter de son poste pour quelques mois, afin de vaquer à des affaires de famille qui exigent sa présence à Paris, vient d'en obtenir l'agrément.

Le général Karoly, et non pas le général Nadasdy comme on l'a cru, vient d'être déclaré Bannus de la Croatie.

J'ai l'honneur d'être, avec un très-profond respect,

Monseigneur,

de Votre Excellence etc.

Comte de Flemming.

XXIX.

LETTRE DU COMTE DE BRÜHL AU COMTE DE FLEMMING A VIENNE.

Dresde, le 1er juillet 1756.

Monsieur,

Je profite du départ d'un courrier que M. le comte de Sternberg dépêche à sa cour pour y porter les avis que M. le comte de Puebla lui a communiqués nouvellement touchant les grands préparatifs militaires du roi de Prusse, qui paraissent menacer de plus en plus d'une levée de boucliers de sa part.

Votre Excellence ne pourra pas manquer d'être informée du détail plus spécial de ces avis et apparences dangereuses par le ministère de Leurs Majestés Impériales, et je me contente de lui faire parvenir ci-joint l'extrait de la dernière lettre de M. de Bülow, qui parle des mêmes appréhensions. Venant de m'entretenir confidemment là-dessus avec M. le comte de Sternberg, je dois vous autoriser, monsieur, de conférer sur un objet aussi intéressant pour l'une et pour l'autre cour avec le ministère de celle où vous subsistez; de lui faire comprendre la position difficile et dangereuse où le passage d'une armée prussienne par la Saxe, auquel notre situation ne nous permet aucunement de nous opposer, ou peut-être quelque proposition et demande ultérieure et plus significative que Sa Majesté Prussienne pourrait nous faire dans cette occasion, nous exposeraient; et de l'engager à s'ouvrir dans la dernière confidence envers nous sur les mesures qu'on se propose d'employer pour se garantir soi-même d'une injuste attaque, et pour couvrir et protéger en même temps les États du roi notre maître, qui se trouvent derechef menacés par notre attachement fidèle à nos alliés.

Dans cette dernière intention, il serait sans doute nécessaire qu'on rassemblât incessamment un corps d'armée suffisant dans les cercles de la Bohême les plus proches de nos frontières; et il serait également utile pour les deux cours s'il plaisait à Sa Majesté l'Impératrice-Reine d'enjoindre à M. le feld-maréchal Browne de communiquer et de se concerter, à tout événement et avec le mé-

nagement et secret requis, avec notre feld-maréchal comte de Rutowski, qui vient d'y être déjà autorisé par le Roi.

Étant persuadé que la cour de Vienne trouve dans notre conservation et sûreté ses propres avantages, je me suis expliqué sur tout ceci plus au long avec M. le comte de Sternberg, qui ne manquera pas d'en rendre un compte exact par le même courrier, et je puis me rapporter au reste à vos lumières, monsieur, et à votre zèle et dextérité, pour me dispenser d'ajouter à ma présente toutes les réflexions et motifs essentiels, convenables à cette situation critique, et conformes aux liaisons qui subsistent entre les deux cours.

Je prie seulement Votre Excellence de hâter autant qu'il sera possible les éclaircissements qu'elle aura à me donner, étant d'ailleurs très-véritablement et avec etc.

CHAPITRE IV.

Campagne de 1756.

Marche en Saxe; fameux camp de Pirna; entrée en Bohême; bataille de Lowositz; campagne du maréchal Schwerin; secours de Schandau battu; prise des Saxons; quartiers d'hiver; cordon.

C'était un préalable en commençant cette guerre d'ôter aux Saxons le moyen de s'en mêler et de nuire aux Prussiens. Pour porter la guerre en Bohême, il fallait traverser cet électorat : si l'on ne s'en rendait pas maître, on laissait un ennemi derrière soi, qui en ôtant la libre navigation de l'Elbe aux Prussiens, les obligeait à quitter la Bohême aussitôt que le roi de Pologne le voudrait. Les Saxons en avaient usé ainsi dans la guerre de 1744, où en interdisant cette navigation aux troupes du Roi, ils rendirent son expédition infructueuse. On ne se fondait pas sur des conjectures vagues pour leur supposer le même dessein : on avait en main les preuves de leur mauvaise volonté; ainsi ç'aurait été commettre une faute irrémissible en politique, que de ménager par faiblesse un prince allié de l'Autriche, qui n'attendait à se déclarer ouvertement pour elle que le moment où il pourrait le faire impunément. De plus, comme le Roi prévoyait que la plus grande partie de l'Europe se préparait à l'attaquer, il ne pouvait pas autrement couvrir la Marche électorale de Brandebourg qu'en s'emparant de la Saxe, où il valait mieux établir le théâtre de la guerre qu'aux environs de Berlin. Il fut donc résolu qu'on por-

terait la guerre en Saxe, qu'on s'assurerait de l'Elbe, et qu'on tâcherait, pour peu que l'occasion s'en présentât favorable, de désarmer les troupes saxonnes.

Au mouvement que quelques régiments firent pour se rendre en Poméranie,[a] les troupes saxonnes prirent position entre l'Elbe et la Mulde; elles entrèrent peu après dans leurs quartiers ordinaires, et bientôt elles se rassemblèrent de nouveau en cantonnements. Toutes ces marches et contre-marches ne donnèrent point le change : le Roi savait positivement que le dessein de la cour était d'assembler l'armée au camp de Pirna, où les Saxons, occupant une position inattaquable, croyaient pouvoir attendre en sûreté les secours que les Autrichiens leur avaient fait espérer, et d'où ils se flattaient d'amuser les Prussiens par de frivoles négociations; de sorte que, sans réfléchir aux différentes marches de ces troupes, on s'en tint au projet de se porter incessamment avec l'armée au débouché de la Bohême. Août.

Le Roi divisa son armée en trois corps : la marche de ces trois colonnes se dirigea sur Pirna, qui fut le centre de leur réunion commune. La première partit de Magdebourg aux ordres du prince Ferdinand de Brunswic; elle prit le chemin de Leipzig et passa par Borna, Chemnitz, Freyberg et Dippoldiswalda, pour se rendre à Cotta. La seconde colonne, où se trouvait le Roi, marcha sur Pretzsch, tandis que le prince Maurice de Dessau se rendit maître de Wittenberg; après quoi ce détachement, réuni au reste du corps, passa l'Elbe à Torgau, d'où le Roi se porta par Strehlen et Lommatzsch à Wilsdruf. Ce fut là qu'on apprit avec certitude que toutes les troupes saxonnes s'étaient rendues à Pirna, que le Roi y était en personne, qu'il n'y avait point de garnison à Dresde, mais que la Reine y était demeurée. Le Roi fit complimenter la reine de Pologne, et les troupes prussiennes entrèrent dans cette capitale, en observant une si exacte discipline, que personne n'eut à s'en plaindre. L'armée campa près de Dresde, d'où elle s'avança le lendemain vers Pirna, et se posta entre l'Elbe, Sedlitz[b] et Zehista. La troisième colonne, sous le

[a] Les éditeurs de 1788 avaient substitué *de la Poméranie dans l'Électorat,* ce qui était plus exact.

[b] Gross-Sedlitz.

commandement du prince de Bevern,[a] traversa la Lusace, où ayant été jointe à Elsterwerda par vingt-cinq escadrons de cuirassiers et de hussards venant de la Silésie, elle se porta sur Bautzen, sur Stolpen, et enfin sur Lohmen. Le prince Ferdinand arriva en même temps à Cotta, de sorte que, par la jonction de ces trois colonnes aux environs de Pirna, les troupes saxonnes se trouvèrent entièrement bloquées. Cependant le voisinage de tant d'armées ne donna lieu à aucun incident : on ne commit aucune hostilité; les Saxons souffrirent avec beaucoup de civilité qu'on les affamât, et chacun de son côté tâcha d'assurer son établissement le mieux qu'il put. Le roi de Pologne, dans l'intention de gagner du temps, entama une négociation :[b] il était plus aisé pour les Saxons d'écrire que de se battre; ils firent à plusieurs reprises des propositions qui, n'ayant rien de solide, furent rejetées. Leur but était d'obtenir une parfaite neutralité; c'était à quoi le Roi ne pouvait pas donner les mains, parce que les engagements du roi de Pologne avec la cour de Vienne, la Russie et la France lui étaient trop bien connus.

Les Saxons faisaient alors retentir toute l'Europe de leurs cris; ils répandaient les bruits les plus injurieux aux Prussiens sur leur invasion dans cet électorat : il était nécessaire de désabuser le public de toutes ces calomnies, qui n'étant point réfutées, s'accréditaient, et remplissaient le monde de préjugés contre la conduite du Roi. Depuis longtemps le Roi possédait la copie des traités du roi de Pologne et des relations de ses ministres aux cours étrangères. Quoique ces pièces justifiassent pleinement les entreprises de la Prusse, on ne pouvait en tirer parti : si on les eût publiées, les Saxons les auraient taxées de pièces supposées et forgées à plaisir pour autoriser une conduite audacieuse qu'on ne pouvait soutenir que par des mensonges; cela obligea d'avoir

[a] Le prince de Brunswic-Bevern ci-mentionné est *Auguste-Guillaume*, né en 1715, dont le nom paraîtra souvent jusqu'à la bataille de la Lohe, à la suite de laquelle il retourna à son gouvernement de Stettin. En 1750 il devint lieutenant-général, et le 28 février 1759 il fut nommé général de l'infanterie. Depuis 1741 jusqu'à sa mort, arrivée en 1781, il a été chef du régiment d'infanterie n° 7 de la *Stammliste* de 1806.

[b] A la fin de ce volume on trouve cette *Correspondance de Frédéric avec le roi de Pologne.*

recours aux pièces originales, qui se trouvaient encore dans les archives de Dresde. Le Roi donna des ordres pour qu'on les saisît; elles étaient toutes emballées et prêtes à être envoyées en Pologne : la Reine, qui en fut informée, voulut s'y opposer; on eut bien de la peine à lui faire comprendre qu'elle ferait mieux de céder par complaisance pour le roi de Prusse, et de ne point se roidir contre une entreprise qui, quoique moins mesurée qu'on le voudrait, était cependant la suite d'une nécessité absolue. Le premier usage qu'on fit de ces archives fut d'en donner l'extrait connu du public sous le titre de *Pièces justificatives.* [a]

Pendant que cette scène se passait au château de Dresde, les troupes prussiennes et saxonnes demeuraient dans l'inaction, le roi de Pologne s'amusant avec l'espérance des secours autrichiens qui devaient lui venir, et le roi de Prusse ne pouvant rien entreprendre contre un terrain vis-à-vis duquel le nombre des troupes et la valeur devenaient inutiles. Il ne sera pas hors de propos, pour l'intelligence des événements que nous aurons à rapporter dans la suite, que nous entrions dans un détail circonstancié sur le fameux camp de Pirna, et de la position que les troupes saxonnes y occupaient. La nature s'était complu, dans ce terrain bizarre, à former une espèce de forteresse, à laquelle l'art n'avait que peu ou rien à ajouter. A l'orient de cette position coule l'Elbe entre des rochers qui, en rétrécissant son cours, la rendent plus rapide; la droite des Saxons s'appuyait à la petite forteresse de Sonnenstein près de l'Elbe; dans un bas-fond, au pied de ces rochers, est située la ville de Pirna dont le camp prend son nom; le front, qui fait face au nord, s'étend jusqu'au Kohlberg, qui fait comme le bastion de cette courtine; devant règne un ravin de soixante à quatre-vingts pieds de profondeur, qui de là tournant vers la gauche entoure tout le camp, et va aboutir au pied

[a] Le titre porte : *Mémoire raisonné sur la conduite des cours de Vienne et de Saxe, et sur leurs desseins dangereux contre Sa Majesté le roi de Prusse, avec les pièces originales et justificatives qui en fournissent les preuves. Berlin,* 1756, *chez Chrétien-Frédéric Henning, imprimeur du Roi,* 44 et 36 pages in-4. Une autre édition in-4 de ce *Mémoire raisonné* porte *A Berlin, chez Chrétien-Frédéric Henning, imprimeur du Roi,* 1756; elle est, à quelques différences typographiques près, tout à fait semblable à la première édition, tant pour le contenu que pour le nombre des pages.

du Königstein. Du Kohlberg, qui forme une espèce d'angle, une chaîne de rochers dont les Saxons occupaient la crête, ayant l'aspect tourné vers l'occident, va, laissant Rottendorf[a] devant soi, et se rétrécissant vers Struppen et Leupoldishayn, se terminer aux bords de l'Elbe à Königstein. Les Saxons, trop faibles pour remplir le contour de ce camp, qui présentait de tous côtés des rochers inabordables, se bornèrent à bien garnir les passages difficiles, et cependant les seuls par lesquels on pût venir à eux; ils y pratiquèrent des abatis, des redoutes, et des palissades; à quoi il leur était facile de réussir, vu les immenses forêts de pins dont les cimes de ces monts sont chargées.

Ce camp, ayant été examiné et reconnu en détail, pouvant passer pour un des plus forts de l'Europe, fut jugé à l'abri des surprises et des attaques; et comme le temps et la disette pouvaient seuls vaincre tant d'obstacles, on résolut de le bloquer étroitement, pour empêcher les troupes saxonnes de tirer des vivres des environs, et d'en user en tout comme dans un siége en forme. Dans cette vue, le Roi destina une partie de ses troupes à former la circonvallation de ce camp, et l'autre fut employée à former l'armée d'observation. Cette disposition, la meilleure qu'on pût faire dans ces conjonctures, était d'autant plus sage, que les Saxons, réfugiés en hâte sur ces rochers, n'avaient pas eu le temps d'amasser beaucoup de subsistances, et que ce qu'ils en avaient, ne pouvait les nourrir tout au plus que deux mois.

Bientôt les troupes du Roi occupèrent tous les passages par lesquels les secours ou les vivres auraient pu arriver aux Saxons. Le prince de Bevern avec sa division prit les postes de Lohmen, Wehlen, Ober-Rathen et Schandau tout le long de l'Elbe; sa droite communiquait à la division du Roi par le pont qui fut construit proche de la briqueterie; dix bataillons et dix escadrons, qui campaient auprès du Roi, occupaient l'emplacement depuis l'Elbe et le village de Sedlitz jusqu'à Zehista, où commençait la division du prince Maurice, qui s'étendait au delà de Cotta par des détachements qu'il avait poussés à Leupoldishayn, Markersbach, Hennersdorf[b] et Hellendorf : en tout trente-huit bataillons et

[a] Rothwernsdorf.
[b] Langenhennersdorf.

trente escadrons servaient à former cette circonvallation dont nous venons de parler.

D'autre part, le maréchal Keith eut le commandement de l'armée d'observation; elle consistait en vingt-neuf bataillons et en soixante-dix escadrons. Le prince Ferdinand de Brunswic entra le premier en Bohême avec l'avant-garde;[a] ayant passé Péterswalde, il rencontra à Nollendorf M. de Wied, général autrichien, avec dix bataillons de grenadiers et de la cavalerie à proportion; il le délogea du village; l'Autrichien prit la fuite, et le prince poursuivit sa marche. Le maréchal Keith s'approcha immédiatement après d'Aussig, et se campa à Johnsdorf, d'où il détacha M. de Manstein,[b] qui s'empara du château de Tetschen, pour assurer la navigation de l'Elbe. Les choses en restèrent là en Saxe et dans cette partie de la Bohême jusqu'à la fin du mois. Septembre.

D'un autre côté, M. de Piccolomini campait proche de Königingrätz sur les hauteurs situées entre le confluent de l'Adler et de l'Elbe, dans une position forte. Son camp, en figure angulaire, n'était abordable d'aucun côté. Le maréchal de Schwerin venait de déboucher avec son armée par le comté de Glatz, d'où il s'avança premièrement à Nachod, puis sur les bords de la Mettau, et enfin sur Augezd, où il défit M. de Buccow, qui vint au-devant de lui avec un corps de cavalerie, se fit bien battre, et perdit deux cents hommes. Le maréchal de Schwerin ne pouvait point entreprendre sur M. de Piccolomini dans le poste où se tenaient les Autrichiens : il n'y avait aucun grand projet à former, ni pour des siéges, ni pour des batailles; et comme la saison était d'ailleurs assez avancée, il se contenta de consumer toutes les subsistances qu'il trouva en Bohême, et fourragea jusque sous les canons de l'armée impériale, sans que M. de Piccolomini fît mine de s'en apercevoir. Un détachement de hussards prussiens défit quatre cents dragons des ennemis proche de Hohenmauth, et en ramena la plus grande partie prisonniers. Ce fut où se bornèrent les entreprises que le maréchal de Schwerin pouvait faire, parce que M. de Piccolomini se gardait bien de faire des mouve-

[a] Le 13 septembre. Voyez *Denkwürdigkeiten für die Kriegskunst und Kriegsgeschichte.* Berlin, 1819, cahier IV, p. 95.

[b] Christophe-Hermann de Manstein, général-major.

ments, et demeurait scrupuleusement renfermé dans son camp, qui valait mieux qu'une infinité de places de guerre.

Les grands coups ne purent se porter cette année que par l'armée du Roi : cette armée avait les Saxons à prendre, et les secours qui pouvaient leur venir, à éloigner. Les choses s'embrouillaient et devenaient de jour en jour plus compliquées de ce côté-là; quoiqu'on eût enfermé le camp de Pirna de manière à y défendre l'entrée des vivres et des secours, il avait été toutefois impossible d'occuper tous les sentiers qui traversent les forêts et les rochers des environs. Cela faisait que le roi de Pologne entretenait encore, quoique avec peine, une correspondance avec la cour de Vienne; et l'on apprit sur la fin de septembre que le maréchal Browne avait reçu des ordres de sa cour de dégager à tout prix les troupes saxonnes que les Prussiens bloquaient à Pirna. Le maréchal Browne, qui s'était avancé avec son armée à Budin, avait trois moyens d'exécuter ce projet : l'un, de marcher sur le corps du maréchal Keith, et de battre cette armée, ce qui n'était pas facile; le second, de prendre le chemin de Bilin et de Teplitz, et d'entrer en Saxe, soit par le Basberg, soit par Hellendorf;[a] mais ce mouvement l'obligeait à prêter le flanc au maréchal Keith, et exposait à être ruinés tous les magasins qu'il avait entre Budin et Prague. Le troisième moyen qui lui restait, était d'envoyer un détachement à la rive droite de l'Elbe, qui, prenant par Böhmisch-Leipa, Schluckenau et Rumbourg, se rendît à Schandau. Cette dernière expédition ne pouvait mener à rien de décisif, parce que les Prussiens, par le moyen de leur pont de Schandau, pouvaient envoyer des secours dans cette partie, et parce que le terrain du côté d'Ober-Rathen et Schandau, coupé, difficile, et susceptible de chicanes, fournit des passages assez impraticables pour qu'un bataillon y puisse arrêter une armée entière.

Comme l'issue de ce moment critique décidait de toute cette campagne, le Roi jugea que sa personne serait nécessaire en Bohême, pour s'opposer aux entreprises que ses ennemis pouvaient former. Il arriva le 28 au camp de Johnsdorf; les troupes y étaient postées sur un terrain étroit dominé par des éminences, le dos appuyé contre un escarpement de rochers si serrés, qu'on

[a] Nollendorf.

aurait eu de la peine, au cas d'une action, de porter des secours d'une partie de ce camp dans l'autre, sans s'exposer à de grands embarras. Cette position se trouvant telle, qu'il fallait l'abandonner à l'approche de l'ennemi, elle fut quittée le lendemain.

On était trop éloigné du maréchal Browne pour en avoir des nouvelles; et comme il était important d'observer ses mouvements de plus près, le Roi se mit à la tête de l'avant-garde, composée de huit bataillons et de vingt escadrons, et il s'avança à Türmitz, où il apprit que le maréchal Browne passerait le lendemain l'Éger proche de Budin : c'était précisément le temps de l'approcher pour éclairer ses démarches, et de le combattre même, si l'occasion s'en présentait. Dans la situation où se trouvaient les choses, les projets de ceux qui commandaient ces armées étaient si contraires et si opposés, qu'il fallait nécessairement qu'ils en vinssent à une décision, soit que le maréchal Browne voulût se frayer le passage en Saxe l'épée à la main, soit qu'il n'agît que par des détachements.

Le 30, l'armée du Roi le suivit sur deux colonnes; à peine l'avant-garde eut-elle gagné la croupe du Paschkopole, qu'elle découvrit un camp dans la plaine de Lowositz : sa droite s'appuyait à Welhota; Lowositz était devant son front; Sulowitz se trouvait devant sa gauche, dont l'extrémité se prolongeait derrière l'étang de Tschischkowitz. L'avant-garde poursuivit sa marche; elle délogea de Welmina quelques centaines de pandours qui y tenaient un poste d'avertissement. Ce village est situé dans un bassin entouré de rochers, dont la plupart sont taillés en forme de pain de sucre; cependant cette hauteur et le bassin même dominent de beaucoup les plaines des environs. Le Roi fit avancer en diligence son infanterie, pour occuper les vignes et les débouchés qui versent dans la plaine de Lowositz. Les troupes arrivèrent vers les dix heures, et passèrent la nuit au bivouac à peu de distance derrière l'avant-garde, qui était postée vis-à-vis de l'ennemi.

Le lendemain, 1er d'octobre, on fut reconnaître dès la pointe du jour ce camp qu'on avait découvert la veille; un brouillard épais étendu sur la plaine empêcha de distinguer les objets. On voyait comme à travers un crêpe la ville de Lowositz, et à côté, Octobre.

de la cavalerie en deux troupes, dont chacune paraissait être de cinq escadrons. Sur cela, on déploya l'armée : une colonne d'infanterie se forma par la droite, l'autre par la gauche; la cavalerie se mit en seconde ligne; car le terrain, se trouvant trop étendu pour la petite armée du Roi, l'obligea d'employer vingt bataillons pour sa première ligne, de sorte qu'il ne lui en resta qu'une réserve de quatre. Les autres se trouvaient ou à la garde des magasins, ou bien en détachements. Le champ de bataille sur lequel les troupes du Roi se formèrent, allait en s'élargissant par la gauche. Le penchant des montagnes vers Lowositz est couvert de vignes divisées en petits enclos de pierre à hauteur d'appui, qui distinguent les limites des propriétaires : M. de Browne avait farci ces enclos de pandours, pour arrêter les Prussiens; ce qui fit qu'à mesure que les bataillons de la gauche se formaient, ils s'engageaient avec l'ennemi aussitôt qu'ils entraient en ligne. Cependant ce feu était mal nourri, et comme les pandours ne faisaient pas une résistance vigoureuse, l'on se confirma dans l'opinion où l'on était, que ce détachement qu'on avait vu la veille campé dans ces environs, se préparait à la retraite, et que les pandours qui tiraillaient dans ces vignes, et les troupes de cavalerie répandues dans la plaine, étaient destinés à faire l'arrière-garde des autres : cela paraissait d'autant plus plausible, que l'on ne découvrait aucune trace d'une armée. On se trompait beaucoup dans ces suppositions; car les premières troupes qu'on avait vues à Lowositz, étaient l'avant-garde de M. de Browne. Les Autrichiens ignoraient la marche de l'armée du Roi, et n'en furent informés qu'en la voyant déboucher de Welmina; le maréchal Browne en fut averti par son général commandant son avant-garde; sur quoi, la nuit même il vint le joindre avec son armée à Lowositz.

Le brouillard dont nous avons parlé, dura jusque vers les onze heures, et ne se dissipa tout à fait que lorsque l'action fut près de finir. En supposant toujours qu'on n'avait affaire qu'à une arrière-garde, on fit tirer quelques volées de canon contre la cavalerie autrichienne; ce qui l'inquiéta et la fit changer de position et de forme à plusieurs reprises : tantôt elle se mettait en échiquier, quelquefois sur trois lignes, puis en ligne contiguë;

quelquefois cinq ou six troupes tirant vers leur gauche disparaissaient, bientôt après elles paraissaient plus nombreuses que du commencement; enfin, ennuyé de cette manœuvre oiseuse, qui faisait perdre le temps et n'avançait point les affaires, le Roi crut qu'en faisant charger cette cavalerie par une vingtaine d'escadrons de dragons, cette arrière-garde serait bien vite dissipée, et le combat terminé. Sur quoi les dragons descendirent des hauteurs, et se formèrent au bas sous la protection de l'infanterie prussienne; ils choquèrent et renversèrent tout ce qu'ils trouvèrent vis-à-vis d'eux. En poursuivant les fuyards, ils reçurent du village de Sulowitz en flanc et de front un feu de petites armes et d'artillerie qui les ramena à la position où ils s'étaient formés au pied des vignes : on jugea dès lors qu'il ne s'agissait plus d'arrière-garde, mais que le maréchal Browne se trouvait avec les Autrichiens vis-à-vis de l'armée.

Le Roi voulut retirer sa cavalerie, pour la remettre en seconde ligne sur la hauteur; mais, par des quiproquo malheureusement trop fréquents les jours de bataille, il arriva que tous les cuirassiers s'étaient joints aux dragons, et qu'avant que l'aide de camp pût leur apporter les ordres du Roi, s'abandonnant à leur impétuosité et au désir de se signaler, ils donnèrent pour la seconde fois; ils eurent bientôt culbuté la cavalerie ennemie; quoiqu'ils reçussent le même feu qui avait ramené les dragons à la première charge, ils poursuivirent les Autrichiens à trois mille pas; emportés par leur ardeur, ils franchirent un fossé large de dix pieds, à trois cents pas au delà duquel un autre fossé plus profond encore couvrait l'infanterie impériale. M. de Browne fit aussitôt exécuter soixante pièces de ses batteries contre la cavalerie prussienne, ce qui l'obligea de revenir se reformer au pied de la montagne, ce qu'elle exécuta avec ordre, n'étant point poursuivie. Le Roi ne voulant plus risquer qu'elle se livrât à de pareilles saillies, la fit repasser en seconde ligne derrière son infanterie.

Comme cette cavalerie revenait, le feu de la gauche commençait à devenir et plus vif et plus considérable : le maréchal Browne voulait changer l'état de la question; se voyant sur le point d'être assailli, il aima mieux attaquer lui-même. Dans cette vue, il

avait fait filer vingt bataillons derrière Lowositz, qui s'étant glissés successivement le long de l'Elbe, vinrent soutenir les pandours qui se battaient dans les vignes, et tâchèrent même de tourner le flanc gauche des Prussiens. L'infanterie les repoussa vigoureusement; elle força les enclos des vignes les uns après les autres, et descendant dans la plaine, elle poursuivit quelques bataillons ennemis, qui de frayeur se précipitèrent dans l'Elbe; une autre troupe de fuyards se jeta dans les premières maisons de Lowositz, faisant mine de s'y défendre; alors quelques bataillons de la droite furent détachés, pour renforcer la gauche de sorte que la gauche des Prussiens s'appuyât à l'Elbe, et dans cette disposition elle s'avança fièrement d'un pas déterminé sur Lowositz, sans que la droite de l'armée du Roi quittât la hauteur où elle était appuyée. Les grenadiers tirèrent dans les maisons par les portes et les fenêtres; ils y mirent enfin le feu, pour achever plus vite; et quoique ces troupes eussent consumé toute leur poudre, cela n'empêcha pas que les régiments d'Itzenplitz et de Manteuffel n'entrassent dans Lowositz la baïonnette baissée, et ne forçassent neuf bataillons tous frais que M. de Browne y avait envoyés, à leur céder la place et à prendre honteusement la fuite. Alors toutes les troupes de l'ennemi qui avaient combattu dans cette partie, lâchèrent le pied, et cédèrent la victoire aux Prussiens.

Le Roi ne put pas profiter de ce succès autant qu'il l'aurait souhaité, parce qu'il n'avait proprement battu que l'aile droite des Impériaux : ils occupaient encore le village de Sulowitz, et comme leur gauche se trouvait postée derrière le fossé dont nous avons parlé, ils ne donnèrent point prise à la cavalerie prussienne. En même temps, M. de Browne fit faire un beau mouvement à ses troupes : il fit avancer quelques brigades de sa gauche qui n'avaient point combattu, dont il se servit pour couvrir ses troupes débandées, qui sortaient de Lowositz et s'enfuyaient en grand désordre. Il se retira la nuit, et fit occuper Leitmeritz par un détachement qui rompit le pont de l'Elbe qu'il avait devant soi. Le maréchal avec le gros de son armée reprit son camp de Budin, et détruisit tous les ponts de l'Éger, pour en interdire le passage aux Prussiens. L'armée du Roi perdit en morts et blessés

douze cents hommes à ce combat; MM. de Quadt et de Lüderitz,[a] tous deux généraux de bataille, y furent tués;[b] on ne fit que sept cents prisonniers à l'ennemi, parmi lesquels un prince de Lobkowitz, général des Impériaux : si la cavalerie avait pu être employée sur la fin de l'action, le nombre des prisonniers aurait été bien plus considérable.

Le prince de Bevern fut détaché le lendemain avec huit mille hommes à Tschischkowitz, village situé à la droite de la position du Roi, à demi-chemin de Budin. Le prince envoya de son camp des partis le long de l'Éger, pour en reconnaître les passages, mais plus encore pour donner de l'attention et causer de la jalousie à M. de Browne, afin de le contenir par ces démonstrations, et l'empêcher de penser à secourir le roi de Pologne et les troupes saxonnes. L'armée de Bohême s'en tint là; trop faible pour rien entreprendre contre l'ennemi, elle se contenta de l'observer. Le Roi ne pouvait effectivement point agir offensivement. Pour donner de vraies jalousies à M. de Browne, il fallait passer l'Éger, et si on le faisait, le détachement des Impériaux de Leitmeritz, se trouvant à dos des Prussiens, était à portée de leur enlever leur magasin d'Aussig; de plus, en passant l'Éger on s'éloignait trop de sa ligne de défense, et l'on se mettait hors de portée d'envoyer en Saxe de prompts secours. Si l'on se déterminait à prendre Leitmeritz, loin de gagner par là, on se trouvait dans un plus grand embarras, parce qu'on s'affaiblissait par la garnison que demandait cette ville, et que, ne pouvant pas garnir les hauteurs qui l'environnent et qui la dominent, on aurait exposé cette garnison à être enlevée sitôt que l'ennemi eût entrepris sur elle.

[a] David-Hans-Christophe de Lüderitz. Voyez t. III, p. 167.

[b] Le Roi ne fait mention ni du général-major Henning-Ernest d'Oertzen, ni du lieutenant-général François-Ulric de Kleist, qui furent blessés mortellement à Lowositz. Il a passé également sous silence le major de Moller, que nous trouvons mentionné avec éloge dans la *Lettre de Sa Majesté le roi de Prusse à Son Excellence M. le maréchal comte de Schwerin, en date du 2 d'octobre* 1756 (7 pages in-4, imprimées en 1756, sans lieu d'impression). Le Roi s'exprime ainsi : « Moller, de l'artillerie, a fait des merveilles, et m'a prodigieusement secondé. » Charles-Frédéric de Moller fut promu au grade de colonel le 11 mars 1757, et mourut à Freyberg le 8 novembre 1762. En récompense de sa belle conduite à la bataille de Lowositz il fut nommé lieutenant-colonel et décoré de l'ordre pour le mérite.

Toutes ces raisons firent que le Roi fut obligé de se contenter d'avoir gagné une bataille au commencement d'une guerre, et qu'il borna ses projets à empêcher que M. de Browne ne fît des détachements, ou, s'il en faisait, d'en envoyer d'aussi forts au secours du camp de la Saxe.

L'armée prussienne de Bohême était de la moitié plus faible que celle des Impériaux; mais les troupes étaient si bonnes, si bien disciplinées, et les officiers si valeureux, qu'elles se comptaient, sinon supérieures, du moins égales à l'ennemi. Quelle que soit la bonne opinion qu'on a de soi-même, la sécurité est toujours dangereuse à la guerre, et il vaut mieux prendre des précautions superflues, que de négliger les nécessaires; et comme le nombre était du côté des Autrichiens, que d'ailleurs le Roi aurait pu se voir obligé à faire des détachements, il ordonna qu'on travaillât à élever quelques batteries et à retrancher les parties les plus faibles de son camp; cela se trouva d'autant mieux fait, qu'on apprit le 6 que M. de Browne avait détaché à la sourdine quelques régiments de son armée; que ce corps, taxé à six mille hommes, ayant passé par Raudnitz, s'avançait vers Böhmisch-Leipa, pour suivre de là la route qui mène en Saxe. Quoique ce détachement ne causât pas de grandes appréhensions, le Roi en avertit le margrave Charles et le prince Maurice demeurés en Saxe, et il se mit à la tête d'un renfort de cavalerie, pour les mener au camp de Sedlitz, où il n'était resté que trente escadrons; ce qui n'était pas suffisant pour arrêter les Saxons, surtout s'ils avaient entrepris de percer du côté de Hellendorf et de Teplitz. Sa Majesté partit le 13 de Lowositz avec quinze escadrons, et arriva le 14 à midi à son armée, qu'elle trouva à Struppen, quartier que le roi de Pologne avait occupé durant tout le temps de la bloquade des Saxons.

Les choses avaient entièrement changé de face en Saxe, depuis que le Roi avait pris le commandement de son armée en Bohême : la bataille de Lowositz avait frappé la cour; elle n'espérait que faiblement dans l'assistance des Impériaux. Les troupes étaient menacées d'une disette prochaine, ce qui fit tenter aux généraux saxons de se frayer eux-mêmes un chemin à travers les Prussiens : leur projet étant de se sauver en passant l'Elbe, ils

tentèrent de jeter un pont à Wehlstädtl; vis-à-vis de ce lieu se trouvait une redoute prussienne qui coula à fond quelques-uns de leurs bateaux, ce qui dérangea leurs mesures. Ils changèrent de dessein, et firent transporter leurs pontons à Halbstadt, qu'ils regardaient comme le lieu le plus propre et le plus convenable pour leur sortie, surtout à cause des secours que M. de Browne venait de leur promettre de nouveau.

Toutes les opérations que les armées firent alors dans ces contrées, se trouvaient si intimement liées avec le local du terrain, que nous sommes obligé pour l'intelligence du lecteur de lui en donner l'idée la plus nette que nous pourrons. Par la description que nous avons faite du poste de Pirna, on a pu juger de la force de son assiette : mais s'il était difficile de l'emporter, il n'était pas moins difficile d'en sortir. La plus naturelle, la plus aisée de ses issues est par Leupoldishayn; en descendant de leurs rochers, les Saxons prenaient, par Hermsdorf et Hellendorf, le chemin de la Bohême : ce n'est pas à dire qu'ils auraient forcé ce passage sans perte; il y avait toutefois apparence qu'ils auraient sauvé une partie de leur monde. Teplitz une fois gagné, ils ne rencontraient plus que de légers obstacles, et personne ne pouvait les empêcher de se joindre par Éger aux Autrichiens. Il y a toute apparence que les généraux saxons ne connaissaient pas les situations de Halbstadt, de Burkersdorf, de Schandau, du Ziegenrück, et surtout qu'ils ignoraient la disposition dans laquelle les Prussiens occupaient ces postes; sans quoi ils ne se seraient jamais exposés dans une aussi mauvaise affaire.

M. de Lestwitz [a] était posté avantageusement avec onze bataillons et quinze escadrons entre Schandau et un village nommé Wendisch-Fähre; M. de Browne, qui était entré en Saxe à la tête de son détachement, vint se camper vis-à-vis de lui. Les Autrichiens occupèrent les villages de Mitteldorf et d'Altendorf; mais trouvant M. de Lestwitz plus en force qu'ils ne l'avaient prévu, ils eurent bien garde de l'attaquer. M. de Browne ne pouvait pas se porter sur Burkersdorf, dont une chaîne de rochers impraticables le séparait; il ne trouvait pas son compte à s'engager avec M. de Lestwitz; et cependant, pour prêter la main

[a] Jean-George de Lestwitz, lieutenant-général d'infanterie.

aux Saxons du côté d'Altstadt, il était obligé de faire défiler son monde deux à deux par des chemins étroits, vis-à-vis des Prussiens et sous le feu de leurs petites armes. De tous ces différents partis il n'y en avait aucun qu'un homme expérimenté, comme l'était M. de Browne, pût prendre sans risquer sa réputation; il aima donc mieux se tenir dans l'inaction, que de mener inutilement ses troupes à la boucherie.

Octobre. Du côté d'Altstadt, où les Saxons avaient résolu de passer l'Elbe, il y a à la rive droite de ce fleuve une petite plaine dominée par le Lilienstein, rocher escarpé qui en borne une partie; aux deux côtés de ce rocher se présentaient cinq bataillons prussiens, aux ordres de M. de Retzow, derrière des abatis qui, en forme de croissant, allaient s'appuyer des deux côtés au coude que l'Elbe forme en cet endroit; cinq cents pas derrière ce poste, six bataillons et cinq escadrons occupaient le défilé de Burkersdorf; derrière ce défilé se trouve une chaîne de rochers âpres et escarpés, nommée le Ziegenrück, qui embrassant tout ce terrain, aboutit des deux côtés à l'Elbe. Pour percer de ce côté-là, les Saxons avaient donc trois postes à forcer consécutivement, les uns plus redoutables que les autres; ce fut néanmoins pour tenter leur évasion de ce côté qu'ils commencèrent dès le 11 d'octobre à établir leurs ponts. Les Prussiens eurent bien garde de ne les point traverser dans cet ouvrage. Leur descente de Thürmsdorf vers l'Elbe se trouva assez praticable; mais lorsque leurs ponts furent achevés, et que de l'autre bord ils voulurent monter le rocher pour gagner la plaine d'Altstadt, ils ne trouvèrent qu'un sentier étroit, dont les pêcheurs se servaient. Une demi-journée s'écoula à y faire passer deux bataillons; les pluies abondantes qui tombèrent, achevèrent d'abîmer ce chemin; ils furent obligés de laisser leurs canons, qu'il était impossible de transporter à l'autre rive : ainsi toute leur artillerie resta sur les retranchements qu'ils venaient d'abandonner. La lenteur de leur passage fut cause que la cavalerie, l'infanterie, le bagage, l'arrière-garde de tout ce corps pêle-mêle et en désordre demeurèrent aux environs de Struppen.

Le 13, avant le jour, le prince Maurice d'Anhalt fut le premier averti de l'évasion des Saxons; l'armée prit sur-le-champ

les armes, et se mettant sur sept colonnes, elle gravit encore avec peine ces rochers du camp de Pirna, tout privés qu'ils étaient de leurs défenseurs; les généraux la reformèrent sur la crête de ces montagnes, entre le Sonnenstein et Rottendorf.[a] M. de Zieten[b] avec ses hussards attaqua aussitôt l'arrière-garde de l'ennemi, et la poussa jusqu'à Thürmsdorf; les compagnies franches et les chasseurs prussiens se logèrent dans un bois proche de cette arrière-garde, d'où ils l'incommodèrent beaucoup par leur feu. Le prince Maurice, qui survint, envoya le régiment de Prusse infanterie occuper une hauteur qui était à dos des Saxons. A peine eut-on tiré deux coups de canon de cette colline, que les Saxons, surpris du feu qu'ils recevaient d'un endroit où ils ne s'y attendaient pas, se mirent en désordre, et prirent soudain la fuite; les hussards se jetèrent sur le bagage, qu'ils pillèrent, et les chasseurs se glissèrent dans un bois proche de l'Elbe, d'où ils tirèrent sur l'arrière-garde saxonne, qui finissait de passer le pont.

Cela acheva de leur tourner la tête : ils coupèrent eux-mêmes les câbles de leur pont; le courant l'entraîna jusqu'à Rathen, où les Prussiens le prirent. Le prince Maurice fit aussitôt camper les troupes sur les hauteurs de Struppen; leur gauche allait vers l'Elbe, et leur droite se prolongeait derrière un ravin profond qui va se perdre du côté de Hennersdorf.[c]

Telle était la situation des choses lorsque le Roi arriva avec ses dragons à Struppen. Les Saxons attendaient un certain signal dont ils étaient convenus que les Impériaux devaient leur donner, pour attaquer de concert les Prussiens : ce signal ne se donna point; cela acheva de leur faire perdre l'espérance. Ils ne furent que trop convaincus alors, en voyant la manière dont M. de Retzow était posté, qu'il leur était impossible de se faire jour à eux-mêmes. D'un autre côté, le roi de Pologne, qui s'était réfugié au Königstein, pressait de là vivement ses généraux d'attaquer M. de Retzow au Lilienstein, et le comte Rutowski lui re-

[a] Rothwernsdorf.

[b] Hans-Joachim de Zieten, lieutenant-général depuis le 12 août 1756, devint général de la cavalerie sur le champ de bataille de Liegnitz, le 15 août 1760. Voyez t. III, p. 155.

[c] Langenhennersdorf.

montrait à son tour avec force l'inutilité de cette entreprise, qui mènerait à une effusion de sang et à un massacre dont après tout le Roi ne pourrait tirer aucun avantage. M. de Browne se trouvait dans un cas aussi embarrassant, mais moins fâcheux : il avait devant lui un corps de troupes prussiennes, supérieur en nombre; et comme toute communication lui était coupée avec le Königstein, qu'il rencontrait des empêchements physiques dans toutes les entreprises qu'il pouvait former pour dégager les Saxons, et qu'il avait à craindre que, ces troupes se rendant prisonnières à son insu, il aurait aussitôt toute l'armée prussienne sur les bras, il jugea la situation de l'armée saxonne désespérée, et ne pensant plus qu'à sauver son propre détachement, il se
Octobre. retira le 14 en Bohême. Les hussards prussiens le suivirent; M. de Warnery [a] battit son arrière-garde, et passa trois cents grenadiers croates au fil de l'épée.

Cette entreprise si mal exécutée donna lieu aux reproches les plus injurieux que se firent les généraux saxons et les généraux autrichiens; ils avaient tort les uns et les autres : le général saxon qui avait fait le projet de cette évasion, était le seul coupable; il avait sans doute consulté des cartes fautives; il n'avait jamais été sur les lieux, dont le local lui était inconnu : car quel homme sensé choisira pour sa retraite un défilé qui passe par des rochers escarpés dont l'ennemi est le maître? Ces lieux, tout à fait contraires par leurs dispositions aux manœuvres que les Autrichiens et les Saxons avaient dessein d'y faire, furent les vraies causes des malheurs que les Saxons y trouvèrent; tant l'étude du terrain est importante, tant le local décide des entreprises militaires et de la fortune des États.

Le roi de Pologne fut du haut du Königstein spectateur de la situation déplorable où se trouvaient ses troupes, manquant de pain, entourées d'ennemis, et ne pouvant pas même par une résolution désespérée se faire jour aux dépens de leur sang, parce que toute ressource leur était ôtée; pour ne les point voir périr

[a] Charles-Emmanuel de Warnery était lieutenant-colonel dans le régiment de hussards n° 4. Au mois de mai 1757, après la mort du général de Wartenberg, il devint colonel et chef du régiment de hussards n° 3. L'année suivante, il entra au service de Pologne, et obtint le grade de général-major.

de faim et de misère, il fut obligé de consentir qu'elles se rendissent prisonnières de guerre, et qu'elles missent bas les armes. 16 octobre. Le comte Rutowski fut chargé de dresser cette triste capitulation: tout ce corps se rendit ainsi, et les officiers s'engagèrent sur leur honneur de ne plus servir contre les Prussiens durant cette guerre; sur quoi, comptant sur leur parole, on les relâcha. Pour ne point humilier un ennemi vaincu, le Roi fit rendre au roi de Pologne les drapeaux, les étendards et les timbales qui appartenaient à ses troupes; il consentit aussi d'accorder la neutralité à la forteresse de Königstein. Lors même qu'il tâchait d'adoucir le sort du roi de Pologne, Auguste II[a] concluait en secret un traité avec l'Impératrice-Reine, par lequel il lui cédait, moyennant un certain subside, quatre régiments de dragons et deux pulks d'uhlans, qu'il entretenait en Pologne: ces procédés ne servaient qu'à justifier la conduite que les Prussiens avaient tenue jusqu'alors. Le roi de Pologne, dégoûté de la guerre plus que jamais, après la scène qui venait de se passer, demanda le libre passage pour sa personne, afin d'aller s'établir en Pologne; non seulement on le lui accorda, mais on poussa l'attention jusqu'à faire retirer toutes les troupes prussiennes qui se trouvaient sur son passage, pour lui dérober des objets qui ne pouvaient que lui faire de la peine; il partit le 18 avec ses deux fils et son ministre pour Varsovie.

L'armée saxonne qui venait de se rendre, consistait en dix-sept mille têtes; l'artillerie qu'on prit, passait quatre-vingts pièces de canon. Le Roi distribua ces troupes, et en forma vingt nouveaux bataillons d'infanterie; mais il commit la faute de n'y point mêler de ses sujets, à l'exception des officiers, qui étaient tous de ses États: cette faute influa dans la suite sur le peu d'usage qu'on tira de ces régiments, et sur les mauvais services qu'ils rendirent.

Après la reddition des Saxons, le Roi retourna en Bohême, pour en retirer son armée. Le maréchal Keith quitta le 25 le camp de Lowositz,[b] et se replia sur Linay, sans que l'ennemi le

[a] Auguste III.

[b] Les équipages de l'armée du feld-maréchal Keith quittèrent le camp de Lowositz le 21 octobre; la cavalerie suivit le 22; et le 23, le reste de l'armée arriva au camp du Roi à Linay.

suivît; le régiment d'Itzenplitz,[a] qui gardait un gué de l'Elbe au village de Salesel, fut attaqué cette nuit même, et se défendit si bien, que non content de repousser l'ennemi, il lui fit encore des prisonniers. De Linay l'armée continua paisiblement sa marche par Nollendorf, Schönwald, Gieshübel, et arriva le 30 en Saxe;[b] le Roi la fit cantonner entre Pirna et les frontières de la Bohême.

En même temps que l'armée du Roi entrait en Saxe, le maréchal de Schwerin quittait les environs de Königingrätz et se retirait en Silésie. Comme il était en marche vers Skalitz, il fut suivi par quelques milliers de Hongrois, qui harcelaient son arrière-garde. Le maréchal, qui n'entendait pas raillerie, se mit à la tête d'une partie de sa cavalerie, fondit brusquement sur eux, les défit, et les poursuivit jusqu'à Smirschitz; après quoi il reprit tranquillement sa marche, et se trouva avec son armée le 2 de novembre sur la frontière de la Silésie.

Novembre.

La tranquillité dans laquelle se tinrent les ennemis, permit de faire entrer de bonne heure les troupes dans leurs quartiers; on forma le cordon pour les quartiers d'hiver. Le prince Maurice eut le commandement de la division qu'on envoya à Chemnitz et à Zwickau, d'où il envoya des détachements pour garder les gorges de la Bohême, et fit retrancher les postes d'Asch, d'Oelsnitz et du Basberg; M. de Hülsen commandait les brigades de Freyberg et de Dippoldiswalda, et il tenait les postes de Sayda, de Frauenberg et d'Einsiedel. Le Roi confia à M. de Zastrow la gorge de Gieshübel et le passage de Hellendorf; de là, en passant l'Elbe, le cordon prenait de Dresde par Bischofswerda jusqu'à Bautzen, où une tête de dix bataillons et d'autant d'escadrons était prête à porter des secours où le besoin le demanderait. M. de Lestwitz se tenait à Zittau avec six bataillons; pour assurer sa communication, il avait des détachements à Hirschfeld, Ostritz et Marienthal. Le prince de Bevern avait les postes de Görlitz et de Lauban sous ses ordres, avec dix bataillons et quinze escadrons. M. de Winterfeldt et le prince de Würtemberg, qui allèrent avec un dé-

[a] C'est le 13[e] régiment d'infanterie de la *Stammliste* de 1806.

[b] L'armée quitta Linay le 26, et elle atteignit Deutsch-Neudörfel; le 27, elle arriva à Schönwald, et le 28, à Gross-Sedlitz. Voyez *Berlinische Nachrichten von Staats- und gelehrten Sachen*, 1756, n° 132, p. 555.

tachement en Silésie, continuaient le cordon, en prenant de Greifenberg et Hirschberg à Landeshut et Friedland. M. de Fouqué couvrait le comté de Glatz; un autre corps de l'armée du maréchal de Schwerin hiverna du côté de Neustadt, et servit à couvrir la Haute-Silésie contre les incursions que les Impériaux y auraient pu faire de la Moravie.

Ce fut dans cette disposition que les troupes prussiennes passèrent l'hiver de 1756 à 1757.

CHAPITRE V.

De l'hiver de 1756 à 1757.

L'invasion des Prussiens en Saxe causa une vive sensation en Europe; plusieurs cours n'en savaient pas les raisons, ni ne voulant même les connaître, blâmaient et désapprouvaient la conduite du Roi. Le roi de Pologne criait contre la violence des Prussiens; ses ministres dans les cours étrangères exagéraient les maux de la Saxe, envenimaient et calomniaient les démarches les plus innocentes du Roi. Ces clameurs retentissaient à Versailles, à Pétersbourg, et par toute l'Europe. Le roi de France était déjà piqué de ce que le roi de Prusse, au lieu de renouveler le traité de Versailles, venait de conclure avec le roi d'Angleterre l'alliance de Londres. D'un côté, les ministres autrichiens aigrissaient l'esprit de la nation française, pour l'entraîner dans la guerre d'Allemagne; d'un autre, on se servait des larmes de la Dauphine pour émouvoir la compassion de Louis XV, afin qu'il prît le parti du roi de Pologne. Le Roi Très-Chrétien se rendit à d'aussi vives sollicitations, et résolut de porter la guerre en Allemagne. Il n'en suspendit les effets que pour colorer cette démarche par un prétexte apparent et naturel; M. de Broglie,[a] ambassadeur de France en Saxe, eut ordre de le fournir en donnant

[a] Charles comte de Broglie, second fils du maréchal de France duc de Broglie dont il est fait mention au tome II, p. 97.

lieu aux Prussiens d'insulter à son caractère : c'était l'homme le plus propre qu'on pût choisir pour brouiller des cours. La commission dont il était chargé, donna lieu à la conduite bizarre qu'il tint pendant que les Saxons étaient bloqués dans leur camp de Pirna : il était demeuré à Dresde; il voulut à différentes reprises se rendre à Struppen auprès du roi de Pologne; quoique cela fût généralement défendu, il voulut forcer les gardes, pour s'attirer des violences de leur part; il essaya inutilement de passer la chaîne des vedettes; on lui opposa, toutes les fois qu'il tenta de ces entreprises, tant de politesse et tant de fermeté, qu'il ne put aller auprès du roi de Pologne, ni trouver un prétexte léger pour brouiller le roi de Prusse et le roi de France. Cela impatienta la cour de Versailles, qui sans chercher d'autres détours renvoya M. de Knyphausen, ministre prussien à Paris, et rappela M. de Valori, qui résidait à Berlin. Cette démarche d'éclat obligea le Roi, à son retour de Bohême, de faire signifier à M. de Broglie à Dresde, où le Roi établissait son quartier, que toute intelligence venant d'être rompue entre les deux cours par le rappel des ministres, il n'était plus séant qu'un ambassadeur de France résidât dans un lieu où se trouvait Sa Majesté, et qu'il n'avait qu'à se préparer à partir incessamment pour se rendre auprès du roi de Pologne, auquel il était accrédité. M. de Broglie reçut cette déclaration avec cet air de dignité et de hauteur dont les ministres français savent se revêtir lorsqu'ils se souviennent des belles années de Louis XIV : cependant il n'en partit pas moins promptement pour Varsovie. La cour de Versailles, qui voulait la rupture, et qui, ayant perdu de vue le point fixe de sa politique de pousser la guerre par mer contre les Anglais, ne se conduisait que par ses caprices et par des impulsions étrangères, déclara qu'elle regardait l'invasion des Prussiens en Saxe comme une violation de la paix de Westphalie, dont elle était garante; et elle crut le prétexte de cette garantie suffisant pour se mêler de cette guerre, et pour y entraîner même les Suédois.

L'abbé de Bernis, qui avait été le promoteur de l'alliance conclue avec la maison d'Autriche, reçut le poste qu'avait eu M. Rouillé, et devint ministre des affaires étrangères. Enfin l'impétuosité française, qui pousse l'esprit de cette nation d'un ex-

trême à l'autre, l'inconséquence des ministres, l'animosité dont le roi de France était rempli contre le roi de Prusse, la nouveauté et la mode, accréditèrent cette alliance des Autrichiens à la cour au point qu'on la considérait comme un chef-d'œuvre de politique. Il n'y avait que les ministres impériaux à la mode; ces ministres usèrent si adroitement de l'influence qu'ils avaient dans le conseil de Louis XV, qu'au lieu de vingt-quatre mille hommes d'auxiliaires que la France était obligée de donner à l'Impératrice-Reine, ils intriguèrent si bien, que le printemps suivant cent mille Français passèrent le Rhin. Bientôt les Suédois furent sommés par le ministère de Versailles de remplir la garantie du traité de Westphalie; le sénat vénal de cette nation était depuis longtemps aux gages de la France. Quoique les constitutions du royaume défendent en termes exprès et positifs de ne point déclarer la guerre sans le consentement des trois ordres qui forment la diète ou les états généraux, les partisans de la France violèrent cette loi fondamentale, et passant par-dessus toutes les formalités usitées en pareils cas, ils adoptèrent aveuglément les mesures que le roi de France leur prescrivait.

Pendant que la cour de Versailles préparait si laborieusement les moyens de bouleverser l'Allemagne, un fol pensa causer une révolution en France; c'était un fanatique obscur qui, ayant servi comme domestique dans un couvent de jésuites en Flandre, se proposa d'assassiner Louis XV. Ce malheureux, nommé Damiens, se rendit à Versailles, et y épiait le moment pour exécuter cet abominable projet. Un soir que le Roi devait partir pour Choisy, cet insensé se glisse dans la foule, approche du Roi par derrière, et lui plonge son couteau dans le côté. Il fut arrêté sur-le-champ; la blessure du Roi fut trouvée légère; le parlement se saisit du coupable; les prisons furent remplies de personnes qu'il avait chargées par ses dépositions, mais qui étant innocentes, recouvrèrent la liberté; et jusqu'à présent le public n'a été instruit que vaguement des motifs qui ont déterminé ce monstre à cet attentat atroce.

La cour de Vienne, qui agissait si puissamment à Versailles, n'était pas moins diligente à intriguer chez les autres puissances de l'Europe; elle dépeignait à Pétersbourg l'entrée des Prussiens

en Saxe sous les couleurs les plus noires : c'était une injure faite à la Russie; c'était braver les forces de cet empire; c'était un mépris manifeste des garanties que l'impératrice Élisabeth avait données au roi de Pologne de son électorat. Pour appuyer ces insinuations, les Autrichiens prodiguaient à Pétersbourg des calomnies contre la Prusse, et les sommes d'argent qu'ils y répandaient. Pour hâter la marche des troupes russiennes, l'Impératrice-Reine promit de payer annuellement un subside de deux millions d'écus à l'impératrice Élisabeth : cette somme était proprement payée par la France; c'était l'évaluation du contingent qu'elle devait à l'Autriche, qui se servait de ce subside pour engager la Russie à déclarer la guerre à la Prusse.

Les ministres de l'Impératrice-Reine travaillaient avec non moins de zèle à Ratisbonne pour engager dans ces troubles les états de l'Empire; en même temps, les Français intimidèrent la diète par leurs menaces au point qu'elle souscrivit aveuglément aux volontés de la cour de Vienne : il fut résolu par les conclusions de cette diète que le Saint-Empire formerait une armée d'exécution, qui s'avancerait tout droit dans l'électorat de Brandebourg. Le commandement de cette armée fut décerné au prince de Hildbourghausen, maréchal au service d'Autriche. Alors le fiscal de l'Empire se mit sur les rangs : il avança que les rois de Prusse et d'Angleterre devaient être mis au ban de l'Empire; quelques princes représentèrent que si autrefois l'électeur de Bavière avait été condamné à ce ban, cela ne s'était fait qu'après qu'il eut perdu la bataille de Höchstädt, et que, dès que les armées impériales en auraient gagné de pareilles, il serait libre à chacun de procéder contre ces deux rois. La France comprit que si l'on se précipitait à publier cet arrêt, la cour de Vienne commettrait sa dignité, et qu'il y aurait à craindre de plus que les deux rois et leurs adhérents ne formassent un schisme, et ne se séparassent entièrement du Saint-Empire romain : ils firent toutes ces représentations à Vienne, et conseillèrent à la Reine d'attendre les succès de la fortune pour régler dessus les mesures ultérieures qu'elle aurait à prendre.

Quoique cet avis prévalût, cela n'empêcha pas le fiscal d'agir avec une indécence et une grossièreté insupportables contre des

rois, envers lesquels les ennemis même observent communément des procédés honnêtes et respectueux. Il aurait été difficile de répondre aux écrits injurieux et amers de cette diète, si M. de Plotho, ministre du Roi à Ratisbonne, n'eût pas eu le talent et l'adresse de tremper sa plume dans le même fiel. Le style de la cour impériale n'était pas plus doux; on le distinguait néanmoins des écrits du fiscal par des insolences pleines de fierté et par quelque chose de plus piquant, mêlé d'arrogance et de hauteur. Le Roi, indigné contre ces procédés, fit insinuer à l'Impératrice qu'on pouvait être ennemi sans se dire des injures; qu'il suffisait aux souverains de vider leurs débats par l'épée, sans se prostituer réciproquement devant le monde par des écrits faits pour les halles et indignes du trône : ces remontrances furent longtemps vaines, et n'acquirent du poids qu'après que le Roi eut gagné quelques batailles.

Tandis que toute l'Europe s'armait contre les rois de Prusse et de la Grande-Bretagne, l'Angleterre se trouvait dans une subversion générale, qui engourdissait le gouvernement, et serait devenue préjudiciable aux intérêts de la nation, si des changements survenus à propos n'avaient pas à temps redressé les choses. Les dissensions domestiques qui brouillaient l'intérieur de l'État, étaient fomentées par le duc de Cumberland, qui se flattait qu'à leur faveur il pourrait remplir de ses créatures les premiers postes: c'était lui qui avait soulevé la nation contre les Français; c'était lui qui avait allumé la guerre, dans l'espérance que le ministère ne pourrait pas se soutenir dans un temps de trouble. Les premières entreprises des Anglais tournèrent si mal, qu'ils perdirent Port-Mahon : ce fut là le prétexte dont se servit le parti de ce prince pour en rejeter la faute sur la malhabileté du duc de Newcastle. A l'ouverture du parlement, les esprits s'échauffèrent, l'animosité des partis redoubla, et tant de ressorts furent mis en œuvre par les intrigues du duc de Cumberland, que le duc de Newcastle, fatigué par la faction plutôt que vaincu, résigna ses emplois; le parti de Cumberland, triomphant, fit donner les sceaux au sieur Fox, créature du prince. Cependant ce nouvel arrangement, qui manquait de consistance, ne put se soutenir: M. Fox quitta de lui-même cette place qu'on lui avait fait obtenir

L'hiver de 1756 à 1757.

par tant d'intrigues, et le duc de Newcastle rentra dans ses charges. Ces déplacements de ministres n'auraient cependant pas tiré à conséquence, s'il n'en était résulté une espèce d'inaction et de léthargie dans lesquelles restaient les affaires : les ministres et les grands étaient plus occupés de l'intérêt de leurs factions que des mesures à prendre contre la France. Plus animés contre les compétiteurs de leurs emplois que contre les ennemis de la nation, ils ne prenaient aucune mesure pour la campagne prochaine; personne ne pensait à former des projets pour la guerre de mer, jusqu'alors malheureuse, encore moins pour la guerre qui était sur le point d'embraser l'Allemagne.

Ce qui intéressait le plus le Roi dans ce moment, c'était de faire prendre aux Anglais des mesures relatives à la guerre du continent; et comme il prévoyait en gros sur quoi pourraient rouler les opérations de l'armée française dans l'Empire, il envoya au roi de la Grande-Bretagne un projet qu'il avait dressé pour la défense commune de l'Allemagne. Ce mémoire roulait sur les points suivants : il proposait de maintenir Wésel, pour en faire la place de guerre des alliés, par où l'on restait le maître de passer le Rhin; il demandait qu'on assemblât l'armée en un lieu convenable derrière la Lippe entre Wésel et Lippstadt : cette position donnait l'avantage de porter les troupes selon le besoin, soit vers le Rhin, soit vers le Wéser. De plus, si les Français marchaient en Hesse, l'armée de la Lippe, en s'avançant vers Francfort, les obligeait à quitter prise, et dans le temps que les opérations auraient éloigné du Rhin l'armée alliée, la forteresse de Wésel aurait assez longtemps occupé les Français pour lui donner le temps de revenir à son secours; d'ailleurs, tant que cette place tenait, il n'était pas à présumer que les troupes françaises du Bas-Rhin s'enfonçassent profondément en Westphalie. Le roi d'Angleterre, qui s'était peu appliqué à ces sortes de matières, lut le projet sans en comprendre l'importance, et puisqu'il y était question de soutenir Wésel, il se défia des raisons dont le roi de Prusse se servait : il avait en revanche une confiance entière en ses ministres de Hanovre, qui ne cessaient de lui représenter qu'il fallait se borner à la défense du Wéser. Cette idée était fausse en tout sens, parce que le Wéser est presque généralement

guéable, et que sa rive opposée à l'électorat de Hanovre domine l'autre, de sorte que la nature n'a pas voulu, quoi qu'en dit M. de Münchhausen, que jamais général habile se servît de cette rivière dans le sens qu'il proposait. Son avis prévalut néanmoins, et tout ce qu'on put obtenir du roi d'Angleterre, fut qu'il consentît à faire repasser les troupes hanovriennes et hessoises en Allemagne.

Le défaut de concert entre le Roi, les Anglais, et les Hanovriens, le mettait dans le cas de prendre des mesures différentes de ce qu'il s'était proposé pour le duché de Clèves et la forteresse de Wésel : obligé d'abandonner cette place, il donna des ordres pour qu'on ruinât une partie des ouvrages; il fit transporter par mer à Magdebourg la nombreuse artillerie qui garnissait les remparts de la place; et la garnison eut ordre d'évacuer la ville et de se retirer à Bielefeld, pour se joindre au printemps à l'armée alliée, qui devait s'y assembler sous les ordres du duc de Cumberland.

Après la preuve que les ministres de Hanovre avaient donnée du crédit qu'ils avaient sur l'esprit du roi d'Angleterre, il était clair que pour aller à la source d'où partaient les résolutions, il fallait s'adresser à eux. On avait tout à craindre pour l'armée du duc de Cumberland, moins commandée par ce prince que par un tas de jurisconsultes qui n'avaient jamais vu de camp, ni lu de livre qui traitât de l'art militaire, mais qui se croyaient égaux aux Marlborough et aux Eugène. Les intérêts du Roi étaient trop liés avec ceux du roi d'Angleterre pour qu'il vît de sang-froid les mauvais partis qu'on allait prendre : se flattant de les prévenir, il envoya M. de Schmettau à Hanovre. Ce général fit à ces magistrats présomptueux et ignorants les représentations les plus énergiques, pour les faire renoncer au projet de campagne qu'ils avaient formé; il leur en démontra les défauts; il leur en prédit les conséquences; mais le tout en vain : s'il leur avait parlé arabe, ils l'auraient tout autant compris. Ces ministres, dont l'esprit était resserré dans une sphère étroite, ne savaient pas assez de dialectique pour suivre un raisonnement militaire; leur peu de lumières les rendait méfiants, et la crainte d'être trompés dans une matière qui leur était inconnue, augmentait l'opiniâtreté natu-

relle avec laquelle ils soutenaient leurs opinions : toutes ces causes firent que la mission de M. de Schmettau devint infructueuse.

Pour donner un échantillon de ces conférences, et pour se représenter à quels hommes M. de Schmettau avait affaire, le lecteur pourra en juger par ce trait : ce général s'informait des arrangements qu'ils avaient pris pour les vivres de l'armée. Oh! nous avons, lui dit M. de Münchhausen, quelques amas de farines, et nous avons commandé cent chariots de paysans pour transporter le pain aux troupes. Or, ce corps que les alliés rassemblaient passant les trente mille hommes, il lui fallait trois cents fourgons pour le pain et quatre cents chariots pour le transport des farines. Voilà sur quel pied étaient les arrangements que ces ministres ignorants et stupides prenaient à Hanovre, pour résister aux forces considérables avec lesquelles les Français se proposaient d'agir contre eux. Mais la raison secrète et véritable de leur indolence provenait d'une autre cause. Les Français, plus fins qu'eux, leur avaient persuadé fermement qu'ils ne voulaient que traverser leur pays; que leur projet de campagne n'était calculé que contre le roi de Prusse; qu'en un mot, ils voulaient assiéger Magdebourg, et que, pourvu que les Hanovriens se tinssent spectateurs tranquilles de cette scène, durant le cours des opérations de la campagne leur pays serait épargné, et leurs personnes en considération. Ces idées flatteuses s'étaient si fort accréditées dans les têtes absurdes de ces ministres, que, lorsque l'armée française approcha des frontières hanovriennes, ils envoyèrent des chasseurs du roi d'Angleterre à la rencontre pour lui servir de guides. Ces ministres furent la dupe de leur crédulité envers les Français, qui les punirent de la perfidie qu'ils voulaient commettre envers le roi de Prusse, comme on le verra dans le récit de la campagne prochaine.

Pendant toutes ces négociations qui agitaient l'Europe, le Roi était à Dresde, où la reine de Pologne lui donnait d'autres embarras. Cette princesse, en faisant complimenter tous les jours le Roi par son grand maître le comte de Questenberg,[a] en lui

[a] A dater de 1747, le grand maître de la reine de Pologne fut Robert-Florian baron de Wessenberg. Le faux nom de *Questenberg* se trouve aussi dans l'édition de 1788.

prodiguant des assurances d'amitié, entretenait des intelligences secrètes avec les généraux autrichiens, et les avertissait de toutes les choses qu'elle était à portée d'apprendre. Ces menées extraordinaires donnèrent lieu aux précautions que l'on prit pour découvrir cette correspondance. Comme on fouillait exactement aux portes tous les ballots, les marchandises et les paquets qui venaient de Bohême, on ouvrit un jour une caisse de boudins adressés à madame Ogilvie, grande maîtresse de la Reine, qui avait des terres aux environs de Leitmeritz; en examinant ces boudins on les trouva tous farcis de lettres. Cette découverte rendit la cour plus retenue dans ses correspondances. Cependant le même train continuait toujours, avec la différence qu'elle s'y prit avec plus de finesse. Ce n'était pas où se bornait la mauvaise volonté de la Reine; car elle envoyait des émissaires dans toutes les garnisons où le Roi formait ces régiments nouvellement levés des Saxons pris au Lilienstein; elle les faisait exciter à la sédition, aux révoltes et à la désertion. Elle en débaucha beaucoup, et fut cause qu'au commencement de la campagne des corps entiers se soulevèrent, et prirent la fuite chez les ennemis.

Le dessein du roi de Pologne et de ses alliés était de rétablir ces corps en Hongrie, pour les mettre sur le pied où ils étaient avant que les Prussiens les prissent: ils assemblèrent des soldats; mais manquant d'officiers, ils eurent recours à un moyen dont l'histoire ne fournit aucun exemple qu'il ait été pratiqué par les princes laïques : l'Impératrice-Reine et le Roi Très-Chrétien dispensèrent les officiers saxons de la parole d'honneur qu'ils avaient donnée aux Prussiens de ne plus servir contre eux, et beaucoup d'officiers furent assez lâches pour leur obéir. Dans des siècles d'ignorance on trouve des papes qui relevaient les peuples du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à leurs souverains; on trouve un cardinal Julien Césarini qui oblige un Ladislas, roi de Hongrie, à violer la paix qu'il avait jurée à Soliman.[a] Ce crime, qui autorisa le parjure, n'avait été que celui de quelques pontifes

[a] Ce fut au sultan Amurat II que le roi Ladislas jura sur l'Évangile de garder la paix qu'il venait de conclure avec lui; le serment fut prêté et la dispense accordée dans l'été de 1444. Voyez J. de Hammer, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, 2e édition, t. I, p. 350 et 353.

ambitieux et implacables, mais jamais celui des rois, chez lesquels on devrait retrouver la bonne foi, fût-elle perdue sur toute la terre.[a] Si j'insiste sur de pareils traits, c'est qu'ils caractérisent l'esprit d'animosité et l'acharnement opiniâtre qui régnaient dans cette guerre, et qui la distinguent de toutes les autres. Cependant la France et l'Autriche ne retirèrent pas de ces régiments saxons les services qu'ils en attendaient : ils en furent pour leur argent et pour leur dispense.

Dans cette effervescence générale, les troupes ennemies ne furent pas plus tranquilles dans leurs quartiers que les négociateurs ne l'étaient pour leurs intrigues. Les corps que le Roi avait en Lusace, furent les plus exposés aux entreprises que les ennemis formaient. Cette province fait du côté de Zittau une espèce de pointe qui s'enfonce en Bohême, et va toujours en se rétrécissant. Les Autrichiens environnèrent cette partie de la Saxe par de gros détachements qu'ils avaient à Friedland, à Gabel et à Rumbourg. Ces détachements, commandés par de jeunes officiers qui cherchaient avec ardeur les occasions de se distinguer, furent presque pendant tout l'hiver en campagne. Le prince de Löwenstein était à la tête de l'un, et M. de Lacy, fils du maréchal, qui avait servi avec distinction en Russie, menait l'autre. Ils entreprirent tantôt sur le poste d'Ostritz, tantôt sur celui de Hirschfeld ou de Marienthal : quoiqu'ils ne parvinssent point à surprendre les officiers prussiens qui défendaient ces postes, ils tuèrent toutefois du monde inutilement.[b] M. de Blumenthal, major au régiment Henri, perdit la vie dans une occasion pareille, et beaucoup de soldats, dont on aurait pu tirer de meilleurs services, y périrent. Le corps de M. de Lestwitz à Zittau, celui du prince de Bevern à Görlitz, furent fatigués par des alertes perpétuelles; ils étaient obligés d'envoyer des secours tantôt d'un côté, tantôt de l'autre :

[a] Dans le XVIII[e] chapitre de son *Antimachiavel*, Frédéric rappelle aussi ces belles paroles de Jean II, roi de France, qui les prononça à l'occasion du traité de Brétigny, en 1360.

[b] Le major Henri-George de Blumenthal, tué près d'Ostritz le 31 décembre 1756, était le fils aîné du ministre d'État.

Le 20 février 1757, le major Christophe-Samuel de Götze, commandeur du régiment du prince Henri, trouva la mort près de Hirschfeld, poste que le comte Maguire attaqua ce même jour, mais sans pouvoir le prendre.

l'inquiétude et l'activité des Autrichiens les tinrent continuellement sur pied et en action.

Mais les ennemis se fortifièrent dans ces environs des troupes de Flandre qui venaient joindre leur armée : à la longue la partie serait devenue inégale; et comme il fallait nécessairement des renforts aux Prussiens pour qu'ils se soutinssent en Lusace, le Roi y fit avancer la réserve qui jusqu'alors avait occupé en Poméranie la partie de cette province la plus voisine de la Prusse. Du commencement, la destination de ces troupes avait été de joindre le maréchal de Lehwaldt, pour le mettre plus en état de résister à l'armée des Russes; alors, le besoin le plus pressant l'emporta sur celui qu'on ne voyait que dans l'éloignement : il fallait considérer qu'en partageant avec trop d'égalité l'armée en trois corps, aucun des trois ne serait assez en force pour frapper un coup vigoureux et décisif; au lieu qu'en rassemblant une grosse masse en Saxe, on pouvait espérer de remporter dès le commencement de la campagne un avantage assez considérable sur les Impériaux pour que leurs alliés en fussent étourdis, et que même quelques-uns d'eux se désistassent des desseins de guerre et de conquête qu'enfantait leur ambition.

Les régiments prussiens qui venaient de la Poméranie arrivèrent vers le milieu de mars à Görlitz; on les employa à fortifier les postes qui n'étaient pas assez pourvus de troupes, et depuis qu'ils furent en Lusace, les ennemis se tinrent tranquilles.

Vers ce temps-là le Roi fit un tour en Silésie,[a] pour s'aboucher avec le maréchal de Schwerin; ils se virent à Haynau. On y arrêta le projet pour la campagne prochaine, et l'on prit les mesures les plus justes pour en dérober la connaissance à l'armée même; après quoi le Roi retourna en Saxe, et tout s'y prépara, tant en Saxe qu'en Silésie, pour exécuter ces desseins aussitôt que les arrangements pour les subsistances et la saison pourraient le permettre.

[a] Le Roi alla de Dresde à Bautzen le 28 janvier 1757, le 29 à Görlitz, et de là en Silésie. Le 3 février il était déjà de retour à Dresde.

CHAPITRE VI.

Campagne de 1757.

Les troupes prussiennes entrèrent en cantonnement sur la fin de mars; elles étaient partagées en quatre corps différents : le prince Maurice commandait aux environs de Zwickau; le Roi avec le gros de l'armée se tenait entre Dresde, Pirna, Gieshübel et Dippoldiswalda; le prince de Bevern avait rassemblé aux environs de Zittau le corps qui avait hiverné en Lusace; et le maréchal de Schwerin s'était avancé avec son armée sur les frontières de la Bohême entre Glatz, Friedland et Landeshut. Le projet de campagne qu'on avait formé, consistait en ce que ces quatre corps devaient à la fois pénétrer en Bohême et arriver par différentes directions à Prague, qui leur servirait de point de ralliement. On pouvait se promettre que ce grand mouvement jetterait une confusion étonnante dans les différents corps des ennemis répandus dans leurs quartiers; on pouvait espérer d'en surprendre quelques-uns, et d'avoir occasion d'engager des affaires particulières avec les autres, qui en en faisant périr une partie en détail, donnerait un ascendant et une supériorité aux Prussiens pour le reste de la campagne; ce qui pouvait mener à une action décisive, dont le succès fixerait le sort de cette guerre. Rien n'était plus important que de cacher ce projet : il ne pouvait réussir qu'en en dérobant la connaissance et le soupçon même aux ennemis et à la cour de Avril.

Saxe, qui trahissait les Prussiens, et à l'armée, pour que l'imprudence ne le divulguât pas.

Afin d'en imposer également à tout le monde, on fit fortifier et palissader la ville de Dresde, pour la mettre en état de défense. Le Roi choisit en même temps un nombre de camps forts à l'entour de Dresde, comme s'il se préparait à faire une guerre défensive : ces camps furent marqués à Cotta, Maxen, Possendorf, au Windberg et à Mohorn. Les chasseurs saxons qu'on y employa, n'eurent rien de plus pressé que d'en avertir la cour, et la reine de Pologne ne manqua pas aussitôt d'en informer les généraux autrichiens. On ne s'en tint pas uniquement à ces fausses démonstrations, et pour endormir davantage les généraux ennemis, on fit quelques faibles incursions en Bohême, comme pour se venger par là des partis que les ennemis avaient, l'hiver, conduits en Lusace pour inquiéter les Prussiens. Dans cette intention, le prince Maurice fit une course vers Éger; le maréchal Keith entreprit à Schluckenau contre un détachement autrichien, qui ne l'attendit pas; le prince de Bevern surprit à Böhmisch-Friedland quatre cents fantassins et pandours, qui se rendirent prisonniers. Toutes ces petites entreprises entretinrent les Impériaux dans leur sécurité; ils se persuadèrent que le Roi se bornait à leur donner de petites alarmes, et ils ne le soupçonnèrent pas de plus grands desseins.

Les différents corps de l'armée prussienne se mirent en mouvement, les uns le 20, les autres le 21 d'avril. Le prince Maurice pénétra en Bohême par le Basberg, d'où il s'avança sur Kom-
21. motau. Le Roi se campa à Nollendorf; il poussa son avant-garde à Karbitz, d'où M. de Zastrow fut détaché avec sa brigade, pour occuper Aussig, et chasser les Autrichiens du château de Tetschen. Le lendemain l'armée se rendit à Linay, où le prince Maurice, qui venait de Brix, la joignit. Tous les quartiers autrichiens se replièrent en delà de l'Éger à l'approche des Prussiens; le château de Tetschen ne se rendit que le 27; M. de Zastrow[a] eut le malheur d'y être tué.

24. L'armée passa ensuite le Paschkopole, et traversant les plaines

[a] Bernard-Asmus de Zastrow, général-major et chef du régiment d'infanterie n° 20, fut tué le 25 avril 1757.

de Lowositz, elle vint se camper à Trebnitz. On occupa le Hasenberg, et la droite s'appuya au Paschkopole. Cette position se trouva vis-à-vis de celle que le maréchal Browne venait de prendre à Budin : on savait que ce maréchal y attendait le lendemain une division de ses troupes, qui avait hiverné dans les cercles de Saatz et d'Éger; on voulut tenter de prévenir cette jonction; on voulut même essayer si l'on ne pourrait pas combattre ce corps avant qu'il fût à portée du camp de Budin. Pour cet effet, il fut résolu que la nuit même l'armée passerait l'Éger à un mille et demi au-dessus du camp de M. de Browne; et si l'occasion ne se présentait pas de battre cette division qui était en chemin, du moins résulterait-il de cette manœuvre qu'en tournant la position de M. de Browne on l'obligerait à l'abandonner. On établit en conséquence deux ponts à Koschtitz; ils ne furent achevés que le lendemain matin, que les troupes passèrent l'Éger. Les hussards qu'on envoya aussitôt à la découverte, rencontrèrent près de Penich[a] la division qui devait joindre M. de Browne. Cette division, étant informée du passage des Prussiens, se replia sur Welwarn, sans qu'il fût possible de l'entamer, parce que la moitié de l'armée avait à peine passé la rivière. Le maréchal Browne ne tarda pas à s'apercevoir que son poste était tourné : il comprit qu'il ne pouvait se joindre avec les troupes qui lui venaient qu'en se retirant à Welwarn, et il se mit aussitôt en marche pour y arriver; les hussards prussiens harcelèrent son arrière-garde, et lui prirent quelques prisonniers.

L'armée du Roi se campa à Budin, et employa le lendemain 28.
à réparer les ponts de l'Éger, pour assurer la communication de la Saxe; les magasins importants que les ennemis avaient à Martinowes, à Budin et à Charwatetz, tombèrent entre les mains des Prussiens; ce qui facilita considérablement la subsistance des troupes. De Budin l'armée s'avança sur Welwarn, que l'ennemi

[a] La relation officielle de l'expédition des armées royales, publiée dans les deux gazettes de Berlin du 14 mai 1757, n° 58, porte *Penitz*, nom que les éditeurs de 1788 ont reproduit. Nous n'avons pu le trouver, non plus que celui de Penich, ni sur les cartes ni dans les topographies de la Bohême. Peut-être faut-il lire *Peruc* ou *Perutz*.

30. venait d'abandonner, et l'on poussa jusqu'à Tuchomierzitz une avant-garde composée de quarante escadrons et de tous les grenadiers de l'armée; le Roi, qui s'y trouvait, vit l'armée de M. de Browne, qui était encore en marche; derrière ces colonnes qui défilaient, suivait une arrière-garde dont la contenance mal assurée fit naître l'envie de l'attaquer : M. de Zieten donna dessus, et fit trois cents prisonniers. Les ennemis, du commencement,
Mai. s'étaient postés au Weissenberg; ils l'abandonnèrent le 2 de mai; l'avant-garde prussienne s'en saisit, et elle vit l'ennemi qui passait la ville de Prague, et prenait un camp à l'autre bord de la Moldau. L'armée du Roi occupa le même jour tous les environs de la ville, dont elle formait une espèce de circonvallation : sa droite s'appuyait à la haute Moldau, d'où le camp allait, en embrassant Saint-Roch, le couvent de la Victoire et Weleslawin, s'appuyer à Podbaba à la basse Moldau.

Durant cette marche de l'armée du Roi, le prince de Bevern avait poussé de son côté les opérations avec vigueur; il était entré le 20 d'avril en Bohême, en s'avançant par Krottau et Kratzau sur Machendorf; sa cavalerie battit en marche un détachement autrichien qui s'avançait pour faire une reconnaissance. L'ennemi avait pris à Reichenberg une position avantageuse; le comte de Königsegg commandait ce corps, dont on évaluait la force à vingt-huit mille combattants. Ce fut le 21 d'avril que le prince de Bevern se mit en mouvement pour l'attaquer : il s'avança sur deux colonnes, prenant le chemin de Habendorf, vers l'armée ennemie; il fallait passer une chaussée pour y arriver. Ce défilé, que les ennemis ne pouvaient défendre avec la mousqueterie, n'arrêta guère les Prussiens. Au delà de ce passage se trouvait le corps de M. de Königsegg, auquel il avait donné la forme d'un cercle concave. La cavalerie autrichienne occupait le centre de ce cercle, et se trouvait rangée en trois lignes sur une petite plaine, enchâssée entre les deux ailes d'infanterie qui allaient en avançant, le dos appuyé à d'épaisses forêts, ayant en quelques endroits des abatis devant elle, et des redoutes garnies d'artillerie, dont le feu protégeait la cavalerie. La droite du prince de Bevern attaqua la gauche de l'ennemi; quinze escadrons prussiens chargèrent en même temps cette cavalerie impériale dans la plaine, et la mirent

en déroute. Le prince de Würtemberg[a] y fit des prodiges de valeur. Alors M. de Lestwitz attaqua la droite de l'ennemi et les redoutes qui couvraient Reichenberg, et quoiqu'il traversât différents défilés avant que d'y arriver, néanmoins le régiment de Darmstadt[b] força ces redoutes, et obligea l'ennemi à prendre la fuite; on le poursuivit de hauteur en hauteur jusqu'à Röchlitz et à Dörfel; la difficulté de ce terrain montueux, et l'impossibilité qu'il y a que des troupes qui veulent demeurer en ordre, puissent atteindre un ennemi qui fuit à la débandade, empêchèrent le prince de Bevern de ruiner entièrement ce corps. Les Autrichiens perdirent environ dix-huit cents hommes à cette action, dont huit cents furent pris par le prince de Bevern. La perte des Prussiens ne passa pas trois cents hommes, parce que l'ennemi ne leur avait pas opposé une résistance opiniâtre. Le prince de Bevern suivit à Liebenau M. de Königsegg, où un défilé impraticable, derrière lequel ce général avait formé son monde, l'empêcha de tenter de nouvelles entreprises.

De ce côté, les Prussiens n'auraient pu pénétrer plus avant en Bohême, si le maréchal de Schwerin en survenant ne les eût secondés à propos. L'armée de Silésie fut la première qui entra en Bohême, le 18 d'avril; elle déboucha dans ce royaume par cinq différents chemins : une de ces colonnes qui se dirigeait sur Schatzlar, pensa y surprendre les princes de Saxe, qui s'y trouvaient; celle qui prenait la route de Golden Oelse, rencontra trois cents pandours qui d'un rocher escarpé défendaient le passage aux Prussiens : M. de Winterfeldt trouva le moyen de faire gravir sur ces rocs quelques troupes qui prirent ces pandours à revers et les passèrent au fil de l'épée; les trois autres colonnes, qui débouchèrent par le comté de Glatz, n'ayant point rencontré

[a] Frédéric-Eugène duc de Würtemberg-Stuttgart naquit en 1732; il devint général-major le 17 octobre 1756, lieutenant-général le 4 décembre 1757, et quitta l'armée le 18 mai 1769. Le 6 mai 1795, il reçut le titre de feld-maréchal de l'armée prussienne. Il mourut en 1797.

[b] C'est le régiment d'infanterie n° 12, dont le lieutenant-général Louis prince héréditaire de Hesse-Darmstadt était le chef. Les mots *commandé par le colonel de Hertzberg,* ajoutés ici par les éditeurs de 1788, n'existent pas dans le manuscrit, quoiqu'il soit constaté que ce colonel commandait le régiment dans cette action.

d'ennemis sur leur chemin, joignirent toutes le maréchal de Schwerin à Königinhof. Ce maréchal, ayant des nouvelles de ce qui s'était passé du côté du prince de Bevern, se porta à dos de M. de Königsegg, qu'il pensa surprendre dans son camp de Liebenau; les Autrichiens décampèrent en hâte, et voulurent diriger leur marche sur Jung-Bunzlau; M. de Schwerin les y prévint encore, et il s'empara en même temps du magasin considérable que les ennemis avaient formé à Kosmanos. Ce fut à cet endroit que le corps de la Lusace joignit l'armée de la Silésie.

Cependant M. de Königsegg s'avançait à grandes journées vers Prague; le maréchal le suivit à Bénatek, d'où il détacha, pour talonner l'ennemi de plus près, M. de Wartenberg, qui défit près d'Alt-Bunzlau l'arrière-garde autrichienne, forte de quinze cents hommes, dont le plus grand nombre fut tué ou pris. Ce brave général, un des meilleurs officiers de cavalerie de l'armée, y perdit la vie,[a] et fut universellement regretté. M. de Fouqué marcha sur cela avec l'avant-garde du maréchal à Bunzlau, et il s'y arrêta jusqu'au 4 de mai, pour rétablir les ponts de l'Elbe, que l'ennemi avait rompus pour assurer sa retraite. Le même jour, le maréchal fit passer la rivière à son armée, et se campa à un mille et demi de Prague.

Mai.

Une partie des troupes que M. de Piccolomini avait commandées l'année précédente, n'était pas encore assemblée; le maréchal Daun en avait reçu le commandement après la mort du premier. Sur le bruit de ces différentes invasions des Prussiens, ce maréchal reçut ordre de rassembler son armée, et de la mener droit à Prague; M. de Browne l'attendait avec d'autant plus d'impatience, qu'il voyait que toutes les forces des Prussiens allaient incessamment fondre sur lui. Le Roi était instruit de la marche du maréchal Daun; son armée ne pouvait rien entreprendre contre M. de Browne, qui était couvert par la Moldau et par la ville de Prague; d'ailleurs les choses en étaient venues au point que le sort des deux armées devait nécessairement se décider par une bataille; et puisqu'on ne pouvait l'engager qu'à l'autre rive de la Moldau, le Roi résolut d'attaquer M. de Browne avant sa jonction

[a] Le 2 mai. Hartwig-Charles de Wartenberg était général-major et chef du régiment de hussards n° 3 de la *Stammliste* de 1806. Voyez t. III, p. 103.

avec M. Daun. Pour cet effet, on construisit un pont sur la Moldau près de Seltz, et le Roi le passa à la tête d'un détachement de vingt bataillons et de quarante escadrons; c'était le 5 de mai. Ce prince eut le temps de reconnaître la position des ennemis : il trouva le front de M. de Browne d'un trop difficile abord pour l'attaquer, et il s'aperçut qu'en tournant la droite des ennemis, le terrain présentait un aspect plus avantageux pour un engagement.

Le lendemain, de grand matin, les deux armées prussiennes se joignirent à la portée du canon des ennemis, et l'on résolut de les attaquer tout de suite. La gauche des Autrichiens s'appuyait sur la montagne de Ziska, et se trouvait protégée par les ouvrages de Prague; un ravin de plus de cent pieds de profondeur couvrait son front; la droite se terminait sur une hauteur au pied de laquelle se trouve le village de Sterboholy. Pour rendre plus égal le combat qu'on méditait, il fallait contraindre M. de Browne d'abandonner une partie de ces montagnes et de longer dans la plaine. A cette fin, le Roi changea son ordre de bataille : l'armée avait défilé en colonnes rompues; on la mit sur deux lignes, et on la fit marcher par la gauche, en prenant le chemin de Potschernitz. Dès que M. de Browne s'aperçut de ce mouvement, il prit sa réserve de grenadiers, sa cavalerie de la gauche et sa seconde ligne d'infanterie, avec lesquelles il côtoya les Prussiens, en tenant une ligne parallèle; c'était précisément ce qu'on voulait. L'armée du Roi poussa à Piechowitz par des défilés et des marais qui séparèrent un peu les troupes; la cavalerie prussienne fila au travers de ce village, où elle trouva une plaine bornée par un étang, qui lui présentait précisément la distance qu'il lui fallait pour se former, et, emboîtée entre ce village et cet étang, ses flancs se trouvaient à l'abri d'insulte; elle attaqua vigoureusement la cavalerie autrichienne; après trois charges consécutives, elle l'enfonça et la mit entièrement en déroute. A peine dix bataillons de la gauche étaient formés, avant que la seconde ligne pût les joindre, qu'ils attaquèrent l'ennemi avec plus de précipitation et de courage que de prudence; ils essuyèrent un feu d'artillerie prodigieux, et furent repoussés, mais certainement pas avec honte; car les plus braves officiers et la moitié des bataillons étaient couchés sur le carreau. Le maréchal de Schwerin, qui malgré

6 mai.

son grand âge conservait encore tout le feu de sa jeunesse, voyant avec indignation des Prussiens repoussés, se mit à la tête de son régiment, et prenant un drapeau à la main, il le conduisit à la charge et y fit des efforts de valeur extraordinaires; mais comme il n'y avait point encore de troupes pour le soutenir, il y succomba et y fut tué, en terminant une vie glorieuse par une mort qui y ajoutait un nouveau lustre. La seconde ligne arriva dans ces entrefaites; le Roi attira encore à lui le prince Ferdinand de Brunswic avec quelques régiments, et le combat se redressa d'autant plus facilement, que M. de Treskow[a] avec sa brigade, qui était tant soit peu plus à droite, avait percé la ligne des ennemis. Le Roi fit alors avancer les régiments de Charles[b] et de Jeune-Brunswic;[c] il joignit M. de Treskow, et avec ce corps il poussa l'infanterie autrichienne au delà de ses tentes, qu'elle n'avait pas eu le temps d'abattre. Dès ce moment, la déroute devint générale à la droite des ennemis; on demanda de la cavalerie, pour profiter de ce désordre; le malheur voulut que les hussards et les dragons tombèrent sur du bagage ennemi qui s'enfuyait, et ils arrivèrent trop tard pour donner dans l'infanterie, qui sans cet accident aurait toute été prise ou passée au fil de l'épée. Cela n'empêcha pas que le Roi ne poursuivît vivement l'ennemi. On envoya M. de Puttkammer[d] avec des hussards vers la Sasawa, où s'était sauvée une partie des fuyards, et avec le gros des troupes on s'avança vers le Wyssehrad, de sorte que la gauche des Autrichiens était entièrement coupée de sa droite.

La droite de l'armée du Roi n'était point destinée à combattre, à cause de ce profond ravin dont nous avons parlé, qui était devant elle, et du désavantage que le terrain lui donnait;

[a] Joachim-Chrétien de Treskow fut nommé lieutenant-général et chevalier de l'ordre de l'Aigle noir, en récompense de la valeur qu'il avait montrée à la bataille de Prague.

[b] C'est le régiment d'infanterie n° 19. Voyez t. II, p. 76.

[c] Il s'agit ici du régiment d'infanterie n° 39, dont les chefs, depuis sa formation en 1740, furent les princes Ferdinand, Albert et François de Brunswic. Après la mort de ce dernier, la charge de chef du régiment *Jung-Braunschweig* resta vacante depuis la bataille de Hochkirch jusqu'en 1763, époque où le prince Guillaume de Brunswic en fut revêtu. Le régiment d'infanterie du prince Ferdinand, n° 5, s'appelait *Alt-Braunschweig*.

[d] George-Louis de Puttkammer, colonel, chef du régiment de hussards n° 4

elle fut cependant engagée par l'imprudence de M. de Manstein, qu'un courage trop bouillant emportait quelquefois. Cette valeur fougueuse, qui s'embrasait à la vue de l'ennemi, le fit avancer sans qu'il en eût reçu l'ordre; il attaqua l'ennemi tout de suite. Le prince Henri et le prince de Bevern, qui, en désapprouvant sa conduite, ne voulurent cependant pas l'abandonner, furent forcés de le soutenir; l'infanterie prussienne gravit sur des rochers escarpés, défendus par toute la gauche des Autrichiens et par une nombreuse artillerie. Le prince Ferdinand de Brunswic, s'apercevant que le combat s'engageait de ce côté-là, et devenant d'ailleurs inutile à la gauche, où il n'y avait plus d'ennemis vis-à-vis de lui, prit les Autrichiens en flanc et à dos: ce secours seconda si à propos les efforts du prince Henri, qu'il s'empara de trois batteries des ennemis, et qu'il les poursuivit de montagne en montagne. Les vaincus, qui se virent coupés de la Sasawa par le corps avec lequel le Roi leur était à dos au village de Saint-Michel,[a] ne virent d'autre salut pour eux que de se jeter dans la ville de Prague: ils tentèrent de se sauver du côté du Wyssehrad, où la cavalerie du Roi les repoussa à trois reprises; ils essayèrent encore de se sauver du côté de Königssaal, mais cela leur était interdit par le maréchal de Keith, dont l'armée occupait toutes les hauteurs au pied desquelles ils devaient passer. On savait à la vérité que des fuyards de l'armée impériale s'étaient jetés dans Prague; toutefois on en ignorait le nombre, de sorte que l'on se contenta d'investir la ville et de la bloquer le mieux que put le permettre l'obscurité et l'espèce de confusion qui suit les victoires.

Cette bataille, qui s'engagea vers les neuf heures du matin, dura, y compris la poursuite, jusqu'à huit heures du soir. Ce fut une des plus meurtrières de ce siècle: les ennemis y perdirent vingt-quatre mille hommes, dont trente officiers et cinq mille hommes furent faits prisonniers; on leur prit d'ailleurs onze étendards et soixante pièces de canon; la perte des Prussiens monta à dix-huit mille combattants, sans compter le maréchal de Schwerin, qui seul valait au delà de dix mille hommes. Sa mort flétrissait les lauriers de la victoire, qui avait été achetée par un sang trop précieux. Ce jour vit périr les colonnes de l'infanterie

[a] Au village de Michle ou Michele.

prussienne : MM. de Fouqué et de Winterfeldt furent dangereusement blessés; là périrent M. de Hautcharmoy, M. de Goltz, le prince de Holstein, M. de Manstein d'Anhalt [a] et nombre de vaillants officiers et de vieux soldats, qu'une guerre sanglante et cruelle ne donna pas le temps de remplacer.

Le lendemain, le Roi envoya M. de Krockow à Prague, pour sommer la ville de se rendre; ce général fut bien étonné d'y trouver le prince Charles de Lorraine, et d'apprendre avec certitude que quarante mille Autrichiens, sauvés de la bataille, étaient enfermés dans ses murailles. Cette nouvelle obligea le Roi à prendre des mesures différentes; il s'empara de la montagne de Ziska, où se campa la droite de l'armée, d'où le front, allant en occupant toutes les vignes qui versent vers Prague, allait par Saint-Michel aboutir à Podoly à la Moldau. On y construisit un pont, pour avoir la communication assurée de ce côté-là avec le maréchal Keith, et on en fit un de même à Branik sur la basse Moldau.

La ville de Prague ne saurait être considérée comme une place de guerre; située dans un fond, elle est entourée par des vignes et des rochers qui la dominent également de tous les côtés; ses fossés sont secs, ses ouvrages revêtus d'une maçonnerie légère, les parapets en beaucoup d'endroits trop minces, les courtines trop longues; tous ces ouvrages avaient été si fort négligés pendant la paix, qu'en différents endroits ils étaient insultables; mais la garnison ne l'était pas : pour l'attaquer en forme, il fallait une armée plus nombreuse que la prussienne, surtout après les détachements qu'on avait été obligé de faire, et dont nous aurons lieu de parler incessamment. Ces raisons firent que le Roi se contenta de bloquer la ville, en essayant si l'on pourrait prendre la

[a] La bataille de Prague coûta la vie à cinq généraux, qui sont : le feld-maréchal comte de Schwerin et le général-major d'Amstel, qui restèrent sur la place; le lieutenant-général de Hautcharmoy, le général-major Emmanuel de Schöning et le général-major Chrétien-Frédéric de Blanckensee, qui furent blessés à mort.

Le baron Balthasar-Frédéric de Goltz était colonel et commandeur du régiment d'infanterie Fouqué.

Le duc Frédéric-Guillaume de Holstein-Beck était colonel au régiment d'infanterie du duc de Würtemberg, n° 46.

Le colonel George-Frédéric de Manstein avait le grade de commandeur du régiment d'infanterie du prince François d'Anhalt-Dessau, n° 3.

garnison par la famine. On se flatta de mettre le feu par un bombardement aux magasins d'abondance; on fit venir des mortiers et du canon; on établit trois grandes batteries, l'une à la montagne de Ziska, l'autre devant Saint-Michel, et la troisième du côté du maréchal Keith vers le Strahov; mais tout cela fut inutile : la ville avait des bastions casematés, où les vivres trouvèrent un abri contre tous les efforts de l'artillerie prussienne.

Pendant que ces arrangements se faisaient autour de Prague, le maréchal Daun s'était avancé avec son corps à Teutsch-Brod; d'abord le Roi lui opposa M. de Zieten, et peu de temps après le prince de Bevern, qui, se trouvant à la tête de vingt mille hommes, se porta premièrement à Kaurzim, puis à Kuttenberg, faisant toujours reculer devant lui le maréchal Daun, qui se retira jusqu'à Habr; mais chaque pas que l'Autrichien faisait en arrière, l'approchait de ses secours, et lui donnait le moyen d'attirer à lui les débris de la bataille de Prague, qui, s'étant sauvés au delà de la Sasawa, purent le rejoindre.

D'un autre côté, le Roi fit partir pour l'Empire le colonel Mayr[a] avec ses volontaires et environ cinq cents hussards, pour donner l'épouvante aux princes d'Allemagne, ralentir l'assemblée de l'armée des cercles, et en même temps pour alarmer les pédants de Ratisbonne, dont l'éloquence insultante violait toutes les règles de la bienséance. Mayr entra dans l'évêché de Bamberg; de là il s'étendit vers Nuremberg; il fit déserter de Ratisbonne ces députés arrogants qui se croyaient les juges des rois, et de là il pénétra dans le Haut-Palatinat. L'électeur de Bavière et beaucoup de princes, qui conçurent de l'inquiétude de cette irruption, députèrent vers le Roi pour traiter relativement à leurs intérêts; enfin tout l'Empire aurait abandonné le parti de l'Impératrice-Reine, si une des révolutions ordinaires de la guerre et de la fortune n'eût traversé la prospérité des Prussiens. Nous verrons, dans la continuation de cette guerre, combien de ces vicissitudes arrivèrent, et renversèrent tantôt les espérances des Prussiens, tantôt celles des Impériaux.

[a] Jean de Mayr, chef d'un bataillon franc, le premier que l'armée prussienne ait eu, devint général-major le 5 septembre 1758, et mourut à Plauen en Saxe, le 3 janvier 1759. Voyez t. II, p. 43, et ci-dessus, p. 95.

Cependant le blocus de Prague continuait; on bombardait la ville; mais les Autrichiens faisaient des sorties fréquentes. Un jour, ils voulurent attaquer les batteries du Strahov. Le prince Ferdinand de Prusse y accourut, et les rechassa jusqu'à leur chemin couvert avec une perte de douze cents hommes. Une autre fois, ils tentèrent une sortie du côté du Wyssehrad, avec si peu de précaution et de prévoyance, que prêtant le flanc à des batteries prussiennes placées vers Podoly, le canon les mit en une telle confusion, qu'ils rentrèrent dans Prague en pleine fuite. Une autre fois, le prince de Lorraine fit avec quatre mille hommes une sortie du Petit-Côté; ces troupes prirent une flèche défendue par cinquante soldats; bientôt M. de Retzow [a] les repoussa, et les poursuivit jusqu'aux portes de la ville. Les Prussiens eurent dans ce siége les ennemis et les éléments à combattre : un orage violent et des nuages qui crevèrent, gonflèrent subitement les eaux de la Moldau; leur impétuosité brisa le pont de Branik; le courant l'entraîna vers le pont de Prague; les ennemis en enlevèrent vingt-quatre pontons; vingt autres furent assez heureux pour leur échapper, et on les rattrapa à Podoly. Tant de bombes que les Prussiens avaient jetées dans Prague, avaient considérablement endommagé certains quartiers de la ville; le feu avait même consumé une boulangerie des ennemis; les déserteurs déposaient unanimement que les vivres commençaient à manquer, et qu'au lieu de viande de boucherie, la garnison se nourrissait de chair de cheval. Il était fâcheux qu'en pressant cette ville on ne pût rien gagner par la force ni par la ruse, et qu'il fallût tout attendre du bénéfice du temps; il n'y avait que la famine et le désespoir qui pût forcer le prince de Lorraine à se faire jour à travers les Prussiens l'épée à la main; car la façon dont ces quartiers étaient fortifiés, n'étant point attaquables, l'aurait obligé, après quelques efforts inutiles, à se rendre.

Le projet de prendre Prague avec l'armée qui la défendait, aurait cependant réussi, si l'on avait pu lui donner le temps de parvenir à sa maturité; mais il fallut s'opposer au maréchal

[a] Wolf-Frédéric de Retzow, général-major, fut nommé lieutenant-général le jour même de la victoire de Leuthen, en récompense de la conduite distinguée qu'il y avait tenue.

Daun, il fallut se battre, et l'on fut malheureux. Nous avons laissé le prince de Bevern campé à Kuttenberg, et le maréchal Daun à Habr; ce maréchal y fut joint par tout ce que la cour put tirer des garnisons des pays héréditaires et de troupes de la Hongrie, outre les fuyards de la bataille de Prague, qui fortifièrent son armée tellement, que de quatorze mille hommes qu'elle avait été au commencement de la campagne, elle se trouvait alors composée de soixante mille combattants. L'accroissement des forces de cette armée dérangeait toutes les combinaisons précédentes des projets du Roi : il fallait nécessairement renforcer le prince de Bevern, pour qu'il pût au moins se soutenir contre une armée du triple supérieure à la sienne; d'un autre côté, il était hasardeux d'affaiblir l'armée du siége, qui avait une vaste circonférence à défendre, et qui pouvait être attaquée d'un jour à l'autre par quarante mille hommes renfermés dans cette ville. On trouva cependant moyen, en économisant les postes, en fortifiant les uns, en resserrant les autres, de faire une épargne de dix bataillons et de vingt escadrons. Ce détachement pouvait s'éloigner, mais il ne devait pas être de durée, ou le blocus en aurait souffert. Pour que l'on prît Prague et l'armée qui la défendait, il était indispensable d'éloigner le maréchal Daun de cette contrée, parce que les troupes employées à en faire la circonvallation, quoique bien postées pour repousser des sorties, n'étaient que sur une ligne, et ne pouvaient défendre leur front et leur dos en même temps; parce qu'en se laissant resserrer autour de Prague, la subsistance aurait manqué aux Prussiens, dont la cavalerie était obligée de chercher le fourrage à quatre ou cinq milles du camp. Ces considérations importantes déterminèrent le Roi à se mettre en personne à la tête de ce détachement, pour joindre le prince de Bevern, et juger sur les lieux du parti qu'il serait le plus convenable de prendre. Juin.

Le Roi partit le 13 de Prague; M. de Treskow fut détaché en même temps, pour nettoyer les bords de la Sasawa, que les troupes légères du maréchal Daun commençaient d'infester. Le Roi poursuivit sa marche par Schwarz-Kosteletz à Malotitz, où il fut joint par M. de Treskow, qui avait pris une route à droite. L'intention du Roi était d'arriver à Kolin, pour se joindre au Juin.

prince de Bevern; il trouva devant lui un corps considérable, qui campait à Zasmuk; c'était M. de Nadasdy, qui avait pris cette position, par laquelle il coupait déjà en quelque manière le prince de Bevern de l'armée prussienne. Bientôt on découvrit de loin sur le chemin de Kolin deux colonnes qui prenaient la route de Kaurzim; on apprit par ceux qui furent les reconnaître, que c'était le prince de Bevern qui venait se joindre aux troupes du Roi. Le jour tombait; la nuit survint avant l'arrivée du prince, de sorte que l'on se contenta de faire camper les troupes aussi bien que l'obscurité voulut le permettre. On fut étonné du mouvement du prince de Bevern, auquel on ne s'attendait pas; il se fit à l'occasion de ce qui s'était passé la veille : il avait été attaqué le 13 à Kuttenberg par M. de Nadasdy, qu'il avait repoussé, en même temps que le maréchal Daun avait fait un mouvement sur son flanc qui l'obligea, pour ne point être tourné, de quitter sa position de Kuttenberg et de prendre celle de Kolin; là il reçut des avis que les Autrichiens, campés à Wisoka, se préparaient à l'attaquer le lendemain; pour n'en point courir le risque, il aima mieux aller au-devant du détachement prussien qu'il savait
16. en marche pour le renforcer. On voulut le lendemain reconnaître les chemins de Wisoka, pour juger de la disposition où se trouvaient les ennemis; cependant on ne put y réussir, à cause de l'épaisseur des forêts et du nombre des pandours qui les remplissaient. Le même jour, quatre mille Croates attaquèrent un convoi qui venait de Nimbourg à l'armée; il était escorté par deux cents fantassins aux ordres de M. de Billerbeck, major dans le régiment Henri : ce brave officier se défendit trois heures contre le nombre qui l'assaillait, jusqu'à l'arrivée du secours qui le dégagea, sans avoir perdu la moindre chose de son convoi, et l'on ne trouva à redire à son monde que sept blessés; ce qui est une perte peu considérable, en comparaison du corps dont il fut attaqué. D'aussi petits détails ne deviennent dignes de l'histoire qu'autant qu'ils peuvent servir d'exemple de ce que peuvent à la guerre la valeur et la fermeté, soutenues par une bonne disposition.

Le terrain où les Prussiens étaient campés, n'était pas assez avantageux pour qu'on pût y attendre l'ennemi avec sûreté : le

Roi voulait se porter avec l'armée à Swoyschitz, où l'on trouve
des environs susceptibles de défense; mais à peine l'armée se fut-
elle mise en marche pour prendre cette position, qu'on vit pa-
raître celle du maréchal Daun, qui se forma près de Swoyschitz
en une espèce de triangle, dont la gauche tirait vers Zasmuk et
la droite vers l'Elbe; le front vis-à-vis de Kaurzim et de Malotitz
était couvert par une prairie bourbeuse, à travers laquelle ser-
pentait un ruisseau marécageux. Ce mouvement des ennemis
produisit un changement nécessaire dans la disposition des Prus- 17.
siens : l'armée changea de direction; elle prit plus vers la gauche,
et s'approcha de Nimbourg; elle se campa ayant Planian vers la
gauche de son front, et à sa droite Kaurzim, où l'on jeta un ba-
taillon pour assurer le flanc de l'armée. On rencontra près de
Planian un corps d'Autrichiens, dont l'intention ne pouvait être
que de s'emparer du dépôt que les Prussiens avaient à Nimbourg;
on contraignit ce corps à se replier, et il prit position sur une
hauteur derrière Planian, où il demeura la nuit.

La situation du Roi devenait de jour en jour plus critique et plus embarrassante; sa position ne valait rien; son camp était étroit, acculé à des montagnes; son front se trouvait à la vérité inabordable par le marais et le ruisseau qui séparaient les deux armées; mais il n'en était pas de même de la droite, mal appuyée à Kaurzim, et que le maréchal Daun était maître de tourner dès qu'il le voudrait, en se portant de Zasmuk sur Malotitz : si les ennemis eussent fait ce mouvement, toute l'armée était prise en flanc et battue sans ressource. Il se présentait d'autre part une multitude d'objets à remplir, trop contraires pour qu'on les pût tous concilier ensemble, et il n'y en avait aucun à négliger sans que cela ne portât un préjudice considérable aux affaires : il fallait couvrir les magasins de Brandeis et de Nimbourg, d'où l'armée d'observation tirait son pain; il fallait protéger le blocus de Prague, en empêchant avec un corps faible une armée supérieure du double d'y détacher ou d'en approcher. Plus l'infériorité des Prussiens se découvrait aux ennemis, plus ils avaient à craindre à la longue d'essuyer quelque échec considérable : car en supposant même qu'ils eussent pu se soutenir dans le camp où ils étaient, il ne leur en était pas moins impossible d'empêcher le

maréchal Daun d'envoyer un gros détachement, qui, longeant les bords de la Sasawa, serait venu à dos des corps prussiens qui campaient entre Branik et Saint-Michel; et cette armée du siége, attaquée par derrière pendant que de la ville le prince de Lorraine aurait fait une sortie, se serait trouvée entre deux feux, et aurait par conséquent été totalement battue. Si le Roi, prenant un autre parti, eût trouvé convenable de se retirer à Kosteletz ou à Teutsch-Brod, il y trouvait des camps plus avantageux; mais les inconvénients dont nous venons de parler subsistaient également : car en s'approchant de l'Elbe on couvrait les magasins, en laissant le chemin libre vers Prague; et en tirant plus vers la Sasawa, on protégeait mieux le siége, et l'on découvrait les dépôts, dont la perte se serait promptement ensuivie, sans compter qu'en perdant du terrain où il y avait du fourrage, l'armée en se retirant se resserrait dans un pays mangé, où les vivres avaient été consumés d'avance. Il se présentait d'autres considérations plus fortes encore : le maréchal Daun commandait une armée de soixante mille hommes, que l'Impératrice-Reine avait rassemblée à grands frais; était-il à croire qu'on souffrît impunément à Vienne, ayant autant de troupes en Bohême, que les Prussiens fissent dans Prague le prince de Lorraine et quarante mille hommes prisonniers de guerre en présence de cette armée? On savait même que le maréchal Daun avait des ordres de tout risquer pour délivrer le prince de Lorraine. Ainsi il s'agissait proprement de se déterminer dans le choix, s'il valait mieux laisser aux ennemis la liberté d'attaquer les troupes prussiennes dans leur poste, ou s'il valait mieux les prévenir et les attaquer soi-même. Ajoutons à ces considérations que, depuis que le maréchal Daun se trouvait en force, il était impossible de prendre Prague sans gagner une seconde bataille, et qu'il aurait été honteux pour l'honneur des armes d'en lever le siége à l'approche de l'ennemi, vu que tout ce qui pouvait arriver de pis était d'abandonner cette entreprise, au cas que l'ennemi remportât la victoire. Outre tout ce que nous venons de dire, une raison plus importante encore obligeait d'en venir à une décision; c'est qu'en gagnant encore une bataille le Roi prenait sur les Impériaux une entière supériorité. Les princes de l'Empire, déjà incertains et

indécis, l'auraient conjuré de leur accorder la neutralité; les Français se seraient trouvés dérangés et peut-être arrêtés dans leurs opérations en Allemagne; les Suédois en seraient devenus plus pacifiques et plus circonspects; la cour de Pétersbourg même aurait fait des réflexions différentes, parce que le Roi se serait vu dans une situation à pouvoir envoyer sans risque des secours à son armée de Prusse, et même à celle du duc de Cumberland. Voilà quels furent les motifs importants qui engagèrent le Roi à attaquer le lendemain le maréchal Daun dans son poste.

On se mit en marche le 18 de grand matin. M. de Treskow avec l'avant-garde délogea d'abord ce corps des ennemis qui s'était campé la veille sur les hauteurs derrière Planian; ce début était nécessaire pour nettoyer le chemin de Kolin, sur lequel l'armée devait marcher en deux colonnes. Elle défila sur deux lignes par la gauche vis-à-vis celle des ennemis. Le maréchal Daun, qui découvrit le mouvement, changea aussitôt son front, et, marchant par sa droite, longea la croupe des montagnes qui vont vers Kolin. M. de Nadasdy s'était placé devant l'armée du Roi avec quatre à cinq mille hussards, qu'un corps de cavalerie poussait d'espace en espace; ce qui ralentit la marche des colonnes. On continua de presser ainsi ces troupes légères, jusqu'à ce qu'on eût gagné une éminence qu'il fallait occuper nécessairement pour attaquer l'ennemi.

Comme les troupes n'arrivèrent pas aussi promptement pour le bien des affaires qu'il aurait été à désirer, le Roi employa ce temps pour assembler les officiers généraux, et pour convenir avec eux de la disposition de la bataille. Une auberge se trouvait sur le chemin que tenaient les troupes, d'où l'on découvrait distinctement l'ordre dans lequel le maréchal Daun avait rangé ses troupes, et toutes les parties du terrain sur lequel il fallait agir. Ce fut dans ce lieu qu'on prit les mesures suivantes : il fut résolu d'attaquer la droite de l'ennemi, parce qu'elle était mal appuyée, et parce que c'était l'endroit le plus facile; le front des Autrichiens s'étendait sur des rochers âpres et escarpés, au pied desquels quelques villages semés dans la plaine étaient farcis de pandours; plus ils étaient inexpugnables dans cette partie, moins ils l'étaient à leur droite : l'endroit par lequel la gauche des Prussiens

devait attaquer, était une hauteur qu'ils occupaient déjà; de là se présentait un cimetière isolé, garni de Croates, et qu'il fallait emporter; ensuite, en tournant un peu plus à gauche on prenait l'armée du maréchal Daun à dos et en flanc. Pour soutenir cette attaque, il fallait la nourrir de toute l'infanterie prussienne qui se trouvait dans l'armée; par cette raison, le Roi se proposa de refuser entièrement sa droite aux ennemis, et il défendit sévèrement aux officiers qui la commandaient de dépasser le grand chemin de Kolin; cela était d'autant plus sensé, que la partie de l'armée autrichienne exposée vis-à-vis de cette droite occupait un terrain inabordable : si la position que le Roi avait prescrite à ses troupes avait été observée, il aurait été maître durant l'action de faire filer, selon le besoin, des bataillons, pour soutenir les brigades qui avaient la première attaque. Outre ce que nous venons de dire, M. de Zieten eut ordre de tenir tête à M. de Nadasdy avec quarante escadrons, pour qu'il ne troublât pas l'infanterie prussienne dans ses opérations; le reste de la cavalerie fut placé en réserve derrière les lignes.

Lorsque tout fut réglé, M. de Hülsen [a] partit à la tête de sept bataillons et de quatorze pièces d'artillerie, pour engager l'action; des vingt et un bataillons qui restaient, six formèrent la seconde ligne, et les quinze autres la première. Telle fut cette disposition, qui aurait rendu les Prussiens victorieux, si elle avait été suivie; mais voici ce qui arriva. M. de Zieten attaqua le corps de Nadasdy; il le mit dans une déroute générale et le poursuivit jusqu'à Kolin, de sorte qu'il fut séparé des Autrichiens, et que de cette journée-là il ne pouvait plus nuire aux entreprises du Roi. A une heure de l'après-midi, M. de Hülsen attaqua le cimetière et le village de la hauteur, où il ne rencontra pas grande résistance; il se rendit ensuite maître de deux batteries, chacune de douze pièces de canon.

Tout succédait aux vœux des Prussiens dans cette première attaque; mais voici les fautes qui causèrent la perte de la bataille. Le prince Maurice, qui conduisait la gauche de l'infanterie, au

[a] Jean-Didier de Hülsen, né dans la province de Prusse en 1693; en 1754, il devint général-major; en 1758, lieutenant-général et chevalier de l'Aigle noir; et le 23 août 1763, gouverneur de Berlin.

lieu de l'appuyer derrière ce village que M. de Hülsen venait d'emporter, la forma à mille pas de cette hauteur : cette ligne était en l'air;[a] le Roi s'en aperçut, et la mena près du pied de cette hauteur; en même temps on entendit un feu assez vif qui se faisait à la droite. Il fallut qu'il se dépêchât, et ne pouvant faire autrement, il remplit les vides qui se trouvaient dans sa ligne, par les bataillons de la seconde; il se rendit de là en hâte vers la droite, pour savoir de quoi il était question; il trouva que M. de Manstein, qui avait engagé sa brigade si mal à propos à la bataille de Prague, venait de retomber dans la même faute. M. de Manstein avait aperçu des pandours dans un village proche du chemin que la colonne tenait; la fantaisie le prend de les en déloger : il entre contre ses ordres dans le village, il en chasse l'ennemi, le poursuit, et se trouve sous le feu de mitraille des batteries autrichiennes; à son tour on l'attaque, et la droite de l'infanterie marche à son secours.

Lorsque le Roi arriva sur les lieux, l'affaire était si sérieusement engagée, qu'il n'y avait plus moyen de retirer les troupes sans être battu; bientôt la gauche entra également en jeu, ce que les généraux auraient pu cependant empêcher. Alors la bataille devint générale, et ce qu'il y avait de fâcheux, c'est que le Roi n'en pouvait être que spectateur, n'ayant pas un bataillon de reste dont il pût disposer. Le maréchal Daun profita en grand général des fautes des Prussiens : il fit filer derrière son front sa réserve, qui vint à son tour attaquer M. de Hülsen, jusqu'alors victorieux; il se soutint néanmoins, et si l'on avait pu lui fournir quatre bataillons frais, la bataille était gagnée; il repoussa encore cette réserve autrichienne; les dragons de Normann[b] donnèrent alors dans l'infanterie ennemie, la dispersèrent, et lui prirent cinq drapeaux; ils attaquèrent ensuite les carabiniers saxons, qu'ils chassèrent jusqu'à Kolin. Pendant ces entrefaites,

[a] Voyez, au sujet du reproche adressé au prince Maurice, (de Retzow) *Charakteristik der wichtigsten Ereignisse des siebenjährigen Krieges.* Berlin, 1802, t. I, p. 122 — 134.

Maurice prince d'Anhalt-Dessau, né le 31 octobre 1712, était depuis 1741 chef du régiment d'infanterie n° 22, et fut promu au grade de feld-maréchal sur le champ de bataille de Leuthen. Il mourut le 11 avril 1760. Voir t. III, p. 167.

[b] N° 1 de la *Stammliste* de 1806, aujourd'hui le second régiment de dragons.

l'infanterie prussienne du centre et de la droite avait gagné quelque terrain, sans cependant avoir emporté d'avantage considérable. Ces bataillons, qui tous avaient beaucoup souffert du canon et du feu des petites armes, étant fondus à moitié, faisaient entre eux des intervalles du triple plus spacieux qu'ils ne devaient l'être, et puisqu'il n'y avait ni seconde ligne ni réserve, il fallut y suppléer par des régiments de cuirassiers qu'on plaça à quelque distance derrière ces ouvertures. Le régiment de Prusse cavalerie [a] attaqua même un gros de l'infanterie ennemie, et l'aurait détruit, si une batterie chargée à mitraille n'eût pas été exécutée à propos contre lui; il rebroussa chemin en confusion, et renversa les régiments de Bevern et de Henri qui étaient derrière lui; l'ennemi s'aperçut de ce désordre; il lâcha aussitôt sa cavalerie, qui, profitant de ce moment, rendit le désordre général. Le Roi voulut faire charger des cuirassiers qui étaient à portée, et qui auraient pu réparer les choses en partie; il lui fut impossible de les mettre en mouvement : il eut recours à deux escadrons de Truchsess,[b] qui prirent la cavalerie ennemie en flanc, et la ramenèrent au pied de ses montagnes. Il n'y avait de cette ligne d'infanterie que le premier bataillon des gardes qui tint encore à la droite; il avait repoussé quatre bataillons d'infanterie et deux régiments de cavalerie qui avaient voulu l'entourer; mais un bataillon, quelque brave qu'il soit, ne saurait seul gagner une bataille. M. de Hülsen, avec son infanterie, et quelque cavalerie qu'on lui avait envoyée, maintenait encore son terrain, savoir, cet emplacement dont il avait chassé les Autrichiens au commencement de l'action; il y resta jusqu'au soir à neuf heures, qu'il fut obligé de se retirer, de même que l'armée. Le prince Maurice mena les troupes à Nimbourg, où il passa l'Elbe, sans qu'un seul hussard de l'ennemi le suivît.

Cette action coûta au Roi huit mille hommes de sa meilleure infanterie;[c] il y perdit seize pièces de canon, qui ne purent se

[a] C'est le régiment de cuirassiers n° 2. Voyez t. III, p. 138.

[b] Le troisième régiment de dragons de la *Stammliste* de 1806, qui est resté jusqu'aujourd'hui le troisième régiment. Voir t. II, p. 74.

[c] Chrétien-Sigefroi de Krosigk, général-major et commandeur en chef du régiment de cuirassiers n° 5, resta parmi les morts sur le champ de bataille.

transporter, les chevaux en ayant été tués. Après que le Roi eut donné ses ordres aux généraux pour la retraite des troupes, il accourut au plus pressé; il se rendit à son armée de Prague, où il ne put arriver que le lendemain au soir, et l'on fit les dispositions pour lever le blocus de la ville, que le funeste événement de Kolin ne permettait plus de continuer.

Ce qu'il y eut de singulier dans l'action que nous venons de rapporter, fut que déjà l'infanterie autrichienne commençait à se retirer, que la cavalerie devait en faire autant, lorsqu'un colonel d'Ayasassa[a] de son propre mouvement attaqua l'infanterie prussienne avec ses dragons, au moment que les cuirassiers de Prusse l'avaient mise en désordre, et que les succès firent révoquer les premiers ordres. Sans doute que le dérangement où se trouvaient les Autrichiens après une affaire aussi opiniâtre, les empêcha de poursuivre les Prussiens; cependant ils étaient victorieux. Sans doute que si le maréchal Daun avait eu plus de résolution et d'activité, son armée aurait pu arriver le 20 devant Prague, et les suites de la bataille de Kolin seraient devenues plus funestes pour les Prussiens que leur défaite même.

Le 20, de grand matin, les Prussiens levèrent le blocus de Prague. Le corps qui avait campé du côté de Saint-Michel, se retira au delà de l'Elbe par Alt-Bunzlau et Brandeis, pour se joindre à l'armée de Kolin, qui campait à Nimbourg. Le corps du maréchal Keith devait se replier sur Welwarn, pour couvrir les magasins de Leitmeritz et d'Aussig; des contre-temps s'en mêlèrent, les ponts ne furent pas relevés assez vite, on fut obligé d'attendre, et le maréchal Keith ne put quitter son camp qu'à onze heures. Les Prussiens de Saint-Michel étaient partis à trois heures du matin. Le prince de Lorraine, qui eut d'abord des avis de la bataille que le maréchal Daun venait de gagner, se prépara à faire une sortie sur les troupes du maréchal Keith prêtes à lever le piquet. Il sortit du Petit-Côté, et canonna vive-

[a] Ce n'est pas le colonel Ayasassa, mais le lieutenant-colonel de Benkendorf, commandeur d'un régiment de dragons saxons, qui attaqua de son propre mouvement l'infanterie prussienne. Voyez G. F. von Tempelhof, *Geschichte des siebenjährigen Krieges in Deutschland.* Berlin, 1783, in-4, t. I, p. 207 et 216, et (de Retzow) *Charakteristik der wichtigsten Ereignisse des siebenjährigen Krieges*, 1802, t. I, p. 138.

ment les deux colonnes prussiennes qui se retiraient par le couvent de la Victoire; les grenadiers de l'arrière-garde calmèrent l'impétuosité des ennemis, et le prince de Prusse prit une position à Russin, d'où il protégea la retraite des troupes. Les Prussiens ne perdirent que deux cents hommes de tués et de blessés dans cette affaire; le prince de Lorraine y gagna deux pièces de trois livres dont les chevaux furent tués, seul trophée qu'il remporta de son expédition.

Le corps avec lequel le Roi avait marché à Brandeis, prit le lendemain le camp de Lissa, où il se joignit avec les débris des troupes de Kolin. L'on supposait que le maréchal Daun agirait contre l'armée du Roi, et le prince de Lorraine contre celle du maréchal Keith, et l'on se trompa. Les Autrichiens perdirent beaucoup de temps à faire avancer leurs magasins; après huit jours, les deux armées autrichiennes se joignirent à Brandeis. Le prince de Prusse prit le commandement de l'armée de Lissa, avec laquelle il marcha à Jung-Bunzlau, et bientôt à Böhmisch-Leipa. Le Roi prit le chemin de Melnik, pour se joindre au maréchal Keith avec un renfort qu'il lui mena; il passa l'Elbe à Leitmeritz: pour ne pas perdre cependant la communication avec le prince de Prusse, il laissa le prince Henri avec un détachement à Trebotschan,[a] à la rive droite de l'Elbe. L'armée du Roi s'étendait dans la plaine entre Leitmeritz et Lowositz; quelques bataillons occupaient le Paschkopole et le défilé de Welmina; les gorges de
Juillet. la Saxe étaient gardées par de nouvelles levées. La ville de Leitmeritz avait servi de dépôt pour le siége de Prague; c'était le grand magasin et l'hôpital de l'armée: cette ville, située dans un fond, ne pouvait se défendre que par les camps qui occupaient les montagnes qui l'environnent; on travailla, du moment que les troupes y arrivèrent, à la déblayer des amas de malades, des munitions et de l'artillerie qu'on y gardait; quelque activité qu'on mît pour presser ces transports, on ne put les finir que le 20 de juillet.

Au commencement de ce mois, M. de Nadasdy s'était approché de l'armée; il se campa à Gastorf vis-à-vis du corps du prince Henri, et le Hongrois mit tout en œuvre pour interrompre

[a] Trzebautitz.

la communication que les Prussiens entretenaient entre le camp de Leitmeritz et celui de Leipa; en quoi il n'eut pas de peine à réussir, en répandant ses pandours dans les forêts et les défilés abondants qui se trouvent dans cette partie de la Bohême. A la rive gauche de l'Elbe, il ne parut qu'un petit corps autrichien commandé par le sieur Loudon. Ce partisan, à la tête de deux mille pandours, s'était niché au pied du Paschkopole, d'où il infestait les grands chemins, inquiétait les détachements, et faisait des coups peu considérables. Celui qui lui réussit le mieux devint funeste à M. de Manstein,[a] célèbre pour avoir engagé la bataille de Prague, et avoir causé la perte de celle de Kolin. Ce général se faisait transporter en Saxe, pour y chercher la guérison de ses blessures; il était escorté par deux cents hommes de nouvelles levées : Loudon l'attaque en chemin, l'escorte se met en désordre, Manstein sort de sa voiture, prend son épée, se défend en désespéré, et, refusant le quartier qu'on lui offre, se fait tuer sur la place.

La guerre se faisait avec plus de vigueur du côté du prince de Prusse. Après la jonction du prince de Lorraine et du maréchal Daun, ils quittèrent Brandeis, ils suivirent le prince de Prusse; ils se campèrent à Niemes, où ils tournaient son flanc gauche, et gagnaient sur les Prussiens une marche sur Gabel. Le général Puttkammer[b] défendait le château de cette ville, où le prince de Prusse l'avait envoyé avec quatre bataillons, pour faciliter les convois que son armée tirait de Zittau. Si le prince de Prusse eût pris le parti de marcher incontinent à Gabel, les Autrichiens n'auraient rien gagné par leur mouvement; mais le prince, qui n'en sentit pas d'abord les conséquences, demeura tranquille dans son camp, et laissa faire à l'ennemi ce qu'il lui plut. Le maréchal Daun fit partir un détachement de vingt mille hommes, qui attaqua M. de Puttkammer à Gabel; ce général, après une vigoureuse résistance et trois jours de tranchée ouverte, n'étant point secouru, fut obligé de se rendre prisonnier

[a] Le général-major de Manstein fut blessé grièvement près de Kolin. Il périt atteint d'une balle, le 27 juin 1757, près de Welmina. Voyez ci-dessus, p. 85, 119 et 129.

[b] Nicolas-Laurent de Puttkammer, général-major d'infanterie.

de guerre. Le prince de Prusse comprit l'importance de ce poste après l'avoir perdu : le droit chemin de son camp à Zittau passe par Gabel; ce chemin lui était interdit; celui qui lui restait passe par Rumbourg, et fait un détour de quelques milles; on ne peut y passer que sur une colonne. L'armée fut obligée de le prendre; elle y perdit du bagage, et des pontons qui se brisèrent dans des chemins étroits entre des rochers. Le prince arriva à Zittau en décrivant un arc, et le maréchal Daun par la corde. M. de Schmettau, qui commandait l'avant-garde des Prussiens, trouva en approchant de Zittau les Autrichiens établis sur l'Eckartsberg; c'est le poste le plus important de cette contrée; il domine sur la ville et commande aux environs. L'armée du prince de Prusse occupa une hauteur opposée au camp des ennemis, la ville de Zittau devant sa droite entre les deux armées; il étendit sa gauche sur la montagne de Hennersdorf. Le prince pouvait soutenir la ville, sans qu'il pût néanmoins empêcher les Impériaux de l'insulter. Le maréchal Daun, instigué par le prince Charles de Saxe, fit bombarder la ville. Zittau a des rues étroites, la plupart des toits sont en bardeaux : le feu y prit, ces bardeaux communiquèrent l'incendie aux différents quartiers de la ville à la fois, les maisons s'écroulèrent, les passages furent comblés par les débris. Le prince de Prusse se vit obligé d'en retirer la garnison; les troupes qui occupaient l'extrémité opposée, ne purent se faire des routes pour regagner l'armée, ne trouvant que des flammes et des ruines sur leur passage, de sorte que le colonel Dierická avec cent cinquante pionniers, et le colonel Kleist avec quatre-vingts soldats du margrave Henri, tombèrent entre les mains des ennemis. La ville de Zittau n'est en soi-même d'aucune conséquence : on ne fut sensible au malheur qui y arriva que par rapport à la perte du magasin considérable qui y fut brûlé. Après la perte de ce magasin, l'armée du prince de Prusse ne pouvait tirer sa subsistance et son pain que de Dresde; il aurait fallu transporter ce pain de douze milles, pour qu'il arrivât au camp. Il se rencontrait des difficultés insurmontables à ce transport, qui obligèrent le prince de se rapprocher de ses vivres; il décampa de Zittau sans être suivi par l'ennemi, et prit une position pour l'armée à l'entour de Bautzen.

Dès que le Roi fut informé de la perte de Gabel, il se proposa d'évacuer Leitmeritz, pour retourner en Saxe. La ville de Leitmeritz était vide; les munitions de guerre et de bouche étaient déjà arrivées à Dresde, et comme il n'y avait point de temps à perdre, le prince Henri passa l'Elbe; après qu'il eut rejoint le Roi, l'armée alla se camper entre Sulowitz et Lowositz. M. de Nadasdy, qui avait suivi l'arrière-garde de S. A. R., attaqua les grand'gardes du camp; on le reçut vertement; il fut repoussé avec perte, et repassa promptement l'Elbe. Les jours suivants, l'armée se replia sur Linay, de là sur Nollendorf et sur Pirna. Un détachement de deux cents hommes de nouvelles levées qui gardait le Schreckenstein, fut attaqué et pris par M. Loudon; les postes d'Aussig et de Tetschen furent évacués sans perte. Le Roi laissa le prince Maurice à Gieshübel; il lui donna quatorze bataillons et dix escadrons pour défendre cette gorge, et se mit en marche avec le reste de ses troupes pour joindre le prince de Prusse à Bautzen. Ce prince, qui était devenu malade, quitta l'armée, et ne fit depuis que languir. Le Roi s'avança d'abord avec un détachement de Bautzen au Weissenberg; il en délogea M. de Beck, qui se replia vers Bernstadt. Les arrangements qu'il Août.
fallut faire pour rétablir l'ordre dans les vivres et préparer de nouveaux caissons, arrêtèrent le Roi quinze jours.

Ce prince était pressé par les progrès des Français à sa droite et des Russes à sa gauche; il était obligé de détacher; ce qui lui inspira le dessein de marcher aux Autrichiens, et d'essayer si l'on pourrait s'en délivrer, avant que de s'affaiblir par des détachements. Il se mit en marche le 15 pour Bernstadt; le Roi menait la colonne de la gauche, le prince de Brunswic celle de la droite. Ils pensèrent entourer M. de Beck sur une montagne près de Sohland, et ce partisan ne se sauva qu'en perdant une partie de son monde. On apprit à Bernstadt qu'un détachement des ennemis s'assemblait à Ostritz; M. de Werner[a] y fut aussitôt envoyé; il manqua de peu M. de Nadasdy, dont il prit le bagage et les troupes qui l'escortaient. On trouva parmi ses papiers des lettres

[a] Le colonel Paul de Werner devint général-major le 17 septembre 1758, et lieutenant-général le 20 février 1761. De 1757 à 1785, il fut chef du régiment des hussards bruns, n° 6.

originales de la reine de Pologne, qui donnait des avis à ce général de tout ce qu'elle savait des Prussiens, et lui suppéditait quelques projets de surprise; le Roi envoya ces originaux à M. de Finck,[a] commandant de Dresde, pour les montrer à la Reine, afin qu'elle comprît qu'on était au fait de toutes ses manigances.

Le Roi détacha cinq bataillons de Bernstadt pour prendre
16. poste à Görlitz, et avec le gros de l'armée il marcha droit aux Autrichiens. Le maréchal Daun campait encore à l'Eckartsberg; il ne fit faire qu'un mouvement à ses troupes, pour qu'elles présentassent le front aux Prussiens. Ce poste était inattaquable: à la gauche, une montagne taillée en forme de bastion, hérissée de soixante pièces de douze livres, flanquait la moitié de son armée; devant son front s'étend dans un bas-fond le village de Wittgenau, au long duquel coule un ruisseau entre des rochers escarpés. Trois chemins se présentaient pour traverser ce village, qui menaient à l'ennemi, dont le plus large pouvait contenir une voiture. La droite du maréchal s'appuyait à la Neisse; au delà de cette rivière campait M. de Nadasdy, avec la réserve de l'armée, sur une hauteur d'où il pouvait, avec trente pièces de gros calibre, balayer tout le front de l'armée impériale. Les deux armées n'étaient séparées que par le fond de Wittgenau; toute
17. la journée se passa à se canonner réciproquement. Le lendemain, on fit passer la Neisse à Hirschfeld à un corps aux ordres de M. de Winterfeldt, pour reconnaître s'il n'y aurait pas moyen d'engager une affaire avec M. de Nadasdy; ce qui aurait engagé le maréchal Daun à le secourir, et aurait donné lieu à un combat général : mais la difficulté du terrain s'opposa encore à cette entreprise, et il fallut y renoncer. Ç'aurait été d'un grand avantage si, dans ces circonstances, le Roi avait pu engager une affaire décisive : il n'avait aucun temps à perdre; un gros de Français était à Erfurt; l'armée du duc de Cumberland était recognée à Stade; le duché de Magdebourg et la Vieille-Marche, exposés aux incursions des Français; une armée suédoise avait passé la Peene près d'Anclam; les troupes des cercles étaient en

[a] Le Roi nomma le colonel Frédéric-Auguste de Finck commandant de Dresde le 30 août 1757, et général-major le 10 novembre de la même année. Le 25 février 1759, cet officier fut promu au grade de lieutenant-général.

mouvement pour s'avancer en Saxe. Mais l'impossibilité de combattre dans ce terrain difficile et impraticable, et la nécessité de faire de prompts détachements, obligèrent le Roi à se retirer. 20.
L'infanterie se replia par ligne, sans que l'ennemi fît mine de s'en apercevoir.

L'armée marcha à Bernstadt, et se campa sur les hauteurs de Jauernick jusqu'à la Neisse; au delà de cette rivière, le corps de M. de Winterfeldt s'étendit jusqu'à Radmeritz. On envoya un détachement pour relever la brigade de Görlitz, avec laquelle M. de Grumbkow [a] eut ordre de se rendre en Silésie, pour nettoyer les frontières des partis ennemis qui y commettaient des désordres, et pour veiller en même temps à la sûreté de la forteresse de Schweidnitz. Le Roi remit le commandement de l'armée au prince de Bevern, en lui adjoignant M. de Winterfeldt, qui était proprement son homme de confiance; il leur recommanda surtout de couvrir avec soin les frontières de la Silésie; après quoi il partit avec dix-huit bataillons et trente escadrons, 25.
pour s'opposer aux entreprises des Français et des troupes de l'Empire. Pour ne point interrompre les faits de cette campagne, tous liés les uns aux autres, nous n'avons pas fait mention de la campagne de l'armée alliée, commandée par le duc de Cumberland; la connexion des choses exige que nous en fassions à présent une courte récapitulation.

Campagne du duc de Cumberland.

Dès le commencement d'avril, les Français occupèrent les villes de Clèves et de Wésel, où ils ne rencontrèrent aucune résistance. Le comte de Gisors s'empara de Cologne, dont les Français avaient dessein de faire leur place de guerre. M. d'Estrées, qui devait prendre le commandement de l'armée, y arriva les premiers jours du mois de mai; il s'avança le 26 et campa avec toutes ses troupes à Münster. Le duc de Cumberland rassembla les siennes à Bielefeld, d'où il avait poussé un détachement à Paderborn à l'approche de M. d'Estrées, dont l'armée se campa à Rhéda. Le duc se retira à Herford, sur quoi les Français envoyèrent un détachement en Hesse, qui, n'y trouvant aucune opposition, s'empara de tout le pays; Cassel même, la capitale du Landgraviat, se rendit après une faible résistance. Le duc

[a] Philippe-Guillaume de Grumbkow, général-major d'infanterie.

de Cumberland ne voulait tenir ferme que derrière le Wéser, selon le projet des ministres de Hanovre, qui regardaient le passage de cette rivière comme plus difficile que celui du Rhin; le prince la fit passer à ses troupes sur les ponts qu'il avait fait préparer dans les villages de Rehme et de Vlotho; il donna en même temps des ordres pour qu'on travaillât à fortifier les villes de Münden et de Hameln : c'était y penser bien tard.

Juillet. Les Français de leur côté se portèrent sur Corbie; un de leurs détachements, ayant passé le Wéser, donna lieu au duc de changer sa position, et il se campa, la droite à Hameln, la gauche à Afferde. Le duc d'Orléans fit en même temps établir des ponts à Münden pour y passer le Wéser. Le duc de Cumberland, qui s'attendait à être attaqué dans peu, rappela à lui tous ses détachements, et les rassembla à Hastenbeck, dont on lui avait dépeint la position comme étant admirable. La droite de son armée s'y trouvait bien appuyée, au centre les troupes se repliaient en forme de coude, devant elles se trouvait un bois, et dans ce bois un ravin assez considérable. L'armée française s'approcha de celle des alliés; le 25 se passa en reconnaissances de la part de M. d'Estrées, et en canonnades de la part du duc de Cumberland.

26. Le lendemain, les Français attaquèrent sa gauche en se glissant par ce ravin au fond du bois; ils emportèrent la batterie du centre des alliés. Le prince héréditaire de Brunswic[a] la reprit l'épée à la main, et fit connaître par ce coup d'essai que la nature le destinait à devenir un héros. En même temps, un colonel hanovrien, nommé Breitenbach, se détache de lui-même, rassemble les premiers bataillons qu'il rencontre, entre dans le bois, prend les Français à dos, les chasse; il leur prend leurs canons et leurs drapeaux : tout le monde croit la bataille gagnée par les alliés; M. d'Estrées, qui voit ses troupes en déroute, ordonne la retraite; le duc d'Orléans s'y oppose; enfin, au grand étonnement de toute l'armée française, on apprend que le duc de Cum-

[a] Charles-Guillaume-Ferdinand, né le 9 octobre 1735; après la mort de son père, arrivée en 1780, il devint duc régnant de Brunswic-Wolfenbüttel, et mourut à Ottensen près d'Altona, le 10 novembre 1806. Il entra dans l'armée prussienne le 11 janvier 1773 en qualité de général de l'infanterie, et fut nommé feld-maréchal le 1er janvier 1787.

berland est en pleine marche, et qu'il se replie sur Hameln. Le Prince héréditaire fut obligé d'abandonner cette batterie qu'il avait reprise avec tant de gloire, et cette retraite se fit avec tant de précipitation, qu'on oublia même ce brave colonel Breitenbach qui avait si bien mérité cette journée : ce digne officier demeura seul maître du champ de bataille; il partit la nuit pour joindre l'armée; il apporta ses trophées au duc, qui pleura de désespoir de s'être trop précipité la veille à quitter un champ de bataille dont on ne lui disputait plus la possession. Quelques représentations que lui fissent le duc de Brunswic et des généraux de son armée, on ne put jamais le dissuader de continuer sa retraite. Il marcha d'abord à Nienbourg, ensuite à Verden, d'où il prit par Rotenbourg et Bremervörde le chemin de Stade. Par cette manœuvre malhabile il abandonna tout le pays à la discrétion des Français : Hameln fut d'abord occupé par le duc de Fitzjames; mais ce qu'il y eut de singulier et de remarquable, fut que M. d'Estrées fut rappelé pour avoir remporté une victoire.

Août.

Le duc de Richelieu, auquel la cour donna le commandement de cette armée, arriva le 7 à Münden; il prit Hanovre, le duc d'Ayen, Brunswic, et M. Le Voyer, Wolfenbüttel. Il envoya le prince de Soubise avec un détachement de vingt-cinq mille hommes à Erfurt, où il devait être joint par l'armée des cercles et un détachement d'Autrichiens. Le duc de Richelieu se mit de son côté aux trousses des alliés; il passa l'Aller, et se campa à Verden. M. d'Armentières s'empara en même temps de Brême le 1er de septembre. L'armée française s'avança vers Rotenbourg, dans l'intention d'attaquer le duc de Cumberland; elle ne l'y trouva plus; ce prince s'était déjà replié sur Bremervörde, et évitait depuis la journée de Hastenbeck tout engagement avec l'ennemi. Dès que le Roi eut remarqué par les manœuvres du duc de Cumberland qu'il se bornait à défendre le Wéser, il prévit tout ce qui en résulterait, et rappela les six bataillons qu'il avait dans cette armée, pour les jeter dans Magdebourg, ce qui se fit très-à propos, comme nous le verrons dans la suite.

Septembre.

On voit par le tableau que nous venons de présenter, que le duché de Magdebourg était menacé de l'invasion des Français, et la ville, d'un siége; que la Saxe allait devenir la proie de cette

armée qui s'assemblait à Erfurt; que les garnisons de Dresde et de Torgau allaient être perdues; enfin, que Berlin, cette capitale sans défense, était sur le point d'être envahie par les Suédois, qui avaient pénétré dans la Marche-Ukraine, et qui ne trouvaient qu'une poignée de monde qui s'opposât à leurs progrès. Dans ces conjonctures, les raisons les plus pressantes demandaient qu'un corps de troupes fît tête à tant d'ennemis. Le Roi se chargea de ce commandement, et se mit à la tête de peu de monde, pour ne point affaiblir son armée de Silésie, qui avait à combattre l'ennemi le plus redoutable.

Le prince de Bevern, auquel il restait cinquante bataillons et
31 août. cent dix escadrons, se campa après le départ du Roi à la Landeskrone, près de Görlitz. M. de Winterfeldt plaça son détachement de l'autre côté de la Neisse sur le Holzberg,[a] proche du village de Moys. Le prince fit transporter son magasin de Bautzen à
Septembre. Görlitz. Le maréchal Daun et le prince de Lorraine se campèrent vis-à-vis de lui à Ossig, et ils détachèrent M. de Nadasdy à Schönberg, pour observer M. de Winterfeldt. Le comte de Kaunitz venait d'arriver à l'armée autrichienne, pour s'aboucher avec les généraux et régler les opérations ultérieures de la campagne. M. de Nadasdy, pour lui faire une galanterie, se proposa d'attaquer le poste de M. de Winterfeldt au Holzberg. Ce poste n'était garni que de deux bataillons; les dix autres du même corps campaient à trois mille pas en arrière plus près de Görlitz. Le
7. jour que l'attaque se fit, M. de Winterfeldt était pour sa personne auprès du duc de Bevern, avec lequel il avait quelques arrangements à prendre; on vint lui dire que l'ennemi attaquait son poste; il y accourut : le Holzberg était emporté avant qu'il y arrivât; il voulut en déloger l'ennemi; il s'avança à la tête de quatre bataillons, et eut le malheur d'être blessé mortellement. M. de Nadasdy, content de l'avantage qu'il venait de remporter, se retira de lui-même à Schönberg; les Prussiens perdirent douze cents hommes à cette affaire, et nombre de braves officiers. M. de Winterfeldt mourut de sa blessure,[b] et fut d'autant plus regretté

[a] Le nom de *Jäckelsberg* est plus usité que celui de *Holzberg*.

[b] Hans-Charles de Winterfeldt, lieutenant-général, né en Poméranie le 4 avril 1707, mourut à Görlitz le 8 septembre 1757.

dans ces circonstances, qu'il était l'homme le plus nécessaire à l'armée du prince de Bevern, et que le Roi n'avait compté que sur lui dans les mesures qu'il avait prises pour la défense de la Silésie.

Le lendemain de cette affaire, le prince de Bevern leva son camp; il se rendit par Catholisch-Hennersdorf et Naumbourg à Liegnitz, et négligea de prendre le camp de Löwenberg ou celui de Schmuckseiffen, par lesquels il aurait couvert la Silésie; et non content d'abandonner les frontières, il acheva de s'affaiblir en détachant quinze mille hommes, qu'il jeta dans les différentes places : ces fautes entraînèrent les fatalités qui l'accablèrent à la fin de la campagne.

Le maréchal Daun suivit les Prussiens; il marcha par Löwenberg et Goldberg, et se campa sur les hauteurs de Wahlstatt. Les Prussiens étaient dans un fond, la droite à Liegnitz, la Katzbach à dos, et la gauche au village de Beckern :[a] ils avaient tout à craindre dans ce terrain, un ennemi entreprenant en eût profité; le maréchal Daun ne l'était pas. Cependant une après-midi, animé par le vin et par les discours du chevalier de Montazet, le prince de Lorraine voulut emporter quelque avantage sur l'ennemi; il fit avancer huit à dix bataillons de grenadiers et du canon, avec lesquels il fit attaquer le village de Beckern. Ce détachement était trop faible contre une armée; il n'était point soutenu : il fut repoussé par les troupes que le prince de Bevern fit avancer de la ligne pour soutenir le village; le régiment de Prusse infanterie[b] se distingua surtout à cette action. Cet essai fit comprendre au prince de Bevern que sa position était vicieuse, son camp mal pris, sa situation hasardée. Appréhendant d'être attaqué le lendemain avec des forces plus considérables, il repassa la nuit même la Katzbach, et marcha à Parchwitz; y ayant trouvé un corps d'Impériaux qui lui disputait le passage de la

[a] Au lieu de Beckern il faut lire ici, ainsi que six lignes plus bas, Barsdorf, et mieux encore Barschdorf. Voyez *Berlinische Nachrichten von Staats- und gelehrten Sachen*, 1757, n° 124, p. 497.

[b] Le régiment d'infanterie Prince de Prusse est le régiment n° 18 de la *Stammliste* de 1806. Le prince Auguste-Guillaume, depuis prince de Prusse, en devint le chef après la mort du général-major de Derschau, vers la fin de l'année 1742.

Katzbach, il fit des ponts sur l'Oder, passa la rivière, et se rendit par la rive droite de ce fleuve à Breslau, où il arriva le 1er d'octobre. Il repassa la rivière sur le pont de la ville, et prit position derrière le petit ruisseau de la Lohe, où il se retrancha; les Autrichiens se placèrent vis-à-vis de lui à Lissa. La cour de Vienne avait négocié des troupes de l'électeur de Bavière et du duc de Würtemberg,[a] qu'elle envoya alors en Silésie; ces corps se joignirent à la réserve de M. de Nadasdy aux environs de Schweidnitz, dont on les destinait de faire le siége. Nous suspendrons pour quelques moments le récit de la campagne de Silésie, pour suivre le Roi dans son expédition contre les Français.

Campagne contre les Français.

Le Roi se rendit[b] d'abord à Dresde, d'où il détacha M. de Seydlitz[c] avec un régiment de hussards et un régiment de dragons pour Leipzig, afin de donner la chasse à M. de Turpin, qui avec des troupes légères rôdait du côté de Halle. Les Français se retirèrent à l'approche des Prussiens, de sorte que M. de Seydlitz, devenant inutile dans cette partie, vint rejoindre le Roi entre Grimma et Rötha. De Rötha les troupes marchèrent à Pégau; l'ennemi y avait détaché deux régiments de hussards impériaux, Szeczini et Esterhazy. Cette ville est située de l'autre côté de l'Elster, sur laquelle un pont de pierre aboutit à la porte. L'ennemi avait garni cette porte et quelques toits des maisons voisines, pour en défendre l'entrée. M. de Seydlitz fit mettre pied à terre à une centaine de hussards, qui forcèrent la porte; le gros du régiment les suivit et entra dans Pégau en pleine carrière; MM. de Székely[d] et de Kleist[d] la traversèrent; en sortant par la porte opposée, ils trouvent ces deux régiments ennemis postés derrière un chemin creux; ils les attaquent, les renversent, les pour-

[a] Le duc Charles-Eugène de Würtemberg est le même dont il a déjà été fait mention t. III, p. 25.

[b] Le 29 août.

[c] Frédéric-Guillaume de Seydlitz, né à Calcar dans le duché de Clèves le 3 février 1721. Le 20 juin 1757, il devint général-major et chef du régiment de cuirassiers n° 8; après la bataille de Rossbach, il fut fait chevalier de l'Aigle noir, et quinze jours plus tard, le 20 novembre, lieutenant-général.

[d] Ce colonel Székely était chef du régiment de hussards n° 1.

Le major Frédéric-Guillaume-Godefroi-Arnd de Kleist servait alors dans le même régiment, et en devint le chef, le 11 mai 1759, lorsque Michel de Székely, général-major depuis le 25 mars 1758, eut demandé sa démission.

suivent jusqu'à Zeitz, et en ramènent trois cent cinquante prisonniers.

Le lendemain, l'armée du Roi se porta sur Naumbourg; l'avant-garde y rencontra six escadrons de ceux qu'elle avait battus la veille; ils furent bientôt dissipés, et perdirent surtout beaucoup de monde en passant le pont de la Saale, proche de Schulpforte; on rétablit ce pont, et les troupes le passèrent pour se rendre à Buttstedt. Ce fut là qu'on reçut la nouvelle de cette fameuse convention signée entre le duc de Cumberland et le duc 8 septembre.
de Richelieu à Kloster-Zeven : ce traité fut négocié par un comte Lynar, ministre du roi de Danemark; il y fut stipulé que les hostilités cesseraient; que les troupes de Hesse, de Brunswic et de Gotha seraient renvoyées dans leur pays; que celles de Hanovre demeureraient tranquillement à Stade à l'autre bord de l'Elbe, dans un district qui leur fut assigné; rien ne fut réglé touchant l'électorat de Hanovre, ni des contributions, ni des restitutions, de sorte que cet État se trouvait abandonné à la discrétion des Français. A peine cette convention fut-elle conclue, que, sans en attendre la ratification, le duc de Cumberland s'en retourna en Angleterre, et le duc de Richelieu se prépara de son côté à faire une invasion dans la principauté de Halberstadt.

Dans ce temps, on intercepta dans l'armée prussienne des lettres du comte Lynar au comte de Reuss; ces deux hommes, de la secte qu'on nomme piétistes, avaient l'esprit abruti par le fanatisme. Le comte de Lynar, en parlant à son ami de cette négociation, lui dit : «L'idée qui me vint de faire cette convention, était une inspiration céleste; le Saint-Esprit m'a donné la force d'arrêter les progrès des armes françaises, comme autrefois Josué arrêta le soleil; Dieu tout-puissant, qui tient l'univers en ses mains, s'est servi de moi indigne, pour épargner ce sang luthérien, ce précieux sang hanovrien qui allait être répandu.»[a] Le malheur a voulu que le comte Lynar s'est applaudi tout seul:

[a] L'authenticité de cette lettre est mise en doute dans l'ouvrage intitulé : *Des Grafen Rochus Friedrich zu Lynar Hinterlassene Staatsschriften.* Hambourg, 1797, t. II, p. VIII et IX.

Ce comte de Lynar est le frère cadet du comte Maurice-Charles de Lynar dont le Roi fait mention t. II, p. 65, 80 et 100.

nous le laisserons entre Josué et le soleil, pour en revenir à des objets plus intéressants.

Cette indigne convention acheva de déranger les affaires du Roi; sa soi-disant armée était de dix-huit mille hommes, et il se trouvait réduit à faire un détachement pour couvrir Magdebourg, ou pour en renforcer la garnison. Cependant, comme M. de Soubise se trouvait à Erfurt, il voulut tenter les moyens de l'en éloigner, afin de pouvoir s'affaiblir ensuite avec moins de danger. Le Roi s'avança pour cet effet à Erfurt avec deux mille chevaux, un bataillon franc et deux bataillons de grenadiers; sa surprise fut extrême lorsqu'il vit l'armée française décamper de la Cyriaksbourg en sa présence. M. de Soubise, ne se croyant pas en sûreté à Erfurt, se retira effectivement à Gotha. A peine fut-il parti, qu'on somma la ville de se rendre, et l'on convint par la capitulation que le fort de Saint-Pierre demeurerait neutre, que la ville serait occupée par les Prussiens, et que l'ennemi évacuerait la Cyriaksbourg.

Dès que les troupes eurent pris une espèce de position auprès d'Erfurt, le prince Ferdinand de Brunswic partit de l'armée avec cinq bataillons et sept escadrons, pour couvrir Magdebourg et tenir tête à l'armée de M. de Richelieu. Ce prince pouvait encore se renforcer de six bataillons qu'il pouvait tirer de la place; mais ces mesures, les seules que l'on pût prendre dans ces conjonctures, étaient faibles, et insuffisantes pour résister à cinquante mille Français, surtout s'ils avaient voulu agir avec vigueur. Le prince Ferdinand, bien résolu de suppléer par son habileté au peu de moyens qu'on lui fournissait, prit un détour pour se rendre à Magdebourg; en marchant par Égeln, il donna sur le régiment de Lusignan, dont il fit quatre cents hommes prisonniers; de là il vint se poster fièrement à Wanzleben, d'où il semblait défier M. de Richelieu, qui campait à Halberstadt. Les partis prussiens eurent de la supériorité sur les Français pendant tout ce bout de campagne, et il se passa peu de jours sans qu'ils n'amenassent des prisonniers au prince.

Dans l'état où se trouvait le Roi, il fallait avoir recours à tout, employer la ruse et la négociation, enfin tous les moyens possibles, pour adoucir la situation des affaires; d'ailleurs on ne

perdait, en faisant des tentatives, que la peine d'avoir imaginé des expédients frivoles. Dans cette intention, le colonel Balbi partit déguisé en bailli, pour se rendre auprès du duc de Richelieu; il connaissait ce duc, pour avoir fait quelques campagnes en Flandre avec lui. Balbi devait faire des propositions pour ramener la cour de Versailles à des sentiments plus doux et plus pacifiques; il s'aperçut que le duc de Richelieu, se défiant de son crédit, ne croyait pas avoir assez d'influence auprès du ministère et du Roi, pour leur faire changer de système et d'opinion sur l'alliance avec la maison d'Autriche, qui, étant récemment conclue, plaisait par sa nouveauté même. Cet émissaire, voyant que tout ce qu'il pourrait dire sur ce sujet ne mènerait à rien, se rabattit à demander au duc qu'il voulût au moins avoir quelques ménagements pour les provinces du Roi où il faisait la guerre. En même temps, on régla avec lui les contributions; et il n'est pas douteux que les sommes qui passèrent entre les mains du maréchal, ne ralentirent dans la suite considérablement son ardeur militaire.

Bientôt le Roi fut encore obligé d'affaiblir son armée par un nouveau détachement : il envoya le prince Maurice à Leipzig avec dix bataillons et dix escadrons; il s'y tint comme dans une position centrale, d'où il fût à portée de se joindre dans le besoin au Roi ou au prince Ferdinand, et d'où il pût avoir l'œil sur M. de Marschall, campé à Bautzen avec quinze mille Autrichiens : ce corps de M. de Marschall inquiétait avec d'autant plus de raison, que, la Lusace étant ouverte, tout était à craindre qu'il ne fît une irruption dans l'Électorat et même à Berlin. Cette capitale était également menacée du côté de la Poméranie par les Suédois, dont M. de Manteuffel avec cinq cents hussards et quatre bataillons retardait les progrès. Après que ces deux corps eurent quitté le camp d'Erfurt, il ne resta plus au Roi que huit bataillons et vingt-sept escadrons. Si l'ennemi s'était aperçu de la faiblesse de ce corps, il n'est pas douteux qu'il ne se fût mis en action; c'est ce qu'il fallait empêcher sur toute chose, et ce qui fit recourir à différents expédients pour en imposer au peuple d'Erfurt et aux Français mêmes : par cette raison, les troupes ne campèrent point; l'infanterie était répandue dans les villages voisins de la ville; on

lui fit changer à différentes reprises de quartiers, et comme chaque fois les régiments changeaient de nom, cela multipliait l'ordre de bataille, que les espions recueillaient avec soin pour en instruire le prince de Soubise.

Deux jours après que les Prussiens eurent pris Erfurt, le Roi
15 septembre. fit une reconnaissance vers Gotha avec vingt escadrons de hussards et de dragons, pour éprouver si l'on n'en pourrait pas déloger ces deux régiments de hussards impériaux si souvent battus; cela réussit au delà de ce qu'on devait espérer : l'appréhension que ces hussards avaient des Prussiens, précipita leur retraite; proche de Gotha, ils avaient un défilé à passer, où ils perdirent cent quatre-vingts hommes; on les poursuivit même jusqu'à la vue d'Eisenach, où campait M. de Soubise, qui venait d'être joint par le prince de Hildbourghausen, général en chef de l'armée des cercles. La maison ducale fut charmée de se voir débarrassée de ces hôtes indiscrets; elle avait également à se plaindre des Français et des Autrichiens : les Français avaient commis des violences au château, dont ils avaient enlevé les canons par force; et les officiers autrichiens, peu mesurés dans leurs propos, s'étaient comportés avec une arrogance peu convenable envers des princes souverains d'une des plus anciennes maisons de l'Empire.

M. de Seydlitz demeura avec cette cavalerie à Gotha, pour veiller de là sur les mouvements de l'ennemi, et avertir à temps la petite armée d'Erfurt, pour que dans le besoin elle pût se replier avant l'approche de l'armée d'Eisenach. Peu de jours après, M. de Seydlitz fut attaqué par un corps bien supérieur au sien. Le prince de Hildbourghausen voulut signaler son commandement par un coup d'éclat : il proposa au prince de Soubise de déloger les Prussiens de Gotha. Tous deux se mirent en marche avec les grenadiers de leur armée, la cavalerie autrichienne, Loudon et ses pandours, et toutes les troupes légères de l'armée française. M. de Seydlitz fut averti à temps du projet que les ennemis formaient contre lui; bientôt il les vit paraître : une colonne de cavalerie embrassait Gotha par la droite, en cheminant sur la crête des hauteurs qui vont vers la Thuringe; une autre colonne de cavalerie, ayant les hussards devant elle, venait à gauche du côté de Langensalza; les pandours à la tête des gre-

nadiers formaient la colonne du centre. M. de Seydlitz s'était mis en bataille à une certaine distance de Gotha, les hussards en première ligne, les dragons de Meinike[a] en seconde; il avait envoyé les dragons de Czettritz[b] à un défilé qui était à un demi-mille derrière lui, avec ordre de se mettre sur un rang, pour former un front étendu qui pût en imposer aux ennemis; cela n'empêchait pas que ce régiment ne fût très-à portée de protéger sa retraite, s'il s'était vu obligé de céder au nombre. Cette manœuvre habile et rusée fit prendre le change au prince de Hildbourghausen; il crut que l'armée prussienne, qu'il croyait considérable, était en marche pour soutenir M. de Seydlitz, et que cette grande ligne de cavalerie qu'il découvrait, allait incessamment fondre sur lui. M. de Seydlitz s'aperçut, par la contenance mal assurée des hussards autrichiens, que son stratagème faisait impression; il les poussa insensiblement, et de choc en choc gagnant toujours du terrain, il les obligea à repasser ce défilé où ils avaient peu de jours auparavant tant souffert; la colonne de cavalerie qui faisait la droite des ennemis, se retira en même temps. M. de Seydlitz alors envoya quelques hussards et dragons dans Gotha; ils y entrèrent précisément comme le prince de Darmstadt[c] avec les troupes des cercles commençait à s'en retirer, et y firent nombre de prisonniers. La précipitation avec laquelle le prince de Darmstadt abandonna Gotha, pensa devenir funeste à

[a] Pierre de Meinike, né à Rathenow, devint le 19 mars 1757 général-major et chef du troisième régiment de dragons. En 1761, il donna sa démission à cause de ses blessures, et il mourut en 1775, âgé de soixante-quinze ans.

[b] C'est le n° 4 de la *Stammliste* de 1806, à présent le troisième régiment de dragons. Voyez t. II, p. 74. Dans une lettre adressée à Ferdinand duc de Brunswic et datée du lendemain de l'affaire de Gotha, c'est-à-dire, du 20 septembre 1757, le Roi nomme plus exactement ce régiment «le régiment de dragons de Katte;» c'est aussi le nom qu'il porte dans le rapport officiel des deux gazettes de Berlin (1757, n° 115): et en effet, à cette époque le général-major Charles-Émile de Katte en était encore le chef; une maladie grave le força de prendre sa retraite le 24 octobre 1757. Le colonel baron de Czettritz-Neuhauss devint alors le chef de ce régiment, qu'il avait probablement déjà commandé à la mémorable journée de Gotha.

[c] George-Guillaume prince de Hesse-Darmstadt était le frère cadet du prince Louis dont il a été parlé à la page 115. Général-major d'infanterie au service de la Prusse, il le quitta en 1747 pour devenir feld-maréchal de l'Empire. Il servait contre la Prusse dans la guerre de sept ans.

M. de Soubise; il était au château, et ne s'attendait pas à une aussi prompte évacuation; il n'eut que le temps de se jeter à cheval pour s'enfuir bien vite; cent soixante soldats et trois officiers de marque furent pris dans cette journée par les Prussiens. Tout autre officier que M. de Seydlitz se serait applaudi de se tirer de ce mauvais pas sans perte; M. de Seydlitz n'aurait pas été satisfait de lui-même, s'il ne s'en fût pas tiré avec avantage. Cet exemple prouve que la capacité et la résolution d'un général décident plus à la guerre que le nombre des troupes : un homme médiocre qui se fût trouvé dans de pareilles circonstances, découragé par l'appareil imposant des ennemis, se serait retiré à leur approche, et aurait perdu la moitié de son monde dans une affaire d'arrière-garde, que cette cavalerie supérieure aurait engagée au plus vite. Le bon emploi de ce régiment de dragons étendu et montré de loin à l'ennemi procura à M. de Seydlitz le moyen de se tirer avec autant de gloire d'une affaire aussi épineuse.

Le Roi n'avait pu jusqu'alors que tenir les choses en suspens; il ne pouvait rien entreprendre, et devait tout attendre du bénéfice du temps. Il se tint tranquillement à Erfurt, jusqu'à ce qu'il apprit qu'un détachement français de l'armée de Westphalie était en chemin pour se rendre par la Hesse à Langensalza. Comme il ne devait pas attendre l'arrivée de ce corps, qui pouvait lui tomber à dos, il résolut de se retirer avant son approche. Le
Octobre. bruit se répandant d'ailleurs que M. de Hadik traversait la Lusace pour pénétrer dans le Brandebourg, le prince Maurice avait été obligé de gagner Torgau à tire-d'aile; il devait vraisemblablement pousser de là jusqu'à Berlin. Le Roi, n'ayant donc aucun secours à attendre, ne jugea pas à propos de prolonger davantage son séjour à Erfurt, et pour ne rien hasarder mal à propos, il se replia sur l'Eckartsberg; des courriers fréquents y arrivèrent de Dresde; M. de Finck marquait que le corps de Marschall était sur le point de quitter Bautzen pour suivre celui de Hadik : il était certain que le prince Maurice n'était pas assez fort pour résister à ces deux généraux; cela fit résoudre le Roi à lui mener un renfort. Les troupes repassèrent la Saale à Naumbourg; le maréchal Keith se jeta avec quelques bataillons dans Leipzig; le Roi passa l'Elbe à Torgau, et marcha sur Annabourg, où il ap-

prit que Berlin en avait été quitte pour une contribution de deux cent mille écus qu'elle avait payée aux Autrichiens; que M. de Hadik n'avait pas attendu l'arrivée du prince Maurice pour se retirer, et que M. de Marschall était demeuré immobile dans son camp de Bautzen. La première idée qui lui vint alors, fut de couper la retraite à M. de Hadik; il se rendit en conséquence à Herzberg. Le prince Maurice était déjà sur son retour; le Roi voulut l'attendre, parce que Hadik avait déjà repassé Cottbus; il demeura quelques jours dans cette position, pour s'éclaircir sur les projets ultérieurs des Français, qui devaient décider du parti qu'il avait à prendre, soit de s'opposer à leurs entreprises, soit, au cas que la campagne de Thuringe fût finie, de tourner vers la Silésie, pour dégager Schweidnitz, dont M. de Nadasdy commençait à former le siége.

Mais les événements entraînèrent le Roi dans des opérations 26.
qu'il ne pouvait pas prévoir alors. Le départ des Prussiens d'Erfurt engagea M. de Soubise à passer la Saale et à s'approcher de Leipzig; le maréchal Keith en donna avis, et demanda avec empressement des secours : il fallut accourir au plus pressé. Le Roi prit sur-le-champ avec sa petite troupe le chemin de Leipzig; il 28.
nettoya d'abord la rive droite de la Mulde, où M. de Custine s'était avancé avec quelques brigades; après quoi il entra à Leipzig, où il fut joint par le prince Maurice et par le prince Ferdinand de Brunswic. On se rendit d'abord maître de la grande chaussée qui mène à Lützen. Le 30, l'armée se trouvant rassemblée, elle alla se camper à Alt-Ranstädt, d'où M. de Retzow fut détaché en avant pour garder le défilé de Rippach. La nuit même, le Roi se mit en marche pour tomber sur les quartiers ennemis dispersés à l'entour de Weissenfels; la plupart se sauvèrent, hors celui de Weissenfels. On attaqua les trois portes de la ville, avec ordre aux officiers de gagner sans délai le pont de la Saale, pour qu'on fût maître de ce passage important. La ville fut forcée, on y prit cinq cents hommes; mais ceux de la garnison qui s'étaient sauvés, avaient mis le feu au pont couvert, qui étant tout de charpente s'embrasa facilement; il n'y eut pas moyen d'éteindre l'incendie, parce que l'ennemi, embusqué derrière des murs à l'autre bord, faisait un si gros feu de mousqueterie, que tous ceux qui s'em-

pressaient à sauver le pont, étaient tués ou blessés. Bientôt de nouvelles troupes parurent de l'autre côté de la rivière, dont le nombre, allant toujours en grossissant, convainquit de l'impossibilité de tenter le passage de la Saale à cet endroit. Mais comme ce n'était que la tête de l'armée qui était arrivée à Weissenfels, et que la partie la plus considérable des troupes était encore en pleine marche, on leur fit prendre la direction de Mersebourg, dans l'espérance de pouvoir se servir du pont de cette ville.

Novembre. Lorsque le maréchal Keith y arriva, il trouva que les Français y étaient établis, et que le pont était rompu; il ne balança pas sur le parti qui lui restait à prendre : il prit quelques bataillons, et se rendit à Halle, dont il délogea les Français, et rétablit le pont qu'ils y avaient également détruit. L'armée du Roi se trouvait donc alors avoir sa droite à Halle, son centre vis-à-vis de Mersebourg, et sa gauche à Weissenfels, couverte par la Saale, assurant sa communication derrière cette rivière par des corps détachés, qui veillaient également sur les démarches des
2. ennemis. Le maréchal Keith passa le premier cette rivière proche de Halle; sur ce mouvement, qui ne pouvait être d'aucune conséquence pour les Français, M. de Soubise abandonna tous les bords de la Saale, et se replia sur le village de Saint-Michel.[a] Les Prussiens employèrent ce jour et la nuit suivante à rétablir les ponts de Weissenfels et de Mersebourg. Le 3, de grand matin, le Roi et le prince Maurice passèrent ces ponts; leurs colonnes et celle du maréchal Keith se dirigèrent sur Rossbach, où elles avaient ordre de se joindre. Le Roi se détacha de la marche avec quelque cavalerie, pour reconnaître la position des ennemis : elle
4. était des plus mauvaises. Les hussards, par étourderie, poussèrent dans le camp, et enlevèrent des chevaux de la cavalerie, et des soldats qu'ils arrachèrent de leurs tentes; ces circonstances, jointes au peu de précautions des généraux français, déterminèrent le Roi à marcher le lendemain pour les attaquer.

L'armée quitta son camp avant la pointe du jour; toute la cavalerie faisait l'avant-garde. Comme elle arriva sur les lieux d'où on avait la veille reconnu le poste des ennemis, elle ne les y trouva plus; sans doute que M. de Soubise, ayant fait réflexion

[a] La petite ville de Mücheln.

sur la défectuosité de son camp, en avait changé la nuit même; il avait étendu ses troupes sur une hauteur devant laquelle régnait un ravin : sa droite s'appuyait à un bois qu'il avait fortifié d'un abatis et de trois redoutes garnies d'artillerie; sa gauche était environnée par un étang assez spacieux pour qu'on ne le pût pas tourner. L'armée du Roi se trouvait trop faible en infanterie pour brusquer un poste aussi formidable : pour peu que la défense eût été opiniâtre, on ne l'aurait emporté qu'en y sacrifiant vingt mille hommes. Le Roi jugea que cette entreprise surpassait ses forces, et il envoya des ordres à l'infanterie de passer un défilé marécageux qui se trouvait près de là, pour prendre le camp de Braunsdorf; la cavalerie la suivit, faisant l'arrière-garde. Dès que les Français virent que les troupes prussiennes se repliaient, ils firent avancer leurs piquets avec de l'artillerie, et canonnèrent beaucoup, mais sans effet. Tout ce qu'ils avaient de musiciens et de trompettes faisaient des fanfares; leurs tambours et leurs fifres faisaient des réjouissances, comme s'ils avaient gagné une victoire. Quelque fâcheux que fût ce spectacle pour des gens qui n'avaient jamais craint d'ennemi, il fallut dans ces circonstances le considérer avec des yeux indifférents, et opposer le flegme allemand à l'étourderie et à la fanfaronnade française.

On apprit, la nuit même, que l'ennemi faisait un mouvement 5.
de sa gauche à sa droite : les hussards se mirent en campagne dès la pointe du jour; ils entrèrent dans le camp que les Français venaient de quitter, et ils apprirent des paysans que les Français avaient pris le chemin de Weissenfels. Peu après, un corps assez considérable se forma vis-à-vis de la droite des Prussiens; il avait l'aspect d'une arrière-garde, ou d'une troupe qui couvre la marche d'une armée. Les Prussiens tenaient peu de compte de ces mouvements, parce que leur camp était couvert, tant le front que les deux ailes, par un marais impraticable, et qu'il n'y avait que trois chaussées étroites par lesquelles on pût venir à eux. On ne pouvait donc prêter que trois desseins à l'ennemi : celui de se retirer, par Freybourg, dans la haute Thuringe, parce que les subsistances lui manquaient; celui de prendre Weissenfels, mais les ponts en étaient détruits; ou celui de gagner Mersebourg avant le Roi, pour lui couper le passage de la Saale : or, l'armée prus-

sienne en était beaucoup plus près que celle des Français; cette manœuvre était d'autant moins à craindre, qu'elle menait à une bataille dont on pouvait se promettre un succès heureux, puisqu'on n'aurait point de poste à forcer. Le Roi envoya beaucoup de partis en campagne, et attendit tranquillement dans son camp jusqu'à ce que les intentions des ennemis se fussent plus clairement développées; car un mouvement fait à contre-temps ou précipité aurait gâté toutes les affaires. Des nouvelles, tantôt fausses, tantôt vraies, que rapportaient les batteurs d'estrade, entretinrent cette incertitude jusque vers midi, qu'on aperçut la tête des colonnes françaises, qui, à une certaine distance, tournaient la gauche des Prussiens. Les troupes des cercles se perdirent aussi insensiblement de leur vieux camp, de sorte que ce corps qu'on prenait pour une arrière-garde, et qui était en effet la réserve de M. de Saint-Germain, demeura seul vis-à-vis des Prussiens. Le Roi fut lui-même reconnaître la marche de M. de Soubise, et il fut convaincu qu'elle était dirigée sur Mersebourg: les Français marchaient très-lentement, parce qu'ils avaient formé différents bataillons en colonnes, qui les arrêtaient chaque fois que les chemins étroits les obligeaient de se rompre.

Il était deux heures lorsque les Prussiens abattirent leurs tentes; ils firent un quart de conversion à gauche et se mirent en marche. Le Roi côtoya l'armée de M. de Soubise; ses troupes étaient couvertes par le marais qui vient de Braunsdorf, et qui, s'étendant à un gros quart de lieue de là, se perd à deux mille pas de Rossbach. M. de Seydlitz faisait l'avant-garde du Roi avec toute la cavalerie; il eut ordre de se glisser par des bas-fonds dont cette contrée est remplie, pour tourner la cavalerie française, et fondre sur les têtes de leurs colonnes avant qu'elles eussent le temps de se former. Le Roi ne put laisser au prince Ferdinand, qui commandait ce jour-là la droite de l'armée, que les vieilles gardes de la cavalerie, qu'il mit sur un rang pour en faire montre; ce qui se pouvait d'autant mieux, qu'une partie du marais de Braunsdorf couvrait cette droite. Les deux armées, en se côtoyant, s'approchaient toujours davantage. L'armée du Roi tenait soigneusement une petite élévation qui va droit à Rossbach; celle des Français, qui ne connaissait pas apparemment le

terrain, marchait par un fond. Le Roi fit établir une batterie sur cette hauteur, dont les effets devinrent décisifs dans l'action: les Français en établirent une vis-à-vis dans un fond, et comme elle tirait de bas en haut, elle ne produisit aucun effet.

Pendant qu'on prenait ces arrangements de part et d'autre, M. de Seydlitz avait tourné la droite des ennemis, sans qu'ils s'en aperçussent; il fondit alors avec impétuosité sur cette cavalerie; les deux régiments autrichiens formèrent un front et soutinrent le choc; mais se trouvant abandonnés par les Français, à l'exception du régiment de Fitzjames, qui donna, ils furent presque entièrement détruits. L'infanterie des deux armées était encore en marche, et leurs têtes n'étaient qu'à la distance de cinq cents pas: le Roi aurait voulu gagner le village de Reichartswerben; mais comme il restait encore six cents pas pour y arriver, et qu'on s'attendait d'un moment à l'autre de voir engager l'action, il y détacha le maréchal Keith avec cinq bataillons, en quoi consistait toute sa seconde ligne; le Roi s'avança en même temps à deux cents pas des deux lignes françaises, et il s'aperçut que leur ordre de bataille était composé de bataillons en colonnes alternativement enlacés dans des bataillons étendus. Cette aile de M. de Soubise était en l'air, la cavalerie prussienne encore occupée à poursuivre celle des ennemis, de sorte qu'on ne put se servir que de l'infanterie pour la déborder : pour cet effet, le Roi mit en ligne deux bataillons de grenadiers qui faisaient un crochet à son flanc gauche; ils eurent ordre, au moment que les Français avanceraient, de faire une demi-conversion à droite, ce qui les portait nécessairement sur le flanc de l'ennemi. Cette disposition fut exécutée ponctuellement: aussi, dès que les Français avancèrent, ils reçurent le feu de ces grenadiers en flanc, et, après avoir essuyé tout au plus trois décharges du régiment de Brunswic, on vit que leurs colonnes se pressaient vers leur gauche; elles eurent bientôt resserré ces bataillons étendus qui les séparaient; la masse de cette infanterie devenait de moment en moment plus grosse, plus lourde et plus confuse; plus elle se précipitait sur sa gauche, plus elle était débordée par le front des Prussiens. Et tandis que le désordre allait en s'accroissant dans l'armée de M. de Soubise, le Roi fut averti qu'un corps de cavalerie ennemie se présentait

à dos de ses troupes : il fit rassembler en hâte les premiers escadrons que l'on put trouver; à peine les eut-il opposés à ceux qui se montraient derrière son front, que ces derniers se retirèrent avec promptitude; alors les gardes du corps et les gendarmes furent mis en œuvre contre l'infanterie française, qui se trouvait dans le plus grand dérangement; la cavalerie l'attaqua, et l'ayant facilement dispersée, elle fit un nombre considérable de Français prisonniers. Il était six heures du soir quand ce choc se donna; le temps était couvert, et l'obscurité si grande, qu'il y aurait eu de l'imprudence à poursuivre l'ennemi, quelle que fût la confusion dans laquelle il poursuivait sa déroute. Le Roi se contenta d'envoyer à ses trousses différents partis de cuirassiers, de dragons et de hussards, dont aucun ne passait trente maîtres. Pendant cette action, dix bataillons de la droite des Prussiens avaient gardé le fusil sur l'épaule sans charger; le prince Ferdinand de Brunswic, qui les commandait, n'avait pas quitté le marais de Braunsdorf, qui couvrait une partie de son front; il avait chassé les troupes des cercles qui lui étaient opposées, par quelques volées de canon qui leur firent lâcher pied. Il n'y eut que sept bataillons de l'armée du Roi qui furent dans le feu, et tout l'engagement du combat, jusqu'à la décision, ne dura qu'une heure et demie.

Le lendemain, le Roi partit dès la pointe du jour avec les hussards et les dragons; il suivit les traces des ennemis, qui s'étaient retirés par Freybourg. L'infanterie eut ordre de prendre le même chemin; l'arrière-garde française y était encore; les dragons mirent pied à terre, et chassèrent des jardins quelques détachements ennemis; ensuite on fit des dispositions pour attaquer le château; mais l'ennemi n'en attendit pas l'exécution : il repassa l'Unstrut en hâte et brûla ses ponts. Les détachements que le Roi avait faits la veille, arrivèrent alors successivement : les uns amenaient des officiers, d'autres des soldats, d'autres des canons; enfin aucun d'eux ne revint les mains vides. On travailla cependant avec tant de diligence à rétablir le pont de l'Unstrut, qu'en moins d'une heure il fut en état de servir. L'armée de M. de Soubise s'était répandue par tant de chemins, qu'on ne savait par lequel la suivre. Les paysans assuraient que le plus grand nombre des

fuyards avait pris la route de l'Eckartsberg, et le Roi y marcha avec ses troupes. Toute cette journée ne s'employa qu'à augmenter le nombre des prisonniers : les détachements qui s'envoyèrent en différents lieux en amenèrent tous. Cependant on trouva l'Eckartsberg garni par un corps des cercles, qui pouvait être de cinq à six mille hommes. Le Roi, qui n'avait d'autre infanterie que les volontaires de Mayr, les embusqua avec des hussards dans un bois voisin de ce camp, avec ordre d'alarmer l'ennemi toute la nuit : les cercles, mécontents de ce qu'on troublait leur sommeil, abandonnèrent leur poste, et ils y perdirent quatre cents hommes, avec dix pièces de canon. M. de Lentulus,[a] qui les suivit le lendemain jusqu'à Erfurt, leur enleva encore huit cents hommes, qu'il ramena au Roi.

La journée de Rossbach avait coûté dix mille hommes à l'armée de M. de Soubise. Les Prussiens en prirent sept mille prisonniers; ils y gagnèrent de plus soixante-trois canons, quinze étendards, sept drapeaux et une paire de timbales. Il est certain qu'en considérant la conduite des généraux français, on aura de la peine à l'approuver : leur intention était sans contredit de chasser les Prussiens de la Saxe; mais l'intérêt de leurs alliés ne demandait-il pas plutôt qu'ils se bornassent simplement à contenir le Roi vis-à-vis d'eux, pour donner au maréchal Daun et au prince de Lorraine le temps d'achever la conquête de la Silésie? Pour peu qu'ils eussent encore arrêté le Roi en Thuringe, cette conquête était non seulement faite, mais la saison devenait de plus si rude et si avancée, qu'il aurait été impossible aux Prussiens de faire en Silésie les progrès dont nous aurons incessamment occasion de parler; et quant à la bataille qu'ils engagèrent si mal à propos, il est certain que M. de Soubise, par son incertitude et par sa disposition, mit de la possibilité à ce qu'une poignée de monde vînt à bout de le vaincre. Mais la manière dont la cour de France distinguait le mérite de ses généraux, parut plus surprenante que le reste : M. d'Estrées, pour avoir gagné la bataille de Hasten-

[a] Robert-Scipion baron de Lentulus, fils du général autrichien mentionné t. II, p. 67 et 91, naquit à Vienne en 1714. Après la victoire de Rossbach, il devint général-major, et en 1758, commandeur en chef du troisième régiment de cuirassiers, appelé *Leibregiment*.

beck, fut rappelé; M. de Soubise, pour avoir perdu celle de Rossbach, fut déclaré peu après maréchal de France. La bataille de Rossbach ne valait proprement au Roi que la liberté d'aller chercher de nouveaux dangers en Silésie. Cette victoire ne devint importante que par l'impression qu'elle fit sur les Français et sur les débris de l'armée du duc de Cumberland. D'un côté, M. de Richelieu, dès qu'il en reçut la nouvelle, quitta son camp de Halberstadt et se retira dans l'électorat de Hanovre; de l'autre, les troupes alliées, prêtes à mettre les armes bas, reprirent courage et relevèrent leurs espérances.

Un changement avantageux, arrivé à peu près en même temps dans le ministère britannique, dont nous parlerons bientôt, donna un nouveau nerf au gouvernement anglais. Ces ministres, honteux de l'affront que la convention de Kloster-Zeven imprimait à leur nation, résolurent avec d'autant plus de justice de la rompre, qu'elle n'avait été ratifiée ni par le roi d'Angleterre ni par le roi de France; ils travaillèrent d'abord à remettre l'armée de Stade en activité. Le roi d'Angleterre, dégoûté du duc de Cumberland, qui avait perdu la confiance des troupes, voulut mettre un autre général à leur tête; il demanda au Roi le prince Ferdinand de Brunswic, dont la réputation justement acquise s'était répandue en Europe : quoique les Prussiens perdissent par son absence un bon général dont ils avaient besoin, il était toutefois si important de relever cette armée des alliés, que le Roi ne put refuser la demande qu'on lui faisait.[a] Le prince Ferdinand partit, se rendit à Stade par des chemins détournés, et il y trouva répandu aux en-

[a] Le 9 novembre 1757, le Roi, dans son quartier général de Mersebourg, fit connaître au duc Ferdinand qu'il venait d'être nommé chef de l'armée alliée. Le 20 du même mois, le duc partit de Leipzig pour sa destination. Il arriva à Stade dans la soirée du 23. Voyez *Denkwürdigkeiten für die Kriegskunst und Kriegsgeschichte*, 6[e] cahier, p. 1 et 2.

Ferdinand duc de Brunswic-Wolfenbüttel naquit le 12 janvier 1721. Il avait fait les deux guerres de Silésie presque constamment attaché à la personne du Roi, et s'était fort distingué à la bataille de Soor (t. III, p. 138). Le 29 juin 1740, il devint colonel et chef du régiment d'infanterie n° 39; au mois de décembre 1744, commandeur du premier bataillon de la garde, et en 1755, chef du régiment d'infanterie n° 5. En 1743, il fut promu au grade de général-major, en 1750, à celui de lieutenant-général; le 6 mars 1758, il devint général de l'infanterie, et le 8 décembre de la même année, feld-maréchal.

virons un corps de trente mille hommes, que les Français, par inconséquence et par légèreté, avaient négligé de désarmer.

Pendant cette campagne de Thuringe, on découvrit qu'un Français nommé Fraigne, qui se tenait à la cour de Zerbst, envoyait des quincailliers et d'autres gens déguisés dans l'armée prussienne, pour rapporter ce qu'ils pouvaient y apprendre aux généraux français. On envoya un détachement à Zerbst, qui saisit cet aventurier, et le mena à la forteresse de Magdebourg.[a] Il se trouva que, par une de ces bizarreries de l'amour dont on ne saurait rendre raison, la princesse douairière de Zerbst avait épousé cet homme en secret. Elle fit grand bruit de cet événement, et se retira par dépit à Paris. Cette affaire pouvait avoir des suites par l'impression qu'elle aurait pu faire sur l'esprit de la grande-duchesse de Russie, fille de la princesse de Zerbst. Elle ignora ou désapprouva peut-être les engagements que sa mère avait pris avec cet aventurier, et il n'en résulta rien de fâcheux pour le Roi.

Ce prince revint de l'Eckartsberg à Freybourg, en même temps qu'un détachement que le maréchal Keith avait envoyé à Querfurt, retourna de la poursuite des Français. Jusqu'aux paysans des environs amenaient des prisonniers; ils étaient outrés des sacriléges que les soldats de M. de Soubise avaient commis dans les églises luthériennes : les choses auxquelles le peuple attache le plus de vénération, avaient été profanées avec une indécence grossière, et la fougue effrénée des Français avait mis tous les paysans de la Thuringe dans les intérêts de la Prusse.

Cependant le Roi était sur son départ : les affaires de la Silésie demandaient sa présence et des secours; il se proposa de marcher droit à Schweidnitz, pour en faire lever le siége à M. de Nadasdy. Il partit pour la Silésie le 12 de novembre, de Leipzig, à la tête de dix-neuf bataillons et de vingt-huit escadrons. Le maréchal Keith marcha en même temps avec un petit corps pour pénétrer en Bohême du côté de Leitmeritz, afin de faciliter au Roi le passage de la Lusace, et d'obliger par cette diversion M. de Marschall à quitter les environs de Bautzen et de Zittau. Le maréchal Keith prit un magasin considérable que les ennemis

[a] Le 23 février 1758.

avaient à Leitmeritz, d'où il fit mine de s'avancer vers Prague. Le Roi entra en même temps en Lusace; il délogea M. de Hadik de Grossenhayn, et M. de Marschall à son approche se replia sur Löbau; en marche de Bautzen au Weissenberg, on fit tourner une tête de colonne vers Löbau, et à son aspect M. de Marschall se replia sur Gabel : le Roi poursuivit ensuite sa route sans empèchement. En arrivant à Görlitz, il reçut la fâcheuse nouvelle de la reddition de Schweidnitz. Cette place fut prise de la manière suivante : M. de Nadasdy avait ouvert la tranchée le 27 d'octobre, entre le fort de Bögendorf et la tuilerie; sa troisième parallèle était achevée le 10 de novembre. La garnison avait fait quelques sorties avec succès; quoique les bombes eussent ruiné une partie de la ville, l'ennemi n'avait encore emporté aucun ouvrage; impatient d'être aussi peu avancé, M. de Nadasdy se détermina à risquer un coup de main : la nuit du 11, il fit donner un assaut général à toutes les redoutes qui environnent le corps de la place, et deux furent emportées. Ce malheur fit tourner la tête à M. de Seers,[a] qui en était gouverneur, et à M. de Grumbkow, qui lui était adjoint : ils capitulèrent et se rendirent prisonniers de guerre avec leur garnison, consistant en dix escadrons de hussards et dix bataillons d'infanterie. Les Autrichiens désarmèrent ces troupes, et comme elles étaient la plupart silésiennes, ils leur donnèrent des passe-ports et la liberté de retourner à leurs villages. Cet événement ne pouvait pas arriver plus mal à propos pour déranger les projets du Roi. Toutefois sa jonction avec le prince de Bevern en devenait d'autant plus nécessaire, qu'il était aisé de prévoir que M. de Nadasdy, ayant pris Schweidnitz, joindrait le maréchal Daun, pour accabler ce qui restait de Prussiens auprès de Breslau.

Le Roi avait à la vérité ordonné au prince de Bevern d'attaquer l'ennemi, et de ne pas souffrir qu'on prît Schweidnitz pour ainsi dire à sa vue : la chose était très-faisable, vu la position des Autrichiens à Lissa; le prince de Bevern n'avait qu'un mouvement à faire pour se porter sur le flanc de l'ennemi, qu'il aurait battu probablement; alors le siége de Schweidnitz était levé, et

[a] Philippe-Loth de Seers, général-major et chef des ingénieurs. Il avait bâti la forteresse de Schweidnitz.

les Impériaux déconcertés : au lieu qu'en demeurant dans l'inaction, M. de Nadasdy ne pouvait pas manquer à la longue de prendre une place qui n'avait point de secours à espérer; et toutes ces troupes ennemies, venant à fondre sur les Prussiens, auraient enfin forcé les retranchements de la Lohe. Le malheur voulut que ce prince ne comprit pas la force de ces raisons; les généraux le déterminèrent cependant un jour à tenter cette entreprise; il sortit de son camp, et battit les troupes légères qui couvraient le flanc droit des Autrichiens : alors, au lieu d'attaquer l'armée et de la pousser dans l'Oder, comme cela serait arrivé, son incertitude, sa timidité, le peu de confiance qu'il avait en lui-même, et la crainte d'une entreprise dont l'événement n'est jamais d'une sûreté évidente, le retinrent; il crut en avoir fait assez, et il ramena les troupes dans ses retranchements.

Le Roi arriva à Naumbourg-sur-le-Queis le 24 de novembre; il y apprit la victoire des Autrichiens sur le prince de Bevern, et la perte de Breslau. Tout ce dont on avait averti le prince de Bevern était malheureusement arrivé trop exactement : M. de Nadasdy avait joint le prince de Lorraine et le maréchal Daun, et les ennemis, impatients d'achever leur conquête, ne perdirent point de temps pour mettre leur projet en exécution. La nuit du 21 au 22 de novembre, ils construisirent devant le front des Prussiens quatre grandes batteries de grosses pièces de canon; les emplacements qu'ils prirent étaient entre Pilsnitz et Gross-Mochber. Le prince de Bevern se contenta d'être spectateur de cet ouvrage, qu'il leur laissa achever tranquillement, tandis que ces apprêts annonçaient les desseins du maréchal Daun sur les retranchements prussiens. M. de Nadasdy longea la Lohe et se forma vers Gabitz; le prince de Bevern crut que c'était pour lui venir à dos, 22. quoique cela fût difficile, et il s'affaiblit encore par un détachement, qui marcha à Gabitz aux ordres de M. de Zieten, pour s'opposer de ce côté aux entreprises des ennemis. Le front du camp prussien derrière la Lohe était couvert par des redoutes ouvertes par les gorges, mal placées, dont quelques-unes même étaient dominées de l'autre rive. Le prince de Bevern n'avait pas même eu l'attention d'y faire distribuer suffisamment de canon; la plupart de son artillerie demeura dans un retranchement qu'il avait

fait faire dans un bas-fond, pour couvrir son flanc de la Lohe vers le faubourg de Breslau. Le maréchal Daun, qui avait eu le temps de bien voir et de bien examiner toutes ces négligences et toutes ces bévues, les fit tourner à son avantage.

L'attaque commença le 22, à neuf heures du matin; quelques redoutes furent prises et reprises alternativement; on fit agir la cavalerie prussienne dans un marais, où elle ne pouvait pas combattre, et où elle fut foudroyée par soixante canons que les Autrichiens avaient en batterie au delà du ruisseau. Cependant, malgré tant de fausses mesures, les Prussiens soutenaient encore leur terrain. A la gauche, vers Gabitz, M. de Zieten non seulement repoussa les attaques, mais il poursuivit M. de Nadasdy jusqu'au delà de la Lohe, et les ennemis en déroute se retirèrent au delà du ruisseau de Schweidnitz. Pendant ce temps-là, les Autrichiens qui attaquaient le prince de Bevern, avaient passé la Lohe sous la protection de leur artillerie; ils prirent aussitôt les redoutes prussiennes par les gorges; les troupes se défendirent bien, et les Prussiens les en délogèrent même à diverses fois: le prince Ferdinand de Prusse repoussa même une partie des ennemis jusqu'à la Lohe; mais ils étaient trop en force, le camp était perdu et la nuit close.[a] Quoiqu'il y eût encore des ressources, le prince de Bevern ne les vit pas; il repassa l'Oder dans la première consternation, et jeta M. de Lestwitz avec huit bataillons dans Breslau; il perdit ainsi quatre-vingts pièces de canon et près de huit mille hommes, que l'attaque du camp de Lissa ne lui aurait pas coûtés. Les Autrichiens prétendirent que cette action leur avait mis dix-huit mille hommes hors de combat, et il est vrai que les villages des environs étaient remplis de leurs blessés. Le lendemain, ou pour mieux dire la nuit, le prince de Bevern s'avisa d'aller reconnaître le corps de M. de Beck, qui campait près de lui; il était seul, et se laissa prendre par des pandours. M. de Kyau, qui était après lui le plus ancien des généraux, prit le commandement des troupes, et sans aviser à ce qu'il y avait

[a] La patrie eut à déplorer dans cette journée la perte de trois généraux d'infanterie: le général-major Frédéric-Louis de Kleist, qui resta sur le champ de bataille; puis le général-major Jean-Louis d'Ingersleben et le lieutenant-général Gaspard-Ernest de Schultz, qui furent mortellement blessés.

à faire, il prit le chemin de Glogau. A peine M. de Lestwitz se crut-il isolé dans Breslau, qu'il perdit la tramontane: les Autrichiens s'approchèrent de cette capitale, et M. de Lestwitz, qui jusqu'alors avait eu la réputation d'un brave officier, sans attendre que l'ennemi tirât un seul coup de canon contre les remparts, demanda à capituler, et obtint la libre sortie avec armes 24.
et bagages; il suivit, deux jours après, avec sa garnison dont la moitié déserta, le chemin que M. de Kyau avait pris.

Le Roi reçut à la fois toutes ces nouvelles accablantes; sans s'appesantir sur les désastres qui venaient d'arriver, il ne songea qu'au remède, et il força de marche pour gagner les bords de l'Oder. En chemin, il se détourna de Liegnitz, que les Autrichiens avaient fait fortifier, et poussant droit à Parchwitz, son avant-garde donna à l'improviste sur un détachement des ennemis, qui fut bien battu et dont trois cents hommes furent pris prisonniers, et il arriva à Parchwitz le 28, ayant fait le chemin de Leipzig à l'Oder en douze jours.[a] Le Roi voulait que M. de Kyau passât l'Oder à Köben; mais il ne put pas y réussir, parce que la plupart des troupes avaient déjà gagné Glogau. Dans ces conjonctures, le temps était ce qu'il y avait de plus précieux; il n'y avait point de moment à perdre : il fallait ou attaquer incessamment les Autrichiens à tout prix, et les mettre hors de la Silésie, ou il fallait se résoudre à perdre cette province pour jamais.

L'armée qui repassa l'Oder à Glogau, ne put joindre les troupes du Roi que le 2 de décembre; cette armée était découra- Décembre.
gée et dans l'accablement d'une défaite récente. On prit les officiers par le point d'honneur; on leur rappela le souvenir de leurs anciens exploits; on tâcha de distraire les idées tristes dont l'impression était fraîche, par la gaieté; le vin fut même une ressource pour ranimer ces esprits abattus. Le Roi parla aux soldats; il

[a] Dans une lettre adressée au prince Henri, à Parchwitz, le 1er décembre 1757, le Roi dit avec plus d'exactitude : «Je suis ici depuis le 28, à attendre les «autres; j'ai fait depuis le 12, départ de Leipzig, quarante-deux milles d'Alle«magne avec les troupes.» Voyez *Militair-Wochenblatt,* 1838, n° 42, p. 168, et ci-dessus, p. 157.

leur fit distribuer des vivres gratis; enfin on épuisa tous les moyens que l'imagination pouvait fournir et que le temps permettait, pour réveiller dans les troupes cette confiance sans laquelle l'espérance de la victoire est vaine. Déjà les physionomies commençaient à s'éclaircir, et ces troupes qui venaient de battre les Français à Rossbach, persuadèrent à leurs compagnons qu'ils devaient prendre bon courage. Quelque peu de repos refit le soldat, et l'armée se trouva disposée à laver, aussitôt que l'occasion s'en présenterait, l'affront qu'elle avait reçu le 22. Le Roi chercha cette occasion, et bientôt elle se trouva. Il avança le 4 à Neumarkt; il était avec l'avant-garde des hussards, et apprit que l'ennemi établissait sa boulangerie dans cette ville, qu'elle était garnie de pandours, et qu'on y attendait dans peu l'armée du maréchal Daun. La hauteur située au delà de Neumarkt donnait un avantage considérable à l'ennemi, si on lui permettait de l'occuper : la difficulté était de prendre ce lieu; l'infanterie n'était point arrivée, et ne pouvait joindre l'avant-garde qu'au soir; on n'avait point de canon; les seules troupes dont on pouvait tirer parti étaient des hussards : on se résolut à faire de nécessité vertu. Le Roi, ne voulant pas souffrir que le prince de Lorraine vînt se camper à sa barbe vis-à-vis de lui, fit mettre pied à terre à quelques escadrons de hussards; ils enfoncèrent la porte de la ville; un régiment qui les suivait à cheval, y entra en pleine carrière; un autre régiment qui fit le tour par des faubourgs, gagna la porte de Breslau, et l'entreprise réussit au point que huit cents Croates furent pris prisonniers par les hussards. On occupa aussitôt l'emplacement du camp, et l'on y trouva des piquets, et les traces que les ingénieurs autrichiens y avaient laissées pour marquer la position de leurs troupes. Le prince de Würtemberg prit le commandement de l'avant-garde; on le renforça le soir de dix bataillons, avec lesquels il se campa à Kammendorf. Le même jour, la cavalerie passa encore le défilé; le gros de l'infanterie cantonna dans la ville de Neumarkt et dans les villages voisins. Des nouvelles positives arrivèrent alors au Roi, par lesquelles il apprit que le prince de Lorraine avait quitté le camp de la Lohe, et s'était avancé au delà de Lissa; que son armée avait sa droite appuyée au village de Nippern, sa gauche

à Gohlau, et à dos le petit ruisseau de Schweidnitz. Le Roi se réjouit de trouver l'ennemi dans une telle position, qui facilitait son entreprise; car il était obligé et déterminé d'attaquer les Autrichiens partout où il les trouverait, fût-ce même au Zobtenberg.

On travailla d'abord à la disposition de la marche, et l'armée se mit en mouvement le 5, avant l'aube du jour; elle était pré- 5.
cédée par une avant-garde de soixante escadrons et de dix bataillons, à la tête de laquelle le Roi s'était mis en personne; les quatre colonnes de l'armée la suivaient à une petite distance; l'infanterie formait celles du centre, et celles des ailes étaient composées de cavalerie. L'avant-garde, en approchant du village de Borne, découvrit une grande ligne de cavalerie, dont la droite tirait vers Lissa, et dont la gauche, qui était plus avancée, s'appuyait à un bois que l'armée du Roi avait à sa droite. Du commencement, on crut que c'était une aile de l'armée autrichienne, dont on ne découvrait pas le centre; ceux qui en firent la reconnaissance, assurèrent que c'était une avant-garde; on apprit même qu'elle était commandée par le général Nostitz, et que le corps consistait en quatre régiments de dragons saxons et deux de hussards impériaux. Pour jouer à jeu sûr, on fit glisser les dix bataillons dans le bois qui couvrait le flanc gauche de M. de Nostitz; sur quoi la cavalerie prussienne, qui s'était formée, fondit dessus avec beaucoup de vivacité: dans un moment ces régiments furent dissipés et poursuivis jusque devant le front de l'armée autrichienne; on leur prit cinq officiers et huit cents hommes, qu'on renvoya le long des colonnes à Neumarkt, pour animer le soldat par l'exemple de ce succès. Le Roi eut de la peine pour arrêter la fougue des hussards, que leur ardeur transportait : ils étaient sur le point de donner au milieu de l'armée autrichienne, lorsqu'on les rassembla entre les villages de Heydau et de Frobelwitz, à une portée de canon de l'ennemi. On distinguait si bien de là l'armée impériale, qu'on aurait pu la compter homme par homme; sa droite, qu'on savait à Nippern, était cachée par le grand bois de Lissa; mais du centre jusqu'à la gauche, rien n'échappait à la vue. A la première inspection de ces troupes, on jugeait par le terrain qu'il fallait porter les grands coups à

l'aile gauche de cette armée : elle était étendue sur un tertre chargé de sapins, mais mal appuyée. Dès qu'on avait forcé ce poste, on gagnait l'avantage du terrain pour le reste de la bataille, parce que de là il va toujours en descendant et en baissant vers Nippern; au lieu qu'en s'attachant au centre, les troupes de l'aile droite autrichienne auraient pu, en traversant le bois de Lissa, tomber en flanc des assaillants, et qu'il aurait fallu toutefois finir par l'attaque de ce tertre, qui dominait sur toute cette plaine. Ç'aurait été réserver la besogne la plus dure et la plus difficile pour la fin, lorsque les troupes, harassées et fatiguées du combat, ne sont plus propres aux grands efforts; au lieu qu'en commençant par l'opération la plus rude, on profitait de la première ardeur du soldat, et le reste de l'ouvrage devenait aisé. Par une suite de ces raisons, on disposa incessamment l'armée pour l'attaque de la gauche. Les colonnes qui étaient dans l'ordre du déploiement furent renversées; on les mit sur deux lignes, et les pelotons par quart de conversion se mirent à défiler par la droite. Le Roi avec ses hussards côtoya la marche de son armée sur une chaîne de tertres qui cachait à l'ennemi les mouvements qui se faisaient derrière; et le Roi, se trouvant entre les deux armées, observait celle des Autrichiens et dirigeait la marche de la sienne. Il envoya des officiers de confiance, les uns pour observer la droite du maréchal Daun, les autres vers Canth pour veiller aux démarches de M. de Draskovics, qui y avait son camp. Des reconnaissances se firent en même temps le long du ruisseau de Schweidnitz, pour être sûr que rien ne vînt à dos de l'armée, lorsqu'elle s'engagerait avec l'ennemi.

Le projet que le Roi se préparait d'exécuter, était de porter toute son armée sur le flanc gauche des Impériaux, de faire les plus grands efforts avec sa droite, et de refuser sa gauche avec tant de prévoyance, qu'il n'eût point à craindre des fautes semblables à celles qui arrivèrent à la bataille de Prague, et qui causèrent la perte de celle de Kolin. Déjà M. de Wedell,[a] qui devait

[a] Charles-Henri de Wedell, frère cadet de George-Vivigenz de Wedell (t. III, p. 70), né le 12 juillet 1712 à Malchow dans la Marche-Ukraine, colonel en 1756, général-major le 6 décembre 1757, et le 26 février 1759, lieutenant-général. C'est le même qui eut le malheur de perdre la bataille de Kay.

avoir avec ses dix bataillons de l'avant-garde la première attaque, s'était rendu à la tête de l'armée; déjà les têtes des colonnes avaient gagné le ruisseau de Schweidnitz, sans que l'ennemi s'en aperçût. Le maréchal Daun prit le mouvement des Prussiens pour une retraite, et dit au prince de Lorraine : « Ces gens s'en vont, laissons-les faire. » Cependant M. de Wedell s'était formé devant les deux lignes d'infanterie de la droite; son attaque était soutenue par une batterie de vingt pièces de douze livres, dont le Roi avait dépouillé les remparts de Glogau. La première ligne reçut ordre d'avancer en échelons, les bataillons à cinquante pas de distance en arrière les uns des autres, de sorte que, la ligne étant en mouvement, l'extrémité de la droite se trouvait avancée de mille pas de plus que l'extrémité de la gauche, et cette disposition la mit dans l'impossibilité de s'engager sans ordre. Sur cela, M. de Wedell attaqua le bois où commandait M. Nadasdy; il n'y trouva pas grande résistance, et l'emporta assez vite. Les généraux autrichiens, se voyant tournés et pris en flanc, essayèrent de changer de position; ils voulurent, mais trop tard, former une ligne parallèle au front des Prussiens : tout l'art des généraux du Roi consista à ne leur en pas donner le temps. Les Prussiens s'établissaient déjà sur une hauteur qui commande le village de Leuthen; dans l'instant que l'ennemi voulut y jeter de l'infanterie, une seconde batterie de vingt pièces de douze livres s'exécuta sur eux si à propos, qu'ils en perdirent l'envie et se retirèrent. Du côté de l'attaque de M. de Wedell, les Autrichiens se saisirent d'une butte voisine du ruisseau, pour l'empêcher de balayer leur ligne d'une aile à l'autre; M. de Wedell ne les y souffrit pas longtemps, et après un combat plus long et plus opiniâtre que le précédent, il les força à lui céder le terrain. M. de Zieten, en même temps, chargea la cavalerie ennemie et la mit en déroute; quelques escadrons de sa droite reçurent une décharge à mitraille dans le flanc, des broussailles qui bordaient le ruisseau : ce feu reçu à l'improviste les ramena, et ils se reformèrent auprès de l'infanterie.

Les officiers qui avaient eu la commission d'observer la droite du maréchal Daun, vinrent sur cela avertir le Roi qu'elle traversait le bois de Lissa, et allait paraître incessamment dans la

plaine; sur quoi M. de Driesen[a] reçut ordre d'avancer avec l'aile gauche de la cavalerie prussienne. Lorsque les cuirassiers autrichiens commencèrent à se former près de Leuthen, la batterie du centre de l'armée du Roi les salua par une décharge de toute son artillerie; M. de Driesen, en même temps, les attaqua : la mêlée ne fut pas longue; les Impériaux furent dispersés et s'enfuirent à vau-de-route. Une ligne d'infanterie qui s'était formée à côté de ces cuirassiers derrière Leuthen, fut prise en flanc par le régiment de Baireuth, qui, la rejetant sur les volontaires de Wunsch,[b] en prit deux régiments entiers avec officiers et drapeaux. Alors, la cavalerie ennemie étant tout à fait dissipée, le Roi fit avancer le centre de son infanterie sur Leuthen. Le feu fut vif et court, parce que l'infanterie autrichienne n'était qu'éparpillée entre les maisons et les jardins. En débouchant du village, on aperçut une nouvelle ligne d'infanterie que les généraux autrichiens formaient sur une éminence près du moulin à vent de Sagschütz : l'armée du Roi eut quelque temps à souffrir de leur feu; mais les ennemis ne s'étaient pas aperçus dans cette confusion que le corps de M. de Wedell était dans leur voisinage; ils furent tout à coup pris en flanc et à dos par ce brave et habile général, et sa belle manœuvre, en fixant la victoire, termina cette importante journée.

Le Roi, ramassant les premières troupes qui se présentèrent, se mit à la poursuite des ennemis avec les cuirassiers de Seydlitz et un bataillon de Jeune-Stutterheim;[c] il s'avança dirigeant sa

[a] George-Guillaume de Driesen, né dans la province de Prusse en 1700, lieutenant-général depuis le 1er décembre 1757, mourut à Dresde le 2 novembre 1758.

[b] Jean-Jacques de Wunsch était en 1756 capitaine dans le bataillon franc d'Angenelli; dès l'année suivante, il fut promu au grade de major, puis à celui de lieutenant-colonel, et il forma lui-même un bataillon franc, qui se distingua pendant cette guerre et devint bientôt un régiment. De Wunsch obtint en 1759 les grades de colonel et de général-major, et en 1771, il fut nommé lieutenant-général.

[c] Othon-Louis de Stutterheim, frère cadet du général Joachim-Frédéric de Stutterheim, né dans la Lusace en 1718, obtint en avril 1759, avec le grade de général-major, le régiment d'infanterie n° 20. Il fut nommé lieutenant-général en 1767, et jusqu'au commencement de la guerre de succession de Bavière, il resta à la tête de ce même régiment, dont, avant lui, le général-major Auguste-Gottlieb de Bornstedt avait eu le commandement, et auquel le Roi donne le nom du chef qui le commandait au moment où il composa cette histoire.

marche entre le ruisseau de Schweidnitz et le bois de Lissa. L'obscurité devint si grande, qu'il poussa quelques cavaliers en avant pour reconnaître les forêts et pour donner des nouvelles; de temps à autre, il fit tirer quelques volées de canon vers Lissa, où le gros de l'armée autrichienne s'était enfui : en approchant de ce bourg, l'avant-garde essuya une décharge d'environ deux bataillons, dont personne ne fut blessé; elle y répondit par quelques volées de canon, en poursuivant toujours sa marche. Chemin faisant, les cuirassiers de Seydlitz amenaient des prisonniers par bandes. En arrivant à Lissa, le Roi trouva toutes les maisons pleines de fuyards et de gens débandés de l'armée impériale; il s'empara d'abord du pont, où il plaça ses canons, avec ordre de tirer tant qu'il y aurait de la poudre. Sur le chemin de Breslau, où l'ennemi avait pris sa retraite, il fit jeter des pelotons d'infanterie dans les maisons les plus voisines du ruisseau de Schweidnitz, pour tirer, tant que la nuit dure, sur l'autre bord, tant pour entretenir la terreur chez les vaincus, que pour les empêcher de jeter quelques troupes de l'autre bord pour en disputer le passage le lendemain. Cette bataille avait commencé à une heure de l'après-midi; il en était huit lorsque le Roi avec son avant-garde arriva à Lissa. Son armée était forte de trente-trois mille hommes lorsqu'elle entra en action avec celle des Impériaux, qu'on disait monter à soixante mille combattants. Si le jour n'eût pas enfin manqué aux Prussiens, cette bataille aurait été la plus décisive de ce siècle.

Les troupes n'eurent pas le temps de se reposer : elles partirent de Lissa qu'il était encore nuit, elles amassèrent en marche
nombre de traîneurs des ennemis, et elles arrivèrent vers les dix 6.
heures sur les bords de la Lohe, où, malgré une forte arrière-garde, commandée par M. de Serbelloni, postée auprès de Gross-Mochber, dix bataillons passèrent ce ruisseau; on les forma dans un ravin à l'abri du canon des Autrichiens, et l'on embusqua les hussards derrière des villages et des censes, où ils étaient couverts et à portée d'agir aussitôt que cela deviendrait nécessaire. M. de Serbelloni hâta sa retraite autant qu'il put, et se replia vers les deux heures de l'après-midi sur Breslau; M. de Zieten, avec tous les hussards, vingt escadrons de dragons et seize ba-

taillons, le suivit sur le pied. Une partie du monde de l'Autrichien se jeta sans ordre dans Breslau. Cette arrière-garde, pleine de terreur et se retirant en confusion, perdit beaucoup de soldats dans sa marche. M. de Zieten poursuivit l'armée du maréchal Daun par Borau, Reichenbach, Kunzendorf, à Reichenau, où il fut joint par M. de Fouqué, qui venait avec quelques troupes de Glatz. Ces deux généraux poussèrent les Autrichiens jusqu'en Bohême.

Le Roi, de son côté, forma le 7 la circonvallation de Breslau; on prit poste au faubourg de Saint-Nicolas, à Gabitz, aux Lehmgruben, à Hube et Dürrjentsch;[a] et comme la raison de guerre voulait qu'on enfermât la ville également de l'autre côté de l'Oder, le Roi envoya ordre à M. de Wied, qui avait été malade à Brieg, d'en sortir avec trois bataillons, auxquels on joignit cinq escadrons, pour se poster sur la grande chaussée qui mène de Breslau à Hundsfeld : il s'y retrancha le mieux qu'il put, pour empêcher la garnison de se sauver en Pologne, au cas qu'elle l'eût voulu tenter. On se prépara à faire le siége de la ville : le Roi tira les munitions, les canons, les mortiers dont on avait besoin, des forteresses de Brieg et de Neisse. Ces préparatifs étant achevés le 10, six bataillons prirent possession du faubourg d'Ohlau; ces troupes s'établirent au couvent des frères de la Miséricorde, dont ils chassèrent les pandours. M. de Forcade[b] s'établit au cimetière de Saint-Maurice, où l'on construisit une batterie sous l'abri des murailles qui couvraient les travailleurs; et pour distraire l'attention du commandant et de la garnison, le prince Ferdinand de Prusse établit au faubourg de Saint-Nicolas une batterie et un bout de tranchée, qui firent croire à l'ennemi que c'était de ce côté-là que les Prussiens voulaient pousser leurs attaques, tandis que M. de Balbi[c] faisait sa parallèle du cimetière de Saint-Maurice jusque vis-à-vis de la porte de Schweidnitz; de cette parallèle, deux grandes batteries en croisière dirigeaient leur feu sur

[a] Dürgoy.

[b] Frédéric-Guillaume-Quirin de Forcade de Biaix, né à Berlin en 1699, devint lieutenant-général d'infanterie le 10 février 1757.

[c] Jean-Frédéric de Balbi, colonel et chef des ingénieurs, mourut à Berlin en 1779, âgé de soixante et dix-neuf ans.

le Taschenbastion et sur le cavalier qui le commande. Les assiégés se défendirent mollement; ils tentèrent par le faubourg polonais, du côté de M. de Wied, une faible sortie, où ils perdirent trois cents hommes. Le 16, une bombe mit par hasard le feu au magasin de poudre du Taschenbastion; l'épaule sauta, et ses décombres formèrent une espèce de brèche. Le froid devint si violent, que le commandant craignit que malgré ses précautions, les fossés étant gelés, les Prussiens ne donnassent un assaut à la place; il craignit d'être pris d'emblée; il savait d'ailleurs que, l'armée impériale étant rechassée en Bohême, il n'avait aucun secours à en attendre. Ces différentes considérations le portèrent à capituler, et il se rendit lui et toute sa garnison prisonniers de guerre; il se trouva que quatorze mille hommes en avaient assiégé dix-sept mille. Mais il fallait considérer qu'une partie de cette garnison était des fuyards de Leuthen, et qu'en général ni les fortifications ni le nombre des soldats ne défendent une ville, mais que tout dépend de la tête plus ou moins forte et du courage déterminé de celui qui y commande.

Nous avons rapporté sans interruption les événements de cette expédition de Silésie; peut-être ne serez-vous pas fâché de trouver ici le résumé des pertes qu'y firent les deux parties belligérantes.

Les Prussiens ne perdirent à la bataille de Leuthen, en morts et blessés, que deux mille six cent soixante hommes,[a] à cause qu'ils eurent, en exceptant la première attaque, un terrain qui les favorisa.

Les Autrichiens y perdirent trois cent sept officiers, vingt et un mille soldats, cent trente et un canons, cinquante et un drapeaux. MM. de Zieten et de Fouqué leur firent deux mille cinq cents prisonniers dans la poursuite. La prise de Breslau leur coûta treize généraux, six cent quatre-vingt-cinq officiers, et dix-sept mille six cent trente-cinq soldats;[b] somme totale : quarante et

[a] Les deux généraux-majors d'infanterie Gaspard-Frédéric de Rohr et Laurent-Ernest de Münchow y furent blessés mortellement.

[b] Le nombre des Autrichiens faits prisonniers par les Prussiens à la suite de la capitulation de Breslau du 20 décembre 1757, se montait en tout à dix-sept mille six cent trente-cinq hommes, savoir : treize généraux, six cent quatre-vingt-cinq officiers, neuf cent soixante et dix-sept sous-officiers et simples soldats de cavalerie, quatorze mille huit cent soixante et dix-neuf sous-officiers et simples

un mille quatre cent quarante-deux hommes, dont l'armée impériale fut affaiblie à son retour en Bohême.

Quoique cette campagne eût été longue, dure et pénible; quoique sa fin fût aussi heureuse qu'on eût pu l'espérer, il restait encore une expédition à faire, tant les dérangements arrivés en Silésie étaient considérables : il fallait reprendre la ville de Liegnitz, à laquelle les Impériaux avaient ajouté des inondations et des ouvrages. Le Roi y avait envoyé M. de Driesen, qui, avec un corps de cavalerie, tenait cette ville investie depuis le 16. Le prince Maurice y arriva le 25 avec un détachement d'infanterie, pour en faire le siége dans les règles. Les apprêts s'en firent, le canon arriva. M. de Bülow, que le maréchal Daun y avait établi en qualité de commandant, préféra la conservation de sa garnison à une défense qu'il n'aurait pu soutenir à la longue : il demanda à capituler, et la libre sortie pour ses troupes; ce qu'on lui accorda volontiers, parce que les troupes étaient fatiguées à l'excès, et la gelée si forte, que les pelles et les pioches ne pouvaient plus ouvrir la terre. Les ouvrages et les écluses de la ville furent rasés, pour que, si les ennemis s'en emparaient une seconde fois, ils ne pussent pas si vite la remettre en état de défense et en faire une place de guerre. Toute la cavalerie fut employée ensuite à former le blocus de Schweidnitz; on réserva le siége de cette place pour le printemps prochain. Le corps de M. de Zieten forma un cordon qui prit de Schmiedeberg par Landeshut, Friedland, Braunau, et se terminait à Glatz. Les troupes entrèrent le 6 de janvier en quartier d'hiver, et le Roi demeura à Breslau, pour veiller lui-même à tout, et pour préparer ce qui était nécessaire pour que l'armée rétablie et en bon état pût de bonne heure ouvrir la campagne prochaine. *Janvier.*

Campagne de Prusse. Pour terminer tous les événements de cette année, il nous reste à rapporter ce qui se passa en Prusse entre MM. de Lehwaldt et d'Apraxin, et ce que firent les Suédois en Poméranie. Le maréchal Apraxin s'approcha au mois de juin des frontières de la Prusse. Il se trouvait à la tête de cent mille hommes : le

soldats d'infanterie, mille quatre-vingt et une personnes de l'*Unterstab*, y compris les valets. Voyez *Berlinische Nachrichten von Staats- und gelehrten Sachen*, 1758, n° 1.

gros de son armée marcha vers Grodno, capitale de la Lithuanie polonaise; M. de Fermor, avec un corps de vingt mille hommes, secondé de la flotte russe, mit le siége devant Memel. La ville fut rendue par capitulation le 5 de juillet. M. de Lehwaldt s'était proposé de défendre les bords du Prégel, et s'était campé à Insterbourg, d'où il observait M. d'Apraxin. Après la prise de Memel, l'armée ennemie pénétra en Prusse, en s'approchant d'Insterbourg; M. de Fermor s'avança, de son côté, vers le Prégel. Il semble que c'était le moment où le maréchal Lehwaldt aurait dû prendre un parti décisif pour se battre avec un de ces généraux; il n'en trouva peut-être pas l'occasion favorable. Le corps de M. de Fermor, qui arriva à Tilsit, lui donna des jalousies; il craignit d'être tourné, et se retira à Wehlau. Il avait dans son armée deux régiments de hussards qui faisaient au plus deux mille quatre cents hommes, et ces hussards non seulement résistèrent à douze mille Tartares et Cosaques que les Russes traînaient avec eux, mais remportèrent de plus, durant toute cette campagne, des avantages signalés contre ces barbares. Après la retraite du maréchal Lehwaldt, M. d'Apraxin, n'étant gêné par personne, se joignit à Août.
Insterbourg avec M. de Fermor; ils s'avancèrent tous les deux en côtoyant l'Alle, et vinrent se camper à Jägersdorf,[a] à un mille et demi de l'armée prussienne.

Le Roi avait donné carte blanche à M. de Lehwaldt[b] pour prendre tel parti qu'il jugerait à propos, tant à cause de l'éloignement des lieux, que des partis qui souvent rôdaient autour de l'armée du Roi, et qui auraient pu intercepter des dépêches de cette conséquence. M. de Lehwaldt, qui craignait qu'un corps de Russes ne s'approchât de Königsberg, dont les ouvrages sont trop vastes pour être défendus, et ne prît cette capitale, où il avait ses magasins, pendant qu'il serait contenu par le maréchal Apraxin, crut qu'il ne pouvait empêcher l'ennemi de tenter une pareille entreprise qu'en lui livrant bataille, et résolut d'aller l'attaquer dans son camp de Jägersdorf. Il se mit en marche le 29, 29.

[a] Gross-Jägersdorf.

[b] Hans de Lehwaldt naquit dans la province de Prusse au mois de juin 1685; il fut promu au grade de feld-maréchal le 22 décembre 1751, et mourut à Königsberg le 16 novembre 1768. Voyez t. III, p. 131, 142 et 167.

et se porta dans un bois où il était précisément dans le flanc des Russes; s'il avait attaqué cette armée tout de suite, il y a apparence qu'il l'aurait fait avec succès. Quoique son corps ne montât qu'à vingt-quatre mille hommes, il pouvait s'attendre à remporter des avantages, parce que les Russes furent surpris de le voir arriver, qu'ils ne s'attendaient pas à être attaqués, et qu'il régnait une grande confusion dans leur camp; ils étaient, outre cela, mal postés, et rien ne l'empêchait de marcher droit à eux. Il est impossible de dire quelles raisons le retinrent, et lui firent différer au lendemain ce qu'il pouvait exécuter sur-le-champ.

30. Il engagea l'affaire le 30. D'abord les hussards et les dragons prussiens firent plier devant eux la cavalerie russe et les Cosaques qui leur étaient opposés, et les rechassèrent jusqu'à leur camp. Les ennemis avaient changé, la nuit, de position, d'où il résulta que les dispositions que le maréchal de Lehwaldt avait faites la veille pour les attaquer dans le terrain où il les avait trouvés, ne cadraient plus avec l'emplacement actuel où il les trouvait alors; sa cavalerie de la gauche attaqua néanmoins celle des Russes, et la rejeta derrière son front; mais elle y essuya un feu si violent d'artillerie et de mitraille, qu'elle fut obligée de rejoindre l'infanterie prussienne. C'était dans le moment que M. de Lehwaldt attaquait un bois rempli d'abatis, dans lequel les Russes avaient placé leurs grenadiers; le bois était au centre de l'armée de M. d'Apraxin; ces grenadiers furent battus et presque tous détruits; mais le terrain fourré où cette action se passa, cachait aux Prussiens une manœuvre que faisaient alors les ennemis, et qui leur devint funeste : M. de Romanzoff s'avançait avec vingt bataillons de la seconde ligne des Russes, pour soutenir ces grenadiers; il se porta en flanc et à dos de l'infanterie prussienne: elle perdit insensiblement du terrain, et fut enfin obligée de se retirer. Cela se fit avec bonne contenance; les dragons et les hussards couvrirent sa retraite. Ce corps, qui ne fut point poursuivi par l'ennemi, revint à Wehlau reprendre son ancien camp. Le maréchal ne perdit dans cette affaire en morts, blessés et prisonniers que quatorze cents hommes, et treize canons.

M. d'Apraxin demeura encore quelques jours dans son camp
Septembre. de Jägersdorf. Le 7 de septembre, il fit mine de vouloir passer

l'Alle pour se porter en droiture sur Königsberg : il fallait bien qu'il ne prît pas cette expédition fort à cœur; car ayant trouvé un corps prussien qui lui disputait le passage de cette rivière, il se désista de son entreprise. Dix jours après, il décampa subite- 17.
ment de Jägersdorf, et se retira vers les frontières de la Pologne. Le maréchal de Lehwaldt le suivit pour la forme jusqu'à Tilsit, moins dans le dessein d'engager quelque affaire d'arrière-garde que pour en imposer au public. La disproportion des forces était trop grande entre ces deux armées, et l'échec qu'il avait reçu était trop récent; d'ailleurs il obtenait son but sans courir de risques; car l'ennemi se retirant de soi-même en Pologne, il n'y avait qu'à le laisser tranquillement poursuivre sa marche: M. d'Apraxin évacua toute la Prusse, à l'exception de Memel, dont les Russes demeurèrent en possession.

L'armée prussienne s'arrêta aux environs de Tilsit, trop heureuse de s'être débarrassée d'un ennemi aussi formidable, à si bon marché. Mais si elle avait échappé aux malheurs qui la menaçaient dans cette campagne, il n'était pas probable qu'elle jouît à la longue de la même fortune. Quand même le maréchal de Lehwaldt eût possédé tous les talents du prince Eugène, comment pouvait-il dans la suite de la guerre résister avec vingt-quatre mille Prussiens à cent mille Russes? Le Roi avait tant d'ennemis à combattre, et ses troupes étaient si considérablement fondues, qu'il lui était impossible d'envoyer des secours à son armée de Prusse; il était à craindre, et l'on pouvait même le prévoir, que les Russes, étendant leurs connaissances et leurs vues, ne corrigeassent les fautes qu'ils avaient faites, et ne détachassent, en ouvrant la campagne suivante, un corps considérable vers la Vistule, qui mettrait M. de Lehwaldt au risque d'être coupé de la Poméranie. On avait tout lieu de croire qu'étant entouré par des ennemis aussi nombreux, il aurait le même sort que le duc de Cumberland, avec la différence que les Russes, moins polis que les Français, l'auraient contraint de mettre les armes bas.

D'une autre part, les Suédois n'avaient fait des progrès en Poméranie que parce qu'ils n'avaient rencontré aucune résistance; ils étaient en possession d'Anclam, de Demmin, et du fort de Peenemünde, qu'ils avaient pris après un siége de quinze jours.

La garnison de Stettin consistait en dix bataillons de milice, que les états de la Poméranie avaient levés. M. de Manteuffel,[a] à la tête de quatre bataillons, n'était pas en état de former de grandes entreprises. En laissant la distribution des armées telle qu'elle était alors, le Roi courait les plus grands hasards pour celle de Prusse, et risquait en même temps de voir la Poméranie envahie par les Suédois. Ces raisons le déterminèrent à concentrer davantage ses forces pour procéder avec plus de sûreté, et d'abandonner les extrémités de ses États, que le nombre de ses ennemis ne lui permettait plus de défendre. Ces motifs firent rappeler de Tilsit M. de Lehwaldt avec son armée; il marcha d'abord en Poméranie contre les Suédois, qu'il délogea promptement d'Anclam et de Demmin; il les poussa bientôt sous le canon de Stralsund, où ces troupes ne se croyant pas en sûreté, se réfugièrent dans l'île de Rügen. Une grande gelée qui survint ensuite, fit prendre tout le trajet, ou pour mieux dire, ce bras de mer qui sépare la Poméranie de cette île. Le maréchal de Lehwaldt aurait pu profiter de l'occasion, si son grand âge ne l'en eût empêché, pour passer avec son armée sur la glace à Rügen, où il aurait détruit toutes ces troupes suédoises : au moins un coup pareil aurait-il délivré le Roi pour un temps d'un ennemi qui faisait une diversion fâcheuse. Quoique le maréchal de Lehwaldt n'eût pas entrepris tout ce qui était faisable, il fit toutefois dans cette courte expédition trois mille prisonniers sur les Suédois. Un détachement qu'il envoya assiéger le fort de Peenemünde, ne le reprit qu'au mois de mars de l'année suivante.

La multitude d'objets qu'il y avait à remplir pendant cette campagne, était immense; et comme on se trouvait pressé de faire de tous les côtés des efforts, on ne pouvait y réussir qu'en employant les mêmes troupes en différents endroits. Le prince Ferdinand de Brunswic avait trop peu de cavalerie dans son armée; il lui en fallait nécessairement pour l'entreprise qu'il méditait. Il importait au Roi que les Français fussent chassés de la Basse-Saxe et du Bas-Rhin, et pour y contribuer de sa part autant que sa situation le lui permettait, il détacha dix escadrons

[a] Henri de Manteuffel, né en Poméranie en 1696, a déjà été nommé t. II. p. 150. Il devint général-major en 1756, et en 1758, lieutenant-général.

de dragons et cinq escadrons de hussards de l'armée du maréchal de Lehwaldt, avec ordre de joindre le prince Ferdinand de Brunswic à Stade. Ce prince tenta d'abord une entreprise sur Celle, qui ne réussit pas, d'un côté, parce que le maréchal de Richelieu, l'ayant prévenu, l'empêcha de passer l'Aller, et de l'autre, parce que ce pays aride, où il n'y a que des bruyères, ne put fournir à sa subsistance. Nonobstant que cette entreprise était manquée, il se rendit pourtant peu après maître de Haarbourg. Le Roi convint ensuite avec le prince Ferdinand du projet de sa campagne. Son avis allait à ce que les alliés se portassent sur le Wéser, par deux raisons, dont la première était pour ne point ruiner les capitales de l'électorat de Hanovre et du duché de Brunswic par les siéges qu'il faudrait y mettre pour les reprendre; la seconde raison portait sur ce que la crainte d'être coupés du Rhin porterait les Français à évacuer d'eux-mêmes ces provinces, surtout si un détachement des troupes prussiennes se montrait en même temps du côté de Brunswic. Le prince Henri, qui était demeuré en Saxe pour se faire guérir d'une blessure qu'il avait reçue à Rossbach, devait commander ce détachement. On convint de tout, le concert fut bien pris, et nous verrons, au commencement de la campagne prochaine, les succès qui accompagnèrent le prince Ferdinand dans l'exécution de cette entreprise.

CHAPITRE VII.

De l'hiver de 1757 à 1758.

Jamais campagne n'avait été plus féconde en révolutions subites de la fortune que celle que nous venons de décrire. Cette espèce de hasard qui préside aux événements de la guerre, s'était insolemment joué du destin des parties belligérantes : tantôt il avait favorisé les Prussiens de succès brillants, et tantôt il les avait précipités dans un abîme de malheurs. Les Russes avaient gagné une bataille en Prusse, et se retiraient de ce royaume comme s'ils avaient été battus. Les Français, sur le point de désarmer le duc de Cumberland, paraissaient les arbitres de l'Allemagne; mais à peine cette nouvelle a-t-elle le temps de se répandre en Europe, qu'on apprend la défaite d'une de leurs armées, et qu'on voit comme ressusciter cette armée du duc de Cumberland qu'on croyait n'exister déjà plus. Cette suite d'événements décisifs et contraires avait comme étourdi l'Europe : tout le monde voyait l'incertitude de ses projets, des desseins renversés autant que de conçus, et de nombreux corps de troupes presque détruits en un seul jour. Il fallut quelques moments de tranquillité pour que les esprits se recueillissent, et que chaque puissance pût considérer de sang-froid la situation où elle se trouvait. D'un côté, l'ardent désir de la vengeance, l'ambition blessée, le dépit, le désespoir remirent les armes à la main des empereurs et des rois qui for-

maient la grande alliance; de l'autre, la nécessité de continuer la guerre, et quelques rayons d'espérance portèrent la Prusse à faire les plus grands efforts pour se soutenir. Un nouveau ferment donna un nouveau degré d'activité à la politique, et les cours respectives se préparèrent, chacune de son côté, à pousser la guerre avec plus d'acharnement, de fureur et d'opiniâtreté que par le passé. Voilà, en général, le tableau des passions qui agitaient les princes et leurs ministres. La nature de cet ouvrage exige que nous descendions en de plus grands détails, et que nous parcourions successivement toutes les cours de l'Europe, pour nous représenter distinctement ce qui se passait dans chacune.

Il s'était fait, dès l'automne dernière, un changement dans le ministère britannique. M. Fox, que le duc de Cumberland y avait intrus par ses intrigues, s'aperçut qu'il ne pouvait plus se soutenir dans ce poste, à cause que la cabale qui lui était opposée, gagnait la supériorité; il résolut de se démettre volontairement de ses charges : il fut remplacé par M. Pitt, que l'éloquence et le génie élevé rendaient l'idole de la nation; c'était la meilleure tête de l'Angleterre. Il avait subjugué la chambre basse par la force de la parole, il y régnait, il en était, pour ainsi dire, l'âme. Parvenu au timon des affaires, il appliqua toute l'étendue de son génie à rendre sa patrie la dominatrice des mers, et pensant avec grandeur et élévation, il fut indigné de la convention de Kloster-Zeven, qu'il regardait comme l'opprobre des Anglais. Ses premiers pas dans sa nouvelle carrière allèrent tous à faire abolir jusqu'à la mémoire de ce traité honteux : ce fut lui qui persuada au roi d'Angleterre de mettre le prince Ferdinand de Brunswic à la tête de l'armée des alliés, et de le demander au roi de Prusse; ce fut lui qui proposa de renforcer les troupes d'Allemagne par un corps d'Anglais, qui les joignit effectivement dans l'année 1758. De plus, il jugea convenable à la gloire de sa nation de renouveler les alliances qu'elle avait contractées tant avec le roi de Prusse qu'avec divers princes d'Allemagne. Il envoya à cette fin M. Yorke [a] en Silésie, où une nouvelle convention fut signée : par l'un des articles, le roi d'Angleterre s'engageait à payer au roi de Prusse un subside annuel de quatre millions d'écus, pour la durée

[a] Sir Joseph Yorke, ministre d'Angleterre à la Haye.

de cette guerre. Le Roi se trouvait dans la nécessité d'accepter ce subside, qui d'ailleurs répugnait à sa façon de penser : mais les Français l'avaient dépouillé des provinces qu'il possédait dans le Bas-Rhin; il était à la veille de voir envahir la Prusse par les Russes. Cela pouvait d'autant moins s'empêcher, que le maréchal Lehwaldt avait été obligé d'accourir en Poméranie pour s'opposer aux Suédois. Après tout, ce subside était le seul secours à tirer de l'Angleterre, puisqu'elle avait décliné à plusieurs reprises la demande qu'on lui avait faite d'envoyer une escadre dans la Baltique.

M. Pitt envoya dans ce temps le chevalier Keith en Russie, pour balancer par ses intrigues celles du parti français et autrichien, et pour tenter de dessiller les yeux de l'Impératrice, fascinés et aveuglés par les préventions qu'on lui avait inspirées contre le roi de Prusse. M. Goderich partit, dans une vue à peu près semblable, pour la Suède; mais le parti français, qui dominait despotiquement dans le sénat de Stockholm, fit jouer tous ses ressorts pour interdire à cet Anglais l'entrée du royaume : M. Goderich resta en Danemark, et les sénateurs s'applaudirent d'avoir empêché que l'argent de l'Angleterre ne culbutât leur système. Tandis que M. Pitt prenait de si justes mesures pour la politique, les ports de la Grande-Bretagne se remplissaient de vaisseaux; les projets pour la campagne de mer et de terre étaient arrêtés, et une activité nouvelle ranimait toutes les branches du gouvernement.

Le chevalier Keith, qui, pendant ces entrefaites, était arrivé à Pétersbourg, n'y trouva point la cour dans une disposition avantageuse aux commissions dont il était chargé; les ministres d'Autriche, de France, de Saxe, y étaient tout-puissants par le moyen de leurs intrigues et de leurs profusions; ils avaient gagné le comte Iwan Schuwaloff, favori d'Élisabeth, qui gouvernait alors l'Impératrice et par conséquent l'empire. Les ministres, mécontents du peu de progrès de l'armée russe, surtout de sa retraite à la fin de la campagne dernière, tâchaient de faire passer leur enthousiasme pour cette guerre dans l'esprit de l'Impératrice, et l'excitaient à faire, la campagne prochaine, de plus grands efforts que par le passé; ils s'aperçurent que leurs menées étaient secrè-

tement traversées par le grand chancelier Bestusheff, et ils résolurent de le culbuter, comme en effet ils y réussirent. Nous avons dépeint dans cet ouvrage ce comte Bestusheff comme un homme qui, par passion, s'était fait un principe d'être l'ennemi juré des Prussiens. Deux raisons, ayant altéré ces sentiments de haine, avaient influé sur son changement de conduite : l'une était sa forte pension, que les Anglais continuaient de lui payer, et l'autre, la possession où le Roi se trouvait des archives de Dresde. On avait trouvé dans ces archives une lettre où il conseille au comte de Brühl de se défaire par le poison d'un résident russe à Varsovie, dont ces deux ministres étaient également mécontents, comme lui, disait-il, s'était défait du sieur de Castéras, dont il craignait l'esprit délié. M. de Bestusheff n'avait point de répugnance pour commettre des crimes, mais il ne voulait pas qu'on le sût; et la crainte que cette lettre odieuse ne fût publiée, l'engagea de promettre au Roi de lui rendre des services importants, pour qu'il consentît à la supprimer. C'était à quoi le Roi fut facile à disposer, et le ministre fut exact, de son côté, à remplir son engagement : car il dressa l'instruction du maréchal Apraxin d'une manière aussi favorable aux intérêts du Roi que les conjonctures le permettaient; ce fut l'unique cause de ce que les Russes évacuèrent les États du Roi à la fin de la campagne. M. de Bestusheff fut encouragé dans cette conduite par les conseils du grand-duc et de la grande-duchesse de Russie, qui tous les deux avaient les sentiments les plus favorables pour la cause du Roi. Le Grand-Duc, prince de Holstein par sa naissance, avait puisé dans l'histoire de ses ancêtres une haine implacable contre les Danois, causée par les injustices criantes que les rois de Danemark avaient faites à sa famille; le Grand-Duc, craignant alors que les affaires du Roi ne prissent une tournure qui l'obligeât à se lier avec les Danois, lui offrit son crédit et tous les services qu'il pourrait lui rendre en Russie, pourvu qu'il n'entrât en aucun engagement avec ces ennemis constants du Holstein. Le Roi accepta l'offre; il promit de ne faire aucun traité avec le Danemark, et quoique cette condescendance ne lui valût pas d'avantages récents, on verra, par la suite de cet ouvrage, que cette liaison étroite avec le grand-duc de Russie bouleversa les grands projets des Autri-

chiens. Avec quelque secret que toutes ces affaires se traitassent, il en perça cependant quelque chose; les ministres de France et d'Autriche s'aperçurent d'une variation de conduite du côté du grand chancelier; ils eurent vent des ordres qu'il avait expédiés pour le maréchal Apraxin, et ils se servirent du favori de l'Impératrice, Iwan Schuwaloff, pour faire disgracier ce ministre et causer toutes sortes de déboires à la jeune cour. Depuis ce moment, tout plia devant ces ambassadeurs en Russie, et ils entraînèrent l'impératrice Élisabeth dans des mesures violentes et peu conformes aux véritables intérêts de son empire.

La cour de Vienne avait reçu des secousses si fortes à la fin de la dernière campagne, que sa constance en fut ébranlée. Elle s'était crue sur le point de terminer la guerre, et regardait comme faite la conquête de la Silésie; déchue tout à coup de ces idées flatteuses, elle vit son armée ruinée, dont les débris à peine purent se sauver en Bohême. Ces malheurs inattendus ralentirent son ardeur pour la guerre, et tant de projets avortés firent qu'elle ne sentit plus le même éloignement ni cette aversion insurmontable pour la paix. Le style de sa chancellerie et les écrits de Ratisbonne s'adoucirent. Cependant l'aigreur et la grossièreté y reparurent aussitôt que les espérances revinrent. Tant que dura la première impression de l'infortune, l'Impératrice-Reine voulut se rapprocher du Roi, soit pour entamer une négociation, soit pour se faire une réputation de magnanimité. Le comte Kaunitz avertit le Roi d'une conspiration imaginaire formée contre lui, dans laquelle deux Napolitains et un Milanais avaient trempé. Le Roi lui fit répondre, par le comte Finck, qu'il était obligé à l'Impératrice de l'information qu'elle voulait bien lui donner; mais que comme il y avait deux manières d'assassiner, l'une par le poignard, l'autre par des écrits injurieux et déshonorants, il assurait l'Impératrice qu'il faisait peu de cas de la première, et qu'il était infiniment plus sensible à la seconde. Cela n'empêcha pas que l'indécence et le scandale de ces écrits ne continuât, et ne s'accrût même, selon que les succès de la guerre favorisèrent les armes autrichiennes.

La France apprit avec un sensible chagrin les dispositions pacifiques de l'Impératrice-Reine, parce que la défection de cette

princesse aurait porté un préjudice considérable à ses affaires. Tant qu'elle demeurait en guerre avec l'Angleterre sur mer et en Allemagne, Louis XV, piqué de l'affront que l'affaire de Rossbach avait imprimé à ses armes, espérait de trouver dans la continuation de la guerre l'occasion de prendre sa revanche; et les ministres de la France travaillèrent à Vienne avec une application infinie à ranimer toutes les passions calmées de cette cour. La honte, pour une grande puissance, d'être abattue par un petit prince fit le plus d'impression sur l'esprit de l'Impératrice; l'ancienne animosité contre la Prusse se réveilla, les dispositions pour la paix s'évanouirent, et les liaisons d'amitié et d'intelligence entre les cours de Vienne et de Versailles se resserrèrent plus intimement: ainsi, au lieu que les succès des Prussiens dégoûtassent les puissances avec lesquelles ils étaient en guerre, ils les firent redoubler d'efforts pour paraître plus redoutables et plus dangereux que jamais à l'ouverture de la campagne prochaine.

Des mesures semblables se prenaient de la part du Roi pour rétablir pendant l'hiver l'armée, et la remettre en état d'agir avec vigueur. Il y avait à réparer les pertes qu'entraînaient sept batailles rangées que les Prussiens avaient livrées à leurs ennemis; mais quelque monde qu'eût consumé la guerre, cela n'approcha pas des ravages que des maladies épidémiques faisaient dans les hôpitaux; c'étaient des espèces de fièvres chaudes accompagnées de tous les symptômes de la peste; les malades tombaient en délire le premier jour de la maladie; ils prenaient des charbons au cou ou bien aux aisselles : que les médecins saignassent ou ne saignassent point, cela était égal; la mort emportait indifféremment tous ceux qui se trouvaient atteints de ce mal; le poison était même si violent, que, par des progrès rapides, les effets devenaient si prompts, que dans trois jours il mettait un homme au tombeau. On se servit sans effet de toutes sortes de remèdes; enfin, on eut recours à l'émétique, qui réussit; on en délaya trois grains dans une mesure d'eau, on en fit boire au malade jusqu'à ce que le remède commençât d'opérer, et ce fut un spécifique souverain contre cette maladie, car depuis que l'on s'en servit, de cent personnes à qui on le fit prendre, il en périt à peine trois. Sans doute que les causes de la maladie ne venaient que d'une

transpiration arrêtée par le froid, et des indigestions causées par de mauvaises nourritures, qui ne pouvaient être guéries que par de fortes évacuations, et non par d'autres remèdes. Quoique le monde que l'armée perdit dans les hôpitaux fût considérable, on parvint cependant à rassembler pendant l'hiver la plupart des recrues dont on avait besoin pour recompléter l'armée; mais il fut impossible de s'en servir d'abord au printemps, parce que c'étaient, la plupart, des paysans qu'il fallait exercer et discipliner, et que la campagne commença de très-bonne heure.

La maison royale perdit cette année la Reine mère.[a] Le Roi reçut cette funeste nouvelle après la bataille de Kolin et dans un temps où la fortune s'était le plus déclarée contre les Prussiens; il en fut vivement touché : il avait vénéré et adoré cette princesse comme une tendre mère, que ses vertus et ses grandes qualités rendaient l'admiration de ceux qui avaient le bonheur de l'approcher. Sa mort causa, non un deuil de cérémonie, mais une calamité publique : les grands regrettèrent son abord facile et gracieux; les petits, sa débonnaireté; les pauvres, leur refuge; les malheureux, leur ressource; les gens de lettres, leur protectrice; et tous ceux de sa famille qui avaient l'honneur de lui appartenir de plus près, croyaient avoir perdu une partie d'eux-mêmes, et se sentaient plus frappés qu'elle du coup qui venait de l'emporter.

On ne peut pas en dire autant de la reine de Pologne, qui mourut à Dresde, détestée des Saxons pour son intolérance, de la cour pour ses tracasseries, de sa famille pour son austérité rigoureuse, mais canonisée par les jésuites pour avoir fondé une église catholique dans le sein de l'hérésie. On disait à Dresde que le *Te Deum* de la bataille de Rossbach avait tué cette princesse, en irritant la haine qu'elle avait contre les Prussiens, et qu'elle était obligée de supprimer. Cependant un abcès qui lui creva tout à coup dans la poitrine, fut la cause véritable de sa mort. Lorsque cette nouvelle arriva à Varsovie, le comte de Brühl avait tout préparé pour faire saigner le roi de Pologne en la lui apprenant; mais ce prince la reçut avec assez de sang-froid, et répondit au comte de Brühl que ce n'était pas la peine de le saigner. La perte

[a] Sophie-Dorothée, reine mère, née le 27 mars 1687, mourut à Berlin le 28 juin 1757. Voyez t. I, p. 174.

d'un de ses bouffons, nommé Joseph, qui mourut peu après, lui fut plus sensible, et on ne put l'en consoler qu'en le menant à la chasse pour dissiper sa douleur.

Cette même année finit ses jours le sultan Osman; son successeur passa pour un prince plus hardi et plus entreprenant que lui. Le bruit de sa réputation réchauffa, dès son avénement au trône, les intrigues du ministre de Prusse à la Porte. Il s'agissait d'être admis aux audiences du Grand Seigneur. Il y avait plus d'un an que le sieur de Rexin postulait cette faveur sans pouvoir l'obtenir; et il fallait avoir été admis à cette audience pour entamer les négociations dont il était chargé, avec le grand vizir et avec les principaux officiers de la couronne. Nous verrons dans la suite de cet ouvrage les différentes formes que prit cette négociation, et nous aurons lieu de remarquer souvent combien peu les nations orientales sont susceptibles de suivre les principes d'une bonne et saine politique. Ce défaut vient surtout de leur grande ignorance sur les intérêts des princes de l'Europe, de la vénalité de ces peuples, et du vice du gouvernement, qui assujettit tout ce qui est relatif à la paix et à la guerre aux décisions du mufti, sans le fetfa duquel il serait impossible de mettre en mouvement les troupes ottomanes.

CHAPITRE VIII.

Campagne de 1758.

Février. Le prince Ferdinand de Brunswic fut, cette année, le premier qui ouvrit la campagne : il avait une forte tâche à remplir; il ne s'agissait pas de moins que de chasser quatre-vingt mille Français de la Basse-Saxe et de la Westphalie, avec trente mille Hanovriens qui, trois mois auparavant, avaient été près de mettre les armes bas et de signer un traité honteux. Il détacha un corps sur le Wéser, qui se rendit maître de Verden, et un autre sous le Prince héréditaire, qui marcha des deux côtés de cette rivière, arriva à Hoya, dont ce jeune héros s'empara par sa valeur et par sa bonne conduite. M. de Saint-Germain fut à peine instruit de ces progrès, qu'il évacua Brême, où il avait une garnison de douze bataillons. Il en attira à lui quatorze autres qui hivernaient dans le voisinage, avec lesquels il prit le chemin de la Westphalie. Tandis que le Prince héréditaire prenait Hoya, dont le pont sur le Wéser devenait important pour les alliés, le prince Ferdinand de Brunswic passait l'Aller avec le gros de ses troupes. M. de Beust,[a] qui faisait son avant-garde, surprit aux environs de Hanovre le

[a] Le colonel Charles de Beust, commandeur des hussards noirs du général de Ruesch, n° 5, avait alors sous ses ordres les trois escadrons de ce régiment que le Roi avait détachés pour le corps du duc Ferdinand. Il mourut le 25 décembre 1759.

régiment de Poleretzky, et le fit prisonnier. Cet accident, joint à la marche du prince Henri, qui, par le Mansfeld et le Hildesheim, s'était approché de la ville de Brunswic, déconcerta les généraux français, et détermina M. de Clermont, qui venait de relever le maréchal de Richelieu, à évacuer Brunswic, Wolfenbüttel et Hanovre en même temps. L'armée du prince Ferdinand marcha droit à Minden, où s'étant jointe aux détachements du Wéser, elle assiégea d'abord cette ville. Le comte de Clermont, ayant passé le Wéser à Hameln, envoya M. de Broglie aux environs de Bückebourg, pour secourir Minden; mais ce général, ne trouvant pas l'occasion d'entreprendre contre les alliés, ne fut que spectateur de la prise de cette ville, dont la garnison se rendit prisonnière de guerre. Après cet événement, M. de Broglie tourna vers Paderborn, pour rejoindre le prince de Clermont. L'armée des alliés marcha à Bielefeld; sur quoi les Français, étourdis de cette révolution subite dans leurs affaires, évacuèrent Lippstadt, Hamm et Münster. Le comte de Clermont, qui n'avait plus de pied en Allemagne, repassa le Rhin à Wésel, et cantonna son armée à l'autre bord de ce fleuve. Le prince Ferdinand s'ar- Avril. rêta à Münster, et répandit ses troupes aux environs, pour leur donner le temps de se refaire des fatigues qu'elles avaient souffertes par des opérations continuelles dans une saison rude et peu avancée. Les alliés prirent onze mille Français prisonniers dans Mai. cette courte expédition, qui peut être comparée à cette belle campagne du maréchal de Turenne, lorsque, pénétrant par Thann et Belfort, il surprit les Impériaux répandus dans leurs quartiers en Alsace, et les força de repasser le Rhin.

Ce fut le 2 de juin que le prince Ferdinand passa ce fleuve Juin. avec son armée au-dessous d'Emmerich; il avait gagné des bateliers hollandais, qu'il ne put engager néanmoins à construire ce pont que sur le territoire de la République; de là il s'avança bientôt dans le pays de Clèves. Quelques troupes françaises furent surprises dans leurs quartiers; mais le gros joignit l'armée, qui s'était assemblée proche de Créfeld. Le prince Ferdinand occupa la ville de Clèves; il laissa quelques troupes aux ordres de M. d'Imhof pour couvrir son pont d'Emmerich, et avec l'armée alliée il remonta la rive gauche du Rhin, où il se trouva vers le 20 du

mois à une marche du comte de Clermont; il résolut d'attaquer l'armée française, dans l'espérance que s'il gagnait sur elle une victoire complète, il pourrait reprendre Wésel, et retransporter le théâtre de la guerre au delà du Rhin. Le prince se fit joindre pour cet effet par M. de Wangenheim, qui avait été du côté de Kayserswerth, et se porta sur Kloster-Kamp. A son approche, M. de Saint-Germain abandonna la ville de Créfeld, et se retira à un mille en arrière, pour se rapprocher du comte de Clermont, qui campait alors à Nuys; M. de Clermont le joignit à Vischeln.

Ce fut le 23 juin que le prince Ferdinand quitta son camp de Hüls et de Kempen pour attaquer M. de Clermont; il divisa son armée en trois corps, dont l'un, commandé par M. de Wangenheim, se présenta sur le front de l'ennemi pour le contenir, pendant que le gros des alliés, tournant la gauche des Français, se présenta sur leur flanc entre Vischeln et Anradt; il y avait dans cette partie, derrière un ruisseau, un boulevard ou *Landwehr* dont les Français avaient profité pour se poster; l'infanterie des alliés les en délogea après un combat assez rude. Les carabiniers français volèrent alors au secours de cette infanterie, et le comte de Gisors, qui les menait, attaqua vivement l'infanterie du prince Ferdinand; il y fut tué, et sa troupe découragée prit la fuite; alors le prince de Holstein[a] donna dessus avec les dragons prussiens, et acheva de la dissiper. Pendant ce choc, le Prince héréditaire avec une partie de la droite des alliés avait gagné sur les derrières de la position des Français; ce qui acheva de décontenancer le comte de Clermont, qui, se croyant sur le point d'être entamé sur son front par M. de Wangenheim, se voyant pris en flanc par le prince Ferdinand, et près d'être entièrement tourné par le Prince héréditaire, abandonna le champ de bataille; il se retira à Nuys, puis à Woringen, et ensuite à Cologne. Le prince Ferdinand, pour profiter de sa victoire, détacha le Prince héréditaire, qui prit Ruremonde par capitulation, et poussa des partis jusqu'aux portes de Bruxelles, tandis que M. de Wangenheim, qui avait été envoyé avec quatre bataillons dans le duché de Berg, assiégea Düsseldorf, où il y en avait huit, et la ville se rendit par

[a] Ce prince de Holstein est le lieutenant-général George-Louis duc de Holstein-Gottorp.

capitulation le 8 de juillet. On y trouva un magasin considérable, construit pour l'armée française. Cependant le prince Ferdinand, apprenant que l'ennemi rassemblait des forces contre lui, se fit rejoindre par le corps du Prince héréditaire au couvent de Saint-Nicolas, où il campait. Juillet.

Le mauvais début de M. de Clermont engagea la cour de Versailles à le rappeler, et il fut remplacé par M. de Contades. Ce maréchal fit incessamment avancer l'armée, pour lui rendre la confiance qu'elle avait perdue; pendant ce temps-là, M. de Chevert, qui était à Wésel, où les Français avaient laissé une nombreuse garnison, sortit de cette place avec un corps considérable pour battre M. d'Imhof, qui gardait le pont des alliés proche d'Emmerich. Ce général en eut vent : il se mit avec tout son corps en embuscade sur le chemin que M. de Chevert devait tenir, le battit, et lui prit beaucoup de monde. Ces heureux succès du prince Ferdinand auraient empêché les Français de repasser le Rhin, et l'auraient enfin mené à la prise de Wésel sur la fin de la campagne, si une diversion ne l'avait obligé lui-même à repasser ce fleuve, pour redresser les affaires en Hesse et dans la Basse-Saxe.

Dès le 11 de juillet, M. de Soubise s'était mis en marche; il avait été joint à Hanau par quinze mille Würtembergeois. Le prince Ferdinand avait laissé en Hesse le prince d'Ysenbourg avec environ sept mille hommes; celui-ci se retira de Marbourg à l'approche de l'avant-garde française, commandée par M. de Broglie,[a]
et passa la Fulde; les Français l'attaquèrent dans la position qu'il 23.
avait prise près de Sangerhausen, et il fut obligé de céder au nombre après un combat qui dura six heures; il se retira à Eimbeck, et s'établit dans les montagnes, se bornant à conserver sa communication avec Hanovre. Le prince de Soubise, ne trouvant nulle part aucune résistance, occupa en ce temps Nordheim, Münden et Göttingue. Cependant M. de Contades, qui jugeait

[a] Victor-François duc de Broglie, frère aîné de celui dont il est fait mention ci-dessus, p. 100, et du comte François de Broglie qui fut mortellement blessé à Rossbach. Il devint duc en 1745, à la mort de son père; puis il fut créé maréchal de France le 16 décembre 1759, et dans la même année, prince du Saint-Empire.

que la diversion de M. de Soubise en Hesse obligerait promptement les alliés à rétrograder, s'avança sur eux, et occupa même le poste de Brüggen, qui était sur leur gauche; mais le prince Ferdinand, qui ne pouvait souffrir ce voisinage dangereux, en fit déloger les Français par le Prince héréditaire; il résolut en même temps de se replier sur la Niers, pour s'approcher des secours qui lui venaient d'Angleterre. Les Français, qui firent la même marche, furent cependant prévenus par les alliés. Le prince Ferdinand, qui voyait que la seule façon de se soutenir au delà du Rhin était de battre M. de Contades, fit toutes les dispositions pour engager une affaire; M. de Contades ne trouva pas à propos de risquer le combat, et se retira à Dalen; sur quoi le prince Ferdinand se porta sur Wachtendonk; le Prince héréditaire, qui menait l'avant-garde, en chassa les Français, et toute l'armée repassa la Niers. Le prince Ferdinand, ne trouvant plus de possibilité à se soutenir avec son armée au delà du Rhin, retira à lui la garnison de Ruremonde, qui trouva le moyen de se dérober dans le temps même que l'ennemi sommait la place. Toute cette armée repassa le Rhin sur son pont de Griethausen entre le 8 et le 10 d'août. On fut obligé d'évacuer Düsseldorf en même temps, et M. de Hardenberg,[a] qui y commandait, se rendit en diligence à Lippstadt, pour mettre en défense ce poste important. Peu de jours après, les Français passèrent le Rhin, et s'étendirent jusqu'à Dorsten, en se couvrant de la Lippe.

Août.

Le 14, le prince Ferdinand fut joint à Bocholt par douze mille Anglais que lui amenait mylord Marlborough. M. de Contades fut joint en même temps dans son camp de Halteren par cinq à six mille Saxons que les Autrichiens avaient rassemblés en Hongrie, et dont le prince Xavier, second fils du roi de Pologne, avait pris le commandement. Le prince Ferdinand détacha en même temps M. d'Imhof à Coesfeld, et M. de Post à Dülmen; mais sur les mouvements que firent les ennemis vers Lünen, le Prince héréditaire fut détaché pour renforcer le corps de Dülmen. Le prince

[a] Chrétien-Louis de Hardenberg (père de Charles-Auguste, chancelier d'État prussien), né le 3 novembre 1700 et mort le 26 novembre 1781, devint en 1757 général-major, en 1759 lieutenant-général, en 1776 général de l'infanterie, et le 17 février 1778, feld-maréchal au service de Hanovre.

Ferdinand le suivit promptement avec l'armée, et le Prince héréditaire repoussa les Français jusqu'à Halteren. Dans ces circonstances, on trouva bon de détacher M. d'Oberg avec un corps de neuf mille hommes, pour passer la Lippe et se porter dans l'évêché de Paderborn, tant pour interrompre la communication des deux armées françaises, que pour être à portée, dans le besoin, de pouvoir prêter la main au prince d'Ysenbourg.

Dans ces entrefaites, et pendant que le prince d'Ysenbourg s'était tenu près d'Eimbeck, M. de Soubise avait occupé Cassel, Göttingue, et quelques places sur la Werra; alors il forma le Septembre.
dessein de s'emparer de Hameln; mais il fut obligé de s'en désister lorsqu'il apprit que le prince Ferdinand avait repassé le Rhin; il évacua ensuite Münden, Göttingue, et tout ce qu'il avait occupé dans le pays de Hanovre, pour se renforcer sur la Diemel; il resta dans cette position jusqu'au 5 de septembre, et n'opposant à M. d'Oberg que M. Du Mesnil, qu'il laissa sur la Diemel, il s'avança successivement de Münden, Göttingue, à Nordheim. Le prince d'Ysenbourg fut obligé d'abandonner Eimbeck à l'approche 11.
des Français, et se retira à Coppenbrügge, où il fut joint par quelques régiments de l'armée des alliés; alors le prince d'Ysenbourg s'avança en même temps que M. d'Oberg sur Holzmünden. Ce mouvement fit craindre à M. de Soubise, qui était à Göttingue, qu'on ne le coupât de Cassel, et repliant aussitôt ses corps, il se rendit en diligence dans la Hesse. Les troupes des alliés et des Français arrivèrent presque en même temps devant Cassel, où elles se campèrent vis-à-vis les unes des autres. Ces mouvements de la Hesse n'avaient pas influé sur les opérations du prince Ferdinand; il suivait son objet, qui était d'observer l'armée de M. de Contades.

Les Français, ayant vainement tenté de surprendre le Prince héréditaire à Halteren, et y ayant été repoussés avec une perte considérable, tournèrent leurs vues d'un autre côté. M. de Contades détacha M. de Chevert avec vingt mille hommes, pour 1er octobre.
joindre M. de Soubise, et lui donner par ce renfort assez de supériorité pour qu'il pût accabler le prince d'Ysenbourg, et pour donner en même temps de l'occupation au prince Ferdinand, qui l'empêchât de faire des détachements pour la Hesse; il se porta

à Hamm avec son armée, et poussa M. de Chevreuse jusqu'à Soest. Sur ce mouvement, les alliés se replièrent sur Münster,
9. d'où le Prince héréditaire fut détaché à Warendorf-sur-l'Ems, et le prince de Holstein, à Telgte. M. de Soubise ayant, sur ces entrefaites, reçu son renfort, ne perdit point de temps pour le mettre en œuvre. Le prince d'Ysenbourg, informé de l'arrivée de M. de Chevert, repassa la Fulde, et se retira successivement devant l'ennemi jusqu'à Lutterberg, pour ne point être coupé de Münden; les ennemis l'y attaquèrent avec une si grande supériorité, qu'il fut obligé de leur céder le champ de bataille, avec une perte de seize canons et d'environ deux mille hommes; il se retira par Dransfeld et Göttingue à Moringen. Cet événement obligea le prince Ferdinand à quitter Münster; il y laissa une bonne garnison, et arriva le 17 avec son armée à Lippstadt. Le Prince héréditaire marcha le lendemain pour surprendre M. de Chevreuse, qui était à Soest; la surprise n'eut pas lieu, parce que les Français furent avertis de la marche des alliés; néanmoins, après un léger combat, les Français se retirèrent, et abandonnèrent toutes les provisions qu'ils avaient amassées à Soest. Le prince Ferdinand prit incontinent son camp auprès de cette ville, ce qui engagea M. de Chevert à changer de route; il avait quitté M. de Soubise après l'affaire de Lutterberg, et ne put joindre M. de Contades qu'en prenant un grand détour. Aussitôt que M. de Chevert eut quitté l'armée de Hesse, M. d'Oberg passa le Wéser à Holzmünden, et poursuivant sa marche, il joignit le 21 d'octobre à Soest l'armée des alliés.

La position où se trouvait le prince Ferdinand interrompit la communication des deux armées françaises, et quelque supérieures qu'elles fussent en nombre à celles des alliés, cela n'empêcha pas que M. de Soubise ne crût sa position aventurée; il
22 novembre. évacua en conséquence Cassel et toute la Hesse, et repassa le Main à Hanau avec toutes ses troupes. La campagne aurait été finie, si M. de Contades n'eût encore essayé de surprendre Münster; M. d'Armentières s'était approché de cette ville à la tête de quinze mille Français, et avait pris un camp proche de la place, pour ouvrir incessamment la tranchée; mais M. d'Imhof arriva le 26 octobre à Warendorf, étant suivi du duc de Holstein, en

même temps que M. de Wangenheim avec un gros détachement occupa le camp de Rhéda. Tous ces mouvements, dis-je, qui menaçaient de couper la communication de M. d'Armentières de Wésel, et une petite affaire qu'engagea le major Bülow, le firent résoudre d'abandonner son projet; il repassa la Lippe le 2 de novembre, et bientôt après, l'armée française prit le chemin de Wésel, pour entrer dans ses quartiers d'hiver à l'autre bord du Rhin. Il ne restait plus en Hesse que Marbourg où les Français eussent pied; le Prince héréditaire y fut envoyé, et il n'employa que peu de jours pour finir son expédition par la prise de cette place, après quoi les alliés, maîtres de toute la Westphalie et de la Basse-Saxe, entrèrent dans leurs quartiers.

Durant cette belle campagne du prince Ferdinand contre les Français, le Roi n'était pas demeuré oisif contre les Autrichiens, et il se préparait à tirer tout le parti possible de la bataille de Leuthen, et des suites que cette bataille avait eues. Dès le mois de janvier, M. de Werner avait été détaché dans la Haute-Silésie. 9 janvier.
Quelque supériorité qu'eût l'ennemi sur sa troupe, il l'avait contraint de se replier en Moravie, de sorte que les Prussiens occupaient dès lors Troppau et Jägerndorf. Le Roi jugeait cette avance nécessaire pour exécuter les projets qu'il méditait pour la campagne, de sorte que cette expédition, qui se fit au mois de janvier, ne parut à l'ennemi qu'une suite de la bataille de Leuthen, dont le Roi profitait pour nettoyer toute la Silésie des troupes autrichiennes.

Les choses en restèrent là jusqu'au 14 de mars, que l'armée se Mars.
mit en marche pour commencer les opérations de la campagne. On était sûr que les ennemis n'étaient pas assez avancés dans leurs arrangements pour s'opposer aux desseins que le Roi formait, de sorte que ce temps fut jugé le plus propre à changer en siége régulier le blocus de Schweidnitz. Le Roi se mit à la tête de l'armée d'observation, et se cantonna de Landeshut jusqu'à Friedland; le prince Maurice eut le commandement de cette gauche, d'où il communiquait par Wüstengiersdorf à Braunau; et M. de Fouqué commandait le corps qui couvrait cette gorge de la Silésie. Le Roi établit son quartier général à Grüssau, qui était au centre de la position que ses troupes occupaient. Le gros de

l'armée ennemie était encore en cantonnements aux environs de Königingrätz et de Jaromircz; le maréchal Daun, qui en avait
Avril. seul le commandement, avait poussé en avant le corps de Loudon à Trautenau, et celui de Beck à Nachod. Les armées étant dans cette position, M. de Treskow investit de plus près la ville de Schweidnitz. La tranchée ne put être ouverte que la nuit du 1[er] au 2 d'avril; l'attaque fut dirigée sur le fort de la Potence, comme l'endroit le moins bien fortifié, et le plus commode pour y conduire les munitions de guerre. Bientôt vingt-quatre canons, vingt mortiers et seize obusiers furent mis en batterie. Cet ouvrage, souvent dérangé par l'artillerie des assiégés, ne put être entièrement perfectionné que le 8, et dès le 10 on occupa une flèche que l'ennemi fut obligé d'abandonner; cette flèche, qui nous approchait à cent pas du fort de la Potence, donna lieu au coup de main qu'on tenta sur cet ouvrage pour terminer d'autant plus promptement le siége; les canons du fort de l'Eau et de celui de la Potence ayant été démontés dès le 15, on donna l'assaut à l'ouvrage le soir à minuit; on le tourna par la gorge, et mille grenadiers l'emportèrent, avec une perte si légère, qu'elle ne mérite pas d'être rapportée. Le commandant, décontenancé par une action aussi vigoureuse, battit la chamade; il se rendit prisonnier de guerre avec la garnison; le comte de Thierheim évacua la ville le 18, et sa troupe, forte de cinq mille hommes, fut répandue dans les différentes places de la Silésie et de la Marche électorale.

Ce siége si heureusement et si promptement terminé donnait au Roi la faculté d'exécuter de plus grands projets : son dessein était de pénétrer dans la Moravie et de prendre Olmütz, non pas pour conserver cette place, car on prévoyait dès lors la diversion que les Russes, qui s'étaient emparés de la Prusse, se préparaient à faire en Poméranie et dans les Marches de Brandebourg; mais afin d'amuser durant toute la campagne les Autrichiens dans cette partie éloignée des États du Roi, pour avoir le temps et l'aisance de s'opposer, en attendant, avec des forces considérables à l'armée russe. Pour exécuter ce projet, il fallait de nécessité en imposer au maréchal Daun, afin de gagner sur lui quelques marches et le temps de s'établir aux environs d'Olmütz avant son arrivée. Dans cette intention, l'armée du Roi se retira des montagnes dans les

plaines de Schweidnitz et de Reichenbach, sous prétexte d'y refaire les troupes des fatigues du siége, et d'attendre les recrues qui devaient la joindre. M. de Zieten avec un corps demeura dans les environs de Landeshut, d'où il tira un cordon jusqu'à Friedland, et M. de Fouqué entra dans le comté de Glatz, pour en garder tous les débouchés. Ces deux corps, qui masquaient les mouvements de l'armée derrière les montagnes, avaient encore l'utilité d'empêcher les Autrichiens de recevoir des nouvelles qui pussent les éclairer sur les desseins des Prussiens.

Pendant que ces dispositions donnaient le change à l'ennemi, Mai.
l'armée du Roi marcha à Neisse, où elle se sépara en deux colonnes, dont une, où le Roi se trouvait en personne, prit le chemin de Troppau, et celle que conduisait le maréchal Keith, celui de Jägerndorf. Ces deux colonnes débouchèrent le 3 de mai dans les plaines d'Olmütz, l'une par Gibau, et l'autre par Sternberg; M. de Fouqué les suivit aussitôt qu'il remarqua que l'ennemi, ayant pris l'alarme, quittait les environs de Königingrätz pour se porter sur Hohenmauth. M. de Fouqué prit le chemin de Neisse, d'où il convoya nos munitions de guerre et de bouche pour le siége jusqu'à Olmütz. C'était le 12, et le même jour l'armée d'observation passa la Morawa à Littau, d'où le Roi s'avança jusqu'à Olschan: M. de Ville y campait avec sept régiments de cavalerie; il fut attaqué par le prince de Würtemberg, et poussé au delà de Prossnitz vers Wischau. Ce prince campa son corps à Prossnitz, et il y demeura pour observer l'ennemi du côté de Wischau et de Brünn, ayant sous lui quatre régiments de dragons, un de hussards et quatre bataillons.

Le maréchal Keith, ayant fait l'investissement d'Olmütz, ouvrit la tranchée le 27 de mai; il plaça de l'autre côté de la Morawa les dix escadrons de Baireuth, cinq cents hussards et quelques bataillons francs, qui se campèrent proche d'un village nommé Dolein. Pour que le maréchal Keith et l'armée du siége fussent plus en sûreté, on jugea à propos d'éloigner davantage M. de Ville; il pensa être surpris dans son camp, et ne crut trouver de sûreté qu'en se retirant proche des ouvrages de Brünn. L'armée d'observation occupa en même temps toutes les positions qu'on avait eu le temps de lui choisir; en conséquence de quoi le margrave

Charles prit le camp de Neustadt, le prince Maurice, celui de Littau, M. de Wedell, celui de Namiescht, et le Roi, ce côté des hauteurs qui règnent, entre Prossnitz et Olschan, depuis Namiescht jusqu'à Studenetz.

Juin. M. de Puttkammer[a] arriva le 10 de juin à l'armée, sans être inquiété dans sa route, avec le convoi qu'il conduisait. M. de Zieten, qui fut attaqué à Grüssau par l'ennemi, le repoussa, et remarquant que toutes les forces des Autrichiens se tiraient vers la Moravie, il quitta les montagnes, et joignit, environ en même temps que M. de Puttkammer, l'armée du Roi.

Cependant les munitions de guerre et de bouche n'étaient pas suffisantes pour le siége; on fit préparer un nouveau convoi en Silésie, tant pour pousser les attaques que pour renforcer l'armée. Il y a apparence que ce siége aurait mieux réussi, si l'on n'avait pas ouvert les tranchées de trop loin, et qu'on n'eût pas été obligé d'abandonner les premières batteries, parce qu'elles tiraient sans effet, ce qui consuma beaucoup de munitions inutilement. Sur ces entrefaites, l'avant-garde du maréchal Daun, aux ordres de M. de Harsch, entra en Moravie, et se campa vis-à-vis du prince Maurice sur les coteaux d'Allerheiligen, non loin de Littau. M. de Harsch tenta, mais sans succès, de surprendre cette ville. Le maréchal Daun, qui le suivait, s'était porté sur Gewitsch, d'où il détacha un corps de six mille hommes, qui s'établit à Prérau. Cette position obligea le maréchal Keith à placer ses dragons à Wisternitz, et ses compagnies franches à Bistrowan et à Koschuschan.

Les vues du maréchal Daun allaient à jeter du secours dans la ville assiégée, sans se commettre à une action, dont la perte
8. aurait entraîné la réduction d'Olmütz. Il fit attaquer de nuit le village de Koschuschan, défendu par un bataillon franc, et l'obligea de lui céder le terrain; les dragons de Baireuth, qui avaient passé la nuit au bivouac, par une négligence du colonel Meier,[b] qui les commandait, n'attendirent pas pour desseller le retour des

[a] Voyez ci-dessus, p. 118.

[b] Le 21 février 1757, Charles-Frédéric de Meier devint général-major, et commandeur en chef du régiment de Baireuth dragons, en remplacement du lieutenant-général Othon-Martin de Schwerin.

partis qu'ils avaient envoyés à la découverte; l'ennemi arriva en poussant leurs patrouilles avec impétuosité; il fondit sur leurs tentes, ne leur donnant pas le temps d'en sortir. Le régiment perdit trois cents hommes, et aurait été totalement ruiné, si le bataillon de Nimschöffsky ne fût arrivé à temps pour forcer l'ennemi à précipiter sa retraite. Ce succès des Autrichiens leur fit prendre goût aux expéditions nocturnes : ils attaquèrent trois fois le régiment de Zieten à Kosteletz, et furent toutes les trois fois repoussés avec une perte assez considérable. Les bataillons francs de Le Noble et de Rapin ne furent pas aussi heureux; le margrave Charles les avait envoyés à Sternberg, d'où ils devaient se rendre à Bährn pour couvrir un convoi qui arriva le 10; ils furent assez maltraités par les pandours, et perdirent cinq cents hommes dans cette action.

Mais revenons à des objets plus considérables : la position de l'armée autrichienne, surtout le corps qu'elle avait détaché à Prérau, exigeait que la ville d'Olmütz fût mieux enfermée au delà de la Morawa; il semblait que le corps du margrave à Neustadt n'y fût pas essentiellement nécessaire, et comme on n'avait aucunes troupes de trop, le margrave y marcha avec son corps, et se posta de la sorte que sa gauche tenait au pont que nous avions à Chomottau sur la Morawa, et sa droite, à notre pont de Holitz. Cependant, tandis que les Prussiens changeaient leur position, M. de Bülow, colonel autrichien, avait trouvé le moyen de se glisser dans la ville, et d'amener à M. de Marschall, qui en était gouverneur, un secours de douze cents hommes.

Le maréchal Daun vint, peu de jours après, déboucher dans la plaine, et se campa à Prödlitz, entre Prossnitz et Wischau; il y fut informé que les Prussiens attendaient un grand convoi, dont dépendait la réussite du siége, parce que les munitions commençaient à manquer. Ce convoi était couvert par huit bataillons et quatre mille convalescents, tant de la cavalerie que de l'infanterie, qu'on avait enrégimentés pour s'en servir durant cette marche. Le tout partit le 25 de juin de Troppau. Le maréchal Daun tourna ses vues sur ce convoi; il envoya M. de Janus à Bährn, et M. de Loudon à Liebau, pour l'intercepter. Sur cela, le Roi détacha M. de Zieten avec vingt escadrons et trois bataillons; il

28. rencontra ce convoi près de Gibau. Le général Loudon l'attaqua le lendemain; après un combat de cinq heures, il fut obligé de se replier. Le transport avançait très-lentement à cause des chemins rompus, et le maréchal Daun profita de ce temps pour renforcer MM. Janus et Loudon de huit mille hommes. Le 30, le convoi fut attaqué de nouveau entre Bautsch et Domstättl; à peine mille hommes de cavalerie, quatre bataillons et quatre cents chariots eurent-ils ouvert la marche et passé le défilé de Domstättl, que l'ennemi se porta avec toutes ses forces de Bährn et de Liebau sur ce convoi, de sorte que ces deux colonnes de l'ennemi, venant à se joindre, coupèrent l'avant-garde, qui venait de passer le défilé, du reste du corps qui suivait. M. de Zieten, qui était avec le gros du convoi, fit charger vigoureusement une des ailes de l'ennemi; mais le nombre était trop disproportionné pour qu'il pût réussir, de sorte qu'après avoir vaillamment combattu, il fut contraint de se retirer avec la plus grande partie de son monde sur Troppau; il y perdit le général Puttkammer[a] et huit cents hommes, sans compter tout le convoi et le trésor de l'armée, qui tomba entre les mains de l'ennemi. Ce malheur fut cause de la levée du siége. Si ce convoi eût pu arriver, la ville était prise en moins de quinze jours, parce que l'on avait achevé la troisième parallèle, et que l'on commençait d'en déboucher avec les sapes. Mais quelque apparentes que fussent ces espérances, il fallut y renoncer pour sauver l'armée, qui en prolongeant son séjour en Moravie aurait manqué de subsistances.

Il y avait deux chemins pour le retour : l'un qui mène en Haute-Silésie, par lequel l'armée était venue, et l'autre qui traverse la Bohême, et mène ou dans le comté de Glatz, ou, par Braunau, en Silésie. L'ennemi s'était préparé à rendre la première route difficile. Loudon, Janus et Saint-Ignon y étaient demeurés depuis l'affaire des convois; le maréchal Daun s'était porté même avec son armée à Tobitschau, de sorte qu'on pouvait s'attendre, en prenant ce chemin, d'avoir deux corps ennemis sur les flancs, et sans cesse le maréchal Daun derrière l'arrière-garde, pour la harceler. Enfin cette marche n'aurait été qu'une

[a] Le général-major de Puttkammer, chef du régiment d'infanterie n° 9, fut fait prisonnier par les ennemis. Voyez plus haut, p. 133.

bataille perpétuelle, dans laquelle l'armée aurait perdu l'artillerie du siége, ses équipages, ses blessés; et peut-être même y aurait-elle rencontré sa perte entière au passage de la Morawa, que l'ennemi pouvait lui rendre funeste. Ces considérations déterminèrent promptement le Roi à se tourner vers la Bohême, parce que l'ennemi n'étant pas préparé de ce côté-là, on pouvait gagner deux marches sur lui, ce qui était un article important pour l'artillerie et le bagage dont l'armée était chargée.

La nuit du 1er au 2 de juillet, le Roi quitta son camp, et partit avec toutes ses troupes partagées en deux colonnes. Le prince Maurice fit l'avant-garde de celle où se trouvait le Roi, qui passa par Konitz, Tribau, Zwittau, et vint à Leutomischl, où elle s'empara d'un dépôt des ennemis; la seconde, sous la conduite du maréchal Keith, en se retirant de ses tranchées n'abandonna que quatre mortiers et un canon, intransportables parce que les affûts en étaient cassés; elle prit le chemin de Littau, Müglitz et Tribau. Toute cette marche jusque-là se passa sans être inquiétée par l'ennemi, à cause que le maréchal Daun, ayant fait toutes ses dispositions pour les chemins de la Haute-Silésie, ne put pas retirer assez promptement ses troupes pour agir en force du côté de la Bohême; néanmoins M. de Lacy, qui campait à Gibau, voulut entreprendre sur l'arrière-garde. Elle était obligée de passer le défilé de Krenau pour marcher à Zwittau; Lacy se saisit de ce village avec ses grenadiers; mais il en fut promptement délogé par M. de Wied, et les troupes continuèrent leur chemin sans être inquiétées. Juillet.

Le maréchal Keith avait partagé sa colonne en trois corps, dont celui de M. de Retzow, ayant traversé Hohenmauth, et s'approchant des collines de Holitz, trouva ces hauteurs occupées par l'ennemi; il se saisit d'une chapelle qui est sur une hauteur vis-à-vis de celle que l'ennemi tenait; on commença par se canonner réciproquement. M. de Retzow continuait à faire filer son convoi et son escorte en même temps. Le général de Saint-Ignon, qui commandait les ennemis, crut ce moment propre pour attaquer les Prussiens; il fondit avec onze cents chevaux sur le régiment de Bredow cuirassiers, qu'il replia; en même temps arriva un lieutenant avec cinquante hussards, que le Roi avait chargé de

dépêches pour le maréchal Keith; ce brave officier, nommé Kordshagen,[a] donna avec son peu de monde si à propos sur le flanc de M. de Saint-Ignon, qu'il ramena cette troupe; en même temps, la cavalerie prussienne accourut, et rechassa les Autrichiens avec perte de six officiers et de trois cents hommes. Le maréchal Keith arriva avec sa colonne précisément lorsque l'ennemi était en déroute; il fit prendre à revers l'infanterie ennemie, qui se maintenait encore sur les hauteurs; ce qui précipita sa fuite par des forêts épaisses qui protégeaient sa retraite.

Pendant que le maréchal Keith était occupé avec les ennemis et ses convois, le Roi, ayant pris les devants, était arrivé dès le 11 près de Königingrätz. M. de Buccow couvrait cette ville avec environ sept mille hommes, qu'il avait campés derrière l'Elbe, et dans des retranchements qui entouraient les faubourgs. Dès que les troupes furent arrivées, on plaça quelques bataillons vers Lhota-sur-l'Adler, et l'on y construisit une batterie, pour prendre à revers M. de Buccow dans ses retranchements; en même temps, un autre corps passa l'Adler plus haut: il fut destiné pour attaquer le lendemain, dès la pointe du jour, ce retranchement. On voulait en même temps faire passer l'Elbe à un gros corps de cavalerie, pour couper toute retraite aux Autrichiens; mais les ponts ne purent être achevés que le 13 au matin. M. de Buccow ne donna pas à cet ouvrage le temps d'être achevé: il évacua la nuit même ses retranchements et la ville, et se retira vers Chlumetz. Le même jour, le Roi, étant averti que M. de Retzow était attaqué à Holitz, y marcha avec un corps de cavalerie; mais l'affaire était déjà décidée, et le maréchal Keith conduisit heureusement jusqu'à Königingrätz toute l'artillerie du siége d'Olmütz, quinze cents blessés et malades, outre toutes les munitions de guerre et de bouche qui appartenaient à l'armée du Roi. Dès que toutes
14. les troupes furent rassemblées, elles se campèrent au confluent de l'Adler et de l'Elbe, ayant devant leur front la ville de Königingrätz, occupée par six bataillons.

[a] Jean-Christophe Kordshagen, lieutenant de hussards, était fils d'un paysan mecklenbourgeois. Il était capitaine au régiment des hussards de Zieten lorsqu'il fut anobli, le 13 mai 1769, et major à l'époque de sa mort arrivée en 1775. J.-J. Engel l'a pris pour héros de son drame *Der dankbare Sohn.*

Les premières attentions du Roi furent de se débarrasser du gros bagage qu'on avait traîné d'Olmütz à Königingrätz. Pour cet effet, M. de Fouqué fut commandé avec seize bataillons et autant d'escadrons, pour convoyer à Glatz l'artillerie, les blessés, et les chariots superflus. L'ennemi avait déjà quelque dessein de harceler les Prussiens dans ces passages, car le même jour, M. de Loudon s'était fourré avec quatre mille hommes dans le bois d'Opotschna. Comme on en était instruit, et que le Roi voulait assurer la marche de M. de Fouqué sur Neustadt, il prit quelques troupes avec lui, et marcha droit sur M. Loudon; l'Autrichien pensa être surpris; mais comme le bois favorisait sa retraite, on ne put lui enlever que cent Croates. Loudon se retira vers Holitz, et le Roi tint le poste d'Opotschna jusqu'à ce que M. de Fouqué eût paisiblement conduit à Glatz son convoi. D'abord après son arrivée, il détacha M. de Schenckendorff l'aîné [a] à Reinerz, 16.
M. de Goltz [a] au Hummelberg, et lui-même il occupa le camp de Nachod, pour couvrir le dos de l'armée.

La promptitude de la marche avait donné assez d'avance pour prendre tous ces arrangements avant que le maréchal Daun pût s'approcher de l'armée prussienne; il arriva le 22, et prit son camp sur les hauteurs de Chlum et de Libschan au delà de l'Elbe, en même temps que le Roi revint d'Opotschna rejoindre le gros de ses troupes. S'il ne se fût agi que des Autrichiens, on aurait poussé la campagne à sa fin sans quitter la Bohême, que pour prendre des quartiers d'hiver; mais la diversion dont les Russes menaçaient la Poméranie et la Nouvelle-Marche, obligeait le Roi de ramener ses troupes en Silésie, pour pouvoir de là porter des secours aux endroits qui en auraient le plus besoin. On fit entrer dans ce projet toutes les mesures qui pouvaient assurer les frontières de la Silésie; en conséquence de quoi on s'appliqua à en-

[a] Balthasar-Rodolphe de Schenckendorff, né en 1699, général-major d'infanterie le 7 mars 1758, et lieutenant-général en 1766.

Charles-Christophe baron de Goltz, né en 1707, devint général-major le 15 février 1757, et après la bataille de Prague, chef du régiment d'infanterie n° 24, qui avait appartenu auparavant au feld-maréchal comte de Schwerin. Le 5 février 1760, le Roi le nomma lieutenant-général; l'année suivante, il lui donna l'ordre de l'Aigle noir. Le baron de Goltz mourut le 30 juin 1761, à Zerbau, près de Glogau.

lever tous les fourrages et les provisions du cercle de Königingrätz, pour empêcher le maréchal Daun, faute de magasins, d'agir dans cette partie contre la Silésie. Cela lui devint en effet impossible, parce qu'il avait été obligé, au commencement de la campagne, de diriger toutes ses subsistances du côté de Brünn; qu'ensuite l'armée prussienne lui avait enlevé dans sa marche tous les dépôts qu'il avait en Bohême, et qu'enfin on avait consumé les fourrages du cercle de Königingrätz.

On quitta donc, la nuit du 25, le camp de Königingrätz. Les pandours attaquèrent les faubourgs de la ville dans le temps qu'on voulait l'évacuer; le général Saldern[a] et le colonel Blanckensee[a] y furent tués; on y perdit soixante-dix hommes. L'armée du Roi se replia par Kralowa-Lhota sur Rohenicz; MM. Loudon, Saint-Ignon et Lacy suivirent l'arrière-garde avec environ quinze mille hommes, et quoiqu'ils essayassent de l'entamer, ils ne purent point y réussir, et furent vigoureusement repoussés par les hussards de Puttkammer. Pour faire passer à l'ennemi l'envie de harceler les arrière-gardes, on prépara le lendemain une embuscade : ce fut au passage de la Mettau; on occupa avec dix bataillons et vingt escadrons un bois qui se trouve sur ce chemin, et qui tire de Jaromircz à la Mettau; après quoi l'armée se mit en marche, et ne présenta à l'ennemi qu'une faible arrière-garde de hussards; M. de Loudon, qui s'échauffait facilement, voulut donner dessus; alors la cavalerie, en sortant de l'embuscade, le prit à dos, à revers, dans tous les sens; il fut fort maltraité et y perdit trois cents hommes; après cette petite action, l'armée du Roi poursuivit paisiblement sa marche, et se campa entre Bohuslawitz et Jessenitz, et l'on détacha M. de Retzow pour couvrir la droite de l'armée à son passage des montagnes. M. de Retzow
Août. délogea M. Janus de Studnitz, et le Roi occupa le camp de Skalitz. Dans l'emplacement où l'armée était campée, il se trouvait une hauteur sur la droite, dont il fallait nécessairement être en

[a] Guillaume de Saldern, général-major d'infanterie en 1756.

Chrétien-Frédéric de Blanckenbourg (et non pas Blanckensee), né en Poméranie, depuis le 23 mai 1757 colonel et commandeur du régiment d'infanterie du général de Pannwitz, n° 10 de la *Stammliste* de 1806; il était âgé de cinquante-huit ans lorsqu'il fut tué, le 26 août 1758, près de Königingrätz.

possession; le Roi y plaça les volontaires de Le Noble, comme un appât qu'il présentait à l'ennemi, et six bataillons, campés dans une espèce de ravin, avaient ordre de soutenir ce poste en cas d'attaque. Ce qu'on avait prévu arriva : M. Loudon vint de 2.
nuit pour surprendre Le Noble; il fut reçu d'une façon différente qu'il s'y attendait; on le mit en fuite, et, sans compter les morts et les blessés, il y perdit six officiers et soixante-dix hommes.

Le maréchal Daun avait, dans ce temps, fait longer à son armée le cours de l'Elbe, de sorte qu'elle s'étendait depuis Königingrätz jusqu'à Jaromircz, vers Königinhof. Le Roi se campa le lendemain à Wisoka, et M. de Retzow, à Starkstadt. La marche se poursuivit de Wisoka à Politz et Wernersdorf, sans qu'on fût suivi par les ennemis. Le 8, toutes les troupes reprirent le camp de Grüssau et de Landeshut.

La diversion à laquelle on s'était attendu de la part des Russes, se fit pendant ce retour de Bohême. M. Fermor s'était avancé, en plusieurs corps, de la Prusse sur les frontières de la Poméranie et de la Nouvelle-Marche; M. de Platen[a] avait observé les ennemis de Stolp, où il avait été tout l'hiver en détachement. Sur ces avis, le comte de Dohna[b] avait reçu l'ordre, dès le mois de juin, de lever le blocus de Stralsund pour s'approcher de l'Oder, afin de s'opposer aux Russes, de quelque côté qu'ils voulussent pénétrer dans les États du Roi. M. de Fermor s'était avancé de Posen à Königswalde, Méseritz et Kloster-Paradies, où il campait en trois corps. Le comte de Dohna détacha M. de Canitz à Reppen, pour observer l'ennemi, d'où M. de Malachowski[c] fit une course jusqu'à Sternberg, et en délogea les Russes. Le comte de Dohna, qui n'était pas assez en force pour s'éparpiller par des détache-

[a] Dubislas-Frédéric de Platen, né en 1714, depuis 1757 général-major et chef du régiment de dragons n° 8 de la *Stammliste* de 1806. A la bataille de Zorndorf, il eut le malheur de perdre deux fils qui combattaient à ses côtés : l'un qui mourut sur le coup, l'autre mortellement blessé. Le 2 mars 1759, il devint lieutenant-général.

[b] Christophe comte de Dohna, né dans la province de Prusse en 1702, devint lieutenant-général d'infanterie en 1751, et au mois d'avril 1758, il remplaça le feld-maréchal de Lehwaldt dans le commandement de son corps d'armée.

[c] Paul-Joseph de Malachowski (t. III, p. 133), depuis 1753 chef du régiment de hussards n° 7, devint général-major le 14 avril 1758, et lieutenant-général le 21 mai 1771.

ments, attira à lui M. de Platen, et se borna à disputer aux ennemis le passage de l'Oder; il se campa pour cet effet à Francfort.

La partie, cependant, n'était pas égale; comme le moindre échec qu'aurait souffert le corps du comte de Dohna devenait préjudiciable à l'État, et pouvait entraîner après soi la ruine totale de la Marche électorale, le Roi prit le parti de s'y rendre en personne avec un renfort assez considérable pour donner aux troupes prussiennes une espèce d'égalité avec celles des ennemis; ce renfort consistait en seize bataillons et vingt-huit escadrons. La plus grande partie de l'armée, aux ordres du maréchal Keith et du margrave Charles, demeura dans le camp de Landeshut, pour garder les frontières de la Silésie. Le Roi dirigea sa marche, par Rohnstock, Liegnitz, Heinzendorf, Dalkau, Wartenberg, Schertendorf, Crossen, Ziebingen, à Francfort, où il apprit que M. de Fermor, s'étant avancé par Landsberg à Cammin et à Tamsel,
15. avait fait bombarder la ville de Cüstrin, qui avait été mise en cendres après avoir rejeté toutes les propositions de capitulation que le général Stoffel avait faites à M. de Schach, qui en était commandant. Ces entreprises de l'ennemi avaient engagé le comte de Dohna d'approcher son corps de cette forteresse pour la mieux soutenir. Ce fut dans ce camp près de Gorgast, le 22 août, que le Roi joignit le comte de Dohna.

Les Russes avaient établi leurs parallèles précisément au débouché de la chaussée qui conduit de Cüstrin à Tamsel, et leurs batteries étaient construites de manière que l'armée n'aurait pu déboucher de la place sans s'exposer à faire des pertes considérables, mais inutiles. Le Roi résolut cependant d'attaquer l'ennemi; il fallait se battre, afin de se débarrasser pour un temps d'une armée, et gagner celui de pouvoir se tourner d'un autre côté. Le Roi pouvait donc employer trois semaines dans cette expédition: mais comment la terminer si vite sans en venir aux mains? Le maréchal Daun, qu'on avait quitté à Jaromircz, pouvait dans cet intervalle se tourner ou vers la Silésie ou vers la Saxe, et il fallait pouvoir s'y rendre dans les différents cas, selon que le besoin le demanderait. Pour exécuter ce projet, le Roi jugea qu'il fallait en imposer à l'ennemi par de fausses démonstrations: on fit des batteries vis-à-vis de Dréwitz, et l'on occupa les digues de l'Oder,

comme si effectivement on avait dessein de passer cette rivière dans ces environs; en même temps, le Roi renforça la garnison de Cüstrin de quatre bataillons. Il avait envoyé M. de Canitz[a] à Wrietzen, pour amasser tous les bateaux qui se trouvaient dans cette partie sur l'Oder. Tandis que l'armée marchait, la nuit du 23,[b] en remontant la rivière jusqu'à Güstebiese, où elle fut jointe par M. de Canitz, qui amena suffisamment de bateaux pour la construction du pont, on se donna tant de soins pour l'achever, que toute l'armée l'eut passé à midi; elle continua sa marche jusqu'au village de Clossow, où elle se campa, et par cette position, elle coupa déjà le corps de M. de Fermor de celui de M. Romanzoff, qui était du côté de Schwedt, où il avait dessein de passer l'Oder.

Le 24, l'armée se campa à Dermietzel vis-à-vis de M. de Fermor, qui, sur les mouvements des Prussiens, avait levé le siége de Cüstrin, et s'était fait joindre par la division de M. Czernichew, avec laquelle et le gros de ses troupes il prit une position entre les villages de Quartschen et de Zicher, ayant un ruisseau marécageux devant son front; ces troupes campaient en carré, selon l'usage que le maréchal Münnich avait suivi en faisant la guerre aux Turcs dans la Petite-Tartarie. Le même jour que l'armée prussienne arriva, le Roi s'empara du moulin de Damm et du pont qui passe le ruisseau; son avant-garde prit possession de la forêt de Massin, par laquelle il fallait passer pour tourner le camp des ennemis.

Le lendemain, l'armée déboucha sur quatre colonnes dans la 25.
plaine, près du village de Batzlow; les ennemis avaient laissé entre ce village et Cammin le gros de leur bagage sous peu d'escorte; si l'on avait été moins pressé de s'expédier, on aurait pu le leur enlever sans peine, et les obliger par quelques marches à quitter le pays; mais il fallait en venir à une décision, dont on devait tout attendre, vu la disposition bizarre que l'ennemi avait donnée à sa bataille. La marche de l'armée se continua donc sur Zorndorf, où nous nous proposions d'attaquer la face opposée du

[a] Hans-Guillaume de Canitz, né en 1693, devint lieutenant-général le 22 janvier 1758.

[b] La nuit du 22 au 23 août.

carré vis-à-vis de laquelle nous avions été à Dermietzel. Les Cosaques mirent le feu à Zorndorf, ce qui embarrassa un peu, parce que la grosse artillerie devait passer ce village pour former des batteries vis-à-vis de l'ennemi. La gauche, qui devait faire la première attaque, s'appuyait à un fond qui tire vers Wilkersdorf. M. de Manteuffel commandait la première attaque, consistant en dix bataillons; il était soutenu par la gauche de la première ligne, commandée par M. de Canitz, et par la seconde ligne de l'armée. On se servit de quelques ravins, à l'abri desquels on couvrit la cavalerie de la gauche contre l'artillerie de l'ennemi, et où toutefois elle était à portée d'agir dès que cela serait trouvé nécessaire. Les ordres du Roi portaient que la première attaque devait, en avançant constamment, s'appuyer à ce ravin, qui la conduisait directement sur la droite des Russes; mais, par des contre-temps et des mésentendus, il arriva qu'elle s'en écarta en approchant de l'ennemi, de façon que M. de Canitz, qui devait être derrière M. de Manteuffel, se trouva à sa droite. L'attaque fut repoussée, et l'infanterie revint en assez grande confusion; mais comme l'ennemi y était aussi, le Roi fit ordonner à M. de Seydlitz de le charger incontinent; il forma trois colonnes, qui percèrent en même temps le carré, et en moins d'un quart d'heure, tout le champ de bataille fut déblayé d'ennemis; ce qui se sauva de l'armée russe passa ce fond qu'elle avait à sa droite, et commença à se reformer vers Quartschen. Le Roi prit alors l'infanterie de sa droite, avec laquelle il fit un quart de conversion, et la forma vis-à-vis de ce fond. On voulut le faire passer aux troupes à différentes reprises; mais elles revenaient après un court espace, sans que du commencement on en comprît la raison. La caisse de guerre des Russes et tout l'équipage de leurs généraux étaient dans ce fond; les troupes, au lieu de le passer, comme elles le pouvaient, s'amusaient à piller, et revenaient dès qu'elles étaient bien chargées de butin. La cavalerie ne pouvait pas agir dans cette partie, à cause des marais dont ce fond était rempli; cela réduisit les Prussiens à canonner l'ennemi, ce qu'ils continuèrent jusqu'à nuit close. La bataille avait commencé à neuf heures du matin, et ne finit qu'à huit heures et demie du soir. Les Russes se retirèrent dans le bois de Tamsel, où toutes leurs

troupes se mirent en pelotons, la cavalerie au centre, entourée de l'infanterie. Les Russes ont perdu à cette action cent trois canons, vingt-sept drapeaux et étendards, quatre-vingt-deux officiers, parmi lesquels cinq généraux, environ deux mille prisonniers, et pour le moins quinze mille hommes qu'ils ont laissés sur la place, parce que la cavalerie ne leur fit point quartier. L'armée du Roi y perdit deux généraux, MM. de Froideville,[a] et Zieten[a] des cuirassiers, soixante officiers morts ou blessés, et environ douze cents hommes, avec vingt pièces de canon.

Le lendemain 26, l'armée du Roi prit une position très-proche de l'armée russe : on n'était qu'à douze cents pas les uns des autres. Si l'on avait eu suffisamment de munitions, on les aurait attaqués; on fut obligé de se contenter d'une canonnade, qui ne fut pas même aussi vive qu'on l'aurait désiré, à cause qu'il fallait ménager la poudre. Il n'y eut point de tentes de tendues de part et d'autre. Les dragons russes essayèrent d'attaquer l'infanterie prussienne; ils furent vivement repoussés par le régiment de Kreytzen. Pendant l'action de la veille et cette journée, c'était un spectacle affreux que de voir tous les villages voisins, auxquels les Cosaques avaient mis le feu, ce qui rassemblait dans ces environs toutes les calamités dont l'humanité peut être affligée. Cependant les canons prussiens tiraient avec succès, parce qu'il était presque impossible aux artilleurs de manquer la grosse masse en laquelle l'ennemi s'était mis; au lieu que les leurs tiraient sans le moindre effet. On reçut sur le soir quelque peu de munitions, dont les batteries firent un si bon usage, que la place devenant dès lors insoutenable pour les Russes, ils la quittèrent la nuit même, et allèrent se camper à Cammin. Le Roi les suivit; on fit encore quelques centaines de prisonniers sur leur arrière-garde,

[a] Gabriel Monod de Froideville, général-major et commandeur du régiment de dragons n° 6, mourut à Francfort-sur-l'Oder le 3 septembre 1758, à la suite de la blessure qu'il avait reçue à la bataille de Zorndorf. Les éditeurs de 1788 ont omis son nom.

Hans-Sigismond de Zieten, général-major et commandeur en chef du régiment de cuirassiers n° 5, demeura sur le champ de bataille.

L'Auteur a oublié de mentionner le général-major Henning-Alexandre de Kahlden, chef du régiment d'infanterie n° 3, qui, mortellement blessé à la bataille de Zorndorf, mourut à Berlin le 22 octobre 1758.

et l'on se campa devant Tamsel, proche des ennemis. La perte de cette bataille obligea M. de Romanzoff d'abandonner en hâte les environs de l'Oder et de Stargard, pour accélérer sa jonction avec M. de Fermor, qui bientôt se retira à Vietz, puis à Landsberg, où il rassembla toutes ses troupes. Le Roi le poursuivit jusqu'à Blumberg.

Pendant que l'armée prussienne était occupée contre les Russes, M. Loudon avait traversé la Lusace dans l'intention de les joindre, et il l'aurait fait, s'il n'avait trouvé le prince François de Brunswic dans son chemin; le Roi l'avait détaché à Beeskow du camp de Tamsel. Ce prince, après lui avoir enlevé différents partis, obligea l'ennemi à se replier sur Lübben. Des raisons plus fortes que celle-là empêchèrent le Roi de pousser plus loin les avantages qu'il avait eus contre les Russes; il fallait accourir en Saxe au secours de S. A. R. le prince Henri. M. de Dohna, en conséquence de ce nouvel arrangement, resta vis-à-vis des Russes, et le Roi partit, pour se joindre au prince son frère, avec le même corps qu'il avait amené dans l'Électorat. L'éclaircissement des faits demande que nous rapportions succinctement ce qui s'était passé jusqu'alors en Saxe.

Juillet. Dès le mois de juillet,[a] S. A. R. avait occupé le camp de Tschopa, pour s'opposer aux troupes des cercles, commandées par le prince de Deux-Ponts, auquel était joint un corps d'Autrichiens aux ordres de M. de Hadik. S. A. R. fit chasser un détachement des ennemis qui occupait le Basberg, et comme le gros corps des cercles ne s'était pas encore avancé, on se borna à la petite guerre; dans laquelle les Prussiens eurent l'avantage, faisant en différentes rencontres des prisonniers sur les ennemis, du nombre desquels M. de Mittrowsky, général des Autrichiens, fut le plus considérable. S. A. R., ayant des nouvelles de l'approche d'un corps d'ennemis, commandé par M. Dombasle, qui s'avan-
2 août. çait sur Zwickau, détacha M. de Finck pour le déloger de la Saxe; ce qui réussit si bien, qu'on le replia sur Reichenbach. Bientôt après, la présence du prince devenant nécessaire aux environs de Dresde, à cause que le prince de Deux-Ponts prenait,
6. par la Bohême, le chemin de Teplitz, l'armée marcha par Chem-

[a] 21 juin.

nitz, et s'établit à Dippoldiswalda, tenant M. de Hülsen avec un détachement à Freyberg, et M. de Knobloch à Maxen. Pendant ce temps, un autre corps des cercles s'étant posté à Waldkirchen, il fut attaqué et battu par M. de Kleist.[a] Mais comme M. de Hadik s'avançait vers Cotta, S. A. R. changea sa position; elle prit le camp de Sedlitz, proche de Pirna, et garnit devant elle 20.
les villages de Zehista et de Zuschendorf; de là l'armée prit le camp de Gamig, qui lui était plus convenable. Bientôt le prince de Deux-Ponts parut; il occupa les hauteurs de Struppen, tenant à sa gauche M. de Hadik, qui s'étendait de Rottendorf[b] à Cotta. Il résolut de prendre le Sonnenstein, qui incommodait sa position; il y fit avancer quelques mortiers, et M. de Grape, qui y commandait, se rendit mal à propos, et fut fait prisonnier de guerre.

En même temps, le maréchal Daun s'était avancé en Lusace; il avait laissé un détachement de vingt mille hommes aux ordres de MM. de Harsch et de Ville, qui campaient entre Jägerndorf et Troppau. L'intention du maréchal était de se servir de ce corps pour faire le siége de Neisse, dès que l'éloignement de l'armée prussienne pourrait permettre de tenter cette entreprise; il avait espéré que l'invasion des Russes attirerait vers eux toutes les forces du Roi, et comme ses espérances se trouvèrent frustrées de ce côté-là, il s'avança en Lusace, pour y attirer les Prussiens, et donner à M. de Harsch le temps d'achever son siége. Il s'était d'abord avancé jusqu'à Königsbrück, où il apprit la défaite des Russes; sur quoi, abandonnant les desseins qu'il pouvait avoir sur Meissen ou sur Torgau, il se replia sur Stolpen. Bientôt il borda l'Elbe de différents détachements, dans l'intention de passer ce fleuve à Pillnitz, et de prendre à dos la position des Prussiens à Gamig, pendant que le prince de Deux-Ponts et M. de Hadik les entameraient de front. Le prince Henri, qui était informé de ces projets, en donna avis au Roi, ce qui occasionna sa marche rapide pour se joindre au prince son frère. D'abord le maréchal de Keith et le prince Charles eurent ordre de quitter la Silésie Septembre.
pour se joindre en Lusace aux troupes du Roi. M. de Fouqué de-

[a] Voyez ci-dessus, p. 142.

[b] Rothwernsdorf.

meura à Landeshut, et on lui commit la garde des débouchés de la Bohême.

Le corps du Roi partit le 2 de Blumberg, et, passant par Mantschnow, Müllrose, Trebatsch, Lübben, Dobrilugk, Elsterwerda, arriva le 9 à Döbritz,[a] près de Grossenhayn, où le maréchal Keith et le margrave le joignirent. Ce corps avait passé par Hartmannsdorf, Pribus, Muskau, Spremberg, Senftenberg. MM. de Werner et de Möhring[b] avaient battu chemin faisant, l'un à Pribus et l'autre à Spremberg, deux détachements autrichiens, et leur avaient fait au delà de cinq cents prisonniers. L'armée se campa le 12 entre Boxdorf et Reichenberg, d'où le Roi s'aboucha avec le prince son frère, pour prendre ensemble les mesures convenables aux circonstances présentes. Le même soir, l'armée se mit en marche; il s'agissait d'occuper les hauteurs de Weissig avant l'ennemi. Les Autrichiens avaient au Cerf blanc un poste qu'il fallait déloger : le Roi y marcha tout droit, et M. de Wedell, par un chemin qui vient de Radeberg, et qui tourne cette position; les Autrichiens furent forcés de se retirer, et dès que les têtes de l'armée eurent gagné les hauteurs de Weissig, elles donnèrent sur des hussards et des dragons qui y étaient marchés dans l'intention de protéger le campement du maréchal Daun; celui-ci s'y était avancé pour y tracer la position des troupes. Tous ces corps furent repliés, et l'armée du Roi prit le camp de Schönfeld, vis-à-vis du camp du maréchal Daun, qui s'étendait de Lohmen par Stolpen vers Bischofswerda. On assura aussitôt la communication des deux armées prussiennes par des ponts sur l'Elbe. L'armée du Roi était arrivée à propos, car M. de Lacy était commandé avec tous les grenadiers autrichiens pour construire le pont de Pillnitz, et il faut avouer que le maréchal Daun aurait eu tout le temps d'exécuter ce dessein avant l'arrivée du Roi, s'il avait été dans son caractère d'agir avec plus de vivacité et de promptitude.

Le même jour que l'armée prit la position de Schönfeld, le

[a] Gross-Döbritz.

[b] Chrétien de Möhring, jusqu'alors lieutenant-colonel dans le régiment de Zieten, devint colonel le 27 mars 1758, et le 14 octobre de la même année, il fut nommé chef du régiment des hussards de Warnery, n° 3.

général de Retzow fut envoyé avec un détachement pour déloger M. Loudon de Radeberg; l'Autrichien se retira sur Arnsdorf et Fischbach. On résolut de l'entamer de nouveau dans ce poste; pour cet effet, le prince François [a] marcha avec quelques batail- 16.
lons afin de se présenter sur son front; M. de Retzow le tourna par sa droite, et le Roi. par la gauche. Il est apparent que ce corps aurait été ruiné, si tous les ressorts eussent bien joué ensemble; mais il arrive d'ordinaire que de semblables projets ne réussissent qu'en partie : Loudon perdit cependant au delà de cinq cents hommes dans cette affaire; il se sauva par le bois, et oc- 17.
cupa les monticules de Hartha, où il campa sous la protection du canon du maréchal Daun.

Quoique les Prussiens eussent de petits avantages, rien n'était néanmoins décidé pour les grandes choses. Un objet principal, dans les circonstances où se trouvaient les armées, c'était d'éloigner l'armée impériale des bords de l'Elbe. Il était difficile d'y réussir autrement qu'en lui donnant des jalousies sur les convois qu'elle tirait de Zittau, afin d'obliger le maréchal Daun à faire les mouvements qu'on désirait. Le Roi quitta son camp de Schönfeld, 27.
et se porta avec son armée sur Rammenau; par cette position, les Prussiens s'approchaient du flanc de l'ennemi, et pour lui causer plus d'inquiétude, M. de Retzow se rendit à Bautzen, et s'y établit avec son corps. Loudon occupait encore vis-à-vis de notre gauche, proche de Bischofswerda, une hauteur dont il fut résolu de se rendre maître. Pour cet effet, le prince de Würtemberg tourna les Autrichiens à dos, et le Roi se présenta sur leur front. M. Loudon n'attendit point que l'affaire s'engageât, mais il se replia en grande confusion au delà de Bischofswerda; nous occupâmes son camp et la ville. Le maréchal Daun craignit à son tour que la position des Prussiens ne lui portât préjudice; il avait renoncé dans ce moment aux projets qu'il avait formés sur l'armée du prince Henri; il fut obligé de se rapprocher de ses vivres, et se proposa en même temps de se choisir un terrain

[a] C'est le prince Charles de Brunswic-Bevern, et non le prince François, qui exécuta ce mouvement, comme on peut s'en assurer en lisant le rapport officiel de la gazette. Voyez *Berlinische Nachrichten von Staats- und gelehrten Sachen*, 1758, n° 113, p. 485.

assez avantageux, par lequel il pût couper les Prussiens de la Silésie, pour donner à M. de Harsch le temps d'assiéger et de prendre Neisse.

Octobre. Ce fut enfin le 5 d'octobre que le maréchal abandonna les environs de l'Elbe, et que, passant par Kruste et Neukirch, il se campa, à Kittlitz, sur les hauteurs de Löbau jusqu'au Stromberg. Le prince de Durlach fut posté, avec sa réserve, de Reichenbach et Arnsdorf vers Döbschütz. Sur ce mouvement de l'ennemi, M. de Retzow fut envoyé occuper le Weissenberg. L'armée marcha à Bautzen, d'où M. de Wedell fut détaché, avec six bataillons et quelque cavalerie, pour s'opposer aux Suédois, qui s'étaient avancés jusqu'à Pasewalk. De Bautzen l'armée du Roi
10. s'avança vers l'ennemi, et prit sa position entre Hochkirch et Kotitz, le quartier général à Rodewitz. L'armée se trouvait alors affaiblie par le départ du détachement de M. de Wedell, et par la grosse garnison qu'il fallait tenir dans Bautzen pour couvrir la boulangerie contre les entreprises de l'ennemi. Le projet du Roi était, en prenant le camp de Hochkirch, de cacher aux Autrichiens son véritable dessein, qui était de se joindre à M. de Retzow, posté à côté de notre flanc gauche, et de tomber conjointement sur le prince de Durlach du côté de Döbschütz, ce qui ne pouvait s'exécuter que la nuit du 14 au 15, à cause que l'approvisionnement des vivres pour l'armée ne pouvait pas être arrangé plus tôt. Cependant une partie du convoi nous joignit le 12. Le maréchal Keith, qui en était, fut attaqué en chemin par Loudon; l'ennemi fut repoussé avec perte de quatre-vingts hommes. Un prince de Lichtenstein, lieutenant-colonel au régiment de Löwenstein, fut du nombre des prisonniers. Après cette affaire, Loudon, ayant rassemblé ses troupes dispersées, s'établit avec elles dans un bois qui était à un gros quart de lieue d'Allemagne au delà de notre droite, vis-à-vis du village de Hochkirch; un fond marécageux séparait notre flanc droit de ces hauteurs.

La bataille dont nous allons parler incessamment, nous oblige d'entrer dans un détail plus circonstancié du terrain que les deux armées occupaient. Le village de Hochkirch, où s'appuyait la droite du Roi, est situé sur une éminence; un cimetière d'une maçonnerie épaisse, capable de contenir un bataillon, domine sur

toute la contrée; le village s'étend en long, et formait le flanc naturel de l'armée; il était garni de six bataillons; une batterie de quinze canons était construite à l'angle du front et du flanc; devant la ligne du front coule un ruisseau entre des bords de rochers; au pied de la hauteur de Hochkirch se trouvent un moulin et quelques cabanes, où l'on avait placé un bataillon franc pour défendre le passage, ce qui était d'autant plus sûr, qu'il se trouvait sous la protection de notre canon vers Rodewitz, où se trouvait le quartier général. Une partie du camp passait le ruisseau, à cause des hauteurs qu'il fallait nécessairement occuper, et de la communication avec le corps de M. de Retzow, qu'on assurait, et dont on abrégeait le chemin par cette position. La droite du maréchal Daun, comme nous l'avons dit, s'appuyait sur le Stromberg; son centre était sur des hauteurs inexpugnables; sa gauche tirait vers Jauernick et Sornsig. Il fit préparer en secret des chemins pour quatre colonnes, qui conduisaient au bois dont M. Loudon avait pris possession. Son projet était d'attaquer l'armée prussienne par quatre endroits à la fois, savoir : par le poste de Loudon, par le moulin qu'occupait le bataillon franc, par cette partie vers Kotitz qui se trouvait au delà du ruisseau, et la quatrième attaque devait se faire par le prince de Durlach sur le poste du Weissenberg, où commandait M. de Retzow.

Ce fut la nuit du 13 au 14 d'octobre que le maréchal Daun exécuta son dessein. L'attaque du moulin gardé par le bataillon franc fut la première; les ennemis l'emportèrent sans grande peine. En même temps, Loudon, ayant trouvé le moyen de se glisser avec ses pandours à dos de l'armée, mit le feu au village de Hochkirch, ce qui obligea les bataillons qui le gardaient à l'abandonner. L'ennemi se saisit, dans cette confusion, de la batterie qui était à la pointe du village; en même temps, le brave major Langen[a] se jeta avec un bataillon du margrave Charles dans le cimetière de Hochkirch. L'armée n'eut que le temps de prendre les armes, et non celui d'abattre les tentes. Le Roi entendit tirer le canon, et quoiqu'il ne fût averti de rien, il prit d'abord trois

[a] Sigismond-Maurice-Guillaume de Langen, depuis le 24 octobre 1756 major dans le régiment d'infanterie du margrave Charles, n° 19, mourut à Bautzen, le 21 octobre 1758, des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Hochkirch.

brigades du centre, avec lesquelles il marcha à la droite; les ténèbres étaient si épaisses, qu'on ne voyait pas à un pas devant soi. On s'aperçut d'abord que l'ennemi était maître de notre grande batterie, parce que les boulets de canon volaient dans le camp, et qu'il aurait été impossible qu'ils eussent pu y parvenir des batteries de l'ennemi. Le village de Hochkirch en flammes fut le fanal qui éclaira nos dispositions. Le Roi prit par le derrière de son camp, pour tourner ce village; dans la marche, on donna sur un corps de grenadiers autrichiens, dont trois mille furent pris; mais dans la confusion du combat, n'ayant pas du monde de reste pour les garder, la plupart s'échappèrent. Notre infanterie tourna Hochkirch, et commençait à pousser les Autrichiens, lorsque quelques escadrons ennemis, qu'on ne pouvait pas distinguer dans l'obscurité, la ramenèrent; les gendarmes et le régiment de Vasold[a] firent une charge fort vive; tout ce qu'ils rencontrèrent, plia devant eux; mais ne pouvant pas se diriger dans l'obscurité, ils donnèrent sur de l'infanterie postée à ce bois que Loudon avait occupé dès la veille; tout le canon des Autrichiens y était, et l'infanterie, bien et avantageusement établie; ce canon tira à mitraille, ce qui força la cavalerie prussienne à se retirer auprès de son infanterie. D'un autre côté, le maréchal Keith et le prince Maurice d'Anhalt voulurent reprendre la batterie qui était perdue; ils se mirent à la tête de quelques bataillons, pour traverser le village de Hochkirch; le chemin qui passe le village est étroit; à peine sept hommes de front pouvaient-ils y tenir, et ils trouvèrent, en voulant déboucher de là, que les Autrichiens les débordaient si considérablement, qu'ils ne purent jamais se former pour mener leurs troupes à la charge; ils furent aussitôt contraints de se replier. Le maréchal Keith y fut tué, M. de Geist, mortellement blessé, et le prince Maurice, dangereusement.

Quoique à différentes reprises on tentât de passer le village, il n'y eut pas moyen de réussir; l'incendie était trop considérable, et la bataille fut perdue. Pour couvrir la retraite, le Roi envoya des ordres à M. de Retzow de le joindre incessamment. Ce général

[a] Le régiment du colonel de Vasold est le régiment de cuirassiers n° 6; le régiment des gendarmes est le régiment de cuirassiers n° 10 de la *Stammliste* de 1806.

avait repoussé le prince de Durlach à trois reprises. Ce prince ne pouvait venir à lui qu'en traversant un défilé; M. de Retzow y laissa défiler le nombre qu'il lui plut; après quoi il chargea l'ennemi et le culbuta, avec une perte considérable, dans le lieu d'où il avait débouché; cette manœuvre s'était répétée à trois reprises lorsqu'il fut obligé de rejoindre l'armée. Il arriva à propos à notre gauche. Le Roi avait été contraint de la dégarnir, pour porter des secours à sa droite; cependant il ne put pas arriver assez à temps pour empêcher que le bataillon de Kleist ne fût entouré par l'ennemi, et contraint de mettre les armes bas. La droite de l'armée se soutenait, quelque effort que fît l'ennemi pour dépasser le village de Hochkirch. La bataille avait commencé à quatre heures : à dix le cimetière fut emporté; le village et la batterie étaient déjà perdus; l'ennemi s'était trop bien établi pour qu'on pût le déloger; un gros corps de cavalerie venait à dos de l'armée; M. de Retzow avait abandonné le Weissenberg : dans ces circonstances, la position de l'armée n'était plus soutenable, et il ne restait d'autre parti à prendre que celui de la retraite. La cavalerie descendit la première des hauteurs dans la plaine, pour couvrir la marche de l'infanterie. La droite de l'infanterie prit alors le chemin de Doberschütz, où l'on marqua le camp, et le corps de M. de Retzow fit l'arrière-garde de l'armée. La cavalerie autrichienne attaqua la nôtre à différentes reprises; mais elle fut vigoureusement repoussée par M. de Seydlitz et par le prince de Würtemberg. Le camp que l'armée prit était bon, proche de Bautzen, entouré d'un double fossé marécageux, et sur des collines qui n'étaient dominées d'aucun côté. Le maréchal Daun retourna le même jour dans son ancien camp, et il ne parut pas qu'il eût gagné la victoire. Les Prussiens perdirent, comme nous en avons touché quelque chose, des personnes dignes par leur grand mérite d'être regrettées, le maréchal Keith, le prince François de Brunswic[a] et M. de Geist;[a] presque tous les généraux

[a] Frédéric-François duc de Brunswic-Wolfenbüttel, né le 8 juin 1732, frère cadet du prince Albert qui fut tué à la bataille de Soor. Il était général-major, et depuis le 26 décembre 1745, chef du régiment d'infanterie n° 39.

Charles-Ferdinand baron Hagen de Geist devint général-major le 3 janvier 1757. Voir t. III, p. 138.

En énumérant les pertes faites à la bataille de Hochkirch, le Roi a ou-

eurent des contusions ou des blessures : le Roi, le margrave Charles, et tant d'autres qu'il serait trop long de nommer. Nous perdîmes trois mille hommes, la plupart d'infanterie, et il ne nous resta du nombre des prisonniers que nous avions faits sur l'ennemi, qu'un général, nommé Vitteleschi, et sept cents hommes.

Durant que tout ceci se passait en Lusace, MM. de Ville et de Harsch tenaient Neisse étroitement bloqué; on était informé qu'un train d'artillerie de cent canons et de quarante mortiers devait partir d'Olmütz pour se rendre en Silésie. En combinant avec ces préparatifs l'effet qu'une victoire gagnée produit sur l'esprit des Autrichiens, il était facile de prévoir que le siége de Neisse en serait la suite. Cette place était trop importante pour que le Roi n'employât pas tous les moyens imaginables pour la sauver; cependant on ne pouvait en faire lever le siége qu'en marchant en Silésie avec une armée. Le point de la difficulté était de ne point déranger les affaires d'un côté pour les redresser d'un autre. Enfin, sur la nouvelle que les Russes avaient abandonné Stargard, et dirigeaient leur marche par Reetz et Callies sur la Pologne, le Roi prit les mesures suivantes : il attira à lui le prince son frère avec dix bataillons et du canon pour remplacer celui que l'on avait perdu; le comte de Dohna reçut ordre de se rendre en Saxe, et de ne laisser en Poméranie qu'un corps sous M. de Platen, pour secourir Colberg, que M. de Palmbach assiégeait avec quinze mille Russes : le comte de Dohna fut instruit de diriger sa marche sur Torgau, pour pouvoir de là se tourner du côté qui aurait le plus besoin de sa présence; M. de Finck prit le commandement du reste du corps du prince Henri, qui tenait le camp de Gamig. Tandis que ces ordres partaient, le maréchal Daun s'avança, et vint se camper proche de l'armée du Roi. Un détachement couvrait son flanc à Buchwald; sa droite s'appuyait à Cannewitz, d'où la ligne prenait par Belgern, Wurschen, Drehsa, en forme de demi-cintre convexe, par Grubschütz et Strehla; sa réserve prit le poste de Hochkirch. Quelque formidable que fût l'aspect de ces troupes, les Prussiens en avaient

blié de mentionner le général-major Hans-Gaspard de Krockow, chef du régiment de cuirassiers n° 1, qui mourut de ses blessures à Schweidnitz, le 25 février 1759.

d'autant moins à craindre, qu'à peine les Autrichiens eurent-ils pris cette position, qu'ils se retranchèrent jusqu'aux dents.

Les deux points qui méritaient une attention sérieuse, étaient la conservation de Bautzen, où se trouvaient les vivres et la boulangerie de l'armée, et le moulin de Malschwitz, qui est sur une hauteur, dont il ne fallait pas souffrir que l'ennemi s'emparât. Le Roi garantit la ville de Bautzen contre les entreprises des Autrichiens par un corps intermédiaire, qu'il plaça entre cette ville et sa droite; et pour le moulin, à l'extrémité de la gauche, il n'y mit que des vedettes de hussards, pour que l'ennemi ne s'aperçût point de l'importance dont nous était ce poste. La raison d'en user ainsi était que le moulin se trouvait à la distance d'un quart de mille de la gauche, de sorte qu'en gardant la position de l'armée, on ne pouvait pas le soutenir à cause de son éloignement; et l'importance de ce moulin consistait en ce que, dans la marche que le Roi méditait de faire, il ne pouvait pas gagner Görlitz avant le maréchal Daun, si ses colonnes ne passaient au pied de ce moulin; de sorte qu'au cas que l'ennemi y eût placé des troupes, il fallait passer la Sprée derrière le camp et la repasser plus bas, ce qui faisait un circuit de deux milles de détour pour les troupes.

Le maréchal Daun, de son côté, supposait que le Roi, lorsqu'il apprendrait le siége de Neisse, n'aurait aucun autre expédient pour se rendre en Silésie que celui de l'attaquer, et ce fut la raison qui lui fit prendre cette position de Cannewitz et de Wurschen, et qui lui donna l'idée de se retrancher. Cela parut même par une lettre qu'il écrivit à M. de Harsch, dans laquelle il dit : « Faites votre siége tranquillement; je tiens le Roi; il est « coupé de la Silésie, et s'il m'attaque, je vous en rendrai bon « compte. » Il en arriva tout différemment que le maréchal se l'imaginait. Le prince Henri partit, avec son détachement, de Gamig; il passa par Marienstern, et arriva le 21 à l'armée du Roi, sans rencontrer d'ennemis sur sa route.

Tous les préparatifs de la marche ne purent être achevés que le 24, et le même soir l'armée se mit en marche. La garnison de Bautzen servit d'escorte aux vivres de l'armée; ce corps prit les devants dès la nuit précédente, et passa par Cummerau, Neudorf, Troben et Culmen. L'armée marcha sur deux colonnes.

On forma l'arrière-garde sur la hauteur du moulin à vent, d'où l'on prit par Leichnam, Jeschnitz, tournant entièrement la droite de l'ennemi; ensuite on se porta sur Weigersdorf, et de là sur Ullersdorf, où l'armée campa. M. de Möhring, qui avait eu l'avant-garde du bagage, surprit près d'Ullersdorf trois cents cavaliers autrichiens, dont peu se sauvèrent, et la colonne du Roi ayant donné proche de Weigersdorf sur un bataillon de pandours qui
25. ne se croyait pas exposé à l'ennemi, ce bataillon fut totalement détruit.

Le lendemain 26, l'armée devança le jour, pour gagner Görlitz avant le maréchal Daun. L'avant-garde, composée de hus-
26. sards et de dragons, y arriva la première: elle trouva d'abord un corps de cavalerie posté derrière un défilé du côté de Rauschwalda; il n'était pas possible de l'attaquer dans cette position avantageuse; on fit, en escarmouchant, ce que l'on put pour l'engager à combattre, mais inutilement. On apprit enfin par un transfuge que c'était le corps des carabiniers et grenadiers à cheval, commandé par un général espagnol, nommé d'Ayasassa, et sur cet éclaircissement, on résolut de choquer la fierté espagnole, pour engager ce général à passer le défilé et à se laisser battre; pour cet effet, des hussards lui montrèrent, en se tournant, des parties que la bienséance demande que l'on cache devant le public. A peine quelques hussards lui eurent-ils présenté ce spectacle, que, ne pouvant plus y tenir, il passa le défilé en fureur, et fondit sur ceux dont il se croyait insulté. Aussitôt les dragons le chargèrent, et culbutèrent sa troupe dans le même défilé qu'il avait passé avec tant d'imprudence. Il y perdit huit cents hommes, que les Prussiens firent prisonniers; d'Ayasassa se sauva sous la montagne de Landeskrone, où le prince de Durlach venait d'arriver avec la réserve qu'il commandait. L'infanterie de l'avant-garde prussienne arriva en même temps; on s'en servit pour s'emparer de Görlitz, qui se rendit sans grandes difficultés. L'armée du Roi y appuya sa gauche; sa droite fut poussée à Gierbigsdorf et Ebersbach. Ce flanc était couvert par un ruisseau bourbeux qui coule dans un fond dont le revers du côté des Prussiens était escarpé. Les Autrichiens arrivèrent l'après-midi; le maréchal Daun étendit son armée derrière la Landeskrone, d'Ossig vers

Markersdorf. Le Roi fut obligé de rester dans ce camp pour donner quelques jours à l'arrangement des vivres, de sorte que l'armée ne put se mettre en marche que le 30. Les troupes décampèrent de nuit, pour qu'elles eussent achevé de passer la Neisse avant que l'ennemi en pût être informé. On trouva M. Loudon embusqué dans le bois de Schönberg. Les Prussiens faisaient cette marche légèrement, parce que les bagages et les vivres avaient pris la route de Naumbourg-sur-le-Queis. L'arrière-garde fut toutefois attaquée proche de Schönberg, et ce ne fut qu'une bataille durant toute la route; M. Loudon y était encouragé par un renfort de douze mille hommes que le maréchal Daun lui avait envoyé; de son côté, S. A. R. le prince Henri, qui commandait cette arrière-garde, fit de si bonnes dispositions, soutint les brigades réciproquement, en posta d'autres si à propos pour recevoir celles qui se retiraient pour poursuivre leur chemin, qu'il n'y eut que du temps de perdu. A la vérité, M. de Bülow,[a] lieutenant-général, et environ deux cents soldats furent blessés; s'il y eut d'ailleurs quinze hommes de tués, ce fut le bout du monde. Arrivé à Lauban, il fallut préparer des ponts sur le Queis; ce qui fit perdre un jour.

Le 1er de novembre, l'armée prit la route de la Silésie; on se prépara surtout à bien recevoir l'ennemi à l'arrière-garde, car sa force se trouvait assez considérable pour mériter cette attention. Le camp prussien avait ses deux ailes sur deux croupes de montagnes qui aboutissaient chacune vers le Queis; plus on approchait de Lauban, plus les hauteurs dominaient celle du camp. On forma sur chacune de ces hauteurs une arrière-garde séparée. Le Roi se trouvait à la croupe de la droite, le margrave,[b] à celle de la gauche; des hussards furent placés dans le fond, entre ces deux corps d'infanterie, pour agir selon le besoin. Derrière ces premiers corps, des brigades d'infanterie et d'artillerie, en échelons, occupaient les hauteurs dominantes, pour que chaque corps qui Novembre.

[a] Jean-Albert de Bülow, né en 1708, général-major d'infanterie depuis 1757, ne fut nommé lieutenant-général que le 6 février 1760; mais il est mentionné ici avec ce titre, parce qu'il l'avait lorsque le Roi écrivit l'histoire de la guerre de sept ans.

[b] Il est ici question du margrave Charles, qui fut nommé général de l'infanterie le 24 mai 1747.

se repliait, pût se retirer sous la protection d'un autre. Au premier mouvement rétrograde que firent les troupes prussiennes, M. Loudon accourut plein d'ardeur, pour entamer cette arrière-garde; il ne s'en fallut de rien que les hussards ne le fissent prisonnier. Il voulut occuper le premier emplacement que le Roi venait de quitter; il y menait déjà son artillerie; mais le feu préparé des batteries prussiennes démonta son canon, mit son infanterie en désordre, et l'obligea de s'enfuir. Il tâcha de renouveler cette manœuvre à trois reprises : tout cela fut inutile; car des feux préparés de même que le premier lui firent essuyer un même sort. Les hussards de Puttkammer, embusqués dans un bois, donnèrent enfin sur son monde, et le dégoûtèrent pour ce jour d'inquiéter de nouveau la marche des Prussiens. S. A. R., qui s'était postée à l'autre bord du Queis, y reçut l'arrière-garde, après quoi le Roi et son frère se séparèrent : le Roi marcha, par
6. Löwenberg, Pombsen, Jauernick et Girlsdorf, à Nossen; le prince Henri marcha à Landeshut, où il releva M. de Fouqué, qui vint joindre le Roi sur la route de Neisse.

M. de Harsch assiégeait Neisse depuis le 20 d'octobre. Son attaque était dirigée sur le fort de Prusse, du côté de Heidersdorf. La seconde parallèle, achevée, se trouvait à trente toises du chemin couvert, et toutes les batteries étaient montées. Quoique le maréchal Daun y eût envoyé des secours par le chemin de Silberberg, sur le bruit répandu de l'approche du Roi, les Autrichiens levèrent le siége. M. de Treskow, commandant de la place, saisit ce moment, et fit une sortie où l'ennemi perdit huit cents hommes; MM. de Harsch et de Ville se retirèrent en hâte, ils passèrent la Neisse, et se replièrent par Ziegenhals à Jägerndorf, en abandonnant aux environs de Neisse des amas considérables de munitions de guerre, qu'on ne leur donna pas le temps de transporter. M. de Fouqué suivit les ennemis dans la Haute-Silésie, et il s'établit à Neustadt, d'où il pouvait le mieux les observer.

A peine les troupes furent-elles arrivées près de Neisse, que le Roi se prépara à une nouvelle expédition. Après le départ des Prussiens de la Lusace, le maréchal Daun avait pris, le 4 d'octobre, le chemin de l'Elbe; le 7, il passa cette rivière à Lohmen, et prit le camp de Pirna; M. de Finck, qui était demeuré à Gamig

depuis l'absence de S. A. R., ne put tenir cette position contre un nombre aussi supérieur d'ennemis : il se replia sur le Windberg, et de là sur Kesselsdorf, pendant que le maréchal Daun détacha les troupes des cercles vers Eilenbourg, Torgau et Leipzig. Le comte de Dohna était en marche de ce côté-là.

Les Russes, comme nous l'avons dit, avaient pris le chemin de la Pologne, à l'exception de M. de Palmbach, qui, avec un détachement de quelques milliers d'hommes, avait entrepris le siége de Colberg. Ce général russe avait poussé ses travaux avec force; le 26 et le 27 d'octobre, il donna des assauts consécutifs au chemin couvert de la place, et fut chaque fois vigoureusement repoussé; il préparait un nouvel assaut pour le 29; les Russes avaient même préparé des bateaux, au moyen desquels ils se flattaient de passer le fossé capital, pour emporter la place d'emblée. Le comte de Dohna ayant envoyé M. de Platen au secours de Colberg, ce général battit auprès de Greifenberg un corps d'observation que les Russes y avaient placé; après quoi il s'avança jusqu'à Treptow. Son arrivée dégoûta M. de Palmbach de siéges et d'assauts, et il se retira, par Cöslin et par Bublitz, en Pologne. La tranchée fut ouverte le 3, et la place, dégagée le 29 d'octobre. Le sieur de Heyde,[a] commandant de la place, se distingua durant ce siége par ses bonnes dispositions, sa vigilance et sa fermeté.

Le comte de Dohna attira à lui M. de Wedell, qui avait servi contre les Suédois, qui les avait battus à Fehrbellin, poussés par Ruppin au delà de Prenzlow, qui avait enlevé le détachement entier de Hessenstein[b] dans la seigneurie de M. d'Arnim, et que la victoire avait suivi partout. M. de Manteuffel le releva avec moins de troupes, et pendant la marche de la Saxe, M. de Wedell conduisit l'avant-garde du comte de Dohna. Précisément lorsque M. de Hadik arriva près de Torgau, l'avant-garde prussienne y parut en même temps; M. de Hadik se replia par les bois 12.

[a] Le 15 janvier 1759, le Roi nomma colonel le major Henri-Sigismond von der Heyde, et lui donna l'ordre pour le mérite.

[b] Frédéric-Guillaume comte de Hessenstein, fils aîné de Frédéric roi de Suède et de la comtesse Taube, né en 1735, alors général-major, fut nommé prince de l'Empire en 1772, et promu l'année suivante au grade de feld-maréchal suédois. Il a réclamé contre ce récit. Voyez *Berlinische Monatsschrift,* 1789, t. XIII, p. 5o5.

sur Eilenbourg; M. de Wedell le suivit à la trace, et quoique les ponts de l'Elster fussent rompus, la cavalerie prussienne passa
15. la rivière à gué, et donna si à propos sur l'ennemi, que M. de Hadik perdit deux cents hommes et trois canons. Le comte de Dohna suivit M. de Wedell d'Eilenbourg; il s'avança vers Leipzig, que les cercles avaient investi. Le prince de Deux-Ponts, intimidé par l'échec que M. de Hadik venait d'essuyer, n'attendit pas l'approche des Prussiens; le siége fut levé: il se retira en hâte sur Colditz; de là il tourna vers Plauen, et alla prendre dans l'Empire des quartiers du côté de Hof et de Baireuth.

Pendant que le prince de Deux-Ponts et M. de Hadik fuyaient vers l'Empire, le maréchal Daun s'approchait de Dresde. Le corps prussien, trop exposé à Kesselsdorf, passa l'Elbe, et se campa au faubourg du Nouveau-Dresde, entre le Fischhaus et les Scheunen. M. de Schmettau, qui était commandant de Dresde, voyant que les Autrichiens se préparaient pour s'emparer du faubourg de Pirna, y fit mettre le feu. Le maréchal Daun ménageait la jeune cour, qui était dans la ville; il est à croire que sans elle il aurait été plus entreprenant; cependant les fossés de la place étaient bons. Le Roi avait quitté la Silésie; son avant-garde se trouvait au Weissenberg, de sorte que le commandant pouvait en toute sûreté attendre l'arrivée de ce secours. Le retour du Roi acheva de déranger les projets du maréchal Daun. Le comte de Dohna avait renvoyé l'armée des cercles; la saison avancée, et l'armée du Roi qui en trois marches pouvait être à Dresde, toutes ces considérations inspirèrent au maréchal Daun le dessein de se retirer. Il décampa le 15 de Grünau et de Leipnitz, et rentra en Bohême, où il mit ses troupes en quartiers d'hiver. Sur la nouvelle de son départ, le margrave Charles, qui était avec le gros de l'armée à Görlitz, reçut ordre de ramener les troupes en Silésie. Le Roi, qui était au Weissenberg, poussa à Dresde, où les arrangements se firent pour les quartiers d'hiver. Le comte de Dohna retourna dans la Poméranie et le Mecklenbourg; M. de Hülsen s'établit à Freyberg, sur les frontières de la Bohême; M. d'Itzenplitz commanda à Zwickau, et en Silésie on tira un cordon le long des frontières de la Bohême, de Greifenberg à Glatz; pour

M. de Fouqué, il occupa Jägerndorf, Léobschütz, Neustadt et les environs.

Nous n'avons fait qu'une légère mention de la campagne des Suédois, auxquels on n'avait opposé que des détachements de la garnison de Stettin, jusqu'à ce que le Roi y détacha M. de Wedell du camp de Rammenau en Lusace. Les prouesses des Suédois consistaient à pénétrer dans le plat pays lorsqu'ils n'y trouvaient aucune opposition; un faible détachement les réduisait à la défensive; et bien loin d'avoir fait des conquêtes, ils se trouvèrent trop heureux qu'on leur permît, l'hiver, de se cantonner aux environs de Stralsund. Nous avons également passé en silence quelques détachements que S. A. R.[a] fit, au commencement du printemps, vers Baireuth et Bamberg; MM. de Driesen et Mayr furent chargés de ces petites expéditions, dont le but était de ralentir les opérations de l'armée des cercles, et de répandre la terreur chez les princes d'Allemagne qui s'étaient déclarés contre le Roi.

Vous trouverez, en considérant le total de cette campagne, qu'elle se distingue des autres par la quantité des siéges qui furent levés : il n'y eut que deux places de prises, Schweidnitz par les Prussiens, et le Sonnenstein par les troupes de l'Empire. D'ailleurs, le Roi leva le siége d'Olmütz, les Russes, ceux de Cüstrin et de Colberg, les Autrichiens, ceux de Neisse et de Dresde, et les troupes des cercles, ceux de Torgau et de Leipzig.

Après la fin de cette longue et fatigante campagne, le Roi, ayant fait raser les ouvrages du Sonnenstein, retourna en Silésie, et établit son quartier général à Breslau.

[a] Le prince Henri.

CHAPITRE IX.

De l'hiver de 1758 à 1759.

La famille royale perdit, cette année, deux personnes illustres: l'une, le prince de Prusse,[a] qui depuis quelque temps était tombé en langueur, fut emporté, dès le commencement de juin, d'un catarrhe suffocatif, lorsque les Prussiens assiégeaient Olmütz; il fut regretté pour son bon cœur, pour ses connaissances, qui faisaient espérer pour l'avenir un gouvernement doux et heureux. La margrave de Baireuth[a] fut la seconde. C'était une princesse d'un rare mérite : elle avait l'esprit cultivé et orné des plus belles connaissances, un génie propre à tout, et un talent singulier pour tous les arts. Ces heureux dons de la nature faisaient cependant la moindre partie de ce qu'on pouvait dire à son éloge. La bonté de son cœur, ses inclinations généreuses et bienfaisantes, la noblesse et l'élévation de son âme, la douceur de son caractère, réunissaient en elle les avantages brillants de l'esprit à un fond de vertu solide, qui ne se démentit jamais. Elle éprouva souvent l'ingratitude de ceux qu'elle avait comblés de biens et de faveurs,

[a] Le prince Auguste-Guillaume était né le 9 août 1722. Il épousa, le 6 janvier 1742, la princesse Louise-Amélie de Brunswic-Wolfenbüttel, fut déclaré Prince de Prusse le 30 juin 1744, et mourut le 12 juin 1758. Voyez ci-dessus, de la page 132 à la page 135.

La princesse Frédérique-Sophie-Wilhelmine, née le 3 juillet 1709, avait épousé en 1731 le margrave Frédéric de Baireuth.

sans qu'on pût citer un exemple qu'elle eût jamais manqué à aucune personne. La plus tendre, la plus constante amitié unissait le Roi et cette digne sœur. Ces liens s'étaient formés dès leur première enfance; la même éducation et de mêmes sentiments les avaient resserrés; une fidélité à toute épreuve des deux parts les rendit indissolubles. Cette princesse, dont la santé était faible, prit si fort à cœur les dangers qui menaçaient sa famille, que le chagrin acheva de ruiner son tempérament. Son mal se déclara bientôt; les médecins reconnurent que c'était une hydropisie formée; leurs remèdes ne purent point la sauver; elle mourut le 14 d'octobre, avec un courage et une fermeté d'âme digne des 1758.
plus intrépides philosophes. Ce fut le jour même que le Roi fut battu à Hochkirch par les Autrichiens. Les Romains n'auraient pas manqué d'attribuer à ce jour une fatalité, à cause de deux coups aussi sensibles dont le Roi fut frappé en même temps. Dans ce siècle éclairé, on est revenu au moins de cet abus de la superstition de croire les jours heureux ou sinistres. La vie des hommes ne tient qu'à un cheveu; le gain ou la perte d'une bataille ne dépend que d'une bagatelle. Nos destins sont une suite de l'enchaînement général des causes secondes, qui, dans la foule d'événements qu'elles amènent, en doivent nécessairement produire d'avantageux et de funestes.

La même année termina le pontificat du pape Benoît, le moins superstitieux et le plus éclairé des pontifes qui depuis longtemps eussent tenu le siége de Rome. Les factions française, espagnole et autrichienne lui donnèrent pour successeur le Vénitien Rezzonico, qui prit le nom de Clément XIII. La différence de génie de ces deux papes frappa d'autant plus le public, que Clément, peut-être bon prêtre, manquait des talents nécessaires aux souverains de Rome pour gouverner leurs États et l'Église universelle. Ses premiers pas, dès son avénement au pontificat, furent de fausses démarches; il envoya au maréchal Daun une toque et une épée bénites, pour avoir battu les Prussiens à Hochkirch, quoique de tels présents, selon l'usage de la cour romaine, ne se fassent qu'à des généraux qui ont vaincu des nations infidèles, ou dompté des peuples barbares. Cette démarche d'éclat le brouillait donc nécessairement avec le roi de Prusse, qu'il devait ménager à cause du

grand nombre des sujets catholiques établis dans les États de sa domination.

Ce pape eut avec le roi de Portugal des démêlés plus indécents au sujet des jésuites. Ces pères avaient fait la guerre aux Espagnols et aux Portugais dans le Paraguay, et les avaient même battus. Depuis ces brouilleries, le roi de Portugal ne jugea plus convenable de confier les secrets de sa conscience et de son gouvernement à des membres d'une société qui avait agi comme ennemie de son royaume. Il renvoya le jésuite dont il s'était servi, et choisit un confesseur d'un autre ordre de religieux. Les jésuites, pour se venger de cet affront, qui tirait d'autant plus à conséquence, que la conduite du Roi pouvait être imitée par d'autres souverains, cabalèrent dans l'État, et excitèrent contre le gouvernement tous les grands du royaume sur lesquels ils avaient du crédit. Le père Malagrida, animé d'un zèle plus ardent, d'une haine théologale plus vive que ses confrères, parvint par ses intrigues à tramer une conspiration contre la personne du Roi, dont le duc d'Aveiro se déclara le chef. Ce duc, sachant que le Roi devait se promener en carrosse, embusqua des conjurés sur le chemin où il devait passer. Le cocher fut tué du premier coup, et de l'autre, le Roi eut le bras cassé. Longtemps après, le secret de la conjuration fut découvert par des lettres que les chefs du parti écrivaient au Brésil pour y causer un soulèvement. Le duc d'Aveiro et ses complices furent arrêtés; ils déposèrent unanimement que cet attentat leur avait été suppédité par les jésuites, instigateurs de tout ce qui venait d'arriver. Le Roi voulut faire une punition exemplaire des auteurs de cet abominable complot. Son juste ressentiment, armé des lois, soutenu par les tribunaux, devait éclater contre les jésuites. Le Pape prit leur défense, et s'y opposa ouvertement. Toutefois ces pères furent bannis du royaume; ils allèrent à Rome, où ils furent recueillis, non comme des rebelles et des traîtres, mais comme des martyrs qui avaient souffert héroïquement pour la foi. Il n'y manquait que des récompenses pour rendre la mémoire du Pape et de son pontificat plus en exécration à la postérité. Jamais la cour de Rome n'avait donné un tel scandale. Quelque vicieux que fussent les pontifes que les siècles précédents avaient détestés, aucun d'eux cependant

ne s'était ouvertement déclaré le protecteur du crime et des assassinats.

La conduite peu judicieuse du Pape parut influer sur tout le clergé; la toque bénite qu'il avait envoyée au maréchal Daun, excita une effervescence de zèle bizarre chez les souverains ecclésiastiques d'Allemagne. L'électeur de Cologne entre autres publia un édit dans ses États, par lequel il défendait à ses sujets protestants, sous de grièves peines, de se réjouir des avantages que les Prussiens ou les alliés pourraient remporter sur leurs ennemis. Ce fait, qui par lui-même mérite peu d'être rapporté, mérite pourtant d'être cité, parce qu'il caractérise l'absurdité des mœurs dans un siècle où d'ailleurs la raison a fait tant de progrès. Mais ces farces, qui se passaient aux petites cours, n'attiraient sur elles que la risée ou les sifflets du public; au lieu que les passions qui agitaient les grandes cours de l'Europe, produisaient des scènes plus funestes et plus tragiques.

Nous avons vu, il n'y a pas longtemps, à Versailles l'abbé de Bernis devenir ministre des affaires étrangères, et bientôt cardinal, pour avoir signé le traité de Vienne. Tant qu'il s'agissait d'établir sa fortune, toutes les voies lui furent égales pour y parvenir; mais aussitôt qu'il se vit établi, il songea à se maintenir dans ses emplois en se conduisant par des principes moins variables, et plus conformes aux intérêts permanents de l'État. Ses vues se tournèrent toutes du côté de la paix, pour terminer, d'une part, une guerre dont il ne prévoyait que des désavantages, et d'une autre, pour tirer sa nation d'une alliance contraire et forcée, dont la France portait le fardeau, et dont la maison d'Autriche devait seule retirer tout le fruit et tout l'avantage. Il s'adressa à l'Angleterre par des voies sourdes et secrètes, il y entama une négociation pour la paix; mais la marquise de Pompadour étant d'un sentiment contraire, il se vit aussitôt arrêté dans ses mesures. Ses actions imprudentes l'élevèrent, ses vues sages le perdirent; il fut disgracié pour avoir parlé de paix, et envoyé en exil dans l'évêché d'Aire.[a] M. de Choiseul, Lorrain de nation, ambassadeur de France à la cour de Vienne, fils de M. de Stainville, ambassadeur de l'Empereur à Paris, devint ministre des

[a] Dans l'abbaye de Saint-Médard, à Soissons.

affaires étrangères dans la place du cardinal disgracié. Il signala son entrée dans le ministère par un nouveau traité d'alliance qu'il conclut avec la cour de Vienne, dont nous donnons la copie à la fin de ce chapitre, pour ne point interrompre ce tableau général que nous faisons au lecteur. En le parcourant, vous vous apercevrez de l'ascendant que la cour de Vienne avait pris sur la cour de Versailles, qui alla encore depuis en augmentant. M. de Choiseul, non content du traité désavantageux qu'il venait de conclure avec l'Impératrice-Reine, ordonna au nom du Roi à l'Académie des inscriptions de frapper une médaille pour éterniser cet événement.

Ces deux cours ne s'en tinrent pas là; elles employèrent leur commun crédit à la cour de Pétersbourg pour ranimer la haine de l'impératrice Élisabeth contre le roi de Prusse; elles lui représentèrent qu'il fallait laver la tache que ses troupes avaient reçue à Zorndorf, en mettant, le printemps prochain, une armée plus nombreuse en campagne. Son favori Schuwaloff ne cessait de lui répéter que, pour changer en terreur le mépris où les Russes étaient chez les Prussiens, il fallait ordonner aux généraux qui commanderaient ces troupes, d'agir avec la plus grande vigueur, et de suivre en tout les impulsions qu'ils recevraient des puissances alliées. Toutes ces insinuations menaient au but qu'avait la cour de Vienne, de charger ses alliés du hasard de la guerre, et de se réserver pour en retirer seule l'avantage. Les ministres de Vienne et de Versailles jugèrent que, pour resserrer plus indissolublement leur alliance avec l'impératrice de Russie, il fallait lui garantir le royaume de Prusse, comme une conquête désormais incorporée dans sa vaste monarchie. Cette proposition fut favorablement reçue par l'Impératrice, et le traité fut conclu et signé en conséquence.

Le roi de Pologne était mêlé dans toutes ces intrigues, non seulement pour aigrir la cour de Pétersbourg contre celle de Berlin, mais voulant encore tirer de l'amitié de l'impératrice Élisabeth des avantages pour sa famille, il la sollicita de procurer par son assistance le duché de Courlande pour son troisième fils, le prince Charles. L'Impératrice, qui favorisait les Saxons, consentit à cet établissement, après quoi Auguste II donna à son fils

l'investiture de ce duché. Le nouveau duc alla à Pétersbourg, pour remercier l'Impératrice de cette faveur. Ce prince inquiet et ardent se mêla de toutes les intrigues de la cour; des procédés grossiers, des manières fières et dédaigneuses le brouillèrent avec le grand-duc et son épouse; il s'attira leur inimitié, et cette haine le perdit dans la suite.

Tandis que l'impératrice de Russie donnait des duchés et s'appropriait des royaumes, elle n'était pas elle-même sans appréhension: elle craignait que les Anglais, alliés des Prussiens, et mécontents des procédés que les Russes avaient eus envers eux dès le commencement de la guerre, n'envoyassent une flotte dans la Baltique, pour brûler le port de Kronschlot. Pour prévenir de pareilles entreprises, ses ministres négocièrent un traité d'association avec les couronnes de Suède et de Danemark, afin d'interdire le passage du Sund aux flottes étrangères. Cette convention, où les Suédois trouvaient leur compte, et où les subsides de la France obligeaient les Danois de se conformer, fut promptement conclue entre ces trois puissances. L'Angleterre ne s'embarrassait guère des mesures que prenaient les puissances du Nord pour défendre à ses escadres l'entrée de la Baltique; elle dominait sur l'Océan et sur toutes les autres mers, sans s'embarrasser de la Baltique ni du Sund. Ses amiraux Boscawen et Amherst avaient pris Cap-Breton; le sieur Keppel s'était rendu maître de l'île de Gorée sur les côtes d'Afrique. Les Indes leur offraient des conquêtes; les côtes du Danemark, de la Suède, de la Russie, aucune.

Ces grands progrès des Anglais ne soulageaient point le Roi du fardeau qu'il portait, et des risques que sa couronne avait à courir. Il avait demandé en vain aux Anglais une escadre pour couvrir ses ports de la Baltique, menacés par les armements des flottes russes et suédoises. Cette nation heureuse et fière méprisait ses alliés, qu'elle regardait comme des pensionnaires, uniquement attachée aux avantages de son commerce. Tout ce qui n'était pas relatif à cet objet, ne la touchait guère. Ainsi la guerre d'Allemagne et les intérêts du Roi n'entrèrent jamais en considération dans le parlement, ni chez ce peuple dédaigneux, qui méprise tout ce qui n'est pas anglais. Ils étaient si mauvais alliés, que le Roi les trouvait même dans son chemin dans des négo-

ciations où la bienséance aurait au moins exigé qu'ils l'assistassent. Nous parlons de celle qui s'était entamée à Constantinople dans la vue de contracter une alliance avec la Porte. Il est certain que les Anglais y auraient trouvé leur avantage; car la diversion que les Turcs auraient faite aux Autrichiens, influait sur toutes les branches de la guerre de terre ferme; elle aurait donné une supériorité aux Prussiens et aux Anglais sur leurs ennemis, qui aurait promptement acheminé les affaires à la paix. Cependant le sieur de Rexin, ministre du Roi, fut sans cesse traversé dans sa négociation par le sieur Porter, ministre de la Grande-Bretagne. D'ailleurs, le nouvel empereur des Turcs, sans éducation, était ignorant dans les affaires, et d'une timidité extrême, tant par la crainte d'être détrôné que par celle du mauvais succès de ses armes, s'il s'engageait dans une guerre avec la maison d'Autriche. Quelque grandes que fussent les sommes qui passaient à cette cour, quelque voie de corruption qu'on tentât, les affaires n'en furent guère avancées, à cause que les Autrichiens et les Français répandaient de l'argent et faisaient des largesses avec la même profusion, et que les Turcs trouvaient plus leur compte à recevoir des récompenses pour ne rien faire que pour entrer en action.

Les efforts inutiles que le Roi avait faits à la Porte, le persuadèrent de plus en plus que, n'ayant rien à attendre des secours étrangers, il ne devait recourir qu'à ses propres ressources. Son attention se tourna uniquement sur son armée; on leva tout le monde qu'on put; on arma, on remonta, on approvisionna les troupes, afin de s'opposer, la campagne prochaine, avec une armée bien conditionnée et nombreuse, à la multitude d'ennemis que les Prussiens auraient à combattre.

EXTRAIT

DU TRAITÉ D'ALLIANCE CONCLU A VERSAILLES,

LE 30 DÉCEMBRE 1758,

ENTRE

L'IMPÉRATRICE-REINE ET LE ROI DE FRANCE.

Ce traité paraît avoir été conclu en opposition de la convention de subsides qui avait été signée, le 11 d'avril de la même année, entre les cours de Prusse et d'Angleterre. Il en est fait mention dans le préambule, et il y est dit en autant de termes : « *Que comme on ne pouvait espérer de rétablir la tranquillité de l'Allemagne que par l'affaiblissement de la puissance pernicieuse du roi de Prusse, le Roi Très-Chrétien et l'Impératrice-Reine avaient jugé à propos de resserrer les nœuds de leur union par un traité confirmatif du traité de Versailles du 1er de mai* 1756, *et de convenir des moyens les plus propres pour forcer l'agresseur de donner satisfaction aux lésés et sûreté pour l'avenir, et pour établir solidement le repos de l'Allemagne, en réduisant le roi de Prusse dans des bornes qui ne lui permissent plus de troubler, au gré de son ambition et de celle de l'Angleterre, la tranquillité générale et celle de ses voisins.* » On passe ensuite au traité même, qui contient les articles suivants :

ARTICLE Ier.

Les deux parties confirment le traité de Versailles du 1er mai 1756, et le prennent pour base de la présente convention.

ARTICLE II.

Le roi de France promet de fournir à l'Impératrice-Reine, pendant tout le cours de la présente guerre, un secours de dix-huit mille hommes d'infanterie et de six mille hommes de cavalerie, soit en troupes, soit en argent, au choix de l'Impératrice-Reine.

ARTICLE III.

Ce secours en argent est évalué à trois millions quatre cent cinquante-six mille florins par an.

ARTICLE IV.

Le roi de France se charge seul du subside à payer à la Suède.

ARTICLE V.

Il promet de soudoyer le corps des troupes saxonnes, et de le renvoyer à la disposition de l'Impératrice-Reine, dès qu'elle le demandera.

ARTICLE VI.

Les deux parties s'engagent de procurer au roi de Pologne, électeur de Saxe, non seulement la restitution de ses États, mais aussi un dédommagement proportionné.

ARTICLE VII.

Le roi de France promet d'employer cent mille hommes en Allemagne, pour couvrir les Pays-Bas autrichiens et les États de l'Empire.

ARTICLE VIII.

La sûreté des côtes de Flandre ayant exigé que les places d'Ostende et de Nieuport fussent mises à l'abri de toute insulte, et le Roi Très-Chrétien ayant voulu se charger de la défense de ces deux places, elles demeureront confiées à la garde de ses troupes pendant tout le temps que durera la présente guerre entre la France et l'Angleterre; mais cet arrangement, uniquement relatif à la sûreté desdites places, ne doit porter aucun préjudice au droit de souveraineté de l'Impératrice-Reine.

ARTICLE IX.

Le roi de France promet cependant de restituer les places de Nieuport et d'Ostende, même avant sa paix avec l'Angleterre, si l'on en convenait ultérieurement.

ARTICLE X.

Les pays conquis sur le roi de Prusse seront gouvernés et administrés au nom et par les commissaires de l'Impératrice-Reine; mais les revenus publics appartiendront au Roi Très-Chrétien, à l'exception de quarante mille florins prélevables pour les frais de l'administration.

ARTICLE XI.

Les deux parties s'engagent à terminer à l'amiable les discussions particulières qu'elles pourraient avoir.

ARTICLE XII.

Le Roi Très-Chrétien promet de faire tous ses efforts pendant la guerre, et d'employer aux conférences pour la paix ses bons offices les plus efficaces, pour qu'au traité à conclure entre l'Impératrice-Reine et le roi de Prusse, le duché de Silésie et le comté de Glatz soient cédés et assurés à la maison d'Autriche, et il se charge d'avance de la garantie de tout ce qui sera stipulé à cet égard entre l'Impératrice-Reine et le roi de Prusse.

ARTICLE XIII.

Les deux parties s'engagent à ne faire ni paix ni trêve avec leurs ennemis communs, que d'un parfait concert. Le roi de France promet de ne faire ni paix ni trêve avec le roi d'Angleterre, sans convenir avec lui qu'il fera tous ses efforts pour engager le roi de Prusse à accorder à Sa Majesté Impériale des conditions justes et honorables, ou du moins sans obliger le roi d'Angleterre à promettre qu'il ne donnera plus de secours au roi de Prusse; et l'Impératrice-Reine s'engage à ne faire ni paix ni trêve avec le roi de Prusse, qu'aux mêmes conditions.

ARTICLE XIV.

Pour rassurer les États protestants, on confirme le traité de Westphalie, et on s'accorde d'inviter la couronne de Suède d'accéder au présent traité.

ARTICLE XV.

L'Impératrice-Reine renonce à son droit de réversion des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalle, en faveur des descendants mâles de l'infant Don Philippe.

ARTICLE XVI.

Les deux parties s'engagent d'agir de concert avec le duc de Parme auprès du roi des Deux-Siciles, pour fixer l'ordre de succession dans le royaume des Deux-Siciles.

ARTICLE XVII.

En retour de la renonciation énoncée dans l'article quinzième, le Roi Très-Chrétien promet d'employer ses bons offices pour déterminer le roi de Naples à céder à l'Empereur ses prétentions sur les biens allodiaux des maisons de Médicis et de Farnèse.

ARTICLE XVIII.

L'infant duc de Parme renonce à ses prétentions sur les biens

allodiaux des maisons de Médicis et de Farnèse, aussi bien que sur les villes de Bozzolo et de Sabionetta.

ARTICLE XIX.

Le Roi Très-Chrétien promet de concourir par ses bons offices pour que l'archiduc Joseph soit élu roi des Romains, d'une manière conforme aux constitutions de l'Empire.

ARTICLE XX.

Les deux parties conviennent de ne prendre aucunes mesures par rapport à la future élection d'un roi de Pologne, que d'un concert commun; et leur but n'étant que de maintenir la liberté de la nation polonaise, elles déclarent dès à présent que si le choix libre de la République venait à tomber sur un prince de la maison de Saxe, elles l'appuieront de leur mieux.

ARTICLE XXI.

L'Impératrice-Reine étant convenue avec le duc de Modène du mariage de l'archiduc Léopold avec la princesse de Modène, et voulant demander à l'Empereur et à l'Empire l'expectative à la succession féodale de Modène en faveur de l'archiduc Léopold, à condition que les États de Modène ne soient jamais unis à la masse des États de la maison d'Autriche, le roi de France promet d'y concourir par ses bons offices.

ARTICLE XXII.

On invitera d'accéder à ce traité l'Empereur, l'impératrice de Russie, et les rois de Suède et de Pologne.

Les deux derniers articles, ainsi que les trois articles séparés, ne roulent que sur de simples formalités.

APPENDICE.

CORRESPONDANCE
DE
FRÉDÉRIC AVEC LE ROI DE POLOGNE.[a]

I.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

De Dresde, le 29 août 1756.

Ayant été requis, par l'envoyé de Votre Majesté à ma cour, de permettre à ses troupes un passage par mes États pour la Bohême, je le lui ai accordé, dans l'espérance qu'elle y fera observer une exacte discipline; et afin de mieux pouvoir régler tout ce qui concerne cette marche, j'envoie à Votre Majesté Méagher, mon lieutenant-général et commandant des gardes suisses. Au reste, quoique les prétentions inopinées que le baron de Maltzahn a ajoutées à cette occasion au nom de Votre Majesté, m'aient paru fort étranges et en aucune manière conformes au traité de paix et d'alliance qui subsiste entre nous, je me flatte cependant que Votre Majesté daignera s'expliquer envers mon lieutenant-général de Méagher de telle façon, que je puisse parfaitement me tranquilliser sur ce point. C'est dans cette ferme persuasion que je demeure, etc.

[a] Voyez ci-dessus, p. 82.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

De Pretzsch, le 1er septembre 1756.

Le penchant que j'avais à la paix est si notoire, que rien de tout ce que j'en pourrais dire à Votre Majesté, ne saurait le confirmer davantage que la convention de neutralité que j'ai faite avec le roi d'Angleterre. Depuis cela, la cour de Vienne a cru, par divers changements de système, avoir trouvé le moment favorable de mettre en œuvre les projets qu'elle a déjà depuis longtemps conçus contre moi. J'ai employé la voie de négociation, que j'ai estimée la plus convenable pour lever de part et d'autre des soupçons auxquels la cour de Vienne avait donné lieu par plusieurs arrangements. La première réponse que j'en ai reçue était si obscure et si énigmatique, qu'aucun prince qui prend à tâche de pourvoir à sa sûreté, n'oserait en être satisfait. La seconde était si pleine de hauteur et de mépris, que tout prince qui n'est soumis à personne et qui tient son honneur à cœur, en doit être offensé; et quoique je n'aie exigé de l'Impératrice-Reine que des assurances qu'elle n'entreprendrait rien contre moi cette année-ci et la suivante, cependant elle n'a pas daigné me répondre sur un article de si grande importance. C'est ce refus qui m'a forcé malgré moi à embrasser le parti que j'ai cru le plus propre à traverser les desseins de mes ennemis.

Cependant les sentiments de paix et d'humanité m'ont encore incité à faire faire par mon ambassadeur à Vienne de nouvelles représentations à cette cour, et je lui ai ordonné de ne pas cacher que la dernière réponse que j'en ai reçue était non seulement peu modérée sur le choix des expressions, mais encore remplie d'une mauvaise dialectique, qui ne satisfaisait point du tout à ma demande; qu'en attendant, j'avais commencé à me mettre en mouvement; mais si malgré cela l'Impératrice-Reine était encore résolue de m'accorder les sûretés que j'ai exigées pour cette année et pour l'autre, elle pourrait compter que je sacrifierais volontiers au repos public tous les frais que m'a coûté cette ouverture de

campagne, et que je promettrais, dès ce moment, de remettre tout sur l'ancien pied. Les ressorts qui me font agir ainsi ne sont pas la soif du gain, ni l'ardeur de la gloire; ce n'est que la protection que je dois à mes sujets, et la nécessité absolue de traverser des complots qui s'augmenteraient de jour en jour, si l'épée ne venait encore à temps trancher ce lien indissoluble. Ce sont là les motifs que je suis en état de donner actuellement à Votre Majesté de mes démarches. Quant à la Saxe, je l'épargnerai autant que ma situation présente me le permettra. J'aurai pour Votre Majesté et pour toute votre famille royale toute l'attention et toute l'estime que je dois à un grand prince que je chéris, et que je ne trouve à plaindre qu'en ce qu'il se confie trop aux conseils d'un homme dont les mauvaises intentions ne me sont que trop connues, et dont je pourrais démontrer les dangereux desseins par des preuves écrites de sa propre main. Pendant toute ma vie j'ai fait profession d'honneur et de probité, caractère que je mets au-dessus de celui de roi, dans lequel le pur hasard m'a fait naître; et par ce caractère je proteste que, quelque apparence d'hostilité que puissent avoir mes actions, surtout au commencement, Votre Majesté verra, dussions-nous même ne jamais parvenir à quelque voie d'accommodement, combien ses intérêts me sont chers. Aussi trouvera-t-elle dans ma façon d'agir un zèle décidé pour son avantage et pour celui de toute sa famille, quoi qu'en disent certaines personnes, qui sont trop au-dessous de moi pour que je daigne m'abaisser jusqu'à les nommer. Je suis, etc.

II.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Dresde, le 3 septembre 1756.

Je reçois actuellement du général de Méagher la réponse à la lettre dont je l'avais chargé pour Votre Majesté. Je la remercie sincèrement des marques d'estime et d'amitié qu'elle veut bien me témoigner. J'espère aussi qu'en même temps Votre Majesté daignera me donner au plus tôt des marques réelles de ces assurances que j'estime infiniment.

Les démêlés qui se sont élevés entre Votre Majesté et l'Impératrice-Reine, ne me regardent en aucune façon. Elle a aussi eu la bonté de me mander les nouvelles représentations qu'elle a fait faire à la cour de Vienne, et qu'elle va régler ses mesures sur la réponse qu'elle en obtiendra. Cependant, après avoir uniquement exigé de moi un passage qui, suivant les constitutions de l'Empire très-connues à Votre Majesté, ne devait porter aucun préjudice à mes États, j'aurais dû croire qu'il était équitable de ne pas s'en emparer, et de s'en tenir ponctuellement à la déclaration authentique que Votre Majesté a faite, savoir : qu'elle n'avait aucun dessein d'agir avec moi en ennemi, ni de traiter mes États comme tels; d'en user au contraire comme il convient à un prince ami et bien intentionné. Bien loin de là, les troupes de Votre Majesté extorquent toutes sortes de livraisons, s'emparent de mes caisses publiques, démolissent une partie de ma forteresse de Wittenberg, et enlèvent mes officiers et même mes généraux, par-

tout où elles les trouvent. J'en appelle à ces sentiments de droiture et de probité dont Votre Majesté fait profession, et suis assuré qu'elle ne permettra pas que mes États souffrent des différends qui règnent entre Votre Majesté et l'Impératrice-Reine.

Au reste, je souhaite fort que Votre Majesté veuille me découvrir les desseins pernicieux dont elle a daigné faire mention dans la précédente, et dont je n'ai eu jusqu'à présent aucune idée. En attendant, je me flatte que Votre Majesté daignera avoir égard à mes sollicitations, et qu'elle évacuera mes États au plus tôt possible. Je suis prêt, ainsi que je l'ai déjà déclaré, à promettre toutes les sûretés que Votre Majesté pourra exiger de moi, tant qu'elles ne seront pas opposées à l'équité et à mon rang. Cependant, puisqu'il n'y a point de temps à perdre, et que je me trouve dans l'indispensable nécessité d'empêcher l'approche ultérieure de troupes qui agissent en quelque sorte en ennemis, et donnent par là occasion d'appréhender des suites encore plus fâcheuses, je suis résolu de me rendre à mon armée, et d'y attendre dans peu des déclarations plus positives de Votre Majesté. Mais je proteste encore une fois que mon intention n'est point de m'écarter du traité de neutralité dont nous sommes sur le point de convenir; qu'au contraire, je suis très-intentionné de le signer avec une parfaite satisfaction.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Lommatzsch, le 5 septembre 1756.

Le comte de Salmour m'a remis la lettre que Votre Majesté a eu la bonté de m'envoyer. Quelque vif que soit le désir et le penchant que j'ai de complaire à Votre Majesté, je me vois cependant dans l'impossibilité de retirer mes troupes de ses États, vu cent raisons de guerre qui m'en empêchent, quoiqu'il fût trop long de les rapporter. Une des principales est la sûreté des convois. Je voudrais que le chemin de la Bohême passât par la

Thuringe, je n'aurais pas eu besoin d'être à charge aux États de Votre Majesté; mais comme certaines raisons de guerre m'obligent à me servir de l'Elbe, je ne saurais sans miracle choisir d'autres moyens que ceux dont je me sers actuellement. J'emploie toute la célérité possible; cependant il est impossible à mes troupes d'avoir des ailes.

Au reste, je suis très-en état de prouver à Votre Majesté ce que j'ai mandé touchant les mauvaises intentions de son ministre, et touchant la conduite qu'il tient et qui est très-opposée à la paix de Dresde; et je le ferais dès à présent, si je n'étais empêché par certaines règles que la prudence m'oblige encore à observer. En attendant, je n'oublierai jamais ce que je dois à des têtes couronnées et à un prince voisin dont l'unique malheur est d'avoir été séduit, et pour lequel, fût-il même mon plus grand ennemi, ainsi que pour toute sa famille royale, je conserverai toujours l'estime la plus distinguée et la plus parfaite, etc.

III.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 10 septembre 1756.

J'ai, avec toute la complaisance possible, été au-devant de tout ce que Votre Majesté a équitablement pu prétendre de moi : j'ai, dès la première proposition qui m'a été faite par l'ambassadeur de Votre Majesté résidant à ma cour, envoyé le général de Méagher, tant pour l'assurer de ma parfaite neutralité, que pour accorder à ses troupes et à son artillerie un libre passage par mes États vers la Bohême, et pour apprendre en même temps de Votre Majesté en quoi devaient consister les sûretés exigées à cet effet; de plus, j'ai fait renouveler par l'ambassadeur de la Grande-Bretagne [a] ces offres plus en détail, sans en avoir jamais reçu une déclaration positive de la part de Votre Majesté; j'ai enfin, par une lettre que le comte de Salmour lui a présentée, indiqué les raisons qui m'ont porté à me rendre à mon armée. Après une telle conduite de ma part, j'aurais dû me flatter, ainsi que l'envoyé de la Grande-Bretagne me l'avait fait espérer, que Votre Majesté daignerait envoyer quelqu'un de qui je pusse apprendre quelles sont ses intentions et ses véritables prétentions. Cependant plusieurs journées se sont écoulées, sans que je sois éclairci sur cet article. Il n'aurait tenu qu'à moi de me retirer avec mon armée en Bohême, pour la mettre en sûreté; j'aurais aussi pu

[a] Lord Stormont.

prêter l'oreille à diverses propositions que j'ai toujours rejetées. Malgré cela, j'ai persisté de demeurer ici, dans la ferme persuasion où j'étais que les conditions que Votre Majesté pourrait exiger de moi, seraient toujours conformes à la paix qui règne entre nous, et aux assurances d'amitié dont ses lettres sont remplies, et suivant lesquelles elle demande simplement une sûreté suffisante que je n'entreprendrai rien contre elle, et que je lui céderai le libre usage de l'Elbe. Je m'offre d'accorder à Votre Majesté ces deux points, avec toutes les assurances qu'elle pourra convenablement exiger de moi; mais il est temps de s'expliquer clairement là-dessus; et c'est à cette fin que j'envoie le comte de Bellegarde, mon lieutenant-général et gouverneur de mon prince, qui aura l'honneur de présenter cette lettre à Votre Majesté. Je la prie de se découvrir à lui de façon à pouvoir établir une parfaite harmonie entre nous. Votre Majesté peut être persuadée que j'y contribuerai autant qu'il me sera possible : mais aussi toute prétention outrée ne saurait que me pousser à bout, et mon armée est bien disposée à sacrifier, en cas d'attaque, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz,[a] le 11 septembre 1756.

Que Votre Majesté daigne se rappeler ce dont je lui ai sans cesse fait mention; savoir : qu'étant parfaitement instruit des mauvaises intentions de son ministre, il m'est convenable d'employer quelques précautions pour ma propre sûreté dans les commencements d'une guerre que l'Impératrice-Reine a suscitée contre moi. Il s'agit d'abord de m'assurer du cours de l'Elbe, et en second lieu, d'empêcher qu'il ne me reste en arrière une armée qui n'attendrait que le moment favorable que je serais en prise avec

[a] Gross-Sedlitz.

l'ennemi, afin de pouvoir alors me tomber sur les bras. C'est ce qui me retient et me retiendra ici jusqu'à ce que cet obstacle soit levé; et comme la réponse que je reçois actuellement de Vienne me pousse à l'extrémité, je ne saurais rien changer en cette affaire. La reine de Pologne et toute la famille royale se portent bien; elles peuvent aller partout où bon leur semble, et elles ont toute la liberté possible, de même que tous ceux qui se trouvent dans les emplois publics de Votre Majesté. Elle voit par là que je tiens ma parole; et si elle souhaite de venir aujourd'hui ou demain faire un tour par mon armée, Votre Majesté verra que chacun aura pour sa personne autant d'estime que si nous vivions ensemble en parfaite harmonie.

IV.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 12 septembre 1756.

Le comte de Bellegarde m'a remis la lettre de Votre Majesté. J'y vois par le contenu que rien n'arrête le passage de ses troupes, que la nécessité de se rendre préalablement maître de l'Elbe, et la précaution d'empêcher que, pendant la guerre qui vient de s'allumer entre Votre Majesté et l'Impératrice-Reine, mes troupes n'entreprennent rien contre elle; c'est pourquoi je me hâte de lui répondre sur-le-champ, et de lever cet obstacle en détruisant, s'il est possible, cette méfiance dans laquelle Votre Majesté semble être entrée. Quant à l'un de ces deux points, j'y consens; et de l'autre, je suis prêt à l'en garantir. Puisse Votre Majesté se confier sur ma parole royale, qu'aucun de mes ministres ne s'est jusqu'ici avisé, ni n'oserait s'émanciper de m'y faire manquer. Mais si malgré cela Votre Majesté se croit en droit d'exiger des sûretés plus réelles, quelque suffisante que puisse être ma parole d'honneur, je suis disposé à lui céder les forteresses de Wittenberg, de Torgau, et même aussi celle de Pirna, tant que la guerre durera. Quant aux sûretés exigées touchant l'armée, je ne saurais que proposer à Votre Majesté, à l'exception des otages que je pourrais en tout cas lui offrir.

J'espère que ces offres pourront entièrement contenter Votre Majesté, et la convaincre de la sincérité de mes intentions. Les

conditions que je désire en représailles de la part de Votre Majesté, consistent à évacuer au plus tôt mes États de ses troupes, et à souffrir que les miennes puissent librement et sans être molestées rentrer dans leurs quartiers, dont cependant les trois places susdites seront exemptées, dans l'espérance que les troupes de Votre Majesté y vivront à leurs dépens, et ne se mêleront point de ce qui regarde les affaires civiles. Pour ne pas être obligé d'alléguer en détail ce qui concerne cet arrangement, je laisse à la disposition de Votre Majesté le choix de la personne qu'elle voudra destiner à cet usage; de ma part j'en ferai de même, afin qu'ils puissent s'arranger entre eux et venir recevoir notre consentement. Que Votre Majesté considère par là jusqu'à quel point je pousse mes avances : il me serait impossible d'en faire davantage, et j'aimerais mieux en venir aux plus grandes extrémités que d'oublier ce que je dois à moi-même, à mon pays et à mon armée, etc.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 12 septembre 1756.

Que Votre Majesté se ressouvienne de ma lettre d'hier, où j'ai dit qu'il est non seulement très-dangereux, mais même presque impossible d'entrer par la Saxe en Bohême, et de laisser une armée arrière moi. S'il ne s'agissait simplement que de marques de complaisance, il n'en est point dont je me dispenserais de lui témoigner; mais il s'agit ici de la sûreté et de la conservation d'un pays dont je suis roi, et c'est justement ce qui me force à ne pas quitter la Saxe jusqu'à ce que je sois parfaitement convaincu que je ne laisse rien en arrière qui puisse me donner dans la suite occasion de m'en repentir. Mon avant-garde est déjà en Bohême, elle est suivie d'un corps considérable; et s'il plaît à Votre Majesté d'envoyer un de ses officiers, quel qu'il soit, je

lui montrerai la position de mes troupes. Je n'ai pas sujet de me hâter, et je verrai si ma patience à attendre ou bien si d'autres moyens et mesures pourront décider ce qui regarde ma situation présente.

Quelle qu'en soit l'issue, Votre Majesté me trouvera toujours inaltérable dans les sentiments que j'ai pour elle, pour sa famille royale et pour tous ceux qui lui appartiennent.

V.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 13 septembre 1756.

J'ai cru que Votre Majesté admettrait enfin les propositions que j'ai faites dans ma précédente lettre, et me marquerait le genre de sûreté qu'elle pense être en droit d'exiger de moi : elle doit donc consister, selon toute apparence, uniquement dans la ruine de mon armée, soit par le fer, soit par la famine. Il s'en faut encore beaucoup que le dernier cas arrive; la protection divine, la fermeté et la fidélité de mes troupes, et la nécessité absolue d'en passer par là, me mettront à l'abri du premier. Que Votre Majesté daigne jeter un coup d'œil sur la situation dans laquelle elle me place. Je suis prêt à faire tout pour m'accorder avec Votre Majesté sur l'article qui lui tient si fort à cœur, pourvu que je le puisse faire sans que mon honneur en souffre.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 13 septembre 1756.

Rien ne me tient tant à cœur que ce qui regarde personnellement l'honneur et la dignité de Votre Majesté. Elle peut être assurée que sa personne m'a causé plus d'inquiétude dans son camp que ses troupes. Je me flatte cependant qu'il y a encore un moyen d'allier la dignité de Votre Majesté à ce que mes intérêts exigent indispensablement, et de terminer ce différend d'une façon qui nous sera convenable à tous deux. J'attends, si Votre Majesté le trouve bon, son approbation sur le dessein que j'ai de lui envoyer un de mes généraux muni de certaines propositions. Je la prie de lui parler seule, et de l'honorer d'une réponse.

Je le répète encore, et proteste sur mon honneur, qui m'est plus cher que la vie, que je n'ai rien contre sa personne ni contre les intérêts de sa maison; mais il est maintenant de toute nécessité que le sort de Votre Majesté soit uni au mien; et j'atteste par tout ce que j'ai de plus sacré que si la fortune m'est favorable dans la présente guerre, Votre Majesté n'aura aucun sujet d'être mécontente de moi; que si au contraire la fortune me tourne le dos, la Saxe éprouvera le même sort que la Prusse et mes autres États.

VI.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 13 septembre 1756.

Ayant appris par l'obligeante réponse que mon aide de camp, le général-major de Spörcken, m'a rendue, la résolution de Votre Majesté de m'envoyer un de ses généraux, je me hâte de lui protester que je l'attends avec plaisir, que je m'entretiendrai seul avec lui, et que je m'expliquerai de telle manière, que Votre Majesté aura lieu d'en être pleinement satisfaite.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 14 septembre 1756.

J'envoie, ainsi qu'il a plu à Votre Majesté, mon lieutenant-général de Winterfeldt, qui aura l'honneur de lui présenter ma lettre. Votre Majesté pourra entièrement ajouter foi à tout ce qu'il lui dira de ma part, et je souhaite que sa commission ait une heureuse issue, qui nous satisfasse également tous les deux. Puisse cette entrevue servir à former dans la suite une vraie et salutaire liaison entre deux États voisins qui ne peuvent se passer l'un de l'autre, et dont les véritables intérêts consistent à demeurer sans cesse unis.

VII.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 15 septembre 1756.

Je voudrais pour tout au monde pouvoir entrer dans les vues de Votre Majesté. Le général de Winterfeldt me les a déclarées, et même de la façon qu'il me les a proposées, elles auraient fait beaucoup plus d'impression sur moi, s'il était d'ailleurs possible de consentir à ce que Votre Majesté exige de moi. Le général susmentionné lui aura sans doute fidèlement rapporté les raisons importantes que je lui ai alléguées, qui m'empêchent d'embrasser un tel parti. Ces raisons pourront servir de preuves à ma façon de penser et à la constance inviolable que j'ai de tenir ma parole. C'est avec la même certitude que Votre Majesté peut compter sur l'accomplissement des promesses que je lui ai faites. Comment pourrais-je commencer des hostilités contre une princesse qui ne m'en a donné aucune occasion, et à laquelle je suis obligé de donner, en vertu d'un ancien traité défensif, dont Votre Majesté est suffisamment instruite, six mille hommes, si dans le cas présent l'agresseur n'était pas douteux; c'est pourquoi on n'en parlera plus. Dès la première apparence qu'il y eut à cette guerre, je me suis fermement proposé de ne point m'en mêler, et c'est la raison pourquoi j'ai rejeté toutes les offres qu'on m'a pu faire à ce sujet. Plein de l'idée où j'étais que je n'avais rien à appréhender, vu que je ne m'étais embarqué dans aucun de ces démêlés,

et que j'étais résolu de persister dans ces sentiments, je n'ai point fait marcher mon armée en Bohême, et je n'ai pas voulu permettre l'approche des troupes autrichiennes pour renforcer les miennes, malgré l'entrée de celles de Votre Majesté dans mes États. Comme je ne me départirai jamais de ces sentiments, que Votre Majesté ne saurait elle-même désapprouver, je me flatte aussi qu'elle s'acquiescera des propositions que j'ai faites dans ma lettre du 12, ou bien en substituera d'autres, qui puissent la tranquilliser par rapport à mes troupes, desquelles elle n'a rien du tout à craindre. Pour cet effet, j'envoie à Votre Majesté le baron d'Arnim, mon général de cavalerie. S'il était possible de nous accorder sur ce point, ce serait un canal très-propre à établir une union sincère entre deux pays voisins qui réellement ne peuvent se passer l'un de l'autre, et dont les vrais intérêts consistent en une parfaite liaison.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 15 septembre 1756.

Le général d'Arnim m'a remis la lettre que Votre Majesté a eu la bonté de m'envoyer. Je me suis entretenu avec lui sur tous les points qui concernent sa commission, et je me suis expliqué de la même manière que le général de Winterfeldt a eu l'honneur de le faire en présence de Votre Majesté. Je suis fâché de ne pas pouvoir pousser la complaisance plus loin; mais après ce que j'ai encore répété au général d'Arnim, il ne me reste rien autre chose à faire que d'être, etc.

VIII.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 15 septembre 1756.

Comme je ne saurais, malgré le malheur arrivé à mon électorat, oublier ce que je dois à mon royaume, où l'on a fixé au 4 du mois suivant la diète, je profite de l'occasion que Votre Majesté m'a offerte touchant les assurances qu'elle m'a renouvelées dans sa lettre du 12 de ce mois, la priant de me permettre, ainsi qu'à mes deux princes, à mon ministre et à ma suite, un libre passage pour aller en toute sûreté en Pologne. Je passerai par Breslau, parce qu'on pourra plus facilement trouver sur cette route les cent trente chevaux dont j'ai besoin pour mon voyage.

Je suis assuré que Votre Majesté ne fera point de difficulté là-dessus, et qu'elle aura en même temps la bonté de m'envoyer au plus tôt deux passe-ports pour deux officiers qui doivent prendre les devants, afin d'y faire les préparatifs nécessaires, tant pour les chevaux que pour les lieux où je m'arrêterai.

IX.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Le 16 septembre 1756.

Sur le point d'envoyer l'autre lettre par un trompette au général d'Arnim, qui devait avoir l'honneur de la remettre à Votre Majesté, j'appris le retour de ce général, qui m'apporta non seulement la réponse dont elle m'a honoré, mais me renouvela encore ce dont elle lui a parlé. Votre Majesté a sans doute déjà prévu combien étrange m'a semblé le refus qu'elle vient de faire de mes propositions, qui ne sont que trop équitables. Puisque Votre Majesté ne veut rien admettre que ce qui est diamétralement opposé à ma sincérité et à ma parole d'honneur, n'ayant rien à me reprocher sur ce qui pourra à présent arriver, j'en remets l'issue à la Providence.

Suivant le rapport du général d'Arnim, Votre Majesté est donc résolue de mettre une garnison à Dresde, et de faire une place d'armes de ma capitale, où résident la Reine et toute ma famille royale. L'on a toujours jusqu'ici observé des égards pour des personnes royales, et l'on a épargné leur résidence dans les guerres même les plus sanglantes. Du temps du feu roi mon père, lorsque le roi de Suède est entré comme ennemi en Saxe, pas un de ses soldats n'a osé mettre le pied dans sa résidence. Je remets le tout au bon plaisir de Votre Majesté, et la conjure de faire en sorte qu'on n'interrompe en aucune façon les correspon-

dances de la Reine et de ma famille, et d'avoir la complaisance de permettre une libre entrée et sortie à ma cour et à tout ce qui concerne mes équipages ou autres choses dont je pourrais avoir besoin en Pologne. Je renouvelle mes prières touchant les égards et les sûretés convenables à la Reine, à ma famille royale, à ma cour, à ma capitale, et en général à tout le pays dont elle vient de s'emparer. Je suis, etc.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 16 septembre 1756.

Je viens de recevoir deux lettres de Votre Majesté, dont l'une regarde sa résidence, et l'autre, son départ pour la Pologne. Les plaintes qu'elle forme touchant la ville de Dresde, sont de nature à être facilement levées. Quant au départ pour la Pologne, j'espère que Votre Majesté daignera au préalable terminer les négociations qu'elle a commencées touchant l'armée, qui par son absence pourraient encore trop traîner en longueur. Il n'en coûte que deux mots à Votre Majesté, et l'affaire sera vidée sur-le-champ. Dès lors, j'expédierai au plus tôt les deux passe-ports exigés, et j'ordonnerai des relais en Silésie, partout où elle le jugera à propos, parce que je ne désire rien de plus que de donner à Votre Majesté des marques de l'estime parfaite avec laquelle je suis, etc.

X.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 17 septembre 1756.

Par la réponse que j'ai hier reçue de Votre Majesté, j'ai vu qu'elle désirait de voir la fin des négociations entamées à l'occasion de mon armée, avant mon départ. Mais comment les finir, puisque les propositions de Votre Majesté sont de telle nature, qu'il est impossible de les admettre? Je lui ai indiqué tous les moyens de nous concerter, mais elle n'a pas témoigné la moindre intention d'y acquiescer; c'est ce qui m'a fait croire que toute voie de médiation était désormais inutile : de là je me suis contenté de ne désirer uniquement qu'un libre passage pour la Pologne, où ma présence est absolument nécessaire, vu la diète prochaine. J'espère que Votre Majesté voudra bien m'accorder ceci, et ce dont je l'ai priée touchant ma résidence. Pour ce qui regarde mon armée, j'ai décidé de son sort, ayant pris sur cet article une résolution convenable à mon honneur et à la nécessité. Je suis avec beaucoup d'estime, etc.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 17 septembre 1756.

J'envoie ici le général de Winterfeldt pour apprendre la résolution que Votre Majesté a prise, et qui seule va déterminer le parti qu'il me restera à prendre. Je suis avec beaucoup d'estime, etc.

XI.

LETTRE DU ROI DE POLOGNE A SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 18 septembre 1756.

Le général de Winterfeldt aura mandé à Votre Majesté la réponse que mon honneur et ma probité, que j'ai conservés jusqu'en ma soixantième année, m'ont dictée. Votre Majesté s'empare de mes États sans raison. Que l'Europe soit l'arbitre de ma cause et du plan qu'on a fabriqué sur mon compte, et dont la fausseté sera facilement reconnue par toutes les cours de l'Europe, vu que je n'ai jamais fait de pareilles propositions dont on prétend m'imputer. Je ne sais comment l'on pourra justifier une semblable façon d'agir, que ni moi ni qui que ce soit n'aurait pu soupçonner. Comme Votre Majesté ne m'a pas encore répondu touchant mon départ pour la Pologne, elle ne trouvera pas mauvais que je revienne à la charge; car ma présence y est bien nécessaire. Je suis, etc.

RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Sedlitz, le 18 septembre 1756.

J'ai lieu d'être d'autant plus surpris que Votre Majesté continue encore à douter des mauvais desseins de son ministre après les preuves authentiques que je lui en ai produites, vu que j'ai en main les pièces originales, dont j'ai été obligé de m'emparer pour ma justification. Je suis convaincu que tout le monde impartial reconnaîtra que l'état présent de mes affaires et les mauvaises intentions du ministre de Votre Majesté, m'ont mis dans une nécessité indispensable d'embrasser un parti tout à fait contraire à mon inclination et à ma façon de penser. Votre Majesté semble être bien empressée de partir; mais qu'elle se rappelle que je ne saurais aussi attendre plus longtemps par rapport à ses troupes et aux miennes, qui se trouvent vis-à-vis d'elles. Ces deux points devraient, selon moi, être expédiés en même temps.

Au reste, j'ai appris avec beaucoup de déplaisir la témérité de quelques-uns de mes officiers qui ont osé se saisir de la venaison destinée à la table de Votre Majesté. Elle peut être persuadée que si je viens à les découvrir, ils seront traités très-rigoureusement, et que je regarderai toujours comme sacré tout ce qui concerne sa personne et sa famille royale. Avant que de finir, je ne puis m'empêcher de déplorer de tout mon cœur de ce que Votre Majesté est entrée avec mes ennemis dans une alliance qui, suivant son propre aveu, la force à négliger les vrais intérêts de sa personne et de ses États. Je suis, etc.

AUTRE RÉPONSE DU ROI DE PRUSSE.

Struppen, le 18 octobre 1756.

MONSIEUR MON FRÈRE,

Puisque nos affaires sont à présent arrangées, et que le départ de Votre Majesté pour la Pologne lui tient si fort à cœur, j'ai sur-le-champ expédié tous les ordres qu'elle m'a fait demander par le major de Zeschwitz, et je lui souhaite de tout mon cœur un heureux voyage. Il dépendra uniquement de Votre Majesté de choisir quel chemin elle jugera à propos de prendre; et au cas que Votre Majesté désire de ne rencontrer aucunes de mes troupes sur la route, elle n'a qu'à faire dire un mot au baron de Spörcken, afin que je les puisse faire retirer à souhait. Je finis par les protestations les plus sincères que, malgré ce que je me suis vu forcé de faire dans les conjonctures présentes, je conserverai toujours pour Votre Majesté une amitié des plus parfaites, de façon que je saisirai toutes les occasions possibles de lui témoigner, ainsi qu'à sa famille royale, combien je m'intéresse à son avantage. En attendant, je demeurerai toujours avec les sentiments de l'estime la plus distinguée et de la considération la plus parfaite,

MONSIEUR MON FRÈRE,

de Votre Majesté

le fidèle frère,

FEDERIC.

DISPOSITION TESTAMENTAIRE.

AU PRINCE HENRI.

MON TRÈS-CHER FRÈRE,

Je vous prie de me garder le secret le plus absolu sur tout ce que cette lettre comprend, qui n'est que pour votre direction seule.

Je marche demain contre les Russes; comme les événements de la guerre peuvent produire toutes sortes d'accidents, et qu'il peut m'arriver facilement d'être tué, j'ai cru de mon devoir de vous mettre au fait de mes mesures, d'autant plus que vous êtes le tuteur de notre neveu[a] avec une autorité illimitée.

1° Si je suis tué, il faut sur-le-champ que toutes les armées prêtent le serment de fidélité à mon neveu.

2° Il faut continuer d'agir avec tant d'activité, que l'ennemi ne s'aperçoive d'aucun changement dans le commandement.

3° Voici le plan que j'ai actuellement: de battre les Russes à plate couture, s'il est possible; de renvoyer sur-le-champ Dohna contre les Suédois, et pour moi, de retourner avec mon corps, soit contre la Lusace, si l'ennemi voulait pénétrer de ce côté-là, soit de rejoindre l'armée, et de détacher six ou sept mille hommes en Haute-Silésie, pour rechasser de Ville qui l'infeste; pour vous,

[a] Frédéric-Guillaume II du nom comme roi. Voyez t. III, p. 80, et ci-dessus, p. 222.

de vous laisser agir selon que l'occasion se présente, votre plus grande attention devant se porter sur les projets de l'ennemi. qu'il faut toujours déranger avant qu'il parvienne à les mener à maturité.

Pour ce qui regarde les finances, je crois devoir vous informer que tous ces dérangements qui viennent d'arriver en dernier lieu, surtout ceux que je prévois encore, m'ont obligé d'accepter les subsides anglais, qui ne seront payables que dans le mois d'octobre.

Pour la politique, il est certain que si nous soutenons bien cette campagne, l'ennemi, las, fatigué et épuisé par la guerre, sera le premier à désirer la paix; je me flatte que l'on y parviendra pendant le cours de cet hiver. Voilà tout ce que je puis vous dire des affaires, en gros; quant au détail, ce sera à vous à vous mettre incessamment au fait de tout; mais si incontinent après ma mort l'on montre de l'impatience et un désir trop violent pour la paix, ce sera le moyen de l'avoir mauvaise, et d'être obligé de recevoir la loi de ceux que nous aurons vaincus.

Je dois ajouter à tout ceci mon itinéraire, pour que vous sachiez où je serai, et en quel lieu vous pouvez me trouver: le 13, je serai à Liegnitz; le 14, entre Lüben et Rauden; le 15, repos; le 16, vers Grünberg; le 17, à ce village que je vous ai écrit, où je veux passer l'Oder; le 18, les ponts se feront; le 19, le passage; le 20, jonction avec Dohna; et du 20 au 25, j'espère d'engager une affaire entre Méseritz et Posen.

Voilà tout ce que je suis en état de vous dire jusqu'à présent. Vous serez incessamment informé du succès de cette opération.

Grüssau, ce 10 d'août 1758.

TABLE DES MATIÈRES.

IMPRIMERIE ROYALE
(R. DECKER)

